

NATIONS



UNIES

**DOCUMENTS OFFICIELS DE LA DEUXIEME SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

SUPPLEMENT No 11

**COMMISSION SPECIALE D'ENQUETE
SUR LA PALESTINE**

RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE

VOLUME III

ANNEXE A:

**TEMOIGNAGES ORAUX
FOURNIS EN SEANCES PUBLIQUES**

NATIONS



UNIES

**DOCUMENTS OFFICIELS DE LA DEUXIEME SESSION
DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

SUPPLEMENT No 11

**COMMISSION SPECIALE D'ENQUETE
SUR LA PALESTINE**

RAPPORT A L'ASSEMBLEE GENERALE

VOLUME III

ANNEXE A:

**TEMOIGNAGES ORAUX
FOURNIS EN SEANCES PUBLIQUES**

Lake Success

New-York

1947

A/364. Add. 2
9 septembre 1947

INTRODUCTION

Le présent volume contient le compte rendu des dépositions présentées à la Commission spéciale des Nations Unies pour la Palestine au cours de ses séances publiques à Jérusalem et à Beyrouth et constitue l'Annexe A au rapport de la Commission à l'Assemblée générale.

Treize séances publiques ont été consacrées à l'audition des dépositions orales à Jérusalem. Des témoignages ont été reçus des représentants de l'Agence juive pour la Palestine, d'autres organisations juives, et du Dr Chaim Weizmann à titre personnel.

Une séance publique à Beyrouth a été consacrée à l'audition des représentants de six États arabes.

Les procès-verbaux de toutes ces auditions, sauf une, sont reproduits *in extenso*. Dans le cas de la huitième séance, à laquelle les représentants de l'Agence juive pour la Palestine ont exposé des faits concernant le pays, la Commission spéciale a estimé qu'il suffisait d'un rapport sommaire détaillé, en raison de la nature préliminaire du témoignage.

TABLE DES MATIERES

| | Pages | | Pages |
|--|-------|---|-------|
| INTRODUCTION..... | iii | 2. Audition des représentantes des organisations des femmes juives de Palestine.. | 170 |
| COMPTE RENDU DE LA HUITIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 17 juin 1947, à 16 heures. | | PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-NEUVIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 13 juillet 1947, à 9 h. 30. | |
| Audition de faits relatifs à la situation en Palestine exposés par les représentants de l'Agence juive en Palestine... | 1 | Audition des représentants du Parti communiste de Palestine..... | 176 |
| PROCÈS-VERBAL DE LA SEIZIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 4 juillet 1947, à 9 h. 30. | | PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 14 juillet 1947, à 9 heures. | |
| Adoption de l'ordre du jour..... | 11 | Audition des représentants de l'Association ihud..... | 203 |
| PROCÈS-VERBAL DE LA DIX-SEPTIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 6 juillet 1947, à 9 heures. | | PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-DEUXIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 15 juillet 1947, à 11 h. 25. | |
| Suite de l'audition des représentants de l'Agence juive..... | 41 | 1. Audition publique des représentants du Parti communiste de Palestine, Comité central..... | 232 |
| PROCÈS-VERBAL DE LA DIX-NEUVIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 7 juillet 1947, à 9 heures. | | 2. Audition publique des représentants de la Ligue pour le rapprochement judéo-arabe..... | 237 |
| Suite de l'audition des représentants de l'Agence juive..... | 57 | PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-TROISIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 16 juillet 1947, à 9 heures. | |
| PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT ET UNIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 8 juillet 1947, à 9 heures. | | 1. Audition des représentants du Conseil (Waad Hair) de la Communauté juive Ashkenazite..... | 255 |
| 1. Audition de M. Weizmann..... | 87 | 2. Audition des représentants de la Fédération générale des Travailleurs juifs... | 259 |
| 2. Suite de l'audition des représentants de l'Agence juive..... | 104 | 3. Audition des représentants de l'Agence juive pour la Palestine..... | 270 |
| PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-QUATRIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 9 juillet 1947, à 9 heures. | | PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-CINQUIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 17 juillet, 1947 à 9 h. 30. | |
| 1. Suite de l'audition des représentants de l'Agence juive..... | 113 | 1. Suite de l'audition des représentants de l'Agence juive pour la Palestine..... | 283 |
| 2. Audition des représentants du <i>Vaad-Leumi</i> | 126 | 2. Audition des représentants de l'Union communiste de Palestine..... | 291 |
| PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-SIXIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 10 juillet 1947, à 9 heures. | | PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-HUITIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 22 juillet 1947 à 11 heures au Ministère des Affaires étrangères, Beyrouth, Liban. ¹ | |
| 1. Suite de l'audition des représentants du <i>Vaad-Leumi</i> | 144 | Déclarations des représentants des Pays arabes..... | 300 |
| 2. Audition des représentants du Grand Rabbinate..... | 149 | LISTE DES AUDITIONS EN SÉANCES PUBLIQUES..... | 307 |
| 3. Audition des représentants de l'Agudath Israël..... | 159 | | |
| PROCÈS-VERBAL DE LA VINGT-SEPTIÈME SÉANCE (séance publique) tenue le 11 juillet 1947, à 11 heures. | | | |
| 1. Audition des représentants de l'Eglise d'Angleterre et de l'Eglise d'Ecosse... | 166 | | |

¹ Toutes les séances, à l'exception de la trente-huitième séance, furent tenues dans les locaux de l'YMCA à Jérusalem.

COMPTE-RENDU DE LA HUITIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

tenue dans les locaux de l'YMCA à Jérusalem

le mardi 17 juin 1947 à 16 heures

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HÖÖD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. BRILEJ, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT ouvre la première séance publique en Palestine à 16h.20.

Audition de faits relatifs à la situation en Palestine exposés par les représentants de l'Agence juive en Palestine

Le PRÉSIDENT invite M. M. Shertok et M. D. Horowitz, représentants de l'Agence juive, à prendre place à la table de la Commission et à présenter leurs observations sur l'ouvrage intitulé *Survey of Palestine* (Etude d'ensemble de la Palestine) et les autres publications reçues du Gouvernement de la Palestine par la Commission.

M. SHERTOK (Agence juive) déclare qu'il va présenter du point de vue de l'Agence juive un exposé préliminaire de la question faisant l'objet de l'enquête.

Après quelques mots de bienvenue à la Commission, M. Shertok commence sa déclaration en faisant une brève allusion à la carte de la Palestine dont il souligne la variété considérable tant géographique que climatique. Il fait observer que la Palestine n'a jamais été un pays aussi petit qu'actuellement. Avant la première guerre mondiale, la Palestine s'étendait des deux côtés du Jourdain et un peu plus au nord de sa frontière septentrionale actuelle à l'est et à l'ouest. En outre, la partie orientale qui constitue la majorité du territoire palestinien en a été séparée et constitue à l'heure actuelle un pays distinct, le royaume arabe de Transjordanie.

M. Shertok décrit ensuite les cinq zones géographiques distinctes de la Palestine en donnant pour chaque zone le nombre de colonies agricoles juives. Il déclare que le Negev, qui représente 40 pour 100 de la superficie du pays contient ac-

tuellement une population en majorité arabe et qu'il est en majeure partie cultivable. La partie nord du Negev contient un bon terrain et est susceptible d'être transformée en une région de fort développement agricole. Il n'existe dans cette zone que dix-sept colonies juives environ, la plupart créées au cours de ces deux dernières années. Toutefois le pays a officiellement un système de zones différent basé sur la liberté plus ou moins grande accordée aux juifs d'acquérir de la terre. Sur 63 pour 100 de la superficie du pays, il est complètement interdit aux Juifs d'acheter de la terre. Sur 32 pour 100 du pays, toute transaction entre Juifs et non-Juifs exige une permission spéciale du Gouvernement. Sur 5 pour 100 seulement du territoire de la Palestine les Juifs peuvent librement acheter de la terre.

La prohibition est en proportion inverse de l'importance des propriétés juives. Dans les régions où les Juifs ont acheté une large partie du territoire ils peuvent acheter le reste; là où ils n'ont presque rien acheté il leur est complètement interdit de le faire.

M. Shertok souligne que la colonisation agricole juive n'a pas eu pour conséquence de créer une classe d'Arabes sans terre. Dans les régions où la terre a été achetée à des propriétaires non exploitants, les fermiers arabes ont toujours été, lorsqu'ils ont dû partir, établis ailleurs. Pas un seul village arabe n'est disparu de la carte de la Palestine. Il est difficile de trouver dans l'histoire de la colonisation un exemple où un plan de colonisation aussi vaste ait été mené à bien avec un respect aussi grand des intérêts de la population existante.

La Palestine doit son existence en tant que pays distinct au fait qu'elle est le berceau du peuple juif et qu'en Palestine le peuple juif a pu fournir sa contribution au patrimoine culturel et spirituel de l'humanité.

Au cours de chaque siècle et de chaque génération, les Juifs ont tenté de retourner en Palestine. En dépit des expulsions et des interdictions, les Juifs ont lutté avec ardeur pour maintenir leurs positions en Palestine. La phase actuelle de la réinstallation des Juifs en Palestine, commencée en 1881, n'est qu'un maillon dans la chaîne des tentatives de retour des Juifs. Les Juifs, contraints par la souffrance et le danger de chercher refuge ailleurs, étaient attirés par la Palestine parce que ce pays était le seul où ils pouvaient espérer reconstituer leur existence sur une base sûre et redevenir une nation.

M. Shertok décrit alors les vagues successives d'immigration qui ont amené les Juifs en Palestine après 1880.

A la suite de la première guerre mondiale la Palestine a changé de mains. Le Gouvernement britannique a publié la déclaration Balfour et le mandat a été approuvé sur cette base.

L'immigration juive est maintenant devenue le trait dominant de la vie du pays et le facteur principal de son développement. Un très grand nombre de Juifs sont venus en Palestine et cette forte immigration, loin de provoquer une désorganisation de l'économie, a causé une pénurie marquée de main-d'œuvre en raison de la demande de produits alimentaires et de services de la part des immigrants.

En 1939, la politique britannique a subi, à la suite de la publication du Livre Blanc, un virement complet. L'immigration juive a été sévèrement restreinte et des dizaines de milliers de Juifs qui en d'autres conditions eussent pu être sauvés s'ils s'étaient échappés à temps en Palestine, ont été bloqués en Europe et exterminés. Le même drame se déroule actuellement sous une autre forme. Mille cinq cents Juifs seulement sont autorisés à entrer en Palestine chaque mois mais un nombre beaucoup plus grand cherche à s'échapper des camps de personnes déplacées en Europe.

Le processus de l'immigration juive pris dans son ensemble constitue un retour massif numériquement aussi bien que géographiquement. Cinquante pays reconnaissent que les immigrants sont venus de chez eux.

Un des traits les plus remarquables de l'immigration juive au cours de ces dix dernières années est l'introduction d'enfants et d'adolescents qui ont reçu une éducation et un apprentissage dans des colonies agricoles ou dans des institutions spéciales. L'Agence juive a fait venir près de 18.000 enfants.

En tant que mouvement national, l'Agence juive s'oppose à l'assimilation des Juifs dans les différentes nations du monde et à la perte de leur caractère distinct. En Palestine, toutefois, l'Agence juive est en faveur de l'assimilation parce que les Juifs s'y assimilent entre eux et se fondent en un peuple de nouveau unifié et reconstitué. Sur les 640,000 Juifs vivant actuellement en Palestine, 230,000 y sont nés, la plupart sont des enfants d'immigrants.

Les Juifs vivant actuellement en Palestine ne se considèrent pas comme une population stable et stationnaire mais plutôt comme une avant-garde préparant le terrain en vue de l'absorption de nouveaux immigrants.

Du point de vue économique et social, les Juifs en Palestine constituent une société nouvelle qui se forme par l'immigration et la colonisation. Ils ne vivent pas au détriment des autres; ils créent leurs propres moyens d'existence. La Palestine a absorbé un nombre considérable de

nouveaux arrivants parce que ceux-ci ont apporté avec eux leurs moyens d'existence, leurs capitaux, leur initiative, leur capacité de production, une certaine mesure d'adaptabilité et d'ingéniosité et surtout la détermination d'utiliser et d'accroître les possibilités de production qui leur permettent de vivre.

M. Shertok souligne que les Juifs de Palestine visent délibérément à créer leur propre économie afin de pouvoir vivre d'une vie juive indépendante au sens propre du mot.

Un des traits dominants de la colonisation juive est le caractère compact au point de vue territorial des colonies juives. Ceci peut s'observer non seulement dans les villages mais également dans les zones urbaines. Il y a place en Palestine pour beaucoup d'autres colonies juives, aussi bien dans les zones déjà colonisées par les Juifs que dans les régions de la Palestine dont la population est actuellement uniquement arabe.

Nous estimons, dit M. Shertok, qu'il nous est impossible d'obtenir de bons résultats en nous joignant individuellement à la masse de la population arabe tant au point de vue économique que territorial, ainsi que nous le faisons par la force des choses dans tous les autres Etats avec la population du pays. Un tel processus irait à l'encontre de nos buts s'il était appliqué en Palestine. Notre but est de construire un système national autonome reposant sur ses propres fondations. C'est de cette manière seulement que nous pourrons espérer nous établir en grand nombre et nous sentir économiquement en sécurité et indépendants au point de vue national.

Le défrichement du pays, la remise en valeur d'une terre ayant souffert d'une négligence séculaire et la constitution d'une nouvelle société, en partant des fondations mêmes, sont devenus l'idéal le plus élevé de la jeunesse juive. Actuellement 19 pour 100 seulement des Juifs vivent effectivement de la terre, soit la même proportion qu'aux Etats-Unis d'Amérique. L'immigration juive est une transition à la vie rurale et agricole pour un peuple d'éducation urbaine. Dans les écoles secondaires juives il y a des sociétés de jeunes gens dont l'ambition est non d'aller dans les universités mais de fonder des colonies agricoles. Chaque dunum de terrain possédé par des Juifs en Palestine a dû être acquis et mis en valeur à leurs propres frais. Ils n'ont à ce point de vue reçu aucune aide de la Puissance mandataire. Même en ce qui concerne le domaine de l'Etat, en dépit de dispositions expresses du mandat qui stipule que des terres utilisables doivent être placées à la disposition des Juifs, ils n'ont pratiquement rien obtenu. Ils ont reçu quelques zones de terrain mais entièrement incultivables, uniquement utilisables à des fins personnelles et pour l'habitation, mais rien pour l'agriculture.

Actuellement les Juifs possèdent tout juste un peu plus de 6 pour 100 de la superficie de la Palestine. Environ 40 à 45 pour 100 de ce chiffre est constitué par des terrains nationaux appartenant au fonds national juif contrôlé par l'organisation sioniste. Le reste appartient à des particuliers ou a été donné en concession.

M. Shertok exprime le désir que les membres de la Commission non seulement examinent au cours de leur visite ce que les Juifs ont fait dans le domaine agricole, mais qu'ils apprécient également la grande marge de possibilités non utilisée.

L'Agence juive a, dans son programme de colonisation, suivi du point de vue social qu'il convient de distinguer du point de vue agricole deux grands principes: administration autonome par les colons dès le début et décision de leur part quant à la forme sociale particulière de travail et d'existence en commun qu'ils choisissent. La responsabilité a été ainsi entièrement confiée aux colons eux-mêmes.

M. Shertok traite ensuite en détail des résultats obtenus par la collaboration et l'assistance mutuelle entre les colons agricoles juifs et le système de colonisation dit sioniste.

M. Shertok parle ensuite de la place que l'industrie juive occupe dans la vie économique de la Palestine. Quatre-vingts pour 100 de l'industrie de la Palestine qui est entièrement nouvelle est entre les mains des Juifs. La transition de l'économie de guerre à l'économie de paix s'est effectuée sans grands heurts et la structure industrielle juive a montré un degré de stabilité et de résistance remarquable dans sa réadaptation à de nouvelles conditions.

Le développement industriel a constitué l'épine dorsale du développement urbain juif. Le développement urbain s'est également traduit par l'autonomie municipale. Il existe en Palestine trois types de municipalités: les municipalités purement arabes, les municipalités mixtes et les municipalités purement juives. La différence entre les trois peut s'observer dans l'importance des services publics, dans le montant des impôts perçus et dans le degré d'autonomie administrative démocratique. Dans les municipalités purement juives, les femmes ont le droit de vote et le chiffre du cens nécessaire pour être électeur et éligible est assez bas; dans les communes mixtes, il est plus élevé. Dans les municipalités arabes, il l'est encore davantage.

Le mouvement syndical juif joue un rôle très important dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie. La principale organisation ouvrière juive, le *Histadrut* a pris à son compte un grand nombre d'industries. Il existe également une grande activité coopérative dans le cadre de la confédération du travail et en dehors de celui-ci.

Toute cette activité exige un certain degré d'organisation. L'organisation du peuple juif

en Palestine s'exerce sur deux plans: l'organisation des Juifs de Palestine et l'organisation de l'Agence juive.

La première, la communauté juive de Palestine, est reconnue comme personne morale; elle a ses propres élections générales basées sur le suffrage universel et sur l'autorité centrale. La seconde, l'organisation de l'Agence juive est le porte-parole des Juifs qui, dans le monde, s'intéressent à la constitution d'un Foyer national juif en Palestine. Il existe une coordination et une répartition des attributions entre l'Agence et le *Vaad Leumi*. Les services du *Vaad Leumi* pourvoient aux besoins de la population existante. Ceux de l'Agence juive veillent aux besoins des nouveaux arrivants et au développement de nouvelles possibilités. Pendant la guerre l'Agence juive et le *Vaad Leumi* ont organisé en commun l'effort de guerre de la communauté juive à la suite duquel 33.000 hommes et femmes dont 26.000 dans l'armée, la marine et l'aviation ont répondu à l'appel sous les armes. Les Juifs de Palestine ont combattu dans la guerre en tant que peuple distinct et ont constitué par la suite la brigade juive qui a combattu en Italie.

M. Shertok conclut sa déclaration en soulignant que la communauté juive est une nation en voie de formation. Il existe déjà une économie nationale. Une grande partie de la crise actuelle provient du fait qu'il existe un manque d'harmonie ou un conflit entre la situation réelle du peuple juif et l'économie juive en Palestine, la position qu'il occupe aujourd'hui, les instruments d'action collective qui lui manquent et les possibilités d'autre défense économique et politique qu'il n'a pas.

Les Membres de la Commission cherchent à obtenir de M. Shertok des renseignements sur les questions soulevées par ses déclarations. Les questions et les réponses échangées au cours de cette partie de la séance sont reproduites en majeure partie in extenso, comme suit:

Le PRÉSIDENT: Vous avez indiqué que le nombre des habitants juifs s'élève à 640.000.

M. Shertok: Oui.

Le PRÉSIDENT: Il serait intéressant de comparer ce chiffre avec votre évaluation du total de la population.

M. SHERTOK: La population s'élève à un total d'un peu plus de 1.900.000.

Le PRÉSIDENT: Les nomades sont-ils compris dans ce chiffre?

M. SHERTOK: Je le crois.

Le PRÉSIDENT: L'expression Negev s'applique-t-elle à un territoire bien défini ou n'est-ce qu'un terme vague appliqué à un pays dans une certaine direction ?

M. SHERTOK: Je suis heureux que vous me posiez cette question. Afin d'éviter toute inexactitude, nous entendons maintenant par Negev, le sous-district de Beersheba. Nous considérons le Negev s'identifiant pratiquement au Sous-district de Beersheba qui constitue un territoire bien défini. La superficie en est environ 12.000.000 de dunums.

Le PRÉSIDENT: Est-ce là le sens exact du terme ou en existe-t-il un autre ?

M. SHERTOK: Voyez-vous, il faut toujours prendre soin lorsque quelqu'un emploie ce terme, de lui poser la question que vous venez de me poser. Dans nos textes, c'est le sens que l'on donne au mot Negev.

Le PRÉSIDENT: Puis-je vous demander également le pourcentage de Juifs établis sur la terre dans les districts ruraux ?

M. SHERTOK: J'ai dit 19 pour 100 dans les districts ruraux.

Le PRÉSIDENT: Vous avez dit que les femmes ont le droit de vote dans les communautés juives.

M. SHERTOK: Dans les municipalités juives et les conseils locaux juifs.

Le PRÉSIDENT: Qu'en est-il en ce qui concerne les musulmans ?

M. SHERTOK: Les femmes n'ont pas le droit de vote. Je crois que les seules femmes musulmanes qui votent en Palestine sont les membres des quelques familles arabes qui se trouvent être comprises dans le territoire de Tel-Aviv.

Le PRÉSIDENT: Faites-vous une distinction entre l'utilisation du droit de vote et le droit lui-même ?

M. SHERTOK: Je ne parle que du droit de vote et non de l'exercice de ce droit. Elles n'ont pas le droit de vote. Celui-ci dans les territoires purement arabes et musulmans est limité aux personnes du sexe masculin. Puis-je faire observer qu'à Haïfa et à Jérusalem les femmes juives—non seulement les femmes arabes mais également les juives—n'ont pas le droit de vote dans les élections municipales ? A Tel-Aviv elles l'ont.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il des membres de la Commission qui désirent poser une question sur

cette déclaration ? J'ai l'intention de poursuivre ultérieurement les débats sur ce point.

M. BLOM (Pays-Bas): Je ne suis pas tout à fait sûr que la question que je vais poser rentre dans le cadre de la déclaration au point où nous en sommes. J'aimerais demander comment fonctionne en pratique la collaboration de l'administration de la Palestine avec l'Agence juive. Comment cette collaboration est-elle organisée en pratique ?

M. SHERTOK: J'ai peur qu'il ne me soit un peu difficile de répondre à cette question en raison du caractère anormal de la situation actuelle. Je peux me reporter à la période antérieure à 1939. Au cours de cette période, il existait un contact assez fréquent entre l'Agence juive et le Gouvernement de la Palestine, les deux organismes centraux, c'est-à-dire le Haut Commissaire et le Secrétariat, ses départements de la santé publique, des travaux publics, de l'immigration, etc., la police et l'administration des districts. Plus souvent peut-être dans d'autres questions, c'est l'Agence juive qui prenait l'initiative en entrant en contact avec le Gouvernement et en faisant des représentations orales ou écrites, en attirant l'attention sur certaines questions, en demandant la réparation de certains torts, en présentant des propositions ou en critiquant celles du Gouvernement. Mais assez souvent, l'Agence juive était appelée par le Gouvernement pour consultation, ou afin d'entendre son point de vue sur la politique suivie par elle, et sur le fonctionnement des communautés juives. Il y a eu une collaboration particulièrement étroite entre nous et le Gouvernement dans le domaine de la sécurité publique. Lorsque le Gouvernement nommait des comités composés en totalité ou en partie de représentants de la population, il nous consultait invariablement avant de nommer les membres juifs de ces comités.

Dans les questions d'immigration, il existait une collaboration étroite non seulement en ce sens que nous donnions notre point de vue sur les différentes lois et dispositions relatives à l'immigration, mais également en ce que le Gouvernement nous chargeait de la distribution d'un grand nombre de permis d'immigration, en fait de tous les permis affectés à la catégorie dite de la main d'œuvre.

Actuellement la situation comparée à ce qu'elle était alors est anormale en raison du fait que la politique du Livre Blanc a brisé la pierre angulaire de la collaboration entre nous et le Gouvernement. Nous estimons qu'en publiant le Livre Blanc en 1939, le Gouvernement a violé le mandat et, à vrai dire, c'est le mandat qui constitue la base de la collaboration. Nous sommes d'avis que non seulement le mandat est actuellement inopérant dans ses dispositions

principales mais également que la politique actuellement appliquée est en opposition directe avec les termes du mandat. Elle n'empêche pas le contact entre nous et le Gouvernement mais je décrirais ce contact comme plus occasionnel, moins systématique qu'autrefois. Il me faut, à mon grand regret, reconnaître que les relations sont extrêmement tendues.

M. BLOM (Pays-Bas): J'ai encore une question à poser sur le même sujet. C'est une question d'ordre juridique. Qui est considéré par l'Agence juive comme étant juridiquement Juif? Quel est le critérium, est-ce la religion, la race...? Par exemple, l'épouse non juive d'un Juif est-elle Juive ou ne l'est-elle pas?

M. SHERTOK: Du point de vue technique et d'après la législation de la Palestine, la religion juive est essentielle. Ce qui importe, c'est que la personne n'adopte pas une autre religion. Il n'est pas nécessaire qu'elle pratique activement. Dans le cas contraire, elle est encore considérée comme Juive, mais si elle se convertit à une autre religion elle ne peut plus prétendre l'être. Le critérium de la religion est décisif.

M. BLOM (Pays-Bas): Quel est le cas de l'épouse non juive d'un Juif?

M. SHERTOK: Une épouse non juive, à moins qu'elle devienne juive—et il est certaines formalités qu'elle doit accomplir dans ce cas—est considérée comme non juive.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La question ne concerne pas uniquement les femmes. Comment un non-Juif peut-il devenir Juif?

M. SHERTOK: Dans le cas d'un homme, il existe un certain rite pratiqué d'ordinaire peu après sa naissance, et qui est essentiel. Mais j'aimerais souligner que les autorités religieuses juives découragent la conversion au judaïsme et lorsque quelqu'un vient dire: je veux devenir Juif, on lui adresse tout d'abord un sermon très décourageant pour le mettre en garde contre cette initiative et seulement ceux qui insistent et montrent des intentions très sérieuses sont acceptés.

Le PRÉSIDENT: J'aimerais poser une question dans le même ordre d'idées. Quelles sont vos intentions à l'égard de l'immigration à l'avenir?

M. SHERTOK: En général, nous acceptons comme Juifs tous ceux qui déclarent l'être. Nous acceptons tous ceux qui déclarent avoir conscience de leur qualité de Juif. La question technique peut se poser dans le cas d'une personne comparaissant devant un tribunal rabbinique et devant présenter certains papiers et

lorsqu'il apparaît que cette personne n'est pas vraiment juive. Alors le problème peut se poser. Sinon, toute personne qui se présente et déclare être juive est acceptée comme telle.

Le PRÉSIDENT: Ce n'est donc pas, à votre avis, une question d'importance pratique?

M. SHERTOK: Non, en pratique nous n'avons jamais eu de difficultés dans ce domaine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Puis-je vous demander combien de conversions au judaïsme il y a eu en fait au cours de ces dix dernières années?

M. SHERTOK: Je chercherai à vous fournir les chiffres. Je ne peux pas vous les donner de mémoire mais ils sont négligeables.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): S'agit-il de centaines, de milliers, de dizaines?

M. SHERTOK: Je crois des dizaines. Je vérifierai.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Le représentant de l'Agence juive a parlé de zones interdites. Ceci n'est pas très clair à mon esprit. L'achat de terres est-il interdit uniquement aux immigrants juifs ou également aux Juifs citoyens de Palestine? S'il en est ainsi, pouvez-vous me donner quelques autres exemples de discrimination?

M. SHERTOK: Elle s'applique incontestablement aux Juifs citoyens de Palestine. Il n'existe aucune distinction entre citoyens juifs résidents et nouveaux arrivants. La loi stipule que dans une zone interdite un arabe de Palestine ne peut vendre sa terre qu'à un autre arabe de Palestine, et à personne d'autre, et ceci exclut tous les Juifs. La question de savoir qui est ou non arabe est sujette à discussion. Le Haut Commissaire décide. Des controverses se présentent également en ce qui concerne d'autres personnes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Savez-vous que dans d'autres parties du monde il existe une législation analogue interdisant à des personnes d'aliéner leurs terres ou d'en acheter à certaines personnes?

M. SHERTOK: Ici c'est pour des raisons raciales. Nous avons eu en Palestine, nous avons aujourd'hui encore des mesures de protection d'un caractère purement social s'appliquant à certaines classes sans distinction de race ou d'origine mais ici il s'agit d'une mesure raciale.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Savez-vous qu'aux Indes, par exemple dans le Punjab un shaikh ne peut acheter de biens du simple fait qu'il est shaikh?

M. SHERTOK: Je le sais mais un cheik est une personne ayant une certaine situation sociale.

■ Sir Abdur RAHMAN (Inde): Le shaikh du Punjab est quelque peu différent des cheik chez vous. De même d'autres communautés n'ont pas le droit d'acheter ou vendre de la terre. Il existe des législations protectrices dans d'autres parties du monde.

M. SHERTOK: En ce qui concerne la Palestine deux questions se posent. D'abord, il existe une disposition expresse du mandat interdisant de prendre toute mesure législative ayant un caractère discriminatoire basé sur des raisons raciales. En outre il existe dans le mandat une injonction expresse d'encourager la colonisation juive dans le pays et cette mesure à laquelle nous avons fait allusion est en opposition complète avec ces deux dispositions.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'espère avoir le plaisir de poser quelques questions par la suite mais en ce moment étant donné que nous ne connaissions pas la plupart des faits qui ont été cités par les témoins, nous aimerions avoir le temps de les étudier.

Le PRÉSIDENT: Nous avons le temps de revenir sur le sujet. Notre but est de nous documenter pour notre tournée d'inspection. Le représentant de la Yougoslavie a également demandé s'il existait d'autres discriminations d'un caractère analogue.

M. SHERTOK: Je ne vois rien pour le moment.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Pour notre Commission, la question de la collaboration entre Juifs et Arabes est d'une grande importance. Pouvez-vous nous donner quelques exemples caractéristiques de cette collaboration. Je veux parler de la collaboration dans le domaine économique.

M. SHERTOK: Il s'agit pour l'instant de donner des exemples et non d'entrer dans le domaine des généralités et je veux donner trois exemples. Le premier est le Conseil municipal d'Haïfa où les Juifs et les Arabes collaborent au Conseil et dans la police sans trop de heurts. Les Juifs ont travaillé pendant de nombreuses années sous l'autorité d'un maire arabe et les Arabes travaillent maintenant sous l'autorité d'un maire juif. Voilà un exemple dans un domaine: l'activité municipale en Palestine.

Un autre exemple: la collaboration entre les producteurs d'oranges juifs et arabes. J'ai souligné le fait qu'il s'agit d'une industrie qui est partagée presque à égalité entre Juifs et Arabes. Il existe un comité directeur, le Comité de contrôle des agrumes, présidé par un représentant

du Gouvernement et composé en nombre égal de représentants juifs et arabes de la profession intéressée, et leur collaboration se déroule harmonieusement. De plus, les producteurs juifs d'oranges prennent de temps à autre des initiatives auxquelles participent les producteurs arabes, tel que l'envoi à l'étranger de délégations chargées de découvrir de nouveaux débouchés, de négocier des accords commerciaux, etc., d'acheter du matériel d'emballage, etc.

Le troisième exemple nous est fourni par les grèves menées en commun par Juifs et Arabes lorsqu'ils travaillent ensemble et plus ou moins dans les mêmes conditions. Il y a eu, il y a environ un an et demi, une grève des employés du gouvernement qui a groupé un grand nombre de Juifs et d'Arabes et qui du point de vue des relations raciales — je n'y étais pas et je n'ai donc pu voir comment cela s'est terminé — s'est déroulée dans une harmonie remarquable. De même récemment il y a eu une grève des postiers et du personnel civil juifs et arabes de différents services de l'armée — ils ont fait grève en commun.

Le PRÉSIDENT: Puis-je demander si ces grèves étaient d'un caractère économique ?

M. SHERTOK: Purement économique.

M. FABREGAT (Uruguay): J'aimerais poser une question au sujet de l'éducation en Palestine. Où en est le pays en ce qui concerne l'analphabétisme ?

M. SHERTOK: J'avais l'intention de parler de l'éducation mais je me suis rendu compte que je m'étais déjà trop étendu. Je me suis donc abstenu. Il existe en Palestine un système scolaire juif organisé et administré par le *Vaad Leumi* sous le contrôle du Gouvernement de la Palestine. Il est administré par la communauté d'une manière autonome. Il se compose principalement d'écoles élémentaires mais il contient également un certain nombre d'écoles secondaires et quelques écoles normales d'instituteurs et des écoles professionnelles. Il existe également un nombre considérable d'écoles privées dont certaines font partie du système scolaire public juif et sont en partie contrôlées par lui et d'autres ne le sont pas. Il existe un grand nombre d'écoles secondaires privées ou contrôlées par des organismes semi-officiels. Au sommet du système d'éducation, il existe deux institutions d'enseignement supérieur: l'Université hébraïque à Jérusalem et l'Institut technique hébraïque à Haïfa; tous deux sont administrés par des comités constitués en vue de garantir leur caractère public et ont des sources de revenu qui leur sont propres, principalement des dotations. Le système scolaire hébraïque reçoit une subvention globale de la part du Gouvernement, représentant une partie du budget de l'éducation publique et calculée sur

la base de la proportion d'enfants juifs et arabes. C'est une formule plutôt compliquée mais je suis sûr que lorsque les représentants du *Vaad Leumi* comparaîtront devant vous ils seront heureux de vous l'expliquer.

Le PRÉSIDENT: Quelle est la situation du point de vue arabe ?

M. SHERTOK: Il existe un système scolaire du Gouvernement qui est complètement arabe. Il satisfait aux besoins de la population arabe. Les instituteurs, à l'exception de quelques Britanniques, sont Arabes et la langue d'enseignement est l'arabe. Dans les écoles juives, la langue d'enseignement est l'hébreu. L'anglais et l'arabe sont enseignés dans les écoles juives. Dans les écoles du Gouvernement qui pour des raisons pratiques sont arabes, l'arabe est le véhicule d'enseignement et l'anglais est enseigné dans une assez large mesure.

M. FABREGAT (Uruguay): La mortalité infantile en Palestine est-elle en regression par rapport à l'année précédente ?

M. SHERTOK: Je le crois. Je pense que M. Horowitz peut vous renseigner.

Le PRÉSIDENT: Vous avez, je pense, étudié le *Survey*, il contient un certain nombre de tableaux. Pensez-vous que les chiffres en soient exacts ?

M. SHERTOK: Je peux donner pour le moment les chiffres de la mortalité musulmane et mon collègue cherche les chiffres juifs. Pour les années 1922 et 1923, la mortalité infantile musulmane a été de 186,37. Pour les années 1944-1946 elle a été de 99,9, donc une diminution considérable.

M. ENTEZAM (Iran): J'aimerais poser à M. Shertok une question en français car je crois savoir qu'il parle le français aussi bien que l'anglais. Je n'avais pas l'intention de lui poser cette question avant d'avoir entendu la réponse qu'il a donnée au représentant de la Yougoslavie sur la collaboration entre Juifs et Arabes. M. Shertok a donné trois exemples de collaboration qui semblent très encourageants et j'aimerais avoir son opinion sur l'avenir possible de cette collaboration lorsque la Palestine sera indépendante.

M. SHERTOK: En dépit du compliment très flatteur qui vient de m'être adressé, je préfère répondre en anglais. Je crains que la conclusion de M. Entezam, quoique optimiste, ne soit pas entièrement justifiée. J'ai fait allusion à des exemples de collaboration entre Juifs et Arabes vivant en Palestine sur le plan des intérêts quotidiens, au cours de leurs rapports journaliers en tant que résidents et citoyens communs du

pays, et ces exemples sont certes encourageants car à mon avis ils montrent que rien dans la nature des Juifs et des Arabes ne les empêche de vivre ensemble et de collaborer dans les questions où leurs intérêts communs sont évidents. Ceci ne signifie pas que si éventuellement l'indépendance de la Palestine était proclamée les choses se passeraient sans heurts. J'ai bien peur du contraire. Pour quelles raisons ? Parce que la question la plus importante dans le problème palestinien est celle de l'immigration juive: à savoir si la colonisation juive en Palestine doit être arrêtée à la proportion d'un tiers ainsi que le décrète le Livre Blanc ou si l'immigration juive doit se poursuivre dans la pleine mesure de la capacité du pays d'absorber des immigrants sans déplacer d'autres personnes et sans causer de torts. Sur cette question, l'attitude des deux parties est claire et elle est pour l'instant opposée. Je citerai à M. Entezam la question de la communauté juive et le point de vue des dirigeants arabes. Les dirigeants arabes sont catégoriquement opposés à toute immigration juive. Ils ont déclaré qu'à leur avis il y a déjà trop de Juifs en Palestine. J'ignore quelle conclusion pratique ils tireraient de cette opinion dans l'éventualité où ils contrôlèrent le pays en vertu de leur majorité des deux tiers, mais de toute façon ils sont opposés à toute immigration juive. C'est là la question principale et les Juifs estiment naturellement qu'ils ont été livrés sans défense à une majorité arabe hostile: hostile sur un point qui est vital pour la population juive, pour son avenir, pour son bien-être et pour le sort de ses frères restés en dehors du pays.

Alors qu'il est vraiment encourageant de voir des signes de collaboration pratique, ceci ne signifie pas que les deux parties soient prêtes à éliminer les difficultés politiques et à collaborer au sein d'un Etat unique sans nuire à leur indépendance respective.

M. ENTEZAM (Iran): Je n'ai plus d'autre question à poser. Je pense que nous pourrions revenir ultérieurement sur ce point. Si je comprends bien M. Shertok, d'après lui la question de la collaboration dépend de l'immigration, mais pour l'instant je ne désire pas insister sur ce point. Nous pourrions y revenir ultérieurement.

M. SHERTOK: Je tiens à expliquer que la collaboration pratique ne dépend pas uniquement d'une solution satisfaisante du problème de l'immigration. Il existe également d'autres problèmes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Puis-je poser une question à ce sujet ? Aimerez-vous voir les lois d'immigration disparaître dans tous les autres pays du monde ?

M. SHERTOK: Je n'ai pas d'opinion en ce qui concerne l'immigration dans les autres pays du monde.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande si vous aimeriez, en principe, que toutes les lois d'immigration disparaissent.

M. SHERTOK: Je n'irai pas jusque là.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Etes-vous en faveur du maintien sous leur forme actuelle des lois d'immigration des autres pays ?

M. SHERTOK: Je n'ai pas d'opinion à ce sujet.

M. SALAZAR (Pérou): D'après les documents que j'ai lus, j'ai l'impression que la majeure partie des villages de la Palestine sont soit entièrement juifs soit entièrement arabes. Est-ce exact ?

M. SHERTOK: C'est exact. En ce qui concerne les villages ils sont soit entièrement arabes soit entièrement juifs. Il n'existe pas de villages mixtes. Il existe des villes mixtes mais non des villages.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Quel pourcentage des impôts perçus par l'Administration de la Palestine est reversé au peuple juif : Avez-vous les chiffres ? Dans quelle proportion le produit de ces impôts est-il utilisé au profit du peuple juif ?

M. SHERTOK: Puis-je demander à M. Horowitz de répondre ?

M. HOROWITZ: Environ les deux tiers des recettes du Gouvernement de la Palestine proviennent de sources juives. Il est très difficile d'évaluer les bénéfices car de nombreux services profitent au pays dans son ensemble et je ne voudrais pas me charger de calculer les dépenses, mais c'est principalement au profit de la population arabe. Il est indubitable que la majeure partie des dépenses profite à la population arabe mais quant aux recettes, l'évaluation la plus précise sur laquelle le Gouvernement soit d'accord est qu'environ les deux tiers des recettes proviennent de la population juive, qui représente un tiers de la population.

Le PRÉSIDENT: D'autres membres désirent-ils poser des questions ? J'en ai moi-même quelques-unes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'ai une question concernant uniquement des faits. Quelle somme les Juifs vivant hors de la Palestine envoient-ils dans le pays chaque année ?

M. HOROWITZ: Je ne peux pas vous dire pour chaque année mais je peux vous donner le chiffre

global pour toute la période de colonisation juive depuis la première guerre mondiale. Nous évaluons les capitaux juifs importés à environ 150.000.000 livres palestiniennes. Je tiens à souligner qu'une partie considérable de ces capitaux est absorbée par la communauté arabe et les pays arabes voisins.

M. SHERTOK: Je tiens à compléter ces renseignements. L'argent qui est envoyé par des Juifs vivant hors de Palestine n'est pas uniquement destiné à subventionner la vie en Palestine. Il est envoyé également pour permettre à la Palestine d'absorber de nouveaux arrivants juifs et pour développer les possibilités du pays. La communauté juive de Palestine pourvoit à ses besoins; non seulement elle y pourvoit mais elle contribue encore dans une mesure assez importante à des œuvres d'intérêt national juif telles que l'assistance aux Juifs à l'étranger.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quel est le montant des bénéfices réalisés par la Potash Co. depuis que la concession lui a été octroyée ?

M. SHERTOK: Je peux essayer de vous donner des chiffres si la Potash Co. est disposée à nous ouvrir ses livres. Elle a une concession du Gouvernement, qui possède certainement tous les chiffres.

Le PRÉSIDENT: Nous verrons la Potash Co. plus tard et nous pourrions alors demander ces chiffres.

Une des questions que je désirerais poser concerne la nationalité. Lorsqu'un Juif émigre en Palestine, doit-il renoncer à sa nationalité d'origine pour pouvoir acquérir la nationalité palestinienne ?

M. SHERTOK: Oui.

Le PRÉSIDENT: Il n'a pas de double nationalité.

M. SHERTOK: Il n'a pas de double nationalité. Ce n'est pas une question qui relève de la législation de la Palestine; elle dépend de la législation des différents pays d'origine. En ce qui concerne le Royaume-Uni, il existe une clause d'après laquelle un Anglais vivant à l'étranger qui adopte la nationalité de son pays de résidence ne perd pas pour cela sa nationalité britannique. Mais je crois qu'il s'agit là d'une exception à la règle générale en vertu de laquelle en adoptant une nouvelle nationalité on doit renoncer à la précédente. Cette règle s'applique à la plupart des Juifs qui viennent ici.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il reste à savoir si les personnes venant d'autres pays, d'autres parties de l'Europe en dehors de l'Angleterre renoncent à leur précédente nationalité.

M. SHERTOK: Ils ne possèdent pas de double nationalité.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ceux qui restent en Palestine ne possèdent-ils plus la nationalité du pays dont ils proviennent?

M. SHERTOK: Ils doivent demander et recevoir la nationalité palestinienne. L'une des conditions est une résidence non interrompue de deux ans en Palestine avant que la demande puisse être présentée. Une autre condition est la connaissance d'au moins l'une des trois langues officielles du pays. Il peut y avoir d'autres conditions quant à leur acceptation.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Puis-je vous demander combien, parmi les personnes venues ici au cours de ces vingt dernières années, ont acquis domicile conformément aux lois de la Palestine?

M. SHERTOK: Nous ne possédons les chiffres que jusqu'au milieu de 1945. De 1925 à 1945, 100.000 Juifs — il s'agit de chefs de famille — ont demandé la naturalisation.

M. SALAZAR (Pérou): J'aimerais savoir à quelle autorité les demandes de naturalisation doivent être adressées.

M. SHERTOK: Au Gouvernement de la Palestine, plus précisément au Département de l'immigration, qui représente le Haut Commissaire. Le passeport est délivré au nom du Haut Commissaire.

Le PRÉSIDENT: J'ai encore une question à poser; je crains que ce soit une question importante et je ne demande pas une réponse complète. Vous avez parlé dans votre déclaration de la possibilité pour la Palestine de recevoir de nouveaux immigrants. Ceci nous amène à la question de la capacité d'absorption économique de la Palestine. A quel chiffre estimez-vous cette capacité?

M. SHERTOK: La capacité d'absorption économique d'un pays ne peut s'évaluer que par rapport à une certaine période. Cette évaluation ne peut se faire en termes absolus pour l'éternité. Nous pénétrerions alors dans le domaine de l'imprévisible. Mais en ce qui concerne une période déterminée, il est possible de donner une évaluation plus ou moins exacte. Avant l'année 1937 de déplorable mémoire, la procédure était la suivante: tous les six mois, l'Agence juive présentait au Gouvernement une évaluation de la capacité d'absorption économique pour les travailleurs seulement, à l'exception des autres catégories. Nous discussions alors avec le Gouvernement de l'exactitude des chiffres et le Gouvernement réduisait alors sensiblement nos chiffres et nous accordait ce qu'il considérait

comme correspondant à la capacité d'absorption économique de la Palestine. C'est ce qu'il appelait à cette époque l'EACOP—Economic Absorptive Capacity of Palestine. (Capacité d'absorption économique de la Palestine). Mais si vous demandez la capacité d'absorption économique totale, nous pouvons, et je crois que nous le ferons, vous présenter une évaluation des possibilités d'absorption économique au cours des années à venir pour une période de douze mois. Nous vous donnerons notre opinion.

Le PRÉSIDENT: Je suppose que la question dépend également des capitaux que l'on désire investir.

M. SHERTOK: Ce point doit évidemment être pris également en considération.

Le PRÉSIDENT: C'est là une question qui nous intéressera.

M. SHERTOK: Qu'il me soit permis de dire en passant que nous espérons qu'il y aura une immigration juive considérable. Je n'ai pas traité de la question.

Le PRÉSIDENT: Ma question n'indique pas davantage de préférence pour une solution quelconque.

M. SHERTOK: Qu'il me soit permis de dire qu'à notre point de vue la capacité économique et l'adoption de ce principe signifient la liberté de créer une capacité économique. Ceci ne signifie pas simplement la possibilité de l'évaluer mais également la liberté de la créer.

M. HOOD (Australie): En vue des travaux futurs de la Commission, M. Shertok voudrait-il nous indiquer dans les grandes lignes comment son organisation compte présenter et développer la thèse qu'elle désire nous exposer par écrit et oralement, dans la mesure où la Commission désire en prendre connaissance. En particulier, j'ai par exemple sous les yeux un volume intitulé *The Jewish Case* (la Cause Juive) soumis l'année dernière à la Commission d'Enquête Anglo-Américaine. Je pense qu'il serait en particulier utile de savoir si nous devons considérer cet ouvrage comme constituant encore la base principale de l'affaire qui nous occupe ou si une documentation supplémentaire viendra le mettre à jour.

M. SHERTOK: Dans la lettre d'introduction à l'ouvrage auquel M. Hood vient de faire allusion et qui je crois vous est adressée, notre président a précisé que ce volume constitue la base de l'exposé de notre cause devant la Commission. Notre président a déclaré de même que nous avons l'intention de compléter les données contenues dans ce volume par une série, que j'espère courte, de memorandum et de notes mettant à

jour certains renseignements et remplissant certaines lacunes que contenait l'ouvrage. Nous espérons terminer ce travail au cours de votre séjour. Nous espérons qu'il sera achevé avant votre départ.

En ce qui concerne les dépositions orales, nous espérons qu'il nous sera permis de présenter notre thèse oralement devant vous après votre tournée d'inspection en Palestine, dont m'a parlé le Secrétariat. Je proposerais que cette question soit réglée entre notre agent de liaison et le secrétaire de la Commission en ce qui concerne les dispositions de détail et les dates de déposition.

Le PRÉSIDENT: Je présume que vos dépositions orales nous donneront dans les grandes lignes les mêmes indications que votre déclaration écrite.

M. SHERTOK: Je traiterai en général du même sujet.

Le PRÉSIDENT remercie alors M. Shertok et M. Horowitz de leur contribution et la Commission passe au point suivant de l'ordre du jour.

Itinéraire de la tournée d'inspection

La Commission poursuit l'examen du rapport de la sous-commission sur cette question.

Décisions

1. La Commission décide d'adopter la recommandation de la Sous-Commission relative aux visites à Haïfa jeudi et à l'usine de potasse de Palestine, au Jourdan et à Jéricho vendredi.

2. La Commission ajourne sa décision au sujet de l'excursion de samedi, en attendant un nouvel examen par la Sous-Commission.

3. Le Président annonce qu'il n'y aura pas d'excursion ni le dimanche 22 juin ni le lundi.

4. La Commission décide qu'elle voyagera en un seul groupe au cours des excursions de jeudi et de vendredi.

5. La Commission décide que les agents de liaison accompagneront la Commission.

La séance est levée à 18 h. 50.

PROCES-VERBAL DE LA SEIZIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le vendredi 4 juillet 1947 à 9 h. 30*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: Je déclare ouverte la seizième séance.

Adoption de l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT: Le seul point de l'ordre du jour est l'audition publique de représentants de l'Agence juive. Je crois que nous pouvons adopter cet ordre du jour.

M. Ben Gurion, veuillez prendre place à la table.

(M. Ben Gurion, représentant de l'Agence juive, prend place à la table.)

Je donne la parole à M. Ben Gurion.

M. BEN GURION (représentant de l'Agence juive): Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, tout d'abord je désire féliciter la Commission de la manière dont elle mène cette enquête en cherchant à voir les choses par elles-mêmes avant d'entendre les dépositions. Bien que le temps limité dont vous avez disposé ne vous ait pas permis d'en voir davantage, je crois qu'un contact direct avec les faits en Palestine vous aidera plus que toute autre chose à comprendre au moins une partie du problème que vous êtes chargé d'étudier. Au nom du peuple juif, je souhaite sincèrement que vous réussissiez à établir toute la vérité au sujet de ce problème et à le résoudre avec le maximum de justice.

Nous avons eu beaucoup d'expériences décevantes avec les nombreuses commissions envoyées en Palestine par la Puissance mandataire pour enquêter sur les faits connus de tous et faire des recommandations qui sont restées lettre morte. Ceci explique pourquoi tant de gens ici ont tendance à douter de la valeur de toutes ces enquêtes. Nous sommes encore stupéfaits du résultat de

l'enquête de la Commission anglo-américaine venue ici l'année dernière; le Gouvernement de Londres lui a fait d'avance une énorme publicité en la présentant comme une grande réalisation et il en a ensuite rejeté avec mépris les recommandations unanimes. Mais, si en dépit de toutes ces déceptions, nous accueillons cordialement votre nouvelle enquête, ce n'est pas que nous croyons qu'en cette occasion la Puissance mandataire respectera votre opinion plus qu'elle a respecté celle de vos prédécesseurs. Les déclarations officielles des porte-parole de la Puissance mandataire, soit à la Chambre des Communes, soit à l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies en mai dernier, ne nous encouragent guère à le croire.

Nous sommes heureux d'accueillir cette Commission d'enquête parce qu'elle nous est envoyée par les Nations Unies. Il est juste que cette assemblée internationale suprême traite de ces problèmes jumeaux des juifs et de la Palestine car tous deux ont un caractère international. Il n'existe guère de pays au monde, peut-être à l'exception de ceux d'Extrême-Orient, de l'Inde au Japon, qui ne soient directement mêlés au problème juif. La Palestine n'intéresse certainement pas la seule Angleterre, laquelle n'est ici que comme administratrice temporaire chargée d'appliquer un mandat international dans des conditions et dans un but bien définis. Le règlement de ces problèmes jumeaux sera peut-être l'épreuve suprême des Nations Unies, à la fois une épreuve pour leur liberté et leur capacité de juger d'une question impliquant un conflit entre un pays, entre un peuple petit et faible et un puissant empire mondial, et de la traiter non pas comme une question de politique, de force et d'expédient mais dans la justice et l'équité, pour autant que celles-ci puissent être obtenues dans ce monde, et en s'en tenant au fond de l'affaire.

Les Nations Unies incarnent à notre avis les espoirs les plus ardents des nations du monde et ce dont ils ont le plus besoin: un espoir et un besoin de paix, d'une paix stable et durable qui n'est possible que si elle est fondée sur la justice, l'égalité et la collaboration entre les nations grandes et petites, l'espoir et le besoin d'un vaste système international créant entre les peuples des rapports fondés sur le droit et non sur la force, sur l'aide mutuelle et non sur la concurrence, sur la liberté, l'égalité et la bonne volonté et non sur l'oppression, la discrimination et l'exploitation. Le peuple juif, tout autant qu'un autre peuple, désire ardemment voir prévaloir cet idéal et ce, pour deux raisons: notre héritage et nos traditions spirituelles et notre situation, unique au monde.

L'évangile d'une paix durable, de la fraternité et de la justice entre les nations, a été proclamé il y a des milliers d'années par les prophètes juifs de Palestine, peut-être ici même, la ville éternelle où vous menez actuellement votre enquête. Il y a plus de 3.300 ans, tandis que nos ancêtres se rendaient d'Egypte en Terre Promise, ils ont reçu du plus grand de nos prophètes, celui qui leur a donné la Loi, ce commandement suprême destiné à tous les hommes : "Tu aimeras ton prochain comme toi-même" et si "un étranger séjourne avec vous dans votre pays, vous considérerez cet étranger comme un des vôtres et tu l'aimeras comme toi-même car nous étions nous-mêmes étrangers en terre d'Egypte".

Les prophètes qui suivirent Moïse — Isaïe, Osée, Michée, et autres — ont proclamé l'évangile de la justice sociale, de la fraternité entre les nations et de la paix. Ils nous ont laissé la vision d'un avenir où les peuples "transformeront leurs sabres en soc de charrue et leurs lances en émondoirs. Aucune nation ne lèvera l'épée contre une autre nation, aucune n'apprendra plus à connaître la guerre".

Les enseignements et les idéaux de nos prophètes, joints à la nature particulière de notre pays, au caractère unique de sa structure et de sa situation géographique, tout a contribué à modeler le caractère de notre peuple, sa civilisation, et a fait de nous la nation la plus fermée et la plus universelle depuis l'antiquité jusqu'à l'heure actuelle. Alors que nous vivions encore indépendants dans notre pays, nous nous sommes heurtés aux civilisations de voisins grands et puissants, tout d'abord à l'Egypte et à Babylone, puis à la Grèce et à Rome, qui ont cherché à détruire notre individualité et à nous assimiler. Avec une obstination indomptable, nous avons toujours sauvegardé notre caractère propre. Notre histoire n'est qu'une résistance ininterrompue à des forces matérielles supérieures qui ont cherché à effacer notre caractère juif et à briser nos liens avec notre pays et avec les enseignements de nos prophètes. Nous n'avons pas capitulé. Nous ne capitulons pas devant de simples forces matérielles dépourvues de valeur morale. Nous avons payé cher notre résistance. Nous avons perdu notre indépendance. Nous avons été dépossédés de notre patrie. Nous avons été exilés vers des terres étrangères. La pression exercée contre nous dans la Diaspora était encore plus forte et cependant nous avons persévéré. Dans presque tous les pays où nous étions dispersés et au cours de chaque génération nos ancêtres ont donné leur vie pour le Kiddusch Haschem, ce qui signifie littéralement la sanctification du nom ; ils ont donné leur vie pour la fidélité à leur idéal national, religieux et humain. Cette existence a forgé l'âme de notre peuple et elle nous a donné la force de survivre. Deux éléments nous ont permis de survivre à toutes les persécutions : notre foi en Sion, notre foi en notre résurrection nationale, en la vision

d'avenir de nos prophètes, et en un monde nouveau de justice et de paix. C'est là la raison pour laquelle nous désirons si vivement le succès des Nations Unies. Mais ce n'est pas seulement notre héritage spirituel, c'est également notre situation particulière dans le monde qui nous fait attacher une telle valeur aux Nations Unies, à leurs buts et à leurs aspirations. Nous sommes une faible petite nation et nous savons qu'il ne peut y avoir de sécurité pour nous ni en tant qu'individus ni en tant que peuple, ni dans la Diaspora ni dans notre patrie, même après la proclamation de notre indépendance, dans notre propre Etat, tant que toute la famille humaine ne sera pas unie dans la paix et dans la bonne volonté.

La question qui vous est soumise est assez complexe. Elle porte d'abord sur les relations entre les Juifs et les gentils. En second lieu sur les relations entre le foyer national juif et la Puissance mandataire, et en troisième lieu sur les relations entre les Juifs et les Arabes.

Sur le premier point, je me limiterai à quelques remarques. Vous êtes saisis d'un problème tragique, peut-être le problème le plus tragique de notre époque et de nombreuses générations, celui d'un peuple deux fois expulsé de son pays et qui n'a jamais reconnu sa dépossession, et qui en dépit de l'amère destinée qui l'a condamné à errer en exil pendant des siècles, est resté attaché de tout son cœur et de toute son âme à sa patrie historique. C'est un fait unique dans l'histoire du monde mais c'est un fait réel, vivant, incontestable.

Au cours de votre courte visite dans ce pays, vous avez vu, je crois, certaines manifestations à ce profond attachement. Vous avez vu des Juifs de toutes les parties du monde, attirés ici par l'appel de la patrie, et qui avec un amour passionné pour le sol de leurs ancêtres, cherchent à régénérer leur peuple et leur terre. Le lien entre notre peuple et notre pays est resté intact au cours des siècles en raison de ces deux faits historiques fondamentaux : en premier lieu le pays est resté en majeure partie désolé et inculte en dépit de grandes possibilités d'exploitation, auxquelles il ne manque que les moyens matériels, que la capacité et volonté de réalisation. En second lieu, le manque de patrie et de sécurité des Juifs dans la Diaspora, cause première de toutes les souffrances et des persécutions des Juifs. La misère des Juifs peut varier avec le temps, elle peut s'aggraver ou s'atténuer mais elle ne cesse jamais. L'insécurité des Juifs dans le monde provient de trois éléments d'infériorité : ils n'ont pas d'Etat, ils n'ont pas de foyer et ils constituent partout une minorité. Tant que ces trois éléments n'auront pas disparu d'une manière durable, il n'y aura pas d'espoir pour le peuple juif et il n'y aura pas de justice dans le monde.

L'absence de foyer et la situation minoritaire des Juifs font qu'ils dépendent toujours de la pitié

des autres. Les "autres" peuvent être bons ou mauvais, et les Juifs peuvent être traités plus ou moins décemment, mais ils ne sont jamais les maîtres de leur destinée. Ils sont absolument sans défense lorsque la majorité se tourne contre eux. Notre destinée au cours de cette guerre ne représente que le point culminant d'une persécution ininterrompue à laquelle nous avons été soumis pendant des siècles par presque tous les peuples chrétiens et musulmans de l'ancien monde.

Il y a eu et il y a encore de nombreux Juifs qui n'ont pas pu le supporter et ils nous ont quittés. Ils n'ont pas pu supporter les massacres et les expulsions, l'humiliation et la discrimination, et en désespoir de cause, ils ont capitulé. Mais le peuple juif dans son ensemble n'a pas capitulé. Il n'a ni désespéré ni renoncé à son espoir et à sa foi en un avenir meilleur aussi bien pour la nation que pour le monde.

Et voici où nous en sommes. Non seulement les Juifs de la Palestine, mais ceux du monde entier, les quelques survivants des Juifs d'Europe et ceux des autres pays. Nous demandons la place qui nous est due sous le soleil en tant qu'êtres humains et en tant que nation, les mêmes droits que les autres êtres et peuples humains : le droit à la sécurité, à la liberté et à l'égalité, à la nationalité, et à l'adhésion aux Nations Unies. Aucun Juif ne peut être réellement libre et en sécurité et jouir de l'égalité dans un pays quelconque du monde tant que le peuple juif ne sera pas de nouveau établi dans son propre pays comme une nation indépendante et égale aux autres.

Il y a environ trente ans la déclaration Balfour et le mandat sur la Palestine ont promis au peuple juif de reconstituer notre foyer national dans notre ancienne patrie. Cette promesse émanait du peuple britannique et du Gouvernement britannique. Elle a été soutenue et confirmée par cinquante-deux nations et incorporée dans un instrument international connu sous le nom de mandat sur la Palestine. La Charte des Nations Unies cherche à maintenir "la justice et le respect des obligations découlant des traités et autres sources de droit international". Est-il présomptueux de notre part d'espérer que les Nations Unies veilleront à ce que les obligations envers notre patrie soient également respectées et exécutées fidèlement dans l'esprit et dans la lettre ?

Ceci m'amène à la seconde phase du problème. Le conflit entre la Puissance mandataire et le peuple juif. C'est pour nous une source de tristesse et de peine. C'est un conflit entre deux adversaires de force inégale.

D'une part une grande Puissance mondiale possédant d'énormes ressources militaires, économiques, territoriales et politiques liées par une communauté d'intérêts et d'alliances avec un grand nombre de peuples, petits et grands, jouissant à juste titre d'un grand prestige pour le rôle hé-

roïque qu'elle a joué pendant la dernière guerre, exerçant en Palestine un pouvoir illimité, appuyé par d'importantes forces militaires de terre, de mer et d'air.

D'autre part, un petit peuple sans Etat, sans foyer, sans défense, ne possédant que les tombes de six millions de morts, des centaines de milliers de personnes déplacées et sans foyer, ne pouvant compter que sur sa propre volonté constructive et sur son effort créateur, sur la justice de sa cause et la valeur réelle de son œuvre, sur le droit naturel et historique à son ancienne patrie où les premières fondations d'une nouvelle communauté juive ont déjà été posées. Quelle est la nature du conflit ?

La Palestine ne fait pas partie de l'Empire britannique. La Grande-Bretagne n'est ici qu'au titre de Puissance mandataire pour appliquer les promesses, bénéficiant d'une garantie internationale, faites au peuple juif par la déclaration Balfour.

Le peuple britannique aura toujours à son actif d'avoir été le premier au cours des temps modernes à entreprendre la restitution de la Palestine au peuple juif. Les Juifs en Angleterre ont été et sont toujours traités en égaux. Un Juif britannique peut être et a d'ailleurs été membre du Cabinet, chef suprême de la magistrature, vice-roi, et il peut occuper n'importe quel autre poste dans la vie politique et économique du pays. Seuls ceux qui ont su ainsi respecter les droits des Juifs en tant qu'individus pouvaient également reconnaître leurs droits en tant que peuple. La déclaration Balfour a été en premier lieu une reconnaissance publique des Juifs en tant que peuple, en second lieu, une reconnaissance du droit du peuple juif à avoir un foyer national et en troisième lieu, un foyer national non seulement pour des Juifs mais pour le peuple juif tout entier.

La déclaration Balfour n'est pas sortie du néant. Les hommes d'Etat et les intellectuels britanniques avaient depuis longtemps porté un grand intérêt au retour des Juifs en Palestine. En 1902 le Gouvernement britannique avait constitué une Commission royale chargée d'enquêter sur la question des étrangers en Angleterre. Le Dr Herzl, dont l'ouvrage intitulé *The Jewish State as the only solution of the Jewish problem* (L'Etat juif seule solution du problème juif) a fait époque dans notre histoire, fondateur du sionisme moderne, fut invité par le Gouvernement de Sa Majesté à déposer devant cette Commission. Sa déclaration d'après laquelle "la solution du problème juif réside dans la reconnaissance des Juifs en tant que peuple et dans l'octroi à ceux-ci d'un foyer juridiquement reconnu auquel pourraient émigrer tous les Juifs habitant des parties du monde où ils sont opprimés" a trouvé un terrain fertile et a rencontré une profonde sympathie auprès du Gouvernement britannique. La Palestine faisait alors encore partie de l'Empire ottoman de sorte que le Secrétaire d'Etat aux colo-

nies offrit l'Ouganda aux Juifs. Bien que notre peuple se montrât profondément reconnaissant d'une telle offre, sans précédent dans l'histoire, il la refusa pour la simple raison que ce n'était pas notre patrie historique, ce n'était pas la terre d'Israël. Ce refus est dû principalement aux Juifs de Russie et de l'Europe orientale, en dépit du sort tragique qui était alors celui de notre peuple en de nombreux pays et en particulier en Russie tsariste. Le Gouvernement britannique offrit alors aux Juifs le choix entre un vaste territoire sur la frontière de Palestine connu sous le nom de El Harich, détaché de la domination ottomane. Ce plan n'aboutit pas davantage en raison du manque d'eau, et seule la dissolution de l'Empire ottoman à la fin de la première guerre mondiale permit à la Grande-Bretagne de rendre la Palestine aux Juifs.

La déclaration Balfour n'est pas la première de ce genre et ce n'est pas non plus notre premier retour. Après la destruction de notre premier Etat par les Assyriens et les Babyloniens, le roi persan Cyrus le Grand fit en 538 avant J.C. la première "déclaration Balfour" ainsi que l'enseigne le livre d'Esdras :

"La première année de Cyrus, roi de Perse, afin que s'accomplît la parole de l'Eternel prononcée par la bouche de Jérémie, l'Eternel réveilla l'esprit de Cyrus, roi de Perse, qui fit faire de vive voix et par écrit cette publication dans tout son royaume: Ainsi parle Cyrus, roi des Perses: 'l'Eternel, le Dieu des cieux, m'a donné tous les royaumes de la terre et il m'a commandé de lui bâtir une maison à Jérusalem, en Judée. Qui d'entre vous est de son peuple? Que son Dieu soit avec lui et qu'il monte à Jérusalem en Judée et bâtisse la maison de l'Eternel.

Le représentant de l'Iran m'excusera d'utiliser le mot Perse mais c'est celui qui figure dans la Bible.

2.455 ans après la déclaration de Cyrus, une autre a été faite par M. Balfour au nom du Gouvernement de Sa Majesté le 2 novembre 1917. Je suis certain que vous connaissez tous le texte de ce document mais je tiens à attirer votre attention sur la première et la dernière phrase que l'on omet souvent en citant le document. Celui-ci commence ainsi: "Cher Lord Rothschild, j'ai le plaisir de vous adresser au nom du Gouvernement de Sa Majesté la déclaration suivante de sympathie pour les aspirations sionistes qui ont été présentées au Cabinet de Sa Majesté et approuvées par lui." La dernière phrase est ainsi conçue: "Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette déclaration à la connaissance de la Fédération sioniste." Le texte de cette déclaration avait été soumis au Président Wilson qui l'avait approuvé avant sa publication. Le premier peuple après la Grande-Bretagne et l'Amérique à s'associer à cette déclaration a été la Yougoslavie ou plutôt la Serbie ainsi qu'on l'appelait

alors. Puis vint la confirmation par la France, l'Italie, la Chine, et de nombreux autres pays. L'Emir Feyçal, représentant les Arabes à la Conférence de la paix, lui donna sa bénédiction au nom de son père, le Chérif de La Mecque.

"Le territoire sur lequel devait être fondé le foyer national juif devait comprendre à l'époque de la déclaration Balfour la totalité de la Palestine historique." Ainsi s'exprime la Commission royale pour la Palestine en 1937. En d'autres termes, il comprenait la Transjordanie. Le sens de ce foyer national a été précisé abondamment à l'époque, par les auteurs de la déclaration. M. Lloyd George, alors Premier Ministre, en témoigne: "Il s'agissait non de constituer un Etat juif immédiatement après le traité de paix... ou envisageait... si les Juifs avaient dans l'intervalle profité de cette offre et avaient constitué une majorité permanente de la population, la Palestine deviendrait un Etat juif." La Commission royale pour la Palestine, qui a examiné les documents relatifs à la question, a déclaré dans son rapport que le Gouvernement de Sa Majesté s'était évidemment rendu compte qu'un Etat juif pourrait être créé avec le temps mais il ne lui était pas possible de l'affirmer et encore moins de le réaliser de sa propre initiative. La Commission cite d'autres auteurs de la déclaration. Le Président Wilson, Lord Robert Cecil, le général Smuts et Sir Herbert Samuel et d'autres ont parlé ou écrit en des termes qui ne pouvaient que signifier qu'ils envisageaient la création ultérieure d'un Etat juif.

D'autres documents font également allusion au chiffre de la population du foyer national. Un savant, George Adam Smith, dont l'ouvrage *The historical geography of the Holy Land* (Géographie historique de la Terre Sainte) constitue un classique de la question et, à mon avis, le meilleur ouvrage écrit sur la Palestine en quelque langue que ce soit, a publié en 1918 alors que la première guerre mondiale n'était pas encore terminée, une brochure intitulée *La Syrie et la Terre Sainte*. Examinant (page 46) la nature du désir des Juifs de retourner en Palestine, il écrit:

"Pour reconstituer un Etat juif, les sionistes comptent non sans raison sur l'immigration de millions de Juifs en Palestine. Toutefois les Juifs peuvent être divisés sur la forme que peut prendre ce retour mais il n'est guère douteux que si on leur permet de retourner et de posséder le territoire en vertu de leurs propres lois, les Juifs retourneront en Palestine en nombre suffisant pour y constituer une nation. En outre, il y a de la place pour eux dans le pays; d'après ce que nous avons vu, on ne peut nier que le pays puisse les nourrir, ni que — leurs colonies l'ont prouvé — ils soient capables de le mettre en valeur."

M. Winston Churchill, dans une déclaration publiée le 8 février 1920, déclare:

"Si, ainsi que cela peut arriver, il était créé au cours de notre génération sur les bords du Jour-

dain et sous la protection de la Couronne britannique un Etat juif comptant trois ou quatre millions de Juifs, le monde serait témoin d'un événement à tous points de vue salulaire qui concorderait particulièrement avec les véritables intérêts de l'Empire britannique."

Un fait particulièrement significatif à cet égard est l'accord conclu entre l'Emir Feyçal et M. Weizmann le 3 janvier 1919. L'article 4 de cet accord est ainsi conçu :

"Toutes les mesures nécessaires seront prises pour encourager et stimuler l'immigration sur une grande échelle des Juifs en Palestine et d'établir le plus rapidement possible des immigrants juifs sur le territoire par une colonisation plus dense et une culture intensive du sol."

En 1922, avant que le mandat sur la Palestine ait été approuvé par la Société des Nations, le premier Livre Blanc sur la Palestine, appelé Livre Blanc Churchill (Command Paper No. 1700) a été publié. Il contient la correspondance entre le Gouvernement de Sa Majesté, la délégation arabe et l'Organisation sioniste et un exposé sur la politique du Gouvernement en Palestine. Dans une lettre à la délégation arabe, datée du 1er mars 1922, il est dit: "En fait, le Gouvernement de Sa Majesté est lié par une promesse (la déclaration Balfour) antérieure au Covenant de la Société des Nations et il ne peut pas permettre que s'établisse dans un pays dont il a accepté la charge et la responsabilité devant les principales Puissances alliées, une situation de droit qui le mettrait dans l'impossibilité de tenir la promesse solennelle qu'il a faite par lui-même et ses alliés."

La déclaration souligne qu'un foyer national juif en Palestine ne signifie pas "l'imposition de la nationalité juive à tous les habitants de la Palestine, mais le développement de la communauté existante avec l'aide de Juifs d'autres parties du monde... afin que cette communauté ait toute possibilité de se développer librement et que le peuple juif ait les moyens d'exercer ses capacités, il est nécessaire qu'il sache qu'il est en Palestine en vertu d'un droit et non d'une tolérance. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire que l'existence d'un foyer national juif en Palestine jouisse d'une garantie internationale et qu'il soit formellement reconnu qu'elle repose sur une tradition historique de longue date..." La Commission royale a déclaré après avoir examiné ce texte :

"Cette définition du foyer national a quelquefois été considérée comme excluant la création d'un Etat juif. Mais bien que le texte eût été manifestement rédigé dans le but de concilier dans la mesure du possible l'hostilité des Arabes envers le foyer national, rien dans cette définition n'interdit la création définitive d'un Etat juif et M. Churchill lui-même nous a dit clairement que cette interdiction n'avait jamais été dans les intentions des auteurs."

Le 24 juillet 1922, le mandat sur la Palestine a été confirmé par le Conseil de la Société des Nations. Le mandat comprend la déclaration Balfour qu'il complète d'une façon significative. Après avoir cité dans un préambule le texte de la déclaration, il ajoute: "le présent mandat reconnaît les liens historiques qui unissent le peuple juif à la Palestine et leurs droits à reconstituer — et non à constituer — leur foyer national dans ce pays."

Dans ses commentaires sur le mandat, la Commission royale fait l'observation suivante :

"... Indubitablement le but essentiel du mandat tel qu'il est défini dans le préambule et dans les articles est de favoriser la création d'un foyer national juif."

En 1936, les Arabes provoquèrent des troubles graves, qui reçurent ultérieurement l'aide des Puissances de l'Axe. Une Commission fut alors envoyée pour "déterminer la cause principale des désordres, enquêter sur la manière dont le mandat était appliqué et s'assurer si les Arabes et les Juifs avaient des griefs légitimes contre la manière dont le mandat était appliquée."

La Commission a constaté que "bien que les Arabes aient bénéficié du développement du pays, dû à l'immigration juive, ce bénéfice n'a eu aucun effet de conciliation; au contraire, l'amélioration de la situation économique en Palestine a eu pour conséquence d'aggraver la situation politique". Rapport de la Commission royale sur la Palestine, chapitre 19, paragraphe 2. La Commission a estimé que "les obligations que la Grande-Bretagne a contractées envers les Arabes et les Juifs il y a environ vingt ans, n'ont perdu ni de leur valeur morale ni de leur valeur juridique à la suite des événements, mais l'inconvénient est que ces obligations se sont avérées inconciliables. Le mandat ne peut fonctionner..." La Commission en est donc venue à cette conclusion que la seule solution réside dans le partage du pays en deux Etats, un Etat juif et un Etat arabe.

Les principaux avantages du partage pour les Arabes sont, d'après la Commission royale: 1. qu'ils obtiendront leur indépendance nationale; 2. qu'ils seront définitivement libérés de la crainte d'être ce qu'ils appellent "submergés" par les Juifs. Pour les Juifs, le partage présente du point de vue de la Commission les avantages suivants: 1. il libère le foyer national de la crainte d'être soumis à l'avenir à la domination des Arabes; 2. il permet aux Juifs d'appeler le foyer national, leur foyer dans toute l'acceptation du mot car il en fait un Etat juif. "Les citoyens de cet Etat pourront admettre autant de Juifs qu'ils croiront pouvoir en absorber. Ils atteindront ainsi l'objectif principal du sionisme: une nation juive installée en Palestine donnant à ses nationaux les mêmes statuts dans le monde que les autres nations donnent aux leurs."

Le Congrès sioniste réuni après la publication du rapport de la Commission a examiné les propositions qui avaient été approuvées par le Gouvernement de Sa Majesté. Une forte minorité s'est montrée en faveur du rejet du principe du plan comme incompatible avec les obligations du peuple juif, ses droits historiques et ses intérêts vitaux. La majorité s'est opposée aux propositions concrètes de la Commission pour deux raisons principales: que le Negev, région inhabitée et inculte de la Palestine méridionale, était exclu de même que Jérusalem. Tous admettaient que les Lieux Saints doivent bénéficier d'une garantie internationale et qu'un régime spécial est nécessaire à la vieille ville de Jérusalem. Mais de graves objections s'opposaient à ce que la Jérusalem juive soit exclue de l'Etat juif. La majorité décida alors de charger le Comité exécutif de négocier avec le Gouvernement et si ces négociations aboutissaient à un plan satisfaisant pour l'Etat juif, de soumettre ce plan pour décision à un congrès à élire. Je tiens à ajouter que l'année dernière, lors de la discussion du plan dit plan Morrison, le comité exécutif de l'Agence juive a décidé qu'il ne pouvait accepter ce plan comme base de discussion mais qu'il était prêt à examiner toute offre d'un Etat juif viable sur un territoire suffisant de la Palestine. Cette même attitude a été maintenue l'hiver dernier après le dernier congrès au cours de nos discussions à Londres avec le Gouvernement.

Entre temps, le Gouvernement de M. Chamberlain changea d'idée et envoya une autre Commission qui rédigea un rapport opposé au partage. Un an plus tard, en mai 1939, une politique entièrement nouvelle fut adoptée qui supprimait pratiquement la déclaration Balfour et le mandat. La politique du Livre Blanc peut être brièvement résumée en ces trois points principaux:

1. Les Juifs resteront une minorité permanente n'excédant pas un tiers de la population.

Après l'admission de soixante-quinze mille nouveaux immigrants au cours des cinq années suivantes, "aucune autre immigration juive ne sera autorisée à moins que les Arabes de Palestine ne soient disposés à y consentir".

2. Les Juifs ne seront pas autorisés à acquérir des terres et à s'établir sauf sur un territoire très limité de la Palestine.

3. Au cours des dix années suivantes, il sera né un Etat palestinien dont les relations avec le Royaume-Uni seront déterminées par un traité qui garantira d'une manière satisfaisante pour l'avenir les intérêts commerciaux et stratégiques des deux pays.

En février 1940, en application de la nouvelle politique, une nouvelle ordonnance sur les terrains fut promulguée créant trois zones en Palestine: la zone A comprenant 6.415 milles carrés, soit 63,1 pour 100 de la superficie totale de la Pales-

tine occidentale où il est interdit aux Juifs d'acquérir des terrains, de l'eau, des bâtiments, des arbres ou tout intérêt ou droit sur des terrains, des eaux, des bâtiments ou des arbres par voie d'achat, bail, hypothèque, servitude ou tout autre acte de disposition. La zone B comprenant environ 3.225 milles carrés, soit 31,8 pour 100 du total est la zone restreinte: une autorisation spéciale écrite du Haut Commissaire, qu'il peut à sa discrétion accorder ou refuser, est nécessaire lorsqu'un Juif désire acquérir des terrains, des bâtiments, des arbres, etc., d'un Arabe. La troisième zone où les Juifs peuvent acheter librement de la terre, ne représente que 5 pour 100 du territoire de la Palestine.

Lorsque le contingent de 75.000 immigrants prévu au Livre Blanc eut été épuisé à la fin de la guerre, le Gouvernement actuel fixa pour des raisons politiques un maximum de 1.500 par mois en s'en tenant aux termes du Livre Blanc de 1939, d'après lesquels la population juive ne doit pas excéder un tiers environ du total.

Dans le mémorandum qui vous a été présenté par le Gouvernement de la Palestine sur "l'administration de la Palestine en vertu du mandat", il vous est exposé que les deux mesures prises en vertu du Livre Blanc: l'interdiction aux Juifs de s'établir sur la terre et la limitation arbitraire de l'immigration, ont été ressenties amèrement par les Juifs qui ont fait valoir qu'elles étaient contraires aux obligations qui incombaient au Gouvernement de Sa Majesté en vertu du mandat. C'est là une de ces vérités dont le document abonde. Il est tout à fait exact que le peuple juif, ainsi que l'a déclaré l'Agence juive le 17 mai 1939, jour de la publication du Livre Blanc, "considère cette rupture de promesse comme une abdication devant le terrorisme arabe. Elle livre les amis de la Grande-Bretagne à ceux qui la combattent. Elle ne peut qu'élargir l'abîme entre les Juifs et les Arabes et saper tout espoir de paix en Palestine. Le peuple juif n'acceptera jamais cette politique. Le nouveau régime annoncé dans le Livre Blanc sera dépourvu de toute base morale et sera contraire au droit international. Un semblable régime ne peut être établi et maintenu que par la force". Mais il n'est pas tout à fait exact, ainsi que semble l'indiquer le mémorandum, que seuls les Juifs affirment que le Livre Blanc viole le mandat.

La Commission permanente des mandats de la Société des Nations, seule institution internationale à laquelle la Puissance mandataire ait demandé d'examiner les propositions du Livre Blanc, a déclaré à l'unanimité que "la politique exposée dans le Livre Blanc n'était pas conforme à l'interprétation que, d'accord avec la Puissance mandataire et le Conseil de la Société des Nations, la Commission a toujours donné au mandat sur la Palestine". La majorité de la Commission, le président, M. Orts (Belgique), le vice-prési-

dent, le professeur Rappard (Suisse), le baron van Asbecq (Hollande) et Mlle Dannevig (Norvège) ont déclaré que les termes mêmes du mandat et les intentions fondamentales de ses auteurs excluent toute possibilité de conclure que la politique du Livre Blanc puisse être conforme à ce mandat.

Mais ce n'est pas seulement la Commission permanente des mandats qui a condamné le Livre Blanc. Au cours d'un débat à la Chambre des Communes en mai 1939, M. Herbert Morrison, actuellement Lord Président du Conseil du Gouvernement travailliste, a déclaré sans ambages au nom du Parti travailliste: "Nous considérons le Livre Blanc et sa politique comme une rupture cynique des promesses faites aux Juifs et au monde, y compris l'Amérique." M. Clement Attlee, actuellement Premier Ministre, a déclaré: "La mesure prise par le Gouvernement" — celui de M. Chamberlain — "en s'érigeant juge de sa propre cause, en prenant des mesures contraires à la décision de la Commission permanente des mandats et en ne tenant aucun compte de l'avis du Conseil de la Société des Nations provoquera chez beaucoup l'impression qu'au lieu de remplir les obligations que lui impose le mandat, le Gouvernement fait fi de la politique de la Société des Nations et du droit international."

Le Parti travailliste a, au cours de sa conférence annuelle à Southport, en 1939, adopté une résolution analogue. M. Winston Churchill n'a pas été moins catégorique dans ses critiques du Livre Blanc. Il déclare "je regrette beaucoup que les propositions du Gouvernement violent les promesses de la déclaration Balfour confirmées par les Gouvernements successifs et les conditions auxquelles nous avons obtenu le mandat". A qui les promesses de la déclaration Balfour ont-elles été faites? Elles n'ont pas été faites aux Juifs de Palestine; elles n'ont pas été faites à ceux qui vivaient en Palestine. Elles ont été faites à tous les Juifs du monde et en particulier aux associations sionistes.

L'archevêque de Canterbury a, à la Chambre des Lords, fait observer que le Livre Blanc impose un statut minoritaire aux Juifs de la Palestine. "Ils" — les Juifs — dit-il, "retrouveront dans leur foyer national ce statut minoritaire qui a été le leur au cours des siècles dans toutes les parties du monde . . . Quel que soit le sens qu'ait pu avoir le foyer national . . . il n'a certainement jamais pu avoir celui-là."

Lorsque le règlement de 1940 relatif aux terrains fut discuté à la Chambre des Communes, l'actuel Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique du Gouvernement travailliste, M. Philip Noel-Baker, présenta au nom du Parti travailliste, la proposition suivante:

"La Chambre regrette qu'en dépit de l'avis exprès de la Commission permanente des mandats,

la politique du Livre Blanc sur la Palestine soit incompatible avec les conditions du mandat et que, sans l'approbation du Conseil de la Société des Nations, le Gouvernement de sa Majesté ait permis la promulgation de règlements contrôlant le transfert des terres, ce qui constitue une discrimination injuste à l'encontre d'une partie de la population de la Palestine."

Dans son discours, M. Noel-Baker s'exprimait en ces termes: "Il y a un an, la délégation arabe a déclaré à la Conférence de Londres qu'il y avait en Palestine dix-neuf millions de dunums de terrain que les Arabes ne pouvaient pas cultiver. Les Juifs ont déjà commencé à montrer qu'ils peuvent le faire. Ils vont devoir s'arrêter parce qu'il s'agit de la zone interdite." Et il donnait des raisons économiques, politiques et morales qui s'opposent aux discriminations raciales.

Sept ans ont passé; Hitler a été abattu et les lois de Nuremberg ont été abolies dans toute l'Europe. La Palestine est actuellement le seul pays du monde civilisé où les discriminations raciales existent encore légalement. Même s'il n'existait pas de foyer national, nous ne pourrions pas admettre une telle discrimination. Nous ne pourrions pas admettre d'être privés du droit élémentaire de tout citoyen, du droit de nous déplacer librement et de nous établir librement dans le pays où nous vivons. Nous ne pouvons pas consentir à être privés de l'égalité devant la loi. Mais de plus c'est notre foyer national. Quatre-vingts générations ont vécu et sont mortes en mettant leur espoir en Sion. Un grand peuple et le monde civilisé tout entier ont reconnu notre droit de reconstituer notre foyer national en Palestine. Et maintenant, ce même Gouvernement, qui a été chargé de la tâche sacrée de favoriser le foyer national juif, nous a parqués dans un ghetto territorial et condamnés à vivre comme en Russie tsariste, dans des régions déterminées. Au cours de notre longue histoire, nous avons souffert bien des persécutions, mais être enfermés dans un ghetto dans notre propre pays et tenus à l'écart de notre sol ancestral, qui reste désert et inculte, c'est là un traitement cruel que nous n'avions pas encore subi. Est-il concevable que les Nations Unies permettent que ces lois raciales subsistent en Terre Sainte, ne serait-ce qu'un seul jour après que la question leur a été soumise? La Commission anglo-américaine présidée par deux magistrats, un Anglais et un Américain, a demandé à l'unanimité l'abrogation du règlement de 1940 relatif au transfert des terres. Cette décision a été publiée le 20 avril 1946. Cette loi raciale existe toujours.

La loi raciale n'est pas seulement une violation flagrante des obligations internationales imposées par le mandat. Elle compromet gravement le sort des Juifs du monde entier. Si la Puissance mandataire peut promulguer des lois d'un caractère discriminatoire contre les Juifs dans leur

propre pays, pourquoi les autres Gouvernements qui ne sont pas tenus par des obligations internationales, ne se permettraient-ils pas de promulguer partout des lois semblables contre les Juifs? Le boycottage racial, que la Ligue arabe a proclamé contre les produits juifs, n'est pas entièrement sans rapport avec la loi foncière raciale promulguée par la Puissance mandataire. Et même avant la création d'un Etat arabe en Palestine, le Haut Comité arabe et la Ligue arabe ont demandé que non seulement les restrictions raciales actuelles restent en vigueur dans le nouvel Etat palestinien, mais encore que la constitution stipule que cette discrimination ne pourrait pas être supprimée même par la majorité au Parlement mais seulement par la majorité des membres arabes de l'Assemblée législative. Voilà l'éducation civique donnée aux habitants non-juifs de la Palestine et au peuple arabe dans les pays voisins par la Puissance mandataire.

Je parlerai maintenant de la seconde restriction, celle de l'immigration. Lorsque le Livre Blanc fut publié en 1939, M. Churchill déclara que c'était un coup mortel porté au peuple juif. Je regrette de le dire: il n'a pas exagéré. Le Livre Blanc en fermant les portes de la Palestine aux Juifs à l'heure du plus grand péril, est responsable de la mort de dizaines de milliers, peut-être de centaines de milliers de Juifs qui auraient pu être sauvés de la chambre à gaz, si la Palestine leur avait été ouverte. Peu de temps avant la guerre, nous avons demandé au Secrétaire d'Etat aux Colonies l'autorisation de faire venir vingt mille enfants juifs de Pologne et dix mille jeunes gens des pays balkaniques. Cette autorisation nous a été refusée et ces vingt mille enfants juifs et ces dix mille jeunes gens ont été massacrés. A certains moments les Juifs auraient encore pu s'échapper des territoires occupés par les nazis, mais les portes de leur foyer national étaient fermées par la Puissance mandataire et ils ont été envoyés à la mort à Dachau et à Treblinka. Je ne sais si vous vous souvenez du cas du *Struma*. C'était un petit navire qui avait quitté la Roumanie fin décembre 1941, avec 769 réfugiés juifs. La Roumanie était alors sous l'occupation nazie. La situation des Juifs y était épouvantable comme dans les autres pays occupés par les nazis. Les Juifs, jeunes ou vieux, femmes et enfants, étaient entassés dans des trains de marchandises et envoyés à des destinations inconnues, ce qui signifiait la mort dans les chambres à gaz, quelque part en Pologne. En de nombreuses occasions ils étaient rassemblés dans les rues et mitraillés sur place. Dans la seule ville de Jassy, huit mille Juifs ont été rassemblés sur la place du marché et froidement mitraillés. Tous ceux qui le pouvaient cherchaient à s'échapper par la mer. Le *Struma* était un bateau destiné au transport du bétail, qui avait été construit à l'origine pour naviguer sur le Danube. Les 769 réfugiés, qui avaient réussi à l'atteindre, ne se souciaient

guère des inconvénients d'un voyage sur mer; atteindre ou non la Palestine signifiait pour eux la vie ou la mort. Le voyage du port d'embarquement en Roumanie, à Istanbul, prit quatre jours. Les passagers ne furent pas autorisés à débarquer en Turquie, car ils n'avaient pas de visa, ni pour la Turquie, ni pour une autre destination. Tous les efforts de l'Agence juive pour obtenir du Gouvernement l'autorisation de les laisser en Palestine échouèrent. L'Agence juive ne fut même pas autorisée à distribuer les permis d'immigration dont elle disposait à ces malheureux, sous le prétexte qu'ils étaient sujets ennemis. Cette situation lamentable se prolongea encore plus de deux mois. Le 18 février le Gouvernement permit aux enfants de moins de onze ans de débarquer, mais il était déjà trop tard. Le bateau avait dû quitter Istanbul. Le 24 février le *Struma* sombra avec 764 passagers. Les réfugiés du *Struma* ne sont pas les seules victimes directes du Livre Blanc, et tous les réfugiés ne sont pas morts noyés. Certains ont été tués par les forces de Sa Majesté. Quelques-uns l'ont été la veille de la guerre, le 1er septembre 1939, alors que le bateau *Tiger Hill* atteignait le rivage de Tel-Aviv et qu'on ouvrit le feu sur lui. Plus récemment, en mai, 1947, trois réfugiés ont été tués sur le navire *Théodore Herzl* qui avait été intercepté par les forces navales de Sa Majesté.

Au cours d'un débat à la Chambre des Lords, le 23 avril dernier, un noble Lord, Lord Altrincham (précédemment Sir Edward Grigg) qui avait représenté la Grande-Bretagne au Moyen-Orient pendant la guerre, exprima son horreur et son écœurement de l'immigration illégale en Palestine. Il qualifia ainsi les efforts désespérés des réfugiés des camps d'Europe pour atteindre leur patrie: "un trafic exercé dans des conditions qui le font vraiment ressembler à l'ancienne traite des esclaves à travers l'Atlantique". Il reconnaissait que: "la cargaison humaine part portée par l'espoir, mais cet espoir sombre dans la déception la plus terrible". Il qualifia cette immigration clandestine en Palestine "d'inhumaine, de répugnante et de honteuse".

Je me trouvais à Londres aux heures de la guerre les plus noires pour l'Angleterre, alors que la France s'était effondrée et que la Belgique avait capitulé, que l'Angleterre faisait seule face à l'ennemi et que les débris de l'armée britannique restés sur le continent luttèrent désespérément pour rentrer par Dunkerque. Ils ne s'attendaient pas au luxe du *Queen Mary* ou du *Queen Elizabeth* et ils ne s'inquiétaient guère de savoir si les petits bateaux sales et délabrés, qui avaient été rassemblés de tous les coins de l'Angleterre pour sauver ces vaillants rescapés, tiendraient la mer. Le peuple britannique tout entier, était, à juste titre, fier de Dunkerque. C'était un grand désastre militaire transformé en un grand triomphe moral plus grand encore. Nous avons subi en Europe un désastre plus grand que celui de l'ar-

mée britannique. Ce ne sont pas quelques milliers ou quelques dizaines de milliers de Juifs qui sont morts, mais des millions, en tout six millions. Se rend-on compte de ce que cela signifie? de ce que cela signifie pour nous? Se rend-on compte: un million de bébés juifs brûlés dans les chambres à gaz? Un tiers de notre peuple, presque la totalité de la population de la Suède, assassiné.

Tous les Juifs d'Europe n'ont pas été exterminés: sur les 9.270.000 Juifs qui, en 1939, vivaient en Europe continentale, environ 3 millions ont survécu (y compris les Juifs de l'URSS); en Pologne, 150.000 sur 3.250.000; en Roumanie, 300.000 sur 850.000; en Tchécoslovaquie, 33.000 sur 360.000, etc. . . . Des centaines de milliers de ces survivants sont encore dans les camps, dans cette même Allemagne, entourés des meurtriers de leur peuple, entourés de la même haine que sous Hitler. Au cours d'une enquête sur l'opinion publique, récemment effectuée par les autorités militaires américaines dans la zone américaine d'Allemagne, 60 pour 100 des Allemands interrogés ont approuvé les massacres des Juifs par Hitler, 14 pour 100 ont condamné les meurtriers, 26 pour 100 ont été "neutres". Les Juifs ne veulent pas rester où ils sont. Ils veulent retrouver leur dignité humaine, leur patrie; ils veulent être réunis avec les leurs en Palestine après avoir perdu leurs proches les plus chers. Pour eux, les pays où ils sont nés sont le cimetière de leur peuple. Ils ne veulent ni ne peuvent y retourner. Ils veulent retourner à leur foyer national et ils se servent de bateaux comme ceux de Dunkerque. Et ici, ainsi que le noble Lord le disait à la Chambre des Lords, leur espoir s'évanouit devant la plus terrible des désillusions, car sur les mers qui conduisent à leur pays, ils sont pourchassés par les forces maritimes de la Puissance mandataire et envoyés dans des camps de concentration, cette fois-ci à Chypre. Et M. MacNeil, Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, déclarait à la Chambre des Communes le 5 mai, que des mesures énergiques, étendues et multiples, avaient été prises contre l'immigration des Juifs en Palestine, interdite par le Livre Blanc. Ce qui signifie qu'une pression économique, militaire et diplomatique est exercée par le Gouvernement britannique sur les Gouvernements des autres pays d'Europe et d'Amérique afin de bloquer les victimes juives des nazis en Europe, leur fermer toutes les frontières, les maintenir de force où ils sont, et ainsi assurer le respect du Livre Blanc. Même le mécanisme des Nations Unies est utilisé à ces fins inhumaines.

Le vicomte Samuel dépeignait l'état d'esprit de tout le peuple juif lorsque, faisant allusion à l'immigration dite illégale, il répondit à Lord Altrincham à la Chambre des Communes: "Lorsque le noble Lord dénonça avec une belle véhémence les conditions horribles dans lesquelles les émigrants arrivent et déclara que nous devions abroger cette loi", le Gouvernement des Etats-Unis et les

autres Gouvernements sont tentés de demander: "Comment pouvez-vous refuser de laisser entrer ces Juifs et arrêter l'immigration, au mépris de l'esprit même du mandat que vous êtes chargés d'appliquer?" Il poursuivit: "Le Gouvernement déclare 'nous avons promulgué une ordonnance qui a force de loi'." L'Organisation sioniste répond: "La loi que vous avez adoptée est elle-même contraire à la loi, à la loi internationale approuvée par la Société des Nations."

Lorsque la guerre prit fin, cette guerre à laquelle prirent part dans les armées alliées un million de soldats juifs, dont trente mille volontaires dans les unités juives de notre pays, lorsque nous apprimes l'étendue de l'effroyable désastre qui s'était abattu sur le peuple juif, nous fîmes une demande pour que les cent mille premiers réfugiés fussent admis en Palestine. Il y avait à ce moment là en Palestine une forte pénurie de main-d'œuvre. Mais il fut bientôt évident que la paix n'était pas venue pour les Juifs et que Hitler n'avait pas été battu, du moins en ce qui concerne les Juifs. Il a peut-être été tué par les armées alliées, mais sa venimeuse doctrine anti-sémite subsiste. Les peuples d'Europe ont été libérés, mais non les Juifs européens. Les personnes déplacées de tous les pays ont pu retourner chez elles, où elles ont trouvé un Gouvernement national pour prendre soin d'elles. Mais le foyer des Juifs déplacés était fermé et des forces militaires considérables étaient mobilisées pour en garder les portes. Et comme toute la puissance des forces navales britanniques ne suffisait pas, la Grande-Bretagne mit tout en œuvre, ses moyens économiques, politiques et diplomatiques, pour exercer une pression énergique, considérable et variée en Europe et en Amérique pour que les Juifs restent où ils sont.

Même la recommandation unanime de la Commission d'enquête anglo-américaine, demandant l'admission immédiate de cent mille réfugiés, a été rejetée. De même, la déclaration des experts anglo-américains, selon laquelle notre pays pourrait absorber cent mille réfugiés en un an, n'a eu aucun résultat.

La politique du Livre Blanc a prévalu sur toutes les considérations humanitaires, sur tous les besoins économiques du pays, sur toutes les obligations, sur toutes les exigences du mandat. Une telle politique ne pouvait être appliquée que par la force. Le Gouvernement a adopté un système d'oppression qui transforme la Palestine en un Etat policier. Toutes les libertés civiles reconnues par la loi anglaise ont non seulement été restreintes, mais à bien des points de vue pratiques, abolies. Des ordres peuvent être donnés pour l'arrestation de toute personne pour n'importe quelle durée ou "tant qu'il plaise au Haut Commissaire", sans jugement. Des milliers de personnes furent ainsi détenues et beaucoup le sont encore depuis des années. Même les person-

nes reconnues coupables par les tribunaux sont détenues après avoir purgé leur peine.

Les droits illimités d'arrestation, de perquisition, de confiscation des biens meubles et immeubles, de détention et de déportation, ont été renforcés par les larges attributions conférées aux tribunaux militaires, qui leur permettent d'infliger la peine de mort pour l'usage et même le simple port d'armes à feu, explosifs, etc. Cette peine peut même être infligée à tous les membres d'un groupe, si le délit est commis par un seul des membres. Les perquisitions dans des colonies agricoles, sous le prétexte de rechercher des armes, ou des personnes se livrant à un entraînement militaire défensif, ou des immigrants "illégaux", sont devenues de plus en plus nombreuses depuis 1943. Les colons qui ont cherché à opposer une résistance passive y ont laissé leur vie à plus d'une occasion. Le 29 juin 1946, de puissantes forces armées ont occupé vingt-cinq colonies et les locaux des institutions nationales juives dans les villes. Les chefs juifs élus ont été arrêtés et détenus pendant quatre mois et demi sans jugement. A Tel-Aviv, du 29 juillet au 2 août 1946, une perquisition sans précédent de maison à maison a mobilisé plus de vingt mille hommes. L'imposition de la loi martiale en mars 1947, a privé 240.000 Juifs de tous les moyens normaux d'une existence sociale pendant deux semaines.

Outre ces phases aiguës de l'activité militaire, le régime régulier de la Palestine est depuis des années un régime de censure, de couvre-feu à domicile et de couvre-feu sur les routes, de perquisitions policières et militaires, de patrouilles et vérification d'identité, accompagnés de coups de feu sur les personnes qui enfreignent le couvre-feu et sur celles qui refusent de répondre aux sommations. Que ce soit voulu ou non, ce régime constitue en fait une punition collective répétée pour la communauté entière.

A côté des mesures officielles, depuis de nombreuses années, la police et l'armée se sont souvent livrées à des agressions spontanées sur la population civile, dans les prisons, dans les camps de détention, dans les rues.

Je serai le dernier à formuler des accusations en bloc. Loin de là, je tiens à signaler qu'en de nombreuses occasions, soldats et marins britanniques ont accompli leur tâche pénible de perquisition, d'arrestation et d'expulsion des réfugiés avec dégoût et les larmes aux yeux, et ont cherché, dans la mesure où leurs fonctions le leur permettaient, à venir en aide aux victimes de ce régime d'oppression. Il y a eu des cas où des soldats et des marins ont risqué leur vie pour sauver des réfugiés de la noyade et si l'on tient compte de l'esprit du régime et de l'absence de toute légalité dans le pays, il est surprenant que les agressions individuelles aient été si rares. Ce n'est pas le soldat ou le policier qui est à blâmer, c'est le régime, la politique du Livre Blanc, la

rupture de promesses, la violation du mandat, bref, ce que Churchill appelle "la guerre sordide contre les Juifs".

A ce point de l'exposé, le Président ordonne une brève suspension, sur la demande de M. Ben Gurion.

La séance reprend à 11 heures 15.

Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en mai dernier, le représentant britannique, Sir Alexander Cadogan, admit franchement l'échec de la Puissance mandataire en Palestine. Le Gouvernement de la Palestine a, pour expliquer cet échec, publié récemment un memorandum sur l'administration de la Palestine en application du mandat. Ce memorandum cherche à réaliser l'impossible: justifier le Livre Blanc de 1939, montrer que la politique qu'il inspire est depuis le début conforme à la déclaration Balfour et au mandat. Il ne m'est pas nécessaire de réfuter une pareille assertion. De nouveau, au lieu de nous dire ce que l'administration a fait pour appliquer le mandat, le memorandum nous dit pourquoi l'administration ne l'aime pas. C'est à ce point de vue un document révélateur. Pour la première fois, l'administration avoue, dans un document officiel, son hostilité au mandat. Je dois, pour respecter la vérité, avouer que ce *mea culpa* est plutôt excessif. Le memorandum couvre, non seulement la période du Livre Blanc depuis 1939, mais toute la période du mandat depuis 1922. Il n'est pas exact de dire que toute l'administration a, de tout temps, été hostile au mandat, comme les auteurs du memorandum semblent l'affirmer. Il y a eu, dans l'administration, des gens qui se sont efforcés de remplir leur tâche fidèlement sans arrière-pensée personnelle. Je pourrais citer plusieurs noms, mais je me contenterai de celui du Field Marshal Lord Plumer, Haut Commissaire en 1926-1927 qui, pour autant que je sache, n'était ni partisan des Juifs, ni partisan des Arabes, mais simplement partisan d'accomplir sa tâche et il l'a accomplie honnêtement et simplement comme un soldat loyal, sans crainte ni favoritisme. Lorsque le chômage sévissait parmi les Arabes, il cherchait à procurer du travail aux Arabes. Lorsque c'étaient les Juifs qui souffraient du chômage, il cherchait à faire de même à l'égard des Juifs. Il y a eu des gens comme lui avant et après, je pourrais même en nommer qui appartiennent à l'administration actuelle, si je ne craignais de les gêner.

Mais il est exact que dans l'ensemble ce memorandum reflète l'attitude générale de l'administration en Palestine, et dans certains autres lieux du Moyen-Orient et de Londres, qui était, dès le début, hostile au mandat et au foyer national juif et a tout fait pour y mettre obstacle jusqu'à ce qu'elle eût réussi à le remplacer par le Livre Blanc en 1939.

Une analyse complète et détaillée de ce mémorandum sera publiée en temps voulu et présentée aux Nations Unies. Je me contenterai ici de quelques observations.

Prenons d'abord cette obligation dite double. Si nous affirmons que le but principal du mandat est la création d'un foyer national juif, nous admettons volontiers que ce n'est pas la seule obligation qui incombe à la Puissance mandataire.

Même si le mandat ne contenait une seule clause au sujet des populations non juives de Palestine, il serait du devoir du Gouvernement, en tant que tel, de favoriser le bien-être et l'amélioration du niveau de vie de tous les habitants sans distinction, qu'il y ait mandat ou non.

Si des plaintes se sont élevées contre le Gouvernement, ce n'est pas parce qu'il a trop fait pour les populations, mais parce qu'il n'a presque rien fait pour le foyer national et qu'il a fait très peu pour les habitants du pays. A notre point de vue il est faux de considérer que le devoir du Gouvernement envers la population dans son ensemble soit incompatible à un titre quelconque avec son autre devoir, qu'il soit le principal ou non, de favoriser la création d'un foyer national. Même ce mémorandum ne nie pas que l'effort juif "a profité à la population arabe aussi bien qu'à la population juive", que les progrès du pays dans son ensemble ont été aidés matériellement par l'expansion juive et que l'accroissement de la prospérité du pays qui a résulté du travail juif a facilité le financement de mesures de progrès général.

Mais le mémorandum insiste beaucoup sur la disparité entre les Juifs et les Arabes de Palestine; il y a, en fait, disparité, tant au point de vue de la mentalité que de la vie sociale et de l'opinion publique, que du dynamisme et à bien d'autres points de vue. Il existe également une disparité entre les peuples vivant au XXe siècle et ceux vivant comme au XVe ou même pour certains comme au VIIe siècle. Mais en faisant ressortir la disparité, le mémorandum ne montre qu'un côté de la question. Il s'en sert pour porter une accusation contre les Juifs et la donne comme prétexte pour restreindre leur progrès. A mon point de vue, si la disparité entre les Juifs et les Arabes est un défaut auquel devrait remédier l'administration, le Gouvernement devrait citer toutes les disparités entre les Juifs et les Arabes et chercher à remédier à toutes.

Je n'en mentionnerai que quelques-unes. Il y a disparité au point de vue numérique. Il y a 600.000 Juifs en Palestine contre environ 1.100.000 Arabes. Il n'existe pas de chiffres certains à cet égard. Il y a même une disparité plus grande. Les Arabes ont 95 pour 100 de la terre, les Juifs seulement 6 pour 100; les Arabes ont 7 Etats, les Juifs aucun. Les Arabes possèdent de vastes territoires insuffisamment développés — l'Irak est à lui seul trois fois plus étendu que l'Angleterre et

compte moins de quatre millions d'habitants —, les Juifs n'ont qu'un très modeste embryon de foyer national et même ce modeste début leur est contesté par l'administration de la Palestine. La disparité la plus frappante réside peut-être dans le fait que les Arabes n'ont à résoudre ni problème d'immigration, alors que l'absence de patrie est, pour les Juifs, depuis des siècles, la cause première de toutes leurs souffrances. Certaines de ces disparités ont été résumées par la Commission permanente des mandats de la Société des Nations en 1939, lorsqu'elle a dit: "Il y a lieu de se souvenir que les souffrances collectives des Arabes et des Juifs ne sont pas comparables, car de vastes territoires du Proche-Orient, qui autrefois abritaient de nombreuses populations et étaient le siège d'une brillante civilisation, sont ouverts aux premiers, alors que le monde se ferme de plus en plus à l'établissement des derniers."

La déclaration la plus étonnante de ce mémorandum est peut-être celle qui représente les Juifs comme un "groupe privilégié", en comparaison des Arabes qu'on nous montre bûcherons et puits d'eau. Il serait intéressant de connaître quels sont les privilèges spéciaux accordés aux Juifs en Palestine. Est-ce le fait, que mentionnait la semaine dernière Son Excellence le Haut Commissaire, que les Juifs payent 70 pour 100 des impôts, alors que les Arabes bénéficient approximativement de 70 pour 100 des services? Mais là où cette déclaration s'avère réellement dangereuse, c'est dans la seconde partie de la phrase, où l'on nous refuse le privilège d'être des bûcherons et des puits d'eau. Nous considérons cela comme un privilège réel et important. Il nous a été refusé dans de nombreux pays et au cours de nombreuses générations. Nous avons été forcés de vivre uniquement dans les villes, où nous étions confinés à un nombre limité d'occupations. Nous sommes devenus par la force des choses étrangers au travail de la terre et s'il est un idéal, à part celui de l'amour pour notre pays, qui anime les dizaines de milliers de jeunes Juifs qui viennent en Palestine, c'est celui de devenir bûcherons ou puits d'eau, de faire toutes sortes de travaux physiques durs de leurs propres mains, de vivre à la sueur de leur front. Ce qui distingue la communauté juive de Palestine des communautés juives de la Diaspora, c'est précisément ce changement fondamental dans notre structure économique, le fait qu'ici la grande majorité de notre peuple se livre à des travaux manuels durs dans les champs, dans les usines, en mer et sur les routes. Sur une communauté juive d'environ 600.000 personnes, il y a plus de 170.000 travailleurs organisés, hommes et femmes: ceux-ci représentent un travailleur organisé pour quatre personnes, y compris les vieillards et les enfants. C'est la fierté du mouvement travailliste juif en Palestine d'avoir élevé la dignité des travailleurs dans un pays où le travail est méprisé.

C'est précisément sur cette question que j'ai eu mon premier conflit avec le Haut Commissaire de ce pays. Je représentais alors, non l'Agence juive, mais la Confédération des travailleurs juifs. J'étais venu voir Sir John Chancellor, Haut Commissaire de 1928 à 1931, pour lui demander que les travailleurs juifs participent aux travaux routiers pour le compte du Gouvernement. Sir John, qui venait de Rhodésie, chercha à me convaincre que le mieux serait d'appliquer en Palestine le système en usage en Afrique du Sud, c'est-à-dire de laisser les travaux durs, simples, non spécialisés aux "indigènes", alors que les Juifs exerceraient les professions qualifiées et mieux payées. Il fut très surpris lorsque je lui dis que c'est précisément ce que nous ne voudrions à aucun prix accepter dans notre pays. Nous ne sommes pas venus en Palestine pour constituer une classe supérieure et laisser les bas travaux aux autres. Tout en désirant utiliser nos cerveaux, nous devons et nous voulons utiliser nos mains et faire toutes sortes de travaux nécessaires à l'entretien de la société.

Nous avons eu les mêmes discussions avec certains employeurs juifs, parmi lesquels le grand bienfaiteur de la colonisation juive en Palestine, le baron Edmond Rothschild, qui avait entrepris d'assécher les marais et qui avait fait venir pour ces travaux de la main-d'œuvre d'Egypte. Nous lui avons offert de faire le travail nous-mêmes et lorsqu'il a objecté que ce genre de travail était malsain, nous lui avons répondu que c'était une raison supplémentaire pour que nous le fassions nous-mêmes.

Je n'ai pas pu comprendre le mépris dont témoigne le mémorandum pour les bûcherons et les puits d'eau. A notre avis il n'est pas de travail plus précieux ou plus important dans ce pays ou dans des pays semblables que de puiser de l'eau. Vous avez peut-être vu des travaux de ce genre dans le Negev. Il est regrettable que nous ne puissions pas faire grand-chose comme bûcherons, car les nombreux envahisseurs et conquérants des dix-huit derniers siècles ont détruit les forêts du pays. Mais nous nous faisons une joie d'extraire les pierres et les rochers qui y abondent encore. Rien ne nous serait plus désagréable que de chercher à nous priver, comme le fait le Gouvernement, du droit d'être carriers et puisatiers. Nous estimons que notre patrie ne peut-être ni achetée, ni conquise, elle doit être créée et créée par de durs travaux.

Une autre plainte exprimée dans le mémorandum est que le but même du foyer national l'empêche d'avoir un caractère autre que juif et empêche la culture de la communauté juive de s'assimiler à celle de la population arabe. Nous plaillons coupables. Nous sommes Juifs et nous sommes déterminés à le rester. Nous refusons de nous assimiler, même aux peuples européens hautement civilisés. Des Juifs d'Allemagne, parlant

allemand mieux qu'Hitler, n'ont pas été sauvés par leur assimilation. Nous serons aussi juifs qu'un Anglais est anglais. Nous n'avons pas besoin de justification. Nous développons notre propre civilisation, notre langue hébraïque. Nous organiserons notre vie, notre science et nos besoins, nos croyances et nos idées, mais cela ne nous empêchera pas, bien au contraire, de considérer l'Arabe comme un compagnon, un voisin, dont le sort est lié au nôtre et dont le progrès est aussi vital pour nous qu'il l'est pour lui. Ce sera peut-être un peu plus long pour lui en raison d'une disparité séculaire de niveau de vie et autres différences et nous ferons tout ce que nous pourrons pour l'aider à atteindre le même niveau économique, social et culturel que nous. Malheureusement ce n'est pas nous qui gouvernons ce pays et on nous rend responsables, alors que nous n'avons aucun pouvoir. Nous ne pouvons aider au progrès des Arabes que par notre exemple et par nos efforts en tant que particuliers et c'est ce que nous faisons. Mais rien n'est plus loin de notre idée que celle de l'assimilation. Nous repoussons cette affirmation qu'un Juif conscient qui aime sa croyance et sa langue ne peut collaborer avec un Arabe conscient, aimant ses croyances et sa langue. Même si nous différons sur les questions politiques, il n'y a pas de raison pour que nous ne collaborions pas dans la vie quotidienne. Il y a collaboration entre les travailleurs juifs et arabes, entre les paysans juifs et arabes partout où l'occasion s'en présente.

Le paragraphe 8 du mémorandum nous apprend que les émeutes de 1920, 1921 et 1929 ont témoigné d'un sentiment racial et que des Juifs ont été assassinés comme tels au cours de la rébellion de 1936-1939. Dans les pays fréquemment donnés en exemple par les Arabes en matière de relations judéo-arabes, des mouvements se sont produits contre les Juifs, en Irak en 1941, en Egypte et en Tripolitaine en 1945. Je ne suis pas chargé de défendre les Arabes et je n'excuserai certainement pas les émeutes arabes contre les Juifs. Mais il y a dans cette déclaration deux omissions pleines d'enseignement : l'une a trait à la carence de l'administration. Lisez plutôt les déclarations de la Commission royale en 1937 : "La première de toutes les conditions nécessaires au bien-être d'un pays est la sécurité publique . . . Il est évident aujourd'hui que cette tâche élémentaire d'assurer la sécurité publique n'a pas été remplie. S'il est un grief que les Juifs ont le droit incontesté d'exprimer, c'est bien l'absence de sécurité. Leurs doléances dans ce domaine ont été dignes et mesurées."

Le second point est qu'il est injuste de rendre toute la population arabe de Palestine responsable de ces émeutes. Tous les Arabes n'y ont pas pris part ; bien au contraire, un grand nombre de villageois, particulièrement ceux vivant près des colonies juives, ont rendu des services inappréciables à leurs voisins juifs en leur donnant des ren-

seignements sur les bandes de terroristes arabes. Au cours de ces émeutes, particulièrement celles de 1936-1939, les terroristes arabes ont tué plus d'Arabes que de Juifs. Toutes les victimes arabes du terrorisme étaient des adversaires politiques de l'ex-Mufti.

Au paragraphe 11 du mémorandum, il est une curieuse explication de la non-exécution, par le Gouvernement, de la politique relative aux terres, préconisée par le mandat. Deux articles du mandat traitent de la terre: l'un est l'article 6, qui enjoint au Gouvernement de favoriser, en collaboration avec l'Agence juive, l'établissement des Juifs sur la terre, y compris les vastes terrains appartenant à l'Etat et les terrains incultes non nécessaires aux besoins publics. L'autre est l'article 11 qui charge le Gouvernement d'introduire un système foncier correspondant aux besoins du pays, en tenant compte, entre autres choses, de l'utilité de favoriser la colonisation et la culture intensive de la terre. Au cours des vingt-cinq années du mandat, ces deux articles ont été complètement négligés. Maintenant pour la première fois le mémorandum révèle la raison cachée du "retard" de la politique foncière du Gouvernement. Il serait dû, d'après le mémorandum, au fait que l'Agence juive a été spécialement citée en ce qui concerne l'établissement sur les terres, car cette mention provoque la méfiance des Arabes envers le développement agricole juif. Et cette méfiance a retardé l'application de la politique foncière du Gouvernement. Mais est-ce bien là la situation exacte? Ainsi que vous le savez, le mandat s'appliquait jusqu'à une date récente, à la fois à la Palestine orientale et à la Palestine occidentale. L'article 25 autorise "la Puissance mandataire" à "retarder ou suspendre l'application des stipulations du présent mandat qu'elle jugera inapplicables en raison des conditions locales existantes". Conformément à cet article, toutes dispositions relatives au foyer national et à l'Agence juive ont été rendues inapplicables à la Transjordanie en 1922. En outre, l'immigration et la colonisation juives ont été entièrement interdites dans cette partie de la Palestine. Mais l'article 11 est resté en vigueur en Transjordanie et l'on est en droit de se demander ce qu'a fait le Gouvernement pour appliquer sa politique foncière dans cette partie du territoire sous mandat, dans lequel l'excuse bizarre de l'Agence juive n'existe pas. Comment se fait-il que la Transjordanie soit encore moins développée que la Palestine occidentale? Pourquoi la Transjordanie est-elle infiniment plus pauvre et complètement inexploitée? Pourquoi la population de la Transjordanie est-elle restée stationnaire depuis vingt-cinq ans et, maintenant que le pays est devenu un royaume indépendant, pourquoi ne peut-il que difficilement subvenir à ses besoins? Nous avons encore un autre voisin, l'Irak où ce bouc émissaire si commode, appelé le foyer national juif et l'Agence juive, n'existe pas. Depuis plus de vingt

ans, il y a dans ce pays un Gouvernement national arabe et cependant le pays est moins développé que la Palestine occidentale: 95 pour 100 de la population est illettrée. La mortalité infantile dépasse 50 pour 100. Les conditions d'hygiène sont à un niveau effroyablement bas et le travailleur irakien a un niveau de vie très inférieur à celui du travailleur arabe de Palestine. Le mémorandum ne cherche pas à dissimuler le fait que les progrès des Arabes en Palestine ont beaucoup été aidés par la colonisation juive. Mais il a soin d'expliquer que les progrès des Arabes et des Juifs sont tous deux dus à l'administration. Une fois de plus il nous faut nous demander pourquoi ces résultats si favorables de l'administration n'apparaissent pas dans l'autre partie du territoire sous mandat, en Transjordanie. La partie orientale est presque restée dans l'état où elle était avant le mandat britannique. La partie occidentale a été entièrement transformée tant dans le chiffre de sa population que dans le niveau de son développement. La seule différence est que d'un côté du Jourdain il y a le foyer national et les Juifs et de l'autre côté ils sont absents. Je ne voudrais pas vous donner l'impression que nous pensons que le pays n'a pas bénéficié du tout de l'administration mandataire. Elle a fait exécuter les travaux qu'aucune administration ne renierait, par exemple le port d'Haïfa et de nombreuses routes excellentes. Je pourrais en particulier parler de la diminution des lourdes taxes agricoles qui opprimaient la population rurale au temps de la domination turque. Je pourrais mentionner les services sanitaires et pédagogiques du Gouvernement, bien qu'ils ne servent qu'aux Arabes. Mais tout ceci ne change rien au fait que le mandat sur la Palestine n'a pas été appliqué. Son but principal n'a pas été atteint et il y a même souvent été mis obstacle, même avant le Livre Blanc.

La Puissance mandataire a échoué en Palestine, non parce que les Juifs et les Arabes ne collaboraient pas, mais parce qu'elle refusait de collaborer avec le mandat.

Le Livre Blanc, en détruisant le mandat, a fait disparaître la base morale et juridique du régime actuel en Palestine. C'est une loi arbitraire, basée uniquement sur la force. Elle est contraire au désir de toute la population du pays, elle cause des souffrances indicibles à notre peuple, elle menace notre existence nationale. Elle est incompatible avec les obligations internationales et la bonne foi.

La question qui maintenant se pose, la question principale, la question fondamentale est celle-ci: que devrait être le régime futur du pays? Peu importe le nom qu'on lui donnera, qu'on l'appelle mandat, ou tutelle internationale ou Etat palestinien, Etat arabe ou Etat juif. La forme constitutionnelle importe également peu. Il existe des pays qui ont sur le papier de bonnes constitutions, mais en pratique de mauvais Gouvernements et

il existe l'inverse. La vie ne suit pas les constitutions théoriques.

Je vais vous donner un exemple d'une expression qui peut servir à plusieurs buts : celle d'"Etat bi-national". Je connais au moins deux projets d'Etat bi-national en Palestine et ils sont diamétralement opposés. L'un est basé sur la négation même du sionisme et du foyer national, alors que l'autre est un plan purement sioniste.

L'Etat bi-national antisioniste est le Livre Blanc de M. Malcolm MacDonald qui affirme que sa politique n'envisage ni un Etat juif ni un Etat arabe, mais un Etat bi-national. Bien que les Juifs ne représentent qu'un tiers de la population, l'Etat ne serait pas arabe ; il serait partagé entre les deux peuples et partagé de telle sorte que les intérêts essentiels de chaque communauté seraient sauvegardés. Il promet même de protéger la situation spéciale du foyer national juif en Palestine. Ce serait un Etat bi-national qui interdirait l'immigration juive, condamnerait les Juifs à demeurer une minorité permanente et perpétuerait le caractère de sans patrie du peuple juif.

Il existe une autre proposition d'Etat bi-national formulée par un groupe travailliste important de l'aile gauche du sionisme, le parti travailliste dit *Hashomer Hatzair*. Il propose d'établir de deux à trois millions de Juifs en Palestine au cours des vingt-cinq années qui suivront. Durant cette période, la Palestine serait, d'après ce plan, placée sous une administration spéciale chargée de la mettre en valeur et dont l'objectif particulier serait :

i. De favoriser l'établissement en Palestine d'au moins deux à trois millions de Juifs au cours des vingt ou vingt-cinq années suivantes en développant les ressources économiques du pays.

ii. D'élever au cours de la même période le niveau de vie et d'éducation des Arabes de Palestine approximativement au niveau juif actuel.

iii. De favoriser et d'encourager activement la collaboration judéo-arabe et d'encourager le développement progressif des institutions autonomes tant locales que nationales sur un plan bi-national, jusqu'à ce que soit atteint le stade d'indépendance complète dans le cadre d'une constitution bi-nationale.

Pour que ce but soit atteint, la Palestine serait placée sous l'autorité d'une commission permanente de contrôle des trois grandes Puissances et cette commission serait chargée de constituer une administration capable de remplir les tâches ci-dessus mentionnées. Ce gouvernement constituerait un comité de mise en valeur auquel Juifs et Arabes participeraient en nombre égal.

Lorsque l'indépendance aurait été obtenue au bout de vingt ou vingt-cinq ans, la commission

permanente de contrôle continuerait à exercer certaines attributions de contrôle général jusqu'à ce que les Nations Unies décident que la nouvelle constitution fonctionne d'une manière satisfaisante et que la Palestine est prête à adhérer aux Nations Unies.

Les Juifs et les Arabes seraient organisés en deux communautés nationales autonomes ; lorsque la Palestine deviendrait indépendante, elle serait constituée par une fédération de ces deux communautés. Le Gouvernement central se composerait de quatre membres : deux Arabes et deux Juifs, élus par une Assemblée nationale formée des deux conseils nationaux des communautés juive et arabe et du Conseil d'Etat composé en nombre égal de Juifs et d'Arabes.

Il vous est facile de vous rendre compte que bien que ces deux plans soient tous deux appelés bi-nationaux, ils sont en réalité nettement opposés. La question du régime futur de la Palestine n'est pas tant une question de dispositions juridiques, constitutionnelles, qu'une question fondamentale de structure, de composition et de chiffre de la population et de nature de la mise en valeur de ses ressources. La question cruciale est celle de l'immigration. Dans ce domaine, deux politiques sont possibles : la politique antisioniste d'après laquelle la constitution du pays maintiendrait le *statu quo*, cristalliserait le chiffre et paralyserait l'accroissement de la population actuelle, arrêterait le développement de l'agriculture et de l'industrie, mettrait fin à l'immigration et ferait des Juifs une nation minoritaire.

L'autre politique, la politique sioniste, doterait le pays d'un régime destiné à assurer le développement maximum de toutes les ressources du pays ; elle permettrait de cultiver le plus grand nombre possible de millions de dunums sur les dix-huit millions actuellement incultes ; d'irriguer au moins quatre millions de dunums au lieu de 400.000, chiffre actuel, de porter le chiffre de la population à trois ou quatre millions et de donner aux Juifs toutes les possibilités de reconstituer leur nation tout en élevant au même point le niveau de vie des Arabes et de donner de cette manière un exemple vivant à tout le Moyen-Orient d'une collaboration et d'un travail en commun où Arabes et Juifs sont des partenaires libres et égaux.

Je me permettrai de souligner que cette seconde politique avait été envisagée et adoptée par les hommes d'Etat aussi bien britanniques qu'arabes et juifs à la fin de la première guerre mondiale, alors qu'un désir général d'un nouvel ordre social et de nouvelles relations internationales agitaient l'humanité. On estimait que le moment était venu de réparer les torts causés à la nation juive et de lui permettre de reconstituer son ancien Etat.

Ce plan faisait partie d'un plan plus vaste qui donnait aux Arabes leur liberté nationale après des siècles d'oppression turque. C'est un tort de considérer le problème des relations judéo-arabes dans le cadre restreint de ce petit pays. Les hommes d'Etat qui ont rédigé la déclaration Balfour n'envisageaient pas uniquement la reconstitution de la nation juive. Ils pensaient également à la libération du peuple arabe; ils y ont réussi dans une mesure beaucoup plus grande et d'une manière beaucoup plus efficace. Les Arabes ont obtenu leur indépendance sur un territoire de 1.250.000 milles carrés, soit 125 fois la superficie de la Palestine occidentale, avec une population d'environ quinze à seize millions d'Arabes, soit le nombre total des Juifs vivant dans le monde.

C'est là le véritable plan bi-partite réalisé avec les Arabes et les Juifs. La liberté des Arabes dans leurs propres pays, la restitution de la Palestine au peuple juif.

Les représentants des Arabes examinèrent et acceptèrent cet accord bi-partite ainsi que l'indique le préambule suivant de l'accord Feyçal-Weizmann :

Son Altesse Royale l'Emir Feyçal, représentant le royaume arabe du Hedjaz et M. Chaim Weizmann, représentant l'Organisation sioniste :

"Conscients de la communauté de race et des liens anciens qui existent entre les Arabes et le peuple juif, et persuadés que le moyen le plus sûr de réaliser leurs aspirations nationales est de collaborer le plus étroitement possible au développement de l'Etat arabe et de la Palestine, et désireux en outre de confirmer la bonne entente qui existe entre eux,

Ont donné leur accord aux articles suivants :

Suivent les articles. Le journal de La Mecque *Al Quibla* publie dans son 183e numéro du 23 mars 1918 un article du roi Hussein lui-même "invitant la population arabe de Palestine à se souvenir de ses livres sacrés et de ses traditions et l'exhortant à accueillir les Juifs comme des frères et à collaborer avec eux pour le bien-être commun".

Tout en se rendant compte que les aspirations des Juifs et des Arabes seraient entièrement réalisées, celles des Juifs en Palestine, celles des Arabes dans les pays arabes, les hommes d'Etat n'ignoraient pas qu'il existait des Arabes en Palestine et ils ne négligeaient pas leurs intérêts, mais ces intérêts étaient limités à des droits civils et religieux et ne s'étendaient pas aux aspirations politiques qui étaient entièrement satisfaites dans les pays arabes.

C'est là l'idée directrice de l'accord conclu entre l'Emir Feyçal et M. Weizmann. Il envisageait d'une part un Etat arabe, d'autre part une Palestine juive. Tout en stipulant que des mesures

seraient prises pour protéger et aider les paysans arabes de Palestine, il était bien compris que la Palestine serait un Etat juif.

Toutes les promesses faites aux Arabes ont été remplies, la plupart immédiatement, d'autres au bout d'un certain temps. Le problème politique arabe a été complètement résolu et le peuple juif n'est pas le dernier à féliciter les Arabes d'avoir réalisé leur entière indépendance.

La promesse faite aux Juifs n'a pas encore été remplie. Le sens de cette promesse n'est pas contestable: il ne s'agit pas d'une université hébraïque, ni d'un centre culturel, ni d'une communauté de 600.000 personnes, ni d'une minorité. Les hommes d'Etat britanniques et arabes de l'époque savaient parfaitement ce que signifiait la promesse faite aux Juifs. L'intention primitive de la déclaration Balfour et du mandat aurait pu être réalisée et l'Etat juif aurait pu devenir un fait accompli avant la seconde guerre mondiale, si la Puissance mandataire avait rempli courageusement et efficacement les obligations qu'elle avait reçues du mandat. Je vous demande, Messieurs, d'imaginer une seconde qu'au moment où la guerre a éclaté, il y avait déjà deux ou trois millions de Juifs dans l'Etat juif de Palestine. Croyez-vous que le désastre qui s'est abattu sur notre peuple en Europe se serait produit? Hitler a opprimé et réduit en esclavage tous les peuples qu'il a conquis: les Hollandais, les Tchèques, les Yougoslaves et autres, mais il est un peuple qu'il a marqué pour l'extermination complète, le peuple juif, parce que c'était le seul peuple qui n'ait pas de pays à lui, de Gouvernement à lui, d'Etat à lui, qui puisse le protéger, intervenir en sa faveur, le sauver et combattre.

Et maintenant je vous pose cette question. Qui peut et qui veut nous garantir que ce qui nous est arrivé en Europe ne se reproduira pas? La conscience humaine, et nous croyons qu'elle existe, peut-elle déclinier toute responsabilité d'une catastrophe semblable? Il n'existe qu'une seule sauvegarde: une patrie, un Etat! Une patrie où un Juif puisse retourner librement car c'est un droit pour lui. Un Etat où il soit le maître de sa propre destinée. Ces deux choses sont possibles ici, et ici seulement. Quoi qu'il arrive, le peuple juif ne peut pas renoncer à ces deux droits fondamentaux.

Le problème des relations judéo-arabes n'est pas uniquement un problème concernant les Arabes et Juifs de Palestine. C'est celui des relations entre le peuple juif et le peuple arabe dans leur ensemble. Dans ce sens large, leurs aspirations nationales ne sont pas seulement compatibles, elles sont complémentaires.

Personne ne peut sérieusement prétendre qu'une Palestine juive puisse d'une manière quelconque nuire à l'indépendance ou à l'unité de la

race arabe ou les mettre en danger. La superficie de la Palestine occidentale représente moins de 1 pour 100 du vaste territoire que possèdent les Etats arabes dans le Proche-Orient, à l'exclusion de l'Egypte. Le nombre des Arabes de Palestine représente moins de 3 pour 100 du nombre des Arabes ayant obtenu leur indépendance politique. Les Arabes de Palestine, même s'ils constituaient une minorité, feraient encore partie de cette grande majorité arabe du Moyen-Orient. L'existence d'Etats arabes au nord, à l'est et au sud de la Palestine représente une garantie automatique non seulement des droits civils, religieux et politiques des Arabes de la Palestine, mais également de leurs aspirations nationales.

Mais une Palestine juive, un Etat juif peuplé, fortement développé, a à offrir quelque chose d'une grande valeur, non seulement pour les Arabes de la Palestine, mais également pour ceux des pays voisins. Même les modestes débuts de l'Etat juif, où les Juifs n'ont occupé et mis en valeur qu'une faible partie du pays, ont déjà eu un effet marqué sur le progrès de la population de la Palestine. Même actuellement la situation du paysan et du cultivateur arabes en Palestine est supérieure à celle du paysan et du cultivateur arabes dans les Etats arabes. Nos buts nationaux ne peuvent pas être atteints sans de gros travaux constructifs, aussi bien agricoles, industriels, matériels et culturels, et cette nécessité doit, par sa nature, élever le niveau économique et social de tous les habitants du pays.

Nous ne pouvons pas utiliser les ressources en eau de la Palestine, qui sont actuellement perdues, sans accroître du même coup les possibilités d'irrigation pour le fellah arabe. Nous ne pouvons pas introduire de méthodes modernes de culture sans que les Arabes s'inspirent de cet exemple. Nous ne pouvons pas organiser la main-d'œuvre juive et améliorer ses conditions de travail sans organiser de même le travailleur arabe et améliorer sa situation.

Tant que le Gouvernement est entre des mains étrangères, l'incidence de notre progrès sur celui des Arabes est faible. La théorie qui consiste à maintenir l'équilibre entre les Juifs et les Arabes, ce qui en pratique signifie restreindre notre travail, n'est pas seulement nuisible aux Juifs, mais également aux Arabes.

On peut demander à juste titre pourquoi un million d'Arabes peut vivre en sécurité dans un Etat juif et pourquoi un million de Juifs ne peut le faire dans un Etat arabe. Si les Juifs et les Arabes vivant en Palestine étaient tous les Juifs et les Arabes vivant dans le monde, cet argument serait très logique et concluant. Il n'y aurait aucune raison pour que l'on préfère un Arabe à un Juif ou un Juif à un Arabe ; seuls les chiffres compteraient. Mais on ne peut pas négliger le fait que les deux communautés qui vivent en

Palestine ne constituent qu'une partie de fortes communautés vivant en dehors du pays, et toutes deux appartiennent à ces communautés plus grandes auxquelles leur sort est lié d'une manière indissoluble. En privant les Juifs de Palestine d'un foyer national, en les empêchant de devenir une majorité et de constituer un Etat, vous privez non seulement les 600.000 Juifs qui sont ici, mais également les millions de Juifs qui restent dans le monde, d'indépendance et d'Etat. Dans aucun autre pays ils ne peuvent désirer ou espérer constituer un Etat.

En privant des millions d'Arabes de la même espérance, vous ne changez pas la situation de la race arabe dans son ensemble. Une minorité arabe dans un Etat juif signifierait qu'un certain nombre seulement d'Arabes ne jouiraient pas du privilège de posséder la nationalité arabe, mais cela ne diminuerait en aucune façon l'indépendance et la situation de la race arabe libre. La minorité arabe de Palestine entourée d'Etats arabes resterait en sûreté, étant associée avec sa propre race. Mais une minorité juive dans un Etat arabe, même avec la plus belle garantie sur le papier, signifierait l'évanouissement définitif de l'espoir juif, non seulement en Palestine mais pour tout le peuple juif, en une égalité nationale, en l'indépendance, avec toutes les conséquences désastreuses si connues dans l'histoire juive. La conscience de l'humanité doit juger : où est le juste équilibre, où est le plus grand besoin, où est le plus grand péril, où est le moindre mal et où est la moindre injustice ?

Le sort de la minorité juive en Palestine ne différera pas de celui de la minorité juive dans n'importe quel autre pays, à cela près qu'il peut être bien pire.

Nous sommes contre le maintien du mandat, que ce soit un mandat britannique ou un mandat des Nations Unies. Il y a vingt-sept ans, l'Angleterre a entrepris, sincèrement je crois, la tâche d'établir en Palestine un nombre de Juifs suffisant pour constituer un Etat juif. Elle a échoué. La tâche était difficile. Elle exigeait un grand effort ; elle s'est heurtée à des obstacles qui n'étaient pas négligeables et la Puissance mandataire a refusé de faire ces efforts et de surmonter tous ces obstacles. Ce n'était pas un besoin vital pour la Puissance mandataire. Nous aussi avons rencontré des difficultés, même plus grandes que celles de la Puissance mandataire. Nous nous sommes heurtés non seulement à l'opposition des Arabes mais encore à des difficultés propres à la nature du pays ; nous étions handicapés par le manque d'expérience et l'absence de moyens. Nous avons dû recueillir la modeste obole des masses juives pauvres de tous les pays car les Juifs riches, à quelques exceptions près, étaient indifférents à notre tâche et refusaient de nous venir en aide. Nous avons persévéré ; nous ne

pouvions pas reculer car nous étions au pied du mur ; nous n'avions pas le choix ; c'était pour nous une question de vie ou de mort. Les obstacles arrêteraient-ils une mère lorsqu'elle sauve la vie de son enfant ?

Voilà pourquoi nous avons réussi et pourquoi la Puissance mandataire a échoué ; non en raison de notre supériorité au point de vue capacité, connaissances ou expérience, bien au contraire, mais parce que c'était pour nous une nécessité vitale, impérieuse ; il fallait que nous le fassions !

Ce qu'une simple Puissance mandataire ne peut pas faire, une tutelle collective le fera encore moins. La mise en valeur intensive et l'immigration sur une grande échelle nécessitent une administration dynamique et une initiative constante, des décisions rapides et une continuité dans l'action. Une administration qui reçoit ses directives de différents Gouvernements ne peut guère mener à bien une tâche de cette nature.

Le problème ne peut pas davantage être réglé par la constitution d'un Etat bi-national. Un Etat bi-national, si toutefois cela a un sens, ne peut signifier que l'équilibre, soit équilibre de la population, soit équilibre dans le Gouvernement. L'équilibre de population est biologiquement et politiquement impossible. Personne ne peut réussir à équilibrer le nombre des Juifs et des Arabes et à maintenir cet équilibre constant. L'équilibre dans le Gouvernement signifie la paralysie constante. Un tel Gouvernement peut satisfaire ceux que satisfont le maintien du *statu quo* et la cristallisation du progrès du pays, mais si les buts à atteindre sont la mise en valeur et l'immigration, un régime de cette nature est complètement inadéquat.

Ce n'est qu'en créant en Palestine un Etat juif que les vrais buts peuvent être atteints : l'immigration et un Etat pour les Juifs, la mise en valeur économique et le progrès social pour les Arabes. Avec la libération des pays du Moyen-Orient de l'Empire ottoman décadent, la race arabe a réalisé ses aspirations politiques. Elle est encore loin de la libération économique, culturelle et sociale. Une indépendance politique officielle ne suffit pas et les plus clairvoyants des chefs arabes s'en rendent très bien compte. Si les peuples arabes ne progressent pas dans le domaine social, économique et culturel, leur indépendance est un mot vide de sens.

Lorsque la race arabe a été libérée, il a été promis au peuple juif également qu'il serait reconstitué en tant que nation. Les aspirations politiques juives n'ont pas encore été satisfaites mais beaucoup a déjà été fait dans le domaine économique, culturel et social. Les intérêts historiques et les aspirations des Juifs et des Arabes ne s'excluent pas mutuellement ; ils se complètent et s'enchevêtrent. Chacun d'eux possède en abondance ce

qui manque à l'autre. La collaboration entre les Juifs et les Arabes sera la plus grande des bénédictions pour les deux peuples. Une telle collaboration ne peut reposer que sur l'égalité. Rien ne favorisera plus l'alliance judéo-arabe que la création d'un Etat juif. La tension et le désordre actuels feront place, lorsque le problème principal aura été définitivement réglé, à une nouvelle orientation de ces deux peuples sémitiques.

Les Nations Unies possèdent l'autorité nécessaire pour prendre cette grande décision qui changerait la face de tout le Moyen-Orient et libérerait les énergies des peuples arabe et juif en vue d'un grand effort constructif.

Vous aurez mené votre mission à bien lorsque vous aurez rétabli la liberté en Palestine, rendu au peuple juif la justice et la stabilité, au Moyen-Orient le progrès et la prospérité. Il est possible d'atteindre ces trois buts en abolissant immédiatement le Livre Blanc, en créant un Etat juif et en favorisant une alliance judéo-arabe.

Le PRÉSIDENT : Dans quelle catégorie rentrera la déposition juive que nous allons entendre ?

M. BEN GURION : Un membre de l'Agence juive, le rabbin Fishman, présentera des observations sur les groupements religieux de notre mouvement et sur nos travaux.

Le PRÉSIDENT : Et qu'y aura-t-il ensuite ?

M. BEN GURION : Si vous le désirez, nous passerons alors aux questions aux deux premiers témoins.

Le PRÉSIDENT : J'aimerais savoir dans quelle catégorie entre la déposition suivante, parce que j'ignore si nous possédons toute la documentation nécessaire pour poser des questions sur le chapitre qui vient de prendre fin. Bien que vous qualifiez ce conflit de simple conflit entre un petit peuple faible et un puissant empire mondial, autrement dit entre le peuple juif et l'Empire britannique, vous n'en déclarez pas moins que la question est compliquée. Elle porte d'abord, dites-vous, sur "les relations entre les Juifs et les Gentils" ; en second lieu sur "les relations entre le foyer national juif et la Puissance mandataire" ; en troisième lieu sur "les relations entre les Juifs et les Arabes". J'ai l'impression que vous avez traité ici surtout les relations entre le foyer national juif et la Puissance mandataire, et qu'il reste encore à entendre un nouvel exposé sur les relations entre les Juifs et les Arabes.

M. BEN GURION : Oui, c'est le dernier chapitre de mon exposé : les relations judéo-arabes.

Le PRÉSIDENT : Mais n'y aura-t-il pas un nouvel exposé sur cette question ?

M. BEN GURION : Il y aura, Monsieur le Président, des dépositions sur la mise en valeur économique du pays et si vous désirez soulever des

questions que je n'ai pas abordées, vous recevrez tous les documents, les renseignements et les explications nécessaires.

Le PRÉSIDENT: Oui, mais je désire éviter de poser des questions auxquelles répondra peut-être le chapitre suivant.

M. BEN GURION: C'est à vous qu'il appartient, Monsieur le Président, d'organiser à votre guise le travail de votre Commission.

Le PRÉSIDENT: S'il doit y avoir un nouvel exposé sur les relations entre les Juifs et les Arabes, je pense qu'il serait bon d'ajourner les questions jusqu'à ce que nous ayons également entendu ce chapitre.

M. BEN GURION: Comme il vous plaira.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Monsieur Ben Gurion, je crois que l'Agence possède une équipe compétente de juristes. J'aimerais poser au cours des séances suivantes quelques questions sur la législation en Palestine, en particulier sur la législation d'exception. Comme il est possible que le représentant de l'Agence juive déclare qu'il n'est pas exactement renseigné ou qu'il n'est pas qualifié pour répondre à ces questions, j'aimerais que vous fassiez venir un des membres de votre équipe de juristes afin qu'il puisse vous conseiller sur ces questions.

M. BEN GURION: Ce sera avec plaisir.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole à M. le rabbin Fishman.

(M. le rabbin Fishman prend place à la table.)

M. le rabbin FISHMAN: Monsieur le Président, Messieurs, en tant que représentant de l'aile religieuse du mouvement sioniste au Comité exécutif de l'Agence juive, je commencerai par rappeler le lien éternel qui existe entre le peuple juif et ce pays, la terre d'Israël. C'est un lien indissoluble entre le peuple d'Israël et sa Torah (religion), et il existe de même entre notre peuple et ce pays un lien fort et vivace dont on ne saurait trouver l'équivalent ailleurs.

Il y a environ 1.800 ans — un siècle environ après que la Rome païenne nous eût dépossédés de notre pays — un sage juif a déclaré que la Palestine avait été donnée au peuple juif parce qu'elle convenait essentiellement à sa nature et à son caractère. Les traits caractéristiques de ce pays et sa situation géographique, entouré comme il est par la mer, le désert et la montagne, en ont fait vraiment le foyer qui convient à un peuple d'aspect et de traditions spirituelles distinctes. Le rabbin Yehuda Halevi qui vivait il y a plus de huit cents ans et qui était l'une des plus grandes figures juives du moyen âge, un médecin, un philosophe, un poète, peut-être l'esprit le plus hébraïque qu'il y ait eu depuis l'époque des prophètes, aimait souligner le caractère unique de

cet attachement. L'époque à laquelle il vivait était une époque de prospérité pour les Juifs de l'Espagne, où il était né. Ils jouissaient de tous les droits civils et politiques. Cependant, il a toujours affirmé que le peuple juif était dans la Diaspora un corps sans cœur et sans âme. Il écrivait: "Ni dans l'orient ni dans l'occident, il n'existe pour nous de lieu où l'espoir soit assuré." Il ne voyait qu'un remède pour son peuple dispersé, le retour et l'établissement sur la terre d'Israël.

Le lien entre le peuple d'Israël et la Terre Sainte a été maintenu à travers les âges dans tous les pays de notre exil. Il a été exalté par les chefs de la nation au cours des générations successives: les sages du Talmud et du Midrasch, les rabbins de la littérature hêlakhique hidrashique, les pèlerins juifs et les voyageurs qui relataient leurs aventures et leurs impressions de la Terre Sainte. Des sermons étaient prêchés dans les synagogues et dans les maisons d'étude sur la sainteté de la terre ancestrale. Des légendes et des traditions étaient transmises qui conservaient des souvenirs anciens et des faits historiques. A tous les âges, les chefs du peuple juif dans tous les pays se sont activement dépensés au profit de la population juive de la Terre Sainte. Il y a eu de nombreux mouvements de retour à la Terre Sainte parmi lesquels ceux des Juifs expulsés d'Espagne et, il y a environ cent cinquante ans, celui des Juifs de Lithuanie, de Pologne et d'Ukraine. Tous ces mouvements ont contribué à renforcer le lien spirituel entre le peuple juif et sa patrie historique, et rien ne pourra détruire ce lien.

Permettez-moi de m'étendre sur certains aspects de cet attachement indissoluble.

C'est dans les livres des prophètes qu'il est fait mention pour la première fois de l'Erets Israël (la terre d'Israël). C'est ce nom, et non celui de Palestine, qui est l'appellation historique du pays. C'est sous ce nom qu'il a été connu des Juifs depuis l'époque des prophètes jusqu'à l'heure actuelle. Les livres des prophètes donnent un tableau de notre pays sous tous ses aspects. Ils décrivent ses frontières, ses districts et ses villes. Ils retracent son histoire depuis l'époque de la conquête par Josué jusqu'au retour de Babylone à l'époque d'Esraï et de Nehemiah. C'est de ces sources que les archéologues et les historiens tirent le fondement de leur science. Souvent, les Juifs, lisant dans des pays lointains l'histoire de la Palestine et de ses lieux historiques, reconstruisent dans leur imagination les épisodes oubliés des jours heureux qui ont fui. Comme en une vision, les lieux anciens redevenaient réels à leurs yeux et un ardent désir les prenait de retourner à la terre d'Israël et d'en baiser le sol.

Depuis l'époque de Josué jusqu'à l'heure actuelle, soit pendant une période de 3.318 ans

— je me contente de rapporter ici ce que tous les historiens savent — des Juifs ont vécu d'une manière ininterrompue sur la terre d'Israël. Après la destruction du premier temple par Babylone et de nouveau après la destruction du second temple par les Romains, des Juifs ont continué à vivre sur ce sol sacré. Ceux qui étaient exilés dans des pays étrangers ont cherché à tout moment à renforcer matériellement et spirituellement la population juive de Palestine, à l'accroître et à en assurer la continuité. Je tiens également à faire remarquer que depuis la destruction de l'ancien Etat juif, la Palestine n'a jamais été un Etat indépendant.

Après la venue de la Rome païenne qui persécuta les chrétiens comme les Juifs et qui détruisit le royaume juif, notre nation perdit sa patrie et fut dispersée sur toute la surface du globe. Le peuple juif apparut aux yeux du monde, après sa chute terrible, comme un troupeau dispersé de moutons errants. En à vrai dire, c'eût été son sort sans le passé grandiose du pays et sans l'espoir tenace du peuple juif en la restauration de sa patrie. Ce passé unique au monde vivait dans le cœur du peuple et le réconfortait. Chaque Juif, quel qu'il soit et où qu'il soit, entendait dans les pages des livres sacrés les voix puissantes du passé, la voix de l'Eternel parlant par la bouche des prophètes, et il se représentait les lieux anciens de ce pays sacré. C'est de là qu'il tirait son espoir et sa foi inébranlable en l'avenir.

Dans trois semaines, notre peuple commémorera une fois de plus, avec douleur, la destruction de notre Etat et de notre sanctuaire. En ce jour, le neuvième du mois d'Av, nous observons tous les ans un jeûne de vingt-quatre heures ; nous nous assemblons dans nos synagogues et nous pleurons la destruction de notre pays et de notre peuple. Ce jour-là, nous pleurons sur notre pays. Notre peuple s'asseyait, la tête inclinée, sur le sol de la synagogue en récitant le Livre des lamentations. C'est le souvenir ancien d'une tragédie dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui.

Mais ce deuil ancien n'est pas simplement le cri d'angoisse d'un peuple privé d'espérance et en proie au désespoir. Il y a dans ce cri une forte note de protestation contre le monde civilisé qui n'a pas su tendre une main secourable à notre peuple martyrisé.

Le souvenir de la Sion du passé à fait naître dans nos cœurs l'espoir de la Sion de l'avenir. Sion, patrie des prophètes et centre de l'esprit créateur juif, est l'étoile qui nous a guidés à travers nos pérégrinations par les terres d'exil. Depuis l'époque de Daniel, pendant l'exil à Babylone, jusqu'à l'heure présente, soit une période de 2.300 ans, tous les Juifs se sont tournés en récitant leurs prières vers Jérusalem. Trois fois par jour au cours de leurs dévotions, ils ont sou-

ligné le lien entre eux-mêmes et leur ancienne patrie en priant pour le retour du peuple exilé. La foi en la renaissance de l'indépendance juive, sur cette terre historique, a été la pierre de touche de la foi du peuple juif. C'est là un trait essentiel de sa vie spirituelle.

Il existe de nombreux préceptes religieux qui ne peuvent être suivis que sur la Terre Sainte. Et même ceux que nous sommes tenus d'observer en exil ne peuvent l'être comme ils le devraient. Les milieux étrangers exercent inévitablement une influence profonde sur nous-mêmes et sur nos enfants. La vie des Juifs dans la dispersion ne peut être une vie d'action comme c'est le cas pour une nation libre qui organise son existence suivant son esprit propre. Vivant au milieu d'étrangers, le Juif a dû s'adapter à l'existence et à l'esprit des autres. En dépit de lui-même, il a dû accepter leurs valeurs et renoncer à ses propres caractéristiques nationales et spirituelles.

Dans une nation juive rendue à la vie en Palestine, cette adaptation aux autres ne sera pas nécessaire. Les Juifs y vivront une vie indépendante, naturelle et hébraïque, libérés de la coercition des dirigeants étrangers et de la pression des cultures étrangères. Au cours de leur exil, les Juifs ont vécu dans le souvenir de leur ancienne patrie.

Pendant des centaines d'années, les Juifs religieux ont observé cette pratique : lorsqu'ils construisaient une maison, ils avaient soin de laisser un ell carré non blanchi à la chaux, en souvenir de la destruction de leur pays. Au cours de leur exil, tous les Juifs plaçaient sur leur tombe une poignée de la terre d'Israël afin que, même dans la mort, ils soient réunis avec leur ancienne patrie.

Aller s'établir dans la terre d'Israël a toujours été considéré par les Juifs comme l'action la plus méritoire.

A toutes les époques, nous trouvons des Juifs cherchant à atteindre la terre d'Israël. Les chefs spirituels du pays ont été parmi les premiers à traduire en action cette nostalgie séculaire. En atteignant la terre de leurs désirs ils écrivaient aux leurs, dans leur pays d'origine en leur relatant les beautés de la Palestine et en les pressant de suivre leurs traces.

Jusqu'à il y a quelques générations, le voyage en Terre Sainte était plein de difficultés et de dangers. Les voyageurs passaient des années à voyager dans des voitures branlantes, sur des routes mal pavées et sur des embarcations n'offrant guère de sécurité. Beaucoup quittaient leur foyer et leurs biens, leur famille et leurs amis et erraient de pays en pays pour chercher à atteindre la Terre Sainte. Ils étaient exposés à la persécution et aux railleries. Ils constituaient une proie facile pour les voleurs et les coupe-jarrets.

Et cependant ils risquaient volontiers toutes ces privations pour réaliser leur vœu et beaucoup de ceux qui mouraient sur le chemin de la Terre Sainte mettaient en elle leur dernière pensée. Ceux qui étaient assez heureux pour atteindre leur destination arrivaient pour la plupart dénués de tout. Ils vivaient dans une grande pauvreté et même fréquemment craignaient pour leur propre vie car la situation était alors précaire. Ce n'était que par amour pour le pays, que par leur conviction qu'en s'établissant sur la terre d'Israël ils obéissaient au principal commandement de la Torah et hâtaient la rédemption de la terre et du peuple, qu'ils pouvaient supporter toutes ces vicissitudes. Ils acceptaient avec amour toutes les tribulations qu'imposait alors la vie en Palestine et ce sont eux qui ont tracé la route aux pionniers de la résurrection nationale des temps modernes.

A notre avis c'est le devoir de tous les Juifs de venir vivre en Palestine et toute loi qui en restreint l'accomplissement n'est pas seulement dépourvue d'autorité juridique, elle constitue à proprement parler un péché. Cette terre nous a appartenu et par la grâce du ciel elle nous appartiendra de nouveau et un nouvel Etat juif y naîtra. Aucune puissance au monde ne peut nous empêcher de retourner dans notre pays. Faire la guerre à l'immigration juive, c'est non seulement faire la guerre au peuple juif, mais c'est également combattre ce que nous considérons comme un des principes de notre foi. Depuis l'aube du sionisme politique fondé par Herzl, de nombreux rabbins influents y compris le grand rabbin Samuel Mohilever, ont prêté leur appui à ce mouvement nouveau. Un groupement religieux distinct connu sous le nom de Misrachi s'est constitué au sein de l'Organisation sioniste et j'ai le privilège d'en avoir été un des fondateurs il y a quarante-cinq ans. L'organisation Misrachi qui a un caractère purement religieux a pu en grande partie, grâce à sa section du travail — le *Hapoel Hamizrachi* — participer à la construction du pays. Des douzaines de villages, y compris des colonies collectives, ont été fondés sur le sol sacré par le *Hapoel Hamizrachi* pour la plus grande gloire de notre nation et de la Torah. Nous avons fondé un grand nombre d'écoles élémentaires et secondaires où nos enfants sont élevés conformément à nos traditions religieuses et où ils reçoivent également une large éducation pratique. Ces écoles sont dispersées dans tout le pays et elles y exercent une influence profonde. Ce groupement religieux au sein du mouvement sioniste, qui compte des dizaines de milliers de membres, réclame la création d'un Etat juif sur la terre d'Israël pour des raisons tant religieuses que politiques. A notre point de vue, la renaissance de notre religion et l'observance de ses commandements dans leur intégrité ne sont possibles que s'il existe une Palestine juive indépendante, libre de tout contrôle étranger. Les

Juifs religieux désirent voir s'organiser dans ce pays une nouvelle vie juive bâtie sur les fondations éternelles de la loi d'Israël. Toutefois, nous ne refusons pas de collaborer avec les Juifs non religieux à l'édification de la patrie. La tâche de remettre en valeur et de reconstruire le pays est si sainte que quiconque y participe, même s'il n'est pas religieux, en devient de ce fait sanctifié. Nous croyons fermement que le caractère sacré de cet effort influencera également les participants non religieux et qu'eux-mêmes ou leurs enfants suivront la voie de la loi révélée et de la tradition juive. C'est notre espoir.

Je désire préciser que cet espoir ne signifie pas que nous désirions créer un Etat théocratique en Palestine, au sens où on emploie généralement ce terme. La loi d'Israël est une loi de vie. Elle a été confiée aussi bien aux prophètes qu'aux prêtres, aux chefs qu'à la masse du peuple. Il a été permis aussi bien aux individus qu'à la communauté de l'étudier et de vivre en conformité avec elle. Nous devons tenir compte de tous les habitants que contiendra notre Etat, qu'ils soient ou non de notre religion. Nous devons veiller à ce que tous puissent y trouver leur existence et à ce que tous puissent vivre à leur manière. Nous n'avons jamais cherché, et nous ne le cherchons pas davantage maintenant, à obliger les autres peuples, même s'ils vivent parmi nous en tant que minorité, à accepter notre croyance. Nous voulons que nos frères juifs vivent conformément à notre loi et à nos traditions. Mais nous ne pouvons pas rejeter ceux des nôtres qui n'observent pas les préceptes de leur religion. Le principe essentiel en a été formulé il y a longtemps par nos sages qui disaient : un Israélite qui pèche est encore un Israélite. Notre attitude est claire : le peuple entier, y compris tous les mouvements et les partis, qu'ils obéissent ou non aux commandements de l'Eternel, sont les membres non d'une religion mais d'une nation. Ils constituent une nation unie. Nous n'existons pas seulement par notre religion ; mais également par l'héritage naturel qui nous a été transmis de père en fils, par notre patrie, par notre parenté et par notre race. Nous avons été persécutés en tant que nation et nous demandons en tant que nation la restitution de notre patrie, la terre d'Israël.

Qu'il me soit permis pour conclure d'exposer une simple vérité. Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas nous adapter à une vie étrangère. Nous ne pouvons pas et nous ne voulons pas négocier notre âme et notre esprit contre des lois civiles ou contre tous les droits du monde. Ceci indépendamment du fait que nous ne croyons pas jamais obtenir une égalité complète dans les pays étrangers. Nous ne désirons pas abandonner notre droit d'exister en tant que nation dans notre propre pays, conformément à nos propres traditions. Il est complètement absurde de con-

tester l'existence d'une nation juive, même si nous parlons une variété de langues et si nous sommes dispersés dans de nombreux pays. Nous n'avons qu'une patrie dans le monde: la terre d'Israël. Nous n'en aurons jamais d'autres. C'est notre patrie et elle sera à nous avec l'aide de Celui qui a choisi Sion.

Le PRÉSIDENT: Nous avons entendu l'exposé de M. le rabbin Fishman. Quelqu'un désire-t-il poser des questions sur sa déclaration?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: M. Horowitz est, je crois, le prochain orateur. Puis-je vous demander si le texte de votre discours a été distribué?

M. HOROWITZ (Agence juive): Il figure dans le livre que j'ai remis à la Commission et il est basé sur ce livre: *Tendances du développement économique de la Palestine*.

Dans mon exposé qui traitera de l'aspect économique de la Palestine, j'aimerais à préciser deux points principaux:

Tout d'abord le fait que la capacité économique de production de la Palestine est suffisante pour résoudre le problème de permettre une importante immigration juive. En deuxième lieu, l'absorption de l'immigration juive, la transplantation du peuple juif en Palestine, ont eu et auront un effet favorable sur la situation économique des Arabes dans ce pays.

La première question que nous avons à traiter consiste à savoir ce qu'est la capacité d'absorption. Ce n'est certainement pas un concept arithmétique. Il n'existe rien de tel qu'une capacité d'absorption fixe, constante et rigide, propre à un pays. La capacité économique d'absorption est fonction des forces humaines et matérielles, de l'espace, des ressources naturelles, de la qualité de la population, de son habilité, de ses connaissances, de ses capitaux, de la productivité de la main d'œuvre et d'un certain nombre d'impondérables, tels que la détermination d'un peuple ou la nécessité de prendre racine dans un certain pays.

Avec le progrès matériel et le développement de l'économie dirigée, les facteurs matériels perdent de leur importance, au point de vue capacité économique d'absorption, tandis que les facteurs humains, telle que l'utilisation des capitaux, des capacités et des connaissances et la détermination du peuple de reconstruire une certaine économie prennent davantage d'importance. Tous deux évoluent en sens inverse. L'utilisation des ressources devient plus importante que la possibilité de se les procurer. La capacité économique d'absorption se crée. Je voudrais illustrer de quelques exemples cette affirmation.

La Palestine a une superficie de 10.000 milles carrés. Environ deux millions d'habitants y vi-

vent. La Sicile a exactement la même superficie et nourrit une population de quatre millions d'habitants. La Lombardie, avec la même superficie, en nourrit six millions et la Belgique huit millions. Par ailleurs, la Transjordanie a une superficie égale à trois fois celle de la Palestine et ne nourrit que 350.000 habitants. Si l'Irak avait une superficie égale à celle de la Palestine, elle ne nourrirait d'après sa population actuelle que 200.000 habitants. En Europe, qui n'a qu'une superficie de moitié de celle des Etats-Unis d'Amérique, la population est quatre fois plus forte. La Tchécoslovaquie avec une superficie de 140.000 km² nourrit quinze millions d'habitants tandis que la Bulgarie avec 103.000 km² n'en nourrit que cinq millions.

La variation de la densité de la population ne peut pas s'expliquer exclusivement par les ressources naturelles. Elle est en proportion inverse des ressources naturelles et dépend principalement de la qualité de la population, de l'effort économique, de toutes les ressources en capacités et en capitaux, qui sont humaines et non matérielles. Donc, toute définition de la capacité économique d'absorption d'un certain pays en soi comme étant propre au pays lui-même, toute restriction de ce genre, seraient éloignées de la réalité et complètement erronées. Il n'existe pas d'absorption économique statique, constante, rigide et fixe.

J'illustrerai encore cette idée d'un autre exemple tiré de l'histoire. Quelques années après la découverte de l'Amérique, Sir Walter Raleigh conduisit quelques centaines de personnes vers ce qui constitue maintenant la partie la plus riche et la plus fortement peuplée de l'Amérique. Ils y restèrent environ un an et demi et furent rapatriés en Angleterre par Sir Francis Drake lors de l'un de ses voyages autour du monde. Ils n'avaient pas trouvé aux Etats-Unis d'Amérique, dans cette région, une capacité d'absorption économique suffisante pour nourrir ces quelques centaines de personnes. Les ressources naturelles existaient certainement, le territoire était immense, mais il manquait à leur entreprise d'autres conditions nécessaires.

La relativité de ce concept de la capacité d'absorption est soulignée par le fait que cette région où quelques centaines de personnes ne pouvaient pas vivre assure maintenant à des millions d'habitants un niveau de vie des plus élevés du globe.

Le même fait est mis en relief par quelques exemples plus près de la Palestine. Il y a une certaine immigration d'Arabes en Palestine. Il existe une controverse sur le point de savoir si cette immigration est importante ou insignifiante. Mais ce qui est certain c'est qu'il y a eu immigration d'Arabes en Palestine et non immigration d'Arabes hors de la Palestine dans les autres pays. D'où viennent ces Arabes? Ils viennent de Syrie et du Liban. Ces pays ont une densité de population 2,7 fois moins forte que la Palestine.

Ils viennent de la Transjordanie qui a une densité de population quinze fois moins forte que la Palestine.

Il existe un autre phénomène qui montre dans la même mesure que ces forces-là sont beaucoup plus importantes que les conditions naturelles. Ces forces sont : le progrès social, les capacités de la population et ses capitaux. Il existe également une migration intérieure en Palestine. Le fait a été exposé en 1931 dans le *Census of Palestine* (Recensement de la Palestine) du Gouvernement de la Palestine, commentaire précieux et l'un des meilleurs travaux sur la Palestine, écrit par M. Mills. Il expose dans ce document qu'il existe sans aucun doute une migration des Arabes vers la plaine côtière. La plaine côtière est la partie la plus peuplée de la Palestine. Ils viennent de territoires peu peuplés pour se diriger vers la plaine côtière parce que dans cette région les Juifs mettent le pays en valeur. Encore une fois, les facteurs humains ont été plus importants que les conditions naturelles ou les ressources ou les territoires disponibles.

J'aimerais poursuivre cette question de l'absorption et expliquer de quelle manière cette prépondérance du facteur humain s'affirme. Prenons d'abord l'agriculture. Apparemment, l'agriculture devrait dépendre davantage des conditions naturelles et de l'espace que n'importe quelle autre branche. Il existe trois facteurs principaux d'adaptation de l'agriculture aux méthodes modernes. L'un est la transformation des terres incultivables. Les membres de la Commission ont eu l'occasion de voir certains travaux de remise en valeur des terres. Ils ont vu comment des régions ont été débarrassées des pierres, comment des marais ont été asséchés et autres méthodes d'amélioration du sol. Il n'existe pas de concept rigide, fixe, de terre cultivable ou non. Une terre incultivable peut être transformée en terre cultivable si on emploie des méthodes de mise en valeur. Nous avons vu des terres remises en valeur qui assurent maintenant l'existence de communautés agricoles prospères.

Il existe une seconde méthode : accroissement de la productivité, assollement, système rationnel d'engrais, croisement, amélioration des espèces. Toutes ces méthodes contribuent à accroître l'unité de production, l'unité de capacité productive. J'expliquerai ce point plus en détail et l'illustrerai de quelques chiffres.

La production laitière juive est de 4.000 à 4.500 litres de lait par vache et par année contre 600 à 800 litres de lait par vache dans l'économie primitive des Arabes. La production moyenne des œufs est de 140 à 160 par an contre 60 pour les poules arabes. La production du blé est de 120 à 180 kilos par dunum, 70 à 80 chez les Arabes. De même la population juive donne de 900 à 1.200 kilos de raisins contre 300 à 400 chez les Arabes. Ces exemples pourraient être multipliés

et prouvent abondamment que la productivité peut être accrue par l'effort, par les connaissances, par l'utilisation de capitaux, par différents impondérables qui ont une répercussion importante sur la capacité d'absorption économique, la détermination de bien faire, la détermination de prendre racine dans un pays.

Il existe également une troisième méthode, la plus importante des trois, pour faire de l'agriculture une branche plus productive, pour accroître sa capacité d'absorption de nouveaux colons et son rendement. C'est le passage de procédés de faible rendement à des procédés d'un rendement supérieur. C'est principalement le problème de l'immigration. Le problème de la capacité d'absorption de nouveaux colons par l'agriculture n'est pas un problème d'arithmétique, ce n'est pas une question de superficie ; ces notions ne jouent aucun rôle dans ce cas. Ce qui importe, ce sont les moyens de production, la capacité de production, d'une superficie donnée. Nous savons qu'un dunum, ou si vous préférez un acre, a une capacité de production égale à 5 dunums ou 5 acres d'une autre terre et l'irrigation devient un facteur décisif. J'aimerais illustrer le développement de l'irrigation de la Palestine sur cette carte, diagramme 23¹. Nous voyons une certaine augmentation de la population. Ces rectangles représentent la superficie des terres irriguées dans les différentes régions de la Palestine. Si vous observez l'importance du développement, vous noterez l'accroissement très rapide de la superficie irriguée de la Palestine et cet accroissement a été beaucoup plus rapide que celui du total de la population. La superficie irriguée de la Palestine s'est accrue au cours de cette période dans la proportion de 1 à 14 tandis que la population a augmenté de 144 pour 100, soit par tête d'habitant juif et arabe une augmentation de 500 pour 100 de la superficie irriguée.

Le passage d'une production d'une valeur inférieure à une production d'une valeur supérieure consiste en ceci : on distingue en agriculture deux sortes de produits. Le premier est le produit de la culture extensive, le second est le produit de la culture intensive. Le premier est une denrée alimentaire productrice d'énergie, telle que le blé, les céréales, etc., produits de la culture extensive ; le second est appelé protecteur, parce qu'il protège les tissus du corps. C'est une expression biologique et ces produits comprennent les produits laitiers, les légumes, les fruits, la volaille, etc.

La consommation mondiale montre une tendance généralisée à passer de denrées alimentaires énergétiques à des denrées alimentaires protectrices, ce qui signifie un passage de la culture ex-

¹ M. Horowitz illustre dès lors son exposé de diagrammes en couleur qui reproduisent des diagrammes cités en référence et qui figurent dans l'ouvrage intitulé : *Trends of Economic Development in Palestine* (Agence Juive pour la Palestine, mai 1947).

tensive à la culture intensive. La culture intensive donne plus de moyens aux colons et peut nourrir une population plus forte sur un territoire plus faible avec un niveau de vie plus élevé. L'irrigation nous permet de passer de la culture extensive à la culture intensive, d'une culture qui nourrit peu d'habitants avec un faible niveau de vie à une culture qui nourrit une forte population avec un niveau de vie élevé, de la production d'aliments énergétiques à celle d'aliments protecteurs. Je vais illustrer cette idée par le diagramme suivant (diagramme 20). Il comporte quatre lignes principales, la ligne rouge représente les exportations des agrumes. Les agrumes sont un produit de la culture intensive, donc une denrée protectrice. Jusqu'à la guerre, l'accroissement est constant. Cet accroissement a été interrompu par les exigences de la guerre. En raison du blocus de la Méditerranée, les agrumes n'ont pas pu être envoyées à l'étranger. Nous voyons maintenant la même courbe s'élever, la production des agrumes est en augmentation constante.

Les légumes constituent une seconde denrée alimentaire protectrice et ils font l'objet d'une culture intensive. La production des légumes en Palestine subit un accroissement remarquable.

Je citerai également notre production de blé. C'est un aliment énergétique. La production en est presque stationnaire. Elle est représentée par la ligne jaune. Il n'y a pas de changement. Les seules fluctuations sont dues aux conditions atmosphériques.

L'accroissement de la production des agrumes et des légumes comparé à l'état stationnaire de celle du blé reflète ce passage de la culture extensive à la culture intensive qui nous permet d'établir des dizaines de milliers de personnes sur un même territoire sans rien retirer à la population déjà établie, ainsi que je le prouverai plus loin dans mon analyse.

Nous nous reporterons dans ce domaine à la ligne bleue qui montre l'accroissement constant de la proportion de la population juive par rapport à la population totale du pays; cette proportion est passée de 11 pour 100 à 32 pour 100 à l'heure actuelle. Est-ce une pure coïncidence? Certes non. Le développement de la culture intensive dépend entièrement de l'accroissement des marchés et la population juive a créé ces marchés tant pour les producteurs juifs que pour les producteurs arabes et ainsi la capacité d'absorption a été accrue dans des proportions énormes par ce passage de la culture extensive à la culture intensive, de la production de denrées énergétiques à la production de denrées protectrices. Je vais vous montrer les résultats de cette évolution (diagramme 24). Voyez ces rectangles bleus et ces rectangles rouges. Les rectangles bleus représentent la valeur à la production des denrées agricoles. Les rectangles rouges représentent le territoire sur lequel ils ont été produits. Voici des cultures juives, sur 7,7 — pour simplifier disons

8 — sur 8 pour 100 de la superficie cultivée (et non pas cultivable) de la Palestine sont produits 28 pour 100 de toutes les denrées agricoles du pays. Cette évolution a été évidemment très rapide dans la partie juive du pays. Dans la partie arabe qui représente 90 pour 100, la production n'est que de 71 pour 100. Ceci ne signifie pas que les cultivateurs arabes ne puissent pas atteindre les mêmes résultats. Ils le pourraient certainement en utilisant les mêmes capacités, les mêmes connaissances et les mêmes capitaux. Ceci viendra avec le temps ainsi que je le montrerai plus loin. Mais ceci montre comment sur une faible superficie, il peut être créé une production beaucoup plus grande, comment la capacité de la production agricole ne dépend pas des dimensions du territoire disponible mais de la nature des récoltes et des méthodes de production.

Le diagramme suivant: répartition des terres et de la population (diagramme 19) nous montre les territoires occupés par la population juive en Palestine. Les terres occupées par les Juifs sont indiquées en marron, soit 6,9 pour 100. La population juive indiquée en vert représente 32 pour 100 du total. 93 pour 100 de la terre reviennent aux Arabes qui constituent 68 pour 100 de la population. Comment avons-nous pu établir 600.000 personnes, soit un tiers de la population, sur 7 pour 100 de la terre? Il est évident que cette proportion est insuffisante. Certains diront qu'ils vivent peut-être sur des produits agricoles, soit importés, soit achetés aux Arabes. Quoiqu'il en soit, le calcul nous montre deux faits. Premièrement, 50 pour 100 de la consommation de denrées alimentaires de ces 32 pour 100 de la population proviennent de ces territoires. Cinquante pour 100 des denrées alimentaires produites sur ce territoire y sont consommées. En outre, ce territoire produit une certaine quantité d'agrumes qui sont exportés et fournissent les fonds nécessaires à l'achat d'autres denrées alimentaires. De sorte que ces 32 pour 100 de la population se suffisent en denrées alimentaires dans la proportion d'environ 75 pour 100. Nous devons évidemment tenir également compte de l'exportation de denrées alimentaires d'un territoire qui représente environ 7 pour 100 de la superficie de la Palestine. Ceci est une nouvelle preuve de l'élasticité de la capacité d'absorption et de la mesure considérable dans laquelle elle peut être accrue.

Nous passons maintenant au second point important, à l'industrie. Dans ce domaine, la dépendance des éléments naturels est encore moins sensible que dans l'agriculture. Dans les temps anciens, l'industrie était basée principalement sur la proximité des matières premières. Cette période est passée depuis longtemps. Le développement des moyens de transport a rendu presque négligeable l'importance de la proximité des matières premières. Qu'il me soit permis de citer quelques faits à l'appui de cette affirmation catégorique.

Prenons, par exemple, l'industrie mondiale du coton. Elle est concentrée en Angleterre, sur le continent européen, au Japon et dans d'autres pays. Mais il est certain qu'il y a sur ces trois territoires une forte industrie cotonnière. Aucun de ces pays ne possède de coton. Il existe deux pays riches en coton, l'Inde et l'Égypte. L'Inde a une certaine industrie cotonnière mais elle ne peut certainement se comparer à celle de ces territoires. L'Égypte a une industrie cotonnière négligeable. L'un des principaux centres de la production des machines est la Suisse qui n'a ni charbon ni métaux. De tous les pays du monde, la Suisse est certainement un des plus pauvres en matières premières et cependant elle est un de ceux ayant la plus forte proportion d'habitants affectés à l'industrie, le pays qui vient en tête étant la Belgique.

Je me permettrai de citer une expérience personnelle. En 1940, j'ai été invité par un des chefs d'un département du Gouvernement de la Palestine à le conseiller avant son départ à la Conférence de Delhi. La Conférence de Delhi avait été réunie en 1940 pour coordonner et intensifier l'effort de guerre contre Hitler dans le Moyen-Orient et en Extrême-Orient. Il me déclara que la situation était difficile. Quelle contribution pouvait-il offrir à Delhi au nom de la Palestine? C'était le commencement de la guerre. Nous sommes un pays pauvre en matières premières; il n'y en a pratiquement pas. Que pouvions-nous offrir pour venir en aide aux Alliés dont la situation était alors très compromise? Ma réponse fut plus optimiste. Je lui répondis que nous avions des matières premières très importantes et précieuses qui pouvaient être décisives dans notre effort de guerre. Il demanda quelle était cette matière première et je lui répondis: notre intelligence et nos connaissances. Cette déclaration pouvait paraître présomptueuse à l'époque, mais les événements ont montré par la suite que la Palestine était réellement le facteur le plus important de l'effort de guerre économique et industriel de tout le Moyen-Orient. Ce fait a été reconnu.

L'industrie, en Palestine, est basée non sur la présence de matières premières, mais sur l'importation de capacités et de connaissances et sur une volonté de réussir née du désespoir. L'histoire a montré que des industries ont, bien des fois, été établies de cette manière. L'industrie de la laine a été créée par des réfugiés flamands. Les huguenots ont apporté leur industrie dans le monde entier. Les émigrés de la Russie tsariste ont créé l'industrie du vêtement aux États-Unis d'Amérique.

L'accroissement de la population fournit à l'industrie sa plus grande richesse c'est-à-dire les marchés et donne une impulsion à cette industrie. L'industrie s'est accrue avec l'immigration juive: le nombre des travailleurs a sextuplé, les capitaux ont décuplé, tandis que la population s'accrois-

sait de 69 pour 100 au cours de la même période. Production nette, six fois; consommation par tête 258 pour 100. Il s'agit de la consommation par tête mais non pour l'ensemble de la population. Les deux diagrammes 25 et 26 montrent cette évolution. La ligne verte indique l'accroissement de la population juive. Vous pouvez voir l'énorme augmentation partie presque de 0 qu'indiquent les trois rectangles représentant la main-d'œuvre, les capitaux et la production brute, soit une augmentation de 1.200 pour 100 contre 69 pour 100 de la population. L'industrialisation excède de beaucoup l'accroissement de la population. Le diagramme l'indique clairement. Les échelles sont évidemment différentes. Ce qui importe c'est le rythme d'accroissement; ainsi que vous le voyez, il est faible pour l'ensemble de la population et pour la population juive et très rapide pour les capitaux, la main-d'œuvre et la production industrielle brute. Voici la population juive et le nombre d'entreprises juives. Nous voyons de nouveau comment l'industrie a suivi et même dépassé l'accroissement de la population. La capacité d'absorption de l'industrie a été ainsi grandement accrue. Je tiens de nouveau à souligner que l'accroissement de la population permet celui de l'industrie. Chaque industrie a un certain minimum technique et économique. On ne peut pas créer une usine pour 10.000 habitants, mais on le peut pour 100.000. Dans d'autres conditions elle ne serait pas rentable. Il est nécessaire qu'elle soit créée sur une grande échelle pour couvrir tous les frais généraux, etc. Même actuellement il est impossible de créer une industrie d'automobiles en Palestine. Il y a quinze ans, il n'aurait pas été économiquement possible de créer une verrerie en Palestine, mais à l'heure actuelle il en existe une très prospère. Entre temps, la population s'est accrue et cet accroissement a fourni les débouchés nécessaires. Dans l'économie dirigée moderne, la difficulté réside moins dans l'aspect technique de la production que dans les débouchés à assurer aux nouveaux produits. Et plus l'accroissement de la population est fort, plus l'industrie peut être créée sur une base large et variée.

Nous voyons maintenant un nouveau diagramme (diagramme 27) indiquant l'accroissement de la population juive et la consommation brute de produits juifs. Non seulement la consommation a suivi le même accroissement que la population, mais encore la consommation par tête d'habitant de produits industriels s'est également accrue.

Nous avons un accroissement de productivité au cours de la période 1922, 1936 et 1937 ainsi que l'indiquent ces rectangles bleus.

Je me rends parfaitement compte que cette évolution peut avoir soulevé des doutes et fait naître certains problèmes dans l'esprit des membres de la Commission. L'un d'entre eux, qui est important, est mentionné par presque tous ceux qui étudient l'économie palestinienne. Il s'agit de la ba-

lance commerciale. Comment la Palestine pouvait-elle avant la guerre importer pour environ 15 millions de livres et n'exporter que pour 5 millions? Je tiens à attirer votre attention sur ce diagramme (diagramme 3) dans lequel j'ai cherché à expliquer toute cette évolution. Ces diagrammes indiquent trois facteurs principaux. Le diagramme noir montre le déficit net de la balance commerciale. Le rouge les importations de capitaux juifs, le troisième, les investissements de capitaux juifs. Il y a une différence, on peut importer des capitaux sans les investir, mais la ligne jaune indique les investissements de capitaux juifs. Si vous examinez ces trois facteurs, vous verrez une corrélation exacte entre eux dans leur développement. Si les importations de capitaux juifs s'accroissent, le déficit net de la balance commerciale s'accroît également, de même que les investissements de capitaux juifs et vice versa. Il serait erroné de dire que les importations de capitaux couvrent le déficit de la balance commerciale. Les importations de capitaux sont la cause du déficit de la balance commerciale et cela est évident. Quelle pourrait être la forme matérielle, la substance des importations de capitaux?

Prenons, par exemple, les capitaux importés pour la création d'orangeries. Cette importation revêt la forme d'importation de tuyaux et de pompes. Prenons l'importation de capitaux pour la création d'usines textiles. Ces capitaux sont représentés par des broches, des métiers et des moteurs. Si nous voulons créer une industrie métallurgique, nous importons des tours et des emboutissoirs, etc. Il est évident que cette énorme importation de 150 millions de livres depuis 1922 a dû revêtir cette forme, sinon elle serait catastrophique si elle n'était accompagnée d'une énorme importation de biens de production, car cette importation de biens de production, cause du déficit net de la balance commerciale, permet le développement du pays et l'équilibre ultérieur de la balance des comptes. Dès que ces orangeries pour lesquelles des tuyaux et des pompes ont été importés donnent des fruits, elles accroissent les exportations du pays. Si une usine textile produit du fil ou des tissus, elle diminue les importations de textile dans le pays ou en accroît les exportations. De sorte que le déficit net de la balance commerciale reflète le développement du pays. Il n'est pas couvert par les importations de capitaux, il est provoqué et causé par les importations de capitaux. Ceci nous est montré par la corrélation entre les investissements de capitaux juifs, les importations de capitaux juifs, et le déficit de la balance commerciale. Ce n'est pas une pure coïncidence; il y a un rapport d'ensemble entre les trois facteurs.

Ce n'est pas d'ailleurs un phénomène propre à la Palestine. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine et les Etats-Unis d'Amérique ont eu pendant longtemps une balance commerciale dé-

ficitaire en raison de leur développement. Ce déficit représentait leur développement.

Il est évident qu'au cours de la première période, il faut importer des biens de production dans le pays. Une communauté nouvelle débute par la production d'articles de consommation et non de biens de production. Aucun pays dépourvu d'industrie ne commencera à produire des métiers et des broches; il produira du textile. De sorte que cette première période exigera l'importation de biens de production, ce qui provoquera un déficit dans la balance commerciale. A vrai dire, à un certain point de vue nous sommes dans une situation plus favorable que tous ces jeunes pays au cours de leur période de développement. Chez eux également, le déficit de la balance commerciale allait de pair avec leur développement, mais ils en ont recueilli par la suite le lourd héritage. Ils ont eu à rembourser les capitaux empruntés parce que ces capitaux n'étaient pas investis dans le pays ou du moins pas dans une forte proportion. La majeure partie en a été empruntée et il a fallu en payer l'amortissement et les intérêts; ce qui a constitué pour certains de ces pays une charge très lourde et leur a occasionné des problèmes très graves. Nous n'aurons pas à faire face à de tels problèmes parce que les capitaux importés dans le pays ne sont pas empruntés. Ce sont des capitaux réfugiés ou des capitaux réunis par les Juifs du monde entier, dans le but exprès de développer le foyer national juif. De sorte que nous serons plus heureux, en ce sens que nous n'aurons pas cet héritage d'un rapide développement, c'est-à-dire le remboursement des capitaux empruntés.

Passons maintenant à un autre problème devant lequel se trouvent placés les membres de la Commission. Comment cet afflux rapide d'immigrants au cours des années qui suivirent 1930 a-t-il influencé le marché du travail? Ce diagramme (diagramme 5) nous montre deux courbes. La courbe noire représente le nombre d'immigrants juifs, la courbe rouge le nombre de Juifs sans travail. Ce diagramme montre, ce qui peut sembler paradoxal, du moins à première vue, que ces deux courbes vont en sens inverse. Plus l'immigration augmente, plus le chômage diminue. L'immigration semble créer l'emploi. Il est évident que nous ne pouvons nous en tenir exclusivement à cette preuve empirique que les deux vont en sens inverse. Il nous faut chercher à l'analyser du point de vue de la théorie économique. Des économistes anglais l'ont fait d'une manière très satisfaisante au cours de leur analyse du chômage dans les années qui suivirent 1930. Ils ont prouvé que l'idée courante de l'homme de la rue, d'après laquelle il existe une quantité fixe de travail et que toute nouvelle personne introduite, partagée avec les autres en leur faisant ainsi concurrence, est entièrement erronée. Cette théorie est appelée la théorie de la somme de travail. Il a été prouvé qu'elle est entièrement fausse parce que chaque

personne qui s'ajoute à la population représente non seulement un ouvrier, un employé, un producteur, mais en même temps un consommateur. Les crises économiques ne sont dans notre économie moderne que de simples crises de débouchés, des crises d'offre et de demande et non des crises dues à des difficultés de production. De sorte que l'accroissement de la population donne une grande impulsion à la production agricole et industrielle. Nous avons observé qu'en Palestine le chômage diminue fortement. L'immigration crée le travail. Le chômage évoluera toujours en sens inverse de l'immigration. Ceci est prouvé par l'évolution en sens inverse des chiffres de ces deux facteurs et également par la théorie économique.

Abordons maintenant si vous le voulez bien un autre problème. Comment les recettes du Gouvernement et le développement des services du Gouvernement ont-ils été affectés par cette immigration? C'est une question très importante. La nouvelle population a besoin de nouveaux services, de nouvelles communications. Elle impose certaines charges au Gouvernement. La question est de savoir comment le système fiscal du Gouvernement suit cette immigration. Ceci nous est montré dans le diagramme 28 où nous voyons deux courbes. La courbe rouge nous montre les recettes des autorités locales. Dans ce cas "recettes locales" signifie non les subventions du Gouvernement britannique, mais les recettes provenant de la population locale. Il ne s'agit pas d'aide aux autorités locales.

Voici maintenant l'immigration juive. A mon avis, la corrélation entre les deux courbes est incontestable. Elle montre comment l'immigration produit non seulement du travail mais des recettes pour le Gouvernement. Les recettes augmentent avec l'immigration et elles diminuent avec elle. Cette corrélation est constante, sans la moindre exception.

Un autre problème a été abordé par M. Shertok lors de sa déposition. C'est celui de la répartition par profession de la population juive. Nous avons introduit dans le pays une population principalement urbaine; une population qui a dû s'adapter à de nouvelles conditions et que nous voulions installer d'après une répartition qui soit analogue à celle des pays modernes et évolués. La population juive du monde est répartie ainsi: agriculteurs 3 pour 100, artisans et industriels 36 pour 100 et 61 pour 100 dans ce que nous appellerons les services tertiaires de la production, c'est-à-dire ceux du commerce et toutes sortes d'occupations secondaires. Il y a là évidemment une répartition très mal équilibrée. Et les faits étaient encore plus défavorables que ne l'indiquent les chiffres (diagramme 4). Les 3 pour 100 de l'agriculture et les 36 pour 100 de l'artisanat ne représentaient pas de véritables travailleurs agricoles, mais des entrepreneurs. Ici notre première occupation est

l'agriculture et la seconde, l'industrie. Nous avons dû transformer notre répartition professionnelle. D'autres chiffres indiquent cette transformation. Voici par exemple pour la Palestine, la répartition des Juifs par profession: agriculture 19 pour 100, industrie 27 pour 100, occupations tertiaires 64 pour 100. Il ne s'agit pas ici d'entrepreneurs; ce sont de vrais travailleurs. Nous avons en une seule génération réalisé cette transformation complète de notre répartition professionnelle.

Cette répartition correspond maintenant assez bien à celle des autres pays. Par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique, l'agriculture représente 19 pour 100 de la population, soit le même chiffre que chez nous, l'industrie 31 pour 100, soit un peu plus que chez nous et les occupations tertiaires 50 pour 100. En Australie, l'agriculture représente 24 pour 100, l'industrie 29 pour 100 et les occupations tertiaires 46 pour 100. La Grande-Bretagne a 6 pour 100 de la population dans l'agriculture, 43 pour 100 dans l'industrie, 50 pour 100 dans les occupations tertiaires.

Je ne voudrais pas vous fatiguer avec des chiffres. Je crois qu'il suffit de dire que la question est illustrée par les rectangles du diagramme. La répartition par profession des Juifs de Palestine ressemble beaucoup à celle de pays à économie riche et saine: Etats-Unis d'Amérique, Australie, Suisse, et autres. Notre répartition par professions est complètement opposée à celle que nous avons dans le monde.

Je vais maintenant chercher à démontrer la seconde thèse, à savoir que l'immigration juive en Palestine a eu l'effet le plus favorable sur la situation économique de la population arabe.

Voici un diagramme. Prévisions de longévité à la naissance pour les musulmans. Proportion des Juifs dans la population et immigration juive (diagramme 7). Les rectangles verts représentent des prévisions de longévité à la naissance. Nous voyons qu'en 1925, la première année pour laquelle nous disposons de chiffres dignes de foi, le premier rectangle qui représente les deux sexes indique que les prévisions de longévité à la naissance sont de trente-sept ans. Tous mes chiffres sont basés sur les statistiques du Gouvernement. Même si dans certains cas, nous estimons que ces statistiques sont contestables, nous avons par souci d'uniformité pris tous les chiffres d'après le *Palestine Survey* présenté par le Gouvernement de la Palestine à la Commission d'enquête anglo-américaine. Ainsi que je l'ai dit, les prévisions de longévité en 1925 étaient de trente-sept ans, tant pour la population féminine que masculine. En 1945, elle était de quarante-neuf ans pour la population masculine et cinquante ans pour la population féminine, soit une augmentation de 33 pour 100.

En même temps, la proportion des Juifs par rapport à la population totale passait de 11 à 32 pour 100. Je ne vais pas analyser les causes et les

effets de cette corrélation. Je me contenterai de montrer le rapport entre l'augmentation du pourcentage de la population juive et le développement de l'économie et de la population arabes. Je chercherai plus tard à montrer qu'il existe entre elles un lien étroit. Mais nous nous contenterons pour l'instant de constater cette coïncidence, ce développement simultanée, cet accroissement constant de la proportion de Juifs par rapport à la population totale et celui des prévisions de longévité à la naissance de la population musulmane qui est de 33 pour 100. Vous en voyez ici l'illustration : la ligne rouge représente l'accroissement de la proportion des Juifs ; les rectangles verts représentent l'augmentation des prévisions de longévité à la naissance.

Nous avons établi les prévisions de longévité à la naissance pour les musulmans. Nous avons pris toute la période et analysé le développement dynamique pendant toute cette période. Nous allons chercher maintenant à faire de même dans l'espace, c'est-à-dire à comparer les prévisions à la naissance en Palestine pour les musulmans à celle des Etats arabes indépendants. Voyons ce diagramme (diagramme 8). Les rectangles importants sont les trois du haut. Voici les prévisions de longévité à la naissance en Irak. En Egypte elles sont légèrement supérieures. Voici les musulmans de Palestine, et dans la mesure où l'Irak et l'Egypte ont une population autre que musulmane, le tableau combat plutôt mon argument. Je veux dire que s'il y a des chrétiens, les prévisions de longévité sont plus longues pour eux, de sorte que si, pour l'Egypte, on indique les musulmans à part, les prévisions de longévité seront, pour eux, certainement encore plus courtes. Mais comme il n'y a pas de statistiques dignes de foi, je prends l'ensemble de la population de l'Irak et de l'Egypte, même là, nous voyons une différence énorme entre l'Irak, l'Egypte et les musulmans de Palestine. Cette différence s'explique évidemment par le diagramme précédent. Il y a vingt ans, les chiffres étaient à peu près les mêmes. Mais ce développement, cet accroissement de 33 pour 100 des prévisions de longévité, ce qui correspond à la proportion des Juifs par rapport à l'ensemble de la population, donne aux musulmans de Palestine un chiffre de prévision de longévité très supérieur au chiffre normal dans le Moyen-Orient.

Le diagramme suivant — proportion de Juifs par rapport à l'ensemble de la population (diagramme 9) — montre un accroissement net. La ligne bleue nous indique qu'elle est passée de 11 pour 100 à 32 pour 100 en chiffres ronds. Il s'agit de la ligne bleue. La ligne noire montre la mortalité infantile des musulmans en Palestine. Si nous examinons ces deux lignes, nous voyons qu'elles évoluent en sens inverse. La différence entre elles tend à s'accroître. On dirait des ciseaux qui s'ouvrent. Plus le pourcentage des Juifs par rapport à la population totale s'accroît, plus la mortalité

infantile diminue chez les musulmans. Elle est tombée de 186 pour 1.000 en 1922-1924, période de trois ans utilisée pour éliminer tous facteurs accidentels, à 100 pour 1.000 en 1944-1946, soit une diminution de 46 pour 100. Cette forme divergente indique une certaine corrélation. Dans l'analyse de la mortalité infantile qui est considérée dans le monde entier par les experts comme l'indication la plus concluante et la plus claire de la situation économique, du progrès et du niveau culturel de la population, un nouveau système maintenant appliqué est celui des statistiques régionales. Il a d'abord été appliqué en Angleterre et montre une corrélation étroite entre le paupérisme et la mortalité infantile, le paupérisme et la mortalité en général. Les pays dits pauvres ont un pourcentage de maladie très élevé. L'accroissement de la mortalité infantile est encore plus net ; dans les régions plus prospères elle est très inférieure. Nous avons essayé d'appliquer cette méthode en Palestine et je dois dire concurremment, c'est-à-dire que les statisticiens l'ont fait de leur côté et nous du nôtre, sans nous consulter. Si vous examinez le *Survey of Palestine*, vous trouverez, au chapitre relatif au niveau de vie des Arabes, une excellente confirmation de la thèse. Vous y verrez exactement la même chose, c'est-à-dire que ce ne peut pas être par une pure coïncidence que les chiffres les plus élevés de la mortalité infantile soient dans les régions où il n'y a pas du tout de colonisation juive. Les chiffres les moins élevés sont dans les colonies juives. Les chiffres les plus bas sont à Jaffa (diagramme 10) ; la couleur marron indique une forte colonisation juive. A Jaffa, le chiffre est 81,4 pour 1.000 et à Haïfa 117,7. Les deux districts les plus juifs, ceux où les Juifs représentent la proportion la plus forte de la population, ont la mortalité infantile la plus basse. Le chiffre le plus élevé (176,4 pour 1.000) est à Bethléem où il n'y a pas de Juifs. A Ramallah, il est de 171,5 pour 1.000.

M. FABREGAT (Uruguay) : Auriez-vous l'amabilité de répéter ces chiffres.

M. HOROWITZ : 171,5 pour 1.000 à Ramallah et 176,4 pour 1.000 à Bethléem, soit presque le double des régions de Jaffa et Haïfa. Il n'y a absolument aucun Juif dans ces villes. Les régions intermédiaires qui ont une population mixte montrent une corrélation presque exacte. Il y a une corrélation exacte mais en sens inverse. Plus il y a de Juifs dans la population, plus la mortalité infantile est faible chez les musulmans.

Sur ce nouveau diagramme, portant sur le développement de l'économie arabe (diagramme 11), je montrerai l'évolution de la condition de la classe ouvrière arabe en Palestine. Pour les Arabes nous n'avons que les chiffres publiés depuis 1939 par le Gouvernement. Nous avons devant nous trois rectangles : le rectangle jaune représente le coût de la vie. Le rectangle vert repré-

sente le salaire journalier des Arabes dans l'agriculture. Le rectangle rouge représente le salaire journalier des Arabes dans le bâtiment. Si nous suivons ces rectangles jaunes nous voyons une certaine augmentation du coût de la vie, mais alors et en particulier depuis 1943, nous constatons que les salaires du bâtiment et de l'agriculture excèdent de loin l'accroissement du coût de la vie. Il s'agit des salaires réels et non des salaires nominaux car les salaires réels des travailleurs arabes dans toutes les branches de l'agriculture ont subi une augmentation sensible dépassant de loin l'augmentation du coût de la vie. Ce diagramme vous montre l'évolution de la condition de la classe ouvrière arabe reflétée par ces salaires réels, l'augmentation des salaires comparée à celle du coût de la vie, dans les deux branches les plus importantes de l'économie arabe, l'agriculture et le bâtiment. Cette augmentation est dans l'agriculture d'environ cinq fois et d'environ cinq fois et demie dans le bâtiment. Appliquons maintenant de nouveau les mêmes méthodes que précédemment. Nous avons fait une démonstration dans le temps. Nous allons maintenant faire la même dans l'espace. Ce diagramme (diagramme 12) indique les salaires hebdomadaires moyens de l'industrie en Egypte et de l'industrie arabe en Palestine. Ces chiffres sont basés sur les statistiques du Gouvernement. Le Gouvernement égyptien a publié un ouvrage spécial sur l'évolution des salaires dans l'industrie. La comparaison est un peu défavorable à la Palestine parce que à cette époque le coût de la vie en Egypte était de 291 et en Palestine de 262. Ceci signifie que la différence est beaucoup plus sensible si nous tenons également compte du fait que le coût de la vie en Egypte était plus élevé à cette époque. En janvier 1946, la différence est plus sensible. Les rectangles rouges représentent les industries diverses, les denrées alimentaires, les boissons, le tabac, etc. Les rectangles rouges représentent les salaires des Arabes en Palestine, les rectangles bleus les mêmes en Egypte. Je crois que ces chiffres sont incontestables. Il faut toujours se souvenir qu'en fait le tableau est encore plus sensible. Il est évident que le coût de la vie en Egypte s'est accru plus fortement que chez nous au cours de cette période. Voici une illustration d'une évolution analogue dans l'agriculture dans le secteur non juif. Ce diagramme (diagramme 15) indique l'évolution dans l'agriculture (récolte), dans le secteur non juif, et l'accroissement de la population juive. L'énorme accroissement des récoltes va de pair avec celui de la population juive. Au fur et à mesure que la population juive s'accroît, la production des fruits et des légumes, les fruits étant indiqués en violet et les légumes en vert, s'accroît dans de très fortes proportions tandis que celle du blé reste stationnaire. Ce n'est évidemment pas une simple coïncidence. Le même phénomène se reproduit. Le même passage apparaît de la culture extensive à la culture intensive, les Arabes passant de la

production de denrées énergétiques qui ne nourrissent que peu d'habitants à un faible niveau de vie à celle de produits de la culture intensive, légumes, fruits, etc., qui permettent une agriculture plus dense et un niveau de vie plus élevé. Ce n'est pas une coïncidence. De nombreux Juifs se présentent sur le marché comme acheteurs et ils permettent ainsi à l'agriculture arabe de subir cette énorme augmentation de la production des cultures intensives.

Je vous montrerai maintenant un diagramme intitulé *indications of agricultural development* (Evolution de l'agriculture) [Bétail] dans le secteur non juif et l'accroissement de la population juive (diagramme 16). Ce diagramme nous donne exactement les mêmes indications que le précédent mais sous une autre forme. Il porte sur le bétail, la volaille, les moutons, les chèvres. Nous retrouvons un accroissement considérable du bétail indiqué en vert, et de la volaille indiqué en rouge. Nous voyons un accroissement considérable de la production agricole arabe coïncidant avec le développement de la population juive. Moins en ce qui concerne les moutons et les chèvres. Là le chiffre reste stationnaire comme celui du blé parce que c'est une production extensive. Cette production est allée au marché juif permettant ainsi aux Arabes d'élever leur niveau de vie et d'améliorer leur production par le développement de ces marchés urbains. Nous retrouvons de nouveau un lien étroit entre ces deux phénomènes.

Nous passons maintenant à un diagramme qui nous donne des indications sur l'économie de la Palestine et des pays du Moyen-Orient (diagramme 17). Appliquons de nouveau notre méthode de vérification par une analyse dans le temps et une analyse dans l'espace. La Palestine est indiquée en rouge; la Transjordanie en bleu, l'Egypte en jaune, le Liban en violet, la Syrie en vert, l'Irak en marron. Importation des machines agricoles; voilà pour la Palestine, importation de machines industrielles (en milliers par tête), recettes du Gouvernement en rouge, dépenses pour la santé publique, commerce extérieur, toutes ces indications ne laissent aucun doute. D'autres indiquent une évolution contraire. La Palestine a le chiffre de mortalité infantile le plus bas. En ce qui concerne les recettes de l'Etat, l'importation de machines agricoles, celle de machines industrielles, les dépenses pour la santé publique, le commerce extérieur, la Palestine est toujours en tête. Pour la mortalité infantile, elle est toujours la dernière. Si nous prenons le nombre d'habitants par tracteur, celui de la Palestine est le plus bas. C'est le plus haut par contre pour le nombre de véhicules à moteurs. De sorte que si nous pouvons vérifier le résultat dans l'espace, et ceux que nous avons obtenus par l'analyse dans le temps, nous arrivons exactement à la même conclusion. La population arabe de Palestine jouit d'une situation très différente de celle des musulmans des

pays voisins et ces coïncidences seraient curieuses si elles étaient les seules.

Examinons maintenant le diagramme de la lutte menée par les Juifs contre la malaria en Palestine (diagramme 14). Voyons le lien de cause à effet qui existe entre les deux facteurs. L'étude porte sur le territoire situé au nord du lac Houleh, celui au sud du lac Houleh et la région de Beisan. Nous y voyons l'incidence de la maladie au cours de la dernière année et au cours de la première année. Vous voyez que les rectangles vont en décroissant.

Vous y verrez un des faits qui ont nécessairement affecté également la population arabe. Nous n'avons les statistiques que pour la population juive en ce qui concerne l'incidence de la maladie. Mais il est évident que les marécages ont fait des victimes sans distinction de race, de croyance et de nationalité.

Ce nouveau diagramme est intitulé "Quelques renseignements économiques sur Chypre et sur la Palestine non juive". C'est le dernier diagramme avant que j'en parvienne à l'explication finale. Il montre un autre pays sous l'administration britannique, lequel n'a pas de Juifs ou presque pas, et il donne sur le développement de ce pays diverses indications qui ressemblent beaucoup à celles données pour la Palestine. Je fais allusion à Chypre. Je ne prétends évidemment pas que l'administration précédente ne soit pour rien dans ce progrès. Mais je tiens à souligner que le principal facteur de ce très rapide développement a été la colonisation juive, la reconstruction juive et la mise en valeur par les Juifs. Voici les dépenses pour la santé publique par tête d'habitant, en rouge. La Palestine est indiquée en rouge et Chypre en bleu. Pour la Palestine, l'augmentation est sensible de 1930 à 1938; elle diminue à Chypre pendant la même période. En ce qui concerne les dépenses pour l'instruction publique par tête d'habitant, nous constatons une augmentation très prononcée en Palestine, et stationnaire ou en légère régression à Chypre. Mais ce qui est plus important c'est le développement de la population. Nous voyons l'augmentation totale en Palestine, l'augmentation totale sur une même superficie à Chypre. L'augmentation naturelle est plus importante en Palestine en raison de la baisse de la mortalité infantile. L'immigration est encore beaucoup plus sensible. Tandis qu'en Palestine, d'après les chiffres du Gouvernement la population arabe s'est accrue de 2 pour 100 par l'immigration, la population de Chypre a diminué par suite de l'émigration d'environ 8 pour 100, qu'il convient de déduire des 20 pour 100 de l'augmentation totale, de sorte que l'accroissement n'est en réalité que d'environ 13 pour 100. L'accroissement naturel de la population arabe en Palestine depuis 1931 est de 36 pour 100 dont 34 pour 100 dus à l'augmentation naturelle et 2 pour 100 à l'immigration arabe. A Chypre au cours de cette même

période, la population s'est accrue de 13 pour 100. A vrai dire l'augmentation naturelle était également de 21 pour 100, mais il y a eu une émigration de 8 pour 100.

Nous avons vu une série de diagrammes et de renseignements. A mon avis le fait même que tant de courbes et de rectangles vont dans la même direction prouve que ce ne peut pas être une coïncidence, en particulier si nous vérifions nos résultats par des comparaisons dans le temps et dans l'espace, en les comparant entre eux, et en examinant un autre pays également sous l'administration britannique. Quelle est donc l'incidence de la colonisation de la mise en valeur et de la reconstruction juives sur la situation de la population arabe? Un économiste vous dira que l'importation de 150 millions de livres dans un aussi petit pays ne peut pas rester limitée à une seule communauté. Il est normal que ce capital passe, du moins en partie, entre les mains des autres communautés. Il emprunte pour cela diverses voies. L'un est l'achat de la terre à des prix fantastiques. Il serait évidemment complètement déraisonnable pour un Arabe d'acheter pour lui-même de la terre à ce prix, disons par exemple à 80 livres l'acre dans la partie arabe de la Palestine. Il peut acheter de la terre à un prix infiniment plus faible à deux kilomètres à l'est ou au nord de la Palestine. Les Juifs qui ne peuvent s'établir ailleurs sont obligés de payer ces prix exorbitants. C'est là une des principales voies par lesquelles les capitaux juifs passent aux mains des Arabes. Il est évident que l'agriculture juive ne peut se développer pour des raisons naturelles aussi rapidement que la population juive, en particulier en raison du manque d'espace. La population juive achète dans une très large mesure des produits agricoles arabes et continuera à en acheter. C'est là un facteur très important pour une population dont les deux tiers sont représentés par des agriculteurs. Pour l'agriculteur, le marché qui absorbe sa production de base est le plus important. En outre, il produit des matériaux de construction, de la pierre et de la chaux, que vous avez tous vus. Vous pouvez voir partout les Arabes broyer des pierres et les façonner. Ces nouvelles possibilités d'emploi, ils les doivent aux Juifs.

En dernier lieu la contribution d'un tiers de la population du pays aux recettes du Gouvernement est, d'après l'aveu du Gouvernement lui-même, les deux tiers de l'ensemble des recettes tandis que les dépenses profitent (je ne critique pas, je me borne à constater) en sens inverse. C'est ce facteur qui doit avoir provoqué le développement de l'économie arabe. Ce développement a été aidé par l'exemple même des Juifs: remise en valeur des terres, nouveaux services sanitaires, avec dans une certaine mesure l'aide des services officiels. Mais il s'agit là d'un facteur secondaire sans grande importance. Ce qui importe c'est l'effet indirect, la création des moyens permettant

d'atteindre ce développement. Toutes ces comparaisons entre les Arabes et les Juifs expliquent l'influence énorme du développement économique juif sur la production et sur le niveau de vie des Arabes, comparaison que l'on peut faire en rapprochant les chiffres, soit de ceux du début de la colonisation juive, soit de ceux des Arabes des pays voisins.

Je résumerai maintenant ma déposition et en soulignerai les points saillants. Le développement dynamique qui crée une nouvelle capacité d'absorption économique; la création d'une économie d'une population croissante, qui stimule l'augmentation de la production et des investissements, le caractère interchangeable de l'espace et des capacités, l'art de remplacer l'espace par des capitaux

et des capacités, ce qui permet d'utiliser sur une beaucoup plus grande échelle et d'une manière beaucoup plus efficace les ressources naturelles du pays. Tous ces points ressortent de ces analyses des facteurs sur l'économie du pays. Grâce à l'influence de ces facteurs sur l'économie de la Palestine, les moyens d'une nouvelle capacité d'absorption économique pourront être créés à l'avenir, ce qui permettra de même une nouvelle amélioration du niveau de vie et des conditions d'existence de la population arabe.

Le PRÉSIDENT: Je crois qu'il est temps de terminer cette audition. L'audition reprendra dimanche matin à 9 h.

L'audition prend fin à 14 heures.

PROCES-VERBAL DE LA DIX-SEPTIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le dimanche 6 juillet 1947, à 9 heures.*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMICH, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

L'ordre du jour prévoit la suite de l'audition des représentants de l'Agence juive. C'est M. Bernstein, je crois, qui doit être l'orateur suivant. Voulez-vous prendre place à la table de la Commission.

M. F. Bernstein, représentant de l'Agence juive, prend place à la table.

La parole est à M. Bernstein.

M. BERNSTEIN (représentant de l'Agence juive): Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, j'ai pour tâche de vous exposer, au nom de l'Agence juive de Palestine, certains des aspects économiques de la question au sujet de laquelle la Puissance mandataire a sollicité le jugement des Nations Unies. A mon avis, certaines observations d'ordre général doivent précéder un tel exposé:

1. En examinant le passé, il convient de se souvenir que l'élément déterminant dans l'histoire du mandat britannique sur la Palestine réside dans la différence grave qui sépare les buts appa-
rants de la politique britannique en Palestine et la thèse de la communauté juive de Palestine. La communauté israélite de ce pays (ou Yishouv comme on l'appelle ordinairement) n'a accepté comme buts reconnus de cette politique que ceux qu'expose la déclaration Balfour et qui ont été par la suite incorporés dans le texte du mandat, alors que la Puissance mandataire a souvent mis au premier rang ses buts nationaux et impériaux. La différence ne s'est pas manifestée trop visiblement pendant les dix premières années du mandat. Les Juifs ne s'en sont peut-être pas très bien rendu compte, et elle ne s'est précisée que peu à peu, pour apparaître enfin clairement dans

le Livre Blanc de 1939. Le monde juif se rendait bien compte que certains éléments du Gouvernement britannique s'efforçaient d'interpréter d'une façon toujours plus restrictive les obligations de la Puissance mandataire à l'égard des Juifs. Le monde juif était convaincu que, même sur la base du Livre Blanc de 1922, seul le rythme naturel d'accroissement de la capacité d'absorption économique du pays pouvait restreindre l'immigration juive et le développement juif. Mais les éléments qui prédominaient nettement dans le Gouvernement britannique en 1939 visaient, comme cela s'est révélé indubitablement entre temps, à une limitation du développement juif qui, du point de vue démographique, revenait à empêcher la population juive de Palestine de dépasser le tiers de la population totale.

Il existe à vrai dire certains doutes sur le chiffre exact de la population arabe tel qu'il ressort des statistiques du Gouvernement, les évaluations se fondant uniquement, dans les districts arabes ruraux, sur les déclarations non vérifiées des mouktars; mais on peut admettre qu'en réalité la limite du tiers n'a guère été dépassée.

Quoi qu'il en soit, il est tout à fait naturel qu'une différence aussi marquée entre les buts du Gouvernement de la Puissance mandataire et ceux de la population juive ait amené une friction croissante entre les organes nationaux juifs et le Yishouv juif d'une part, qui visent à un développement aussi complet que possible, et le Gouvernement britannique et l'administration palestinienne d'autre part. L'administration palestinienne a suivi avec une inquiétude croissante le développement juif qui devait nécessairement rapprocher, plus rapidement qu'elle ne le désirait, l'instant redouté où la population juive atteindrait la limite prévue par le Gouvernement britannique et où il faudrait mettre un terme au développement juif.

Notre attitude envers la politique économique et fiscale du Gouvernement est, nous devons l'admettre, surtout une position critique. Elle est la conséquence inévitable des divergences de buts indiquées précédemment. Les Juifs se considèrent en droit de mener une politique économique qui favorise activement l'effort de colonisation juif et le développement du foyer national, et de mener aussi une politique fiscale qui utilise la capacité fiscale sans cesse croissante du Yishouv juif en faveur de ceux qui ont créé cette capacité par leur travail et leurs investissements, et en faveur aussi de ces grandes parties du monde juif qui éprouvent le désir et

le besoin d'émigrer en Palestine. Le Gouvernement britannique a affecté et continue d'affecter le plus gros des revenus fiscaux juifs au développement arabe. La Puissance mandataire ne saurait mener la politique économique qu'exige la construction du foyer national juif sans accélérer un processus qui, malgré l'absence d'une politique économique appropriée du Gouvernement, a adopté un rythme trop précipité pour les visées de la politique britannique en Palestine.

2. Les enquêtes sur les possibilités économiques de la Palestine, enquêtes menées par des experts et des commissions à différents stades du développement de la Palestine, semblaient au début se concentrer sur la capacité (fortement mise en doute) des Juifs d'établir un foyer national. Mais, avec le temps, ces enquêtes, lorsqu'elles étaient officielles, s'attachèrent toujours plus à prouver l'impossibilité d'accroître notablement la capacité d'absorption du pays et conclurent à la limitation sévère de l'immigration juive. Dès lors, nous autres Juifs, avons eu de grandes difficultés à prouver que nous pourrions obtenir un résultat dans le domaine de la colonisation et de la construction et qu'une judicieuse politique de mise en valeur assurerait à un grand nombre d'autres émigrants juifs une vie productive et économiquement indépendante, et cela sans déplacer un seul Arabe. Des divergences se sont évidemment manifestées dans les évaluations, en raison de certains éléments d'estimation forcément hypothétiques. Mais les chiffres ressortant d'une évaluation prudente étaient déjà impressionnants.

Actuellement, les appréhensions diverses des experts enquêteurs se révèlent sans fondement. Les Juifs ont montré une certaine aptitude dans le domaine de la colonisation agricole et urbaine. Un grand nombre d'immigrants ont été absorbés longtemps après que des hommes d'Etat britanniques eurent exprimé l'opinion que la capacité d'absorption économique du pays était compétement épuisée. Aucun Arabe n'a été déplacé. Mais maintenant, l'administration britannique voit précisément le principal danger dans l'aptitude des Juifs à coloniser. Elle redoute encore les possibilités objectives qu'on ne saurait plus mettre en doute, de développer la capacité d'absorption du pays, de telle sorte que de nouvelles quantités d'immigrants pourraient être admises jusqu'à un total absolument effrayant pour l'administration britannique.

L'administration britannique adopte maintenant un point de vue purement politique au lieu de l'argumentation économique suivie précédemment. Tout ce qu'on dit des aspects et des possibilités économiques de la colonisation juive peut servir à prouver la nécessité d'arrêter, artificiellement au besoin, un développement qui, grâce à ses possibilités économiques, ouvrirait de vastes perspectives d'avenir.

Néanmoins, nous croyons de notre devoir d'exposer à la Commission les faits économiques tels que nous les connaissons et les possibilités économiques telles que nous les envisageons.

3. La promesse contenue dans la déclaration Balfour semble mettre à la disposition de la colonisation juive ce qui lui fait le plus défaut: une base politique stable constituée par *a.* la reconnaissance, par la Puissance gouvernant le territoire, des buts politiques de cette colonisation; *b.* une administration agissant conformément aux objectifs reconnus et au but principal pour lesquels le mandat sur la Palestine fut confié à la Grande-Bretagne.

Bien que la divergence fondamentale séparant les buts envisagés au moment de la déclaration Balfour de ceux de la politique britannique actuelle en Palestine ne se soit révélée nettement qu'assez tard, il apparut clairement, dès les premières années du mandat, que cette base politique qu'on attendait avec confiance faisait défaut dans les deux cas. Le but politique ostensiblement reconnu s'est trouvé soumis à une série d'interprétations le vidant graduellement de son sens primitif. L'administration palestinienne tolérait à peine l'effort juif de colonisation au lieu de l'encourager. Elle semblait intéressée au premier chef à ce qu'on a nommé la protection de la population arabe contre les dangers qui la menaçaient, c'est-à-dire comme l'exprimait ouvertement l'administration, les dangers de la colonisation juive.

L'absence de cette base politique qu'on avait espérée a entraîné des conséquences dans plusieurs domaines et particulièrement dans le domaine économique.

La colonisation juive, c'est-à-dire l'ensemble des activités économiques permettant l'absorption des émigrants juifs dans la structure économique du pays, au lieu d'être soutenue par des conditions politiques adéquates (et libérée ainsi de toute considération politique) a dû au contraire s'efforcer de regagner ou d'acquérir la base politique perdue ou qui peut-être n'avait jamais existé. Cette disparition du lien entre la base politique et la colonisation économique a contraint la colonisation juive à rechercher un maximum d'autonomie, et en conséquence a introduit dès le début un élément de suspicion mutuelle dans les relations entre les Juifs et l'administration. De plus, la colonisation juive et l'initiative juive durent exclure la population arabe plus que ne l'auraient exigé les besoins d'une colonisation nationale, si les conditions politiques n'avaient été aussi défavorables.

La population arabe n'en a pas moins retiré de grands avantages de la colonisation juive. Mais, cette bonne volonté de la part des Arabes, que les Juifs auraient pu s'assurer en retour des avantages économiques, s'est trouvée perdue

en grande partie, en raison de l'absence d'une collaboration économique plus directe et parce que ces bénéfices étaient présentés comme un don de l'administration tutélaire. Cette administration, par l'attitude même de protection qu'elle assumait, faisait apparaître la colonisation juive comme dangereuse pour les Arabes.

Après avoir formulé ces observations en guise d'introduction, je me propose d'attirer votre attention sur quelques-uns des principaux problèmes qui se posent à la colonisation juive dans le domaine du développement industriel et urbain. Mon collègue, M. E. Kaplan, traitera de la colonisation agricole. Alors que, pour des raisons à la fois idéologiques et pratiques l'Agence juive a concentré ses efforts pendant les deux premières décades de l'administration britannique, principalement sur la colonisation agricole, le développement industriel et urbain était presque toujours laissé à l'initiative privée. Les débuts furent certainement modestes, mais il serait erroné de croire que l'industrie juive ne s'est établie que pendant la guerre. La production de l'industrie et de l'artisanat juifs atteignait déjà en 1936 9.109.000 £P. Sur ce chiffre, 7.887.000 £P représentaient la part des fabriques proprement dites (c'est-à-dire les entreprises employant plus de 10 ouvriers salariés). Il est exact en revanche que le développement industriel a fait des progrès exceptionnels pendant les années de guerre. Ce progrès rapide provenait de deux facteurs; du fait de la guerre la population locale et les armées du Proche-Orient devaient utiliser autant que possible des produits locaux. Pour une fois et pour autant qu'il s'agissait des nécessités de la guerre, le Gouvernement a soutenu le développement industriel de toutes les façons possibles. Grâce à l'expérience acquise en Europe, la population juive fut en mesure d'établir les industries voulues. L'isolement du Moyen-Orient, provoqué par la guerre, et par le fait que les ressources des anciens pays industriels étaient affectées à l'effort de guerre, a joué le rôle d'un tarif protecteur. Derrière ce rempart, de jeunes industries se sont déjà développées dans la plupart des pays.

Je n'ai pas l'intention de vous fatiguer par l'exposé de données et de chiffres déjà mis à votre disposition par écrit et qui ne sont pas trop abondants, je l'espère. Mais je voudrais dire un mot des problèmes particuliers à ce développement.

Evidemment, l'essor industriel en Palestine n'est pas un cas isolé. Il fait partie de ce que l'on pourrait appeler la migration de l'industrie des anciens pays industriels vers les pays coloniaux ou semi-coloniaux. Dans le cadre de cette évolution la Palestine constitue un cas particulier par son caractère et surtout par son intensité. Mais elle participe néanmoins à l'évolution générale. On ne comprend pas tant sa

signification; c'est particulièrement le cas pour certaines populations économiquement arriérées et qui, en dernière analyse, en seront les principaux bénéficiaires. Ces populations et surtout leurs classes dirigeantes, travaillent toujours dans l'illusion que l'indépendance politique peut être acquise par la diplomatie et maintenue sans base économique adéquate. On comprend cette illusion puisque on peut obtenir de prétendues victoires diplomatiques assez facilement, alors que les nécessités fondamentales d'un même essor économique et spécialement industriel ne sauraient être obtenues aisément. L'introduction par les Juifs de l'industrie moderne dans le Moyen-Orient représente dans ce domaine une occasion unique, puisqu'ils sont suffisamment pourvus pour accomplir cette tâche et qu'ils sont essentiellement intéressés à son achèvement. On ne saurait en dire autant d'aucun autre facteur à l'intérieur ou à l'extérieur du Moyen-Orient. Bien que le principal groupe social du Moyen-Orient mette quelque lenteur à reconnaître ce fait, les Juifs, par leur exemple et leurs performances industrielles, posent les seules bases solides d'une certaine indépendance du Moyen-Orient à l'égard d'une domination impériale des grandes Puissances dont les bases économiques essentielles sont ailleurs.

L'essor industriel de la Palestine se heurte à de grandes difficultés. Personne ne croyait cet essor possible ni même désirable au début et les Juifs eux-mêmes le jugeaient secondaire. Sans aucun doute le Gouvernement mandataire a accepté avec joie une telle attitude, car il ne s'intéressait nullement au mouvement général de migration des industries vers les territoires coloniaux, non plus qu'à un accroissement rapide de la population juive en Palestine. Le maintien de la Palestine dans un état de somnolence patriarcale, c'est-à-dire le maintien de sa structure économique de pays à l'agriculture plutôt primitive, semblait à l'époque l'idée principale des éléments marquants de l'administration palestinienne.

Aujourd'hui, le développement industriel dépend, dans une large mesure, de la politique économique du Gouvernement et particulièrement de sa politique des tarifs douaniers, des permis d'importation, du contrôle des changes et des taxes. Cela ne signifie nullement que les politiques gouvernementales même les plus favorables soient à même d'établir de solides industries. Mais, une politique gouvernementale peut gravement gêner et même empêcher le développement industriel. Dans ce domaine la Palestine a été extrêmement malchanceuse. L'interprétation donnée au célèbre, trop célèbre paragraphe 18 du mandat (plus soigneusement respecté que certains autres paragraphes) prive le pays de toute possibilité de se défendre contre l'afflux des produits industriels de tous les pays producteurs et surtout de l'Allemagne et du Japon.

Comme il n'existe pas en Palestine de politique commerciale bien conçue qui puisse protéger et favoriser le développement rationnel de l'industrie, les quelques entreprises qui tentèrent d'approvisionner le marché local (gagnant en importance du fait de l'immigration) se trouvèrent devant la concurrence redoutable des importations étrangères souvent rendues meilleur marché par des primes à l'exportation ou des mesures semblables. La question des exportations industrielles n'existait pas encore, mais, dans le domaine de l'exportation des agrumes, l'influence nuisible de ce paragraphe 18 s'est fait gravement sentir. Il établissait la clause de la nation la plus favorisée d'une façon unilatérale pour tous les pays alors Membres de la Société des Nations (et même pour des pays comme le Japon qui, après avoir bafoué l'autorité de la Société des Nations, maintenait des relations amicales avec le Royaume-Uni), et privait la Palestine de toute possibilité de conclure des conventions commerciales avec d'autres pays assurant une égalité de traitement et des débouchés adéquats à ses propres produits. La Commission d'enquête anglo-américaine a souligné l'effet nuisible de ce paragraphe (pages 12 et 33 de son rapport).

Les tarifs douaniers de Palestine se fondent sur des principes purement fiscaux. Après de nombreuses démarches, certaines matières premières ont été exemptées des droits de douane, mais il reste toujours une liste considérable de matières premières et de produits industriels semi-finis, sur lesquels les droits sont perçus alors que des produits industriels locaux ne sont même pas modestement protégés par les tarifs. Pendant la guerre, des droits nouveaux ont été introduits, mais, encore, conformément à des buts purement fiscaux, sans établir de discrimination entre les matières premières taxables, les produits industriels semi-finis et les biens de consommation. Les résultats financiers sont importants. Les recettes gouvernementales provenant des taxes douanières se sont élevées de 2 millions de livres pour l'exercice 1939-1940, à 11 millions de livres pour 1946-1947. Il convient de relever que certaines denrées essentielles qui ne sont pas produites en Palestine sont fortement taxées: sucre, 43 pour 100. Il en est de même de certains produits industriels qui ne sont pas fabriqués en Palestine, comme les automobiles, les tracteurs et les machines à écrire.

Depuis la guerre, la politique du Gouvernement, consistant à accorder (ou à refuser) des licences d'importation, constitue une part importante de la politique économique du Gouvernement. Dans ses effets sur l'économie palestinienne, elle complète et même remplace, dans une certaine mesure, la politique douanière. La question se complique de problèmes monétaires, tels que la protection de la livre sterling et le taux de la balance des livres sterling en Palestine. Les accords sur les pays autorisés à exporter

en Palestine jouent également un rôle. Ces deux questions seront brièvement abordées dans un autre paragraphe. Pour l'instant, il convient de constater que des licences d'importation ont été accordées avec une générosité particulière pour les biens de consommation industrielle également produits dans ce pays, à une époque où il apparaissait clairement que le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix éprouverait gravement la résistance de la jeune industrie palestinienne. En outre, le Gouvernement ne se souciait nullement de procurer des importations de matières premières et de machines aux bas prix pratiqués sur le marché mondial. On nous demandait, en fait, de subir le choc de la concurrence mondiale pieds et poings liés. Saurait-on s'étonner après cela de voir les milieux juifs des affaires soupçonner toujours davantage le Gouvernement de la Palestine d'essayer d'étouffer notre jeune industrie ?

Comme toute protection tend à entraver l'industrie et à retarder l'avènement de son efficacité, l'ouverture du pays à la concurrence étrangère peut avoir un effet salubre. Néanmoins, l'industrie palestinienne est exposée actuellement, un peu à la légère, à ce traitement et l'on ne saurait nier que cette période de transition provoque de nombreuses difficultés. Dans certains domaines, les petites et moyennes entreprises devront coordonner ou combiner leur production.

Dans certains cas, de nouvelles usines actuellement en construction permettront des processus de finissage toujours meilleurs. On envisage également l'établissement de sociétés de vente pour certaines catégories de produits industriels. De toute façon, il semble peu probable qu'une partie importante de notre industrie succombe ou que l'expansion industrielle actuellement croissante soit entravée. Mais il faudra vaincre de grandes difficultés et certaines d'entre elles sont nécessaires et découlent du caractère peu constructif de la politique économique du Gouvernement.

Tout d'abord, le coût très élevé de la main d'œuvre empêche l'industrie palestinienne de faire pleinement concurrence aux anciens pays industriels, alors que le coût de la main d'œuvre pourrait sembler une question purement interne, indépendante de la politique du Gouvernement. Mais les hauts salaires qui sont pratiqués proviennent, en partie, du fait que le marché du travail a été virtuellement fermé par la politique de sévères restrictions à l'immigration, du Gouvernement britannique et en partie (pour une grande partie même), ils sont dus au coût de vie très élevé en Palestine, l'un des pires héritages de la guerre. On a beaucoup discuté sur l'origine de ce niveau des prix élevés et sur la façon dont on a pu empêcher les prix d'atteindre des sommets si hauts et sur la façon enfin dont on pourrait les faire baisser. Nous en sommes arrivés à

la conclusion (qui semble avoir été acceptée dernièrement aussi par l'administration), que le coût élevé de vie est dû principalement au fait que la Palestine est obligée d'acheter certaines denrées alimentaires essentielles et le fourrage dans des contrées à prix élevés du Moyen-Orient. Il ne sera pas possible d'abaisser le coût de la vie d'une façon marquée à moins que la Palestine puisse se fournir dans les pays à prix bas exportant des denrées alimentaires et à moins que la Palestine soit capable d'acheter ces denrées au même prix que le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni s'attribue maintenant des ravitaillements atteignant des prix de moitié inférieurs à ceux du ravitaillement qu'il octroie à la Palestine.

L'abaissement du niveau des prix que nous devons payer serait en partie une question de changement dans les accords concernant les pays où la Palestine peut se fournir en marchandises. Cela dépendrait en partie aussi de la possibilité pour la Palestine de disposer entièrement de ses avoirs en devises appréciées, tout spécialement en dollars, pour ses achats.

La Palestine a gagné, pendant les années 1940 à 1946, la somme de 165.088.000 dollars américains, sur lesquels il faut compter 98.182.000 dollars versés par le judaïsme américain au fonds de construction de la Palestine; et enfin, 66.906.000 dollars provenant des exportations vers les Etats-Unis d'Amérique de diamants polis en particulier. Cette somme globale est allée en premier lieu au Royaume-Uni. Des pays voisins ont reçu de la Grande-Bretagne des allocations en dollars excédant de beaucoup leurs propres recettes. Ainsi, en fait, les recettes juives en dollars ont été remises aux pays arabes qui boycottent les produits juifs. L'Agence juive a reçu l'autorisation d'affecter les dollars donnés par les Juifs aux besoins du Yishouv, mais avec de telles restrictions que, en réalité, les deux tiers environ de ces dollars sont passés au pool de Londres. Pour ces raisons, et par le contrôle qu'il exerce sur nos dollars et nos importations, le Royaume-Uni a, en fait, exploité la Palestine juive dans une très large mesure. Nous espérons que les Nations Unies seront à même de mettre fin à cette exploitation qui s'écarte certainement beaucoup des buts pour lesquels le système du mandat avait été établi. On ne voit pas encore clairement quels montants de devises appréciées et de livres sterling seront mis à la disposition de l'économie de la Palestine dans l'avenir, mais l'expérience nous a enseigné que, dans le cas de la Palestine, l'absence d'une position commerciale indépendante a permis au Gouvernement britannique de laisser des considérations d'ordre politique et les intérêts du Royaume-Uni prendre le pas sur ceux de la Palestine en général et du Yishouv en particulier.

Il existe évidemment certains autres facteurs fondamentaux qui affectent, non seulement

l'essor industriel, mais, à des degrés divers, toutes les branches de l'économie. Je voudrais mentionner ici le prix élevé du pétrole et de ses produits, qui détermine, dans une large mesure, les prix de l'électricité, de l'énergie industrielle et du coût des transports. Lorsqu'on discutait, voici vingt-cinq ans, les possibilités économiques de la Palestine, on soulignait toujours que les perspectives étaient forcément limitées du fait que la Palestine ne possédait ni le charbon ni les ressources hydrauliques permettant la production d'énergie. Entre temps, l'une des plus fortes sources d'énergie est devenue accessible, sur place, en quantités pratiquement illimitées: le pétrole. Mais la Palestine ne reçoit pas ce pétrole au prix coûtant, augmenté d'un bénéfice normal.

On nous compte pour l'essence, non compris les droits, à Haïfa, 190 mils pour 4 gallons, alors que la même quantité de pétrole rendue CAF dans les ports du Royaume-Uni, ne coûte que 104 mils avec le frêt et l'assurance. Le mazout coûte à Haïfa 4£P. 800 la tonne, alors que le même mazout est vendu 2£P. 950 au port de Haïfa, à l'embarquement. L'essence se vend 7£P. 350 la tonne à Haïfa et 4£P. 429 au port d'Haïfa, à l'embarquement.

J'espère que vous m'excuserez de vous avoir donné, pour une fois, des chiffres, mais vous comprendrez aisément combien le développement de la Palestine est entravé par des prix aussi exagérés et des bénéfices pris sur la source principale d'énergie industrielle. Les différences de prix qu'on vient d'indiquer sont d'autant plus frappantes que les concessions pétrolières palestiniennes ont été accordées aux compagnies pétrolières à des conditions si extraordinairement favorables que la Commission permanente des mandats les a critiquées avant la guerre, leur reprochant d'être trop favorables aux concessionnaires et trop défavorables à la Palestine. (Exemption de toutes les taxes gouvernementales et municipales présentes et futures, exemption des droits de douane sur les marchandises amenées par les concessionnaires, expropriation par le Gouvernement des terrains nécessaires; libre faculté d'importer des travailleurs; aucune obligation effective en ce qui concerne les prix de vente en Palestine; aucune obligation de vendre les sous-produits en Palestine.) De fait, le Gouvernement britannique a de grands intérêts dans l'industrie pétrolière du Moyen-Orient et une grande influence, même sur les compagnies dans lesquelles il n'a pas de capital. Mais la position du gouvernement britannique n'a pas servi à protéger la Palestine du profit des monopoles.

On a réfuté en Palestine, et ailleurs aussi, la thèse habituelle selon laquelle un essor de l'industrie est impossible sans de vastes ressources naturelles en matières premières. L'esprit d'entreprise, l'aptitude, l'adresse des ouvriers, l'ex-

périence et l'entraînement scientifique alliés à un désir obstiné de créer de nouvelles possibilités de vie, sont d'une importance bien supérieure. Mais une politique économique conduite par un Gouvernement compréhensif tendant à favoriser cet essor, au lieu de l'envisager avec doute et appréhension, faciliterait grandement et accélérerait un processus, qui jusqu'à maintenant, si l'on excepte les années de guerre, n'avait pour appui que l'énergie de l'initiative privée qui ne se laissait effrayer par aucune difficulté.

En théorie, les possibilités d'avenir du développement industriel en Palestine sont à peu près illimitées, d'autant plus que l'espace, facteur essentiel pour l'agriculture est moins vital pour l'industrie.

Mais, la principale politique du Gouvernement britannique s'est décidée à maintenir l'accroissement de la population juive dans les limites du *numerus clausus* et elle affecte très sérieusement nos possibilités d'essor. Poursuivre cette politique arriverait à priver le développement industriel d'un marché local croissant dont on a un urgent besoin, à la fois comme base nécessaire d'une industrie d'exportation, et pour les nouveaux travailleurs que demande l'essor industriel.

A propos des exportations industrielles, nous ferons une seule allusion au boycottage arabe. Nous croyons que ceux qui ont conseillé aux Gouvernements arabes de recourir à ce boycottage ont rendu un bien mauvais service à la cause arabe, non pas seulement que les consommateurs arabes soient privés de certaines marchandises qu'ils achetaient pour leur propre profit, plutôt que pour celui du vendeur, mais parce que le réel intérêt des Arabes réside dans l'établissement d'un centre industriel au Moyen-Orient. Il ne pourra jamais s'agir d'un centre étanche, même si les Juifs le désiraient et il devra étendre une influence profitable sur le développement économique général du Moyen-Orient. Mais, il est des politiques à courte vue et qui sont dominées plus souvent par les passions que par un sain raisonnement. Le boycottage arabe n'aura jamais l'effet que visaient ses promoteurs: la destruction des bases économiques du Yishouv juif. Il n'a pas manqué pourtant de déployer certains effets fâcheux, mais ils ne sont certainement pas décisifs et de nouveaux marchés d'exportation se sont ouverts aux produits industriels juifs. Pourtant, ne pourrait-on pas imaginer que le Gouvernement britannique aurait pu être en mesure de protéger les intérêts de la population qui lui avaient été confiés et qui se trouvaient en but à un tel boycottage en ayant recours à d'autres mesures que celles des très tardives, très faibles et certainement très inefficaces déclarations qu'il a émises à contre-cœur ?

De fait, le Gouvernement britannique a traité les pays boycotteurs avec toute l'indulgence

qu'on peut imaginer. En 1945, avant le boycottage, la Palestine achetait dans les pays arabes du Moyen-Orient aux prix élevés (outre le pétrole) environ 4.237.000£P de marchandises de plus qu'elle ne leur en vendait; l'année suivante, première année du boycottage, la Palestine, sous les contrôles britanniques des échanges commerciaux, achetait des pays boycotteurs 7.334.000£P de plus qu'elle ne leur en vendait. Les boycotteurs recevaient en paiement de la Palestine environ 3.100.000£P de plus. La Palestine possédait des dollars lui permettant d'acheter ailleurs et à bien meilleur compte les mêmes produits, mais le contrôle britannique enlevait à la Palestine l'usage de ces dollars. Les dollars étaient transférés aux boycotteurs par le moyen du pool sterling. Pourrait-on s'étonner de voir les pays boycotteurs penser que des forces puissantes, au sein du Gouvernement britannique, approuvent leur action ?

Il vaudrait sans toute la peine de consacrer une partie de ce bref exposé à la politique fiscale du Gouvernement palestinien et à son influence, en particulier sur le développement juif de ce pays. Il serait peut-être bon également de dire quelques mots d'une question qui semble déconcerter le Gouvernement lui-même. Comment est-il possible que la Palestine puisse accumuler une balance en livres sterling s'élevant à environ 150.000.000£P, alors que le montant des importations a dépassé d'un tiers et plus celui des exportations pendant presque toute la période du régime du mandat ?

Mais ces deux questions entraîneraient une analyse assez fouillée des chiffres et je crains que cette procédure ne soit trop fastidieuse. Nous sommes prêts à donner toutes informations sur ces sujets et par écrit, si on nous le demande. Pour l'instant, je voudrais m'en tenir à deux remarques générales: On a prétendu que la structure de l'économie juive en Palestine était essentiellement faible parce qu'une partie trop considérable des dépenses était couverte par les contributions extérieures des Juifs. Tant que cet argent est affecté à des investissements, il n'y a aucun motif de crainte; il est clair, en effet, que la colonisation ne saurait se faire en Palestine sans l'importation de gros capitaux d'origine publique ou privée. Seule l'affectation de ces contributions (comme cela est le cas en partie) à certains services publics, pourrait provoquer des commentaires défavorables. Néanmoins, il convient de rappeler que le Yishouv juif fournit au moins 70 pour 100 du budget du gouvernement, somme qui pour l'année financière en cours est de l'ordre de 18 millions de livres. On reconnaît que, sur cette somme, une très petite partie seulement revient aux Juifs sous forme de services publics, alors que le reste revient au secteur arabe pour autant qu'il n'est pas utilisé pour les dépenses directes de l'administration gouvernementale. On peut être sûr

que l'économie juive couvrirait largement les dépenses de ses propres services publics par le moyen de revenus locaux, si elle n'était pas obligée de payer dans une telle mesure pour les besoins non-juifs. Et je crois qu'on peut dire en toute vérité que les contributions juives de l'étranger qui sont affectées aux services publics, ne représentent qu'une partie des sommes prélevées sur le Yishouv juif pour des besoins non-juifs.

En ce qui concerne la balance commerciale qui semble si défavorable, il faut bien comprendre que, dans un pays colonial, la différence doit être très forte entre la balance commerciale et la balance des paiements, puisqu'une partie considérable des importations en marchandises, payées par des importations de capitaux, est dépensée pour servir aux investissements et à la mise en valeur. La situation deviendrait dangereuse si la consommation et les services publics de la population établie dans le pays étaient couverts par des importations de capitaux. Mais l'accumulation de crédits à Londres prouve déjà que ce n'est pas le cas.

Une autre raison m'empêche d'analyser les budgets et les balances de paiement du Gouvernement devant votre Commission. Il aurait fallu le faire, si la question à trancher avait été de nature essentiellement économique. Mais ce n'est plus le cas depuis longtemps déjà je le crains même si cette situation s'est jamais produite. Nous nous trouvons devant une situation déconcertante: la preuve qu'on nous demandait au début est utilisée contre nous maintenant que nous l'avons fournie. Nous devons prouver les possibilités économiques de la colonisation en Palestine. Désormais, la question apparaît telle qu'elle a toujours été en fait: il s'agit de savoir si l'on accordera au peuple juif l'occasion d'établir un avenir dans lequel les quatre célèbres libertés ne seront pas seulement une figure de rhétorique. Nous ne comprenons pas les motifs de ceux qui désirent saper notre développement. S'il existe véritablement des conflits d'intérêts, et je n'en suis pas sûr, il faut se souvenir qu'il y a partout au monde des conflits d'intérêts et que la sagesse ne peut que décider en faveur des solutions qui promettent le plus la paix et le développement. Du point de vue moral, n'oublions pas que, quelles que soient les revendications des autres parties intéressées, le peuple juif, dans son effort de construction d'avenir national en Palestine, lutte pour la vie au sens le plus propre du terme. Les autres parties intéressées luttent pour la puissance tout au plus. Nous croyons fermement que le point de vue moral sera décisif dans le jugement des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT: Nous avons entendu le témoignage de M. Bernstein. Je suspends l'audition pour dix minutes.

L'audition est reprise après dix minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte. M. Kaplan est le témoin suivant de l'Agence juive.

M. KAPLAN (Agence juive): Ma tâche consiste à résumer le témoignage économique de l'Agence juive et de répondre éventuellement à des questions concernant les activités économiques et financières de l'Agence juive, notre plan général de développement économique et notre programme de financement de ce développement.

En résumé, nos thèses sont les suivantes: l'immigration juive a créé de nouvelles capacités d'absorption économique en Palestine et a donné un élan considérable au progrès économique du pays, dans son ensemble, au bénéfice de tous ses habitants. Nous avons établi une entité économique juive saine et indépendante. Nous en sommes toujours, en Palestine, au début du processus de développement. La Palestine peut absorber encore de nouveaux millions de personnes. Notre plan d'absorption d'un million de Juifs pendant les dix prochaines années est un plan pratique; nous l'avons soumis à la Commission d'enquête anglo-américaine. Enfin, avec une mesure raisonnable de collaboration internationale, on peut trouver le moyen de financer cette absorption.

J'ai eu l'honneur de témoigner devant la Commission anglo-américaine, principalement sur les questions touchant à l'agriculture. J'ai essayé alors d'indiquer avec quelques détails quelles ressources naturelles essentielles de la Palestine en terre et en eau ne sont pas les facteurs qui limitent une vaste absorption et que la population agricole de ce pays peut facilement doubler ou même tripler. Ce qu'il faut pour rendre possible cette grande expansion agricole, c'est une immigration sur une grande échelle et une vaste politique de mise en valeur prévue et exécutée avec courage de la part des autorités responsables. L'essor de l'agriculture moderne dépend de l'expansion des marchés urbains, et par conséquent, nous envisageons le développement agricole futur de ce pays dans le cadre du développement général. Mon précédent témoignage sur ces questions forme une partie des déclarations et mémorandums qui vous ont été soumis sous le titre *La thèse juive*. Espérant que vous aurez eu au moins l'occasion de jeter un coup d'œil à ces documents, je me bornerai à traiter, avec votre permission, les données fondamentales. J'essaierai de compléter nos documents surtout en résumant à votre intention le travail de recherche et de mise en valeur accompli pendant les quinze derniers mois.

Voyons d'abord la légende qui prétend que la Palestine est un pays pauvre en terre et plus pauvre encore en eau. Le dernier mémorandum

du Gouvernement de la Palestine sur *L'administration de la Palestine sous le mandat*, expose que: "Sous la domination britannique, le principal obstacle à de vastes plans en Palestine, a été et reste néanmoins l'incertitude où l'on est sur la possibilité d'obtenir des terrains, non seulement pour y établir une nouvelle population agricole dense, mais aussi pour nourrir suffisamment la population se trouvant déjà sur place. La situation des ressources en eau se caractérise également par son imprécision." Veuillez remarquer que cette incertitude et cette imprécision existent encore dans l'esprit du Gouvernement après vingt-sept ans de domination. On aurait pu s'attendre logiquement à ce que le Gouvernement de la Palestine, étant si peu sûr des ressources du pays en terre et en eau, affectât la plupart de ses ressources pendant les vingt-sept dernières années à examiner à fond ces questions au lieu de les laisser essentiellement à la charge des organismes juifs publics et privés. D'autre part, le Gouvernement n'a pas hésité à transposer ses incertitudes dans une politique qui se dresse comme un obstacle au travers des grandes voies du progrès économique. Malgré l'incertitude de son propre jugement, le Gouvernement justifie le Livre Blanc par cet argument: "Certaines zones n'ont pas permis de nouveaux transferts de terres arabes alors que dans d'autres régions, il faut restreindre de tels transferts de terres pour permettre aux cultivateurs arabes de maintenir leur niveau de vie et empêcher la création rapide d'une considérable population arabe sans terres. De fait, un examen du surpeuplement des districts ruraux arabes et juifs, examen auquel on a procédé en 1938, a révélé un surpeuplement dans presque toute la zone arabe, alors que les terres juives faisaient vivre moins de familles proportionnellement à leur superficie." Dans mon témoignage devant la Commission anglo-américaine, j'ai réfuté cette assertion en ce qui concerne les terres dont disposent les Juifs. Si nous ne prenons que la population rurale, nous trouvons, entre les populations juive et arabe un rapport de 1 à 5 alors que le rapport des terrains cultivés est de 1 à 10 en Palestine. De plus, et conformément aux statistiques gouvernementales pour 1944-1945, le rapport entre l'utilisation par les Juifs et les Arabes des terrains cultivés dans les principaux groupes de produits (à l'exception des agrumes) était de 1 à 13, alors que le rapport des valeurs des récoltes était de 1 à 4½. Il en découle que la population rurale juive est deux fois plus dense que la population rurale arabe par unité de terre cultivée et la production juive est trois fois plus forte que la production arabe par unité de terre cultivée. Néanmoins, le Gouvernement cite encore maintenant les conclusions d'une "étude" effectuée en 1938, qui n'ont jamais été mises à notre disposition, pour nous permettre de les analyser et de démontrer pourquoi elles sont erronées. En même temps,

le Gouvernement ignore les chiffres qu'il a pu payer lui-même et qui sont en flagrante contradiction avec les conclusions de son "étude" de 1938.

C'est la conscience nette que je peux dire: la vérité, c'est que ce petit pays possède assez de terre et assez d'eau pour nourrir non seulement sa population actuelle, mais encore une population du double ou du triple. Je le déclare en me fondant sur d'autres expériences colonisatrices de trois générations et sur les recherches scientifiques que nous avons poursuivies pendant les trente-cinq dernières années. La Palestine, pas plus que de nombreux autres pays, ne peut et ne doit évidemment produire de tout. Mais la Palestine fournit certains produits en abondance, produits que d'autres pays accepteraient volontiers d'elle en échange de marchandises dont elle manque.

Le Livre Blanc divise la Palestine en trois zones, en raison inverse des explications officielles sur les motifs des restrictions du transfert des terres. La zone libre, comprenant environ 5 pour 100 de la superficie totale de la Palestine, englobe les zones les plus surpeuplées. La zone où les achats de terres sont restreints représentant 32 pour 100 de la superficie totale et la zone interdite représentant 63 pour 100 de la superficie totale comprennent des terres en grande partie non cultivées et décrites par le Gouvernement comme terres "impropres à la culture". Il est peut-être intéressant d'ajouter que le niveau de vie agricole dans la zone libre surpeuplée, est le plus haut parmi toutes les populations agricoles de la Palestine. Le Gouvernement de la Palestine a limité ou interdit le transfert et la mise en valeur des terrains précisément dans les parties de moindre développement du pays. Il faut que les arriérés restent arriérés.

Je vous demanderai l'autorisation d'illustrer mon exposé par quelques cartes. Voici la carte de la Palestine avec les trois zones. La partie verte est la zone libre, la rouge est la zone "restreinte" et la partie jaune enfin est la zone interdite.

Nous autres Juifs, nous possédons, dans la zone libre, 50 pour 100 environ, ou pour être plus exact, 49.2 pour 100, et dans la zone "restreinte", environ 6 pour 100. Nous ne possédons que 3 pour 100 dans la zone interdite. Je n'entrerai pas dans une explication de la carte. Celle-ci et la suivante font partie d'une série de cartes que je vous ai soumises avec le livre dont j'ai parlé: "La thèse juive". Voici la carte de la densité de la population dans les différentes parties de la Palestine. En l'examinant de plus près, on verra, comme je l'ai dit, que la zone libre est en réalité la plus surpeuplée. Si vous regardez soit la zone D soit la zone A, vous découvrirez de vastes régions dans lesquelles la population atteint de 11 ou 26 habitants à 50 habitants par kilomètre carré. Comme je l'ai dit: c'est la partie la moins peuplée.

Cette carte montre la répartition des terres cultivables conformément aux statistiques du Gouvernement. Les parties brunes représentent les terres non cultivées. Les parties vertes sont cultivées de 60 à 100 pour 100. Les parties en brun-clair représentent les terres cultivées de 20 à 60 pour 100.

D'autre part, considérant la zone libre, à l'exception de quelques taches qui sont des dunes de sable, (toujours conformément aux statistiques du Gouvernement) vous remarquerez une série de ces mêmes taches qui représentent des terres non cultivées. Le désert du Negev lui-même, qui n'a aucune population, est également indiqué par cette couleur.

La superficie totale de la Palestine occidentale est d'environ 24.600.000 dounums à raison de 1.000 mètres carrés par dounum. Un tiers environ de cette superficie est un désert inhabité et en grande partie inexploré. Sur les 17 millions de dounums restants, 9 millions environ sont cultivés et 8 millions environ ne sont pas cultivés et sont considérés par le Gouvernement comme impropres à la culture. Nous avons montré par l'expérience et par analogie que cette superficie de terres cultivables peut être augmentée de millions de dounums, ce qui permettrait à des milliers de familles agricoles d'y vivre.

M. le Président et Messieurs, vous avez visité le Negev. A en croire les chiffres du Gouvernement, il y a dans cette contrée environ 1.600.000 dounums de terres arabes dont la moitié seulement sont cultivées. Vous avez vu les méthodes de culture primitive qui y sont employées. Vous avez vu le début de nos efforts pour convertir ce demi-désert en une zone de cultures intensives. Nous ne pouvons certainement pas prétendre avoir toujours réussi, mais nous continuons en profitant de l'expérience et des tâtonnements. Après avoir observé trois colonies expérimentales pendant trois ans, nous avons établi treize nouvelles colonies pendant les dix derniers mois. Je devrais plutôt dire l'embryon de nouvelles colonies. Nous avons tenté d'étudier les conditions climatiques, la forme de culture la mieux adaptée, nous avons tenté d'amener de l'eau dans ces terres. Vous avez vu le barrage et le réservoir de Revivim. L'expérience fut onéreuse comme toute nouvelle expérience, mais du point de vue du travail de mise en valeur qui sera accompli là dans l'avenir, de tels frais sont entièrement justifiés. Dans les environs de Beersheba, sur un plateau situé à 300 m. au-dessus du niveau de la mer, nous mettons à l'épreuve un autre système d'approvisionnement en eau par accumulation souterraine. En construisant un certain nombre de barrages plus bas, nous essayons d'arrêter le rapide écoulement des eaux, pour remplir le bassin d'accumulation souterrain. Les expériences ont démontré que, de cette façon, on pouvait obtenir une réserve de millions de mètres cubes d'eau. Nous essayons une troisième méthode

pour amener l'eau de loin et vous avez vu le travail accompli à Nir Am, ainsi que notre pipeline qui parcourra bientôt une distance de 164 km. Le prix de l'eau amenée par pipe-line sera d'abord de 16 mils par mètre cube, mais là encore nous en sommes au stade expérimental. Le coût de l'eau dépassant le niveau moyen est entièrement justifié dans cette région aride. L'eau sera une bénédiction non seulement pour les colonies juives, mais aussi pour toute la contrée. Déjà nous fournissons de l'eau à nos voisins arabes.

Au cours de vos visites, vous avez eu, sans aucun doute, l'occasion de voir nos travaux de mise en valeur dans d'autres parties du pays. Vous aurez vu que nous sommes parvenus à convertir de grandes zones de terrains prétendument mauvais en terrains qui forment désormais les parties les plus productives du pays. Qu'il me soit permis de dire que, sur le million de dounums de terres acquises par les Juifs pendant les vingt-cinq dernières années, plus de la moitié étaient considérées comme pays impropre à la culture et insalubre. La superficie totale que nous avons gagnée est de plus de 300.000 dounums et nous continuons à croire que des possibilités plus vastes s'offrent encore à nous dans ce pays. Plus de la moitié de la Palestine septentrionale (environ 8 millions de dounums) consiste en collines; sur ce total, 2 millions de dounums environ, d'après les statistiques du Gouvernement, sont cultivés. Ce taux de culture extrêmement bas est le résultat de siècles d'abandon. Le déboisement, l'exploitation excessive des pâturages et la culture impropre ont réduit de vastes régions à l'état de déserts rocailleux. Le sol en lui-même est hautement fertile. Beaucoup de ces régions peuvent être rappelées à la vie et j'affirme cela en me fondant sur les résultats tant de nos colonies dans les collines que de nombreuses fermes arabes. Toute cette région fait maintenant partie de la zone interdite. Nous croyons fermement que le Livre Blanc de 1939 avec ses prohibitions et ses restrictions sur les terrains ne portait pas seulement un coup aux Juifs, mais continue à être un obstacle majeur au développement que devrait connaître le pays dans son ensemble. Voilà pour la légende de la pauvreté du sol.

Il est une question plus importante encore que celle de la superficie des zones cultivées; celle d'une culture plus économique, plus intensive et meilleure. Je me suis étendu sur les méthodes de culture dans ma déclaration devant la Commission anglo-américaine. J'ai exposé la réduction de la superficie terrienne dans nos colonies, passant de 300 dounums par famille, il y a trois générations, à 25 dounums de terres irriguées dans nos fermes à culture intensive d'aujourd'hui. L'expérience a démontré qu'en moyenne, dans le nord de la Palestine, un dounum de terre irriguée vaut, du point de vue agricole, 5 dounums de terre non irriguée et davan-

tage encore dans le Negev. Je ne parlerai ici que de la superficie nécessaire que nous prenons comme base dans nos colonies. Dans les plaines, dix à douze dounums de terre irriguée pour la culture des agrumes ou pour les fermes horticoles à proximité des villes; 25 dounums de terre irriguée pour la culture mixte; 100 dounums de terre non irriguée pour la culture mixte. Dans les régions de collines, une unité familiale devrait comprendre 50 dounums, dont 30 dounums de qualité supérieure, aménagés et améliorés pour la culture des fruits, du fourrage vert et des légumes, et 20 dounums de qualité inférieure pour la plantation des caroubes et le pacage contrôlé.

Egalement lors de mon témoignage devant la Commission anglo-américaine, j'ai attaqué les chiffres du Gouvernement sur ces données hypothétiques concernant le problème de "l'unité nécessaire à la vie". Nos chiffres n'ont jamais été contestés. Mais je n'ai pas l'intention d'aborder toutes ces questions aujourd'hui.

L'expérience de l'amélioration agricole en Palestine est une base qui nous permet de croire que c'est dans le caractère de l'utilisation foncière que réside le facteur le plus important à la fois pour les Juifs et pour les Arabes. Nos voisins arabes ont grandement amélioré et intensifié leur utilisation foncière au cours des quinze dernières années du rapide accroissement juif. Cette amélioration a souvent résulté des ressources surgissant de l'achat des terres par les Juifs. On trouve d'autres stimulants dans les marchés urbains juifs, l'exemple des méthodes agricoles juives et l'aide apportée par les impôts payés par les Juifs. Il est très remarquable que, en Transjordanie, sous le même régime mandataire, mais alors que l'immigration juive était interdite par le partage de 1922, les fermiers arabes n'aient fait apparaître aucun progrès semblable, bien qu'ils disposassent de vastes ressources foncières. Conformément aux chiffres des données officielles, le revenu moyen du fermier arabe a augmenté d'environ 30 pour 100 entre 1931 et 1939 (sans tenir compte des recettes dans les agrumes). Toujours en se fondant uniquement sur les données du Gouvernement, en 1945, et sans tenir compte des avantages des prix de guerre, le revenu d'une famille fermière arabe moyenne était d'environ 50 pour 100 plus élevé qu'en 1931. Cet accroissement témoigne d'un grand progrès dans l'utilisation foncière et dans l'exploitation des fermes. Le fellah arabe a introduit de nouvelles exploitations dans sa ferme et a considérablement accru sa production en légumes, olives, fruits, œufs et fourrages. L'économie agricole arabe a également profité dans une très large mesure de l'augmentation favorable des prix de guerre. La production agricole arabe s'est accrue pendant la guerre de 15 pour 100 environ. Mais, cette partie de la production qui est destinée au marché a atteint

environ 30 pour 100 de la production arabe totale. Les prix des produits fermiers arabes caractéristiques sont montés beaucoup plus haut que leur prix de production et plus haut que le prix des biens de consommation que le fermier arabe achète. En raison de cette marge de prix favorables (et avec sa productivité accrue), le fellah arabe s'est trouvé en mesure d'élever considérablement son niveau de vie et de payer en même temps la majeure partie de ses dettes.

Dans les huit dernières années, un développement plus grand encore se manifestait dans l'agriculture juive. L'accroissement de la production agricole juive (sans tenir compte des agrumes) pendant la guerre, et à prix égaux, est d'environ 110 pour 100. Cet accroissement s'est prolongé dans les deux années qui ont suivi la guerre; actuellement, la production est d'environ 140 pour 100 plus forte qu'en 1939. Cet accroissement de la production agricole juive, résulte d'une nouvelle intensification, d'un accroissement important des zones irriguées et de l'établissement de nouvelles colonies. Depuis le début de la guerre, nous avons établi 94 nouvelles colonies, compte tenu des 36 embryons de nouvelles colonies constituées pendant les quinze derniers mois. Je devrais, en fait, dire 30.

Je voudrais encore donner une idée de l'expansion des colonies juives à l'aide des deux cartes que voici:

Vous voyez là les colonies juives après la première guerre. Nous en possédions alors 45. Vous voyez où elles se concentraient. Et voilà maintenant le progrès accompli par nous jusqu'en juillet 1947. Nous possédons actuellement 328 colonies en Palestine, dont 300 sont des colonies agricoles. Aujourd'hui, deux ans après la guerre, les fermiers arabes et juifs se trouvent devant un problème ardu de réajustement et d'adaptation aux marchés mondiaux. L'économie agricole juive se fonde principalement sur la production de denrées alimentaires de protection. Les prix de ces produits ont augmenté depuis le début de la guerre d'environ 360 pour 100. Pendant l'année qui vient de s'écouler, les prix des produits fermiers juifs ont quelque peu diminué, mais j'ai le regret de dire qu'il s'est produit, en même temps, une certaine augmentation dans le coût de production. L'agriculture juive qui produit de 75 pour cent à 80 pour cent pour le marché, dépend, pour une très large part, du fourrage d'importation. Le coût du fourrage importé a considérablement augmenté au cours de la dernière année. Nos colonies agricoles ont payé, pendant l'année dernière, environ 600.000 livres de plus que l'année précédente, pour le fourrage. En raison de la politique du Gouvernement, nous sommes contraints d'acheter principalement notre fourrage dans les pays du Moyen-Orient, où les prix sont extrêmement élevés. Nous payons environ six fois les prix d'avant guerre pour les céréales. Les fermes juives se

trouvent devant la situation difficile que créent les prix élevés du travail, provenant à la fois du coût élevé de la vie et de la rareté de la main-d'œuvre.

Une augmentation de l'immigration fournira de la main-d'œuvre. Et alors, avec une certaine augmentation de l'importation d'un fourrage meilleur marché, nous serons en mesure, malgré une difficile période de transition, de nous adapter aux prix qui règnent sur le marché mondial, comme nous le faisions avant guerre.

Mais la question de la réadaptation de l'agriculture ne sera pas moins difficile pour les Arabes. Les prix des produits arabes ont augmenté depuis la guerre davantage encore que ceux des produits juifs et ont atteint de fait 460 pour 100. La ferme arabe repose davantage encore que la ferme juive sur la production de céréales et lorsque le marché actuel aura cessé, les cultivateurs de céréales arabes eux-mêmes devront s'adapter aux prix du marché mondial. Avant la guerre, les producteurs de céréales arabes n'étaient généralement pas en mesure de couvrir leurs frais par le revenu de leur ferme, et ils étaient contraints, soit de contracter des dettes, soit de rechercher de nouvelles sources de revenus en louant leur propre travail. A notre avis, la seule façon dont ces fermiers arabes peuvent éviter de retomber après la guerre dans leurs dettes et leur paupérisme, consisterait à améliorer les méthodes agricoles et accroître l'irrigation en étendant en même temps les marchés urbains.

Le Gouvernement de la Palestine met l'accent sur les grands obstacles qui se dressent dans la voie d'un progrès rapide. Ces obstacles existent certainement; toutefois, ils ne résident pas dans la pauvreté des ressources naturelles, mais découlent bien, et en tout premier lieu, du système actuel de possession des terres, ensuite du manque de formation et d'éducation et enfin dans le manque de capital. Tous ces obstacles rendent nécessaire un plan de développement hardi. Les méthodes de répartition foncière et le morcellement très poussé des domaines exigent une profonde réforme agraire.

On peut remédier au manque de capitaux par une nouvelle immigration juive et de nouvelles possibilités de crédits agricoles. On peut créer des débouchés en augmentant le niveau de vie et en provoquant une nouvelle immigration juive.

Les ressources hydrauliques pour l'irrigation peuvent être obtenues en échange de terres. Il faut donner l'exemple. Le Gouvernement doit intervenir par ses projets et ses instructions. Il est presque impossible, sans initiative et sans autorité gouvernementale, de mener à bonne fin de vastes plans de mise en valeur. Mais j'ai le regret de dire que sous le régime actuel notre expérience s'est avérée décevante. Le Gouverne-

ment de la Palestine a manqué d'imagination, de décision et d'intérêt pour le développement économique. L'intervention du Gouvernement mandataire dans les affaires économiques a visé à "maintenir l'équilibre"; elle n'a pas amené de progrès, mais bien les restrictions et ce sont les Juifs comme les Arabes qui en ont pâti.

Je voudrais ajouter à mon exposé une remarque sur la question extrêmement importante de la terre. Nous avons hérité du régime ottoman un système qui, en Turquie elle-même, est aboli, mais qui est toujours en vigueur en Palestine dans ses grandes lignes. Le fonctionnaire chargé de l'établissement des colonies n'a pas l'autorité de réajuster la répartition foncière de façon à améliorer les conditions agraires. Il n'est autorisé qu'à traiter les droits de propriété. A cette occasion, j'attire votre attention sur la page 607 de *La thèse juive*.

J'ai brièvement mentionné les lois foncières de 1940. Cette semaine seulement, nous avons connaissance de la publication d'un projet de loi nommé "Projet de loi sur l'irrigation de 1947" (*Irrigation Water Bill 1947*). Nous avons été stupéfaits de la décision du Gouvernement d'introduire une législation aussi radicale qui soumet toutes les eaux souterraines à un strict contrôle bureaucratique gouvernemental sans aucun recours aux tribunaux, au moment précis où la question de la Palestine est pendante. La tendance générale de cette loi est restrictive et non pas créatrice, mais c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des autres lois promulguées depuis 1939. La Palestine a besoin d'une autorité gouvernementale décidée à mettre à exécution de grands plans de mise en valeur allant de pair avec une importante immigration. Une telle initiative de mise en valeur est la première des conditions économiques demandées par la population juive et arabe résidant actuellement dans le pays et par les centaines de milliers de Juifs qui désirent venir ici.

J'en viens maintenant à la deuxième absurde légende: celle de la rareté de l'eau en Palestine.

Il y a quarante ans de cela, en 1908, l'Organisation sioniste a commencé son travail de colonisation dans ce pays. Il n'y avait pas, à l'époque, un seul puits moderne en Palestine. Une quinzaine d'années après, le total des zones irriguées en Palestine atteignait de 30.000 à 40.000 dounums. Actuellement, la zone irriguée atteint 450.000 dounums, ce qui revient à dire qu'au cours des vingt-cinq dernières années, cette superficie a plus que décuplé. Mais nous sommes persuadés qu'il est possible d'augmenter encore la zone irriguée en Palestine, pour la porter à une superficie totale de huit fois supérieure au moins à ce qu'elle est aujourd'hui. C'est dans cette voie qu'on trouvera l'avenir de l'agriculture palestinienne. Nous n'en sommes qu'au début. La découverte de l'eau constitue

à notre avis la plus grande découverte faite en Palestine. Je voudrais ajouter que dans les quinze derniers mois, nous avons obtenu un bon nombre de succès frappants dans la découverte de sources dans différentes parties du pays.

J'ai discuté en détail la question de l'irrigation dans ma déclaration devant la Commission anglo-américaine, et, à cette occasion, j'ai expliqué le travail de nos compagnies des eaux ainsi que les projets préparés par des experts, tant américains que locaux, et en particulier le projet d'irrigation générale de Hays et Savage.

M. Hays est un ingénieur des eaux marquant de l'Amérique qui possède une vaste expérience, tandis que M. Savage est peut-être le plus grand spécialiste de l'irrigation de notre époque. Le projet Hays et Savage est, paraît-il, attaqué sur certains points par les experts hydrauliciens du Gouvernement de Palestine. Nous avons proposé, il y a quinze mois, de tenir une conférence de la table ronde qui mettrait en présence les experts américains et ceux du Gouvernement palestinien, de façon à aplanir les divergences d'opinion. Certains membres de la Commission anglo-américaine ont entendu les explications de MM. Hays et Savage (Voir *La thèse juive*, page 612), mais j'ai le regret de constater que les représentants du Gouvernement ne se sont pas présentés à cette séance et jusqu'à maintenant la plupart des critiques du Gouvernement sont restées secrètes. Cette méthode nous paraît extrêmement étrange de la part d'un mandataire qui traite une question technique et scientifique d'une importance majeure pour le développement du pays.

Monsieur le Président, je suis en mesure de déclarer que nos experts, américains et locaux, sont prêts à paraître devant vous quand vous le désirerez; ils sont prêts à paraître devant vous en Europe si cela vous convient mieux et ils sont prêts à vous donner, à vous ou à tout ingénieur compétent que vous pourriez désigner, toutes les explications que vous pourriez désirer obtenir sur leurs projets. Conformément au rapport de M. Hays, une nouvelle zone d'environ 2.500.000 dounums (outre ce qui est déjà irrigué) pourrait être irriguée en utilisant les ressources hydrauliques du pays. Il envisage de plus une nouvelle extension grâce à la collaboration avec les pays voisins.

Notre Institut de recherches agricoles de Rehovoth a complété le plan Hays-Savage par des calculs plus détaillés des besoins réels en eau selon les récoltes des régions. Il a préparé des plans de cultures suivant les conditions du sol et du climat qui règnent dans les différentes parties du pays et il est arrivé à la conclusion qu'avec la même quantité d'eau prévue dans l'estimation de M. Hays, il serait possible d'irriguer encore une région d'environ 800.000 dounums, de façon

à porter la superficie totale des nouveaux terrains susceptibles d'irrigation à 3.300.000 dounums. Ce plan permettrait d'établir environ 120.000 fermes à culture intensive. Cela reviendrait à doubler la population agricole de la Palestine. Nous estimons que la Palestine compte actuellement environ 85.000 fermes arabes et de 15.000 à 16.000 fermes juives.

On a fait valoir des arguments contre ce plan, en mettant en question la quantité d'eau disponible et la possibilité de réalisation du plan en raison de la répartition agraire actuelle ainsi qu'en faisant ressortir les prix élevés de l'eau. Je n'ai pas l'intention de traiter toutes ces questions. En ce qui concerne pourtant le prix élevé de l'eau, je voudrais insister encore sur le fait que ce n'est pas le prix absolu de l'eau qui est décisif, mais bien le rapport qui existe entre le coût de l'eau et la valeur de la récolte produite. Notre Institut de recherches agricoles a procédé à une étude détaillée du taux du prix de l'eau par rapport à la valeur des différentes récoltes dans les différentes parties du pays, et il est arrivé à cette conclusion encourageante que le prix de 2 mils $\frac{1}{4}$ par mètre cube est un prix rentable pour la plupart des produits d'une ferme à culture intensive, même si l'on s'en tient au niveau très bas d'avant-guerre des prix agricoles. M. Hays estime que le prix de l'eau en Palestine sera inférieur à deux mils. Il souligne le fait que l'eau y coûtera moins cher qu'en Californie, et nous savons qu'elle coûtera moins cher que dans certains endroits de la Palestine, avant la guerre.

Monsieur le Président et Messieurs, afin de restreindre le champ de la discussion et d'expliquer les vastes possibilités d'extension, nous avons chargé notre Institut de recherches agricoles de préparer, dans le cadre du projet général de M. Hays, un plan additionnel fondé sur le volume dont la présence est certaine et dont les frais d'adduction ne soulèvent pas de sérieuses objections. Cette instruction précisait que ce projet ne devait pas s'appliquer à l'ensemble de la Palestine agricole, mais seulement à des zones restreintes de terres cultivées ou cultivables et susceptibles d'être irriguées à peu de frais. Après un examen détaillé des sols, des influences climatologiques, de l'eau disponible, des méthodes agricoles, des exigences du marché, on a choisi onze districts agricoles d'une superficie de 2.500.000 dounums, qui bénéficieront de l'irrigation et seront soumis à une culture intensive. La plus grande partie de cette superficie, soit 1.500.000 dounums, se trouve dans la plaine côtière. L'irrigation de cette zone demande un milliard de mètres cubes. Le reste du plan intéresse des plaines intérieures: Huleh, vallées de Jezreel et d'Esdraelon et autres. Ces plaines intérieures couvrent une superficie d'un million de dounums environ. Leur irrigation demandera 600 millions de mètres cubes d'eau.

Voici de nouveau la carte de la Palestine et c'est en général le projet Hays-Savage qui comprend, comme je l'ai dit, 3.300.000 dounums de nouvelles terres en plus des 3.900.000 dounums de terres irriguées. C'est là, comme je l'ai dit, un projet provisoire préparé par nous et qui comprend les 2.500.000 dounums.

Laissons un instant cette question de côté et venons-en à la vallée du Jourdain; vous voyez ce que Hays compte faire d'environ un milliard de dounums de terres irriguées dans le sud de la Palestine, en plus des 2.500.000 dounums dont je viens de parler.

Le PRÉSIDENT: Pouvons-nous avoir cette carte?

M. KAPLAN (Agence juive): Oui. Elle vous sera communiquée.

Les auteurs de ce projet restreint s'en sont tenus à 60 pour 100 de la superficie irrigable des terres des plaines et à une quantité d'eau qui est disponible même d'après les estimations les plus prudentes des ressources en eau de la Palestine. (La plupart des spécialistes les plus prudents s'accordent à déclarer qu'il y a au moins deux milliards de mètres cubes d'eau disponibles pour l'agriculture et pour d'autres usages.) Le *water duty* (évaluation des besoins en eau) qui a été calculé avec grand soin, constitue un trait important de ce plan de mise en valeur; elle n'est pas dérivée d'une moyenne purement statistique, mais représente les quantités d'eau que réclament les différentes plantes dans leur condition réelle de croissance, compte tenu du sol, du climat, de la saison et des méthodes de culture.

D'après le plan le plus récent, la zone de mise en valeur comprend à présent environ 45.000 fermes, juives et arabes, dans la proportion de 1 à 2. Le plan envisage la création, dans la même zone, de 50.000 nouvelles fermes, ce qui donnerait un total d'environ 100.000 familles d'agriculteurs. Il y aurait de plus, dans cette zone, 25.000 à 30.000 familles se livrant à d'autres métiers ruraux. Une comparaison de la valeur, en prix d'avant-guerre, de la production agricole de cette zone, avant et après sa mise en valeur, montrera clairement le changement qui se produira. Alors que la valeur actuelle de la production agricole de cette zone est d'environ 5 millions de livres, les prévisions pour la production future sont d'environ 18 millions de livres. On évaluait de source autorisée à environ 30 ou 40 livres, dans les années d'avant-guerre, le revenu net d'une ferme arabe ne payant ni location, ni intérêt, alors que le plan de mise en valeur prévoit un revenu net de 60 livres aux prix d'avant-guerre dans le premier stade du plan, et qui atteindra ultérieurement 100 livres. Dans le cas d'une ferme juive, en pleine exploitation, ce revenu net est actuellement d'environ 100 à 120 livres aux prix d'avant-guerre, si le fermier pratique l'irrigation et la culture mixte. Dans la

partie juive, le plan de mise en valeur a avant tout pour but d'accroître le nombre des fermes, le principe de l'intensification et de la spécialisation étant maintenant bien établi. Il faut évidemment s'attendre, à la longue, avec le perfectionnement des techniques agricoles, à un accroissement du revenu moyen de la ferme juive.

Comme je l'ai déjà signalé, nous avons demandé que le plan de mise en valeur soit préparé dans le cadre général du rapport Hays-Savage, auquel pourront venir s'intégrer, à différents stades, toute une série de projets d'irrigation régionaux ou locaux. Ces projets d'irrigation pourraient, dans une large mesure, fonctionner séparément. Le raccordement des projets régionaux d'irrigation assure à chacun d'eux un meilleur fonctionnement et une sécurité accrue, chacun pouvant, le cas échéant, compter sur les réserves en eau de l'autre. Ce fait prend toute son importance lorsque l'on considère que les ressources en eau, non plus que les pluies, ne sont pas uniformément réparties dans le pays. Le projet Hays-Savage permet une grande souplesse dans l'exécution des travaux à ces stades. Des plans de travaux, des bilans de différents types de fermes et des évaluations de rendement et de prix de revient ont déjà été mis au point et, à condition qu'un nouvel accroissement des zones urbaines assure un marché aux produits, le projet est dans l'ensemble économiquement viable.

Nous croyons qu'il est dangereux, en établissant des plans de mise en valeur agricole, de négliger le facteur marché. Dans aucun de nos projets, nous ne perdons de vue la question du coût, et c'est pourquoi nous devons souligner que la présence d'un grand nombre de nouveaux consommateurs est la condition préalable d'une pleine utilisation des ressources agricoles de la Palestine. Le développement agricole moderne dépend de l'accroissement des cités. C'est pourquoi j'ai déclaré devant la Commission d'enquête anglo-américaine que le problème de la quantité d'eau disponible n'intéresse nullement la proposition faite par l'Agence juive, en vue de l'immigration d'un premier million de Juifs. Même le projet limité mis au point par notre station expérimentale d'agriculture, prévoit une superficie de terres irriguées plus grande qu'il n'en faudrait pour subvenir aux besoins agricoles d'un million de nouveaux immigrants juifs. Comme il ressort des mémorandums que nous avons présentés à la Commission anglo-américaine, l'addition à la population d'un million d'immigrants nécessiterait environ 650.000 à 700.000 dounums de terres et environ 450 millions de mètres cubes d'eau. Il n'y a aucun doute que cette terre et que cette eau sont disponibles. Il n'y a aucun doute qu'il y a en Palestine plus de terre et plus d'eau qu'il n'en faudrait pour un million d'immigrants juifs. Ce n'est que si nous envisageons plusieurs millions d'immigrants que des désaccords pourront naître.

Ceci m'amène au plan de dix ans pour l'absorption d'un million de Juifs en Palestine. Mon collègue, M. Bernstein, a expliqué devant vous l'essor de l'industrie. L'industrie et l'agriculture sont les pierres de base sur lesquelles nous avons échafaudé notre plan de développement économique du pays et d'absorption d'un million de Juifs. M. Hoofien a exposé les détails de ce plan devant la Commission anglo-américaine. Je voudrais également vous signaler le livre de MM. Nathan, Gass et Creamer, intitulé *Palestine Problem and Promise* et le livre de M. Gruenbaum intitulé *The outline of a plan for Jewish Palestine*. Dans le premier, trois économistes américains indépendants passent en revue, dans tous leurs détails, nos problèmes et nos possibilités de développement. Le second livre est une étude menée parallèlement par un économiste palestinien qui a travaillé au plan de l'Agence juive. Nous avons fondé nos projets pour l'absorption d'un million de Juifs (sur une période de dix ans) sur l'expérience du passé, sur nos plans et nos travaux de recherches. Nous savons que la pratique nous amènera plus de variété que n'en peuvent prévoir les projets même les mieux étudiés. C'est pourquoi nos plans sont très souples.

Lorsqu'il accuse le système économique juif de racisme exclusif, le Gouvernement de la Palestine témoigne d'un manque total de compréhension de la nature même de notre œuvre en Palestine. De même, il insinue sans aucune preuve, qu'il est inconcevable "que l'on construise délibérément, par un accord international, une société civilisée, composée d'un groupe privilégié et, pour le reste, de bûcherons et de puits d'eau". Tout au contraire, nous avons essayé avec succès d'éviter une société divisée, d'après la nationalité, en privilégiés et en exploités. Les Juifs coupent leur propre bois et puisent leur propre eau.

Il est impossible de comprendre le problème de la Palestine (et le sionisme) si l'on ne comprend pas notre conception qui est d'essayer en Palestine, non seulement de trouver un havre pour les réfugiés, mais encore de reconstituer une nation juive. Nous devons nous-mêmes procéder à la reconstruction de notre nation; nous ne pouvons fonder notre foyer national sur l'exploitation d'un autre peuple. La politique du Gouvernement qui conçoit une Palestine unitaire et non la collaboration de deux peuples égaux, de deux nations, la juive et l'arabe, part de prémisses entièrement fausses et ne peut que conduire à l'échec. Nous désirons la collaboration, et nous travaillerons à l'obtenir, mais seulement sur la base d'une nation juive en Palestine. La politique du Gouvernement n'a pas favorisé cette tendance. Tout au plus peut-on dire que le Gouvernement s'est, en principe, tenu à l'écart de nos efforts, mais, *en fait*, il les a souvent contrecarrés.

M. Horowitz vous a montré dans sa déposition la structure de la population juive en Palestine d'après ses occupations professionnelles. Environ 47 pour 100 des Juifs travaillent dans des industries primaires et secondaires, et 53 pour 100 environ ont des occupations tertiaires. Les Juifs ne se sont pas infiltrés dans l'économie arabe existante. Nous avons déjà construit une nouvelle entité plus ou moins inspirée de la vie économique des pays occidentaux. Du point de vue économique, nous sommes déjà une nation en formation. Le plan de dix ans prévoit un nouvel et rapide développement des tendances actuelles.

Nous croyons que les fondations économiques et sociales que nous avons posées sont saines et qu'il existe de grandes possibilités d'expansion si les conditions nécessaires sont réunies. Les événements d'après guerre en Palestine confirment notre opinion. Deux ans ont passé depuis la fin des hostilités. Nous avons eu à affronter un grand nombre de problèmes difficiles. Comme d'autres pays engagés dans l'effort de guerre, la Palestine a dû entreprendre l'œuvre considérable de conversion de son économie de guerre à une économie de paix. Mais notre tâche ne se limitait pas au maintien de notre équilibre économique et à la protection du niveau de vie de notre peuple. Notre économie est dynamique et en voie d'expansion, elle a pour but bien défini l'absorption de nouveaux immigrants. En application des contingents du Gouvernement, le pays a absorbé, en 1945 et 1946, 36.000 immigrants juifs, et cette tâche a été, dans l'ensemble, menée à bien, parallèlement à la réabsorption de près de 26.000 Juifs et Juives démobilisés. L'ajustement de l'économie de la Palestine à ces exigences s'est effectué dans des conditions politiques difficiles qui ne sont pas sans répercussion sur la vie économique du pays: restriction à l'immigration, terreur, représailles, loi martiale, boycott arabe, couvre-feu. Il a fallu franchir tous ces obstacles considérables.

De plus, alors que dans d'autres pays la reconstruction d'après guerre constituait le but principal du Gouvernement au cours de la période de transition, et absorbait tous ses efforts, le Gouvernement de la Palestine s'est, dans l'ensemble, désintéressé de ce problème et a concentré son action avant tout sur la prévention de l'immigration et sur le maintien du *statu quo* politique. Ni la politique de commerce extérieur, ni la politique des changes du Gouvernement de la Palestine ne se sont inspirées du désir de développer la vie économique du pays, conformément au Mandat confié au Royaume-Uni; des considérations tout autres ont été déterminantes. Nous avons eu, en conséquence, à travailler à des prix inutilement élevés. Nous avons dû mener à bien notre œuvre de développement économique dans une économie non organisée, en présence d'une inflation qui aurait pu être évitée et qui a

amené un cercle vicieux de salaires et de prix sans cesse plus élevés. Malgré ces difficultés, inévitables ou non, je crois que nous avons réussi dans une très grande mesure et nous avons essayé de montrer nos succès dans le mémorandum sur le réajustement de la Palestine qui vous a été soumis. Notre économie continue à se développer bien qu'il y ait eu d'importants changements de structure du fait du réajustement des industries de guerre; la culture des agrumes et l'industrie du bâtiment — toutes deux durement frappées par la guerre — connaissent un essor rapide; la culture mixte se développe dans tous ses domaines. Nous avons donc, même au cours de ces années difficiles, consolidé et développé notre économie, ce qui a eu pour résultat de renforcer notre croyance dans la possibilité de réaliser notre vaste plan de développement.

Le plan de dix ans nécessite de larges moyens financiers et des mesures gouvernementales. Ce problème du financement est discuté en détail dans les exposés que nous avons faits devant la Commission anglo-américaine ainsi que dans les livres que j'ai mentionnés ci-dessus. La question a également été étudiée en détail dans les négociations que nous avons menées avec les experts anglo-américains à propos de la recommandation d'admettre aussitôt que possible 100.000 réfugiés juifs en Palestine. Les experts ont conclu que l'immigration de ces 100.000 Juifs et leur établissement dans le pays coûteraient 70 millions de livres, soit 700 livres par tête. Nous croyons que même avec les prix élevés actuels, cette somme est peut-être un peu trop élevée; de toute façon, la moitié environ suffirait pour la première année.

Avant la guerre, l'établissement d'un immigrant revenait environ à 200 ou 300 livres, mais l'index du coût de la vie est monté à environ 275, ce qui peut expliquer le chiffre de 700 livres établi par les experts. Il s'agit toutefois ici d'un plan de dix ans, et nul ne peut prévoir avec exactitude quelles seront la structure et les tendances des prix au cours des dix prochaines années. On peut toutefois s'attendre, surtout si l'on tient compte de ce qui s'est passé en Palestine après la première guerre, à voir les prix s'établir au niveau des prix internationaux. On peut s'attendre à une moyenne des prix de 50 pour 100 plus élevée que celle d'avant guerre. Ceci signifie, comme l'a dit M. Hoofien, que nous pourrions avoir à rassembler, à investir et à dépenser au cours de ces dix années, de 400 à 450 millions de livres. Nous avons essayé de vous indiquer les différentes sources où nous pourrions mobiliser ces fonds: économies des Juifs de Palestine, capitaux des immigrants, capitaux investis par les Juifs à l'étranger, fonds sionistes, crédits en sterling à l'étranger, investissements non-juifs de l'étranger, réparations allemandes, emprunts bancaires internationaux, etc.

La question de la participation internationale a été discutée l'année dernière lorsqu'on a proposé d'admettre 100.000 Juifs. Le Gouvernement des Etats-Unis avait alors promis sa participation. Au cours de ma dernière visite aux Etats-Unis, il y a quelques semaines, j'ai à nouveau discuté la possibilité d'un emprunt international dans l'éventualité d'une décision politique favorable. Cette même visite a confirmé mes prévisions quant à la participation de capitaux privés juifs à la construction de la Palestine; les Juifs du monde entier portent un intérêt considérable à la Palestine. Malheureusement, nos démarches ont eu moins de succès en ce qui concerne les réparations. Pour le moment, les organisations juives ne sont assurées que de quelques dizaines de millions de dollars pour la réinstallation et le rétablissement des personnes déplacées, alors que nous estimons à plusieurs milliards de dollars les pertes subies par les Juifs.

L'année passée a été pleine de promesses en ce qui concerne les fonds sionistes. J'ai fourni à la Commission anglo-américaine sur sa demande, quelques statistiques sur l'activité financière de l'Agence juive et des autres principales institutions juives. Le total des dépenses des principaux organismes juifs entre 1917 et octobre 1945 s'élève à £45 millions. D'octobre 1945 à octobre 1946, ces mêmes organismes ont dépensé en Palestine £12 millions, soit au total £57 millions. Sur ce total, £21 millions environ ont été consacrés à l'achat de terres et à la colonisation agricole; plus de £10 millions à l'instruction publique et aux activités culturelles; environ £5,½ millions à l'immigration; environ £5 millions pour l'organisation nationale et les institutions religieuses et culturelles; environ £5 millions pour la colonisation urbaine, le commerce, l'industrie et les investissements urbains; environ £4,6 millions pour l'hygiène et les services sociaux; environ £3,¼ millions pour les travaux publics, la main-d'œuvre et le logement, et environ £2,6 millions pour l'administration et les dépenses diverses. Sur ces sommes, l'Agence juive et son instrument financier, le *Palestine Foundation Fund*, dont les revenus se sont élevés à environ £27,½ millions, ont dépensé environ £29 millions. L'Agence juive a dépensé environ £9 millions pour l'agriculture seulement.

En plus de ces capitaux introduits dans le pays par les principales institutions juives (quoique 10 pour 100 environ des sommes ci-dessus soient venus de la Palestine elle-même), les Juifs et les sociétés juives ont introduit dans le pays des capitaux s'élevant à environ £125 millions, dont les quatre cinquièmes environ pendant les deux guerres.

Je ne voudrais pas donner à la Commission l'impression que ces importantes sommes que les Juifs ont introduites en Palestine au cours du dernier quart de siècle (ou plus exactement au

cours des trente dernières années), n'ont servi que les intérêts juifs. Nous avons, au contraire, fourni d'importants capitaux à la communauté arabe de Palestine. Au cours de l'année budgétaire 1946-1947, les Juifs ont fourni environ £8 millions à la communauté arabe de Palestine par le seul jeu du mécanisme fiscal du Gouvernement. Bien qu'il y ait eu, au cours des dernières années, un net accroissement de la fortune arabe, la part de la communauté juive dans le total des impôts n'a cessé de croître. En 1946-1947 la contribution juive aux revenus du Gouvernement a été plus du triple de celle des Arabes. Même les Arabes les plus riches paient très peu d'impôts. C'est cette contribution financière qui fait que le niveau social des Arabes de Palestine (instruction publique, hygiène, etc.) est bien supérieur à celui de tout autre pays arabe. Nous escomptons que nos voisins arabes continueront à bénéficier financièrement et économiquement de l'application de notre plan de développement. C'est bien le moins qu'à l'avenir ils en bénéficient sans porter atteinte à nos intérêts.

Dans sa déclaration, le Gouvernement recommande "à chacun d'être prêt à contribuer, selon ses moyens et les besoins de l'autre". Nous acceptons ce principe général. Mais pour qu'on puisse l'appliquer d'une façon juste il est indispensable de procéder à une évaluation équitable de ces besoins et de ces moyens. Nous mettons en doute celle que semble contenir la déclaration du Gouvernement. Les Juifs doivent toujours tenir compte non seulement des besoins de la population actuellement en Palestine (qui compte elle aussi bien des défavorisés), mais également des besoins des Juifs à l'étranger. D'après les statistiques du Gouvernement, sur les 7.851 immigrants juifs de l'année 1946, dix personnes seulement, avec de... personnes à charge, ont apporté plus de £1.000 par tête. Avant la guerre, 28 pour 100 environ des immigrants juifs appartenaient à la catégorie dite "capitaliste". A l'heure actuelle 99 pour 100 des immigrants arrivent en Palestine sans argent. Ce sont les victimes de la guerre et de la persécution nazie. Nous devons assurer leur relèvement et leur intégration dans la vie économique du pays. Les importantes collectes de fonds auxquelles on procède dans les communautés juives de tous les pays sont destinées à établir les nouveaux immigrants, à développer l'économie du pays pour lui permettre d'absorber un plus grand nombre d'entre eux, et non à subvenir aux besoins de la population déjà fixée en Palestine. Ce sont là les besoins qui doivent en premier lieu retenir notre attention.

Je ne sousestime pas l'ampleur du problème financier qui se posera au cours des années à venir, mais le développement de la Palestine n'est pas uniquement un problème économique et financier. C'est pour tous les peuples du monde un grave problème humain; c'est pour

nous la question de savoir si le peuple juif pourra survivre, et qui donc saurait évaluer les sommes nécessaires à un peuple pour survivre ?

Monsieur le Président, Messieurs, l'Agence juive, dans ses dépositions sur les questions économiques, a essayé de vous montrer ce que les Juifs ont accompli en Palestine et ce que le pays offre de possibilités. C'est un petit pays, mais au moment où le monde entier devint trop petit pour les Juifs qui fuyaient la persécution nazie, la Palestine seule était assez grande pour leur fournir à tous un foyer. La Palestine est notre foyer, notre seul foyer. Les Juifs ont besoin de la Palestine et la Palestine a besoin des Juifs.

Monsieur le Président, Messieurs, j'espère que vous avez pu voir au cours de vos visites l'esprit qui anime notre peuple dans son œuvre. Nous avons eu à surmonter de grandes difficultés. Nous n'avons pu les surmonter que parce que nous avons cru à la renaissance nationale et à une économie démocratique. Laissez-moi terminer ma déposition par ces mots que j'ai prononcés devant la Commission anglo-américaine: "Rendez-nous la confiance dans l'humanité et dans la responsabilité internationale. Nous avons besoin de cette confiance pour nous permettre cet effort inégalé de redonner la vie à une terre fertile, mais trop négligée et aux débris d'un vieux peuple. Cette terre et ce peuple sont liés l'un à l'autre."

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous me dire si nous avons la carte à laquelle vous avez fait allusion, ou quelque autre carte ?

M. KAPLAN: Vous n'avez que deux des six cartes dont je me suis servi, mais si vous le désirez, je pourrai vous communiquer les autres.

Le PRÉSIDENT: Est-ce que la carte que nous avons sous les yeux, ou une autre carte, indique les plans d'irrigation locale ou régionale ainsi que le nombre de colons que ces plans permettraient d'établir sur la terre ?

M. KAPLAN: Non, mais je peux vous donner une autre carte indiquant les régions intéressées par ces plans de mise en valeur et les chiffres que vous me demandez vous sont donnés ici. De plus, je pourrai vous donner tous les détails que vous me demanderez.

Le PRÉSIDENT: Je crois que cette carte nous serait très utile.

M. KAPLAN: Je vous remercie beaucoup.

Le PRÉSIDENT: L'audition est suspendue; elle reprendra demain à 9 heures.

La séance est levée à midi.

PROCES-VERBAL DE LA DIX-NEUVIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le lundi 7 juillet 1947, à 9 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO, (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Notre ordre du jour comprend deux points: audition publique des représentants de l'Agence juive et audition publique des représentants du *Vaad Leumi*. S'il n'y a pas d'objections cet ordre du jour est adopté.

Je voudrais d'abord demander s'il faut considérer que l'Agence juive a terminé ses dépositions.

M. Ben Gurion et M. Shertok prennent place à la table du Conseil.

Le PRÉSIDENT: M. Shertok, allez-vous faire une déclaration comme l'ont fait vos collègues?

M. SHERTOK: Non.

Le PRÉSIDENT: Nous considérerons donc les dépositions comme terminées et nous allons passer aux questions. Je crois que M. Ben Gurion et M. Shertok doivent répondre aux questions de caractère politique.

M. Ben Gurion et M. Shertok répondent par l'affirmative.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais tout d'abord demander à mes collègues de parler devant le microphone pour que la salle puisse entendre leurs paroles.

Si la Commission doit faire des recommandations qui apporteront un remède à la situation troublée qui existe en Palestine, il est je crois très important qu'elle détermine avec exactitude les causes du mal. Vous avez, dans vos déclarations, insisté sur le conflit qui vous oppose à la Puissance mandataire, et vous nous avez exposé en détails ce que vous reprochez à la Puissance mandataire et à l'administration de la Palestine. Vous avez laissé à l'arrière-plan le conflit entre

les Juifs et les Arabes. Certains faits indiquent toutefois que ce conflit entre Juifs et Arabes est à la source du mal.

Voici ma première question: ne croyez-vous pas que si vous pouviez trouver une solution à ce conflit entre Juifs et Arabes, le conflit qui vous oppose à la Puissance mandataire se trouverait relégué au second plan et peut-être même résolu automatiquement.

M. BEN GURION (représentant de l'Agence juive): C'est là une opinion que je ne puis malheureusement partager car elle se fonde sur certaines données que nous croyons fausses. Nous n'avons personnellement aucun différend avec les Arabes. En ce qui concerne ce pays et les Arabes, nous disons que nous avons été dépossédés de notre pays, bien qu'il y ait de cela très longtemps. Mais nous n'y avons pas renoncé. C'est notre patrie. Nous admettons que tous ceux qui vivent en Palestine ont des droits égaux aux nôtres. Nous ne disons pas, comme le font d'autres dépossédés, qu'il faut chasser ceux qui vivent ici.

Il y a deux ans, juste avant les élections, le parti travailliste britannique a soutenu la thèse selon laquelle il fallait encourager les Arabes à se rendre dans d'autres pays afin de faire plus de place aux Juifs. Nous n'avons pas, même à cette époque, accepté cette thèse; nous ne l'approuvons pas. Nous ne demandons pas qu'un Arabe soit chassé. Par conséquent, nous n'avons pas de différend avec les Arabes, du moins en ce qui nous concerne. Les Arabes nous refusent le droit de vivre dans notre patrie. Si vous appelez cela un différend, c'est un différend dont nous ne sommes pas responsables.

Nous ne réclamons rien de ce qu'ils possèdent. Lorsque ce pays a été libéré, la Puissance mandataire s'est engagée à faciliter notre retour. C'est là qu'est le conflit. Il est vrai qu'au début les représentants du peuple arabe ont accepté que nous revenions en Palestine. Ils sont de plus revenus sur leur décision.

Je ne dirai donc pas qu'il existe un différend entre les Arabes et nous. S'il y a un différend, il est unilatéral. Les Arabes tentent de nier nos droits à notre patrie. Nous ne nions pas les droits des Arabes à ce même pays.

Le PRÉSIDENT: Mais alors, si les Arabes ne vous reconnaissent pas le droit de venir en Palestine, cela ne suffit-il pas à créer un différend? N'est-il pas vrai, et c'est là une autre indication de ce différend, que les Arabes ne se sont pas contentés de contester vos droits d'une façon platonique, mais qu'ils l'ont fait par des actes?

M. BEN GURION: Si. Il s'agit d'une question que l'on retrouve dans le droit privé ou dans le droit public. Elle a été tranchée par le tribunal mondial lorsqu'elle s'est posée il y a environ 27 ans. Elle s'est posée dans bien des pays où les nazis ont dépossédé les Juifs en tant que personnes, mais non en tant que peuple. Entre temps, leurs biens ont été donnés à d'autres mais, dans certains pays tout au moins, en Grèce, je crois, en Tchécoslovaquie et dans quelques autres pays, la loi a dit que les biens enlevés de force aux Juifs devaient leur être rendus. Les possesseurs de ces biens ont quelquefois refusé de le faire mais il existe une loi supérieure, et cette loi doit être appliquée. C'est ce que la Puissance mandataire s'est engagée à faire. C'est ce qu'elle n'a pas fait.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais expliquer pour quoi j'ai dit qu'il y a des signes d'un différend entre les Arabes et vous. Lorsque vous avez exposé vos griefs contre le Gouvernement, vous avez parlé de l'attitude pro arabe de ce Gouvernement. Ceci suppose une opposition entre Juifs et Arabes. Je vois d'autre part que lorsque vous avez exposé votre thèse devant la Commission anglo-américaine, vous avez, en terminant, dit entre autres: "il ne s'agit pas seulement d'un problème qui oppose les Juifs et les Arabes, il s'agit d'un problème qui intéresse le monde entier."

M. BEN GURION: C'est exact. Je n'ai d'ailleurs pas dit que la Puissance mandataire est pro arabe. Je doute beaucoup avoir employé cette expression. J'ai dit qu'elle était opposée au mandat mais non qu'elle était pro arabe.

Le PRÉSIDENT: Je poursuis donc mes questions.

Je suppose que votre façon de concevoir la base du conflit a une influence sur les solutions que vous proposez. Je ne vois pas très bien comment vous vous imaginez que les choses se passeront ici. Vous nous avez dit que vous êtes opposés au Livre Blanc et aux lois sur la propriété foncière. Je suppose que vous voulez abolir ces lois ainsi que les restrictions à l'immigration, et ce dans un avenir immédiat.

M. BEN GURION: C'est exact

Le PRÉSIDENT: D'autre part, vous voulez l'abolition du mandat et vous ne voulez pas lui voir substituer un régime de tutelle ou un régime analogue. La question suivante se pose alors: Comment croyez-vous que pourra s'effectuer l'immigration si le mandat est aboli? Quelle sorte de gouvernement préconisez-vous dans ce pays à la place du mandat?

M. BEN GURION: C'est là une question très pertinente et qui mériterait d'être posée; je vais

essayer d'y répondre de mon mieux. Nous disons que la politique du Livre Blanc est illégale et qu'il faut donc l'abolir immédiatement. En fait le mandat n'existe plus, car la Puissance mandataire a violé ses dispositions. Nous ne sommes pas partisans de le remettre en vigueur. Nous ne croyons pas qu'il sera mieux appliqué dans l'avenir qu'il ne l'a été dans le passé. Nous disons donc que les Nations Unies doivent reprendre l'intention originale du mandat, tenir compte des besoins et de ce que nous estimons être juste, et qu'il faut créer un Etat juif.

La création d'un Etat comprend deux parties: une partie matérielle, qui est essentielle, et une partie juridique et purement formelle, qui est également très importante. Je vous parlerai brièvement de la création matérielle de l'Etat car toute la difficulté du problème réside dans le fait qu'il existe un pays, et qu'il existe un peuple auquel on a reconnu des droits sur ce pays, mais qui n'y vit pas encore. Il a été dépossédé, et il faut qu'il revienne. Il faut donc d'abord créer l'Etat du point de vue matériel, ce qui signifie que la Commission et les Nations Unies doivent étudier les plans basés sur notre expérience et sur nos réalisations, mis au point et adoptés par nos experts, experts dans les domaines économique, agricole, industriel, de l'irrigation, etc.; et cela signifie un million de Juifs devraient être dans leur pays. C'est à notre avis une chose non seulement possible, mais réalisable avec un peu de bonne volonté. Elle peut être réalisée très rapidement. C'est là la partie matérielle de la création d'un foyer national pour l'Etat juif. Cela peut demander un certain temps pendant lequel l'autorité suprême des Nations Unies exercera son contrôle. Le fait que la Puissance mandataire elle-même ait renvoyé ce problème aux Nations Unies implique qu'elle reconnaît dans une certaine mesure que c'est aux Nations Unies qu'il appartient de juger et de décider, mais si elle ne s'est pas engagée formellement à exécuter cette décision.

En supposant que, sur les recommandations de votre Commission, les Nations Unies approuvent ce plan de création matérielle, cela signifie que l'établissement du premier million de Juifs devra s'effectuer le plus rapidement possible, quand je dis un million, il s'agira peut-être de 900.000 ou de 1.100.000. Même si cette opération se fait le plus rapidement possible, elle peut, et elle doit, exiger un certain délai. Je ne sais quel sera ce délai car il y a toujours dans les affaires humaines une part d'imprévisible. Mais il ne peut, ni ne doit dépasser quelques années, pendant lesquelles une Commission, ou tout autre organe choisi par les Nations Unies, exercera son contrôle.

Ce plan signifie deux choses: introduction dans le pays d'un grand nombre de Juifs et développement des parties arabes du pays. Il faut en effet irriguer le pays tout entier, et nous ne disons pas

cela parce que nous sommes philanthropes. On ne peut se borner à irriguer la partie juive du pays. Il faut irriguer le pays tout entier. Nous devons irriguer les parties arabes. Nous devons donner des routes aux Arabes. Nous devons améliorer leurs conditions de logement et leur donner de meilleurs écoles. Tout ceci signifie que le niveau de vie des Arabes sera amélioré et amené si possible au même niveau que pour les Juifs.

Notre plan de mise en valeur a donc deux caractéristiques essentielles: une importante colonisation juive et une amélioration considérable du niveau de vie des Arabes.

Lorsque ce plan aura été approuvé par votre Commission et par les Nations Unies, l'Agence juive pourra être chargée de l'exécuter, non seulement parce qu'elle est responsable mais parce qu'elle est capable de le faire. Nous serons capables de mettre ce plan à exécution. C'est notre enfant. Si les Arabes veulent y prendre part, nous serons heureux de leur collaboration. Ce plan sera exécuté sous la haute autorité des Nations Unies. Lorsque ce plan aura été en grande partie exécuté—il ne faut pas en effet attendre qu'il ait été exécuté en totalité—lorsque nous aurons mené à bien la majeure partie de ce vaste plan d'immigration, de colonisation et d'amélioration du niveau de vie des Arabes, les Nations Unies pourront alors décider si elles peuvent cesser leur contrôle et si l'on peut créer l'Etat indépendant de Palestine. Nous ne pouvons envisager pour la Palestine qu'un Etat purement démocratique où tous les citoyens soient égaux en droit. Je voudrais à ce sujet vous dire ce que nous entendons par Etat juif. L'Etat juif est pour nous un état dont la majorité des citoyens sont juifs et non un état où le Juif jouit d'un privilège quelconque.

Je voudrais à ce sujet signaler qu'au cours des derniers pourparlers que nous avons eus à Londres avec le Gouvernement, celui-ci a présenté certaines propositions que nous ne pouvions malheureusement pas prendre en considération—il nous a offert d'accorder aux Juifs des droits plus étendus qu'aux autres. On nous a fourni l'exemple de certaines colonies britanniques, entre autres Ceylan. Nous avons répondu catégoriquement au Gouvernement que nous ne pouvions accepter ses propositions et que nous nous opposerions à l'octroi de tout privilège aux Juifs pour la simple raison qu'ils sont Juifs. Ce que nous voulons c'est accroître le nombre des Juifs en Palestine et non pas celui des privilèges accordés aux Juifs. Par Etat juif, nous entendons un Etat fondé sur les principes démocratiques et sur l'égalité absolue de tous les citoyens. Lorsque les Nations Unies verront que le but principal que poursuit ce pays, la solution du problème juif, aura été atteint, et que le moment sera venu d'assumer les charges du Gouvernement, nous aurons atteint la se-

conde phase: celle de la création juridique et officielle de l'Etat. Je ne sais si cela demandera deux ans ou trois ans, mais pendant cette période de transition le contrôle sera exercé par les Nations Unies. C'est là tout ce que nous envisageons ici.

Le PRÉSIDENT: Si je vous comprends bien, vous voulez dire que pendant cette période de transition, l'administration du pays s'effectuera sous le contrôle des Nations Unies?

M. BEN GURION: Oui. L'Agence juive.

Le PRÉSIDENT: Mais n'est-ce pas là la continuation du mandat sous une autre forme?

M. BEN GURION: Non. L'article premier du mandat stipule en effet que: "le mandataire aura pleins pouvoirs de législation et d'administration sous réserve des limites qui peuvent être fixées par les termes du présent mandat." Cette clause a été adoptée parce qu'il n'y avait à l'époque qu'une communauté juive, très réduite comptant environ 60.000 personnes et parce qu'on ne pouvait prévoir combien de temps s'écoulerait avant que le but du mandat ait été atteint. Nous sommes maintenant dans une nouvelle phase. Il n'y aurait maintenant qu'un très bref intervalle entre la décision de créer un Etat juif et la création effective de cet Etat, tant du point de vue matériel que du point de vue juridique.

Le PRÉSIDENT: Lorsque j'ai demandé s'il ne s'agissait pas de la continuation du mandat, je n'ai évidemment pas employé le terme qu'il fallait, car il n'y aurait pas de Puissance mandataire. Il s'agirait d'une administration directe par les Nations Unies. Mais cette situation présenterait-elle à votre avis des avantages?

M. BEN GURION: Sans aucun doute. Il y aurait tout d'abord une décision nette et sans équivoque de faire de la Palestine un Etat juif. Le fait souvent admis que le mandat laissait des doutes à ce sujet a causé bon nombre de contradictions. En second lieu, la période intermédiaire serait très courte. Donc, même si vous avez du mal à établir une différence entre un mandat et un contrôle exercé par les Nations Unies, cette différence existe en fait. La période intermédiaire serait très brève, nous saurions exactement à quoi nous en tenir et nous saurions qu'il y aurait un Etat juif au bout de quelques années.

Le PRÉSIDENT: Mais qui sera chargé de l'administration? Si ce sont les Nations Unies, il faudra qu'elles créent une administration spéciale comparable à celle jusqu'ici instituée par le mandataire.

M. BEN GURION: Non, ce ne serait pas tout à fait la même chose. Il y aura pendant un certain

temps une forme de gouvernement appelé diarchie, comme dans l'Inde. Il y aura un plan de mise en valeur dont sera chargée l'Agence juive. Celle-ci n'assumera pas toutes les charges du gouvernement, et cela pour de nombreuses raisons dans lesquelles nous n'entrerons pas maintenant. Mais elle se chargera de la mise en valeur du pays, de l'irrigation, de la construction, de l'entrée et de l'installation des immigrants. Les Nations Unies exerceront pendant une période qui, à notre avis, sera très brève, leur contrôle sur l'ordre et la sécurité publique, les affaires étrangères et toutes les autres fonctions du gouvernement qui n'ont pas trait à la mise en valeur du pays.

Le PRÉSIDENT: Il y aurait en somme une administration comparable à celle qui existe actuellement, avec cette différence que l'Agence juive assumerait certaines fonctions importantes?

M. BEN GURION: Oui, mais c'est là une différence essentielle.

Le PRÉSIDENT: C'est en effet une grande différence.

M. BEN GURION: Une grande différence.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Monsieur le Président, j'ai une question à poser.

Le PRÉSIDENT: Est-ce qu'elle se rapporte au sujet que nous étudions actuellement?

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je voudrais savoir qui, pendant la période de transition, sera chargé de l'administration du pays en ce qui concerne l'ordre public, la justice, etc. Sera-ce la Puissance mandataire, l'Organisation des Nations Unies ou une administration spéciale? Ce point ne ressort pas très bien de notre déclaration.

M. BEN GURION: Je crois qu'il appartient aux Nations Unies de décider. Je ne crois pas que l'on puisse garder l'administration actuelle, car on ne peut charger une administration d'une tâche qui lui déplaît nettement, mais c'est aux Nations Unies de décider s'il faut garder l'administration actuelle ou s'il faut instituer une administration internationale ou administration spéciale.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Vous n'avez donc pas d'idée personnelle sur cet aspect de la question?

M. BEN GURION: C'est un aspect que nous n'avons pas étudié et je ne peux parler au nom du mouvement que je représente.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Dois-je comprendre que vous voulez la création d'un Etat juif qui serait imposé au pays par les armes des Nations Unies?

Le PRÉSIDENT: J'allais poser la même question. Si je vous comprends bien, votre solution du problème de la Palestine est une solution entièrement juive qui rejette entièrement les prétentions des Arabes sur ce pays. Vous reconnaissez sans doute que j'ai raison.

M. BEN GURION: Je voudrais vous dire — mais je dois d'abord répondre à la question de Sir Abdur Rahman.

Le PRÉSIDENT: Nous y viendrons plus tard.

Quelle sera, à votre avis, la réaction des Arabes à la solution que vous préconisez?

M. BEN GURION: Je répondrai aux deux questions, mais d'abord à celle de Sir Abdur Rahman.

Le PRÉSIDENT: Je viendrai dans un instant à la question qu'a posée Sir Abdur Rahman, après que vous aurez répondu à la mienne. Quelle sera à votre avis la réaction des Arabes?

M. BEN GURION: Voulez-vous que je réponde d'abord à votre question puis à celle de Sir Abdur Rahman?

Le PRÉSIDENT: Oui.

M. BEN GURION: A vrai dire, ce n'est pas à moi qu'il appartient de répondre à cette question. Je regrette qu'il n'y ait pas ici de représentants arabes, car eux seuls pourraient vous donner une réponse autorisée. Je ne peux le faire. Je ne me permettrai pas de vous dire qu'elle pourrait être la réaction des Arabes, car je sais qu'il y a différentes attitudes, et des personnes différentes pourraient avoir des réactions différentes.

Le PRÉSIDENT: J'en viens maintenant à la question de Sir Abdur Rahman.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A propos de votre propre question, Monsieur le Président, cela ne signifierait-il pas la guerre entre les Arabes et les Juifs? Donnez-moi franchement votre avis. Votre solution ne signifierait-elle pas une guerre sanglante entre les Arabes et vous?

M. BEN GURION: Voulez-vous que je réponde maintenant à cette question?

Le PRÉSIDENT: Oui.

M. BEN GURION: Je répondrai à la question comme vous me l'avez posée la première fois

puis comme vous venez de me la poser maintenant.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il s'agit de deux questions différentes.

M. BEN GURION: Je répondrai aux deux questions. Vous m'avez tout d'abord demandé si nous voulons que les Nations Unies imposent par la force aux Arabes un Etat juif ou une immigration juive. C'était là votre première question.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Le Président voudrait que vous répondiez d'abord à la seconde.

M. BEN GURION: Voulez-vous que je réponde d'abord à la seconde question ?

Le PRÉSIDENT: Je n'insisterai pas sur ma question. Je veux seulement savoir si l'on peut s'attendre à une réaction violente de la part des Arabes. Vous aurez ensuite à répondre à la question de Sir Abdur Rahman.

M. BEN GURION: Oui. Je remarque d'abord, d'après votre question, que vous semblez supposer que l'on n'a pas actuellement recours à la force armée. Cela n'est pas tout à fait exact. La situation actuelle est la suivante: On utilise actuellement la force contre nous, contre les Juifs qui essaient d'entrer en Palestine. N'était la marine britannique, les Juifs qui souffrent encore dans les camps seraient ici. Seule la force les a empêchés de venir.

Avant de répondre à votre question, je vous poserai moi-même la question suivante: Etes-vous partisan d'utiliser les forces armées des Nations Unies ou d'une puissance mandataire pour empêcher par la force les Juifs de revenir dans leur pays, comme c'est actuellement le cas ?

Le PRÉSIDENT: Nous ne répondrons pas à cette question. Vous avez répondu à la nôtre.

M. BEN GURION: Je ne vous pose pas de question; je ne vous demande pas de répondre.

Le PRÉSIDENT: Vous répondez à ma question.

M. BEN GURION: Il faut que j'y réponde. Les faits sont les suivants: on a recours à la force contre nous, et ceci à deux fins — pour nous empêcher de venir en Palestine — car je prie Sir Abdur Rahman de croire que seul l'usage de la force a empêché ces Juifs de revenir — et pour faire de la discrimination raciale contre les Juifs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous ne répondez pas à la question. Vous allez beaucoup plus loin. Il vaudrait mieux que vous vous borniez à répondre à la question posée, car si vous dites qu'on a recours à la force, je vous dirai qu'on a

également recours à la force contre les Arabes et contre quiconque désobéit à la loi. On aurait également recours à la force contre moi si je désobéissais à la loi.

M. BEN GURION: Je n'avais pas terminé ma réponse.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous allez plus loin. Si nous continuons comme cela nous en aurons pour plus de deux mois. Il m'est égal que nous en ayons pour deux mois ou pour deux ans. Laissez-moi le soin de poser les questions. Vous dites que vous n'avez pas fini de répondre ?

M. BEN GURION: Oui. Je dis d'abord que l'on a recours à la force contre des gens qui exercent leur droit. Notre droit est de revenir, et c'est pour empêcher ce retour que l'on emploie la force.

Si les Nations Unies viennent à décider en toute justice que les Juifs ont le droit de revenir dans leur pays, j'estime qu'elles devront, si nécessaire, veiller à l'application de cette décision. Je ne sais dans quelle mesure il faudra recourir à la force, mais ce même problème se pose partout dans le monde. La grande question n'est pas de savoir s'il faut user ou non de la force; elle est de savoir si une chose est juste ou injuste; c'est là ce que les Nations Unies doivent décider: est-ce juste ou est-ce injuste ? Si c'est injuste, les Nations Unies doivent alors empêcher tout Juif d'entrer en Palestine et peut-être même, comme le veulent certains, chasser ceux qui y sont déjà. Cela nous est déjà arrivé. La question est donc la suivante: si les Nations Unies disent que c'est juste, elles devront tout faire pour assurer le respect de ce droit, comme elles le font partout dans le monde. Ce n'est pas là une question qui n'intéresse que nous.

Le PRÉSIDENT: Le but de cette période transitoire d'administration marquée par l'entrée des immigrants et l'application de cette politique, est sans doute de constituer un Etat où vous pourriez, par la suite, gouverner le pays par les principes démocratiques ?

M. BEN GURION: Dès que le but essentiel auquel est destiné ce pays aura été atteint, l'intervention de l'étranger ne sera plus nécessaire.

Le PRÉSIDENT: Il s'agit donc de créer les conditions favorables à un gouvernement démocratique ?

M. BEN GURION: C'est cela.

Le PRÉSIDENT: Revenons-en aux revendications des Arabes. Je suppose que vous les connaissez et que vous savez sur quoi elles se fondent.

M. BEN GURION: Oui.

Le PRÉSIDENT: Elles peuvent se résumer en très peu de mots. Elles se fondent sur le fait que les Arabes possèdent le pays depuis très longtemps et sur le droit des habitants du pays à se gouverner eux-mêmes. Qu'avez-vous à répondre à ces revendications ?

M. BEN GURION: Ma réponse c'est celle que donne, non seulement la conscience humaine, mais encore presque le monde entier. Les revendications des Arabes sont les mêmes qu'il y a près de vingt-cinq ans. Ma réponse est que l'on ne peut appliquer à ce pays qui a une histoire très particulière et où règnent des conditions qui n'existent nulle part ailleurs, ni aux liens qui attachent les Juifs à ce pays, une règle valable pour tous les autres pays où ces conditions uniques n'existent pas. Il s'agit vraiment d'un cas unique. Il y a d'abord le peuple qui, vous le savez, habitait ce pays il y a très, très longtemps. Je peux vous exposer la thèse arabe. Je la comprends et je sais parfaitement sur quoi elle se fonde. Elle est très simple. Les Arabes déclarent qu'ils ne se soucient pas, et que personne ne devrait se soucier, de ce qui s'est passé il y a quinze cents ou deux mille ans. Ils disent: "Nous sommes ici. Nous ne sommes pas arrivés d'hier; il y a des siècles que nous sommes ici. Nous sommes en majorité et nous avons le droit de disposer de nous-mêmes. Nous déciderons, tout comme l'ont fait les peuples des Etats-Unis et du Canada, s'il y a lieu de permettre ou non des immigrants. Les Juifs étaient ici il y a quelque deux mille ans, tout comme les Légions romaines étaient en Angleterre il y a quelque deux mille ans, et les Arabes en Espagne il y a environ quatorze siècles." Voilà leur thèse.

Plus d'une thèse a refusé d'accepter cette thèse, car il s'agit ici d'un cas unique qui n'est pas si simple. Il ne s'agit pas des Arabes de l'Espagne. Y a-t-il un seul Arabe au monde qui veuille retourner en Espagne? Pouvez-vous trouver un seul Arabe au monde prêt à verser un centime pour l'Espagne? Y a-t-il un seul Arabe au monde qui rêve de l'Espagne? Que lui importe l'Espagne? Il a son propre pays. Bien des peuples différents viennent de bien des pays, mais la Palestine constitue un cas unique, sans parallèle dans l'histoire. Il y a un peuple qui depuis des siècles rêve de ce pays. Il aurait pu trouver un pays dans une autre partie du monde, mais il s'y est refusé, ne renonçant jamais à ses aspirations. C'est là un cas unique. La situation de la Palestine est unique. Elle n'est comparable à aucune autre. Nous ne sommes pas les seuls à le dire et le monde civilisé tout entier a dit qu'alors que les Arabes étaient libérés dans différents pays, il y avait de la place pour les Juifs en Palestine. Les Juifs sont liés à ce pays. Nous reconnaissons ce lien. Ils y

reviennent. Ils ont le droit d'y revenir. Ils n'apportent qu'une restriction à ce droit; restriction que nous aurions apportée nous-mêmes, si d'autres ne l'avaient fait; nous ne devions pas chasser la population déjà établie dans le pays. Je ne crois pas avoir à revenir sur cette question. Telle a été la décision. Qu'était-il arrivé? Rien. Prouvait-on que les Juifs n'avaient pas besoin d'un foyer? Prouvait-on que les Juifs sont incapables de construire? Prouvait-on que nous ne pouvons nous installer en Palestine qu'en chassant les Arabes? Tout ce qui s'est passé depuis cette décision mondiale a renforcé cette décision. Les besoins des Juifs, le fait qu'ils sont capables de revenir en Palestine et qu'ils ne chassent pas les Arabes (je ne mentionnerai pas ici le fait qu'ils bénéficient de notre présence; ils en bénéficient, mais pour d'autres raisons) la preuve de ces trois choses est faite bien mieux qu'il y a vingt-cinq ans. J'en reviens maintenant à ma question: Pourquoi voudrait-on—je ne parle pas de la Commission, mais de la conscience du monde—pourquoi voudrait-on revenir sur cette décision? Une seule chose pousse la population à dire: "Non, nous ne laisserons pas ces Juifs revenir." La même chose s'est produite dans bien des pays. Dans certains pays, que je ne nommerai pas, le Gouvernement a accepté cela. Il y a des Juifs qui ont été dépossédés par Hitler. Je ne parle pas de l'Allemagne, mais des pays qui ont souffert à cause d'Hitler. Très peu de Juifs dépossédés sont retournés dans leur pays revendiquer leurs biens, car le plus grand nombre ont été tués. Ceux qui l'ont fait, n'ont pas obtenu satisfaction, pour la simple raison que les pays étaient occupés et ne voulaient rien restituer. C'était là la seule raison. Mais il s'agit ici d'autre chose. Là, les Juifs possédaient trois ou quatre pièces qui, dans l'intervalle, ont toutes été occupées par quelqu'un d'autre. Ici, il s'agit d'un grand bâtiment où trois pièces sont occupées et huit ne le sont pas. Nous disons: "Restez dans les trois pièces où vous êtes, nous allons occuper les huit pièces vides." On nous répond: "Nous ne voulons pas, restez où vous êtes". A cela le monde a répondu "Non". Et nous disons que vous n'avez aucune raison de revenir sur cette décision; la seule raison est que ceux qui ont entrepris d'appliquer cette décision ont échoué.

Le PRÉSIDENT: Considérez-vous comme si essentiel le fait qu'une prétention sur un pays n'ait pas été abandonnée?

M. BEN GURION: S'agit-il de nos revendications?

Le PRÉSIDENT: Oui.

M. BEN GURION: Tout à fait essentiel. Evidemment si nous sommes des envahisseurs, nous n'avons aucun droit.

Le PRÉSIDENT: Et ne pensez-vous pas qu'une possession de mille années suffit à mettre fin à cette revendication ?

M. BEN GURION: Je ne pose pas de règle générale. Je dis que dans ce cas, étant donné la situation historique et géographique, et pour les raisons que j'ai données plus haut, cette possession ne suffit pas. Il ne s'agit pas de la race arabe; les Arabes sont entièrement libérés. Il ne s'agit pas des Arabes pris individuellement qui vivent en Palestine, ils ne souffrent pas. Nos revendications demeurent; nous n'y renonçons pas.

Le PRÉSIDENT: Venons en maintenant à cette décision dont vous parliez. Il s'agit sans doute du mandat ?

M. BEN GURION: De la déclaration et du mandat.

Le PRÉSIDENT: Parlons de ce document. Vous y voyez une promesse formelle de donner ce pays comme Etat aux Juifs ?

M. BEN GURION: Il n'est rien de "formel" dans les relations humaines.

Je ne retiendrai donc pas ce mot, que personne ne comprend. Mais il s'agit d'un engagement précis, d'une promesse précise fondée sur la reconnaissance de ces faits uniques dont j'ai parlé.

Le PRÉSIDENT: Si j'ai employé le mot "formel", c'est pour en venir à mes autres questions et pour vous demander si vous admettez que cet engagement comporte des réserves. Le mandat s'inspire de la déclaration Balfour et cette Déclaration n'utilise pas le mot "Etat" mais l'expression "foyer national". De plus, la déclaration contient l'expression "en Palestine" et l'on a beaucoup insisté là-dessus. L'expression utilisée est "en Palestine". N'estimez-vous pas que cette expression ne comporte aucune réserve ?

M. BEN GURION: Si, il y a deux réserves. L'une est qu'il ne devrait pas être porté préjudice aux droits civils et religieux des communautés non juives. L'autre est qu'il ne devrait pas être porté préjudice à l'égalité des droits et au statut politique des Juifs dans les autres pays. Je laisserai de côté cette seconde réserve qui ne pose pas de problème. Vous pensiez vous-même à la première qui a trait aux Arabes. Cette réserve elle-même indique clairement ce que l'on entendait par foyer national pour le peuple juif. Si, comme le prétend ce mémorandum ou le Livre Blanc, la déclaration Balfour signifiait ou même envisageait que les Juifs resteraient en minorité, je vous demande pourquoi, dans un pays où les Juifs ne constitueraient pas une minorité, il faudrait protéger les droits de la

majorité. Cela n'a pas de sens. Qu'il y ait ou non un Etat, la question se ramène à savoir si les Juifs doivent rester en minorité ou s'ils peuvent devenir la majorité. C'est là ce qu'il importe de savoir car de cela dépend l'Etat. Si la déclaration Balfour avait pour but de maintenir les Juifs en minorité, pourquoi faudrait-il protéger les droits des communautés non juives ? Il aurait fallu au contraire protéger ceux des communautés juives. Il y aurait un foyer national constituant une minorité et dont il aurait fallu protéger les droits contre la majorité. Mais il n'y a pas à protéger les droits de la majorité. Les mesures de protection prévues nous montrent donc clairement comment il faut interpréter cette déclaration. Toutefois nous ne sommes pas neutres, et je ne prétends pas l'être. Mais il est facile d'expliquer pourquoi l'on n'a pas employé le mot "Etat". On ne l'a pas employé pour la simple raison qu'il ne dépendait pas du Gouvernement britannique de créer un Etat. Il n'appartenait pas aux Britanniques de forcer les Juifs de Russie, de Pologne ou des Etats-Unis à aller en Palestine. C'est pourquoi ils ont employé cette expression. Ils n'ont pas dit "foyer juif". Ils ont dit "foyer national pour le peuple juif". Ils ne se sont pas contentés de dire "foyer". L'expression "foyer national" a en anglais un sens précis. On parle en anglais de "nationalité". On dit "quelle est votre nationalité ? A quel Etat appartenez-vous ?" En Angleterre comme sur le continent européen, nationalité signifie "Etat". Les Anglais ont dit "un foyer national", mais allant plus loin ils ont dit "un foyer national pour le peuple juif". Ils ont pesé chaque mot, il ne s'agit pas d'une déclaration rédigée à la hâte. Chaque mot a été discuté pendant des mois. Il est vrai qu'ils n'ont pas dit "la Palestine comme foyer national", mais "un foyer national en Palestine". Mais cette expression "en Palestine" ne signifie pas nécessairement dans une partie de la Palestine, car s'ils avaient pensé à une partie de la Palestine, ils l'auraient dit. Ils ont adopté les termes du programme sioniste. Notre premier congrès mondial tenu en Suisse à Bâle en 1897 avait formulé un programme sioniste. La déclaration Balfour a repris les termes mêmes de ce programme et ne l'a pas fait par hasard. Si elle n'a pas employé l'expression "la Palestine en tant que . . .", c'est je crois parce que l'on aurait facilement pu interpréter cette expression comme signifiant qu'il faudrait chasser les Arabes de Palestine, ce que les Anglais ne voulaient pas faire; ils ne devaient pas le faire et nous ne voulons pas le faire non plus. Mais "en Palestine" ne signifie pas dans une partie de la Palestine. Supposez que vous introduisiez le socialisme en Angleterre; "socialisme en Angleterre" ne signifie pas socialisme dans une partie de l'Angleterre. D'autre part il ne pourrait s'agir d'une minorité. D'ailleurs, nous avons le témoignage simple et précis du Premier

Ministre. Il a déclaré que ce serait tromper le peuple juif que de dire que la déclaration avait l'intention ou envisageait de maintenir les Juifs en minorité. La réserve que contient la déclaration Balfour ne fait donc que renforcer notre interprétation qui était d'ailleurs celle de la Commission et de tous les hommes d'Etat responsables: la déclaration n'envisageait pas une minorité juive. Dans aucun Etat ne se pose la question de savoir si les Juifs constituent ou non une minorité.

Le PRÉSIDENT: Lorsque j'ai parlé du "foyer national en Palestine", je pensais à un passage de la déclaration faite en juin 1922 par M. Churchill, alors secrétaire d'Etat aux Colonies, sur la politique britannique en Palestine.¹ Je lis dans le mémorandum du Gouvernement: Si l'on demande ce que l'on entend par développement du foyer national juif en Palestine, nous répondons qu'il ne s'agit pas d'imposer la nationalité juive aux habitants de la Palestine dans son ensemble, mais de continuer à développer la communauté juive existante avec l'aide des Juifs à travers le monde, pour qu'elle puisse devenir un centre auquel le peuple juif dans son ensemble pourra, pour des raisons de religion, de race, d'intérêt et d'honneur...

M. BEN GURION: Oui, mais vous lisez un passage du mémorandum.

Le PRÉSIDENT: Oui.

M. BEN GURION: Voici le texte intégral du Livre Blanc.

Le PRÉSIDENT: J'en ai également un exemplaire.

M. BEN GURION: Et je l'ai lu de la première page à la dernière. Je ne me suis pas contenté de lire ce passage. Il est très facile d'extraire quelques phrases d'un document long et touffu et de leur prêter une signification différente de leur signification originale. D'abord, ce qui est très important est que ce Livre Blanc était composé de plusieurs documents. Il comprend en premier lieu, et c'est peut-être la partie la plus importante, des lettres adressées par M. Churchill à la délégation arabe et dans lesquelles il n'a certainement pas exagéré les obligations assumées par les Anglais à l'égard des Juifs. Il voulait au contraire, en écrivant aux délégations arabes, les mettre en de bonnes dispositions, dans la mesure où les obligations des Britanniques à l'égard des deux parties le permettaient. La thèse arabe était alors la même qu'aujourd'hui: il y a une majorité, cette majorité veut exercer le pouvoir, et il faut créer un gouvernement national. Churchill écrivait: "... nous ne pouvons le faire car nous sommes liés par la déclaration du 2 novembre et dans les

circonstances actuelles un Gouvernement national en Palestine nous empêcherait de tenir nos engagements..." J'ai cité ce passage et je ne veux pas le citer à nouveau parce que je sais que l'on ne vous dit que la moitié de la vérité même en ce qui concerne les documents. Je vous ai donné le témoignage non de l'enquête juive mais d'une enquête purement britannique et arabe. Voilà ce qu'a dit M. Churchill lui-même. Il envisageait dans la mesure du possible un Etat arabe mais ne voulait pas empêcher la création d'un Etat juif.

Qu'entend-on par Etat juif? Comme je vous l'ai déjà dit, Etat juif ne signifie pas qu'il faut être juif. C'est seulement un Etat où les Juifs constituent une majorité mais où tous les citoyens jouissent du même statut. Si cet Etat devait s'appeler "Palestine", je dis bien si, tous seraient citoyens palestiniens. Si l'Etat portait un autre nom, ce qui je crois serait le cas, le mot "Palestine" n'étant ni juif ni arabe. Pour les Arabes, et nous avons le témoignage de l'historien arabe Hitti, "la Palestine" n'existe pas: ce n'est pas un nom arabe. Ce n'est pas non plus un nom juif. Lorsque les Grecs étaient nos ennemis, ils avaient changé le nom des rues pour ne pas ennuyer les Juifs. Peut-être donc le nom de Palestine sera changé. Mais quel que soit le nom du pays, chaque citoyen du pays sera un citoyen. C'est là ce que nous voulons. Nous ne pouvons concevoir que dans un Etat où nous ne serions pas en minorité, et nous aurions à assumer les responsabilités qui incombent à la majorité, il existe la moindre discrimination entre un Juif et un non-Juif.

Le PRÉSIDENT: Nous avons examiné l'expression "foyer national en Palestine". Nous en venons à la clause de la déclaration Balfour qui stipule que les droits civils et religieux des autres groupes de population en Palestine seront maintenus. Cette clause, légèrement modifiée, figure à l'article 6 du mandat. L'article 6 dit: "L'administration de la Palestine, tout en garantissant qu'il ne sera pas porté atteinte aux droits et à la situation des autres groupes de population, facilitera l'immigration juive dans les conditions appropriées..." Croyez-vous que cette clause, tout en garantissant les droits et la position des parties arabes de la population, puisse être considérée comme mettant obstacle à l'immigration juive?

M. BEN GURION: Il existe une interprétation officielle. Le Gouvernement de Sa Majesté fournit la réponse à cette question. Avant le Livre Blanc dont nous parlons, il y a eu un autre Livre Blanc. Il y en a eu beaucoup, le Livre Blanc Passfield, par exemple.¹ Deux anciens chanceliers ainsi que Lord Hailsham alléguèrent que le Livre Blanc limitait le droit d'immigra-

¹ Cmd 3692, 1930.

tion des Juifs contrairement à une obligation internationale et demandèrent au Gouvernement de soumettre la question à la Cour de La Haye. Mais le Gouvernement d'alors ne crut pas devoir aller jusque là et chargea une Commission de membres du Cabinet d'étudier cette question. Ils donnèrent une explication officielle connue sous le nom de lettre MacDonald² qui aurait dû d'ailleurs s'appeler lettre Henderson, car celui-ci était alors Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement travailliste. Il commenta cette lettre et essaya d'expliquer ce qu'on entendait pas les droits des autres parties de la population: il s'agissait de ne pas compromettre ni aggraver la position de ces autres groupes en Palestine, et tant que la position de ces autres groupes ne serait pas compromise, il y aura aggravation. Le Gouvernement avait le devoir non pas de permettre mais de faciliter l'immigration; c'était là une véritable obligation. Voilà l'interprétation officielle qu'a donnée le Gouvernement de Sa Majesté lorsque la question fut soulevée pour la première fois. Je n'en ai malheureusement pas le texte ici mais je vous enverrai le document officiel.

Le PRÉSIDENT: Ma question est plus abstraite. Je voudrais savoir s'il serait possible que la position de la population arabe soit si compromise que la clause de protection contenue dans le Mandat puisse jouer.

M. BEN GURION: Du point de vue économique, sans aucun doute.

Le PRÉSIDENT: Et du point de vue politique?

M. BEN GURION: Non, c'est une autre question. Je ne sais d'ailleurs si vous vous placez du point de vue du mandat.

Le PRÉSIDENT: Je me place du point de vue du mandat où il est dit que les droits et la position des autres parties de la population devront être respectés.

M. BEN GURION: Dans ce cas, je puis affirmer que je n'emploierai pas le mot "absolu" car j'ai la certitude que cette clause a trait à la position de la population de Palestine du point de vue économique. L'article 6 traite de deux questions d'ordre économique: l'immigration et la colonisation. Il enjoint à la Puissance mandataire de faciliter l'immigration et d'encourager une colonisation plus dense des Juifs à condition — je ne me souviens pas exactement du terme — qu'il ne soit pas porté atteinte aux droits et à la position des autres parties de la population. Nous acceptons de tout cœur cette clause, non seulement parce qu'elle figure dans le Mandat mais parce qu'elle est juste. Lorsque le Mandat parle

des intérêts économiques de la population, il veut dire que la position économique des autres parties de la population ne devra pas souffrir de l'immigration et de l'installation des Juifs.

Le PRÉSIDENT: Mais l'immigration est-elle uniquement une question économique? N'a-t-elle pas également des répercussions politiques?

M. BEN GURION: Sans aucun doute. Mais l'aspect politique est le suivant: le Mandat permet aux Juifs, par l'immigration, de devenir une nation et non une minorité, et d'avoir un foyer national.

Le PRÉSIDENT: Comme je l'ai déjà dit, cette clause modifie dans une certaine mesure les termes de la déclaration Balfour. Celle-ci parlait de droits civils et religieux. Croyez-vous que cette modification de termes ait une signification quelconque?

M. BEN GURION: Non, je ne crois pas qu'il y ait la moindre différence. Le mandat a trait à l'administration de la Palestine. Lorsque la déclaration Balfour fut rédigée, on ne savait pas encore que l'Angleterre contrôlerait le pays. La déclaration n'avait donc rien à voir avec l'administration elle-même. Le mandat, par contre, a dû stipuler un certain nombre de principes pour l'administration. C'est ainsi qu'il n'est rien dit des Lieux Saints. Ce document ne traite pas du problème des Lieux Saints dans son ensemble, parce que les Lieux Saints de Palestine intéressent, non seulement les communautés de ce pays, mais le monde entier. La mandat, par contre, traitait plus en détail de l'administration de la Palestine. De plus, il stipule que, tout en encourageant l'immigration juive, il faut veiller à ne pas compromettre ou aggraver la position économique des autres parties de la population. Dans la déclaration Balfour, il n'est rien dit de l'immigration juive, bien qu'elle soit sous-entendue. Elle ne fait qu'exprimer quelques principes généraux. Le mandat traduit ces principes dans la réalité.

Le PRÉSIDENT: J'en viens à un autre aspect du caractère absolu de la promesse dont vous avez parlé. A votre avis, jusqu'où la Puissance mandataire doit-elle aller pour assurer l'immigration des Juifs en Palestine? S'est-elle engagée à aller jusqu'à une guerre ou à prendre les mesures nécessaires, quelles qu'elles soient?

M. BEN GURION: Je dois m'élever contre le sens que vous donnez à votre question. Vous dites que la Puissance mandataire doit assurer l'immigration. Nous n'avons pas discuté cette question et je n'en parle que parce que vous me le demandez et parce que je tiens à préciser ma pensée. On peut nous laisser seuls avec les Arabes en Palestine. Nous ne voulons pas que

² Lettre officielle du Premier Ministre MacDonald à M. Weizmann, datée du 13 février 1931.

l'Angleterre impose quoi que ce soit. Nous voulons seulement qu'elle n'impose pas un arrêt de l'immigration. Nous ne voulons pas qu'elle impose un arrêt de l'immigration juive, ce qui est d'ailleurs contraire au mandat. Le mandat visait à faciliter l'immigration. Elle a recouru à la force armée pour l'empêcher. Nous lui demandons d'enlever ses forces armées et de ne pas imposer la non-immigration.

M. RAND (Canada): Que pensez-vous de 1922? Répondriez-vous la même chose?

M. BEN GURION: La question ne se serait pas posée.

M. RAND (Canada): Elle aurait pu se poser si les Arabes s'étaient opposés à l'immigration et si le Gouvernement du Royaume-Uni s'était tenu à l'écart.

M. BEN GURION: En 1922, les Arabes s'opposaient à l'immigration et si vous lisez le Livre Blanc de M. Churchill, vous verrez qu'il a écrit une réponse à la délégation arabe. Il déclarait s'y opposer; il leur a dit: "Nous ne pouvons accepter votre position."

M. RAND (Canada): Ce que je voulais dire c'est qu'en 1922 vous ne représentiez qu'une faible proportion de la population; vous n'étiez pas en mesure d'imposer par la force aux Arabes l'immigration juive.

M. BEN GURION: La question ne s'est jamais posée.

M. RAND (Canada): Nous interprétons en ce moment la déclaration et le mandat, et il faut envisager toutes les conditions possibles. Dans le cas que j'ai cité, vous seriez-vous contentés de voir le Gouvernement du Royaume-Uni se tenir à l'écart alors que les Arabes s'opposaient à l'immigration?

M. BEN GURION: En 1922 . . . je ne sais vraiment pas pourquoi vous posez une question qui intéresse l'année 1922.

M. RAND (Canada): J'essaie de découvrir la signification du Mandat.

M. BEN GURION: En 1922, nous formions une petite communauté en Palestine, et laissés à nous-mêmes nous aurions pu facilement être exterminés.

M. RAND (Canada): Donc, il vous fallait un certain degré de protection.

M. BEN GURION: Nous en avons besoin et le monde nous l'a fourni, ce fut le privilège de l'Angleterre de nous le donner.

M. RAND (Canada): Ainsi, il ne s'agit pas seulement de s'abstenir à l'égard de l'immigration juive? Il s'agissait aussi, dans certains cas, de protéger l'immigration.

M. BEN GURION: Le Président m'a demandé combien de temps nous attendions de l'Angleterre qu'elle continue à imposer sa loi; à cela j'ai répondu que nous ne le lui demandons plus.

M. RAND (Canada): Ce n'était pas une question de durée, mais de mesure. Quelle est la proportion du pouvoir que le Royaume-Uni doit déployer, à votre avis? Vous avez dit que vous ne désiriez aucun déploiement de force, sauf pour écarter toute mesure contraire à l'immigration. La situation était différente en 1922, je le reconnais.

Le PRÉSIDENT: Vous avez dit que vous alliez imposer l'immigration.

M. BEN GURION: Non. "Imposer" implique une certaine hostilité. Lorsque je rentre dans mon foyer, je ne m'impose pas; et je rentre dans mon foyer à moins que vous refusiez d'admettre que c'est le mien. Si vous jugez que l'endroit où je vis ne m'appartient pas, je n'ai aucun droit de m'y rendre.

Le PRÉSIDENT: Je m'en rapporte à vos propres paroles. Vous avez employé les mots "nous allons imposer".

M. BEN GURION: Je n'ai pas dit "imposer". J'ai dit, nous reviendrons de nous-mêmes et non pas "nous nous imposerons".

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Seriez-vous satisfait si le Gouvernement suspendait l'interdiction de l'immigration et laissait la question se régler directement entre Arabes et Juifs? Cela donnerait-il satisfaction?

M. BEN GURION: Oui.

Le PRÉSIDENT: Vous savez que la Commission royale a déclaré qu'à son avis l'application combinée de la politique de la déclaration Balfour et du système du mandat faisait croire que l'hostilité arabe à la déclaration Balfour serait vaincue tôt ou tard.

M. BEN GURION: Vous prenez cela dans le mémorandum.

Le PRÉSIDENT: Non. Je ne le prends pas dans le mémorandum. Je me souviens l'avoir vu dans le rapport de la Commission royale. Vous n'admettez pas la déclaration selon laquelle l'hostilité arabe à la déclaration Balfour serait vaincue tôt ou tard?

M. BEN GURION: Je le crois aujourd'hui encore; je pense qu'elle pourra être vaincue. Si l'avenir porte quelque certitude, je suis certain que si l'on nous autorise à rentrer dans notre pays, nous vivrons en paix avec les Arabes et nous collaborerons avec eux. Je le crois autant que je crois à l'Etat juif.

Le PRÉSIDENT: Admettons qu'il y ait une violente résistance à l'immigration imposée; avez-vous l'intention, dans tous les cas, de continuer à combattre la résistance pour la vaincre ?

M. BEN GURION: J'ai dit que nous ne réclamions plus de mandat; ainsi la question ne se pose pas. La question ne se pose pas dans le mandat. Mais je répondrai à la question que c'est à vous de décider si ce que nous demandons est justifié ou non. Si c'est justifié et que la force soit nécessaire, vous devrez l'appliquer. Si ce n'est pas justifié, non seulement vous n'aurez pas à employer la force, mais encore vous n'aurez pas à l'autoriser. C'est une question de bon ou de mauvais droit et non pas de savoir s'il faut ou non employer la force comme dans tout autre conflit du monde. Et c'est la raison pour laquelle les Nations Unies ont été constituées.

M. RAND (Canada): Je pense que c'est un cas dans lequel on peut recourir à des solutions absolues.

M. BEN GURION: Non, pas de solutions absolues. C'est la raison pour laquelle nous, la majorité, étions prêts en 1937 à envisager un compromis, tout en sachant que nous avions droit à un pays entier. Le Gouvernement britannique est venu nous donner les résultats obtenus par la Commission. Il nous dit que nous avions raison, mais que cela entraînerait l'usage de la force et qu'il ne le désirait pas et ne pouvait pas; c'est pourquoi il nous offrit un compromis. La majorité répondit qu'elle était disposée à l'envisager.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Etes-vous toujours prêt à envisager un compromis ?

M. BEN GURION: Au cours de mon témoignage je vous ai dit que, lors des conversations qui ont suivi notre dernière conférence avec le Gouvernement à Londres, nous avons déclaré que si l'on nous offrait un Etat juif dans une zone adéquate de la Palestine, nous examinerions la proposition.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Cela signifie-t-il le partage ?

M. BEN GURION: "Partager", selon les dictionnaires, signifie diviser une chose en deux parties. La Palestine est divisée en trois parties

et les Juifs ne sont autorisés à vivre que dans une petite partie. Nous nous opposons à cela.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): J'ai entendu parler plusieurs fois d'une possibilité de violence pour le cas où la décision des Nations Unies ne serait pas acceptée par l'une des parties. Supposez que cette décision confère une absolue liberté à un Etat juif; le peuple juif serait-il capable de s'opposer à la violence et de se défendre ?

M. BEN GURION: Vous parlez de la violence de la part des Arabes ? Si une telle décision est prise, nous ferons immédiatement les plus grands efforts pour arriver à un accord avec les Arabes. Nous commencerons par aller leur dire: "Voilà une décision en notre faveur. Nous sommes dans notre droit. Nous désirons discuter avec vous et régler la question à l'amiable. Si votre réponse est négative, nous aurons recours à la force contre vous." Alors nous saurons nous défendre tout seuls.

Le PRÉSIDENT: Je désire que vous répondiez à un argument de la thèse arabe. Les Arabes disent: "Cette décision de la Société des Nations est bonne, mais personne ne peut disposer de notre pays sans notre consentement." Que répondez-vous à cela ?

M. BEN GURION: Ma réponse est que ce pays est le nôtre avec les Arabes qui y vivent. Ce pays est le pays du peuple juif et de tous les autres habitants. Voilà notre réponse.

Le PRÉSIDENT: Je crois que vous avez déjà répondu à la question. Si vous pouvez envisager une autre solution, alors cette solution 100 pour 100 juive que vous avez . . .

M. BEN GURION: C'est là une question de justice, j'en suis convaincu.

Le PRÉSIDENT: J'ai épuisé les questions que je désirais vous poser. Un membre de la Commission désire-t-il poser des questions ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Abordez-vous les sujets les uns après les autres ou donnez-vous aux membres l'occasion de poser toutes leurs questions ? Je voudrais connaître la procédure.

Le PRÉSIDENT: Je pense que les membres qui ont des questions supplémentaires à poser devraient le faire à propos de cette question politique.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne crois pas que cela soit juste envers les membres. Permettez aux membres d'épuiser les questions qu'ils désirent poser à n'importe quel moment. Il y a un certain nombre d'autres questions qui

découlent des réponses et qu'il est impossible de poser maintenant. En conséquence, je pense que le mieux serait de permettre aux autres membres de poser leurs questions et ensuite, si un autre membre désire poser une autre question concernant un autre sujet, le lui permettre. Sinon, il faudrait autoriser un membre à épuiser toutes ses questions avant de passer au suivant.

Le PRÉSIDENT: Vous avez interprété mon intention. Je désirais suivre cette procédure.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je n'y vois pas d'inconvénient.

Le PRÉSIDENT: Nous adoptons la procédure selon laquelle les questions de l'un des membres seront épuisées avant que je donne la parole à un autre.

M. SIMIC (Yougoslavie): Dans votre témoignage devant la Commission Peel en 1937, vous avez déclaré que vous réclameriez un Etat juif si la Palestine était un pays vide. Mais vous avez dit qu'il y avait d'autres habitants en Palestine et qu'ils avaient le droit de n'être pas laissés à la merci des Juifs. De plus, vous avez dit qu'un Etat pouvait entraîner la domination de la minorité par la majorité juive. La Palestine est-elle plus vide maintenant ou l'Etat juif entraîne-t-il une moindre domination de la minorité arabe que dix ans auparavant ?

M. BEN GURION: Je me rappelle très bien ce témoignage, mais je crains que vous n'en ayez qu'un petit passage. Je vous en donnerai la substance et vous comprendrez mieux ce que j'entendais dans le passage que vous avez cité.

On m'a posé la même question à propos du foyer national et de l'Etat juif et j'ai expliqué qu'un foyer national est plus qu'un Etat juif. Pourquoi ? Parce qu'un Etat appartient uniquement à ceux qui sont là et qui peuvent dire qu'ils n'admettront personne d'autre. Supposez qu'il y ait en Palestine un million et demi de Juifs et qu'ils forment un Etat juif ; cet Etat pourrait dire aux Juifs de Roumanie ou d'Allemagne : "Nous ne vous voulons pas". Cela pourrait arriver.

J'assistais à la conférence impériale du travail à Londres en 1925, conférence convoquée pour discuter uniquement la question de l'immigration dans l'Empire britannique. Une discussion s'instaura entre les travaillistes britanniques et les travaillistes australiens et canadiens. Les britanniques demandaient une plus vaste immigration, car il y avait à l'époque un grand chômage en Angleterre, atteignant deux millions d'individus. Ils réclamaient l'immigration de travailleurs britanniques au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les délégués des Dominions s'y opposaient. Ils avaient de bonnes

raisons pour cela, mais il ne m'appartient pas de dire qui avait tort ou raison. C'étaient tous des britanniques. Une telle situation pourrait survenir dans un Etat juif. Les Juifs en Palestine pourraient dire : "Vous souffrez en Allemagne, cela vous regarde." Aussi, lorsqu'on a parlé d'un "foyer national pour le peuple juif", j'ai déclaré que cela signifiait plus qu'un simple Etat juif pour ceux qui y résident. Aussi longtemps qu'il y aura un Juif incapable de rester où il est, et aussi longtemps qu'il restera une place en Palestine, un Etat juif n'aura pas le droit de l'empêcher de venir. C'est pourquoi un foyer national pour le peuple juif signifie davantage qu'un Etat juif.

J'ai expliqué ensuite pourquoi l'organisation sioniste ne parle pas dans son programme d'"Etat juif" et j'ai donné trois raisons à cela. La première, c'est que cela pourrait entraîner (bien qu'il ne le doive pas) une domination ; et nous ne désirons pas donner au monde l'impression que nous désirons dominer quiconque. Je ne me souviens pas des deux autres raisons, mais vous les avez lues. Je m'en tiens à ces raisons et nous ne désirons pas un Etat juif fondé sur la domination. Je vous enverrai notre programme. Lorsque nous avons demandé un Etat juif, nous avons déclaré que cet Etat juif ne devrait pas se fonder sur la domination et ne devrait pas être dominé. Nous nous en tenons à ce principe sans modification.

M. SIMIC (Yougoslavie): Accepteriez-vous d'avoir un Etat à majorité juive ?

M. BEN GURION: J'ajouterai même que vous recevrez demain un mémorandum où vous trouverez tout cela parfaitement expliqué.

M. SIMIC (Yougoslavie): Consentiriez-vous à avoir un Etat à majorité ou minorité juive avec participation égale au Gouvernement ?

M. BEN GURION: Dans la déclaration, j'ai indiqué la raison pour laquelle l'égalité au sein d'un Gouvernement peut constituer une bonne solution lorsqu'une Puissance étrangère domine le pays. Nous nous sommes montrés partisans de l'égalité aussi longtemps que durait le régime du mandat en Palestine. Nous disions que ce n'était pas juste malgré les profondes raisons historiques qui militaient en faveur d'un mandat d'une certaine durée. Mais, même dans une période transitoire, la population ne devrait pas être exclue du Gouvernement. Elle devrait y figurer à égalité : deux parts égales. Mais la parité est impossible dans un Etat indépendant.

M. SIMIC (Yougoslavie): Pourquoi ?

M. BEN GURION: Vous serez perpétuellement en présence d'un point mort. La parité ne signi-

fié pas qu'un Juif pris séparément et qu'un Arabe pris séparément ont le même droit, mais que les deux communautés possèdent le même droit. Vous aurez une parité de dix Juifs et de dix Arabes et un Gouvernement de trois Juifs et de trois Arabes. Vous en serez toujours à un point mort. Supposons que surgisse la question du développement, pour le Negev par exemple, deux raisons nous inclinent en faveur du développement. Nous sommes pour le développement en tant que Juifs et nous sommes pour le développement en tant que peuple progressiste. Eux ne recherchent pas le développement. Je ne dis pas qu'ils ne sont pas progressistes. Ils le sont. Et c'est leur droit... d'être tels qu'ils sont. Mais ils se déclareront opposés au développement. Leur opinion prévaudra parce qu'il faut une décision positive et une action positive. La parité pourra toujours empêcher qu'on prenne une mesure.

La deuxième question qui pour nous est également vitale est celle de l'immigration. Nous nous trouvons en présence de deux voix pour et de deux voix contre. Cela suffira à empêcher l'immigration, car il faut une décision positive pour permettre l'immigration. Il y aura donc toujours un point mort qui entraînera l'arrêt de l'immigration et l'arrêt du développement et je ne peux concevoir comment le Gouvernement existerait. Cela n'existe nulle part ailleurs au monde.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Vous êtes décidément pessimiste à l'égard d'un éventuel accord arabo-juif ?

M. BEN GURION: Au contraire, je suis décidément optimiste. Je suis certain que dès qu'un Etat juif existera et que nous constituerons un facteur indépendant, les Arabes entendront raison parce qu'ils sont des gens raisonnables et savent distinguer le bien du mal. Aussi longtemps qu'ils croient pouvoir nous empêcher de vivre ici, cela est naturel. Je ne leur reproche rien. Du moment que les Arabes sont contre nous, je ne leur reproche pas certains des moyens qu'ils utilisent. Je comprends leur attitude. Je fais des reproches au Mandat et non pas aux Arabes. Et lorsque les Arabes déclarent préférer un pays pauvre à un pays riche, je les comprends.

M. FABREGAT (Uruguay): Déclarez-vous à la page 16 que la loi raciale foncière existe encore ? Estimez-vous que cette loi comporte une violation du mandat et de la Charte des Nations Unies ?

M. BEN GURION: Je crois qu'elle est nettement contraire à la Charte des Nations Unies.

M. FABREGAT (Uruguay): A cause de son caractère de discrimination raciale ?

M. BEN GURION: Oui.

M. FABREGAT (Uruguay): Je voudrais que vous m'expliquiez en quelques mots le processus d'application pratique de cette loi en Palestine.

M. BEN GURION: A quoi tend votre question ?

M. FABREGAT (Uruguay): Vous avez dit qu'il existait ici des lois raciales. J'ai posé une question sur l'application des lois raciales en Palestine.

M. BEN GURION: Vous êtes en présence d'un cas où certaines choses ne peuvent être obtenues que par la collaboration judéo-arabe parce qu'il faut obtenir le consentement de l'Arabe propriétaire pour acquérir du terrain et que nous ne pouvons acquérir des domaines que par la collaboration judéo-arabe. Mais le Gouvernement intervient et dit "non". Je vais vous expliquer l'application de la loi.

Prenez l'exemple du Negev. Il s'y trouve des gens qui possèdent de grands domaines. Le pays est désertique. Il ne possède ni les moyens ni l'aptitude nécessaire à développer le pays. Aussi décident-ils de vendre une partie de leurs terres aux Juifs pour être en mesure de développer le reste de leurs terres. C'est la façon principale par laquelle nous avons acquis des terres dans d'autres parties du pays. A ce moment le Gouvernement intervient et dit: "Non, vous ne pouvez faire cela." Il en résulte que la terre demeure abandonnée. Nous ne pouvons pas nous y établir et l'Arabe désireux de développer le pays ne peut le faire, empêché qu'il est par le Gouvernement. Ce cas n'est pas imaginaire. Il y a des dizaines et des centaines d'exemples.

M. FABREGAT (Uruguay): Dans une autre partie de votre exposé vous exprimez un point de vue particulier sur les relations entre Arabes et Juifs. Avez-vous bien parlé de collaboration et avez-vous exprimé l'idée que la collaboration ne peut se fonder que sur l'égalité ? Je pense qu'il serait utile de connaître votre avis sur ce point spécial. Estimez-vous qu'une telle collaboration serait possible maintenant dans les conditions présentes ?

M. BEN GURION: Vous trouverez ailleurs un passage où je déclare qu'une collaboration existe maintenant entre Juifs et Arabes, exactement comme une collaboration existe entre Français et Anglais, ou entre Tchèque et Polonais. Ils représentent des entités distinctes. Ils sont à la fois des êtres humains et des peuples. J'ai parlé de collaboration dans les deux sens. Les Juifs et les Arabes collaborent en tant qu'individus. En ce qui nous concerne nous sommes prêts à collaborer, non pas parce que nous sommes des philanthropes mais parce que nous croyons qu'une collaboration est de l'intérêt de tous.

Les ouvriers juifs collaborent avec les ouvriers arabes. Le Gouvernement ne s'en réjouit pas toujours beaucoup parce que cette collaboration est le plus souvent dirigée contre le Gouvernement. Récemment encore 50.000 employés du Gouvernement, des Juifs et des Arabes, se sont mis en grève. Une collaboration existe entre villages juifs et arabes et cela continue. En ce qui nous concerne, nous voudrions que cela se poursuive sur une plus grande échelle. La collaboration existe entre Juifs et Arabes pris individuellement.

Vous venez de citer la collaboration entre les Juifs en tant que peuple et les Arabes en tant que peuple. Une telle collaboration n'est possible que si nous recevons le même statut qu'eux, celui d'une nation indépendante mais non pas s'ils sont en mesure de boycotter nos marchandises et si nous sommes incapables d'agir. Mais du moment qu'un Etat indépendant existe, il y aura, au lieu d'un boycottage arabe des produits juifs, un échange de services et de biens car cela sera profitable à la fois aux Juifs et aux Arabes. Ainsi, pour obtenir une collaboration entre ces deux peuples, il faut avoir l'égalité. La collaboration n'est possible qu'entre égaux.

Le PRÉSIDENT: Etes-vous optimiste au sujet de la collaboration entre Juifs et Arabes dans les questions politiques au sein d'un Etat palestinien ?

M. BEN GURION: Quelle question politique entendez-vous ?

Le PRÉSIDENT: Je veux parler de la collaboration dans le Gouvernement de l'Etat.

M. BEN GURION: Les Arabes sont exactement comme tous les autres peuples; ils ont des points de vue différents bien qu'ils puissent sembler n'avoir qu'un seul point de vue.

M. FABREGAT (Uruguay): Ma question concerne la collaboration économique et sociale.

Le PRÉSIDENT: J'ai ajouté les questions politiques.

M. BEN GURION: Comme je le disais, on trouve même certains groupes d'Arabes ici et dans les pays voisins qui sont prêts à collaborer politiquement.

Le PRÉSIDENT: Et dans l'ensemble ?

M. BEN GURION: Dans l'ensemble certains Arabes y sont opposés.

Le PRÉSIDENT: Qu'en résultera-t-il ?

M. BEN GURION: Si les Arabes désireux de collaborer et nous-mêmes sommes encouragés,

ces groupes, ici même et à l'étranger, parmi les Arabes désireux de collaborer, se trouveront renforcés.

Le PRÉSIDENT: Je vous ai demandé si vous étiez optimiste au sujet de la collaboration politique.

M. BEN GURION: Oui, absolument, pour autant qu'on puisse le savoir d'une façon absolue. Je subis la contagion de votre langue.

M. FABREGAT (Uruguay): A propos du problème de l'immigration, M. Ben Gurion, vous avez parlé du sort des Juifs et des enfants juifs ainsi que de l'interdiction de leur entrée en Palestine. Pourrais-je savoir, si possible, le nombre des gens qui se trouvent présentement dans les camps de Chypre et particulièrement le nombre des enfants juifs dans les camps de Chypre ?

M. BEN GURION: Je crois que le chiffre total dépasse un peu 15.000; 17.000. Je ne peux pas vous fournir le nombre exact des enfants.

M. FABREGAT (Uruguay): Pourrais-je obtenir ce chiffre plus tard ?

M. BEN GURION: Mon collègue me dit qu'il y a là-bas 2.000 enfants.

M. FABREGAT (Uruguay): Je désirerais savoir le nombre de Juifs qui se trouvent dans des camps de concentration en Europe et connaître les conditions dans lesquelles ces gens vivent présentement.

M. BEN GURION: A ma connaissance, quelque 220.000 Juifs se trouvent dans des camps mais ce chiffre ne comprend pas . . .

M. FABREGAT (Uruguay): Quelles sont les conditions d'existence dans les camps, les conditions sociales, les conditions d'hygiène, les conditions d'instruction pour les jeunes gens, pour les femmes, pour les hommes ?

M. BEN GURION: Nous vous enverrons un mémorandum fournissant tous les détails sur ces conditions mais je puis d'ores et déjà vous dire que j'ai visité les camps dès après la libération et que les ai visités récemment. Une aggravation très forte des conditions se manifeste pour plusieurs raisons: pour des raisons politiques et économiques. On remarque également une aggravation des relations entre les Juifs et la population allemande. Certains cas se sont déjà produits dans lesquels de nombreuses personnes déplacées juives ont été assassinées par des Allemands et par la police allemande.

On donne actuellement à ces camps la dénomination de centres de rassemblement mais je

ne pense pas que cela entraîne une importante modification des conditions.

M. FABREGAT (Uruguay): Vous avez parlé, M. Ben Gurion, d'un million d'enfants environ tués en Europe par les persécutions nazies.

M. BEN GURION: Oui.

M. FABREGAT (Uruguay): Ces enfants du camp de Chypre ont-ils leurs parents ?

M. BEN GURION: Beaucoup d'entre eux ne les ont pas, quelques-uns les ont. De nombreux Juifs polonais se sont échappés en Russie soviétique et ils ont été sauvés avec leurs enfants. La plupart des familles nombreuses que vous trouvez dans les camps (à Chypre également), composées de la mère, du père et des enfants sont celles qui se sont échappées en Russie et sont maintenant revenues. Elles sont retournées par la Pologne et de Pologne en Allemagne avant d'aller en Palestine.

M. FABREGAT (Uruguay): Merci.

M. BLOM (Pays-Bas): Je voudrais tout d'abord poser une question touchant la forme de Gouvernement que M. Ben Gurion envisage pour la période transitoire. M. Ben Gurion déclare que les Juifs sont en droit d'établir ici un pays à majorité juive et donc, ils prévoient, ils envisagent un plan d'immigration pour un million de Juifs environ. M. Ben Gurion déclare que cela prendra quelques années. Il ajoute ensuite que lorsqu'une grande partie de ce plan sera exécutée, l'indépendance pourra s'établir. Il n'est pas possible, évidemment, de prévoir avec exactitude combien d'années devront s'écouler, de l'avis de M. Ben Gurion, jusqu'au moment où cette partie considérable du plan aura été exécutée. Mais M. Ben Gurion pourra peut-être reconnaître que cela pourra prendre au moins, disons de cinq à dix ans.

M. BEN GURION: Pas nécessairement.

M. BLOM (Pays-Bas): Envisagez-vous une période plus courte ?

M. BEN GURION: Pas nécessairement, Monsieur.

Le PRÉSIDENT: Combien de personnes pouvez-vous absorber par an ?

M. BEN GURION: Je vais répondre à votre question mais je ne sais pas si vous accepterez la réponse. L'an dernier une commission d'experts anglais et américains est venue. Ils ont discuté la recommandation de la Commission anglo-américaine d'admettre 100.000 personnes. Ils en sont venus à la conclusion (annoncée par

M. Morrison alors président du Conseil) qu'on peut absorber 100.000 personnes en une année, sans qu'aucun pouvoir spécial ne soit donné à l'Agence juive. Si l'on donne pleins pouvoirs à l'Agence pour le développement et l'immigration, avec l'assistance des Juifs et grâce au paiement de certaines réparations auxquelles nous avons droit (cela a déjà été reconnu et nous en recevons déjà une partie, comme M. Kaplan vous l'a dit, je pense), un plus grand nombre de personnes pourront venir s'établir ici. Il n'est pas nécessaire d'attendre l'établissement de tout un million de Juifs. Nous avons établi un plan pour un million de Juifs, cela pour deux raisons: d'abord, cela représente approximativement le nombre de Juifs que nous savons être dans le besoin (ils ne peuvent pas rester où ils sont) et enfin ce chiffre se fonde sur l'importance des terres que nous comptons mettre en valeur et des industries que nous comptons développer. Mais cela ne touche pas au problème politique. On peut résoudre le problème politique en moitié moins de temps qu'il n'en faut pour établir un million de Juifs en Palestine. En d'autres termes, s'il faut huit ans pour établir et absorber un million de Juifs, il ne faudra que trois ou quatre ans pour établir une forme complète ou presque de gouvernements autonomes du pays sur une base purement démocratique.

M. BLOM (Pays-Bas): Eh bien! pour concevoir une période déterminée, je dirai entre cinq et dix ans. M. Ben Gurion est plus optimiste.

M. BEN GURION: Je ne peux rien garantir, Monsieur; personne ne peut rien garantir dans ces choses.

M. BLOM (Pays-Bas): En tout cas il y aura une période transitoire.

M. BEN GURION: Oui, Monsieur.

M. BLOM (Pays-Bas): Je voudrais savoir quelle forme de gouvernement M. Ben Gurion envisage pour cette période. Par exemple, qui se chargera de l'administration de la justice, de la police, etc.

M. BEN GURION: Autant que possible, l'administration judiciaire et de la police sera assurée par le peuple de Palestine, mais sous le contrôle des Nations Unies.

M. BLOM (Pays-Bas): Qu'entendez-vous par contrôle des Nations Unies ?

M. BEN GURION: Les Nations Unies auront la direction suprême jusqu'à ce que l'indépendance soit acquise.

M. RAND (Canada): Vous voulez parler plus de l'administration que du contrôle.

M. BEN GURION: Oui, dans la mesure où l'administration sera nécessaire.

M. BLOM (Pays-Bas): Vous savez que les Nations Unies ne possèdent rien pour le moment en fait de force policière internationale ou d'organes de ce genre. Ainsi, un ou plusieurs pays devront les fournir.

M. BEN GURION: Nous n'avons pas discuté tous ces détails. Je serai franc. Nous ne croyons pas même que ce soit à nous à en décider. Nous ne pouvons qu'établir un certain principe général, une certaine politique. Les détails d'exécution ne sont pas de notre ressort. Il faut déterminer la ligne générale. Il faut adopter le principe créant un Etat juif fondé sur l'égalité et adopter aussi un vaste plan de développement. Ensuite les détails seront élaborés sur la base de ces trois lignes principales. Je ne saurais vraiment pas expliquer notre point de vue sur ces détails car nous ne sommes pas allés si loin.

M. BLOM (Pays-Bas): Monsieur le Président, je ne considère pas cela comme des détails. Je pense qu'il s'agit d'une question très importante du point de vue d'une politique internationale pratique pour la situation telle qu'elle se présentera dans l'avenir.

M. BEN GURION: Oui, évidemment c'est important.

M. BLOM (Pays-Bas): Ainsi, l'Agence juive n'envisage aucun plan spécial à cet égard.

M. BEN GURION: Non.

M. BLOM (Pays-Bas): Et que pense l'Agence juive du rapport établi l'année dernière par la Commission anglo-américaine ?

M. BEN GURION: Nous vous enverrons le texte de notre réponse officielle. Nous avons dit tout d'abord que si l'on mettait à exécution les deux recommandations essentielles de ce rapport, à savoir la suppression du Livre Blanc et l'admission immédiate de 100.000 Juifs, nous serions prêts à étudier avec une Commission gouvernementale une politique à long terme; nous avons en effet deux politiques; une politique à court terme qui comprend les mesures à prendre immédiatement et une politique à long terme. Nous vous enverrons le texte de notre mémorandum.

M. BLOM (Pays-Bas): Je vous en remercie.

M. BEN GURION: Nous joindrons d'ailleurs un mémorandum supplémentaire. Nous vous avons exposé la thèse juive et nous vous avons fourni tous les documents que nous avons présentés il

y a plus d'un an à la Commission anglo-américaine. Vous recevrez demain un mémorandum mettant notre documentation à jour. Vous y trouverez tous les renseignements qui vous intéressent.

M. BLOM (Pays-Bas): J'ai une autre question à poser. Je me rappelle que l'Agence juive a déclaré l'année dernière à la Commission anglo-américaine que la composition de ses organes représentatifs ne correspondait pas aux stipulations de sa constitution à cause de la guerre et parce que plusieurs membres des différents organes étaient morts et qu'il avait fallu tenir de nouvelles élections. Je voudrais savoir comment la situation se présente aujourd'hui. La composition des organes représentatifs de l'Agence juive est-elle maintenant conforme à sa constitution ? Je voudrais savoir en particulier si des organisations non sionistes exercent maintenant une influence au sein des organes exécutifs et s'ils y sont représentés. M. Ben Gurion et ses collègues peuvent également nous exposer l'opinion des organisations non sionistes. Quelle est la situation actuelle ?

M. BEN GURION: J'ai trois choses à vous dire. En premier lieu le mandat stipule que l'organisation sioniste est l'Agence juive. Ceci est conforme au mandat. Il invite l'Agence juive à s'assurer la collaboration de tous les Juifs qui veulent aider à construire un foyer national. Puis en 1929, nous avons de notre propre initiative invité à une conférence de nombreuses organisations juives qui officiellement sont non sionistes. Mais l'expression "non sionistes" ne signifie pas qu'elles ne sont pas sionistes. Il se peut qu'elles soient sionistes mais l'organisation est appelée non sioniste. C'est ainsi que la communauté juive est une organisation non-sioniste mais presque tous les Juifs membres de cette organisation sont des sionistes. La même chose existe dans d'autres pays. En Angleterre, le *Board of Deputies* comprend 90 pour 100 de sionistes mais il est constitué en tant que communauté juive anglaise et non en tant qu'organisme sioniste. Nous avons rédigé notre constitution. Ce n'était pas le mandat qui nous demandait de le faire. C'était une question n'intéressant que les Juifs et il fut stipulé que l'Agence juive serait composée de 50 pour 100 de représentants de l'Organisation sioniste choisie à ce titre et de 50 pour 100 de représentants d'autres organisations sionistes ou non. Mais depuis bien des choses se sont passées. Ainsi un certain nombre de communautés d'Europe devaient être représentées. Elles n'existent plus. En Amérique, le choix se faisait sur une base personnelle. Sans qu'il y eut d'élection démocratique, un certain nombre de Juifs furent désignés en Amérique ainsi que M. Marshall et M. Warburg du fait qu'ils jouissaient d'une grande popularité parmi les Juifs d'Amérique. Beaucoup d'entre

eux moururent, ce qui, malheureusement, détruisit le plan tel qu'il avait été tracé dans la constitution. C'était, ou les hommes qui mouraient ou des communautés entières qui étaient exterminées. Néanmoins la constitution restait inchangée. Elle se compose toujours de sionistes et de non sionistes; certains des non sionistes vivent toutefois en Amérique et ne prennent pas une part active aux travaux qui s'accomplissent ici. Nous venons de décider que le prochain congrès sioniste convoquera un conseil. Ce que les sionistes appellent un congrès, les non sionistes le dénomment un conseil. Nous convoquerons un conseil de ces organisations puisque l'ancienne constitution ne peut être mise à exécution du fait que la réalité sur laquelle elle se fondait n'existe plus. Lorsque nous aurons convoqué un tel conseil, il sera possible de reconstituer une agence plus vaste. Pour l'instant, nous possédons l'ancienne constitution, mais l'ancienne constitution ne correspond pas à la réalité.

M. BLOM (Pays-Bas): Le corps exécutif comprend-il des non sionistes ?

M. BEN GURION: Il y en a en Amérique. Il y en avait un en Palestine mais il a démissionné à la suite de divergences de vues dans le domaine social. En Amérique, trois non sionistes sont membres officiellement.

M. BLOM (Pays-Bas): Pourrions-nous connaître le point de vue des non sionistes ?

M. BEN GURION: Oh! oui, j'en suis sûr. Je peux vous dire que, dans le passé, au sein de la Commission anglo-américaine, ainsi que dans notre travail devant les Nations Unies en Amérique, nous avons collaboré avec deux grands organes juifs-américains: la Conférence américaine et le Comité juif-américain. La position du Comité juif-américain dans cette question diffère de la nôtre sur un point. Il se déclare en faveur d'un Etat juif dans une partie de la Palestine, il favorise un Etat juif dans une partie appropriée de la Palestine. Il ne s'associe pas à la totalité de notre programme visant à faire de la Palestine un Etat juif. Je crois qu'ils vous ont envoyé un mémorandum au nom du Comité juif-américain, alors que vous étiez encore en Amérique.

M. BLOM (Pays-Bas): Nous en avons reçu plusieurs.

M. BEN GURION: A ma connaissance, le *Board of Deputies* juif d'Angleterre qui représente les Juifs anglais sur la base d'élections démocratiques s'est également associé à l'attitude de l'Agence juive.

Le PRÉSIDENT: M. Lisicky a demandé de poser certaines questions. Avant de lui donner

la parole je voudrais savoir si d'autres membres désirent également poser des questions.

Différents membres manifestent leur désir de poser des questions.

Le PRÉSIDENT: Avant de poursuivre, je crois que nous pouvons suspendre la séance pour dix minutes.

(L'audience est suspendue pour dix minutes puis reprise).

Le PRÉSIDENT: L'audience est reprise. M. Lisicky a demandé à poser certaines questions.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Ma première question se rapporte à la citation contenue à la page 11 de la déclaration de M. Ben Gurion. C'est un extrait du rapport de la Commission royale pour la Palestine. Cette citation a la teneur suivante:

"La Commission trouve que, bien que les Arabes aient profité de l'essor du pays résultant de l'immigration juive, aucun effet conciliatoire ne s'est manifesté. Au contraire, l'amélioration de la situation économique en Palestine s'est traduite par une aggravation de la situation politique. . . La Commission estime que les obligations assumées par la Grande-Bretagne envers les Arabes envers les Arabes et les Juifs vingt ans auparavant n'ont nullement perdu de leur force morale et juridique par suite des événements ultérieurs, mais la difficulté réside dans le fait que ces obligations se révèlent inconciliables. Le mandat ne peut être appliqué."

A un autre propos, si je me souviens bien, M. Ben Gurion a déclaré que Sir Alexander Cadogan, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, a admis avec ingénuité (avec ou sans ingénuité, c'est une question de goût) que le mandat ne peut être exécuté. Cette citation a été faite par M. Ben Gurion. Elle n'a pas été répudiée dans sa déclaration. Je voudrais connaître son avis sur les faits mentionnés dans cette citation.

M. BEN GURION: A cet égard, nous adhérons plus ou moins au point de vue exprimé par la commission permanente des mandats. Je dirai que cette commission comprenait des gens dotés d'une grande expérience dans ce domaine.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Vous parlez de la Commission Peel ?

M. BEN GURION: Non, de la Commission des mandats de la Société des Nations, la Commission internationale.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Mais le passage que j'ai cité provient de la Commission Peel.

M. BEN GURION: Oui. Elle a discuté ce point de vue de la Commission et déclaré qu'elle pourrait avoir un point de vue différent de celui de la Commission, soit que les obligations fussent ou non conciliables en elles-mêmes. A son avis, les obligations sont conciliables mais, comme l'a dit la Puissance mandataire, le mandat ne peut être mis à exécution parce qu'un mandat doit être exécuté par le mandataire. Si le mandataire déclare le mandat impraticable, ce mandat devient effectivement impraticable.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Ainsi vous êtes d'accord sur ce point ?

M. BEN GURION: Je dis que c'était là leur avis et nous avons vu que le mandat est devenu depuis lors en fait impraticable. Le mandat ne pouvait être exécuté et c'est la raison pour laquelle on a accepté les autres conclusions de la Commission et c'est pourquoi la solution est un compromis. Une grande partie des membres accepta également cette solution et se déclara prête à l'examiner. Mais il est de fait que depuis lors, le mandat n'était plus exécutable parce que le mandataire le déclarait impraticable; mais nous n'admettons pas que les obligations sont inconciliables. Nous ne voyons aucun conflit dans les obligations, néanmoins le mandat est devenu impraticable. C'est là un fait et il faut admettre les faits.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Ainsi, vous admettez le fait que le mandat ne peut pas être exécuté ?

M. BEN GURION: Il est devenu inexécutable. Mais il n'était pas nécessairement inexécutable. Nous admettons le fait que le mandat est devenu inexécutable mais non pas qu'il devait le devenir. Mon point de vue est différent. Je ne pense pas qu'il devrait devenir inexécutable, mais il l'est devenu en fait et il faut admettre ce fait.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Votre réponse me suffit.

Je vois à la page suivante que lors de la discussion sur les conclusions de la Commission, on pouvait espérer (si je comprends bien votre déclaration) que les conclusions de la Commission seraient acceptées sous réserve de certaines modifications, c'est-à-dire l'inclusion du Negev, ce qui ramenait à la situation de 1937. Pouvez-vous m'indiquer quelle est la situation présente ?

M. BEN GURION: Notre attitude, je vous l'ai dit, est consignée par écrit. La presse a publié certaines citations erronées, déclarant que je m'opposais à la décision. C'est absurde. La dernière fois que j'ai eu à m'exprimer au sujet de la forme du Gouvernement, j'ai déclaré que nous maintenions l'attitude adoptée l'an dernier

et que nous étions prêts à examiner la question d'un Etat juif dans une zone appropriée de la Palestine et que nous avons un droit sur la Palestine dans son ensemble. Nous serions prêts à examiner l'offre d'un Etat juif dans une zone appropriée de Palestine.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Puis-je comprendre que vous ne vous opposez pas à l'idée du partage ?

M. BEN GURION: C'est-à-dire que nous sommes prêts à l'examiner.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): A la page 31 de votre discours, je lis ceci: "L'intention primitive de la déclaration Balfour et du mandat aurait pu être mise à exécution et le dominion juif serait devenu un fait accompli avant la seconde guerre mondiale si la Puissance mandataire avait exécuté logiquement et résolument ses obligations de mandataire."

C'est là une première partie de mes remarques. Ensuite, je trouve dans les statistiques d'immigration que le nombre des immigrants juifs dans les années 1927 à 1931 se répartissait ainsi: en 1927, le nombre des immigrants juifs atteignait 2.713; en 1928, 2.178; en 1929, 5.249; en 1930, 4.944 et en 1931, 4.075. Cela signifie-t-il que le nombre restreint des immigrants dans cette dernière année provient des mesures du Gouvernement palestinien contre une vaste immigration ?

M. BEN GURION: Je vais vous le dire. Vous soulevez là une question déterminante et votre question est parfaitement fondée.

Deux facteurs principaux intéressent l'immigration juive en Palestine: le premier concerne la situation et le besoin d'immigrer des Juifs. Avant la première guerre mondiale, environ trois millions de Juifs ont immigré, venant des pays européens. C'est là le premier facteur. Le deuxième facteur réside dans l'attraction de ce pays pour un Juif. La Palestine n'est pas un pays propre à l'immigration; c'était un pays d'émigration. La population a quitté le pays. De nombreux Arabes, et surtout des Arabes chrétiens possédant un niveau de vie un peu plus élevé, sont partis pour l'Amérique du Sud ou d'autres pays.

Comment les Juifs pouvaient-ils immigrer en Palestine ? Il nous a fallu créer une nouvelle économie. C'est à peine si l'ancienne économie pouvait absorber un seul Juif. Parmi les centaines de villages arabes, vous ne trouverez pas un seul Juif. De nombreux Juifs travaillent dans l'agriculture. Il nous fallait établir une nouvelle économie. Quand on développe un pays, on crée une place pour les immigrants, ainsi la question de l'immigration en Palestine est organiquement liée à la question du développement et de la construction. Nous nous

sommes élevés contre la Puissance mandataire. Elle restait presque entièrement passive et ne fournissait aucune aide au développement. Moins on développait et moins on construisait, moins on donnait de place aux immigrants. Il nous fallait créer tout cet essor presque entièrement et nous n'avions que peu de moyens matériels à notre disposition. C'est pourquoi la Puissance mandataire ne nous a pas aidés davantage, pour notre propre bien et pour le bien de la population.

Nous voyons ici que les deux obligations n'entrent pas en conflit. Nous n'admettons pas que l'obligation envers les Juifs ne peut se concilier avec l'obligation envers les Arabes, aussi laisserai-je de côté cette question. Nous n'avons reçu aucune aide dans la construction et le développement du pays. Il faut construire des maisons, il faut aménager le terrain par l'irrigation, il faut bâtir des fabriques. Vous avez entendu hier l'histoire de notre effort économique et vous savez combien nos efforts ont été aidés.

Si dès le début le Gouvernement avait collaboré autant que nous au développement du pays, toute l'histoire de la Palestine en aurait été changée. Evidemment, nous ne pouvons pas prouver cela; on ne peut jamais prouver une supposition. Mais c'est là notre conviction et cela ne vient pas d'une hostilité envers le Gouvernement. Nous n'avons aucune hostilité. Mais ce n'est pas seulement une supposition. Nous le disons parce que nous le savons. Nous avons accompli cette œuvre et nous savons ce qui peut être fait. Voyez la question du Negev. Nous ne pouvions pas entreprendre l'irrigation avec les misérables moyens dont nous disposions. Nous ne pouvions pas prendre les dispositions pour amener l'eau de loin, car nous n'avions pas les pouvoirs nécessaires. La terre ne nous appartient pas. Le Gouvernement a les pouvoirs voulus mais il n'a jamais rien fait. Il aurait pu facilement amener de l'eau à la terre de façon à l'aménager pour une colonisation juive à grande échelle. Il n'en a rien fait. Vous voyez donc notre position.

LISICKY (Tchécoslovaquie): Cela signifie donc que le Gouvernement n'a pas empêché l'immigration, mais vous dites qu'il n'a rien fait pour l'encourager ?

M. BEN GURION: Il y a autre chose également. Nous avons procédé tous les six mois à une enquête sur les besoins économiques du pays, avant la publication du Livre Blanc. Tous les six mois, le Gouvernement fixait un contingent d'immigrants. Ce contingent était déterminé par l'évaluation des besoins économiques et principalement de ceux de l'économie juive, évidemment. Nous en sommes arrivés à la conclusion que nous avions besoin de 25.000 ouvriers. Nous en avons reçu 3.000. Cela est incompatible.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): L'immigration était restreinte même avant le Livre Blanc.

M. BEN GURION: Théoriquement non, mais en réalité nous ne recevions pas le nombre de gens dont nous avions besoin et, par conséquent, de nombreux Juifs ne pouvaient pas venir. En 1939, nous avons demandé un chiffre très modeste: 3.000, mais on ne nous en a accordé que 300. Nous avons dû refuser. Nous ne pouvions pas répondre aux besoins de ceux qui désiraient venir.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Mais je vois qu'on vous en a accordé 4.000 en 1931.

M. BEN GURION: C'est un chiffre général. Avant le Livre Blanc, il y avait différentes catégories d'immigrants. On distinguait les capitalistes (des gens possédant des moyens financiers), des parents, des élèves et des ouvriers. Le chiffre d'immigrants à admettre dans la catégorie "main-d'œuvre" était fixé tous les six mois. Les chiffres que vous avez devant vous représentent le nombre total des immigrants, mais je les cite comme ceux de la catégorie "main-d'œuvre". Tous les six mois, on procédait à une nouvelle évaluation et l'on prenait une décision.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Passons maintenant à vos conclusions. Vous réfutez l'idée d'une tutelle internationale des Nations Unies. Vous réfutez l'idée de l'Etat bi-national en vous fondant sur l'idée qu'une parité au sein du Gouvernement entraînerait nécessairement et pour toujours un point mort. Cela revient à dire que vous n'avez aucune foi dans la possibilité de collaborer avec la population arabe de la Palestine si elle est en nombre égal ou en majorité. Mais, si je comprends bien, vous avez la plus grande foi dans les possibilités de cette collaboration lorsque la partie juive de la population aura la majorité. Il y a un autre point qui ne me semble pas cadrer entièrement avec votre pessimisme à l'égard de la possibilité de collaborer avec les Arabes en Palestine. Dans votre conclusion, vous demandez l'aide des Nations Unies pour arriver à trois buts: l'abolition immédiate du Livre Blanc, l'établissement d'un Etat juif et la constitution d'une alliance judéo-arabe. Je me demande s'il ne serait pas utile de commencer par l'alliance judéo-arabe dans ce pays et non pas à l'étranger. Et si vous estimez qu'il n'y a pas de possibilité d'une telle alliance dans ce pays, estimez-vous que la possibilité d'une alliance judéo-arabe à l'étranger soit plus grande ?

M. BEN GURION: Vous me posez là une question de la plus haute importance. Je m'excuse auprès du président de devoir répéter une partie de l'exposé que je viens de faire. Peut-être n'avez-vous pas entendu ce que j'ai dit. Il faut

établir une distinction entre les Arabes en tant qu'être humains et les Arabes en tant que communauté. Un Juif est un ouvrier et un Arabe est un ouvrier. Un Juif possédant une orange-raie et un Arabe possédant une orangerie ont des intérêts communs et ils travaillent ensemble à différentes occasions. Cela ne les empêche pas d'agir comme un ouvrier d'une part et comme un propriétaire d'orange-raie d'autre part, mais en tant qu'Arabes et en tant que Juifs, ils sont en face de problèmes politiques différents et contradictoires. J'en viens maintenant au problème de la collaboration avec les Arabes en Palestine et à la collaboration avec les Arabes hors de la Palestine. Alors que certains Arabes se déclaraient dès le début en faveur de l'immigration juive (et il en reste encore qui sont en faveur de l'immigration juive), aucun Arabe ne se prononcera plus pour elle ouvertement. Je ne leur en fais pas de reproche. Je ne dis pas que l'Arabe est malhonnête, il subit la pression de sa communauté. Il y a même un exemple que je ne citerai pas dans lequel un groupe d'Arabes n'ont pas accepté les ordres du Mufti. C'est à mon avis plus ou moins les conditions dans lesquelles vivent les être humains. Les hommes ne sont pas des anges. C'est plus ou moins une chose normale. Tant que la communauté arabe sera en mesure d'empêcher l'accroissement des Juifs en Palestine, elle le fera, parce qu'il y aura toujours une partie de la population qui sera énergiquement opposée et cette partie prévaudra surtout quand elle se trouvera appuyée également par la politique de la Puissance mandataire.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): De quelle façon cette partie de la population dominera-t-elle ?

M. BEN GURION: Parmi les gens de leur race, ils imposeront leur programme car il est aisé de susciter des sentiments anti-juifs et xénophobes dans ce pays. Je pense qu'ils empêcheront cette immigration aussi longtemps que possible. Mais lorsque ce sera un fait acquis, beaucoup des adhérents changeront d'idée. Voici un exemple concret fondé sur l'expérience. En 1937, la Commission Peel a proposé d'établir un Etat juif et un Etat arabe. Le Gouvernement a accepté cette proposition. Pour la première fois dans l'histoire récente, le chef officiel des Arabes qui, de tout temps, a été notre adversaire acharné et qui devant la Commission Peel avait même refusé de promettre l'octroi de leur plein droit aux 400.000 Juifs amenés en Palestine, nous a soumis par des intermédiaires des propositions d'accord judéo-arabe. Ces propositions nous furent remises à Londres par un Anglais et par un Juif. Le Juif était Haymson et l'Anglais le colonel Newcombe. C'était un ami des Arabes. Cette proposition parvint en Palestine par le canal de M. Magnes. Nous leur avons demandé qui était à l'origine de ces propositions. A Lon-

dres comme ici, on nous a répondu que c'était le Mufti. C'était la première fois que cela se produisait dans les événements récents. Nous répondîmes que, alors que les propositions n'étaient pas satisfaisantes en elles-mêmes, nous étions prêts à les discuter avec les Arabes.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Si je comprends bien, il n'était pas question à l'époque d'un Etat juif occupant toute la Palestine ?

M. BEN GURION: En effet, vous avez raison. Nous répondîmes que nous étions prêts à rencontrer les Arabes et à discuter leurs propositions. Comme le temps passait et que nous ne recevions pas de réponse, nous nous sommes informés et l'on nous a dit que les auteurs des propositions reculaient et refusaient de les discuter. Qu'était-il arrivé ? Entre la soumission de ces propositions et leur refus, le Gouvernement de Sa Majesté avait formulé une nouvelle ligne politique. Il écartait la politique de la Commission Peel. Il renonçait à la politique créant deux Etats et par conséquent établissant un Etat juif. Alors ceux qui étaient venus à nous nous dirent: "Pourquoi devrions-nous nous entendre avec les Juifs ? Cela n'est pas nécessaire." Aussi pensons-nous qu'ils mettront obstacle à notre immigration aussi longtemps qu'ils le pourront. Leur désir et leur politique dominera dans les communautés arabes. Comme il s'agit, à notre point de vue, d'une question de bon ou de mauvais droit, les Arabes ne doivent pas être seuls à en décider, mais c'est un tribunal suprême qui devra juger, et nous disons que vous constituez ce tribunal.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Vous raisonnez maintenant dans l'absolu. Vous connaissez la définition de la politique ? La politique c'est l'art des possibilités.

M. BEN GURION: La seule question c'est de savoir ce qui est possible. Nous prétendons que lorsque cette question sera tranchée, ils ne pourront plus nous empêcher ni de vivre ici ni d'atteindre l'égalité. Cela signifie l'indépendance. Comme nous connaissons la nature humaine, nous connaissons aussi ce peuple, nous vivons parmi les Arabes; mon collègue, M. Shertok, à l'époque où son père vint s'établir dans un village arabe, a été, à ma connaissance, le premier pionnier juif à s'établir dans un village arabe. Mon collègue, M. Shertok, a été élevé dans un village arabe; il y conserve des amis et lorsqu'il est malade ou qu'il a un enfant, ils viennent le féliciter. J'ai travaillé moi-même avec des ouvriers arabes dans des champs juifs, dans des villages juifs. Nous connaissons ces gens, nous vivons avec eux. Le passé récent nous fournit des indications historiques qui datent de la dernière guerre, époque où la question a été tranchée. Elle a été décidée par les Puissances

alliées et associées, comme elles s'appelaient, au sein de la Société des Nations. Le monde arabe l'a acceptée. Quand l'opposition des Arabes a-t-elle débuté? Ce ne fut ni en 1917 ni en 1918 ni en 1919. A l'époque, tous les représentants arabes, Feyçal, le Comité syrien qui se rendit à Versailles, le shérif de La Mecque, tous acceptèrent, tous désiraient, tous recommandaient l'alliance. Lorsqu'ils s'aperçurent qu'ils n'y tenaient pas sérieusement, je ne pense pas que M. Balfour ou M. Lloyd George n'y croyaient pas, mais le peuple de ce pays n'y croyait pas et certains renseignements leur faisaient croire que les alliés n'y croyaient pas. Mais je ne veux pas approfondir ce point; c'est une histoire très triste. Je n'ai parlé que de 1920. Ce pays connaissait l'occupation militaire; beaucoup de troupes y étaient stationnées. J'étais encore moi-même soldat dans l'armée britannique. Je me trouvais par hasard à Jérusalem pendant la pâque juive. Il y eut un pogrom qui dura trois jours dans la vieille ville de Jérusalem. Je n'ai pas pu comprendre pourquoi. Il y avait des troupes en suffisance. Les Arabes, qui ne sont pas aussi compliqués que les Européens, se disaient "ed Dawlamaana" ce qui signifie: le Gouvernement est pour nous. Puis ils se dirent "si les Anglais y sont opposés, pourquoi n'en serions-nous pas partisans?" Je pense qu'ils n'avaient aucune raison de douter de la sincérité du Gouvernement de Londres, mais voyant ce qui se passait ici, ils se disaient: "Pourquoi devrions-nous donner notre assentiment?" Pourtant, lorsqu'ils surent qu'une décision était prise, ils l'acceptèrent. Voilà pourquoi je dis que nous avons une raison de croire. Il en va de même lorsqu'on parle de certaines choses dont on ne peut être absolument sûr. Mais, étant donné la nature humaine, étant donné une décision mondiale, étant donné un fait, étant donné un intérêt vital, on peut dire que lorsqu'un Etat juif sera constitué, cet Etat entretiendra d'aussi bonnes relations avec l'Etat arabe que le fait tout autre Etat du monde avec ses voisins. La Turquie et la Grèce nous en offrent un exemple dans le Moyen-Orient. La guerre séparait perpétuellement la Turquie et la Grèce. Dès qu'une décision fut prise et que les Turcs furent transférés en Grèce, ils devinrent les meilleurs amis du monde après la dernière guerre. A plus forte raison devons-nous devenir d'excellents amis puisque nous ne sommes ni Grecs ni Turcs et qu'ils ne sont ni Grecs ni Turcs. Nous vivrons ici. Il y a une parenté entre nous. Nous avons besoin les uns des autres. Je l'ai dit, ils possèdent certaines choses que nous n'avons pas et nous en possédons qu'ils n'ont pas. Nous avons besoin de ce qu'ils ont en abondance. Ils ont besoin de ce que nous possédons en abondance. Si nous pouvons offrir des avantages pour eux et qu'ils peuvent offrir des avantages pour nous, aucune raison au monde n'empêcherait cette réalisation s'il nous est permis de vivre ici en

toute liberté et en toute égalité. C'est tout ce que des êtres humains peuvent prévoir. Je prétends que c'est la chose la plus raisonnable. Il existe un autre facteur: nous savons que nous y parviendrons avec les meilleures intentions du monde. Nous nous y efforçons depuis que nous sommes arrivés en Palestine. Je peux vous citer mon expérience personnelle. A mon arrivée en Palestine, comme tous les autres pionniers juifs, je me suis mis à travailler la terre. Il y a quarante et un ans de cela et la Palestine se trouvait sous la domination turque. J'allais aux champs avec un fusil sur l'épaule parce que l'inégalité régnait dans le pays. Les Arabes tiraient sur les Arabes et surtout sur les Juifs s'ils en avaient l'occasion. Nous devions nous défendre. Nous possédions une organisation spéciale dénommée "Les Veilleurs". La politique de cette organisation consistait à créer les meilleures relations possibles entre nous et nos voisins arabes. Nous y sommes parvenus. Nous leur avons appris à nous respecter. Lorsqu'ils virent que les Juifs savaient se défendre malgré leur petit nombre, qu'ils savaient se servir d'un fusil et veiller à leur sécurité aussi bien et même mieux qu'eux-mêmes, nous essayâmes de nouer des relations amicales et nous y parvînmes. Ces mêmes gens qui nous attaquaient auparavant devinrent nos meilleurs amis. Nous croyons que c'est ce qui se produira sur une plus grande échelle lorsque nous serons établis et que nous serons indépendants.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Si vous êtes en majorité?

M. BEN GURION: Evidemment, seulement si nous sommes en majorité. Un Etat ne peut exister avec une minorité. Alors se formera une alliance entre les Juifs et les Arabes. Le monde peut nous aider en cela si les Arabes savent que c'est là le vœu du monde. Ils sont membres des Nations Unies. Une interdépendance règne généralement aujourd'hui. Les Grandes Puissances elles-mêmes ont besoin les unes des autres. Le monde est une entité. L'interdépendance est générale et lorsque nous parlons d'indépendance, on ne saurait entendre une indépendance absolue. Il ne peut pas y avoir d'indépendance absolue. Nous deviendrons membre des Nations Unies. Eux sont membres des Nations Unies. Les Nations Unies peuvent nous aider à accélérer le processus qui naîtra de lui-même et de l'amitié judéo-arabe.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je comprends votre point de vue. Votre thèse se fonde sur une foi très forte. Nous sommes dans un pays de foi profonde.

M. BEN GURION: Monsieur, on ne saurait survivre sans cette foi.

Le PRÉSIDENT: Voulez-vous poser d'autres questions, M. Lisicky?

M. LISICKY (Tchécoslovaquie, Non):

M. HOOD (Australie): Monsieur le Président, je voudrais, si vous le permettez, essayer d'arriver à une décision sur un point qui a déjà été abordé ce matin. M. Blom y a fait une allusion très récemment. Dans une de ses questions à M. Ben Gurion, M. Blom a parlé de la période de transition, cette période intérimaire que suppose la proposition esquissée par M. Ben Gurion. Il s'agit de la création d'un Etat juif dont le but immédiat serait de créer une majorité juive. Répondant à cette première question, M. Ben Gurion a déclaré qu'à son avis les mesures de contrôle pendant cette période pouvaient être considérées comme une question de détail. De plus, il a indiqué que lors de l'étude des plans élaborés par l'Agence juive, on n'avait accordé aucun intérêt particulier à ce point. Je relève toutefois que la déclaration que nous avons entendue la semaine dernière est en réalité l'indice d'une attitude en ce qui concerne les mesures provisoires de contrôle. Vous déclarez par exemple: "Nous sommes opposés à la continuation du mandat, que ce soit un mandat britannique ou un mandat des Nations Unies.¹ Plus loin, on lit: "Ce qu'une Puissance mandataire ne peut faire seule, une tutelle internationale le fera bien moins encore.¹ Et plus loin, si je puis me permettre de citer encore: "Un essor intense et une immigration sur une grande échelle réclament une administration dynamique, une initiative constante, des décisions rapides et une action continue." Cette déclaration intéresse un aspect essentiel de l'ensemble de la question. Je voudrais demander à M. Ben Gurion, s'il peut revenir sur ce point, d'essayer de nous indiquer exactement quelle sorte de contrôle il envisagerait pour cette période transitoire. C'est là un point capital pour notre étude de cette question. Il n'y a rien à présent dans la Charte des Nations Unies ou dans tout autre document apparenté qui prévoit explicitement et spécifiquement cette sorte de situation et qui la règle d'une façon pratique. On peut se rapporter à certains articles de la Charte, mais ils sont rédigés en termes si généraux qu'ils ne fournissent aucune aide. En résumé, M. Ben Gurion pourrait-il indiquer à nouveau quelle proposition il recommanderait pour cette période transitoire si on lui demandait d'en présenter. Je répète que dans une telle proposition, il appartient à ses auteurs de prouver qu'elle peut être mise en pratique, et la possibilité de réalisation dépend en réalité de la nature de l'arrangement provisoire.

M. BEN GURION: C'est bien la même question et je comprends pourquoi on la pose à nouveau. C'est parfaitement concevable. J'essaierai de m'exprimer aussi clairement que possible. Je n'entrerai pas à nouveau dans le détail des

raisons pour lesquelles nous nous opposons à la continuation du mandat. Le mandat a échoué, cela est admis. On l'a dit il y a dix ans déjà. Nous ne pensons pas que cela changera. Vous demandez ensuite si une période transitoire est nécessaire. Quelle est la différence entre période transitoire et ce que vous avez appelé période sans mandat? Là encore, il faudra une certaine Puissance mandataire. Je dirais que deux différences importantes changeront toute la nature du contrôle temporaire. L'une est que l'on présumera très nettement que ce que nous réclamons est juste et que vous l'approuvez. Sinon, et que vous ne l'approuviez pas, la question ne se pose pas. La question que M. Blom et vous-même m'avez posée ne se présente que si vous admettez le bien-fondé de nos prétentions et si les Nations Unies les approuvent. Alors, la différence primordiale sera l'existence d'une décision absolument nette prise par le plus haut tribunal du monde en faveur d'un Etat juif en Palestine. C'est là une chose de la plus haute importance. Le second point, qui n'est pas d'importance moindre, est que l'Agence juive, représentant à la fois les Juifs qui se trouvent en Palestine et ceux qui y viendront après que les Nations Unies auront examiné leur plan de développement et d'établissement d'un million de Juifs (c'est-à-dire après votre acceptation et votre approbation du plan que nous devons d'abord examiner). Dans ces conditions, l'Agence juive se verra octroyer le pouvoir d'appliquer le plan de développement et d'installation qui implique l'arrivée dans le minimum de temps d'un million de Juifs. C'est le problème numéro deux. Ensuite se pose la question (et vous devez envisager les questions uniquement sous ces deux conditions sinon votre question ne se pose pas), la question de savoir, lorsque vous aurez pris une telle décision et que l'Agence juive aura les pouvoirs nécessaires pour appliquer ces plans après approbation, ce qui se passera dans l'intervalle. La décision est là. L'Agence juive possède les pouvoirs voulus, mais on ne peut faire encore un Etat démocratique et indépendant de la Palestine. Nous pensons que pour cette courte période et dans ces circonstances, les Nations Unies assumeront le contrôle. Je sais, Monsieur, que la Charte ne comporte pas de telles dispositions car au moment de sa rédaction, elle n'envisageait pas un problème aussi particulier. Elle envisageait les besoins de tous les peuples du monde; elle ne s'occupait pas d'un tel problème. Néanmoins, je ne saurais concevoir que cela dépasse la science des hommes d'Etat des grandes et des petites nations membres des Nations Unies, que de définir les conditions précises particulières à ce cas spécial, et ce, pour une période très courte, conditions assurant un contrôle international capable avant tout de rendre possible l'application de ces deux décisions des Nations Unies: avoir un Etat et donner à l'Agence juive la responsabilité de l'application

¹ Doc. A/AC.13/8.V.16.

du plan. Deuxièmement, assurer l'administration du pays jusqu'à ce qu'il puisse devenir démocratique et indépendant et maintenir l'ordre et assurer la justice pour chacun sur son territoire. Ce sera là le problème de la période transitoire. Je reconnais que nous n'avons pas conçu le mode d'exécution dans ses détails. Nous nous mettrons à ce travail quand le temps sera venu. Nous formulerons nos propositions. Mais je ne crois pas que nous rencontrions de graves difficultés. Dès que vous aurez pris une décision sur ces deux grandes questions principales, lorsque la solution sera admise, il n'y aura plus de difficulté et vous pourrez imaginer un régime spécial pour une certaine période afin d'assurer l'exécution de cette fonction particulière dans les circonstances données.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Cela pourra être considéré comme les intérêts suprêmes des habitants des territoires ainsi que le dit l'Article 73 de la Charte.

M. BEN GURION: Vous soulevez une question différente de celle de M. Hood.

Sir Abdur RAHMAN: Vous faites allusion dans votre réponse au fait que les Nations Unies ne s'intéressaient pas aux questions particulières et posaient des principes généraux. J'essayais d'attirer votre attention sur les termes qui s'appliquent également au problème actuel et je vous demandais comment vous pourriez concilier votre déclaration avec ces termes.

M. BEN GURION: Tout d'abord, cela s'applique à la tutelle. Je ne propose pas un régime de tutelle. Deuxièmement, l'Article 73 n'est pas le seul. Il y a aussi l'Article 80 et l'Article 80 a été adopté en vue du cas particulier de la Palestine. L'Article 80 parle également des accords de tutelle: "... jusqu'à ce que ces accords aient été conclus." Et ils ne sont pas encore conclus et nous n'offrons pas de conclure un accord de tutelle. "Aucune disposition du présent chapitre ne sera interprétée comme modifiant directement ou indirectement en aucune manière les droits quelconques d'aucun Etat ou d'aucun peuple ou les dispositions d'actes internationaux en vigueur auxquels les membres de l'Organisation peuvent être parties."

Voilà l'Article de la Charte qui s'applique à la Palestine. Il n'a été introduit que parce que la Palestine existe. Votre demande contient une autre question: Celle de savoir si nous avons ou non un droit. J'ai essayé de répondre à cette question. M. Hood ne l'a pas soulevée.

M. HOOD (Australie): Je voudrais demander à M. Ben Gurion s'il estime que pendant cette période transitoire certains moyens de coercition devront être créés et si certaines fonctions poli-

cières devront être assurées et si ces dispositions devraient être prises même si elles n'étaient jamais appliquées pour le maintien de l'ordre et de la loi.

M. BEN GURION: Oui, évidemment. Je parlerai de la paix et de la justice, peu importe comment vous l'appellez.

M. HOOD (Australie): S'agirait-il là, à l'intérieur de la Palestine, de cette même autorité appelée à exercer les fonctions citées par M. Ben Gurion dans sa déclaration, c'est-à-dire des fonctions d'administration dynamique, de décision rapide, etc.. Serait-ce la même autorité?

M. BEN GURION: Non. Il s'agirait de l'application du plan de développement. L'Agence juive en serait chargée, je crois qu'elle possède cette qualité dynamique.

M. HOOD (Australie): Dans ce cas, l'Agence juive agirait-elle pour l'ensemble de la population de la Palestine, ou seulement pour les Juifs?

M. BEN GURION: J'ai dit si les Arabes l'acceptent. Je ne peux vraiment pas m'exprimer en leur nom. S'ils collaborent à ce plan de développement, ils y prendront part également avec l'Agence juive.

M. HOOD (Australie): J'essaie d'y voir clair sur ce point. Je voudrais poser une autre question. M. Ben Gurion ne voit-il pas des difficultés d'ordre fondamental dans le fait d'avoir en quelque sorte un divorce entre les pouvoirs propres à l'Etat (c'est-à-dire le maintien de l'ordre et du droit) et l'exercice du Gouvernement dans chaque cas particulier, c'est-à-dire la politique au jour le jour?

M. BEN GURION: Certaines difficultés peuvent se présenter mais elles ne seront jamais insurmontables avec l'autorité des Nations Unies.

M. HOOD (Australie): Une question sur un autre point. Envisage-t-on pour l'Etat juif de devenir membre des Nations Unies à partir de la période initiale ou après la période transitoire?

M. BEN GURION: Dès son établissement. Je ne dirai pas dès la décision de créer un Etat juif mais je pense qu'un représentant d'un Etat qui a été constitué doit être admis. Mais c'est là un point à décider par les Nations Unies. L'Etat juif pourrait être admis aussitôt que possible, parce que j'estime que c'est l'une des plus grandes injustices perpétrées par le monde entier et qu'il faut y remédier.

M. RAND (Canada): Je désire éclaircir et mettre en des termes plus concrets la question soulevée par M. Hood. Votre programme d'im-

migration et le développement des investissements tel que je le comprends demande la protection d'une puissance extérieure, que ce soit les Nations Unies directement ou une autorité déléguée par les Nations Unies. Cela résume ce que vous nous avez dit.

M. BEN GURION: C'est cela. J'ajouterai que, sans les Nations Unies, il n'y aurait pas actuellement de Puissance mandataire. Vous m'avez demandé si nous aurions pu le faire il y a vingt ans, et je vous ai répondu que nous aurions été exterminés comme les Assyriens le furent en Perse, mais peut-être moins facilement. Si les Nations Unies n'existaient pas, et en supposant que l'Angleterre dise: "Demain, je me retire de la Palestine", ou si les Nations Unies disaient: "Nous ne nous occuperons pas de la Palestine", je crois que nous pourrions nous tirer d'affaire tout seuls. Ce serait difficile. Nous réussirions à faire entrer des Juifs, et comme notre œuvre en Palestine est essentiellement constructive, nous pourrions l'accomplir, non sans difficultés il est vrai. Nous essaierons sans cesse de nous entendre avec les Arabes et nous leur dirions: "Concluons un accord et réglons cette question entre nous." S'ils faisaient preuve d'un désir de collaboration, nous serions prêts à discuter un compromis. Mais s'ils nous répondaient: "Non", nous continuerions tout seuls. Mais il y a les Nations Unies, le monde a une volonté — je ne dis pas qu'elle soit un fait tangible — mais l'Organisation mondiale possède un idéal. La puissance mandataire a renvoyé cette question à l'Organisation des Nations Unies, ce qui n'est pas sans signification. Pourquoi la puissance mandataire s'est-elle adressée aux Nations Unies? L'année dernière elle a essayé de s'adresser aux Etats-Unis; c'est maintenant le tour des Nations Unies. La Puissance mandataire reconnaît, elle aussi, qu'il peut y avoir une autorité supérieure, une autorité morale supérieure. C'est pourquoi nous nous adressons à vous et nous vous disons: "Si vous reconnaissez que nous avons raison, dites-le; si vous proclamez que le droit est de notre côté, vous devez veiller à ce que ce droit soit respecté comme vous essayez de le faire partout dans le monde; c'est ce que fait la Cour de Justice: si elle décide que M. A... a raison, elle veille à l'application de sa décision, même si M. B... se refuse à la reconnaître. Mais si vous nous laissez à nous-mêmes, nous agissons seuls de notre mieux. Nous nous défendons par tous les moyens et nous bâtissons nous-mêmes, nous amènerons des Juifs en Palestine par nos propres moyens. Nous ne renoncerons pas.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Nous reviendrons plus tard à cette discussion et je voudrais vous poser quelques questions au sujet des pages 15 et 16 de votre document. Elles ont trait à l'Ordonnance sur la propriété des terres

de 1940 et vous dites que la loi raciale est une violation des obligations internationales assumées en vertu du mandat. Comment cette loi a-t-elle été passée?

M. BEN GURION: De la façon suivante. Un jour le Haut Commissaire nous fit savoir — c'était je crois en février 1940 — que cette Ordonnance serait promulguée à une date déterminée à six heures de l'après-midi. Je me rendis immédiatement chez le Haut Commissaire et lui demandai de retarder de quelques jours la promulgation et de nous permettre d'en appeler à Londres, car cette mesure était pour nous un désastre. Je savais également que le Gouvernement Chamberlain avait promis au parti travailliste qu'il ne serait prise aucune mesure en application du Livre blanc, contre lequel ce parti avait tellement protesté; je savais qu'il n'avait pas été consulté. Le Haut Commissaire me répondit: "C'est impossible; j'ai reçu l'ordre de promulguer cette ordonnance aujourd'hui ou demain à six heures." Quelques heures plus tard, le Secrétaire général m'appela au téléphone, m'apprit que Londres avait donné l'ordre de surseoir à la promulgation et m'en demanda la raison. Je lui dis: "Voulez-vous que je vous explique pourquoi votre Gouvernement a pris cette décision? Je crois savoir pourquoi." Je connaissais la promesse faite à Londres au parti travailliste. Je lui dis: "Il est probable que le parti travailliste a élevé une vigoureuse protestation et que la mesure a été suspendue." Il me dit qu'il me tiendrait au courant et ajouta: "Attendez toute la nuit; il y aura peut-être un coup de téléphone." Le lendemain matin, il m'apprit au téléphone que Londres lui avait dit d'appliquer les mesures prévues par le Livre blanc. Il fut décrété dans le Journal Officiel de la Palestine, avec effet rétroactif à mai 1939, qu'un Juif ne pouvait acquérir aucun arbre, aucune source, aucune parcelle de terrain, aucun bâtiment, sauf dans une zone comprenant 5 pour 100 de la Palestine et appelée zone libre. C'est là l'histoire de la loi foncière.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Sur quelle base juridique le Haut Commissaire pouvait-il s'appuyer pour mettre en vigueur cette loi?

M. BEN GURION: Je ne suis pas juriste et je préférerais que vous posiez cette question à notre expert juridique.

Le PRÉSIDENT: Je crois que Sir Henry Gurney nous l'a expliqué lors de notre première séance.

M. BEN GURION: Je préfère que vous posiez cette question à notre expert juridique qui comparaitra devant vous.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): je ne vois pas pourquoi nous demanderions l'opinion d'experts

juridiques. Nous connaissons la loi et chacun d'entre nous a le droit de se former une opinion. M. Granados, M. Lisicky ou moi-même pouvons avoir autant d'opinions que nous voulons. Mais nous devons former nos propres opinions et déclarer où est le droit. Je ne crois pas que l'opinion des juristes soit utile à la solution.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Je pose mes propres questions et non les vôtres. J'espère que l'Agence juive nous amènera ses conseillers juridiques. Revenons à l'autre question que vous avez posée, M. Hood. Vous déclarez à la page 34 que vous êtes opposés à un Etat bi-national. Admettons-le. En dernier ressort, il y a le partage ou une autre solution. De toute façon, qu'il y ait ou non partage, il n'y aurait pas, selon vos désirs, d'Etat national. A quoi servirait alors une période de transition ou une administration nommée par les Nations Unies? S'il doit créer un Etat juif, le peuple juif ne peut-il assumer lui-même immédiatement l'administration du pays et se défendre avec ses propres ressources?

M. BEN GURION: Je suppose que vous posez cette question pour le cas où vous vous décideriez en faveur d'un partage et d'un Etat juif.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Ou d'une autre façon de créer un Etat juif, sans qu'il y ait un Etat bi-national.

M. BEN GURION: Je répondrai séparément à chaque partie de cette question. En supposant que la solution nous donne satisfaction, une période de transition est inutile. L'Etat juif peut être créé demain.

En ce qui concerne les moyens de défense, je crois que la décision des Nations Unies, d'une part, et l'aptitude des Juifs à se défendre d'autre part, seront suffisantes.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): En ce qui concerne la question de M. Hood et de M. Blom au sujet d'une police internationale, ne croyez-vous pas que les Nations Unies pourront nommer un administrateur en Palestine? Cet administrateur ne trouverait-il pas chez le peuple juif un appui qui lui permettrait de défendre son administration et d'exécuter son programme?

M. BEN GURION: Même la Puissance mandataire, lorsqu'elle l'a voulu a toujours trouvé chez les Juifs assez de volontaires pour défendre le pays.

Le PRÉSIDENT: Je crois que M. García Granados a négligé un aspect de la précédente réponse de M. Ben Gurion. La période de transition doit servir à amener une majorité juive et c'est pourquoi le contrôle est nécessaire.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): C'est pourquoi je voudrais vous demander si vous envisagez cette période de transition pour l'ensemble de la Palestine ou pour une partie seulement.

M. BEN GURION: J'ai dit que s'il s'agit d'une partie de la Palestine, la période de transition est inutile. S'il s'agit de l'ensemble de la Palestine, une courte période de transition pourrait être nécessaire.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Lorsque vous parlez d'une administration des Nations Unies, s'agit-il pour vous d'une administration par un seul pays donné ou par un groupe de personnes nommées par les Nations Unies?

M. BEN GURION: J'ai dit "contrôle" et non "administration". Je m'en suis tenu là. Je n'ai pas précisé s'il devrait y avoir une véritable administration. Il faut assurer deux choses au pays: la paix et la justice. S'il y a lieu ou non de confier cette tâche à un seul homme, c'est là un point que nous laissons à la décision des Nations Unies. Nous n'avons à ce sujet aucun plan précis.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Préférez-vous que cette tâche soit confiée à un homme ou à un pays?

M. BEN GURION: Je crois qu'il appartient aux Nations Unies d'en décider. Je ne peux répondre au nom de l'organisme que je représente. Nous n'avons pas discuté cette question.

Le PRÉSIDENT: La question de M. García Granados m'en suggère une autre. Quels sont les rapports de l'Agence juive avec l'*Haganah*?

M. BEN GURION: Ce sont les rapports de l'Agence juive et de la population juive de Palestine.

Ce que vous appelez l'*Haganah* groupe des Juifs qui sont organisés depuis près de quarante ans. J'en ai moi-même fait partie dans ma jeunesse.

Le PRÉSIDENT: Est-ce une organisation indépendante?

M. BEN GURION: C'est une organisation de défense des Juifs de Palestine.

Le PRÉSIDENT: Est-elle armée?

M. BEN GURION: Je l'espère bien.

Le PRÉSIDENT: Combien compte-t-elle d'adhérents?

M. BEN GURION: Je ne saurais vous le dire, mais je suis persuadé que si vous invitez les représentants de l'*Haganah* à paraître devant vous, ils seront heureux de vous répondre. Je ne sais s'ils pourront paraître en public, car je ne crois pas que ce soit une organisation légale aux termes des lois actuelles de la Palestine.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Il n'y a donc pas de liens d'organisation entre l'*Haganah* et l'Agence juive ?

M. BEN GURION: L'*Haganah* est l'affaire des Juifs de Palestine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demanderai de répondre avec précision aux questions que je vais vous poser. Ce sont des questions précises. Je vous ai écouté avec attention et avec beaucoup d'intérêt, et j'aimerais que vous vous borniez à répondre à mes questions. Je ne demande pas un long exposé. Mes questions appellent des réponses courtes et j'espère que vous ne vous étendrez pas. Il ressort de la déclaration que vous avez faite devant la Commission anglo-américaine que, pour vous, les droits des Juifs sur la Palestine ne se fondaient pas ni ne se fondent aujourd'hui sur ce que l'on appelle la déclaration Balfour. Est-ce que je vous ai bien compris ?

M. BEN GURION: Je dois être libre de répondre comme bon me semble.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je crois qu'il n'y a qu'une réponse.

M. BEN GURION: Si je dois répondre, je veux le faire comme il me plaît. Sinon, je ne répondrai pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ai-je bien compris votre position ?

Le PRÉSIDENT: Je crois qu'il m'appartient de décider si M. Ben Gurion répond ou non à la question posée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La question est simple. J'ai dit à M. Ben Gurion que les déclarations qu'il a faites devant la Commission anglo-américaine, et devant la nôtre, m'amènent à penser que ce que l'on appelle la déclaration Balfour ne constitue pas, pour lui, la source des droits des Juifs sur la Palestine. Je lui demande si j'ai bien compris sa pensée.

M. BEN GURION: Non. J'ai dit que les droits des Juifs sur la Palestine sont antérieurs à la déclaration Balfour. Je crois que ce n'est pas la même chose. Ces droits existent depuis 3.500 ans. La déclaration Balfour n'est que la reconnaissance de ces droits par une grande Puissance.

Les droits existaient auparavant. C'est là ce que j'ai dit, et je le maintiens.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je demanderai au rabbin Fishman ou à un autre de vos représentants, de me parler plus en détail de ce souvenir historique; je ne veux pas vous poser maintenant de questions sur la Bible. J'en viens à un autre aspect de cette affaire. Est-il vrai qu'avant la rédaction de la déclaration Balfour plusieurs membres du Comité politique sioniste aient rédigé différentes versions de la formule proposée, peu de temps après l'entrevue de M. Balfour et de deux Juifs hautement respectés. M. Weizmann et le baron Rothschild ?

M. BEN GURION: C'est exact. Il y a eu plusieurs projets.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Deux de ces projets ne sont-ils pas reproduits aux pages 163 et 164 du livre de Jeffries¹ ?

M. BEN GURION: Je ne suis pas le mieux qualifié pour vous répondre.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je sais que nous entendrons M. Weizmann. Je ne fais que vous poser la question. Si vous pouvez répondre, dites-le.

M. BEN GURION: Puisque vous entendrez M. Weizmann, je préfère ne pas répondre à des questions sur des événements dont je n'ai pas eu personnellement connaissance. Je n'ai pris aucune part à la rédaction de la déclaration Balfour. J'étais dans l'armée lorsqu'elle fut rédigée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous avez bien souvent parlé de faits dont vous n'avez pas eu personnellement connaissance, mais c'est à vous de dire si ces textes sont correctement reproduits. Je suppose que vous ne le savez pas.

M. BEN GURION: Je ne le sais pas. Je n'ai pas lu ces textes, et je ne sais de quel projet il s'agit. Je n'ai pas vu toutes les propositions, ni tous les projets qui ont précédé la déclaration Balfour.

Le PRÉSIDENT: Nous poserons cette question à M. Weizmann.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ce sera à moi d'en juger. Si j'estime que c'est nécessaire, je le ferai. Je demande seulement à M. Ben Gurion de lire ces textes. S'il s'y refuse...

M. BEN GURION: Je suis en train de les lire.

M. ENTEZAM (Iran): Monsieur le Président, je demanderai qu'on veuille bien prier le public

¹ J. M. N. Jeffries. *Palestine the Reality* (1939).

de ne pas exprimer ses sentiments en faveur de l'une ou de l'autre partie.

Nous avons à étudier un problème difficile et important. Pour que nous puissions remplir notre tâche, il faut que le public s'abstienne de toute manifestation.

M. BEN GURION: Je voudrais m'associer aux paroles du représentant de l'Iran.

Le PRÉSIDENT: Je partage également cette opinion, et prie le public de ne pas manifester ses sentiments.

M. BEN GURION: Je lis les textes en question, mais je ne peux malheureusement pas répondre à votre question. Je ne sais s'ils sont exacts.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est tout ce que je voulais savoir. Pensez-vous que M. Edwin Montague, Secrétaire d'Etat pour l'Inde, Sir Philip Magnus et leurs collègues des milieux juifs anglais étaient opposés à la déclaration Balfour ?

M. BEN GURION: Sans aucun doute.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ils ne voulaient même pas voir créer un foyer national ?

M. BEN GURION: Non.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et encore bien moins un Etat national.

M. BEN GURION: Ils savaient qu'il s'agissait d'un Etat national, ils étaient opposés à la création d'un Etat juif, d'un foyer national juif, et ne voulaient pas que les Juifs soient des Juifs. Ce sont des Juifs assimilés.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous venez de voir ces textes. En supposant qu'ils soient correctement reproduits, voyez-vous une différence entre l'expression "foyer national en Palestine" qui remplace dans la déclaration Balfour l'expression "la Palestine en tant que foyer national du peuple juif" ?

M. BEN GURION: Je sais que le Livre Blanc de 1922 précise bien "un foyer national en Palestine" et qu'il ne dit pas "la Palestine, en tant que foyer national".

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'essaie seulement de vous le signaler. Faites-vous une distinction entre ces deux expressions ?

M. BEN GURION: En ce qui concerne ces textes, je vous ai dit que je ne les ai pas tous lus.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande seulement si vous voyez une signification dans le fait que le texte projeté disait "La Palestine constituant un foyer national", alors que la

déclaration Balfour, dans son texte définitif publié en novembre 1917 dit: "Le foyer national étant en Palestine". Y a-t-il à votre avis une différence entre ces deux expressions ?

M. BEN GURION: Je vous ai dit que je ne pouvais vous répondre pour ce qui est du projet de texte.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande uniquement ce que signifient ces deux expressions.

M. BEN GURION: Je vous ai dit que je ne sais s'il y a eu ou non un tel projet. Peut-être y en a-t-il eu un.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Laissons de côté le projet.

M. BEN GURION: La déclaration Balfour dit: "Foyer national en Palestine" et non "La Palestine, en tant que foyer national".

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Faites-vous une distinction entre "La Palestine constituant un foyer national" et "Le foyer national étant en Palestine" ?

M. BEN GURION: Je n'établis aucune distinction, si ce n'est qu'en disant: "La Palestine, en tant que foyer national", on peut croire que les Arabes devront être transférés hors de Palestine; c'est ce qu'ils ne voulaient pas à juste titre d'ailleurs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): On n'a donné aucune définition de l'expression "foyer national", que le droit international ne connaissait pas encore.

M. BEN GURION: En effet, je crois que cette expression n'a pas été définie. Mais je ne suis pas un expert en droit international.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): M. Bentwich n'était-il pas un Juif expert en droit international ?

M. BEN GURION: Il est toujours Juif et, je crois, toujours expert en droit international.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): N'a-t-il pas donné une définition du "foyer national" dans son livre¹ sur le système du Mandat ? Pourriez-vous la lire ?

M. BEN GURION: Vous voulez que je la lise maintenant ? Je ne pourrai vous donner mon opinion sur ce que je vais lire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous signale seulement la définition qu'a donnée M. Bentwich de foyer national.

¹ N. Bentwich: *The Mandates System* (1930).

M. BEN GURION: Je crois qu'il serait préférable que vous en donniez vous-même lecture.

Commission Royale. Elle comptait elle aussi des juristes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce qu'elle figure dans ce texte? Je vous signale seulement ce livre. Il donne la définition suivante du foyer national: Un territoire sur lequel une population, sans atteindre la souveraineté politique, se voit toutefois reconnaître une situation juridique et peut se développer du point de vue moral, social, et intellectuel. Est-ce bien là le sens que M. Bentwich donne à cette expression?

M. BEN GURION: Je vais vous dire comment je la comprends moi-même. Il est inutile de me demander si ces mots figurent dans le texte car ils y figurent bien. Si vous me demandez comment je les comprends, je vous le dirai. Sinon, je ne le ferai pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Puisque vous n'êtes pas expert en droit international, je ne vous le demanderai pas.

M. BEN GURION: Puisque vous avez voulu me signaler cette expression, je vais vous dire ce que j'en pense.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais abréger cette discussion. Nous sommes ici pour nous informer et je ne crois pas qu'il soit nécessaire de demander à l'Agence juive son opinion sur tout ce qui a été écrit à ce sujet. Nous pouvons discuter cela nous-mêmes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ce n'est pas le cas. Les réponses de M. Ben Gurion suivent toutes une certaine tendance; pour lui, le "foyer national" signifie un "Etat national". J'essaie de lui signaler que des experts juifs en droit international qui ont écrit des livres sur cette question sont d'un avis différent: c'est tout ce que je veux faire. Ces précisions sont utiles à tout le monde, à vous comme à moi.

M. BEN GURION: Je voudrais à nouveau vous donner mon opinion, car je crois que vous essayez d'attirer mon attention sur quelque chose qui n'est pas dans ces textes; je crois que votre premier argument est que la Déclaration Balfour, dans sa forme définitive, ne donne pas aux Juifs la souveraineté en Palestine. Les Juifs n'ont eu jusqu'à présent aucun droit de souveraineté dans le pays et la déclaration Balfour donne aux Juifs des autres pays le droit de revenir en Palestine et de mettre le pays en valeur. C'est là, je crois, ce que vous voulez dire. De plus, l'opinion de M. Bentwich diffère peut-être de celle des autres. M. Bentwich peut avoir une opinion personnelle qui ne lie pas les autres. Je crois que les auteurs de la Déclaration Balfour savaient aussi bien que M. Bentwich quel sens lui donner. C'est également vrai de la

Sir Abdur RAHMAN (Inde): D'après M. Balfour, cette Déclaration était une sorte de spéculation. Ne l'a-t-il pas dit lui-même?

M. BEN GURION: C'est possible. Vous avez lu sa déclaration. Je veux bien vous croire. Or vous me demandez s'il l'a dit.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Oui.

M. BEN GURION: Et je vous réponds: "puisque vous me l'affirmez vous-même, je suis tout prêt à vous croire."

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Très bien. Pouvez-vous m'indiquer un document où il soit dit que l'on a fait allusion devant M. Balfour ou devant le Cabinet britannique, avant la publication de la Déclaration, à la possibilité de créer un Etat juif en Palestine?

M. BEN GURION: Avant sa publication? Mais c'est ce qu'on leur a proposé.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A-t-on jamais demandé à M. Balfour ou au cabinet britannique de faire de la Palestine un Etat national juif?

M. BEN GURION: Je l'ai dit et je le répète, si vous parlez du cabinet britannique du temps de M. Balfour, ou d'un cabinet précédent, je ne suis pas qualifié pour vous répondre. J'étais alors très jeune. Je n'étais pas membre du cabinet, j'étais simple soldat dans l'armée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Avez-vous vu des documents à ce sujet?

M. BEN GURION: Non, je n'en ai vu aucun.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Dans une déclaration à la Commission, M. Shertok a dit qu'il est entièrement faux de prétendre que les Juifs de Palestine sont aussi juifs que les Anglais sont anglais. Est-ce exact?

M. BEN GURION: C'est exact.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Savez-vous que Lord Balfour a prononcé à la Chambre des Lords, le 23 mars 1922, les paroles suivantes: "Je ne puis m'imaginer aucun pays où les intérêts politiques soient mieux protégés que ne le sont ceux de la population établie en Palestine. Le Gouvernement sera surveillé de près dans tous ses actes. L'Organisation sioniste ne possède aucun pouvoir politique. Si elle exerce ou s'arroge des pouvoirs politiques, elle commettra un acte d'usurpation. Quoi qu'il arrive en Palestine, je suis persuadé que le Gouvernement

britannique ne permettra aucune tyrannie raciale ou religieuse."

M. BEN GURION: C'est évidemment exact. L'Organisation sioniste n'avait aucun pouvoir politique en 1922. Elle n'en a pas plus aujourd'hui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La première guerre mondiale durait-elle encore lorsque fut rédigée la Déclaration de 1917?

M. BEN GURION: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Y avait-il plusieurs raisons à cette déclaration?

M. BEN GURION: Je ne saurais vraiment parler des raisons qui l'ont motivée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): N'est-il pas vrai que des soldats juifs combattaient alors pour l'Allemagne et les puissances de l'Axe?

M. BEN GURION: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): M. Shertok était du nombre.

M. BEN GURION: Parlez-vous des Juifs d'Allemagne?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Oui.

M. BEN GURION: Je répondrai ceci. Les Juifs d'Allemagne ont combattu pour l'Allemagne. Il n'y avait pas en 1917 de puissances de l'Axe. L'Axe naquit bien après la première guerre mondiale, et ce que vous demandez n'est donc pas possible. Les Juifs d'Allemagne se sont battus pour l'Allemagne, je crois avec bravoure, en tant que sujets allemands. C'était là chose naturelle.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je reconnais qu'il n'y avait pas de puissances de l'Axe à cette époque, mais je pensais à l'Allemagne et à la Turquie. Les Juifs n'ont-ils pas combattu pour l'Allemagne au cours de la première guerre mondiale?

M. BEN GURION: Si, c'est évident. Je ne vois pas l'utilité de cette question. Les Juifs de Palestine qui étaient dans l'armée turque ont combattu avec elle. Mon collègue, M. Shertok, était alors officier dans cette armée. J'ai moi-même été expulsé par les Turcs, malgré mes protestations. Je voulais rester, mais je fus expulsé par Djemal Pacha. Je dis que je reviendrais dès que je le pourrais. On me répondit: "Nous savons que vous essaieriez, mais vous ne reviendrez pas". Je fus expulsé en même temps que mon collègue, M. Ben Zoi, l'actuel président

de la communauté juive de Palestine. Nous fûmes expulsés ensemble et nous revînmes comme volontaires pour nous battre contre Djemal Pacha, mais nous ne l'avons plus trouvé.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous êtes venus en Palestine il y a environ 42 ans; vous avez donc dû constater qu'il s'était créé un nationalisme arabe, et qu'il s'est sérieusement développé en 1914 et 1915.

M. BEN GURION: Ce n'est pas tout à fait exact. Je suis venu en Palestine, pour être précis, il y a 41 ans. J'ai vécu avec les Arabes; j'ai vécu surtout avec l'homme de la rue, avec les ouvriers et les paysans, car je travaillais moi-même dans l'agriculture. Je n'ai pas trouvé parmi les Arabes que j'ai rencontrés la moindre opposition politique ou le moindre mouvement politique contre les Juifs. Toutefois, pour tout vous dire, il existait déjà à l'époque, à Haïfa, un journal "Carmel", publié par un Arabe chrétien qui essayait de propager l'anti-sémitisme. Mais il n'y avait chez les Arabes que j'ai connus aucune animosité de caractère politique, malgré quelques querelles et des coups de feu échangés entre villages arabes et villages juifs. Mais, évidemment, cette animosité s'est accrue car les Arabes ressemblent à n'importe quel autre peuple et il s'est développé chez eux un mouvement national. Je l'ai vu naître et grandir.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce à cause de ce nationalisme croissant qu'ils ont décidé, en 1915, de se séparer de l'Empire ottoman?

M. BEN GURION: Non, pas les Arabes de Palestine. En tout cas, pas ceux que je connaissais. Les Arabes de Palestine ont combattu avec les Turcs. Je ne les blâme pas, ce n'était que naturel.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Le nationalisme gagnait-il en Arabie, en Syrie et en Transjordanie?

M. BEN GURION: Je connais assez bien l'histoire de ces pays pendant la première guerre mondiale dans ces pays. Je la connais par expérience personnelle; je vivais ici. Seuls quelques Bédouins ont, de temps à autre, attaqué les Turcs lorsque l'occasion s'en présentait. Je n'ai jamais vu les Arabes se battre contre les Turcs, que ce soit en Palestine, en Transjordanie, en Syrie ou ailleurs. Je ne veux pas dire par là que les Arabes de Syrie n'aspiraient pas à l'indépendance. Mais c'est un fait qu'ils ne se sont pas battus contre les Turcs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce que la Turquie, ou plutôt le souverain de l'Empire ottoman, en tant que calife, n'a pas proclamé un *Djihad* contre lequel les Arabes se sont élevés

en Arabie, en Palestine, au Liban, en Syrie et ailleurs ? Est-ce que le roi Hussein n'a pas fait une déclaration ?

M. BEN GURION: Vous êtes bien loin de la réalité, si vous croyez qu'il fallait recourir à un Djihad pour amener un Arabe de Palestine à combattre dans l'armée turque. Il fallait qu'il entre dans l'armée et qu'il se batte. On ne lui demandait pas son avis. Ce n'était pas nécessaire et d'ailleurs il n'en avait pas. Il n'avait jamais entendu parler de *Djihad*. Il savait qu'il devait servir dans l'armée, et il a servi, comme il le fait depuis des siècles. Les Arabes ont combattu dans les armées ottomanes pendant des siècles, sans *Djihad*. Il n'y avait pas besoin de Djihad.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne parle pas seulement des Arabes. La guerre une fois dé-

clarée, chaque Musulman était tenu de combattre.

M. BEN GURION: A l'exception de ceux qui ont servi dans l'armée, aucun Musulman ne s'est battu.

LE PRÉSIDENT: Croyez-vous que vous en aurez terminé avec vos questions à 2 heures ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Non.

LE PRÉSIDENT: Je crois alors qu'il est préférable de suspendre l'audience et de poursuivre la discussion de certaines questions que nous avons étudiées hier en séance privée.

L'audience reprendra demain matin à 9 heures.

L'audience est suspendue à 13 h. 15.

PROCES-VERBAL DE LA VINGT ET UNIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem,
le mardi 8 juillet 1947, à 9 heures.*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (Secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

L'ordre du jour de la séance comporte trois points:

Adoption de l'ordre du jour,
Audition de M. Weizmann,
Audition de représentants de l'Agence juive.

Je pense que nous pouvons adopter cet ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté.

M. Weizmann, veuillez prendre place à la table.

M. Chaim Weizmann prend place à la table.

M. WEIZMANN: Monsieur le Président, Messieurs, je vous suis reconnaissant de me permettre de venir vous exposer les idéaux et les principes qui animent notre mouvement et notre œuvre dans ce pays où vous êtes chargés d'enquêter. Veuillez excuser ma lenteur. Ma vue est mauvaise et je dois me reporter à mon texte, ce qui rendra mon audition assez lente et désagréable.

J'ai eu le privilège d'être parmi ceux qui, au cours de la première guerre mondiale, soit environ de 1915 à 1918 et par la suite, ont négocié avec les hommes d'Etat la publication de la Déclaration Balfour. J'ai travaillé en particulier avec M. Balfour qui, avec le Premier Ministre, M. Lloyd George, était responsable de l'application de cette déclaration, de sorte que je suis peut-être assez compétent pour parler du sens de la Déclaration Balfour qui, paraît-il, cause bien des difficultés d'interprétation et soulève bien des controverses. J'ajouterai également que j'ai été mêlé intimement à cette affaire, après la publication de la Déclaration, et par la suite, après la rédaction du projet de Mandat,

jusqu'à une époque récente. Et même actuellement, bien que je n'occupe plus aucun poste et que je ne parle qu'en mon nom personnel, je crois savoir plus ou moins ce que le peuple juif pense de la situation et je crois comprendre l'état d'esprit du Gouvernement britannique, du moins j'ai essayé de le faire toute ma vie. Par conséquent, sans trop vouloir vanter mes mérites, je crois, Monsieur le Président et vous Messieurs, pouvoir vous exposer le fruit d'une longue expérience et d'erreurs dont j'ai moi-même souffert.

Je commencerai par exprimer, en présence de cette commission et du public, ma profonde gratitude envers la puissance mandataire, la Grande-Bretagne, qui a inauguré cette politique et qui pendant de nombreuses années, a cherché à collaborer avec nous à son application. Il est incontestable, quelle que soit la situation actuelle, que si nous admirons aujourd'hui en Palestine une grande communauté florissante, tout ceci n'aurait pas été possible sans d'abord la conquête du pays par l'armée britannique, et ensuite sans l'autorité exercée par les Britanniques dans ce pays. Je désire en exprimer toute ma gratitude, quels que soient les événements qui se sont déroulés depuis. J'estime que ce qui se passe actuellement, que l'aggravation de nos rapports avec la Grande Bretagne — aggravation qu'avec de nombreux Juifs je déplore — n'est que temporaire, et cette période apparaîtra, avec le recul du passé, comme un épisode pénible.

Bien que l'initiative de la Déclaration Balfour soit venue d'abord de la Grande Bretagne, chacun sait que la Grande Bretagne a été à l'époque soutenue par les puissances alliées et associées, par la France, l'Italie, et surtout par les Etats-Unis d'Amérique. Et par la suite, le Mandat, la Déclaration Balfour et l'ensemble du régime de la Palestine étaient pour ainsi dire l'enfant de la Société des Nations, et la Grande Bretagne a joué le rôle d'un administrateur au nom de la S.D.N. Elle devait rendre compte de cette administration tous les ans à la Commission permanente des Mandats de la S.D.N. La Commission permanente des Mandats devait établir un rapport et le présenter à l'Assemblée de la S.D.N., qui exprimait son approbation ou sa désapprobation, totale ou partielle, des mesures prises par l'administration britannique en Palestine. Les choses se déroulèrent ainsi pendant près d'un quart de siècle, jusqu'en 1939, date de la publication du Livre Blanc, qui interrompit cette œuvre et mit fin aux relations que nous avions alors avec l'administration, au grand regret de tous les hommes de bonne volonté de

Palestine. La dernière mesure de la Commission permanente des Mandats de la S.D.N., en 1939, fut de déclarer le Livre Blanc incompatible avec l'esprit du Mandat tel qu'il était interprété à cette époque, et cette décision correspondait à l'opinion de la majorité, je pourrais dire de l'unanimité des membres de la Commission permanente des Mandats. La Commission permanente des Mandats déclara, à la majorité, que le Livre Blanc était incompatible avec le mandat et les choses en restèrent là, car la guerre éclata alors et l'œuvre de la S.D.N. elle-même disparut dans un torrent de sang et de larmes.

Le mandat, à mon humble avis, avait deux buts: et qu'il me soit permis, avant de rentrer dans le vif du sujet, de dire un mot des motifs qui avaient incité la Grande Bretagne et peut-être d'autres amis à la fois de la Grande Bretagne et du peuple juif, à publier à cette époque la Déclaration Balfour. Je sais qu'on a dit beaucoup de sottises — qu'on excuse ce mot, je ne suis guère familier avec les finesses du langage parlementaire — au sujet de cette déclaration. Et le moment est peut-être venu de mettre les choses au point, tout au moins pour un homme qui, je crois, a été mêlé de très près, pendant des années, à l'histoire internationale et à celle du peuple juif.

Comme tout acte humain, la Déclaration Balfour avait deux mobiles principaux. Il est incontestable qu'elle était animée par un idéal. Les hommes d'Etat de l'époque, MM. Balfour et Lloyd George, entre autres, désiraient avant tout récompenser dans une certaine mesure le peuple juif de la contribution que les Juifs avaient, au cours de milliers d'années, apportée à la civilisation humaine, fait qui, vous le savez, est connu de tous. MM. Lloyd George et Balfour étaient profondément religieux; ils connaissaient la Bible, sa valeur et son influence sur la mentalité et la vie du peuple britannique et ils n'étaient que trop heureux de pouvoir rattacher cette influence aux influences de la Bible ou à la nation qui vit naître la Bible.

Je me souviens parfaitement qu'au cours de la première conversation que j'ai eue avec M. Lloyd George, bien avant qu'il soit question d'une Déclaration ou d'une initiative de ce genre, il me déclara sur un ton mi-sérieux mi-plaisant: "Vous me parlez de la Palestine, c'est la seule géographie que je connaisse et je connais la géographie de la Palestine presque mieux que celle du front actuel." Il était fier de participer à cette œuvre et il est certain qu'un idéal poussa les hommes d'Etat de l'époque et surtout les deux principaux, à publier cette Déclaration.

Il y a eu, ainsi que je l'ai dit, une autre série de motifs, et ceux-ci étaient utilitaires; non pas utilitaires dans un sens purement matérialiste, ainsi que je vais l'expliquer dans un moment.

Nous étions tous, le peuple britannique et ceux qui s'étaient associés à lui — j'étais de ce nombre et fier de l'être — engagés dans une guerre de vie ou de mort, dont dépendait l'existence de l'Empire britannique. Beaucoup dépendait de l'Amérique. Il y avait en Amérique une puissante communauté juive qui, pour une raison quelconque — c'était en tout cas l'opinion courante en Grande Bretagne à cette époque sinon la mienne — était soit parfaitement neutre, soit pro-allemande, du moins certains Juifs, les puissants Juifs allemands ou d'origine allemande. On pensait que cet acte de réparation, tout au moins sous forme de déclaration, pouvait nous gagner l'opinion d'un groupe puissant de Juifs américains.

Il existait également un autre groupe, le groupe sioniste, qui n'a jamais été pro-allemand. Il a toujours désiré la victoire britannique. Mais nous voulions une communauté juive unie, en Amérique, qui soutienne le grand effort de guerre derrière le président Wilson, lequel préparait soigneusement la nation à l'entrée en guerre, une communauté qui puisse participer elle-même à la campagne et l'on estima que la Déclaration Balfour pourrait aider à nous gagner l'opinion de cette communauté. Je crois qu'elle a eu un certain effet et j'estime qu'à cet égard elle a atteint les buts que l'on se proposait alors.

Il existait également à l'époque une autre communauté qui jouait un grand rôle dans la guerre: la communauté juive de Russie. C'était, vous vous en souviendrez, avant que la Russie soit divisée et avant que la Pologne recouvre son indépendance et la communauté juive de Russie était alors la plus importante du monde. Elle comptait six millions de personnes et son opinion comptait beaucoup dans ce concours de circonstances. Nous poursuivions alors deux buts: l'un purement idéaliste, et l'autre en partie utilitaire, dans le sens que j'ai essayé d'expliquer. J'espère qu'on me pardonnera de m'être étendu si longtemps sur ce sujet, mais j'ai pensé que le moment était venu et, étant donné mon grand âge, il est possible que je n'aie pas une seconde fois l'occasion de faire le jour sur cette question; c'est pourquoi je me permets de vous en parler aujourd'hui.

Les différentes nations, en particulier la Grande Bretagne, les Etats-Unis, la France et l'Italie, se rendaient compte que les misères et les persécutions qu'avaient endurées les Juifs au cours de leur histoire étaient en grande partie dues à leur situation anormale dans le monde. En quoi la situation des Juifs dans le monde est-elle anormale? Par quoi est-elle caractérisée? Par un fait qui a été souvent cité ici, si j'en crois les rapports. J'ai employé l'expression pour la première fois en parlant devant la Commission royale. C'est qu'ils sont sans foyer. Qu'il me soit permis d'ajouter un commentaire. Je ne

veux pas parler de l'absence de foyer des Juifs pris isolément. Il existe des groupes de Juifs dans le monde qui ont des foyers où ils vivent très bien: les Juifs d'Amérique, les Juifs d'un grand nombre de pays de l'ouest et du nord-ouest, les Juifs de Suède, du Danemark, de France et autrefois ceux d'Allemagne, mais en tant que collectivité, en tant que groupe ethnique, ils sont sans foyer. Ils existent sans exister. Ils constituent une nation et ils manquent de ce qui représente la base d'une nation. Ils sont une âme sans corps. Ils possèdent de nombreuses caractéristiques propres et marquées qui n'ont pas disparu à travers les siècles, à travers les années de martyr et de migration, et en même temps ils manquent des éléments essentiels qui caractérisent une nation. Lorsqu'on demande à quelqu'un de définir un Polonais, un Français, un Suisse, il fait allusion dans sa réponse à un pays, à certaines institutions, aux institutions parlementaires et l'homme de la rue saura exactement de quoi il s'agit. Un Polonais, un Français, un Suisse ont un passeport. Si vous demandez à un Juif ce qu'il est, il devra donner une longue explication pour se faire comprendre. Et un homme qui doit fournir une longue explication pour faire comprendre qui il est est toujours suspect, et de la suspicion à la haine et au mépris, il n'y a qu'un pas. J'essaie d'expliquer les choses le moins tragiquement possible. Je ne veux pas décrire le drame qu'elles représentent en réalité. Ces faits ont rendu la situation des Juifs dans le monde anormale et la conséquence logique de l'anomalie de cette situation est que leurs relations avec le monde extérieur sont anormales.

La Palestine est actuellement en voie de construction et elle possède une communauté active et cependant il y a aujourd'hui des Juifs, j'ignore combien mais il y en a, qui nient: a) qu'il y a des Juifs, b) qu'ils sont Juifs, c) qu'il existe une Palestine, d) que cette Palestine est nécessaire. Toutes ces contradictions jettent la confusion dans l'esprit du Gentil, qui ne comprend pas, et lorsqu'on ne comprend pas quelqu'un, on commence à le soupçonner. Et du soupçon à la haine, il n'y a qu'un pas. On a estimé qu'il pouvait être remédié à cette situation en rendant la situation des Juifs normale, en faisant d'eux des êtres comme les autres, et en leur donnant les éléments de stabilité qui leur manquent. De là le désir ardent d'un grand nombre de Juifs de se constituer une vie normale qui leur soit propre et leurs tentatives dans ce sens. Et où pourraient-ils le faire, sinon en Palestine ?

"Pourquoi la Palestine ?" Je crois l'avoir déjà expliqué, c'est mon devoir, bien que je n'aie jamais pensé que ce soit nécessaire. Pourquoi pas le Kamtchatka, l'Alaska, le Mexique ou le Texas ? Il existe de nombreux pays inhabités. Pourquoi les Juifs choisissent-ils un pays dont la population refuse de les recevoir amicale-

ment, un petit pays qui a été négligé et qui est resté inculte pendant des siècles ? Il semble surprenant de la part d'un peuple pratique et habile comme les Juifs de verser leur sueur et leur sang et de concentrer tous leurs efforts dans les sables, les rochers et les marécages de la Palestine. Je pourrais, si je voulais me permettre de plaisanter, dire que ce n'est pas notre faute, ce n'est pas la faute des Juifs qui sont ici, c'est celle de Moïse qui a été guidé par l'inspiration divine. Il aurait pu nous conduire aux Etats-Unis et au lieu du Jourdain, nous aurions eu le Mississippi. La tâche aurait été plus facile, mais il a choisi de s'arrêter ici. Nous sommes un vieux peuple et nous avons une vieille histoire et personne ne peut renier son histoire et repartir à zéro. Ce que je dis peut vous paraître obscur, mais en voici la preuve: presque en même temps que la colonisation de la Palestine, un autre projet de colonisation prit corps dans une autre partie du monde, très loin d'ici, plus près d'un grand nombre de nations, dont certains des représentants siègent à cette Commission. Il s'agit de la colonisation en Argentine. L'établissement de Juifs en Argentine a commencé, ainsi que je l'ai dit, presque en même temps que la tentative de colonisation de la Palestine. Comparons ces deux pays: l'Argentine était un vaste pays au sol vierge, doté d'un gouvernement bienveillant. Il n'y avait pas d'opposition. Bien au contraire, le Gouvernement désirait recevoir des Juifs à n'importe quelles conditions, à l'époque du moins, car j'ignore ce qu'il en est actuellement. D'ordinaire ce désir ne dure pas longtemps, mais il existait et les Juifs allèrent en Argentine. Ils y allèrent sous la conduite d'un Comité puissant, disposant de fonds importants, s'élevant à environ dix millions de livres-or. Cette somme représentait à l'époque peut-être de cinquante à soixante-quinze millions de la monnaie actuelle. Ils se mirent au travail sous les meilleurs auspices possibles. Actuellement, il n'y a plus en Argentine que quelques colonies juives. Elles sont excellentes et habitées par un bon peuple qui travaille dur à la terre, mais il n'y a que quelques villages juifs. Les jeunes générations, de nombreuses colonies juives émigrent progressivement à Buenos-Aires, où ils deviennent avocats et docteurs. Phénomène habituel que nous avons déjà vu dans l'évolution économique et sociale d'une communauté juive entourée d'une majorité de non-Juifs.

Nous avons commencé en Palestine à la même époque. Vous avez vu ce pays. Il est maintenant attrayant; dans de nombreuses régions, il est couvert d'arbres et de prairies, mais je me souviens lorsque j'y vins pour la première fois en 1908 et ensuite lorsqu'en 1918 j'y voyageais avec le général Allenby, le grand général en chef qui fit la conquête de la Palestine: je fis le voyage avec lui de Ramalah et de Tel-Aviv à Jérusalem et nous nous déplaçons à travers un pays désert

et stérile. Il n'y avait pas alors beaucoup de verdure et il se tourna vers moi et me dit: "Je croyais que vous étiez un homme raisonnable. Croyez-vous réellement que quelqu'un viendra s'établir ici?" Tout ce que je pus répondre à Allenby, pour lequel j'avais un profond respect, fut: "Eh bien, mon général, attendons encore vingt ans, peut-être alors aurons-nous l'occasion de nous rencontrer et de discuter à nouveau de la question. Nous nous sommes rencontrés et nous avons discuté à nouveau de la question. Il changea alors d'avis et le fit connaître publiquement. Ce progrès est dû au fait qu'il s'agit de la Palestine. La Palestine, pour des raisons que je n'ai pas besoin de développer, galvanise l'énergie et l'ardeur du peuple juif, ce que ne ferait aucun autre pays. Dès qu'un Juif entre en contact avec la Palestine, il éprouve l'impression d'y être revenu. Je ne prétends pas que tous les Juifs éprouvent cette impression ni que tous l'éprouvent immédiatement. Mais ce sont des sentiments qui se développent en chacun de nous et les rochers, les marécages et les sables de la Palestine deviennent pour nous un bien précieux, sur lequel nous versons notre sueur et notre sang et pour lequel nous nous dépensons en efforts et en habileté pour faire de ce pays ce qu'il est.

J'ai donné quelques-unes des raisons de la Déclaration Balfour en 1917. Elles étaient, ainsi que je l'ai dit, idéalistes et également utilitaires. Elles est née également de cette idée que la situation des Juifs serait modifiée et leurs souffrances allégées s'ils avaient un pays où ils puissent aller. Ces raisons étaient valables en 1918, elles le sont a fortiori mille fois plus aujourd'hui. Je crains que les raisons qui nous poussèrent en 1904, 1905 et 1906 à prévoir le problème juif et qui nous valurent à l'époque de passer pour des rêveurs et des utopistes cherchent à réaliser l'impossible, je crains dis-je que ces prévisions ne se soient réalisées plus d'une fois. Six millions de Juifs sont morts en Europe et des centaines de milliers languissent actuellement soit dans des camps de personnes déplacées ou dans des pays où ils sont indésirables. C'est la preuve que la situation exige une solution rapide. J'insiste, Messieurs, une solution rapide. Je me suis permis, il y a un an, et peut-être la chose parut-elle excessive, d'avertir la Commission anglo-américaine que le temps presse. Je suis assez vieux pour renouveler cet avertissement: le temps presse. Nous avons perdu tellement de sang que nous ne pouvons nous permettre d'en perdre davantage. C'est pour nous une question de vie ou de mort. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre. La situation des Juifs dans le monde est actuellement tragique. En Palestine, elle est quelque peu différente et certains aspects de la situation nous donnent confiance. Je ne voudrais pas vous donner l'impression d'être un prophète de malheur. Je n'ai jamais cru que l'on puisse bâtir la Palestine avec des jérémiades.

Certains faits nous réconfortent: l'attitude des Etats-Unis, celle de l'opinion publique en Grande Bretagne (en dépit de ce que j'ai dit au sujet des difficultés passagères, car je suis sûr qu'elles ne sont que passagères), et enfin, ce qui n'est pas moins important, l'attitude de l'Union soviétique. Nous avons lu avec plaisir le message du Président Truman à Ibn Saoud, qui exprime très clairement l'attitude du Gouvernement américain envers le développement du foyer national juif. J'ai vu également avec plaisir et je lui en suis reconnaissant, la déclaration de M. Gromyko dans son discours si réfléchi et qui aurait pu, si l'on peut me permettre cette expression, être prononcé par un sioniste. Je suis sûr qu'il n'est pas sioniste. Je ne veux pas l'offenser de cette manière, mais il n'en est pas moins vrai que son discours était empreint du meilleur esprit sioniste.

Il existe un autre aspect de la question, qui n'a certainement pas manqué d'attirer votre attention. Jusqu'à présent, le travail, les fonds et tout ce que vous avez pu voir constitue le foyer national et a été créé de nos propres mains. C'est là un fait sur lequel je tiens à attirer l'attention de la Commission. L'un des grands reproches que l'on adresse généralement aux Juifs est le suivant: "Certes, vous êtes peut-être de braves gens et il est incontestable que vous respectez les lois du pays où vous vous établissez. Vous payez vos impôts, vous ne volez pas, etc., mais voyez-vous, il y a quelque chose en vous qui n'arrive pas à nous plaire. Vous venez toujours quand tout est prêt. Vous vous installez au premier étage du bâtiment. Les fondations, les travaux pénibles de terrassements, de maçonnerie ont été faits par les autres; quand tout est prêt, que les pièces sont peintes et que le lit est fait, vous entrez et louez un bel appartement. Voilà ce que nous n'aimons pas."

C'est la raison pour laquelle les Juifs sont généralement traités de parasites: non pas dans le sens ordinaire du mot, mais dans ce sens particulier.

En Palestine il y avait des marécages: nous les avons asséchés. Il y avait des pierres: nous les avons recouvertes de cultures. Il n'y avait pas de maisons: nous en avons construit. Le pays était malsain, nous l'avons assaini. Tout ce qui a été fait ici, depuis la modeste demeure du colon jusqu'à l'Université du Mont Scopus, a été conçu et réalisé par les Juifs. Non seulement avec leur argent, mais également avec leur travail. Ces résultats nous permettent d'être fiers et d'envisager l'avenir avec confiance. Si on nous offre la moindre possibilité, nous pouvons faire aussi bien que n'importe qui. Je ne prétends pas que nous soyons ni meilleurs ni pires que les autres; nous ne valons ni plus ni moins que les autres mais nous n'avons pas les mêmes possibilités. Ici, l'occasion s'est présentée, occa-

sion née des circonstances et, à mon avis, nous en avons tiré le maximum.

Il y a quelque chose qui doit être dit et je le dis en toute humilité. D'autres peuples ont colonisé de grands pays, des pays riches. Ils y ont trouvé en arrivant des populations arriérées. Vous savez ce qu'ils ont fait pour ces populations arriérées. Je ne suis pas un historien et je n'ai pas à juger l'œuvre colonisatrice des différentes grandes nations dans les pays arriérés, mais si nous comparons notre influence sur les Arabes à celle de l'œuvre colonisatrice des autres peuples, je crois pouvoir affirmer que les résultats que nous avons obtenus soutiennent la comparaison avec ceux obtenus par les autres. En fait, l'administration de la Palestine elle-même, que l'on ne saurait soupçonner d'une sympathie excessive à notre égard — vous voyez que je pèse mes mots car j'aurais pu employer une expression plus sévère, mais là n'est pas la question — que l'Administration, dis-je, reconnaît que les Arabes bénéficient du travail des Juifs. Le Livre Bleu que je me suis efforcé de lire avant de comparaître devant vous, l'admet. Ce document reconnaît que nous avons fait quelque chose de bien, mais que nous avons également créé quelque chose de mal: nous avons créé une disparité entre nous et la population locale. Les travaux effectués dans un pays, l'œuvre colonisatrice, la construction d'un pays, la création d'une vie sociale, tout cela ne ressemble pas à un convoi de navires qui se déplace d'ordinaire à la vitesse du plus lent. Chaque nation progresse à un rythme qui est fonction de ses qualités, de ses capacités et des conditions qui lui sont propres. On ne peut supprimer ses qualités particulières pour éviter une disparité. Il existe toujours une disparité lorsqu'il y a deux populations différentes. Je reconnais que cet état de choses a créé certaines difficultés à l'administration. Je ne doute pas que l'administration de la Palestine ait eu des difficultés. Je suis prêt à l'admettre. Nous avons provoqué beaucoup de difficultés à l'administration de la Palestine. Je le regrette beaucoup. Je me suis efforcé de les atténuer, mais les hommes sont sur la terre pour se créer des difficultés les uns aux autres. Si la vie se déroulait sans heurts sur la terre, comme une classe d'élèves obéissants et un peu "Sainte Nitouche", le monde serait terriblement monotone et personne ne voudrait y vivre. Les difficultés existent. C'est la lutte pour la vie. C'est un conflit entre des conceptions et des intérêts divergents. L'administration voudrait que nous progressions lentement. Je reconnais que cela aiderait peut-être sa tâche. Mais nous avons été poussés par toutes les furies du monde. Nous ne pouvons pas nous permettre d'être lents. Chaque ralentissement de notre progrès nous coûtait autant de morts et autant de destructions. Chaque Juif que nous avons sauvé de l'enfer de l'Europe a été pour nous un gain inappréciable.

Il en résulte que notre conception de la vitesse et celle de l'administration sont nécessairement différentes. Il n'est pas tout à fait juste de parler de disparité dans ce sens.

Je voudrais traiter d'un autre sujet qui soulève également de grandes controverses. Qu'est-ce qu'un foyer national? Que signifie cette expression? A-t-on eu l'intention de faire de ce foyer national un Etat? Si, pour une seconde, je m'érigeais, ce que je ne fais pas, en historien du mouvement sioniste, je pourrais expliquer comment est née l'expression "foyer national". Nous sommes venus en 1917 et il nous a fallu construire le pays. Le gouvernement de Sa Majesté attendait de nous que nous bâtissions la Palestine. Ni le Gouvernement britannique ni nous-mêmes peut-être ne nous rendions compte de toutes les difficultés auxquelles nous aurions à faire face. Il fallait créer un instrument qui permette cette construction. Autrefois, les pays arriérés étaient construits par des compagnies à charte. Vous avez tous présent à l'esprit le cas de la Compagnie des Indes. Mais il était difficile de constituer des compagnies à charte en 1918, au début du XXe siècle. La conception wilsonienne du monde ne l'eût pas permis. Il a donc fallu créer quelque chose à la place: c'est l'Agence Juive qui a eu à jouer le rôle d'une compagnie à charte, qui a dû diriger la colonisation, l'immigration, l'amélioration des terres et accomplir toutes les tâches qui incombent d'ordinaire à un Gouvernement, et ce, sans être vraiment un gouvernement. Nous avons eu toutes les difficultés et aucun des avantages d'un gouvernement. La Mandat a fait à l'Agence Juive une situation spéciale. Ce n'était guère un privilège, mais plutôt une lourde charge. L'expérience amère de longues années en témoigne.

Différentes personnalités du Gouvernement britannique nous ont reproché d'aller trop vite. Les Juifs nous ont reproché d'aller trop lentement. Je l'ai toujours regretté et je le regrette encore maintenant. On me reproche constamment de ne pas demander l'immigration de cent mille ou de cent cinquante mille Juifs. Nous pourrions le faire, sans la malveillance du gouvernement britannique. On m'a dit également "vous n'êtes pas assez énergiques", "il faut élever la voix et convaincre le Gouvernement britannique que c'est nécessaire". Je ne vous dirai pas ce que j'ai répondu. Mes réponses ont été enregistrées en leur temps. Mais j'ai échoué à plusieurs reprises. C'est une situation très difficile que de se trouver ainsi pris entre le marteau et l'enclume. Mais notre œuvre se poursuivra, nous en sommes persuadés. Si nous pouvons acheter de la terre, si nous pouvons introduire des immigrants juifs, qu'il s'agisse ou non d'une immigration sur une grande échelle, que cette immigration corresponde ou non aux besoins actuels des Juifs, à la longue néanmoins, à l'heure que Dieu fixera, le pays deviendra un Etat juif.

Il n'y avait aucun doute sur cette question dans l'esprit des hommes d'Etat de l'époque ni dans celui de leurs collaborateurs, et j'ai vraiment cherché à travailler honnêtement et consciencieusement et en bonne entente avec toutes les parties intéressées. Nous avons tous cru que nous aboutirions à un Etat juif.

La difficulté réside, je le répète, dans le rythme de l'évolution. Certains britanniques me disaient: "Vous allez trop vite, vous aurez peut-être un Etat dans cinquante, soixante ou soixante-dix ans". Nous avons pensé que cela pourrait être plus rapide. Nous tournions dans un cercle vicieux. Je vais vous expliquer ce que j'entends par là. Afin de mener à bien l'œuvre que nous avait confiée le Mandat, nous avions besoin de terre. Il nous fallait améliorer cette terre, mettre en valeur des territoires désertiques, introduire un grand nombre d'immigrants (de vint à quarante mille par an), les installer, organiser l'éducation, résoudre les problèmes sociaux, créer des hôpitaux, etc.. Il nous faut des pouvoirs équivalant à ceux d'un gouvernement parce que notre œuvre, la cadence de l'immigration dépendent de la capacité d'absorption du pays. Or, il n'y avait pas de capacité d'absorption dans le pays. La capacité d'absorption ne pousse pas sur les arbres. On ne saurait trouver de capacité d'absorption sur les collines de Jérusalem. Les collines de Jérusalem sont très belles, mais on ne peut pas en vivre, à moins de les mettre en valeur. Nous nous sommes donc trouvés placés devant ce dilemme: afin de créer la capacité d'absorption à l'échelle nécessaire, il nous faut des pouvoirs d'un gouvernement et pour les avoir, il faut que nous soyons la majorité dans le pays. Nous avons besoin d'immigration et de mise en valeur à une échelle que seul un gouvernement peut nous donner. D'une part, nous avons besoin d'un gouvernement et d'autre part, nous ne pouvons avoir de gouvernement qu'après avoir introduit un grand nombre d'immigrants dans le pays. Voilà le cercle vicieux dans lequel nous tournions, que nous avons essayé de briser. Malgré tous nos efforts, nous avons échoué.

Je crois avoir suffisamment exposé notre conception des attributions de l'Agence; j'ai traité de ce que j'appelle la critique injuste du Gouvernement sur la disparité. J'ai fait ressortir que la disparité est un phénomène naturel que l'on ne saurait éviter. On ne peut l'éviter qu'en cessant toute activité, ce qui signifie la stagnation. Je pourrais, à ce sujet, dire que, dans une certaine mesure, la disparité aurait pu être évitée si l'autre partie de la population, la partie arabe, avait été disposée à collaborer avec nous autant que nous étions disposés à collaborer avec elle. Mais les Arabes se sont tenus à l'écart. Souvent j'ai entendu, dans la bouche d'Arabes bienveillants — il n'y avait là aucune hostilité, nous avions des rapports très amicaux — "Vous au-

tres Juifs, vous êtes un peuple bizarre, vous êtes venus en Palestine et vous possédez les meilleures terres du pays". En fait, d'aucuns — je ne les nommerai pas — me disaient: "Vous avez fait une bonne affaire à nos dépens. Nous vous avons vendu à bas prix telle ou telle pièce de terre; si nous avions attendu dix ans de plus, nous aurions pu vous la vendre le double ou le triple." Les Arabes aiment l'argent autant que nous — Ce n'est pas un trait particulier aux Juifs. Je leur ai répondu: "Vous semblez oublier, Messieurs, que grâce à nos efforts nous en avons fait de la bonne terre. Si vous faisiez de même, vos terres seraient aussi bonnes, sinon meilleures que les nôtres. Ne nous reprochez pas d'avoir amélioré la partie des terres que vous nous avez vendues, parce que vous ne pouviez rien en faire".

On nous reproche également de bouleverser l'état de choses existant. Il est évident que toute administration — et l'administration britannique ne diffère pas à cet égard de l'administration néerlandaise ou de l'administration française — répugne à bouleverser l'état de choses existant. L'administration aime que les choses aillent doucement, sans heurts. Lorsqu'un administrateur arrive dans un pays arriéré, il a une méthode préconçue qu'il applique au pays. Les Britanniques, par exemple, qui sont ceux que je connais le mieux à cet égard, en arrivant dans un pays arriéré, assainissent le pays. Ils y instituent une certaine justice. Ils créent des moyens de communication, ils donnent à la population une certaine éducation. Tout ceci est fait doucement, tranquillement, sans trop de dynamisme. Ce n'est pas que ce soit par trop statique, mais ils n'aiment pas ce dynamisme des Juifs qui sont toujours pressés et bouleversent toujours la routine de l'administration. Il est parfaitement naturel qu'un administrateur pense ainsi. Un de mes amis me disait souvent: "Ces maudits Juifs sont gênants, ils ne peuvent jamais accepter un refus; si vous les mettez à la porte, ils rentrent par la fenêtre". Je lui répondais: "Nous ne pouvons pas nous permettre d'accepter un refus, nous n'avons pas le temps; si on nous refuse telle ou telle chose, cela signifie la perte de centaines de milliers de vies humaines. C'est une question de vie ou de mort pour nous. Un peu d'eau ici, un petit lopin de terre là, tout cela représente beaucoup de vies humaines. Pour vous, cela représente simplement une fraction des vastes territoires que vous possédez, que vous avez possédés suffisamment longtemps et que vous gardez. Vous jouissez de la sécurité, mais nous n'avons aucune assurance pour notre avenir".

Il en résulte que quelquefois on ne nous donne pas la préférence. Je ne veux pas dire que nous soyons victimes d'une discrimination, bien que certaines lois, résultant du Livre Blanc, constituent vraiment une discrimination, mais c'est

plutôt la conséquence d'un état d'esprit. L'administration britannique voudrait être équitable envers les deux parties de la population.

En ce qui nous concerne, ce rythme lent ne nous suffit pas. Il peut suffire aux Britanniques. Il peut suffire aux Arabes. Je crois, d'après ce qui se passe en Grande Bretagne, qu'il ne suffit même plus au peuple britannique.

Voyez le contraste entre le Mandat et le Livre Blanc. Le Mandat préconise la colonisation. Le Livre Blanc non seulement la décourage, il l'arrête. Le mandat préconise la colonisation intensive. Le Livre Blanc la décourage. Le Livre Blanc annule le mandat. C'est pourquoi nous devons nous opposer de toutes nos forces au Livre Blanc.

Le Livre Blanc a eu deux effets néfastes. Il a affecté les relations entre Juifs et Arabes. Pourquoi les Arabes écouterait-ils les ouvertures des Juifs s'ils savent qu'avec un peu de violence, comme ce fut le cas en 1934-1935 et de 1936 à 1939, ils peuvent obtenir tout ce qu'ils veulent et plus encore. Tous nos efforts pour essayer de les persuader qu'il était de l'intérêt des deux parties d'aboutir à un accord échouèrent lorsque le Gouvernement britannique nous torpilla pour ainsi dire avec le Livre Blanc.

Le Livre Blanc a également eu un autre effet néfaste. Je l'affirme de toutes mes forces, solennellement. Le Livre Blanc a provoqué chez les Juifs certaines réactions qui sont entièrement contraires à leur esprit et à leur tradition. "Tu ne tueras pas", ce commandement était ancré en nous depuis le Mont Sinaï. Il eût semblé inconcevable, il y a dix ans, que les Juifs eussent pu enfreindre ce commandement. Malheureusement, c'est ce qui se produit actuellement et personne ne le déplore plus que la majorité des Juifs. La honte m'accable d'avoir à aborder ce sujet devant vous, Messieurs; j'espère que les mesures prises sur le plan international, d'accord avec la Grande-Bretagne, feront disparaître cet état de choses.

Le Mandat est né de l'espoir. Le Livre Blanc est né de la peur. La peur qui a été introduite dans le monde par Hitler, par le nazisme, par tous ces nuages noirs qui couvraient l'horizon des Juifs avant la guerre. Elle s'est exprimée sous de nombreuses formes, en particulier sous celle du Livre Blanc. Elle est née de la politique d'apaisement: apaisement de l'Allemagne, apaisement des Arabes. La nation britannique a payé cher cette politique d'apaisement. Elle l'a payée par une guerre sanglante et dévastatrice. Elle devra en subir les effets pendant encore de nombreuses années. Nous avons dû tous en souffrir. Les Juifs de Palestine ont payé cet apaisement sous la forme du Livre Blanc. Le plus regrettable est que cela n'ait servi à rien. Cet apaisement a été stérile.

Au dernier congrès qui eut lieu à Bâle, j'ai dit, dans mon discours d'inauguration, et je le répète aujourd'hui: "Chaque fois qu'un nouveau pays était sur le point de tomber sous les griffes de la Gestapo, nous avons demandé que les portes du foyer national soient ouvertes pour sauver des chambres à gaz le plus grand nombre possible des nôtres. A nos prières, on fit la sourde oreille. Il semble que pour certains le Livre Blanc ait été plus sacré que la vie elle-même. Quelquefois on nous disait que notre exclusion de la Palestine était nécessaire pour rendre son dû à une nation dotée de sept territoires indépendants couvrant en tout un million de milles carrés. D'autres fois, on nous disait que l'admission de nos réfugiés pourrait compromettre la sécurité militaire pendant la guerre. Il était plus facile d'abandonner les Juifs à une mort certaine que d'organiser les moyens de surmonter les difficultés. Lorsque la nécessité, l'instinct d'auto-défense se heurtait au Livre Blanc, on se trouvait devant des cas comme le "Struma", le "Patria" et le "Mauritius".

Vous pourrez peut-être demander quelles sont ces tentatives auxquelles j'ai plusieurs fois fait allusion, en vue de conclure un accord avec les Arabes. Je peux parler en mon nom personnel et je suis sûr de pouvoir le faire également au nom de nombreux collègues ou ex-collègues sionistes en disant que dès le début, deux mois après la Déclaration Balfour, c'est une des premières tâches auxquelles je me suis consacré, et certains m'ont aidé à entrer en contact avec les chefs arabes. Ce fut le cas même antérieurement; il est inexact, et je le dis à dessein, qu'ainsi que l'affirment les Arabes et ceux qui sont plus ou moins leurs amis, la Déclaration Balfour ait été faite à l'insu des Arabes. Non seulement la Déclaration Balfour a été un acte public, mais au premier rang des personnalités qui ont procédé à l'enquête préparatoire figure feu Sir Marc Sykes, un homme qui connaissait les Arabes et que je connaissais. Les archives du Foreign Office britannique pourraient le confirmer. Il a rendu compte de toutes les démarches au représentant des Arabes, au Sherif de La Mecque de l'époque, devenu depuis le Roi Hussein. Ce dernier a été tenu parfaitement au courant de ce qui se passait. Et ceci est antérieur à la Déclaration Balfour.

Après la publication de la Déclaration Balfour, en novembre 1917, je vins en Palestine et en Egypte, au début de mars 1918. Pendant des semaines, je cherchai à entrer en contact avec toutes sortes de chefs arabes, en commençant par M. Nimir, le vénérable éditeur du "Mokattan" — je crois qu'il a 96 ans — pour finir avec les lettrés de l'Université Al Azheer et de nombreux chefs arabes de la Syrie, du Liban et de la Palestine, qui vivaient alors en Egypte, car le reste de ces pays, et la Palestine elle-même en

particulier, étaient encore sous la domination ottomane et en état de guerre.

Lorsque je vins en Palestine, en juin et juillet 1918, avec le consentement du commandant en chef, le général Allenby, j'entrepris un voyage long et dangereux dans le désert. Il n'était pas possible à l'époque de se rendre en Transjordanie aussi rapidement et confortablement que maintenant. Je suivis presque le même chemin que mes ancêtres il y a quatre mille ans et j'arrivai enfin en Transjordanie afin d'y rencontrer l'homme qui se tenait sur le flanc droit des armées arabes en Transjordanie, à la tête d'un groupe de trois mille arabes, je crois.

J'entrai en conversation. Je lui expliquai exactement ce que nous désirions faire, comment nous pouvions l'aider, s'il le désirait, et que nous aurions aimé avoir son appui s'il pouvait nous l'accorder. Cette conversation fut suivie de beaucoup d'autres. Je fais allusion à l'Emir Feyçal qui devint le roi Feyçal d'Irak. Ces conversations firent naître une amitié qui dura le reste de la vie, malheureusement courte, du roi Feyçal. Je pourrais ajouter que depuis cette époque j'ai visité de nombreuses fois la Transjordanie, et les Cheiks de Transjordanie sont venus nous rendre visite en Palestine. Ces cheiks furent stupéfaits de voir la mise en valeur de la Palestine et me proposèrent naïvement de me rendre en Transjordanie où ils pensaient que je pourrais obtenir les mêmes résultats. Je leur répondis que certains obstacles s'y opposaient et qu'il valait mieux ne pas en parler beaucoup. Mais il n'y avait pas chez eux la moindre trace d'hostilité.

Il existe par exemple en Syrie un personnage actuellement très violent dans ses protestations contre le sionisme et son œuvre. Je crois que c'est le Premier Ministre de Syrie. Il s'appelle Jamal Mardam. C'est une vieille connaissance à moi. Je suis sûr que je le gêne en faisant cette déclaration. C'est probablement le genre d'homme qui dirait que nous sommes amis mais qui ne voudrait pas me saluer dans la rue. Il lui serait désagréable d'avouer publiquement qu'il me connaît. A cette époque, je ne me rappelle pas la date exacte mais c'est assez récent, sous la première présidence de Léon Blum, Jamal Mardam désirait un traité entre la Syrie et la France et il me demanda de lui venir en aide. Je fis de mon mieux. Si, par la suite, le traité fut rompu, je ne crois pas qu'on puisse m'en tenir responsable.

C'est un exemple. Il en existe bien d'autres. Je ne veux pas vous fatiguer par des énumérations mais pas une année ne s'est passée sans qu'une tentative ne fût faite pour aboutir à un accord avec les Arabes. Si ces tentatives échouèrent, un petit groupe conduit par le Grand Mufti en est seul responsable. Il porte la lourde res-

pensabilité d'avoir constamment empêché la conclusion d'un accord.

Même actuellement, vous avez pu vous en rendre compte par vous-mêmes, dans de nombreux domaines de l'activité économique, tels que le Comité des agrumes, la Concession de la Mer Morte et bien d'autres, Juifs et Arabes s'efforcent de travailler en commun; il en est de même dans certaines municipalités. Haïfa est un excellent exemple d'une municipalité mixte de grande importance commerciale; c'est la ville la plus importante de Palestine. A Haïfa, les deux éléments semblent travailler en bon accord, à moins qu'un mauvais génie n'intervienne pour provoquer la discorde. Jusqu'à présent, le mauvais génie n'a pas réussi, mais ses confrères sont très actifs en Palestine.

Toutes ces tentatives pour aboutir à un accord n'ont jamais cessé et elles ne cesseront que lorsque nous commencerons à nous entendre. L'une des principales conditions préalables à une telle entente est la création d'un régime précis et clair basé sur l'égalité entre Juifs et Arabes.

Le PRÉSIDENT: Désirez-vous un instant de repos ?

M. WEIZMANN: Je serais heureux de pouvoir me reposer cinq minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance est suspendue pour dix minutes. Je prie le public de ne pas sortir car il lui serait difficile de retrouver place en revenant.

(La séance est suspendue pour dix minutes).

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

M. WEIZMANN: J'ai fait allusion au traité d'amitié avec l'Emir Feyçal devenu depuis le roi Feyçal d'Irak. J'aurais dû compléter mes explications en déclarant que nous avons conclu un traité d'amitié. Ce traité est enregistré dans le traité de paix de cette époque et il est probable que parmi les documents dont vous disposez vous en trouverez un exemplaire. Un addendum a été également inclus dans ce traité. Il a trait à une réserve exprimée par le roi Feyçal d'après laquelle il exécuterait toutes les promesses conclues dans le traité lorsqu'il aurait satisfaction à toutes ses revendications, c'est-à-dire lorsque serait assurée l'indépendance des pays arabes. Je ferai observer que ces revendications sont maintenant satisfaites. Les pays arabes sont tous indépendants et par conséquent la condition dont dépendait l'exécution du traité est remplie. Ce traité devrait donc constituer actuellement un document valable.

Je tiens également à faire observer que ce traité avait été rédigé avec l'aide de feu T. E. Lawrence, certainement un des meilleurs amis

des Arabes et un homme qui n'était pas non plus hostile à nos aspirations.

J'aborderai maintenant un autre sujet auquel il semble avoir été fait allusion depuis la publication du Livre Blanc. Certains justifient le Livre Blanc par le fait que le Foyer national est déjà constitué; c'est un produit fini. Il ne serait donc plus nécessaire de poursuivre cette tâche.

Je répondrai que c'est une assertion vide de sens, fausse en théorie, fausse en pratique. Le Foyer national tel qu'il existe actuellement, même sous sa forme limitée, luttant contre de grandes difficultés est un organisme vivant. Un organisme vivant n'est jamais achevé. Il ne prend fin qu'à sa mort. Même de vieux pays comme l'Angleterre, la Belgique et la France ne sont pas achevés. Ils vont de l'avant, ils se développent, ils évoluent. Il peut survenir en Palestine quelque chose de nouveau qui donne à l'histoire du pays une orientation différente, orientation que j'espère favorable, mais dire d'un pays qu'il est achevé signifie le condamner à mort. Est-ce là l'intention du Livre Blanc et de ceux qui l'interprètent? Dans ce cas, nous nous y opposerons de toutes nos forces; nous protesterons de tout notre pouvoir.

Une autre affirmation née de l'atmosphère du Livre Blanc est cet avis bienveillant qui nous est donné quelquefois. Pourquoi les Juifs ne consacraient-ils pas leur intelligence et leur expérience à la reconstruction de l'Europe et en particulier à celle de l'Allemagne? Ce conseil nous a été donné par des hommes d'Etat britanniques distingués qui jouent un grand rôle actuellement dans le concert des affaires européennes. Malgré tout le respect que je porte à ces hommes d'Etat et à l'opinion qu'ils peuvent avoir sur les affaires britanniques, il est de mon devoir de leur répondre qu'ils ne comprennent rien à la réaction des Juifs à une pareille suggestion. Nous sommes fatigués. Nous sommes fatigués de construire l'Allemagne et d'autres pays afin qu'ils puissent nous détruire à nouveau. Nous avons fait cette expérience pendant plusieurs siècles et si les personnalités qui nous donnent ce conseil bienveillant l'ignorent, il leur suffira d'ouvrir un manuel d'histoire juive. La vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue sur cette terre si nous acceptions des conseils de ce genre.

J'ai averti les différentes commissions devant lesquelles j'ai eu l'honneur de parler. J'espère ne pas avoir à le faire de nouveau, non que je n'apprécie cet honneur à sa juste valeur, mais j'espère que ce ne sera pas nécessaire. Je leur ai dit en 1936: il existe dans cette partie du monde, c'est-à-dire en Europe centrale, en Allemagne et dans d'autres pays, des gens qui sont parqués sans pouvoir bouger; le monde est divisé pour eux en deux parties: les pays où ils ne peuvent pas vivre et ceux où ils ne peuvent pas entrer. Ils sont condamnés à mort. Cette sombre pro-

phétie de 1936 s'est réalisée en 1942. Par conséquent devant cette terrible situation c'est trop exiger de nous que nous demander de retourner vivre au milieu des haines du présent et des tombeaux du passé. Tout récemment, un complot a été découvert en France, qui visait à renverser la République française; ce complot était probablement organisé par des nazis français. Un des projets qui ont été découverts, était un programme détaillé d'extermination des Juifs français sur le modèle des méthodes d'Hitler et de ses nazis.

Pour nous ce n'est par conséquent plus uniquement une question de réfugiés. Il est très important de sauver les réfugiés. Il est très important, ainsi que je l'ai fait observer, de sauver tous les Juifs que nous pourrions, surtout à présent où chaque Juif vivant est pour nous un bien précieux, mais il est une chose plus importante à sauver, c'est les Juifs dans leur ensemble, en tant que peuple et ce but ne peut être atteint que par l'indépendance d'un Etat juif dans ce pays, tout au moins dans une partie de ce pays.

Il existe une autre assertion, c'est que le mandat est inapplicable. En fait, certains vont jusqu'à dire qu'il était inapplicable dès le début. On pourrait leur répondre: "si vous savez que le mandat était inapplicable dès le début, pourquoi de toutes les solutions avoir choisi alors le mandat?" Mais c'est là une sagesse post factum, ce qui est quelque peu dangereux. Je répondrai que le mandat n'était pas inapplicable, il l'a été rendu. Il a été rendu inapplicable parce que beaucoup de personnes chargées de l'appliquer n'avaient pas foi en cette politique. Ils avaient peut-être peu de sympathie à son égard et ils ont par conséquent surestimé les difficultés qu'il comportait. Je serai le dernier à nier que cette politique ne comportait et ne comporte pas encore de difficultés. Si quelqu'un est placé pour les connaître, c'est bien nous qui les avons éprouvées dans notre chair et dans notre âme. Mais les difficultés existent pour être surmontées. Si l'on renonce à la tâche dès l'apparition de la première difficulté, on constatera que tout instrument dû à des humains, qui est naturellement rempli d'erreurs et de difficultés devient inapplicable. En outre, ce mandat a été mis à l'épreuve et des rapports ont été adressés à la Commission des mandats. Qu'il me soit permis de faire observer que cette Commission des mandats se composait de personnalités non seulement d'une haute intégrité mais encore d'une sagesse et d'une expérience éprouvées. Elle comprenait également une personnalité britannique distinguée de la qualité de Lord Lugard, un grand administrateur qui consacra son existence à l'administration des territoires britanniques d'Afrique. Je n'ai jamais entendu dire et je n'ai jamais vu dans les documents de la Commission permanente des mandats quoi que ce soit qui puisse faire penser que le Mandat fut

inapplicable. La Commission faisait ressortir les difficultés. Elle signalait les méthodes permettant de les surmonter, mais personne n'a dit du mandat qu'il était par principe inapplicable. Il l'est devenu depuis la publication du Livre Blanc en 1939.

Je pense pouvoir vous intéresser en vous lisant une lettre écrite par un soldat qui fut dans les premiers temps administrateur militaire de la Palestine. Son nom est le général Louis Bols. Il n'était pas considéré comme nous étant particulièrement favorable. Je ne sais pas sur quoi se base cette réputation, mais sa lettre parle par elle-même. Il s'agit d'une lettre au général Allenby qui était son chef et qui se trouvait à l'époque à Londres. Je me rendais à Londres et il me demanda de porter la lettre au général Allenby. Je n'en connaissais pas alors le contenu, mais je le connais à présent.

"Il est nécessaire que la Palestine se développe rapidement afin de satisfaire la population. Nous souffrons actuellement d'être obligés d'équilibrer le budget. Il faudra que, dès que le mandat nous aura été octroyé, nous soyons prêts à accorder un prêt substantiel dont une partie devrait être souscrite par les habitants. J'aimerais que Sir Herbert Samuel soit ici pour me conseiller sur la question et je veux un expert financier bien plus compétent que tous ceux que vous avez pu nous envoyer jusqu'à présent. Avec un tel emprunt, par exemple de dix à vingt millions, je suis certain de pouvoir rapidement mettre le pays en valeur et de le mettre à même de subvenir à ses besoins. Et il faudrait que la population s'accroisse progressivement du chiffre actuel de 900.000 à 2½ millions. Le pays est assez vaste. La vallée du Jourdain pourrait abriter un million d'habitants au lieu de 1000 actuellement, mais il nous faut de l'eau. Les frontières du nord et de l'est doivent être organisées pour assurer le contrôle du Litani et du Jourdain. Ces questions sont indifférentes à nos voisins du nord et de l'est et elles nous sont capitales."

Voilà l'opinion d'un soldat à l'époque où la Palestine était plus ou moins un désert. Une des raisons pour lesquelles le mandat semblait inapplicable, est que la politique d'exécution de ce mandat n'a jamais été ferme; elle a toujours été oscillante. Lorsque les Arabes s'agitaient un peu ou se livraient à un petit pogrom, la puissance mandataire reculait et les Arabes apprirent ainsi que la violence paie.

J'aborderai à présent le problème de la solution. Qu'il me soit permis de citer auparavant deux opinions exprimées à l'époque de la publication de la Déclaration Balfour par le Gouvernement de Sa Majesté. L'une est exprimée dans un télégramme reçu du Foreign Office par l'ambassadeur britannique à Petrograd, alors St-Petersbourg. Ce télégramme était ainsi conçu :

"Le Gouvernement britannique a publié une déclaration officielle relative au rétablissement d'un Etat juif en Palestine". Notez le mot rétablissement.

La seconde opinion est de M. Lloyd George qui, dans son histoire, cite une déclaration faite par M. Balfour à un conseil de Cabinet qui précéda la publication de la Déclaration.

"La Déclaration Balfour n'impliquait pas nécessairement la création dès le début d'un Etat juif indépendant; un tel Etat ne devait se constituer que progressivement conformément aux lois normales de l'évolution politique."

La même opinion est exprimée par M. Churchill devant la Commission royale. Donc, à mon humble avis, il est indubitable que le Gouvernement britannique envisageait qu'avec le temps et des efforts un Etat juif serait constitué en Palestine. A cette époque la Palestine ne signifiait pas seulement la Palestine occidentale mais également la Transjordanie. La Transjordanie n'a fait son apparition dans l'histoire qu'en 1922 ou 1923. Ces citations sont de 1917 et 1918. Quelle peut donc être la solution du problème épineux que vous êtes, Messieurs, appelés à proposer ? Il vous semblera peut-être audacieux de ma part de vous présenter une proposition, mais mon expérience et ma contribution à l'édification de la Palestine m'enhardit à parler sur ce sujet. Il est incontestable que lorsque la Palestine fut promise, lorsque la Déclaration Balfour fut publiée, lorsque le mandat fut rédigé, et je tiens à déclarer que le mandat a été rédigé non seulement lorsque M. Balfour était secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, il a été complété sous sa forme actuelle sous Lord Curzon et je cite Lord Curzon parce que M. Balfour pourrait être considéré comme ayant eu un parti pris en faveur de la politique dont il a été le principal auteur. Il est impossible d'accuser Lord Curzon de parti pris dans ce sens. Quoi qu'il en soit, à cette époque, la "Palestine" signifiait la Palestine et la Transjordanie. Puis la Transjordanie fut détachée. Ainsi que vous le savez, la superficie de la Transjordanie est très supérieure à celle de la Palestine, plus de trois fois. Elle en fut détachée en quelque sorte sans pré-avis. Voyez l'ironie: d'abord on ampute la Palestine. On en retire un pays qui est quatre ou cinq fois la superficie de la Palestine et puis on se tourne vers les pauvres sionistes et on leur dit "vous êtes un petit pays, vous ne pouvez pas amener une population de quelque importance ici, sinon il vous faut déplacer les autres et nous ne le permettrons pas, etc. . ." A mon avis, ce n'est pas loyal. Je ne crois pas que ce soit de bonne guerre. Il fallait soit ne pas couper le pays soit ne pas nous reprocher de chercher à introduire une population dans un petit pays. En fait, ce que nous avons cherché à faire depuis cette époque c'est par l'ingéniosité et la mise en

valeur scientifique, à accroître la superficie du pays et comme il était impossible de le faire matériellement ou géographiquement, nous avons cherché à faire pousser deux brins d'herbe là où il en poussait un auparavant, c'est-à-dire à faire pousser quatre tomates là où il en poussait une, en intensifiant quelquefois à l'excès et en utilisant chaque lopin de terre et chaque arbre de la Palestine et en le faisant produire. Cela a été notre but depuis que la Palestine a été amputée. Mais cela a été fait; je n'y reviendrai pas et je me rends même compte que pour obtenir la paix dans ce pays, la stabilité dans le Moyen-Orient — et le Moyen-Orient est important non seulement pour les Juifs et les Arabes, mais également pour tout le monde civilisé — il est de notre devoir de ne pas troubler la paix dans cette partie du monde.

Sachant tout cela, nous sommes partisans, je crois parler pour la plupart des Juifs, après de nombreuses épreuves, après bien des expériences, après avoir longtemps cherché à évaluer nos possibilités, d'une forme de partage qui satisfasse les justes revendications à la fois des Arabes et des Juifs. Nous nous rendons compte que nous ne pouvons pas avoir toute la Palestine. Dieu a fait une promesse: la Palestine aux Juifs. Il appartient au Tout Puissant de remplir sa promesse à l'heure qu'il choisira. Notre tâche est de faire ce que nous pouvons avec les moyens humains qui sont naturellement imparfaits. Je ne cherche pas à faire appel aux sentiments du distingué représentant de l'Inde qui siège à cette Commission. A vrai dire, le partage est à la mode, non seulement dans la petite Palestine, mais également dans la grande Inde. Mais dans votre pays, vous avez quelque chose à partager. Ici il faut le faire avec un microscope. Chez vous, vous pouvez le faire avec un grand couteau.

Quels sont les avantages du partage? Il existe à mon avis deux avantages. Il est définitif et il contribue à dissiper certaines des craintes de nos amis les Arabes. Je ne prétends pas que l'on puisse facilement dissiper toutes les craintes. La crainte n'est pas basée sur la logique. Elle provient de l'émotion et la réaction émotive ne peut pas être dissipée par la logique, mais, quoiqu'il en soit, nous pouvons faire tout notre possible pour contribuer à l'avenir à dissiper ces craintes. Si ce partage est définitif, les Juifs et les Arabes sauront qu'ils ne risquent pas d'empiéter sur leur domaine respectif. Pour nous ceci signifie autre chose. Ceci signifie égalité avec nos voisins arabes, ce qui est la condition principale pour que de bonnes relations s'établissent entre nous. Tant qu'ils nous considéreront comme inférieurs dans le domaine du régime politique, ils ne chercheront pas à faire la paix avec nous. C'est donc une solution désirable, bien que, je l'ai déjà fait observer, elle implique un nouveau et grand sacrifice de la part du peuple juif. C'est une chose qui ne saurait être marchan-

dée et la partie de la Palestine qui nous resterait après le partage doit pouvoir nous permettre de vivre et d'introduire un million et demi de Juifs au cours d'une période relativement brève. Il ne faut pas que seuls des cimetières puissent y avoir place ou ainsi qu'on l'a vu dans des tramways complets: "places debout seulement". J'ai donc une prière à adresser à la Commission. Je vous prie respectueusement d'adopter une décision dans ce sens, et surtout de veiller à ce que cette décision soit appliquée et appliquée rapidement.

Je me permettrai maintenant de vous lire une lettre que j'ai reçue il y a deux jours seulement d'un des deux survivants des auteurs de la Déclaration Balfour. Il s'agit d'une lettre du Général Smuts. En voici la teneur:

"Cher monsieur Weizmann,

. Je peux m'imaginer votre angoisse dans un monde autrefois si riche en espérances auquel il ne reste plus maintenant que le désespoir.

Il est impossible de supprimer le passé et la seule chose que nous puissions faire est de chercher à créer une voie meilleure vers l'avenir. Ainsi que je vous l'ai dit à Londres l'année dernière, à ce point tragique une seule solution s'impose c'est le partage. J'ai été longtemps partisan d'une Palestine unie, mais après tous ces échecs et ces occasions manquées, je ne vois qu'une seule issue à l'impasse actuelle. Hier encore, au Parlement, je me suis exprimé publiquement en faveur de cette solution, si c'en est une. La Palestine n'a jamais été divisée dans le passé et peut-être qu'une part équitable de la Palestine accordée au peuple juif pourrait devenir à nouveau le noyau d'un foyer national et de la Terre Sainte. Depuis qu'une Commission des Nations Unies a été nommée pour enquêter et présenter des recommandations, mon opinion en tant qu'un des auteurs de la Déclaration Balfour peut avoir quelque poids devant la Commission. Quoiqu'il en soit, c'est quelque chose de concret et de précis, et non un nouveau renvoi d'une décision qui ne souffre plus de délai.

Il doit être pour vous affreusement pénible de vivre au milieu de toutes ces injustices, de ces souffrances et de l'illégalité qui amène l'illégalité. Vous avez travaillé si dur et si longtemps pour entrer sur la Terre promise. . .

Je ne blâme personne, je ne loue personne. Je prie seulement que la miséricorde divine vienne une fois de plus effacer le souvenir de ces années

Très sincèrement, vôtre

Jan Smuts

Mon exposé touche à sa fin. Toutefois, avant d'en terminer avec la solution, je tiens à souligner une fois de plus de toutes mes forces qu'une des conditions essentielles pour aboutir à une solution et créer une atmosphère favorable, est de supprimer, d'abroger le Livre Blanc. Je ne connais pas un seul document qui ait causé tant de difficultés et tant de mal que le Livre Blanc.

On serait maintenant tenté d'entrer dans les détails au sujet du territoire partagé, si l'on envisage un partage. Je ne veux pas vous accabler de détails. Si j'ai à répondre à des questions, je m'étendrai peut-être un peu plus sur le sujet. Le territoire doit être suffisant pour absorber environ un million et demi de Juifs en plus de la population actuelle. Voici l'importance du problème qu'il faut résoudre d'urgence. Il faut que le territoire puisse être mis en valeur. Et cela sera possible si vous voulez bien accepter la ligne Peel avec quelques améliorations. Je pense que vous avez tous le rapport Peel et la "ligne" que la Commission Peel a offerte comme base d'un Etat juif. Et c'est intentionnellement que je parle d'une ligne Peel quelque peu améliorée. Cette ligne Peel n'a pas été fixée par la Commission Peel. Elle avait simplement pour but de préciser leur pensée. La Commission était disposée à discuter toutes améliorations et modifications. Si au territoire Peel on ajoute le Negeb, que vous avez je crois visité, et qui est en grande partie désertique, territoire qui, j'ose l'affirmer, ne sera jamais mis en valeur que par nous, parce que, je le répète, c'est pour nous une question de vie ou de mort, je crois que vous aurez alors créé un nouveau territoire palestinien qui pourra, à l'avenir et avec l'aide de Dieu, devenir un pays où abonderont le lait et le miel et qui nourrira un peuple durement éprouvé, le peuple juif. Qu'il me soit en outre permis d'ajouter qu'à mon avis ce pays aidera également à l'évolution ultérieure de la population arabe. Peut-être me demandera-t-on — je ne saurais prévoir toutes les questions — cela amènera-t-il des troubles? Pourra-t-il en résulter des frictions? Il serait insensé de ma part de répondre: Oh non, tout ira pour le mieux. Rien ne se déroule sans heurt et rien qui vaille la peine d'être fait ne se fait sans difficulté. Mais je crois que de nombreux Arabes réfléchis, s'ils s'aperçoivent que le projet est appliqué avec toute l'autorité, la dignité et la force que les Nations Unies possèdent (je ne parle pas de force militaire ou physique, je parle de force morale), je pense que ces Arabes finiront par accepter. Le Mufti ne donnera probablement pas son consentement et peut-être certains autres extrémistes de notre peuple s'y refuseront-ils également, mais je ne crois pas que cette solution présente de difficultés insurmontables. La condition indispensable est par conséquent

d'abroger le Livre Blanc et de nous permettre d'introduire une population nombreuse. J'ai cité le chiffre d'un million et demi. Donnez-nous la possibilité de mettre en valeur la partie désertique de la Palestine qu'est aujourd'hui le Negeb et faites-le, qu'il me soit permis d'ajouter avec le plus grand respect, rapidement. Ne laissez pas les choses traîner en longueur. Ne prolongez pas notre angoisse. Elle a duré assez longtemps et elle a causé assez de sang et de larmes de toutes parts.

Je suis presque parvenu à la fin de mon exposé. J'ai parlé de la Grande-Bretagne, de la façon dont elle a appliqué le mandat et de sa politique depuis 1939. Je tiens à déclarer publiquement que mes paroles ont été inspirées plus par la tristesse que par la colère. Je suis encore convaincu que des relations normales et amicales avec la Grande-Bretagne, qui a été constamment amie des Juifs, et même du sionisme pendant trois cents ans, longtemps avant la Déclaration Balfour, peuvent être établies et que nous pouvons considérer cet épisode comme provisoire. J'ai parlé de notre œuvre. Je déclare, avec une certaine fierté mais sans vantardise, que si on nous en donne la possibilité, nous pouvons jouer notre rôle dans le monde. Et vous, Messieurs, et vos mandataires, vous avez la possibilité de mettre entre nos mains les clés de la collaboration avec les autres peuples de ce pays, et permettez-nous de contribuer à la renaissance et au rajeunissement de l'Orient. Dieu a choisi les petits pays pour être les vaisseaux par lesquels Il envoie ses meilleurs messages au monde et il n'est peut-être pas excessif de penser que lorsque les querelles auront disparu et que la paix aura permis d'entreprendre la reconstruction et que les errants seront revenus sur la terre de leurs ancêtres, une fois de plus un message de paix partira de ce pays vers un monde qui en a grand besoin.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, M. Weizmann, voulez-vous nous permettre de vous poser quelques questions.

M. WEIZMANN: Oui.

Le PRÉSIDENT: Tout d'abord il est quelques questions posées hier à M. Ben Gurion que je désirerais vous poser. La première série de questions concerne la Déclaration Balfour et le Mandat. Y-a-t-il à votre avis dans ces documents certaines clauses explicites ou implicites témoignant d'une réserve. Tout d'abord je fais allusion aux droits et à la situation des autres parties de la population. Voulez-vous répondre à cette question?

M. WEIZMANN: Oui. Dans la Déclaration Balfour, la chose ne figure pas seulement implicitement. Il y est déclaré explicitement que le Gouvernement britannique envisage favorable-

ment la création d'un foyer national pour les Juifs. La Déclaration prévoit ensuite que les droits et la situation des autres parties de la population — j'ai oublié les termes exacts — seront sauvegardés.

Le PRÉSIDENT: Ces clauses pourraient-elles à votre avis rendre, dans certaines circonstances, le Mandat inapplicable? Estimez-vous qu'on était parvenu à un stade où les droits et la situation des autres parties de la population étaient tellement compromis que le Mandat était devenu inapplicable?

M. WEIZMANN: Je ne le crois pas, M. le Président, pour la raison suivante. Certaines personnes peuvent l'interpréter ainsi parce que c'est leur désir, mais en fait, sous le régime du Mandat, la situation des Arabes, du point de vue économique, matériel et monétaire, loin d'empirer s'est améliorée. Tout le monde le reconnaîtra. Politiquement, les Arabes n'ont jamais joué un rôle en Palestine. Ils jouent un rôle à Bagdad, à Beyrouth et à La Mecque. Ces lieux et non la Palestine sont le centre des aspirations politique des Arabes.

Le PRÉSIDENT: La puissance mandataire est-elle tenue de remplir les engagements que comporte le Mandat en dépit de la résistance qu'elle rencontre?

M. WEIZMANN: Je dois reconnaître que vous me posez une question délicate. Il m'est très difficile de savoir ce que la puissance mandataire peut penser à un moment donné. Ce que je crois c'est que la puissance mandataire aurait dû agir avec fermeté et détermination dès le début; elle n'aurait pas eu alors à utiliser la force. J'ai essayé de vous expliquer que les Arabes étaient bien disposés à notre égard lorsque nous sommes venus en Palestine. Dès qu'ils virent régner l'incertitude et l'hésitation, ils commencèrent à profiter de cet état de choses et à rendre la situation de la puissance mandataire difficile, d'autant plus que si la puissance mandataire disait: je regrette beaucoup, Messieurs, je ne m'attendais pas à cela; je ne peux pas. Je répondrais: si la puissance mandataire s'exprimait ainsi, et je ne dis pas qu'elle le fait, il serait de son devoir de trouver une autre solution.

Le PRÉSIDENT: Je désirerais maintenant vous poser une question sur l'accord que vous avez passé avec l'Emir Feyçal. Ce document contenait une clause résolutoire aux termes de laquelle les engagements pris par l'Emir Feyçal seraient nuls et non avenue si les promesses faites aux Arabes n'étaient pas exécutées. L'Emir Feyçal et les Arabes ont prétendu qu'à la suite des événements ultérieurs, les engagements n'avaient pas été tenus. Je suppose qu'il s'agit des événements qui ont eu lieu en Syrie?

M. WEIZMANN: Oui, les promesses n'ont pas été tenues à l'époque. Il fut expulsé de Syrie et dut se réfugier en Irak. Je prétends maintenant que les Arabes ont obtenu toute l'indépendance qu'ils avaient revendiquée sous l'Emir Feyçal.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais vous demander si l'Emir Feyçal pouvait, après avoir été expulsé de Damas, considérer comme nul l'accord conclu avec vous?

M. WEIZMANN: Je le pense. D'ailleurs, l'exécution de cet accord n'a jamais été demandée.

Le PRÉSIDENT: J'aimerais vous poser une question d'ordre juridique. Cet accord peut-il être de nouveau considéré comme exécution par réalisation de la clause résolutoire?

M. WEIZMANN: Je serais porté à croire, M. le Président, qu'il peut être conclu à nouveau aux termes d'un nouveau mandat et à des conditions nouvelles, car beaucoup de choses ont changé depuis.

Le PRÉSIDENT: J'ai encore une autre question à poser, relative à la solution. Vous avez fait allusion à la possibilité d'un compromis et dans vos suggestions, vous avez parlé de partage. J'aimerais vous demander si vous avez entendu parler d'un plan qui n'envisagerait pas un partage complet et qui diviserait le pays en plusieurs parties unies par une sorte de lien fédéral. Avez-vous entendu discuter d'un tel plan?

M. WEIZMANN: Certes. Toutes sortes de solutions et de possibilités ont été envisagées au cours de ces dernières années. J'en suis venu personnellement, après avoir procédé par élimination, à cette conclusion que le partage est la meilleure solution. Je sais qu'on parle d'un Etat bi-national; d'une sorte de solution fédérative; du plan dit Morrison. Je ne pense pas que ces plans présentent les mêmes avantages que le partage qui est définitif, absolu et permanent. Toute solution comportant un certain degré d'incertitude risque de provoquer une nouvelle querelle. Les Juifs chercheront à obtenir quelque chose de mieux. Les Arabes chercheront à nous reprendre ce que nous avons. J'en conclus donc que le partage est une sorte de jugement de Salomon et dans les circonstances actuelles, c'est peut-être mieux ainsi.

Le PRÉSIDENT: Quelle est, à votre avis, la principale objection à un plan envisageant un Etat fédératif? Vos objections s'adressent-elles au caractère vague de ce plan ou estimez-vous qu'il est impossible aux Juifs et aux Arabes de collaborer sur le plan politique?

M. WEIZMANN: Je pense que les Juifs et les Arabes pourraient travailler en commun, mais

un Etat fédéral signifierait encore, sous une autre forme, un troisième élément. La fédéralisation est peut-être envisagée dans bon nombre de domaines. Il existe de nombreux intérêts communs: les chemins de fer, les douanes, les moyens de communication. Toutes ces choses finissent en fait par mener à une collaboration économique dans de nombreux domaines. Mais il serait préférable d'être séparés politiquement, et de laisser à une évolution progressive le soin de réaliser l'union économique.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): M. Weizmann, permettez-moi de vous dire que l'Inde est un pays pacifique et je vous pose ces questions afin de contribuer à amener la paix et la bonne entente dans ce pays. Vous avez fait allusion au partage malheureux qui a été effectué dans l'Inde. J'espère que vous avez lu la déclaration de M. Gandhi que les journaux de ce matin ont publiée. C'est que j'essaie d'éviter, si c'est possible, car je crains que cela provoque une nouvelle friction. Une ligne de partage, une ligne de démarcation n'est pas une chose permanente. Si les Arabes sont les plus forts, ils chercheront à la violer. Si les Juifs sont les plus forts, il est possible qu'ils fassent de même. Serait-ce là une solution permanente, susceptible d'amener la paix et la bonne entente dans le pays?

M. WEIZMANN: Je le crois, à la longue. Je ne suis pas assez insensé pour croire que le partage éliminerait toutes les passions auxquelles vous faites allusion. Je reconnais qu'il y aura certains Juifs qui chercheront à supprimer cette ligne et certains Arabes le chercheront également. Mais dans l'ensemble si, sous l'autorité des Nations Unies, on adoptait cette solution et si l'on invitait les Juifs et les Arabes à la respecter, vous verriez que, dans l'ensemble, elle prévaudrait. Je ne veux pas jouer au prophète. J'ai dit à certains de vos collègues, auparavant, qu'il est très difficile d'être prophète en Palestine. La concurrence est trop grande ici. Qu'il me soit permis de dire que votre rôle est de créer le maximum de conditions pour imposer le respect de la solution adoptée. Et le temps fera son œuvre. Après tout, ce qui s'est produit aux Indes est également la fin d'un long calvaire et Dieu veuille qu'il en soit ainsi.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je l'espère aussi.

M. WEIZMANN: Mais aucun être humain ne saurait l'affirmer. Je lis tous les jours que quelqu'un a été tué ici ou là. Ce n'est évidemment aux Indes qu'une goutte dans un océan, mais pour nous, une goutte de sang est précieuse. Il faut du temps, donnez-nous le temps, soyez bienveillants. Donnez-nous la possibilité de regarder autour de nous et de nous faire des amis dans les pays arabes voisins et je crois qu'avec

le temps, tout ira bien. Personne n'oserait affirmer qu'il suffit d'adopter une solution et que tout ira pour le mieux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): M. Weizmann, je suis navré de constater que même les Juifs ont adopté certaines formes de discrimination qui sont peut-être causes des troubles actuels. Je n'entrerais pas dans les détails. Vous les connaissez comme moi.

M. WEIZMANN: Pourriez-vous préciser votre pensée?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Prenez par exemple le Congrès sioniste au sujet de la main-d'œuvre non juive et des choses de ce genre. Elles provoquent des rancœurs. Elles engendrent une sorte de haine. C'est peut-être une bonne chose pour une communauté, mais pour un pays c'est certainement une chose maladroite. Je fais allusion à des faits de cette nature qui créent la dissension et la haine dans l'esprit des gens. Cette discrimination dont s'est plaint M. Ben Gurion est, en fait, venue de vous.

M. WEIZMANN: Je vois à quoi vous faites allusion et je vais y répondre. Il existe trois secteurs dans le pays: le secteur arabe, le secteur juif et, entre les deux, le secteur britannique. Tous emploient de la main-d'œuvre. Dans le secteur juif, nous employons de nombreux Arabes. Le secteur arabe n'emploie pas de Juifs. Le secteur britannique emploie beaucoup de Juifs, mais peut-être pas dans la mesure à laquelle nous croyons avoir droit. Or, que faisons-nous? Nous venons dans ce pays et cherchons à y introduire des hommes. On nous dit que nous pouvons en amener à A et à B seulement si nous pouvons trouver du travail. Pour leur trouver du travail, pour leur procurer des emplois, il nous faut dépenser de l'argent à la mise en valeur. Cet argent est constitué principalement par l'obole des Juifs pauvres. Maintenant, c'est différent. Il y a dix ans, c'étaient les Juifs pauvres qui fournissaient les fonds. Les Juifs riches pensaient qu'il valait mieux donner de l'argent pour un hôpital ou une école dentaire à Berlin, et non pour une œuvre en Palestine. La conclusion normale est que tout l'argent donné pour fournir du travail aux Juifs et faire venir des Juifs en Palestine doit être employé par des Juifs; je vous répondrai que, lorsque les Arabes commenceront à employer des Juifs, les Juifs atténueront leur sévérité. Je ne peux vous le promettre au nom des autres, mais si j'étais à la tête, je chercherais à le faire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'en suis persuadé.

M. WEIZMANN: Je me rends compte de l'importance de vos paroles, mais vous devriez vous rendre compte, de votre côté, que nous avons

été victimes de tant de discrimination au cours de notre histoire que, pour une fois, nous avons la possibilité de ne pas exercer de discrimination contre les Arabes. Nous employons un grand nombre d'Arabes. Vous le verriez si vous veniez où j'habite, ou si vous alliez à la Société des Potasses de Palestine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La Société de Potasse de Palestine et la Kadimah sont les deux seules entreprises qui, à ma connaissance, emploient des Arabes.

M. WEIZMANN: Visitez les plantations d'orangers.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il y a très peu d'entreprises: deux ou trois au plus.

M. WEIZMANN: Mais elles emploient un grand nombre d'Arabes. Vous ne pourriez pas citer, parmi les Arabes, une seule entreprise qui emploie des Juifs, sauf peut-être un docteur. Lorsqu'un Arabe est très très malade et qu'il doit subir une opération et que seul un Juif peut l'opérer, il s'adressera à un Juif. Il s'en réjouit alors car l'opération réussit en général.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je suis navré de vous ennuyer.

M. WEIZMANN: Non, vous ne m'ennuyez pas. Je suis ici pour cela. Permettez-moi seulement de vous dire, Monsieur, avec tout le respect que je vous dois, qu'il est plus facile de poser des questions que de donner des réponses, mais je fais de mon mieux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je le sais. Malheureusement, toute ma vie j'ai posé des questions et reçu des réponses.

M. WEIZMANN: Je fais de mon mieux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): De toute façon, étant donné que vous êtes l'auteur ou du moins l'un des auteurs de la Déclaration Balfour, je ne puis mieux faire que de m'adresser à vous, en ce moment, pour avoir des renseignements. Est-il exact que certains projets de cette Déclaration virent le jour avant qu'elle fût adoptée sous sa forme définitive?

M. WEIZMANN: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et certains d'entre eux ont été examinés par le Congrès sioniste?

M. WEIZMANN: Permettez-moi de rectifier.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Par la commission politique du Congrès?

M. WEIZMANN: Il n'y avait pas de congrès à l'époque.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): S'agissait-il de la commission politique sioniste?

M. WEIZMANN: Il existait un groupe sioniste qui prêta son concours. Nous avons tous collaboré. Il est évident que tous les projets ont été examinés.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ces projets seraient-ils par hasard imprimés dans le livre de Jeffries?*

M. WEIZMANN: Non, je n'ai pas lu le livre de Jeffries; mes yeux sont trop faibles pour me permettre de lire toutes les œuvres de Jeffries. J'en ai lu une partie.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je voulais simplement savoir si vous les aviez lues.

M. WEIZMANN: Je sais exactement ce que vous voulez savoir.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Tous ces projets, tels qu'ils sont imprimés, le sont-ils plus ou moins correctement, c'est tout ce que je cherchais à savoir.

M. WEIZMANN: Je sais qu'il y a un projet. Je ne sais pas s'il est imprimé dans Jeffries. Il y a un projet qui avait été soumis à M. Balfour et à Lloyd George et qui stipulait que le Gouvernement de Sa Majesté préconisait la création de la Palestine en tant que foyer national juif. Est-ce là tout ce que vous voulez savoir?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est tout ce que je voulais savoir.

M. WEIZMANN: Il n'y a pas grand'chose de cette phrase restrictive à laquelle vous faites allusion. Mais si vous voulez que je complète l'histoire, je le ferai, si je puis me permettre de vous ennuyer un moment. Ce projet a été remis par moi. Je l'ai porté à M. Balfour. Il l'a paraphé. En fait, quelque part, parmi mes archives, que j'ai envoyées au Canada avant la guerre, vous pourriez retrouver l'original du projet remis à Lloyd George. Il l'a paraphé et les choses en sont restées là. J'étais absent de Londres à cette époque. Brusquement, le Times publia une lettre signée de douze Juifs, de ceux que vous appellerez des Juifs importants. Ils étaient importants surtout aux yeux des non-juifs, mais non pas tellement aux nôtres. Mais ils étaient importants par le poids de leur situation dans le monde non-juif, par le poids de leurs comptes en banque et par diverses autres qualités.

* J. M. N. Jeffries, *Palestine the Reality* (1939).

Ils publièrent, ainsi que vous le savez sans doute, cette fameuse lettre du Times où ils se dissociaient de toute activité sioniste, en déclarant qu'elle faisait tort aux Juifs, ils voulaient dire à eux-mêmes. Le Gouvernement était perplexe. Le Gouvernement britannique ne désirait pas prendre une mesure contraire à la volonté des Juifs. A cette époque, ils n'avaient pas pesé le poids et la valeur de ces intérêts particuliers. Je n'ai personnellement rien contre eux, mais je pense que leur déclaration fut à l'époque surestimée par le Gouvernement britannique. Il est évident qu'en ce temps-là les auteurs de cette déclaration avaient une situation sociale très élevée et occupaient des postes importants dans le monde britannique: C'étaient des Juifs du Gouvernement britannique, ce n'étaient pas les miens.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'un d'entre eux était M. Montague.

M. WEIZMANN: Non, M. Montague n'y figurait pas. M. Montague était à l'intérieur de la forteresse. Il était Ministre, il a eu toutes les facilités de saboter la déclaration Balfour et il a fait de son mieux. De sorte qu'ainsi que vous vous en rendez compte, la lutte n'était pas égale. D'un côté, ces grands ducs juifs, avec tout le poids dont ils disposaient à Londres, d'un autre côté, moi, qui représentait les Juifs pauvres. Nous étions écrasés, nous ne pouvions nous faire entendre; ceux qui étaient venus des ghettos de Pologne et de Russie ne pouvaient parler anglais, même si on avait cherché à le leur faire faire. C'était une lutte très inégale. Et c'est tout à l'honneur de la Grande-Bretagne d'avoir choisi mes Juifs, et non les siens. Je le dis très franchement.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): On cite de vous une déclaration publiée dans le Times du 1er mars 1918, dans les termes suivants: "Nous n'aspirons pas à fonder un Etat sioniste. Tout ce que nous voulons, c'est un pays dans lequel toutes les nations et toutes les croyances jouissent de droits égaux et d'une tolérance égale."

M. WEIZMANN: Je l'ai peut-être dit. Je n'en sais rien. Je l'ai oublié. Il ne faut jamais citer les discours qu'un homme politique a prononcés il y a vingt-cinq ans, car en vingt-cinq ans beaucoup de choses changent.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne les cite que parce que vous avez cité ce qui se passait il y a vingt-cinq ans. Cela ne présente d'intérêts qu'à cet égard.

M. WEIZMANN: C'est tout à fait juste. Nous ne voulons pas alors parler d'un Etat. Nous parlions d'un foyer national. Mais les traits caractéristiques de la chose, qu'on l'appelle

foyer national ou Etat, restent les mêmes. Nous pensons que dans un Etat juif, tous les peuples vivront dans la bonne entente et dans la liberté.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La Palestine était-elle comprise dans l'accord Feyçal ?

M. WEIZMANN: Absolument pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): De sorte que l'immigration en Palestine était comprise mais la liberté des peuples vivant en Palestine ne l'était pas.

M. WEIZMANN: Je ne saisis pas très bien. La Palestine n'était pas comprise dans l'accord dans ce sens. Elle n'était pas considérée par l'Emir Feyçal comme un pays arabe, comme un pays sur lequel il élevait une revendication.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il ne pouvait, à l'époque revendiquer aucun pays.

M. WEIZMANN: N'en croyez rien. Il a revendiqué les pays arabes. Il était disposé à exclure la Palestine de cette revendication.

Sir Abdur RAHMAN: Mais il n'est pas fait mention dans l'accord de l'exclusion de la Palestine.

M. WEIZMANN: Non. Mais en permettant l'immigration en Palestine, immigration que nous dirigerions, que nous soutiendrions et que nous développerions, il reconnaissait qu'il n'élevait aucune revendication envers la Palestine en tant que pays arabe.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): . . . C'est tout.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): J'aimerais revenir à la question de la solution. Je crois que dans une de vos réponses, vous n'avez pas suffisamment souligné le seul avantage que peut comporter le partage, à savoir qu'il donne l'indépendance immédiatement. C'est, je le répète, le seul avantage. Mais quoi qu'il en soit, j'estime que vous réglez un peu rapidement la question de l'Etat fédéral. Je vois quelques avantages à un Etat fédéral. Le premier est qu'il règle le cas des minorités. Alors l'intégrité économique du pays reste intacte. En outre, vous savez qu'une certaine partie de la population juive est opposée au partage, certains parce qu'ils veulent davantage, d'autres parce qu'ils croient qu'il est possible de collaborer avec les Arabes. Je voudrais me référer à la réponse que vous avez donnée au Président et j'aimerais que vous précisiez les inconvénients réels d'un Etat fédéral que l'on pourrait créer, et qui serait gouverné par un conseil nommé par les Nations Unies et dont certains membres seraient nommés par les différents Etats, chacun des Etats

ayant sa propre législation et cherchant évidemment à donner au peuple juif tous les territoires qui ne sont pas peuplés ou qui le sont insuffisamment. J'aimerais que vous examiniez cette question et que vous y répondiez :

M. WEIZMANN : Voulez-vous me permettre, Monsieur, de différer ma réponse de quelques heures ? Je suis disposé à revenir et à y répondre, mais non sur le champ.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) : Parfait.

M. WEIZMANN : Je vous remercie beaucoup de cette question. Elle m'ouvrira certains horizons.

M. BLOM (Pays-Bas) : J'ai juste une question à poser. J'aimerais savoir si M. Weizmann se souvient de l'époque à laquelle il a entendu parler pour la première fois du message Hogarth.

M. WEIZMANN : J'ai rencontré le professeur Hogarth en Palestine, lorsque j'y vins pour la première fois en 1918. Je me rendis d'abord en Egypte, et ensuite en Palestine. J'y rencontrai le professeur Hogarth et j'eus l'occasion de discuter toute cette politique avec lui. Je savais que Hogarth avait une mission auprès des Arabes, mais j'ignorais en quoi elle consistait. Il ne me l'avait pas dit.

M. BLOM (Pays-Bas) : Vous l'avez su depuis ? Vous l'avez su également lorsque ses lettres ont été publiées en 1939, je crois pour la première fois.

M. WEIZMANN : Ce n'est qu'après cette publication que je l'ai su, mais lorsqu'il était en Palestine, j'ignorais ce qu'il y faisait.

M. BLOM (Pays-Bas) : Vous pensez que c'est en 1939 que ces lettres ont été publiées pour la première fois ?

M. WEIZMANN : Je les ai lues pour la première fois lorsqu'elles ont été publiées, bien que j'eusse rencontré Hogarth longtemps auparavant. Je ne savais pas en quoi consistait son activité. Je savais qu'il travaillait parmi les Arabes. Je n'ai pas connaissance que la politique de la Déclaration Balfour l'eût particulièrement enchanté. Je ne saurais le dire. Il était plutôt réservé à ce sujet.

M. BLOM (Pays-Bas) : Ce que j'aimerais savoir, Monsieur le Président, c'est si M. Weizmann, pensa lorsqu'il lut les lettres de M. Hogarth pour la première fois, qu'elles étaient en contradiction avec la Déclaration Balfour.

M. WEIZMANN : Il me serait difficile de répondre au sujet des messages contradictoires adressés pendant la guerre par le gouvernement britannique. Il y a peut-être un élément de

contradiction. Je n'en suis pas sûr. Ce n'est pas une contradiction que nous avons introduite. Je vous suis reconnaissant de me donner l'occasion de faire cette déclaration en réponse à votre question. Je ne veux pas éluder cette question. Je ne puis y répondre. Ce n'est pas mon domaine. Il est tout à fait possible qu'il y ait des cas, en particulier pendant la guerre où un département ministériel ignorait ce que faisait un autre, non seulement dans le Gouvernement britannique, mais dans bien d'autres gouvernements. Cela s'est déjà produit auparavant. Cela se produit même dans l'organisation sioniste, qui n'est pas encore un gouvernement. Mais nous avons vu cette contradiction bien des fois. Mais je sais ceci : c'est que quel que soit le contenu du message de M. Hogarth, s'il contenait une contradiction, nous n'en avons pas été informés. Nous avons reçu une déclaration et l'on nous a dit d'en tirer le meilleur parti possible. On nous a dit d'appliquer le mandat. Le mandat précise, ainsi que vous le savez, les moyens d'appliquer cette déclaration. Nous l'avons pris à la lettre. Sur la foi de ce qui nous a été affirmé à plusieurs reprises, nous avons consacré notre argent, nos énergies et nos hommes à ce pays et nous en avons fait ce qu'il est. Qu'à l'origine, il y ait eu par le message du professeur Hogarth une contradiction, je l'ignore. Il en est de même pour toutes les contradictions de la lettre de Mac Mahon, dont vous ne doutez pas actuellement.

M. FABREGAT (Uruguay) : Permettez-moi une question. Avez-vous lu une lettre du Maréchal Smuts ? Croyez-vous l'opinion du Maréchal Smuts sur l'ensemble de la question palestinienne et sur la déclaration Balfour qui figure dans la lettre que vous venez de lire.

M. WEIZMANN : Je crois qu'elle représente l'opinion du Maréchal Smuts.

M. BLOM (Pays-Bas) : Il existe d'autres opinions dans la lettre du Maréchal Smuts, sur les aspects historiques de la déclaration Balfour.

M. WEIZMANN : Oui. Je sais quelque chose. Je rencontrais souvent le Maréchal Smuts. Le Maréchal Smuts s'identifiait avec la déclaration Balfour et avec le sens de cette déclaration tels que M. Balfour l'exprima. Le Maréchal Smuts pensait qu'elle aboutirait en son temps à un Etat juif sur toute la superficie de la Palestine et ainsi que vous le voyez maintenant, il considère le partage comme ce que les Français appellent un pis-aller, c'est-à-dire un moindre mal.

M. BLOM (Pays-Bas) : Merci, M. Weizmann.

Le PRÉSIDENT : Y a-t-il d'autres questions ?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie donc une fois de plus, M. Weizmann. J'espère que nous ne vous avons pas fatigué.

M. WEIZMANN: Merci, Monsieur le Président, merci Messieurs. Vous avez été extrêmement aimables et bons pour moi.

(M. Weizmann se retire).

Le PRÉSIDENT: Nous passons maintenant au troisième point de l'ordre du jour, l'audition des représentants de l'Agence Juive. Nous allons reprendre l'interrogatoire de M. Ben Gurion et de M. Shertok, par Sir Abdur Rahman.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): M. Ben Gurion désirez-vous présenter des commentaires sur les déclarations suivantes faites au nom du Gouvernement britannique? 1) La déclaration du général Allenby, faite peu après la défaite des Turcs et d'après laquelle "il rappelait à l'Emir Feyçal que c'était pour les Alliés un point d'honneur, que de chercher à obtenir un accord conformément au désir des peuples intéressés et demandant instamment de faire confiance à leur bonne foi." 2) La déclaration du capitaine de frégate Hogarth au Roi Hussein en janvier 1918, d'après laquelle le Gouvernement britannique était déterminé à ne mettre aucun obstacle au retour des Juifs en Palestine, dans la mesure où ce retour était compatible avec la liberté économique et politique de la population existante. 3) La lettre de Bassett, en date du 9 février 1918, au Roi Hussein, d'après laquelle le Gouvernement de Sa Majesté avait décidé d'assurer la libération des Arabes et de poursuivre inflexiblement sa politique de protection de ceux-ci dès qu'ils auraient été libérés de tout danger et à aider ceux qui sont encore sous le joug des tyrans, à obtenir leur liberté. 4) La déclaration franco-anglaise du 9 novembre 1918, d'après laquelle le but poursuivi par la France et la Grande-Bretagne en faisant la guerre en Orient, était d'assurer la libération complète et définitive des peuples jusqu'alors opprimés par les Turcs et à établir des gouvernements nationaux et des administrations tirant leur autorité de l'initiative et du libre choix des populations indigènes et d'aider la constitution de gouvernements indigènes et d'administrations en Syrie, depuis la chaîne du Taurus jusqu'à la frontière égyptienne et la Mésopotamie, déjà libérée par les Alliés, de même que dans les territoires qu'ils cherchaient à libérer, et de les reconnaître dès qu'ils auraient été constitués.

M. BEN GURION: Non.

Sir Abdur RAHMAN: Savez-vous quelque chose sur la Commission Haycraft, nommée pour enquêter sur les désordres survenus en 1921 en Palestine?

M. BEN GURION: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Avez-vous lu ses recommandations?

M. BEN GURION: Je crois les avoir lues à l'époque.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Elevèrent-ils des objections à ce que les Juifs visitent la Palestine ou même à une immigration modérée, due à la ferveur religieuse avant 1917?

M. BEN GURION: Avant cette date, ils n'avaient rien à dire en Palestine. Le pays appartenait aux Turcs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'immigration juive a-t-elle été la cause des émeutes arabes et des troubles en Palestine?

M. BEN GURION: Il y a eu l'immigration juive et il y a eu les émeutes. Peut-être l'un a-t-il été la cause de l'autre. Le fait est que les deux se sont produits. Il y a peut-être eu d'autres causes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pourriez-vous me citer d'autres causes?

M. BEN GURION: Oui, une cause très sérieuse est que les puissances de l'Axe ont envoyé de l'argent à des agitateurs pour organiser une campagne de terrorisme contre les Juifs. Voici une des causes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand cela s'est-il produit?

M. BEN GURION: En 1936, 1937, 1938 et 1939.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il n'y a pas eu d'émeutes avant 1936?

M. BEN GURION: Il y en a eu.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A quoi étaient-elles dues? Quelle en a été la cause?

M. BEN GURION: Elles étaient multiples. Par exemple, en 1929, certains nous accusèrent fausement d'attaquer la Mosquée d'Omar, ce qui était aussi fantaisiste que l'accusation faite contre les Juifs de boire le sang d'enfants chrétiens dans des buts rituels. Ce fut une cause très sérieuse de troubles qui se produisirent à Damas, en 1940, où de nombreux Juifs furent massacrés par la population. Une accusation semblable fut portée contre nous en 1929. Elle provoqua de sérieuses émeutes et la communauté juive d'Hébron, où il n'y avait pas eu d'immigration, fut exterminée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-il exact que le nombre des immigrants de 1931-1939 en Palestine s'est élevé à 218.000, alors que pour l'ensemble des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, du Brésil et de l'Argentine, soit deux cents fois la superficie de la Palestine, le chiffre de l'immigration n'a été que de 207.000 ?

M. BEN GURION: C'est exact.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Que savez-vous de l'Etat juif de Birobidjan ?

M. BEN GURION: J'en ai entendu parler.

Sir Abdur RAHMAN: Comme d'un Etat étranger ?

M. BEN GURION: Je pense que c'est un Etat autonome mais je ne saurais donner de détails exacts.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous n'avez jamais eu l'occasion de lire auparavant quelque chose sur ce sujet ?

M. BEN GURION: Je crois qu'il y a de nombreuses choses que vous avez vues et que je n'ai pas vues. Non, je n'ai rien vu de semblable.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous pose cette question. De sorte que vous ne savez pas qu'il y a une superficie d'environ 30.000 milles carrés et une population d'environ 100.000 Juifs ?

M. BEN GURION: Je sais que l'Union soviétique est un pays si vaste qu'il peut contenir un territoire aussi grand que celui que vous citez, mais en fait, je ne saurais vous répondre.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Savez-vous si c'est vraiment un Etat ?

M. BEN GURION: Non, pour autant que je sache. C'est un Etat autonome. Il n'y a qu'une minorité juive pour autant que je sache, mais je n'en suis pas sûr. Je ne suis pas un expert de cette question et je ne vois pas pourquoi je devrais donner ce renseignement.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je voulais seulement savoir si la langue officielle de ce pays est le yiddish.

M. BEN GURION: Pas, pour autant que je sache. Je crois que c'est le seul pays du monde, où la langue officielle est l'hébreu.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La Palestine est sacrée pour les chrétiens. Elle est sacrée pour les musulmans. Par conséquent, permettriez-vous à tous les musulmans et à tous les chrétiens de venir s'établir en Palestine dans les mêmes con-

ditions que vous voulez vous y établir vous-mêmes ?

M. BEN GURION: Il y a une différence. Evidemment, elle est sacrée pour les chrétiens. Vous êtes musulman et vous me dites qu'elle est sacrée pour les musulmans. Je vous crois.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous l'ignoriez ?

M. BEN GURION: Je m'en rapporte à vous, mais les Juifs viennent en Palestine parce que c'est notre seul pays, c'est notre patrie depuis 3.500 ans. En outre, elle est sacrée pour les Juifs parce que c'est le centre de leur religion. Je sais que Rome est sacrée pour les chrétiens, mais aucun chrétien ne demandera à posséder Rome. Il n'y a ici rien de semblable. Nous sommes ici parce que c'est notre pays. Nous en avons été dépossédés par la force, mais nous n'y avons pas renoncé. Nous revenons chez nous.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je reviendrai sur ce sujet un peu plus tard. Je voulais simplement savoir cela parce que vous n'ignorez pas que les musulmans se tournèrent vers la région sacrée de Masjid Aqsa comme vers leur Kaaba jusqu'à ce que le prophète leur ordonne de se tourner vers la Mecque au moment de la prière.

M. BEN GURION: Je ne voudrais pas vous contredire, mais d'après ce que j'ai lu sur les musulmans, au début, le prophète leur ordonna de se tourner vers Jérusalem et il est d'autres choses qu'il accepta à Jérusalem, mais plus tard, lorsque les Juifs vivaient en Arabie, ils refusèrent de l'accepter, mais beaucoup d'entre eux, en particulier, des Juifs de Médine, y perdirent la vie parce qu'ils refusèrent de l'accepter comme prophète. Il ordonna à son peuple de se tourner vers la Mecque et pour autant que je sache cela n'a rien à voir avec la reconstruction de la Mecque.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'était la Kaaba de la Mecque.

M. BEN GURION: Cette discussion ne me concerne pas, en raison de son caractère religieux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je voulais simplement savoir combien il y avait de synagogues en Palestine avant 1939.

M. BEN GURION: Je n'ai pas ce renseignement.

Le PRÉSIDENT: Je prie de nouveau le public de garder le silence.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-il exact que le président du dixième congrès sioniste réuni en juin 1931 a tenu le discours suivant: "Seules les personnes ignorantes ou malveillantes peuvent nous accuser du désir de créer un royaume

juif indépendant. Les personnes qui le prétendent semblent, si elles sont de bonne foi confondre le sionisme avec la croyance messianique. Notre amour infini de la Palestine provient également de cette croyance, mais il ne nous est jamais venu à l'idée, à nous sionistes modernes et pratiques, d'introduire des tendances messianiques dans notre mouvement."

M. BEN GURION: Le président était justement ici il y a un moment. Vous auriez dû lui poser la question.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'ignorais que M. Weizmann avait présidé ce congrès.

M. BEN GURION: Ce n'est pas lui qui a présidé ce congrès. Pour autant que je sache, aucune déclaration de ce genre n'a été faite par le président à l'époque.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A-t-elle été faite par une autre personne ?

M. BEN GURION: Je l'ignore. Vous m'avez demandé si le président a fait une telle déclaration. Pour autant que je sache, le président de ce congrès n'a fait aucune déclaration semblable.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous ne pouvez pas me dire si quelqu'un d'autre a fait cette déclaration ? Je cherche à préciser ce fait dans mon esprit, mais cela peut avoir été quelqu'un d'autre.

M. BEN GURION: Toutes sortes de personnes peuvent faire des déclarations quelconques et l'on ne peut vraiment me demander de me les rappeler toutes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A part les tentatives sionistes, d'autres Juifs ont-ils essayé d'obtenir la souveraineté politique en Palestine ? D'autres personnes ont-elles essayé de créer un Etat souverain en Palestine ?

M. BEN GURION: Oui, les Juifs à travers l'histoire, avant les Croisades; pendant les Croisades, tous les Juifs ont été exterminés en Palestine. Par la suite, au temps des Turcs, ils cherchèrent à revenir en Palestine et à reconstruire le pays, parce qu'en reconstruisant la Palestine, ils croyaient reconstituer ce qui s'appelle dans leur langue "un royaume juif". Nous n'utilisons plus le mot royaume, mais il signifiait Etat. L'histoire a été écrite autrefois par un soldat turc, haut fonctionnaire en Turquie, sur le mouvement visant à faire d'une partie de la Palestine une province juive.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A quelle distance la colonie la plus méridionale du Negeb se trouve-t-elle de la frontière égyptienne ?

M. BEN GURION: Environ dix kilomètres de la frontière égyptienne. Je ne saurais vous donner le chiffre exact. Je n'en sais rien, bien que j'y sois allé; peut-être vingt kilomètres.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Existe-t-il des colonies juives près de la frontière syrienne ?

M. BEN GURION: Oui, il y en a.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien et à quelle distance ? Veuillez me donner les chiffres.

M. BEN GURION: Il y a de nombreux Juifs sur la frontière. Il y a une colonie en dehors de la frontière du Liban. Il y a une colonie que la frontière traverse en son milieu.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Une ordonnance a-t-elle été passée légalisant le boycottage par les Juifs de la main-d'œuvre arabe en 1940 ou à cette époque ?

M. BEN GURION: Non, il y a eu boycottage bien des fois et à une occasion j'ai eu le privilège d'y prendre part, puis les Juifs furent exclus du travail dans des colonies juives.¹

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'ordonnance de boycottage a-t-elle été adoptée ?

M. BEN GURION: Oui, elle l'a été.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Etait-ce en 1940 ou vers cette époque ?

M. BEN GURION: Non, plus tôt. A quelle ordonnance faites-vous allusion ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'ordonnance relative au boycottage.

M. BEN GURION: Non, ce n'était pas en 1940, mais bien avant.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pouvez-vous imaginer qu'un pays quelconque: le Canada, l'Australie, les Etats-Unis d'Amérique du Nord, l'Union Sud-Africaine, l'Angleterre, puisse autoriser l'immigration juive en nombre illimité si ses nationaux pouvaient courir le risque d'y être mis en minorité ?

M. BEN GURION: Je n'ai pas besoin d'imaginer cela. Si vous voulez demander pourquoi nous voulons venir en Palestine, je vous ai dit que c'est parce que nous revenons dans notre pays. Mais je ne comprends pas pourquoi vous cherchez à imaginer que cette chose puisse se produire ailleurs qu'en Palestine. Au contraire, je vous ai dit au début de mon discours qu'on nous

¹ Texte anglais: then Jews were excluded from work in Jewish colonies.

avait offert un territoire dans un autre pays, en Afrique, et nous l'avons refusé parce que ce n'était pas notre pays.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Croyez-vous que l'amitié entre les Juifs et les Arabes y gagnera si une immigration illimitée est autorisée en Palestine ?

M. BEN GURION: J'imagine que lorsque les Juifs auront été rétablis en tant que nation indépendante, ils établiront de bonnes relations avec leurs voisins. Sans cette condition, c'est impossible. Il y aura des difficultés avec les Arabes qui penseront qu'ils pourront faire aux Juifs ce que les Européens leur ont fait.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les relations entre les Arabes et les Juifs ont-elles été très tendues depuis le mandat ?

M. BEN GURION: Ainsi que je l'ai dit, les relations individuelles entre Juifs et Arabes ont souvent été très bonnes, aussi bien au temps des Turcs qu'actuellement, mais les relations politiques entre les communautés arabes et les communautés juives ne sont pas aussi bonnes parce qu'on les a opposées les unes aux autres.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Qui possédait et occupait avant les Israélites la Palestine telle qu'elle est actuellement connue ?

M. BEN GURION: De nombreux peuples sont venus ici. Je pourrais citer bien des noms.

Le PRÉSIDENT: Avant qui ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Avant les Israélites.

M. BEN GURION: Les noms figurent dans notre Bible.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Tous ces peuples ont disparu ?

M. BEN GURION: Oui, tous.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Tous, ainsi que leurs descendants, ont disparu ?

M. BEN GURION: Oui, ils ont disparu.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et les fellahs qui vivent en Palestine actuellement, descendent-ils de ces peuples ?

M. BEN GURION: Je ne le crois pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Savez-vous qu'Abraham avait eu deux épouses, deux au moins qui nous intéressent, Hagar et Sarah. Sarah était la première et Hagar la seconde. Ismaël

était le fils de Hagar, Isaac celui de Sarah. Est-ce exact ?

M. BEN GURION: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Il est prévu dans la Bible — quand je dis la Bible, je parle de l'Ancien Testament et jamais du Nouveau Testament — il est donc prédit dans l'Ancien Testament que douze tribus naîtraient d'Israël.

M. BEN GURION: Non, ce n'est pas exact.

Le PRÉSIDENT: Sir Abdur, voudriez-vous diriger vos questions de ce côté ?

M. BEN GURION: Il est écrit dans la Bible, en ce qui concerne ces deux enfants: "Je donnerai ce pays à Isaac et à la descendance d'Isaac".

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand les Juifs ont-ils quitté la Palestine ?

M. BEN GURION: Ils ne l'ont jamais quittée.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ils ont toujours été ici ?

M. BEN GURION: Oui, sauf pendant la période des Croisades où ils ont été entièrement exterminés.

Sir Abdur RAHMAN: Quand était-ce ?

M. BEN GURION: Vous le savez bien: aux Xe, XIe et XIIe siècles.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien de Juifs... Titus s'est-il conduit très cruellement à l'égard des Juifs ?

M. BEN GURION: On ne peut se baser que sur les documents historiques qui sont ici. Je peux dire qu'il a été cruel. Il a détruit le Temple et expulsé les chefs, les a mis à mort dans des cirques à Rome ou les a vendus comme esclaves.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et c'était au cours du premier siècle après J.C. ?

M. BEN GURION: Oui, mais il n'a pas expulsé tous les Juifs. 130 ans plus tard, les Juifs firent la guerre aux Romains et 600.000 Juifs, d'après les apôtres, ont été tués par les Légions romaines.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A quelle date ?

M. BEN GURION: en 130 après J.C.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pour en revenir à des questions plus matérielles, quelle proportion du budget est dépensée pour la sécurité publique ? Je ne demande pas le chiffre exact, je pourrais l'avoir en consultant le rapport de l'ad-

ministration. Je voudrais seulement savoir dans quelle proportion par rapport à l'ensemble des recettes.

M. BEN GURION: Veuillez consulter le rapport et également les témoins, MM. Horowitz et Bernstein.

Le PRÉSIDENT: Nous réserverons les questions d'ordre économique pour l'audition de MM. Horowitz et Bernstein.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Encore une question. Voici une liste de villages arabes dont on m'a dit qu'ils avaient été rayés de la carte, et je vous demande si c'est exact ou non: Shatta, Afuleh, Jeidah, Tabloon, Jingar, Medjel, Jisral-Majme, Tel Adas, Jallood, Sasafeh, Tel Esh-Shamaan, Al-Hartiya, Sheikh Breik, Hrief, Defna, Khan ed-Duer, Madekhel, Khayyan al-Walid, Cofarta, Jadran, Kirdana, etc.. Ces villages arabes ont-ils été supprimés? Existents-ils encore actuellement en tant que villages arabes?

M. BEN GURION: Je suis reconnaissant à ceux qui vous ont donné ces renseignements de me donner l'occasion de parler sur ce sujet. Je veux que non seulement vous-même mais toute la Commission soyez au courant de la question. L'un de nos témoins vous racontera toute l'histoire, et en ne répondant pas seulement par "oui" ou par "non" ainsi que vous le demandez.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous me donnerez le renseignement plus tard.

M. BEN GURION: Je vous le donnerai plus tard et je vous suis très reconnaissant d'avoir soulevé la question.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les Juifs ayant affirmé qu'aucun Arabe n'avait été déplacé et les Arabes ayant soutenu le contraire, j'ai cherché à le vérifier.

M. BEN GURION: C'est votre tâche.

Le PRÉSIDENT: Veuillez poursuivre.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-il exact qu'en dépit des mesures de restriction, les Juifs continuent à acquérir des terres arabes?

M. BEN GURION: Oui, dans une mesure restreinte. C'est exact pour les quelques années qui suivirent 1939.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pourriez-vous me donner tous les chiffres relatifs à la répartition ces terres acquises en violation du règlement?

M. BEN GURION: Il m'est impossible de parler de ce sujet ici. Elles n'ont pas été acquises

en violation du règlement, mais conformément à ce règlement. Vous avez tous les chiffres pour toutes les années depuis 1939. Il est navrant que ces règlements n'aient pas pu être abrogés, mais ces acquisitions étaient conformes au règlement.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres questions d'ordre politique à poser?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Oui. Croyez-vous qu'il y ait politiquement de la place, à la fois pour les Arabes et pour un nombre illimité de Juifs?

M. BEN GURION: Tout d'abord, il n'y a pas un nombre illimité, mais un nombre limité de Juifs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Un nombre illimité d'immigrants alors.

M. BEN GURION: Le nombre en est limité. J'estime, j'en suis convaincu car ce n'est pas une question de croyance, car depuis 40 ans je n'ai fait qu'étudier ce problème, parce que c'est une question de vie et de mort pour moi et mon peuple. Ainsi que je le dis, et ce n'est pas simplement une question de croyance, c'est ma conviction, il y a de la place dans ce pays pour tous les habitants qui y sont déjà, qu'ils soient Juifs, Chrétiens, Arméniens, Arabes, Musulmans ou autres et pour plusieurs millions de Juifs à venir. Je ne saurais en fixer le chiffre exact, car cela dépend d'un certain nombre de facteurs, en particulier du degré de mise en valeur et des pouvoirs de l'autorité qui s'en chargera.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'espère que vous avez bien compris ma question, je ne veux pas dire économiquement mais politiquement.

M. BEN GURION: Je ne comprends pas alors ce que vous voulez dire. Vous me demandez s'il y a de la place? C'est une question économique. Si c'est du point de vue politique, je ne vois pas la question. Du point de vue politique, par exemple, je peux imaginer un vaste territoire où pas un seul Juif ne puisse entrer, bien qu'il y ait des millions de milles carrés de terre. Ce sont des questions absolument différentes et la politique n'a rien à voir avec l'espace.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A titre de renseignement, je voudrais savoir si les exportations de diverses denrées de Palestine ont été arrêtées en 1920 ou vers cette époque.

Le PRÉSIDENT: N'est-ce pas là également une question d'ordre économique?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je le reconnais et j'abandonne cette question. J'abandonne toutes les questions d'ordre économique.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions d'ordre politique ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Non.

Le PRÉSIDENT: Je pense que nous pouvons alors lever la séance et je vous remercie infiniment.

M. BEN GURION: Tout le monde en a-t-il terminé avec moi ?

Le PRÉSIDENT: Nous reprendrons à une séance ultérieure l'interrogatoire de M. Horowitz et de ses collègues.

M. BEN GURION: Je veux dire la question politique est-elle épuisée ?

Le PRÉSIDENT: Je poserai peut-être quelques questions et en particulier celle que j'ai posée à M. Weizmann. Que pensez-vous d'un Etat fédératif ? Je ne veux pas dire par là que nous nous intéressons spécialement à un Etat fédératif. Nous cherchons simplement à étudier toutes les possibilités.

M. BEN GURION: Je suis prêt à vous répondre immédiatement si vous le désirez.

Nous nous refusons à examiner toute solution qui exclut l'indépendance et l'égalité complète en tant que nation avec les Arabes en Palestine. Si d'une manière quelconque une solution était adoptée qui ne nous reconnaisse pas en tant que nation et qui nous prive de l'égalité à laquelle nous avons droit comme tels, nous refuserions de l'accepter car nous considérons deux choses comme essentielles à notre existence et à notre dignité—car le Juif a droit à la dignité en tant que peuple et en tant qu'être humain—et ces deux choses essentielles sont d'une part le droit pour le Juif qui est malheureux, opprimé, victime de discrimination ou qui pour une raison quelconque ne peut rester où il est de venir s'établir ici, et d'autre part, le droit pour le peuple juif dans son ensemble d'avoir dans son propre pays le même régime que tout peuple libre dans le monde. Si le monde supprimait tous les Etats, nous bénirions cette solution car alors la famille humaine serait unifiée, mais si vous voulez nous accorder l'indépendance et l'égalité en tant que nation, ce qui comprend également l'adhésion aux Nations Unies, pour le bien de ceux qui vivent dans le pays et pour celui de nos voisins, il sera nécessaire à notre avis que l'Etat juif, et je vous ai dit hier ce que j'entendais par Etat juif, c'est-à-dire un Etat où les Juifs soient en majorité et tous égaux, il sera nécessaire dis-je que cet Etat collabore avec les pays voisins. Nous serons les premiers à nous en réjouir, même si cette collaboration ne se limite pas uniquement aux questions économiques, sociales et culturelles.

Si nos voisins sont disposés à collaborer politiquement dans une organisation régionale, nous nous en réjouissons et des liens seront créés entre la Palestine et les Etats voisins sur la base d'une entente libre et telle que le désireront les Nations Unies. C'est là le point de vue principal, mais à la condition que nous soyons à égalité, que nous ayons des intérêts réciproques conformes au désir des Nations Unies.

De sorte qu'un Etat juif indépendant n'exclut pas la participation à un monde juif plus étendu, la collaboration soit avec les Etats sympathisants ou les Etats du Moyen-Orient, ou tous autres Etats étrangers. Il n'exclut rien. Il est possible que nous ayons besoin de cette collaboration pour notre œuvre, qui est réellement éternelle.

Le PRÉSIDENT: Accordez-vous votre préférence à un Etat fédératif ou au partage ?

M. BEN GURION: Nous voulons avoir un Etat à nous et cet Etat peut être fédératif si le ou les autres Etats sont disposés à s'unir à nous dans l'intérêt commun, à condition que notre Etat soit de son propre droit membre des Nations Unies.

Le PRÉSIDENT: Une autre question qui n'a pas encore été soulevée. Croyez-vous que les Lieux Saints aient besoin d'un régime spécial à Jérusalem ?

M. BEN GURION: Absolument. Non seulement à Jérusalem, mais tous les Lieux Saints doivent bénéficier d'une garantie internationale permettant à tous les croyants d'avoir libre accès aux Lieux Saints et dans la mesure du possible que la garde de ces Lieux Saints soit placée entre les mains des représentants des religions intéressées. Je ne peux aller plus loin parce que je sais quelles difficultés cela peut provoquer parmi les communautés chrétiennes, mais cette tâche devrait être confiée à une autorité supérieure. Mais il est en tout cas certain que la liberté et l'intégrité des Lieux Saints doivent jouir d'une garantie internationale.

Le PRÉSIDENT: Croyez-vous qu'une tutelle ou quelque chose de ce genre soit nécessaire en ce qui concerne Jérusalem ?

M. BEN GURION: Non, la question des Lieux Saints est en fait plus compliquée. Les Lieux Saints ne représentent que quelques endroits de Jérusalem. Ils ne représentent pas tout Jérusalem. Ils sont dans la vieille ville et là il y a également des différences d'opinion, mais cela n'est pas de notre compétence. Mais il ne faut pas identifier les Lieux Saints de Jérusalem avec une autre ville quelconque de Palestine. Ils sont dans certains endroits. Il y a un Lieu Saint à

Bethléem pour les chrétiens. Il y en a un à Nazareth. Il y a des Lieux Saints pour les Juifs, les Chrétiens et les Musulmans à Jérusalem. Ici, à Jérusalem, Lieu Saint signifie seulement un certain endroit de la ville, mais Jérusalem ne constitue pas en elle-même une partie des Lieux Saints et il n'est donc pas nécessaire pour sauvegarder ces Lieux Saints d'inclure tout Jérusalem, en dehors des Lieux Saints.

M. GARCÍA SALAZAR (Pérou): J'ignore si la question que je vais soulever l'a déjà été. Je crois sincèrement que le peuple juif désire vivre en paix avec le peuple arabe et collaborer avec lui pour le bien commun, mais la situation en Palestine ne semble pas s'orienter dans cette voie. Les deux peuples semblent vivre séparément. Il y a des villes comme Tel-Aviv pour les Juifs et Gaza ou Hebron qui sont purement arabes. Ces villes sont soit entièrement arabes, soit entièrement juives. Les écoles également sont séparées. Il y a une école pour les enfants juifs et une école pour les enfants arabes. Il existe des écoles techniques distinctes et même l'université est pratiquement une université juive. Dans l'industrie, les Juifs emploient de la main-d'œuvre juive et les Arabes de la main-d'œuvre arabe. Même les syndicats sont distincts. Ne croyez-vous pas que cette séparation matérielle et spirituelle rend de plus en plus difficile pour l'avenir cette collaboration que vous désirez et que tout le monde désire?

M. BEN GURION: Je crois que le fait que vous mentionnez est réel et c'est un fait très important dans la vie de ce pays. Il existe une séparation ou disons une distinction dans la vie économique, dans l'habitation, dans la culture, dans les écoles, ainsi que vous l'avez cité. C'est exact. Mais je ne crois pas que cet état de choses exclue une collaboration future entre les Juifs et les Arabes, pas plus que je ne crois que la France et l'Angleterre ne puissent collaborer parce qu'elles ont une économie distincte, une langue distincte et des traditions distinctes. Et bien qu'elles se soient combattues—pendant des siècles elles se sont considérées réciproquement comme leur principal ennemi—je crois qu'en 1940 il y a eu une collaboration puissante et croissante entre ces deux pays. De sorte que le fait que des peuples vivent séparés et distincts n'exclut pas nécessairement la collaboration. Au contraire, nous voyons le phénomène opposé. Nous voyons des peuples ayant la même langue et le même niveau culturel se quereller et se combattre. Il n'est pas nécessaire que des peuples parlent la même langue pour collaborer et il ne s'ensuit pas nécessairement que des peuples parlant la même langue ne puissent se quereller et se faire la guerre.

Il y a des raisons profondes qui ont amené les Juifs à construire de nouveaux villages et de

nouvelles villes. Il y a deux raisons principales. J'ai peur d'avoir à entreprendre une longue explication, ce que je n'aimerais pas faire à cette heure tardive.

La première raison est qu'ils n'ont voulu rien prendre aux gens déjà établis dans le pays. En second lieu, ils ne peuvent avoir le même niveau de vie. Mais ceci ne signifie pas que le Juif vivant dans son village et parlant l'hébreu et que l'Arabe vivant dans son village et parlant l'arabe ne puissent collaborer dans des questions d'intérêt commun, dans la lutte contre les voleurs, contre les épidémies et contre toutes sortes d'autres choses. Il existe des cas d'une telle collaboration mais ils n'existent que sur une petite échelle. Nous sommes convaincus que dès que les Juifs auront l'égalité sur le plan politique, peut-être pas en un seul jour mais en raison de la nécessité pour les deux peuples et des faits précités, il y a collaboration entre eux en dépit du fait que chacun mène sa propre vie. Ils vivent les uns leur vie juive et les autres leur vie arabe. Nous ne voyons pas en quoi cela puisse empêcher la collaboration.

M. ENTEZAM (Iran): J'ai une seule question à poser, M. le Président. Avant de le faire, si vous le permettez, je voudrais dire à M. Ben Gurion que j'ai été très sensible à l'allusion qu'il a faite dans son exposé aux services que l'Empereur de Perse—il s'agissait bien de la Perse à cette époque et non de l'Irak—avait rendus au peuple d'Israël.

Ma question sera la suivante: D'après les déclarations qui ont été faites et les différentes explications qui ont été données, j'ai constaté que M. Ben Gurion écarte un certain nombre de possibilités, sauf celle qui consiste à créer un Etat indépendant.

Sur ce point, M. Ben Gurion et les Arabes sont d'accord. Tous les deux demandent la fin du mandat et la création d'un Etat démocratique. J'insiste sur le mot "démocratique" non seulement parce que c'est un mot très à la mode, mais parce que dans un Etat démocratique, il est entendu que tout en sauvegardant l'intérêt des minorités, le pouvoir sera entre les mains de la majorité.

La seule différence entre M. Ben Gurion et les Arabes est que les Arabes demandent la création de cet Etat dès maintenant et que l'Agence juive veut attendre jusqu'à ce que les Juifs aient la majorité.

Si nous ne voulions pas admettre que le cas de la Palestine est très spécial et mérite un régime spécial, si nous voulions que la Palestine soit dirigée comme dans les autres pays du monde, si le principe de "self determination" était accepté, vous rendez-vous compte combien il serait difficile de dire: Nous avons trouvé la solution, mais nous attendons des années pour la réaliser?

Telle est ma seule question.

M. BEN GURION: Je tiens d'abord à déclarer au représentant de l'Iran que tandis que nous devons oublier et que nous oublions vraiment tout le mal qui nous a été fait, nous n'oublions jamais le bien qui nous a été fait. Et ce non seulement en ce qui concerne la Perse, bien que les relations entre le peuple juif et le grand empire voisin de la Palestine aient été des moins suivies.

Quant à la question posée par le représentant de l'Iran, elle soulève en fait tout le problème. Mais je tiens d'abord à déclarer que ce n'est pas tout à fait la même chose, même en supposant que nous parlions d'un Etat démocratique. Nous concevons un Etat démocratique comme un Etat où tous les citoyens sont absolument égaux — je peux ici employer le mot "absolument" parce qu'il y a ou non égalité; il ne peut pas y avoir égalité de 99 personnes sur 100, parce qu'il y a alors discrimination — où ils sont dis-je égaux, quelle que soit leur nationalité ou leur religion, Juifs, Arabes, Musulmans, etc. Tandis que l'Etat que demandent les Arabes tel que la délégation arabe et la ligue arabe l'ont officiellement défini, serait un Etat où il y aurait une discrimination contre les Juifs car ils n'auraient pas le droit comme les autres citoyens de s'établir; je ne parle pas des Juifs vivant hors de Palestine, mais de ceux qui seraient citoyens de cet Etat palestinien soi-disant démocratique, qui ne pourraient s'établir où ils voudraient. De sorte que ce n'est pas tout à fait la même chose. Ils veulent dès le début édifier un Etat sur la discrimination raciale. Mais c'est là où est le problème; ce n'est pas uniquement une question de temps. Ils le veulent immédiatement; nous le voulons au bout d'une certaine période. Il en est peut-être ainsi officiellement, mais je crois qu'il serait injuste de ma part de ramener toute la question à une question de temps, c'est-à-dire que nous voulons également un Etat démocratique, mais non immédiatement, au bout d'un certain nombre d'années. Il s'agit de deux choses complètement différentes. J'affirme quant à moi que nous autres Juifs, nous avons un Etat et des droits. Il est impossible de créer un régime politique qui soit conforme à la justice, à l'histoire et au droit international et qui reconnaisse cet Etat juif et ces droits juifs, si ce régime exclut le respect de nos droits. Et nos droits sont de deux sortes: le droit d'immigrer en Palestine, mais un droit qui nous appartienne en propre, non comme celui accordé à un Juif d'émigrer en Amérique. Lorsque j'ai émigré en Amérique, l'Amérique était libre. J'avais été expulsé par les Turcs de la Palestine et je me rendis en Amérique sans passeport; je n'avais pas de passeport parce que tous mes papiers m'avaient été enlevés. Je suis venu en Amérique en 1915; même alors, les Juifs et toute autre

personne venant d'Europe pouvaient émigrer librement en Amérique. Ce n'était pas alors un droit qui leur appartenait en propre, car l'Amérique au lieu de dire: oui, vous êtes libres d'immigrer, aurait pu dire "non". Mais il y a eu un temps où elle a dit "oui" et il y a eu un temps où elle a dit "non". Mais le Gouvernement français où le Gouvernement anglais ou le Gouvernement persan ne peuvent dire à l'un de leurs ressortissants: vous n'avez pas le droit de revenir. C'est notre droit dans ce pays et seulement dans ce pays. Je vous expose mon point de vue qui est, je crois, celui du droit international et de la conscience humaine tels que nous les connaissons jusqu'à présent. C'est notre droit et je déclare qu'il serait injuste de créer un régime politique qui nous prive de notre droit. C'est ce qui se passe dans de nombreux pays. Je vais vous en donner un exemple bien que le cas soit quelque peu différent.

Dans le district fédéral des Etats-Unis il y a plus d'un million d'habitants, soit plus que de Juifs en Palestine et ils n'ont pas de droits civiques. Ils n'ont pas ce droit qu'a tout Américain dans l'un quelconque des Etats d'élire son gouverneur. Ils en ont été privés pour une raison d'ordre général. C'est le centre du pays qui appartient aux 48 Etats et parce qu'ils ont le privilège d'y habiter, ils n'ont pas les mêmes droits qu'un citoyen de l'Ohio, du Minnesota ou d'un autre Etat. De sorte que ce droit n'est pas toujours absolu.

Lorsqu'un droit d'intérêt primordial peut supprimer ce droit de libre disposition, aucun pays ne reconnaîtra, ni la Perse ni la France, le droit d'un de ses ressortissants de se dire indépendant. Il existe certains droits de libre disposition et lorsque je dis que le droit des Juifs de revenir dans leur pays est le droit de notre peuple de vivre ici à égalité dans la famille mondiale, il s'agit d'un droit d'importance primordiale applicable à la Palestine et par conséquent aucun régime, même pas l'Etat arabe, ne devrait être créé, même une tutelle ou un mandat, qui empêche la libre jouissance de ce droit. Voilà pourquoi nous nous y opposons. Ce n'est pas tellement une question de temps, mais étant donné l'existence d'un cadre politique suffisant, il ne peut être sauvegardé que s'il y a indépendance et si les Juifs sont en majorité. Car alors les Juifs pourront revenir s'ils sont persécutés. Je ne nommerai aucun pays, disons la Patagonie, mais si les Juifs sont en danger d'y être massacrés ou persécutés, ils pourront revenir ici s'il y a de la place pour eux, parce que l'autorité y veillera et le peuple juif dans son ensemble — je ne dis pas seulement tous les Juifs — jouira du même régime que les autres peuples. Là est la question cruciale, ce n'est pas une question de temps.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je suppose que M. Ben Gurion a écouté l'exposé de M.

Weizmann qui a recueilli des applaudissements si enthousiastes de la part du public. Cet exposé préconise le partage de la Palestine en deux Etats. J'aimerais entendre l'opinion de M. Ben Gurion sur ce point. Je ne parle pas de son opinion personnelle car elle est plus ou moins connue, mais de l'opinion de l'Agence juive. Je ne demande pas une réponse immédiate. Je préférerais de beaucoup une opinion réfléchie de l'Agence juive après délibération. Je me permettrai de souligner que j'aimerais voir cette opinion réfléchie représenter l'opinion de l'Agence juive sur un plan éventuel d'une fédération des deux Etats, de l'Etat juif et de l'Etat arabe, en Palestine après le partage. Je ne veux pas dire une fédération à cadre rigide, mais une sorte de confédération souple dans laquelle le caractère indépendant de l'Etat juif serait complètement sauvegardé. Je pose la question mais je ne demande pas de réponse immédiate.

M. BEN GURION: Qu'il me soit permis de présenter deux observations à ce sujet. L'une est que M. Weizmann jouit d'une telle considération auprès du peuple juif et il occupe une place si importante dans notre histoire et parmi nous qu'il a le droit de parler pour lui-même sans mandat. Vous avez entendu son point de vue. J'ai eu également le plaisir de l'entendre. Puisque vous n'insistez pas pour avoir ma réponse immédiatement sur le projet de partage, je ne vous la donnerai pas mais je vous dirai que nous avons déclaré au Gouvernement l'année dernière et cette année, que nous croyons qu'il est possible, ainsi que nous demandons, que nos droits au moins sur la partie occidentale de la Palestine soit reconnus entièrement et que la Palestine occidentale constitue un Etat juif. Nous croyons que c'est possible. Nous y avons droit, nous sommes disposés à examiner toute offre d'un Etat juif sur un territoire d'une superficie inférieure à celle de l'ensemble de la Palestine. Nous l'examinerons, mais je suis heureux que vous ne me demandiez pas de fournir un projet complet.

Quant à la question de la fédération, j'ai déjà précisé auparavant que cela dépend du sens que vous donnez au mot fédération. Si vous dites un "Etat fédératif" cela veut dire que l'Etat juif sera un Etat indépendant. Prenons, par exemple, l'Australie. Bien que l'Australie fasse partie de l'Empire britannique, elle est indépendante. Lorsque l'Angleterre entre en guerre, l'Australie peut rester neutre, et réciproquement lorsque l'Australie entre en guerre l'Angleterre peut ne

pas se joindre à elle. Elle a ses propres représentants, bien qu'elle fasse partie d'un groupe plus vaste dans une libre association.

Si vous voulez dire que l'Etat juif serait fédéré avec d'autres Etats, tout en restant indépendant et en faisant partie des Nations Unies, nous sommes parfaitement consentants. En fait, nous nous en réjouissons si ce devait être pour le profit de tous les peuples de cette région et si c'était le vœu des Nations Unies. Mais si vous voulez parler d'un Etat fédératif tel que les Etats-Unis avec leurs 48 Etats, — New-York est un Etat, mais en fait il n'y a qu'un seul Etat, les Etats-Unis qui constituent un Etat comme la France et le Royaume-Uni bien qu'il existe le Pays de Galles, l'Ecosse et l'Angleterre. Si vous concevez l'Etat juif partie d'un Etat fédératif comme New-York fait partie des Etats-Unis, vous niez l'Etat juif et l'indépendance juive. Nous nous y opposerions. Un tel plan ne signifierait pas un Etat juif.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je crois que vous n'avez pas compris lorsque j'ai parlé d'une confédération souple.

M. BEN GURION: Nous sommes prêts à faire partie non d'une fédération souple mais d'une fédération beaucoup plus étroite avec égalité de régime en tant que peuple libre et égal, qu'il s'agisse de fédération ou de confédération. Cette solution n'exclut pas la fédération d'un Etat juif avec certains des Etats voisins.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il des membres qui désirent poser une question. Dans la négative, nous leverons la séance jusqu'à demain à 9 h.

M. BEN GURION: Permettez-moi avant de me retirer de vous exprimer à chacun de vous ma reconnaissance pour votre patience et votre bonté en posant vos questions et en écoutant mes réponses. Je sais que vous voulez savoir la vérité et dans la mesure où mes collègues et moi-même pouvons vous y aider, nous le désirons. Je vous suis reconnaissant de votre patience et de votre bonté.

Le PRÉSIDENT: Nous vous remercions M. Ben Gurion. Les membres de la Commission vont maintenant se retirer pour se réunir en séance privée.

La séance est levée à 13 h. 25.

PROCES-VERBAL DE LA VINGT-QUATRIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA à Jérusalem, Palestine,
le mercredi 9 juillet 1947 à 9 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO, (Secrétaire général adjoint)
M. GARCIA ROBLES, (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte. L'ordre du jour comporte aujourd'hui deux points: l'audition publique des représentants de l'Agence juive et l'audition publique des représentants de *Vaad Leumi*.

Je crois que nous pouvons adopter cet ordre du jour.

L'ordre du jour est adopté.

Nous allons donc continuer à interroger les représentants de l'Agence juive. Premièrement, je désirerais demander si quelqu'un souhaite poser des questions au rabbin Fishman.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'aurais une ou deux questions à poser.

M. KAPLAN (représentant de l'Agence juive): Le rabbin Fishman n'est pas ici. On ne l'a pas prévenu qu'il serait interrogé.

Le PRÉSIDENT: Alors, nous remettrons ces questions à plus tard. M. Horowitz, M. Kaplan et M. Bernstein veulent-ils prendre place à la table?

M. Horowitz, M. Kaplan et M. Bernstein s'installent à la table.

Le PRÉSIDENT: Pour ma part, je désire seulement réitérer mes demandes concernant les cartes dont nous avons parlé pendant votre déposition.

M. KAPLAN: Le projet vous a été envoyé en huit exemplaires. Les autres cartes vous seront envoyées demain.

Le PRÉSIDENT: Un autre membre désire-t-il poser des questions?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Oui. Quand vous avez recueilli les éléments d'information sur la mortalité infantile, avez-vous calculé le taux d'immigration dans les différentes catégories économiques de populations ou dans les différents groupes économiques d'Arabes et de Juifs?

M. HOROWITZ: Mes données sur la mortalité infantile se rapportaient à la population musulmane. Nous n'avons pas fourni de données sur la population juive, chez laquelle la diminution est également très accentuée, mais ce que nous avions l'intention de faire était de prouver que la mortalité infantile de la population musulmane diminuait concurremment, et en exacte corrélation avec l'augmentation de la part faite à la population juive. Les données nous ont été fournies pour la population musulmane de Palestine. Bien qu'il existe une immigration de musulmans dans le pays, cette immigration est si réduite qu'elle ne peut, en aucune façon, affecter les chiffres définitifs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous ne répondez pas à ma question.

M. HOROWITZ: Peut-être l'ai-je mal comprise? Voulez-vous la répéter?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Avez-vous calculé le taux de la mortalité infantile dans les différentes catégories économiques de populations ou dans les différents groupes économiques d'Arabes?

M. HOROWITZ: Nous avons pris les chiffres de mortalité infantile chez les populations rurales musulmanes. Ces chiffres correspondent à l'élément le plus représentatif de la population arabe et le plus pauvre, les fellahs arabes, qui représentent environ les deux tiers de la population arabe de la Palestine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Alors, je ne crois pas que vous ayez calculé la mortalité infantile en tenant compte des groupements auxquels appartient chaque famille.

M. HOROWITZ: Non, il n'existe pas de données pour une analyse de ce genre. De plus, nous ne pensions pas que ceci avait un rapport quelconque avec la question.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Avez-vous évalué les revenus du capital engagé dans le but d'augmenter la capacité d'absorption?

M. HOROWITZ: Oui, Monsieur.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'augmentation de la capacité d'absorption économique actuelle est-elle en rapport avec les sommes importantes qui ont été investies dans ce but ou avec le rendement que vous obtenez de ces investissements ?

M. HOROWITZ: Les dépenses affectées à la colonisation de la Palestine sont moindres que les dépenses affectées à la colonisation des autres pays, l'Australie par exemple. Si vous prenez les dépenses engagées par personne et par famille en Australie et en Palestine, ou au Canada et en Palestine, vous découvrirez que nous avons dépensé ici moins que les Gouvernements ou d'autres organismes n'ont dépensé pour leur colonisation dans ces pays. Puisque vous posez la question, certes nous dépensons d'assez fortes sommes pour la colonisation, mais si nous ne l'avions pas fait, c'est le Gouvernement qui aurait dû le faire. Au cas où, d'autre part, vous voudriez savoir si les dépenses consacrées à la colonisation sont en rapport avec l'augmentation de la capacité d'absorption, ma réponse est oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Dans quelles mesures les colonies juives sont-elles endettées vis-à-vis du Fonds national juif ? Je crois que vous avez donné des chiffres au Congrès sioniste.

M. KAPLAN: Quand vous parlez du Fonds national juif, il y en a deux: l'un concerne la terre. En ce qui concerne la terre, il n'est pas question de dette, puisqu'on ne paye que le bail et parce qu'on paye un certain pourcentage proportionnel au coût de la terre et des produits. Dans le domaine agricole, c'est généralement deux pour cent. Cette dette contractée envers le Fonds pour l'établissement de la Palestine et envers les autres institutions connexes est d'environ quatre à cinq millions de livres.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce là le chiffre que vous avez donné au Congrès sioniste ?

M. KAPLAN: Non. Vous m'avez demandé en quoi consiste la dette contractée vis-à-vis du Fonds national. Au Congrès sioniste j'ai discuté l'ensemble de la question des dettes contractées pour l'agriculture par les établissements de colonisation juive en Palestine. Cela comporte une grande quantité d'emprunts privés et commerciaux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quel était le montant de cet emprunt ?

M. KAPLAN: Je l'évalue maintenant à onze ou douze millions de livres environ. Il peut être intéressant d'ajouter qu'il est maintenant inférieur au montant de la production agricole annuelle. Si vous prenez le rendement agricole et si vous le comparez à la dette, cette dette est inférieure au rendement agricole d'une année.

Le PRÉSIDENT: Quelle est la différence ?

M. KAPLAN: Elle est très faible. Nos évaluations du rendement agricole de l'année dernière étaient d'environ quatorze millions de livres. Je parle de l'agriculture mixte juive.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): N'obtenez-vous pas de très grosses sommes d'argent d'Amérique et autres lieux et ne vous efforcez-vous pas de faire de la Palestine un Etat juif, sans tenir compte du montant des sommes qui sont dépensées en vue de la mise en valeur du pays ?

M. KAPLAN: Il me faudra diviser cette question en un certain nombre de sections. J'ai répondu à la première partie dans ma déclaration et je n'ai pas l'intention de la répéter. Permettez-moi de vous rappeler ce que j'ai dit dans ma déclaration, que les collectes auxquelles il est procédé dans la totalité du monde juif sont très importantes et qu'elles sont faites en vue d'absorber de nouveaux immigrants et d'augmenter la capacité d'absorption de la Palestine. Parmi ces pays, les Etats-Unis jouent un rôle très important. Il y a maintenant cinq millions de Juifs en Amérique. C'est la communauté juive la plus importante et la plus riche. En conséquence, la plus grande partie des dons que nous recevons nous parviennent d'Amérique. Si vous me demandez si nous amassons de l'argent afin d'absorber des immigrants et de mettre notre pays en valeur, la réponse est certainement affirmative. Si vous me demandez si nous avons tenu compte des dépenses. Si vous entendez suggérer par cette question que nous plaçons ou que nous dépensons de l'argent sans nous inquiéter de savoir si la dépense est ou non fantasmagorique, ma réponse est négative. Nous nous efforçons d'économiser cents et dollars et de les placer de la façon la plus satisfaisante dans les conditions actuelles. Nous rendons d'ailleurs des comptes aux personnes et aux organisations qui nous commanditent dans le monde entier et aux Américains, afin de montrer que, à notre point de vue, il s'agit là d'un bon placement. C'est un placement en vue de faire revivre le peuple juif.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Y a-t-il des villageois arabes qui ne possèdent absolument aucune terre ?

Mr KAPLAN: En ce qui concerne cette question, je me permettrai d'attirer votre attention sur l'étude préparée par le Gouvernement il y a un an. Il existe un chapitre intitulé "Arabes déplacés" qui contient pas mal de renseignements relatifs au recensement effectué non pas par nos soins, mais par le Gouvernement, en ce qui concerne les Arabes déplacés. Vous y trouverez le chiffre auquel on est arrivé après une longue enquête; après des années et des années, le nombre total des Arabes déplacés connus était

de 666. Le Gouvernement a offert certaines facilités afin de les réinstaller. La moitié seulement a accepté l'offre l'autre moitié a refusé. Vous pourrez obtenir de M. Shertok des renseignements plus détaillés sur ce point. Il répondra également à la question soulevée hier par le représentant de l'Inde. Mais tous les chiffres que je vous indique maintenant peuvent être trouvés dans l'enquête du Gouvernement. J'ai indiqué il y a quelques instants le chiffre de 666. La moitié seulement a eu recours aux facilités de réinstallation offertes par le Gouvernement. Les autres ont estimé que cela ne valait pas la peine, parce qu'ils avaient trouvé d'autres occupations ou d'autres moyens d'existence.

Le PRÉSIDENT: Sait-on ce qu'il est advenu de la moitié qui n'a pas eu recours aux facilités offertes par le gouvernement ?

M. KAPLAN: L'étude comporte certaines indications. Mais nous disposons de quelques renseignements complémentaires que M. Shertok vous présentera.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Estimez-vous que les biens détenus en moyenne par les Arabes sont suffisants pour assurer l'entretien de la famille arabe à un niveau de vie raisonnable dans les conditions actuelles ?

M. KAPLAN: J'ai essayé de donner une réponse tout à fait détaillée dans ma déposition. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans le détail. Mais je dirai que si vous comparez la situation des propriétaires arabes de Palestine et celle des Arabes de Transjordanie, et si vous comparez le niveau de vie, vous trouverez que la situation du fellah arabe est bien supérieure. Si vous voulez savoir si la situation du fermier ou du fellah arabe est satisfaisante, je vous répondrai que non, mais il n'est pas question de la surface de sa terre. Sa situation était pire il y a vingt ans. Il s'agit de l'emploi qui est fait de la terre. Permettez-moi d'attirer votre attention sur ce que j'ai dit précédemment, lorsque j'ai traité la question en détail. Il est inutile que je le répète.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): En raison de l'existence du déficit et de l'accroissement progressif de la population arabe, dont l'effectif double approximativement en vingt-sept ans, n'est-il pas nécessaire d'adopter une politique agraire tendant à sauvegarder la population rurale ?

M. KAPLAN: C'est encore la même question que nous discutons. Je m'efforce de me faire comprendre. Peut-être n'y suis-je pas arrivé ? Tout d'abord, la population rurale arabe s'est augmentée pendant les derniers vingt-sept ans. Je ne connais pas le chiffre exact de l'accroissement au cours de ces vingt-sept années, mais je puis vous donner le chiffre correspondant à

quinze ans. D'après mon chiffre, la population rurale s'est augmentée d'environ 30 pour 100. Ce que je m'efforce d'expliquer, c'est qu'il ne s'agit pas d'une question de réserves de terre. Il y a en Palestine d'importantes réserves de terre. Elles sont actuellement incultes—on dit même incultivables—et il nous faut en faire des terres cultivées. Ou bien elles sont cultivées de façon très clairsemée. Si le Bédouin de Negeb exploite 499 dunums de terre, il vit de façon misérable. Il pourra vivre tout à fait bien s'il améliore les procédés d'utilisation de la terre et si nous introduisons l'irrigation. Il se pose donc là une question de propriété de la terre. J'ai également mis en valeur la question de ce que j'appelle la nécessité d'une réforme agraire. Ce n'est pas une question de quantité. C'est une question de législation et une question d'utilisation de l'agriculture. Il y a, par exemple, des réserves énormes de terre en Transjordanie et en Irak, qui ont été probablement cultivées pendant des centaines d'années. Quelle est la situation là-bas et quelle est la situation ici ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): L'industrie de la Palestine pouvait-elle, avant la guerre, concurrencer l'industrie étrangère ?

M. KAPLAN: Non, mais je crois que M. Bernstein peut répondre à cette question, étant donné qu'il est la personne compétente en matière industrielle.

M. BERNSTEIN: L'industrie de la Palestine avant la guerre s'adressait principalement au marché local et pouvait concurrencer l'industrie étrangère dans la mesure où cette industrie produisait des marchandises vendues ici, dans le pays. A cette époque, il n'existait pas d'exportation de produits industriels. Il existait une certaine marge entre la production étrangère et la production palestinienne, mais la marge n'était pas telle que la production locale ne puisse être vendue ici.

M. KAPLAN: Un moment, je désirerais rectifier ma réponse antérieure. Je n'avais pas saisi la question. Je croyais, lorsque vous parliez de la guerre, qu'il s'agissait de la première guerre mondiale, il n'y avait pas alors d'industrie et c'est ce qui a motivé la réponse de M. Bernstein.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Le Liban et la Syrie se sont-ils développés pendant les vingt-cinq dernières années ?

M. HOROWITZ: Je ne sais pas si nous devrions nous occuper du Liban et de la Syrie, mais il y a eu quelques progrès — sans toutefois qu'ils soient comparables aux progrès accomplis par la Palestine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Encore une question et j'aurai fini. Les établissements de coloni-

sation juive subvenaient-ils à leurs propres besoins avant la guerre ?

M. KAPLAN: J'ai une observation à faire en ce qui concerne ce que nous appelons nos méthodes de colonisation. Elles consistent, pour un groupement, à s'organiser et à négocier avec ce que nous appelons les institutions nationales. Les institutions nationales, en collaboration avec le groupement, préparent ce que nous appelons le projet de coordination, mais le groupement est absolument indépendant pour la fixation de son mode d'existence. La mise à exécution du plan de colonisation agricole prend du temps. Ce n'est pas une question d'une année. Quelquefois, il s'agit de plusieurs années. Là où le projet en était au stade d'exécution et où la totalité du prêt avait été versée—car nous n'accordons pas de subventions mais simplement des prêts—tous les établissements de colonisation se suffisaient à eux-mêmes avant la guerre.

Le PRÉSIDENT: Avant la dernière guerre ?

M. KAPLAN: Avant la dernière guerre, tous les établissements de colonisation fonctionnaient; ils bénéficiaient de ce que nous appelons le prêt total, ou l'avance totale, pour leur installation, et ils se suffisaient à eux-mêmes. Il existait de nombreux établissements en voie de colonisation.

Je vais vous donner un exemple. S'il s'agissait d'orangeries, la création d'une orangerie exige cinq ans et chaque année il faut investir des fonds supplémentaires. L'établissement recevait chaque année une partie supplémentaire du prêt. Mais pour la question que vous m'avez posée, ma réponse est affirmative. Je vous signale qu'au cours des dernières années, nous avons essayé de faire un bilan général de l'agriculture juive. Il y avait un net excédent des recettes sur les dépenses.

Le PRÉSIDENT: En avez-vous terminé ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Oui.

M. HOOD (Australie): Ma question est simplement relative au point que vient de mentionner M. Kaplan. Pourrions-nous avoir quelques précisions et quelques autres détails sur l'expression que vous avez employée: "chaque établissement se suffisait à soi-même". Pourriez-vous, par exemple, comprendre dans cette notion le remboursement, à des taux courants, du capital investi ?

M. KAPLAN: Je vais essayer de fournir quelques observations complémentaires. Il peut être intéressant de déclarer que sur les remboursements à l'Agence juive, des prêts consentis pour l'œuvre de colonisation mentionnée il y a quelques instants, environ 85 pour 100 étaient effectués à échéance.

Puis-je ajouter une deuxième remarque: des centaines de nos colons ont payé, pendant la guerre, en dépit du fait qu'ils avaient le droit de rembourser les emprunts dix, quinze et quelquefois vingt ans plus tard, et ils ont réglé en une seule fois.

Lorsque vous posez la question de savoir si les établissements se suffisent à eux-mêmes, il s'agit d'une question très simple. Si nous prenons les recettes, nous mettons en regard les dépenses. Puis nous prenons les paiements à faire, à titre d'intérêt, au cours des premières phases de la mise en valeur. La question qui se pose est de savoir si les recettes dépassent les dépenses et s'il existe des réserves pour assurer le paiement des dettes. Est-ce suffisamment clair ?

M. HOOD (Australie): Oui.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions ?

M. FABREGAT (Uruguay): Vous avez mentionné à la page 8 de votre rapport un projet de loi appelé *Irrigation and Water Bill 1947* (Projet de loi sur l'irrigation et la distribution de l'eau). Estimez-vous qu'il soit de nature restrictive et non créatrice ? Pourriez-vous décrire, en termes généraux, les dispositions de cette loi et les moyens prévus par le Gouvernement de la Palestine pour sa mise en œuvre ?

Le PRÉSIDENT: Quelle loi ?

M. FABREGAT (Uruguay): *L'Irrigation and Water Bill*. Considérez-vous cette loi comme devant être d'une application restrictive et non créatrice ?

M. KAPLAN: Tout d'abord, je tiens à déclarer qu'il s'agit d'un projet de loi. Nous espérons encore présenter au Gouvernement nos critiques détaillées par écrit, en espérant que cette loi pourra être modifiée. Nous estimons qu'elle est rédigée dans un esprit bureaucratique et restrictif. Comme je l'ai dit, il n'y a pas de recours à la loi. Les fonctionnaires sont identifiés suivant leurs actes. On ne peut pas leur demander de prendre une responsabilité s'il a été prouvé qu'il s'est produit, par exemple, quelque omission ou erreur privant d'eau une personne déterminée. Il est impossible de prendre contact avec qui que ce soit. Il n'existe qu'une possibilité de recours, c'est le recours au Haut Commissaire pour la Palestine et nous ne pouvons pas lui faire appel directement, mais par l'intermédiaire du fonctionnaire chargé du service de l'irrigation, et sa décision a un caractère définitif. Vous ne pouvez rien expliquer ni discuter. Il existe un projet, consistant à créer une sorte de comité consultatif, mais les autorités ont le droit de demander ou de ne pas demander conseil au comité, d'accepter ou de ne pas accepter les vœux de la majorité. Conformément à la loi,

le fonctionnaire pourra décider dans quelle mesure vous pourrez utiliser l'eau — 60 mètres cubes par heure, ou 80, ou 120, ou 150 — cela ne dépend pas du travail, cela dépend de sa décision. Il peut vous faire des recommandations quant à l'emploi de l'eau. Vous devez employer l'eau de votre propre puits ou c'est une autre personne qui s'en servira. Il vous faut donner de l'eau aux autres. Voyez-vous, cela donne au gouvernement ou aux autorités gouvernementales des pouvoirs très étendus, et comme je l'ai dit, à la lumière de notre expérience, il nous arrive souvent d'avoir des doutes, en raison du manque de certitude. Vous ne pouvez pas conserver telle ou telle fonction; vous ne pouvez pas l'utiliser; vous ne pouvez pas céder l'eau.

En raison de cette expérience, nous craignons qu'il soit fait de la loi un emploi restrictif et non constructif. Si la loi fait partie d'un grand programme de mise en valeur placé sous la surveillance publique, nous serons heureux de la discuter d'une autre façon.

Le PRÉSIDENT: Si j'ai bien compris, il s'agit d'un projet de loi.

M. KAPLAN: J'ai déclaré qu'il s'agit d'un projet de loi.

Le PRÉSIDENT: Il ne présente donc pas d'intérêt actuellement, mais il en présente pour l'avenir.

M. KAPLAN: J'espère que non.

M. FABREGAT (Uruguay): J'ai une autre question à poser, mais à M. Bernstein. Convient-il de la poser maintenant ?

Le PRÉSIDENT: Oui, si elle est pertinente.

M. FABREGAT (Uruguay): En ce qui concerne vos observations figurant à la page 15 de votre déclaration relative aux concessions pétrolières, est-il possible de connaître la date à laquelle ces concessions pétrolières ont été accordées, à quelles sociétés et dans quelles conditions ?

M. BERNSTEIN: Je n'ai pas tous les détails ici dans mes papiers, mais on pourra trouver le renseignement au Journal Officiel du Gouvernement de la Palestine.

M. HOROWITZ: On publiait à cette époque un journal officiel. C'était du temps de Sir John Chancellor. Ce journal indique les concessions, le nom des concessionnaires, et les dates et noms des sociétés sont aussi clairement indiqués et précisés.

M. FABREGAT (Uruguay): Puis-je me procurer ce journal ?

M. HOROWITZ: Certainement.

M. FABREGAT (Uruguay): Me le fournirez-vous ?

M. HOROWITZ: Oui.

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous indiquer les dates approximatives auxquelles ces concessions ont été accordées. Est-ce au début du mandat ?

M. HOROWITZ: Non, c'était du temps de Sir John Chancellor, entre 1928 et 1933.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un désire-t-il poser d'autres questions ?

M. BLOM (Pays-Bas): Je désirerais poser une question à propos de l'absorption des immigrants. Je voudrais savoir comment des immigrants éventuels sont choisis actuellement dans le petit contingent fixé par les règlements.

M. KAPLAN: Une partie des autorisations dites "permis" ou "certificats" est accordée directement par le Gouvernement. Cette partie est actuellement des plus importante — c'est pourquoi le choix est fait par le Gouvernement lui-même. Une partie est accordée aux personnes déplacées de la zone britannique. Dans ce cas, ce sont les autorités militaires britanniques qui font le choix après consultation des représentants de l'Agence juive. Une troisième partie est maintenant réservée à ceux des nôtres qui se trouvent à Chypre.

Le choix, à Chypre, est également fait par les autorités gouvernementales, après consultation de nos organisations. Ici intervient la question de savoir s'ils ont de la famille et la question de leurs possibilités d'adaptation au pays. Le gouvernement essaie quelquefois de faire immigrer des gens âgés.

Le PRÉSIDENT: Combien de personnes viennent par mois des camps de Chypre ?

M. KAPLAN: Environ 750 par mois.

M. LIZICKY (Tchécoslovaquie): Soit environ 50 pour 100 du contingent ?

M. KAPLAN: Oui, et environ 375 de la zone britannique. La plupart des autres sont choisis par le Gouvernement.

M. HOROWITZ: Des certificats sont également prélevés sur le contingent pour les soldats et les femmes de soldats. Les hommes qui se sont enrôlés dans l'armée britannique pendant la guerre et qui, pendant la guerre, ont combattu contre Hitler, devaient, si leur situation n'était pas régulière — ils étaient admis en fait dans l'armée mais pas admis en Palestine — obtenir

des certificats spéciaux qui étaient pris sur le contingent; les soldats qui sont venus en Palestine avant ou pendant la guerre sans autorisation légale obtiennent maintenant une autorisation, qui est déduite du contingent mensuel.

M. KAPLAN: Je suis prêt à vous donner par écrit la répartition exacte des certificats délivrés pendant les cinq dernières années ou pendant les quinze derniers mois, classés par catégorie, si vous voulez.

M. BLOM (Pays-Bas): J'aimerais vous demander ceci: dans tous les documents, et tous les calculs concernant la capacité d'absorption économique de ce pays, toutes les données qui ont trait à la situation du pays sont très soigneusement calculées et exposées, mais je voudrais savoir si ces calculs tiennent également compte de l'aptitude mentale et physique moyenne et du niveau d'instruction des candidats à l'immigration.

M. KAPLAN: Ma réponse est affirmative, mais dois-je la développer? A un moment donné, nous avons eu une organisation tout à fait importante de formation dans les différents pays. Maintenant, nous essayons de former les gens dans la mesure du possible même lorsqu'ils se trouvent en Europe, en vue des travaux futurs qui les attendent en Palestine.

Il nous arrive d'appeler ce processus de formation un processus de réadaptation. Ce processus est d'ailleurs double. C'est tout d'abord ce que nous appelons une réadaptation humaine, parce qu'il n'est pas facile, après des années passées dans des camps de concentration, de rétablir chez l'homme une aptitude au travail, et le désir de travailler, de travailler beaucoup parce qu'il le désire, et non pas parce qu'il y est forcé par des nazis ou d'autres personnes.

L'un des aspects de la réadaptation humaine est la réadaptation physique car beaucoup d'entre eux souffrent des suites de ce qu'ils ont subi.

M. BLOM (Pays-Bas): Souffrent-ils également sur le plan mental?

M. KAPLAN: Pour l'instant, je parle du côté physique. Il existe tout un travail de sélection et d'aide médicale. Notez s'il vous plaît que ce travail n'est pas absolument parfait. Il y a beaucoup à faire. Nous nous évertuons à faire de notre mieux, mais il y aura de nombreux échecs.

Nous essayons également d'organiser ce que nous appelons un programme d'utilisation de la main d'œuvre, même dans les camps, en collaboration avec la Commission mixte de répartition. Par exemple, la semaine dernière nous nous sommes livrés à des négociations avec le Gouvernement de la Palestine pour organiser un pro-

gramme de formation professionnelle et d'emploi dans les camps de Chypre, afin de préparer les détenus dans la mesure du possible. Mais il faut reconnaître qu'il arrivera un certain nombre d'incapables—ce que nous appelons les cas sociaux—peut-être à cause de l'âge ou de la maladie—et il nous faudra en prendre soin. Je dois dire toutefois que notre récente expérience—et j'entends par là celle qui a suivi la chute des nazis—est tout à fait encourageante, surtout parmi les jeunes. A mon avis, parmi les personnes aptes au travail, environ 75 à 80 pour 100 ont réussi à trouver du travail ou à s'intégrer plus ou moins par elles-mêmes dans la vie économique du pays, comme je l'ai dit dans ma déposition. Cela ne signifie pas que le travail soit terminé. Nous nous trouvons aux prises avec des problèmes difficiles mais nous essayons de leur faire face et le résultat est toujours encourageant.

M. BLOM (Pays-Bas): Dois-je comprendre que l'Agence estime qu'il y aura, à la suite des souffrances subies par la plupart des gens, un certain pourcentage—difficile à évaluer—de personnes qui ne seront plus capables d'un travail pleinement utile.

M. KAPLAN: Peut-être, mais pour l'instant ce pourcentage est faible. Parmi les réfugiés, il en existe un grand nombre qui sont des travailleurs qualifiés, car en raison même de la dureté des travaux, les plus aptes seuls pouvaient survivre dans les camps. En conséquence, il existe parmi eux un grand nombre de travailleurs qualifiés et nos processus de réadaptation aiguilleront un assez grand nombre de réfugiés vers les professions du bâtiment. Nous manquons de travailleurs du bâtiment et nous avons réussi à amener au bâtiment un grand nombre de travailleurs en peu de temps et ainsi nous avons accru notre population active.

M. BLOM (Pays-Bas): L'Agence juive dispose-t-elle actuellement d'une évaluation exacte du nombre total de Juifs d'Europe qui veulent immigrer en Palestine et savez-vous combien d'entre eux vivent dans des centres d'accueils?

M. KAPLAN: Je crois que vous trouverez tous les chiffres dans notre livre *The Jewish case* ("La question juive").

M. BLOM (Pays-Bas): Il remonte à un an.

M. KAPLAN: Je ne crois pas qu'il se soit produit de changements substantiels. Il y a eu des changements dans deux domaines—je pourrais dire dans deux domaines opposés—le nombre des personnes qui se trouvent dans ce que vous appelez les camps de détenus—je veux dire les personnes déplacées—s'est augmenté. Il n'a pas diminué, mais s'est augmenté par suite de

l'infiltration de gens venus de Pologne, de Hongrie et en partie de Roumanie. M. Earl Harrison, qui a été envoyé par le Président Truman il y a environ deux ans pour enquêter sur la situation en Allemagne—immédiatement après la guerre—a estimé que le nombre des personnes déplacées qui avaient besoin de s'établir et qui désiraient aller en Palestine était alors d'environ 100.000. Actuellement le chiffre, comme M. Ben Gurion vous l'a dit, est de plus de 200.000. Les forces militaires d'occupation se trouvent maintenant aux prises avec un problème beaucoup plus difficile qu'il y a deux ans pour ce qui est des Juifs déplacés et nos gens envisagent dès maintenant de passer une troisième année dans les camps.

En ce qui concerne les autres pays, il existe là encore une différence. Il y a de nombreux pays—et je ne veux blâmer personne—où il existe un grand nombre de Juifs, par exemple en Roumanie. Le nombre des Juifs qui veulent quitter la Roumanie et qui ont besoin de la quitter n'est pas moindre aujourd'hui qu'il y a deux ans. Dans de plus petits pays, il se peut qu'un certain nombre d'entre eux ait réussi entre-temps à s'installer ou à se réinstaller. Je ne crois pas que le total en soit modifié.

M. BLOM (Pays-Bas): C'est ce que je voulais dire—y a-t-il des changements importants depuis, mettons l'année dernière ?

M. KAPLAN: Pas de changements, à mon grand regret.

M. BLOM (Pays-Bas): J'ai quelques questions à poser à M. Bernstein. M. Bernstein écrit à la page 3 de votre rapport:

“Les Juifs estiment avoir le droit de pratiquer une politique fiscale consacrant l'accroissement progressif de la capacité d'imposition du Yishuv juif au profit de ceux qui, par leur travail et leurs placements ont créé cette capacité fiscale, ainsi qu'au profit des communautés juives du monde entier qui veulent immigrer en Palestine”.

Je me demandais si la politique recommandée ici serait en fait considérée comme une sage politique dans tout autre pays—une politique qui consisterait à employer le revenu des impôts payés par une partie de la population au seul bénéfice de cette partie de la population.

M. BERNSTEIN: Je ne peux pas dire si cette politique serait sage ou ne le serait pas. En tout cas, cette politique n'a pas été mise en pratique, il s'agit d'une hypothèse. J'ai simplement essayé d'indiquer quelles étaient à l'époque les principales divergences d'opinions relatives à la façon de mener les affaires ou de s'acquitter du mandat.

M. BLOM (Pays-Bas): Le rapport indique que les Juifs se considèrent comme autorisés à pratiquer cette politique fiscale.

M. KAPLAN: En raison de ce que nous pouvions attendre de la déclaration Balfour et du mandat et si nous tenons compte du processus de la colonisation, j'aimerais vous rappeler qu'on nous pose une quantité de questions—peut-être pas ici dans cette salle—relativement à la mesure dans laquelle la communauté juive pouvait se suffire à elle-même, et que nous avons beaucoup entendu parler de l'argent qui nous vient de l'étranger. De sorte que si vous vous demandez comment une communauté qui est en voie d'établissement, qui se développe, subvient à ses besoins et entretient ses services, nous devons dire que c'est en ayant recours à l'accroissement de la capacité imposable. Le produit net des placements et du travail se trouve exprimé dans un accroissement de la capacité imposable et il n'est que naturel que si vous vous aventurez dans des tentatives de colonisation vous puissiez employer cette capacité imposable au bénéfice de la communauté que vous êtes en train de créer. Le fait que la politique pratiquée par le Gouvernement nous a obligés à affecter une part importante de cette capacité imposable à un autre secteur, a eu pour conséquence de nous obliger à compter sur un apport d'argent étranger pour entretenir une partie de nos propres services. Mais peut-être n'ai-je pas bien compris votre question.

M. HOROWITZ: Puis-je développer cette déclaration ? La situation est telle que la déclaration faite ne signifie pas que la totalité des impôts supplémentaires doive être employée uniquement au profit des Juifs; c'est un problème différent. Si un tiers de la population paye les deux tiers des impôts et n'obtient que moins d'un tiers—environ un quart—des services, l'inégalité est trop prononcée et une partie des impôts supplémentaires se trouve payée non pas par les revenus, mais par l'importation de capitaux, sous la forme de droits de douane sur divers moyens de production. En conséquence, une partie du capital qui aurait été consacré à la colonisation et au développement de l'outillage nécessaire à la production a été transférée à la population arabe. Cette question du régime fiscal peut donner lieu à de vives controverses, si l'on considère la disproportion entre les deux groupes, un tiers de la population payant deux tiers des impôts et utilisant un quart seulement des sommes recueillies. S'il ne s'agissait que de revenus, la question serait discutable, mais il s'agit en partie d'une catégorie d'impôts portant sur les importations de capitaux qui développent le pays au profit des deux groupes de population. Ceci est dans une certaine mesure injustifiable. Cela entrave le progrès de la colonisation.

M. BLOM (Pays-Bas): Nous savons que le but poursuivi officiellement par l'Agence juive consiste à élever le niveau de vie de la population arabe, et je crois, en conséquence, que cette déclaration a été formulée de façon trop absolue.

M. BERNSTEIN: J'ai formulé cette déclaration en raison des critiques rétrospectives de la politique adoptée. Si je devais formuler ce que cette politique devrait être, ma déclaration aurait un caractère certainement moins absolu.

Je désirerais ajouter que la question dépend dans une certaine mesure de la situation de la politique générale. Vous avez demandé s'il serait sage de suivre cette politique. Comme je vous l'ai fait remarquer, il serait sage de la suivre en ce sens que de notre propre volonté nous avons transféré une partie de cette capacité de taxation au secteur arabe. Ce que j'ai essayé de mettre en valeur dans ce passage était le fait que tous ces avantages étaient faits à la partie arabe de la population, en quelque sorte comme un cadeau de l'administration et non pas comme une conséquence de la colonisation juive, sans mentionner la reconnaissance que les Juifs auraient probablement obtenue de la population arabe en raison du fait qu'une partie considérable des impôts — les impôts acquittés par les Juifs — profitait à la population arabe.

M. BLOM (Pays-Bas): Nous pourrions clore ce débat, à mon avis, mais je désirerais formuler une observation. Dans tout pays dans lequel la réglementation fiscale taxe plus lourdement la partie riche de la population, et où ces fonds sont employés en faveur de la partie la plus pauvre, les éléments riches ne disent pas "je désirerais leur donner cela moi-même et maintenant cela a l'air d'être un cadeau du Gouvernement". Je crois que nous pourrions en rester là sur ce point.

Je désirerais poser une dernière question. A la page 11 du rapport de M. Bernstein, j'ai lu la phrase suivante:

"D'autre part, il convient de signaler que les licences d'importation ont été accordées avec une générosité particulière pour des produits de consommation industrielle que le pays produisait également à l'époque où il était clair que le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix infligerait une épreuve sévère à la jeune industrie palestinienne."

M. Bernstein pourrait-il donner quelques exemples à titre explicatif, simplement faire quelques commentaires sur les réglementations telles qu'elles existaient ?

M. BERNSTEIN: Je crois pouvoir le faire. La politique d'importation du Gouvernement consistait à accorder les licences d'importation, surtout pour ce qu'on appelle les marchandises de

consommation, avec des limitations sévères portant sur les produits essentiels et sur les matières premières, alors que nous aurions imaginé que ce dût être le contraire, et le fait est qu'à l'heure actuelle le pays se trouve plutôt submergé de produits industriels analogues à ceux que nous fabriquons ici, alors que nous manquons de matières premières et d'outillage. Les importations étaient spécialement importantes dans l'une des branches les plus développées pendant les années de guerre — la branche du textile — à un tel point que nous avons continuellement essayé d'imposer quelques limitations à l'importation de ces marchandises par des conventions conclues entre commerçants et industriels.

M. BLOM (Pays-Bas): Cette politique a-t-elle eu une conséquence sur la baisse de la production industrielle locale ?

M. BERNSTEIN: Actuellement oui, tout au moins pour la branche textile. Il n'y a, je l'espère, qu'une baisse temporaire dans la production et le travail. Je ne puis pas vous dire le pourcentage exact, mais je l'évalue à environ quarante pour cent dans la branche du textile. Dans les autres branches ce n'est pas aussi sensible.

Le PRÉSIDENT: La pénurie de produits lourds et de matières premières ne s'oppose-t-elle pas à l'importation efficace de ces marchandises ?

M. BERNSTEIN: Sans doute faut-il tenir compte en partie de la pénurie de ces produits, mais ce sont surtout les difficultés monétaires qui ont joué. En fait, c'est une question de disponibilité en dollars. Je crois que nous aurions pu pratiquement avoir tout ce que nous voulions si nous avions consacré nos recettes en dollars à des achats aux Etats-Unis.

Le PRÉSIDENT: Vous êtes naturellement au courant de la pénurie de certaines matières premières, par exemple le bois d'œuvre.

M. BERNSTEIN: A la vérité, c'est là l'une des légendes. La pénurie du bois d'œuvre n'est pas telle que nous ne puissions en trouver autant que nous voudrions en acheter, et même deux fois plus, si seulement nous pouvions verser les dollars.

M. FABREGAT (Uruguay): En ce qui concerne le problème de l'immigration, l'Agence juive a-t-elle un plan relatif aux enfants juifs d'Europe ? Je veux parler naturellement de ceux qui ont échappé à la persécution nazie et qui se trouvent maintenant au camp de Chypre. Je posais cette question parce que je voulais savoir qui s'occupe maintenant de ces enfants.

M. KAPLAN: Si vous me demandez si l'on s'est occupé d'eux comme il convient, je vous

répondrai non. Mais si vous me demandez qui s'occupe d'eux, il existe actuellement trois institutions qui s'en occupent. L'une est une institution gouvernementale. Je ne sais pas exactement quels sont les rapports entre cette institution et le Gouvernement, mais le Gouvernement consacrer un minimum de ressources aux enfants. Il y a également la Commission mixte de répartition qui ajoute des sommes substantielles. Et enfin le Yishuv et l'Agence juive ont un organe spécial appelé "Immigration de la jeunesse".

M. FABREGAT (Uruguay): Quelle est la situation en ce qui concerne la santé et la culture ?

M. KAPLAN: Très mauvaise. La situation est très difficile, et nous demandons la permission de faire au moins entrer tous les enfants en Palestine. En dépit de tous les efforts, les conditions sont mauvaises, particulièrement dans le domaine intellectuel.

M. HOOD (Australie): J'aimerais savoir si l'on peut évaluer, même très approximativement, la mesure dans laquelle la communauté juive a dû, pour se développer faire appel aux moyens existants de production de la communauté arabe, particulièrement dans le domaine alimentaire. Dans quelle mesure cela a-t-il été le cas dans le passé, et dans quelle mesure peut-on donner des chiffres ? Est-ce un facteur nécessaire pour l'avenir ?

M. HOROWITZ: Cinquante pour cent des produits alimentaires consommés dans la communauté juive de Palestine sont produits par l'agriculture juive. En outre, l'agriculture juive de Palestine produit des denrées exportables, ce qui compense dans une très large proportion les cinquante pour cent de denrées alimentaires que nous ne produisons pas. Il n'y a pas de difficultés à importer des denrées alimentaires. Une partie d'entre elles est achetée à la communauté arabe. Actuellement cette partie est estimée à environ quinze pour cent de la consommation juive de denrées alimentaires. Quinze pour cent sont achetés à l'agriculture arabe; cinquante pour cent sont produits par l'agriculture juive, le reste provient des importations. Cela signifie que les importations représentent environ trente-cinq pour cent de notre consommation de denrées alimentaires, chiffre que vient compenser dans une certaine mesure notre exportation de citrons. De sorte que la balance commerciale alimentaire est presque équilibrée.

M. HOOD (Australie): S'agit-il là de données constantes ?

M. HOROWITZ: Non, ce sont les chiffres de l'année dernière. Ils se modifient chaque année. Cela dépend de l'immigration et du développement de l'agriculture. Pendant des années nous avons eu un important afflux d'immigrants avec

un certain ralentissement de la production; il faut du temps pour rattraper la différence. Dans les années au cours desquelles l'agriculture se développe, nous rattrapons plus vite la différence. Cela dépend de deux facteurs; d'une part l'expansion de l'agriculture par la création de nouvelles colonies et par le développement de la production agricole dans les colonies existantes; et d'autre part, de l'augmentation de la population juive. Les chiffres changent. Le chiffre que j'ai donné était celui de l'année dernière.

M. KAPLAN: Avant la guerre nous produisions environ un tiers de notre propre nourriture. Pendant la guerre nous avons élevé le pourcentage jusqu'à cinquante pour cent.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): J'aimerais revenir sur la discussion entre M. Blom et le représentant de l'Agence juive au sujet de la déclaration formulée dans le rapport de M. Bernstein et indiquant que la communauté juive a droit à retrouver sa contribution fiscale dans les recettes de la communauté juive. Je crois que la question posée par M. Blom est tout à fait simple. Il est incontestable que la communauté juive représente la partie la plus riche de la population de la Palestine, et c'est un fait habituel que la partie la plus riche de la population de tout pays paye la part la plus importante des impôts. C'est un fait universellement reconnu à l'heure actuelle, et je crois que vous-même serez de cet avis parce que vous insistez, et à bon droit, sur le caractère progressiste de votre organisation. Pour parler net, les riches payent des impôts non pas pour eux-mêmes, mais au profit de la partie la plus pauvre de la communauté. De sorte, je crois, qu'il serait temps d'en terminer avec cette déclaration et avec le fait que les Juifs payent davantage d'impôts que les Arabes. C'est incontestable et tout à fait naturel, puisque ce sont les Juifs qui sont les plus riches ici, et si vous maintenez cette opinion que les sommes payées par vous sous forme d'impôts devraient bénéficier à votre communauté, vous revenez, à cet égard, au système féodal. Je ne crois pas que cela soit votre intention, et il serait peut-être temps de corriger, une fois pour toutes, cette impression.

M. BERNSTEIN: Il y a eu, je le crains, un certain malentendu à ce sujet. S'il s'agissait de répartir les charges fiscales de la population entre les riches et les pauvres, nous accepterions tous ce principe que les impôts doivent être payés conformément aux possibilités de paiement et doivent être employés conformément aux besoins des différentes parties de la population.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): De l'ensemble de la communauté.

M. BERNSTEIN: Si vous voulez bien me permettre, il n'y a aucune discussion sur ce point.

Voilà ce que nous avons envisagé et demandé à l'époque et que nous n'avons pas obtenu. Nous nous sommes dit: Comment, dans ce cas exceptionnel—non pas celui d'une population existante, mais d'une colonisation qui nous oblige à créer de toutes pièces une communauté—pouvons-nous trouver le moyen de développer cette communauté? Nous avons discuté longuement sur les moyens de financer cette colonisation. Il a fallu ensuite se demander quel emploi serait fait de la capacité croissante d'imposition de cette communauté en vue du développement ultérieur et des besoins accrus de la communauté. On s'est demandé au début avec quelque inquiétude si une communauté nouvelle pourrait trouver les moyens de se suffire. Et dans cette circonstance exceptionnelle où il s'agissait, non pas d'une communauté existante, mais d'une communauté à créer par la colonisation, nous avons pensé que nous avions le droit d'employer la capacité imposable de la communauté nouvellement créée au profit de cette communauté même. Il n'en a pas été ainsi et j'ai essayé d'exprimer, de façon rétrospective ce que nous pensions à l'époque. C'est maintenant pratiquement une question de proportion, et je ne veux pas donner ici l'impression que nous ne concevions pas pleinement la nécessité d'utiliser des recettes fiscales conformément aux besoins. Mais j'aimerais que vous n'oubliez pas que cette utilisation des recettes fiscales de la Palestine est non seulement une question d'équité, sociale, mais également une question politique, parce que la répartition des impôts influe sur les relations politiques, tel était, pratiquement, le point sur lequel j'ai essayé d'attirer l'attention dans mes observations.

M. KAPLAN: Puis-je attirer votre attention sur la déclaration complémentaire que j'ai faite? Je m'en vais la citer: "Dans sa déclaration, le Gouvernement a engagé chacun à contribuer volontairement, conformément à ses propres moyens et aux besoins d'autrui". Nous acceptons cette recommandation en tant que principe général, mais une évaluation loyale des besoins et des moyens est nécessaire pour que le principe soit appliqué avec équité. Nous avons exprimé nos doutes sur la manière dont le Gouvernement énonçait les données du problème. Puis-je vous donner deux exemples empruntés à mon expérience personnelle?

Les besoins de la Palestine en matière d'enseignement sont énormes, et j'insiste sur le fait que cet énorme besoin d'enseignement existe également pour les Juifs de Palestine. On prétend également que tous les Juifs sont riches. Il n'en est pas ainsi. Nous avons institué de nombreux impôts—contributions volontaires, certes, mais néanmoins impôts, et impôts palestiniens. Le Gouvernement a fait une loi peu après 1930, il y a environ douze à quinze ans, je crois, pour donner aux municipalités le droit de créer des

impôts spéciaux pour financer l'enseignement. Actuellement les municipalités sont, comme vous le savez, placées sous l'autorité gouvernementale. Pendant des années, nous avons demandé qu'on institue—par exemple dans cette ville de Jérusalem où nous nous trouvons maintenant—un impôt dont le produit serait réservé au financement de l'enseignement, et il est faux que la communauté arabe de Jérusalem soit dépourvue de ressources. Il suffit de se promener dans les rues de Jérusalem et d'y voir les maisons arabes pour constater qu'il existe un grand nombre d'Arabes très riches, de même qu'il y a également un grand nombre de Juifs riches. Nous avons demandé qu'on crée cet impôt. Or, nous n'y étions pas encore arrivés il y a un an ou deux, et même maintenant, si vous comparez les impôts payés par la partie riche de la population—Arabes riches ou Juifs riches—et je parle là de la partie riche de la population, alors qu'il s'agit de besoins primordiaux, je dois dire que certains villages arabes ont payé plus pour l'enseignement que les riches Arabes de Palestine.

Je vais maintenant vous donner un second exemple qui figure dans la déclaration mentionnée par notre Conseil consultatif économique pour la guerre. J'ai eu le privilège d'appartenir à ce Conseil et nous y avons discuté la question du régime fiscal. Il a été proposé d'instituer en Palestine des taxes immobilières. Ce n'est pas un impôt qui frappe la population pauvre et il n'y a pas là de discrimination raciale. Les Arabes se sont opposés avec opiniâtreté à l'introduction de ces taxes immobilières. Ils ont même excipé de raisons fondées sur la religion, et nous avons alors demandé si une taxe de ce genre existait en Egypte et en Irak, et nous avons déclaré que nous avions besoin de cet argent pour assurer le fonctionnement de nombreux services sociaux en Palestine. Mais en raison de l'opposition des Arabes et—sans doute pas les plus pauvres—, ce projet de loi qui était déjà prêt n'a pas même été déposé. Ce que nous mettons en doute, c'est l'évaluation des ressources imposables. Si vous considérez le montant des impôts sur le revenu payés à Nablus—je crois que vous avez visité Nablus—et si vous faites la comparaison avec une petite commune, une petite commune juive, vous relèverez le total des impôts qui y ont été payés et vous constaterez une différence importante, non pas une différence de richesse, mais une différence dans l'application de la loi. Nous mettons donc en doute l'évaluation des ressources. Nous ne discutons pas le principe que vous avez formulé, et nous pouvons donner des chiffres à l'appui de notre affirmation. Nous disons, avec le Dr Weizmann, qu'il peut y avoir là un terrain de conciliation, mais de conciliation seulement sur le plan fiscal.

M. RAND (Canada): Je désirerais poser une question à M. Horowitz. Il a déclaré qu'environ

15 pour 100 de la nourriture de la communauté juive étaient fournis par la communauté arabe. Peut-il évaluer l'ensemble des échanges économiques qui ont lieu entre les Juifs et les Arabes dans tous les domaines? En d'autres termes, 15 pour 100 de la nourriture consommée par la communauté juive sont fournis par les Arabes.

M. HOROWITZ: J'ai dit que 50 pour 100 de la nourriture consommée par la communauté juive proviennent de l'agriculture juive et que 15 pour 100 sont fournis par les Arabes.

M. RAND (Canada): C'est bien ce que j'ai dit — 15 pour 100. Dans ces conditions, pouvez-vous évaluer l'ensemble des échanges économiques entre les Juifs et les Arabes de ce pays?

M. HOROWITZ: Il est tout à fait impossible de donner des chiffres exacts. Nous savons seulement que, si l'on établit une sorte de balance commerciale entre les Juifs et les Arabes, cette balance commerciale est très défavorable aux Juifs.

M. RAND (Canada): Pourriez-vous indiquer la nature des marchandises?

M. HOROWITZ: Oui; tout d'abord il y a les denrées agricoles. Nous ne vendons aucun produit agricole aux Arabes bien que 15 pour 100 des produits arabes soient vendus aux Juifs, c'est-à-dire 15 pour 100 des denrées alimentaires consommées par les Juifs. En soi, cela constitue un très important excédent de denrées agricoles, notre population arabe étant une population qui consomme beaucoup de denrées alimentaires; en valeur absolue, cela représente une partie considérable du rendement de l'agriculture arabe. Cela ne représente que 15 pour 100 de notre consommation, mais c'est une partie importante du rendement de l'agriculture arabe, comme le montre la courbe croissante de la production de ces denrées.

M. RAND (Canada): Qu'entendez-vous par agriculture, par rapport aux denrées alimentaires?

M. HOROWITZ: J'entends les produits alimentaires. C'est une chose. D'autre part, nous avons le fourrage. Nous avons une agriculture intensive. Dans une certaine mesure nous dépendons de l'agriculture arabe, de même que le Danemark dépend des pays auxquels il achète le fourrage de ses animaux. Nous nous occupons principalement d'élevage de volailles, de produits de laiterie, etc. mais comme nous ne disposons pas d'assez de terrains, nous ne produisons pas assez d'aliments pour la volaille et le bétail; dans ce domaine, la proportion de nos achats à l'agriculture arabe est considérablement plus importante.

En troisième lieu — là encore nous achetons aux Arabes, mais ils ne nous achètent pas — nous achetons aux Arabes une quantité considérable de matériaux de construction, pierre, matériaux de fondations, et une sorte de sable grossier. Cette branche de l'activité économique emploie de nombreux Arabes dans le pays. Le produit est vendu surtout aux Juifs, car se sont surtout les Juifs qui ont une part prépondérante dans la construction.

Quatrièmement, une partie importante de la population juive vit dans des maisons construites par des Arabes, qui les louent aux Juifs, ce qui est une opération très avantageuse.

Cinquièmement, la main-d'œuvre. Pour un Juif employé dans l'économie arabe, s'il y en a, il y a au moins une centaine d'Arabes employés dans l'économie juive, dans des services juifs, dans certaines entreprises juives industrielles, dans les Potasses de Palestine, etc. Pour un Juif employé dans l'économie arabe, il existe au moins cent arabes employés dans l'économie juive, et je crois que mon évaluation est très prudente. Voilà encore un procédé de transfert de fonds.

Sixièmement, le régime fiscal fournit un autre procédé. Qu'on soit ou non de cet avis, ce régime permet un transfert dans la balance des paiements entre la communauté juive et la communauté arabe.

Septièmement, la vente des terres excédentaires qui représente des millions de livres est également une opération à sens unique. Ces sept rubriques représentent une sorte de système de vases communicants par lesquels une partie considérable des capitaux juifs importés se trouve transférée à la communauté arabe. Un autre facteur est le rapport entre le commerce extérieur et la Palestine et les pays arabes voisins qui pendant quelques années a créé un déficit de vingt-six millions de livres palestiniennes dans la balance commerciale entre la Palestine et ces pays. Ce déficit résulte presque exclusivement de la mise en valeur du pays par les Juifs et des achats énormes que nous avons faits dans les pays arabes voisins, de sorte que non seulement nous avons fourni des capitaux pour le développement du secteur arabe de Palestine, mais que dans une certaine mesure nous avons fourni des capitaux et nous avons financé la mise en valeur des pays voisins. Plus l'immigration juive se développe, plus ce déficit de la balance commerciale s'accroît, particulièrement aujourd'hui, du fait que le boycottage arabe a diminué nos exportations vers ces pays. Il n'est pas toutefois en notre pouvoir d'employer ce déficit de la balance commerciale à des fins de marchandage et de dire: si vous continuez à nous boycotter, nous ne vous achèterons plus rien. Nous ne pouvons pas le faire parce que nous ne disposons pas de l'autorité gouverne-

mentale. De sorte que dans ce cas, le boycottage se trouve récompensé par une augmentation du bénéfice que les pays voisins réalisent sur les Juifs de Palestine.

M. RAND (Canada): Ces achats que vous dites faire aux pays arabes voisins consistent-ils en produits ou en marchandises en transit ?

M. HOROWITZ: Ce ne sont pas des marchandises en transit. Ce sont les produits du pays, surtout des matières premières, des produits alimentaires, etc.

M. RAND (Canada): Y a-t-il en Palestine un échange perceptible de produits manufacturés entre Juifs et Arabes ?

M. HOROWITZ: Il existe des ventes de produits manufacturés juifs aux Arabes. C'est le seul chapitre où la balance nous soit favorable, mais ce n'est en aucun cas comparable avec les sept autres chapitres que j'ai mentionnés. Cela ne représente qu'une fraction très petite, presque négligeable de la balance commerciale. Même maintenant, il existe dans le pays un boycottage officiel qui ne fonctionne pas effectivement. Cette inefficacité prouve que le boycottage serait encore moindre en Egypte et en Irak. Il est efficace dans ces pays par suite de l'interdiction gouvernementale de délivrer des licences d'importation pour les marchandises en provenance de Palestine. Lorsque l'acheteur, le consommateur arabe doit se décider par lui-même, il trouve des voies et moyens, que je ne puis exposer ici pour des raisons évidentes, de recourir à certains subterfuges lui permettant d'acheter des produits juifs, en quantité naturellement négligeable par rapport à l'ensemble de la balance commerciale, mais c'est une preuve concluante que le boycottage est sans efficacité lorsque le consommateur arabe a lui-même le pouvoir de décision.

M. RAND (Canada): Existe-t-il à un degré quelconque réciprocité d'achat par les Juifs en ce qui concerne les produits arabes manufacturés ?

M. HOROWITZ: Non, l'industrie arabe représente environ 10 pour cent de l'industrie de la Palestine. Ce n'est pas une industrie, ce sont de petits ateliers qui n'ont pas beaucoup de produits à vendre. La seule industrie de la communauté arabe est l'industrie du savon à Nablus. Cette industrie du savon concerne un produit spécial qui se vend uniquement dans la population musulmane, parce que, pour des raisons religieuses, cette population préfère un savon fait avec certaines matières végétales pures. Ce savon présente une valeur religieuse garantie et ne contient pas de graisses animales. D'apparence extérieure, il est très grossier et il est surtout acheté en Egypte et en Palestine par

de pieux musulmans parce que c'est la seule sorte de savon qui soit garantie comme n'étant pas à base de graisses animales. C'est pourquoi c'est un produit spécial.

M. RAND (Canada): Vous ne fumez pas de tabac arabe ?

M. HOROWITZ: Nous en fumons une quantité considérable.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Monsieur le Président, j'ai entendu dire que les impôts, en Palestine, étaient deux fois plus élevés par exemple qu'au Liban, quatre fois plus élevés qu'en Syrie et dix fois plus élevés qu'en Egypte, pouvez-vous nous dire quelque chose de cette comparaison ?

M. HOROWITZ: Par tête ou pour l'ensemble de la population ?

M. BRILEJ (Yougoslavie): Par tête.

M. HOROWITZ: Je ne pourrai pas vous dire exactement si les chiffres sont corrects, mais, dans une certaine mesure, la chose est vraie, étant donné que deux tiers des impôts portent sur la population juive; les recettes sont beaucoup plus élevées en raison de ce que la population juive a une capacité imposable beaucoup plus importante, mais si vous ne prenez qu'un tiers et si vous comparez les chiffres que vous indiquez, vous constaterez que la population arabe est imposée à peu près de la même façon que dans les pays voisins. Il existe toutefois des recettes supplémentaires provenant de l'imposition de la population juive, ce qui dans l'ensemble — je ne m'en plains pas — a pour résultat de profiter à la population arabe, de sorte que cette particularité du régime de répartition des impôts dans le pays bénéficie entièrement à la population arabe de Palestine.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Nous avons devant nous une déclaration faite par l'Agence juive mentionnant que les compagnies pétrolières ne paient pas de droits de douane et n'acquittent pas d'impôt sur le revenu. J'aimerais savoir si les compagnies pétrolières sont les seules qui jouissent d'un tel privilège ou s'il existe en Palestine d'autres firmes qui bénéficient des mêmes avantages.

M. HOROWITZ: Il n'existe pas d'autres cas de cette sorte. Il s'agit d'une convention séparée conclue entre le Gouvernement de la Palestine et les sociétés qui y ont établi des raffineries. Le pipe-line a été posé en 1929 ou 1930. Lorsque le contrat a été conclu, ces privilèges ont été accordés exclusivement aux sociétés en cause.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): L'exemption d'impôt est-elle temporaire ou prévue pour la durée de l'exploitation ?

M. HOROWITZ: Pour la durée de l'exploitation.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions ?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Alors, Messieurs, nous considérerons l'enquête comme terminée. Naturellement nous réservons notre droit de revenir sur certaines questions par la suite, et à notre convenance.

Je rappelle, maintenant, M. le rabbin Fishman.

A ce moment le rabbin Fishman prend place à la table; ses observations sont formulées en hébreu et interprétées par M. Kaplan.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Monsieur le rabbin Fishman, je ne connais pas la Bible, je n'ai aucune prétention de la connaître mais j'aimerais recevoir de vous un renseignement, connaître votre point de vue — et j'espère que vous pourrez m'éclairer sur certaines questions que je vais vous poser.

M. le rabbin Fishman, qu'était-ce que la "Terre Promise" ?

Le rabbin FISHMAN: La Terre Promise couvrait une grande surface, de la rivière d'Egypte jusqu'à l'Euphrate.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce que cela comportait la totalité de la Syrie ?

Le rabbin FISHMAN: Oui, une partie.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La totalité de la Transjordanie et de l'Irak ?

Le rabbin FISHMAN: Non.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): la totalité de la Syrie, du Liban, de la Palestine et de la Transjordanie actuelles ?

Le rabbin FISHMAN: Oui, probablement une partie de la Syrie et du Liban.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand Dieu a-t-il formulé la promesse ?

Le rabbin FISHMAN: La promesse a été faite à Abraham, Isaac et Jacob il y a environ 4.000 ans.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand Dieu a-t-il confirmé cette promesse ?

Le rabbin FISHMAN: Elle a été confirmée à Moïse.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Dieu a-t-il également promis que douze tribus naîtraient d'Ismaël, fils d'Agar et d'Abraham.

Le rabbin FISHMAN: Il a été clairement déclaré que les fils d'Isaac hériteraient de la terre.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ce n'était pas ma question. Dieu a-t-il promis, oui ou non, que douze tribus descendraient d'Ismaël ?

Le rabbin FISHMAN: Il n'a pas dit cela. Douze tribus devaient descendre du seul Jacob, le fils d'Isaac.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand Cyrus, le roi des Perses, a-t-il ordonné aux Juifs de retourner à Jérusalem ?

Le rabbin FISHMAN: Il y a environ 2.400 ans.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): La promesse que Dieu a faite à Abraham et à Moïse n'a-t-elle pas été réalisée par l'ordre de Cyrus de retourner à Jérusalem ?

Le rabbin FISHMAN: Cyrus n'a donné aux Juifs qu'une partie de la terre.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): En conséquence, selon vous la promesse de Dieu ne s'est pas réalisée entièrement ?

Le rabbin FISHMAN: Les Macchabées ont agrandi le territoire que Cyrus avait rendu aux Juifs. Cyrus en faisant sa proposition aux Juifs ne leur a donné qu'une partie du pays et les Macchabées ont par la suite agrandi ce territoire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Le prince arabe Yoshan s'est-il opposé au retour des Juifs sur l'ordre de Cyrus et a-t-il essayé de les arrêter ?

Le rabbin FISHMAN: Après l'exil, un grand nombre de peuples voisins qui occupaient une partie de la Palestine se sont opposés au retour des Juifs. Parmi eux se trouvait également le personnage mentionné par le représentant de l'Inde.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Selon les Juifs, leur retour à ce pays ne devait-il pas coïncider avec l'apparition du Messie ?

Le rabbin FISHMAN: Non, d'après la tradition juive, les Juifs devaient revenir en Palestine avant le retour du Messie et Jérusalem devait être une partie de la Palestine. Ce n'est qu'après le retour des Juifs en Palestine, d'après la tradition, que le Messie pouvait arriver.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien de temps après le retour des Juifs le Messie doit-il arriver, selon vous ?

Le rabbin FISHMAN: C'est une chose que personne ne peut dire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien de temps le rabbin Fishman a-t-il vécu en Palestine ?

Le rabbin FISHMAN: Quarante et un ans.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien y avait-il de synagogues en Palestine avant 1917 ?

Le rabbin FISHMAN: Je ne peux pas donner de chiffre exact pour le moment, mais à Jérusalem il y avait environ 14 synagogues.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et en dehors de Jérusalem ?

Le rabbin FISHMAN: Il y en avait en beaucoup d'autres endroits tels que Jaffa, Hébron, dont certaines ont disparu aujourd'hui, ainsi qu'à Haïfa, Tibériade et dans tous les villages juifs.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Y a-t-il des chrétiens de race juive dans le pays ?

Le rabbin FISHMAN: Ce n'est pas à moi à vous répondre. Il peut y avoir des Juifs convertis mais je n'entretiens pas de relations avec eux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Mais y en a-t-il ?

Le rabbin FISHMAN: Je l'ignore, parce que je n'entretiens pas de relations avec eux.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande si vous reconnaissez comme juifs, les juifs christianisés ? Le Gouvernement ne les considère pas comme des Juifs.

Le Rabbin FISHMAN: J'estime qu'un Juif, même s'il a été converti et a commis un péché reste néanmoins un Juif et ne peut se libérer des liens du judaïsme.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ainsi, selon vous, un chrétien de race juive est un Juif ?

Le rabbin FISHMAN: J'ai écrit un long article sur ce sujet. Les Juifs qui ont commis un péché et qui ont été convertis ne peuvent se libérer des liens du judaïsme.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): En conséquence, selon vous, tous les chrétiens et tous les musulmans sont des Juifs ?

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions ?

Le rabbin FISHMAN: C'est votre avis, pas le mien.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande votre avis ?

Le PRÉSIDENT: Nous nous contenterons de cette réponse. Y a-t-il d'autres questions à poser au rabbin Fishman ? Je vous remercie et nous terminerons maintenant l'audition de l'Agence juive.

Je suspens la séance pendant dix minutes. Après la suspension nous entendrons les représentants de *Vaad Leumi*.

La séance est suspendue pendant dix minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Nous entendrons maintenant les représentants de *Vaad Leumi*. Si je comprends bien c'est M. Ben-Zevie, le Président de *Vaad-Leumi*, qui va prendre la parole le premier.

M. Ben-Zevie (*Vaad Leumi*): Nous sommes une délégation de quatre personnes.

Le PRÉSIDENT: Vous pouvez vous installer à la table puisque vous allez prendre la parole. Il n'est pas nécessaire que tous restent sur l'estrade lorsqu'un seul a la parole. Vous serez appelés chacun à votre tour.

M. BEN-ZEVIE (*Vaad-Leumi*): Permettez-moi tout d'abord de transmettre les remerciements de la *Yishuv*, à vous, Messieurs les représentants des Nations Unies qui êtes venus de l'Occident et de l'Orient pour établir la vérité sur cette terre et sur le problème unique au monde, qu'elle pose. Nous apprécions à sa juste valeur le dérangement qui en est résulté pour vous; nous apprécions particulièrement l'intérêt que vous avez montré pour les établissements de colonisation juive tant ruraux qu'urbains. Vous avez vu les lieux saints qui vous ont rappelé les millénaires d'histoire de ce pays, de passé historique juif et vous avez vu la génération des pionniers qui préparent la route de l'avenir. Nous vous saluons au moment où vous entreprenez de porter devant les Nations Unies le problème du peuple d'Israël et de la terre d'Israël.

Vaad-Leumi, le Conseil général de la communauté juive de Palestine, représente la totalité d'une communauté (*Yishuv*) organisée de plus de 600.000 Juifs. Chacun des 340 établissements de colonisation rurale et urbaine, fait partie de *Knesset Israël*, qui est le nom de la communauté juive organisée. Tous les quatre ans on procède à des élections générales pour constituer l'assemblée élue qui est l'organe parlementaire suprême du *Yishuv*. Les dernières élections nationales ont eu lieu en août 1944; le nombre des électeurs était de 300.000 dont 67 pour 100 ont participé au scrutin. Nous sommes la seule organisation élue sur une base démocratique, autorisée à parler au nom des Juifs de Palestine.

Nous vous avons présenté un certain nombre de notes traitant de l'histoire, de l'autonomie locale, des services sociaux et des caractéristiques de la législation d'exception (*Emergency legislation*). Mes collègues, ici présents, complèteront l'information donnée et répondront aux questions que cette information a pu susciter :

Le Docteur Eliash, notre conseiller juridique honoraire, membre de la délégation, ici présent à ma droite, parlera de l'attitude de la Yishuv en présence des problèmes qui se posent actuellement à la Palestine. Dr Katznelson, membre du Comité exécutif de *Vaad Leumi*, chargé de la santé et de l'assistance sociale, lui succèdera, et M. David Remez, Président de *Vaad Leumi*, résumera et tirera les conclusions de notre déposition.

Quant à moi, je désire compléter les données historiques.

Notre droit à la Palestine repose sur notre histoire nationale. Comme toute autre nation, nous pouvons prétendre avoir un droit élémentaire à l'indépendance et nous nous joignons à l'Agence juive pour demander la création d'un Etat juif en Palestine. Bien que, au cours de notre histoire, nous ayons perdu l'indépendance, nous n'avons jamais abandonné notre entité nationale, nous n'avons jamais cessé d'espérer en notre retour à la Terre Promise et en la renaissance de notre Etat. Une seule fois dans l'histoire, cette terre a été un état indépendant—au temps du royaume d'Israël. Les habitants qui occupaient la terre avant qu'y vinssent les enfants d'Israël n'avaient jamais réussi à faire de la Palestine une unité politique et culturelle. Les Saintes Écritures et la tradition historique de notre nation nous parlent de l'Etat juif, établi non seulement sur la base d'une communauté d'origine, mais aussi sur la base d'une communauté de religion, de culture, de langue et d'idéal. L'Etat juif de Palestine a existé pendant presque onze siècles avec de courtes interruptions, depuis les jours de Saül et David jusqu'aux jours les plus sombres de la destruction du temple par les Romains en l'an 70 de l'ère chrétienne. En dépit de la chute de l'Etat indépendant, la masse de la population juive de Palestine a survécu pendant presque six autres siècles et des survivants épars se sont accrochés à leur terre et se sont obstinés à préserver les traditions de leur peuple. Aucun des conquérants qui ont occupé le pays au cours de l'histoire, que ce soient les Romains, les Arabes, les Mongols, les Mameluks ou les Turcs, ne s'est soucié d'établir un Etat ou n'a réussi à le faire, à l'exception du Royaume latin qui, pendant quatre vingt-dix ans seulement, a réalisé l'unité du pays.

Nous croyons fermement que la restauration de l'indépendance de la Terre d'Israël est la destinée historique du peuple juif tout entier.

Dans notre ouvrage appelé *Three Historical Memoranda (Trois Notes Historiques)*, nous prouvons que la Nation juive n'a jamais cessé d'entretenir des rapports avec la Palestine. Dans un chapitre spécial, qui a trait à la continuité de la colonisation juive en Palestine, nous prouvons qu'il existait une population juive en Palestine, se perpétuant de génération en génération, qui n'a jamais abandonné la Terre sainte et son sol. En outre, des vagues d'immigration ont continué à venir de l'ouest aussi bien que de l'est et des communautés juives d'Orient. C'est un fait historique que, pendant des siècles de domination arabe, pendant les croisades et au cours de la période turque, le pays est resté une terre désertique frappée par la maladie, et qu'une population de 3.200.000 au début du septième siècle a diminué progressivement jusqu'à 673.000 habitants à la veille de l'occupation britannique. Depuis lors, la population, dans son ensemble, a triplé; et le Yishuv, c'est-à-dire la population juive, est passée de 60.000 à 640.000. Le secteur arabe a suivi un rythme d'accroissement analogue en raison à la fois de l'augmentation naturelle et de l'immigration d'étrangers venant des pays arabes voisins. La population de ce secteur s'est augmentée d'environ 600.000 âmes pendant ce temps. Il est à remarquer que la population du pays voisin de Transjordanie ne s'est pas augmentée ni développée de la même façon, alors que la Transjordanie se trouvait sous le même mandat britannique, que la situation générale n'était pas très différente de celle de l'ouest de la Palestine et que les ressources naturelles y étaient plus abondantes.

Que représente pour nous la Palestine et que représente-t-elle pour les Arabes? Pour nous, c'est l'unique refuge, le havre de grâce et le seul espoir pour notre nation dispersée alors que pour les Arabes, c'est une partie négligeable des vastes territoires arabes. Comparée aux seuls territoires arabes de l'Asie, elle représente 0,8 pour 100 et si nous comptons les pays arabes d'Afrique, la Palestine ne représente que 0,4 pour 100. Même les pays arabes dotés de ressources naturelles, comme l'Irak, ont une densité de population de 8 habitants par kilomètre carré; la Syrie, 15 habitants par kilomètre carré. Les grands territoires arabes et leurs ressources naturelles permettent une augmentation énorme de la population arabe; cette population, pour son développement, n'a pas besoin de compter sur ce petit pays de 27.000 kilomètres carrés, alors que les seuls pays arabes d'Asie représentent une superficie de 3.226.000 kilomètres carrés avec une population totale de 14.000.000 d'habitants seulement.

Pendant la période de l'administration sous mandat, les Juifs ont entrepris des efforts suprêmes pour équiper le pays, croyant que la reconstruction serait favorisée et encouragée par la Puissance mandataire, conformément à la lettre et à l'esprit du mandat. Au contraire, la politi-

que définie par le Livre Blanc de 1939 visait à arrêter tout développement, toute immigration et colonisation ultérieure du pays. Nous sommes convaincus que si nous avions eu la liberté de prendre en charge nos propres affaires, des centaines de milliers d'habitants auraient pu être amenés en Palestine et sauvés. Nous nous trouvons maintenant en présence du fait que plus d'un million de ceux qui ont survécu à l'enfer nazi sont condamnés au désespoir absolu si on ne leur accorde pas des possibilités d'immigration immédiate. Les liens indissolubles qui les unissent à nous, parmi lesquels ils comptent de nombreux parents, — et leur désir frustré de nous rejoindre, augmentent leur angoisse. Les foyers du Yishuv restent ouverts dans toute colonie, dans tout village, dans tout foyer urbain pour recevoir nos frères épargnés.

En ce moment, la situation des minorités juives des pays voisins empire rapidement sur les plans politique, culturel et économique. La mise en valeur, au cours des dernières vingt-cinq années, des pays arabes nouvellement créés ne laisse aucune chance aux minorités non-arabes, qu'elles soient assyriennes, kurdes ou juives. L'unique espoir des minorités juives réside dans l'exode.

Nous en appelons à vous pour ouvrir les portes de notre pays.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de conclure par une citation du prophète Esaïe qui, il y a trois mille ans a prophétisé (62.10): "Franchissez, franchissez les portes! Préparez un chemin pour le peuple! Frayez, frayez la route, ôtez les pierres! Elevez une bannière vers les peuples! Voici ce que l'Eternel proclame aux extrémités de la terre: Dites à la fille de Sion, voici, ton sauveur arrive."

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur Ben Zevie.

Je donne la parole à M. Eliash.

M. ELIASH: Il y a environ seize mois, en mars 1946, notre délégation a pris place à cette table et a plaidé la même cause qu'aujourd'hui. Elle s'efforçait alors d'expliquer l'attitude de la Yishuv dans les questions de politique générale, et elle doit de nouveau expliquer aujourd'hui son attitude quant aux problèmes qui se posent à la Palestine.

Je suis sûr qu'après tout ce que vous avez entendu dire aux différents témoins qui ont exposé devant vous la question juive, vous devez être convaincus que quiconque aurait prédit, il y a seize mois, que les hommes qui languissaient dans les camps de concentration, maintenant appelés centres de rassemblement, passeraient un autre hiver et envisageraient la perspective d'un troisième hiver, aurait été traité ici de faux

prophète ou peut-être, dans ces temps modernes, devrais-je dire, de "faux expert". Mais nous comparaissons encore devant vous pour expliquer l'attitude du Yishuv à l'égard de ces questions.

Le Yishuv, terme que l'on applique généralement à la population juive de Palestine, est, d'une part, une sorte de maillon, le maillon actuel de la longue chaîne de générations juives de Palestine, la génération qui revient à sa vie nationale, à son foyer national qui doit être reconstitué en Palestine.

Elle incarne d'autre part le foyer national moderne créé par la Déclaration Balfour et elle résulte de l'entreprise de reconstruction de la Nation juive à laquelle nos fils et nos filles ont répondu de l'est et de l'ouest, du nord et du sud, en contribuant à créer le Yishuv actuel.

Vous pouvez bien vous demander pourquoi nous, la poignée de Juifs de Palestine, nous prenons sur nous de venir devant vous pour plaider une cause qui a déjà été si éloquemment exposée par les représentants — les représentants pleinement accrédités — du peuple juif dans son ensemble. Je puis vous dire que c'est parce que, nous qui sommes en Palestine, nous nous considérons comme les gardiens de certaines valeurs, de certaines valeurs créées ou recrées pour les Juifs de l'extérieur.

Je vois que dans le rapport du Comité anglo-américain, il est déclaré qu'un témoin juif a dit devant la Commission que le peuple de Palestine se considère comme "l'avant-garde d'une armée en marche". Cette déclaration, je le crains, ne représente pas exactement ce que prétend être le Yishuv. Nous sommes ici les initiateurs d'une tâche, en notre qualité de personnes à qui est échu le privilège de commencer un travail et de le faciliter à nos successeurs. Et c'est pourquoi nous estimons qu'il est à la fois oiseux et vain de discuter sur la question de savoir si le foyer national est déjà créé. Il serait tout aussi vain et tout aussi oiseux de discuter sur la question de savoir si un enfant a déjà atteint l'âge d'homme avant de décider de le mettre dans le plâtre. Car c'est ainsi que nous interprétons l'abandon de la politique du mandat; on cristallise notre foyer national de façon à le pétrifier; on considère qu'il s'est suffisamment développé de façon à pouvoir le paralyser; on considère qu'il a suffisamment grandi de façon à l'estropier et à le mutiler.

Nous, le Yishuv de Palestine, nous sommes venus pour faire constater que l'immigration en Palestine est considérée par nous comme un apport vital de sang, comme l'essence même de notre existence et de la continuité de notre développement. Il peut paraître sans doute étrange qu'une entité économique n'estime pas devoir préconiser l'élimination de la concurrence; que

les membres des professions libérales, les syndicats, les commerçants, les artisans ne viennent pas dire: "Nous ne voulons pas que l'on vienne nous faire concurrence." Peut-être est-ce également un fait unique, parmi tant d'autres, en cette affaire palestinienne, que le Yishuv ne souffre pas seulement des prescriptions du Livre Blanc parce que les parents ne peuvent pas être réunis, parce qu'on prolonge l'attente des familles qui ont attendu pendant des années pour revoir les survivants, les uniques survivants qui ont échappé à l'holocauste d'Europe; mais aussi parce qu'elle se considère également comme arrêtée dans sa croissance, privée de l'afflux d'un sang neuf, d'une énergie nouvelle, des forces qui l'aident à exister et à continuer à s'accroître.

Les conditions sont telles aujourd'hui en Palestine que si un homme accueille chez lui sa propre femme, qui peut-être arrive en Palestine au sortir d'un camp de concentration, mais n'a pas obtenu l'autorisation nécessaire, il tombe sous le coup de la loi pour avoir aidé un immigrant illégal et s'expose à une peine de huit ans de prison et mille livres d'amende. Ceci est stipulé dans les *Emergency Defense Regulations*; d'où cette étrange situation qu'il en coûte moins de donner asile chez soi à un meurtrier, et que l'on ne s'expose dans ce cas qu'à trois ans de prison. Qui plus est, si ce meurtrier se trouve être un proche parent, on ne s'expose à aucune poursuite; mais si on accueille un immigrant illégal, quel qu'il soit, la peine qui peut frapper l'auteur de ce détestable délit est de huit ans de prison et mille livres d'amende.

C'est dans ces conditions que le Kishuv a vécu pendant les huit ou neuf dernières années, et ce sont elles que nous sommes venus vous exposer. Le même Livre Blanc ne laisse aux Juifs la possibilité d'acquérir des terres que sur $2\frac{1}{2}$ pour 100 du territoire palestinien. Vous vous demanderez peut-être pourquoi ce chiffre de $2\frac{1}{2}$ pour 100, et non de 5 pour 100, comme il a été énoncé par d'autres témoins précédemment entendus; c'est parce que la moitié de cette zone appartenait déjà à des Juifs, la moitié de ce que l'on appelle la zone libre. Mais ce qu'il y a de remarquable dans cette disposition est également ceci: le législateur n'a pas, dans sa sagesse, décidé qu'une certaine portion du territoire palestinien serait réservée à la colonisation juive et une autre à la colonisation arabe. Le législateur a entièrement exclu les Juifs de 95 pour 100 du territoire et a laissé 5 pour 100, ou plus exactement $2\frac{1}{2}$ pour 100, comme je l'ai expliqué, à la libre concurrence et pas seulement à la libre concurrence palestinienne, puisqu'il est loisible à tout capitaliste syrien ou égyptien de placer son argent en terres qui ne peuvent manquer d'augmenter de valeur du fait que les Juifs doivent les acquérir à tout prix. Les choses ont été arrangées de telle sorte que toute l'énergie arabe, tous les moyens financiers, toutes les ressources de la

propagande politique peuvent être mobilisés pour empêcher la vente aux Juifs de ces $2\frac{1}{2}$ pour 100 du territoire. La situation est telle que quiconque met ses terres en vente peut être empêché, soit par la persuasion, soit par l'intimidation, de les vendre aux Juifs qui sont libres de les acheter s'ils en ont les moyens.

De plus, le Yishuv éprouve aujourd'hui, ainsi qu'on vous l'a déjà exposé, les plus vives inquiétudes au sujet de la législation qu'on se propose d'adopter en ce qui concerne les ressources hydrauliques de la Palestine. Il ne s'agit pas des ressources hydrauliques de surface qui sont sous l'autorité directe du Haut Commissaire et pour lesquelles on n'envisage aucune législation, mais des ressources hydrauliques souterraines qui sont créées par un effort particulier; pour elles aussi les pouvoirs les plus étendus seront exercés par des fonctionnaires dont les décisions seront sans appel et le Yishuv redoute très sérieusement que ce soit là un nouveau moyen de freiner ses activités et de limiter son expansion. Le Livre Blanc a été présenté au Yishuv comme lui donnant un statut de minorité en Palestine et je crois que la Commission d'enquête anglo-américaine a employé le mot "terreur" en disant "la communauté vit dans la terreur de rester une minorité et peut-être une minorité qui diminue de façon continue dans le pays". On a offert des garanties à cette minorité et peut-être n'est-il pas déplacé que je mentionne un exemple de garantie qui s'est révélé, à l'usage, n'offrir qu'une très faible protection.

Le mandat pour la Palestine qui fut approuvé par cinquante nations, contenait dans son article 15 la garantie qu'aucune législation ne serait adoptée en Palestine, si elle tendait à établir des discriminations entre les habitants de la Palestine pour des motifs de race ou de religion. L'ordonnance en conseil pour la Palestine offrait une garantie complémentaire en prévoyant dans l'un de ses articles — ou plus exactement dans trois de ses articles — que le Conseil législatif de Palestine ne pourrait adopter de loi établissant des discriminations entre les habitants du pays. A un autre endroit, il stipulait que le Haut Commissaire ne pourrait adopter de loi de cette nature et enfin dans la section 89, que Sa Majesté se réservait le droit de légiférer en Palestine, mais dans le cadre des dispositions du Mandat.

Et cependant, la même ordonnance en conseil a été amendée par l'insertion de cet article 16 d) qui établit des discriminations entre le peuple de Palestine pour des motifs de race et de religion et limite pour les Juifs le droit d'acheter des terres, même à d'autres Juifs, si ces terres se trouvent dans la zone A.

Nous vivons actuellement dans une période de l'histoire où les peuples et les gouvernements prennent rapidement des structures nouvelles et

nous avons sous les yeux l'exemple de deux sections d'un grand peuple qui se sont unies afin de lutter ensemble pour leur liberté,—l'une de ces sections contenant une minorité très importante et très puissante,—et qui ont décidé de ne compter à l'avenir sur aucune garantie. Cela peut servir de très utile indication au peuple juif sur la valeur des garanties données à une minorité vivant au sein d'une majorité. De plus, le Yishuv se voit chargé des fonctions qui sont le propre d'un Etat véritable. Il doit assurer ses propres services sociaux, et, à ce propos, je me permettrai de dire quelques mots au sujet des impôts qui ont fait l'objet des questions de ce matin.

Quand on parle de la situation en Palestine, il est inexact de dire, d'une part, que la communauté juive paie les impôts et que, d'autre part, il y a partage égal des services sociaux, — ce qui avantage la communauté arabe par le seul jeu de la loi du nombre. Si on invoque le principe que les riches doivent être imposés pour que les pauvres puissent bénéficier des services sociaux, on peut aussi se demander s'il existe un pays au monde où les riches sont imposés et reçoivent ensuite pour réponse "de l'eau" ? Nous ne vous en donnerons pas. Nous n'allons pas vous donner d'écoles, parce que vous êtes riches. Nous ne vous donnerons pas d'hôpitaux, parce que vous pouvez vous en construire vous-mêmes". Il me semble que si le principe de l'imposition des riches est courant, celui de fournir sur un pied d'égalité les services essentiels aux riches comme aux pauvres l'est également. Et même si le mythe, selon lequel la communauté juive est riche et la communauté arabe pauvre, est pleinement et scientifiquement établi, l'iniquité qui consiste à imposer la communauté juive et à lui dire ensuite de pourvoir elle-même à son éducation, à sa santé et à ses autres besoins appelle, à mon avis, certains commentaires.

Mais en plus des fonctions relatives à l'entretien de la communauté comme telle, il est évident que les Juifs de Palestine auront leur part—et ce sera cette fois la part du lion—dans le reclassement des restes épars du peuple juif actuellement en Europe. Ils devront le faire en tant que peuple et non pas en tant que communauté. Il leur faudra trouver place parmi d'autres nations qui reçoivent l'aide de nations plus riches et plus heureuses pour relever leur propre peuple et, dans la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement—celle d'une communauté qui n'est pas considérée dans le monde comme une nation—nous serons certainement incapables de remplir ce devoir.

Nous nous trouvons complètement sans défense aussi dans les questions d'action politique ainsi qu'en face des réactions de certains de nos voisins. Vous avez entendu parler du boycottage de nos produits; vous savez combien il est difficile pour nous de traverser les pays voisins et

l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'obtenir un visa pour un enfant qui doit traverser un pays qui ne tient pas à ce que de nouveaux Juifs viennent en Palestine. Nous sommes entièrement sans défense à cet égard. Nous ne pouvons ni suggérer la réciprocité, ni recourir en tant que Juifs à des mesures analogues pour obtenir l'abolition de celles qu'on exerce contre nous, et c'est seulement le jour où nous pourrions agir en tant que nation que nous pourrions nous défendre contre ces discriminations.

Un autre résultat de cette politique—peut-être le plus tragique pour nous, peuple de Palestine—le cancer qui ronge notre chair—,c'est le terrorisme dont nous entendons souvent accuser la communauté juive toute entière, et qui aboutit à ce que nos propres enfants se sont détournés des principes de leurs pères. Des générations de Juifs leur ont enseigné le grand commandement: "Tu ne tueras point"; et le Yishuv est partagé et déchiré entre le désir d'éliminer ce cancer et l'impossibilité de coopérer avec un gouvernement dont la politique officielle est la volonté, ouvertement proclamée, de nous condamner à la condition de minorité dans ce pays. Il en est résulté que nous vivons depuis des années sous un régime d'*Emergency Defense Regulations*. Vous constaterez que ces ordonnances sont devenues une partie fort importante du code palestinien. Elles ont eu l'honneur d'une publication spéciale du gouvernement où elles se trouvent toutes réunies jusqu'au 2 mars 1947. Depuis, d'ailleurs, leur nombre a encore grandi. Elles ont été modifiées et amendées. Vous verrez, en les examinant, que les lois peuvent être promulguées oralement, sans aucune publication; qu'elles peuvent être contraires à n'importe quelles autres lois du pays et cependant avoir plein effet. Les lois qu'elles modifient peuvent même être des ordonnances en conseil, cette grande source de garanties. Vous constaterez que la propriété et la liberté ne sont pas convenablement protégées. Par suite, des centaines de personnes sont retenues dans des camps de détention. Le fait que certaines d'entre elles sont graduellement relâchées à mesure qu'avancent les enquêtes, prouve avec évidence que beaucoup d'entre elles sont innocentes.

Est-ce ce régime que l'on doit perpétuer ? Est-ce un régime auquel on ne peut trouver aucune solution ? Nous sommes venus ici pour demander avec instance que la solution soit radicale et rapide. La conscience organisée de l'humanité a trouvé possible de rendre justice aux Juifs pris individuellement, dans presque tous les pays. Dans chacun de ces pays, les grands idéaux de la Révolution française ont enseigné au monde la liberté, l'égalité et la fraternité en ce qui concerne les Juifs pris individuellement. Peut-être les grands idéaux qui animent aujourd'hui les Nations Unies enseigneront-ils à la conscience organisée de l'humanité à leur

rendre justice en tant que peuple. Alors on nous donnera en Palestine non pas le statut de communauté purement religieuse, comme c'est le cas aujourd'hui, mais on nous reconnaîtra comme le peuple d'Israël sur la terre d'Israël.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Docteur Eliash.

Je donne la parole au Docteur Katznelson.

Le Docteur Katznelson prend place à la table de la Commission.

Le Docteur KATZNELSON: Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, dans la note sur "La communauté juive de Palestine et ses services sociaux" que nous vous avons soumis, nous avons décrit la structure de la communauté juive de Palestine, son autorité et ses fonctions, ainsi que le développement de ses services sociaux: éducation, santé publique et prévoyance sociale. Cette note expliquait comment le poids de ces services, qui ont atteint le niveau habituel dans les communautés civilisées est supporté presque entièrement par le Yishuv sans que le Yishuv reçoive l'aide qui conviendrait de la part du Trésor et sans qu'il possède même l'autorité nécessaire pour réunir des fonds au moyen d'une taxation progressive, telle qu'un impôt spécial sur les revenus des membres de la communauté.

Le but de ma déposition est d'illustrer cet état de choses par une description plus détaillée et concrète de la situation.

Les services sociaux ont toujours occupé une grande place dans les préoccupations de la communauté juive et de ses autorités locales et nationales. L'éducation de la jeune génération, la santé des habitants, les secours aux nécessiteux ont depuis longtemps cessé d'être considérés par le Yishuv comme l'affaire d'organisations privées et de sociétés philanthropiques. Le Yishuv considère ces tâches comme un devoir public incombant aux autorités centrales et locales et il demande une juste répartition entre ces deux éléments de la charge pécuniaire à supporter. Il le demande en vain. Le Gouvernement de la Palestine considère le Yishuv essentiellement comme une source de revenus et veut considérer l'énergie que le Yishuv déploie pour faire face à ses besoins comme une raison suffisante pour le priver de la part des ressources financières qui devrait lui revenir.

Voici quelques chiffres.

Les services sociaux juifs ont dépensé plus de six millions de livres en 1945-1946, soit environ dix livres par tête, ce qui est une somme normale dans une communauté avancée et n'est certainement pas élevé si l'on tient compte des conditions dans lesquelles vit et se développe la communauté juive en Palestine. Comment le Gouverne-

ment et le Yishuv partagent-ils leur contribution à ces dépenses? Non pas à égalité comme cela est normal en Angleterre et dans d'autres pays, mais dans une proportion de 5 et de 95 pour 100. Et ces 95 pour 100 ne proviennent pas, comme beaucoup paraissent le croire, d'importantes sources extérieures; 13 pour 100 seulement de la somme totale viennent de l'étranger; le reste est fourni par le Yishuv lui-même. Voici un graphique qui indique clairement cette proportion ou plutôt cette disproportion entre les ressources, selon leur origine. Les dépenses faites pour les services sociaux juifs en 1945-1946 sont classées d'après les sources de revenus. La communauté juive de Palestine a fourni 82 pour 100; les institutions juives de l'étranger, surtout les institutions américaines y compris l'Hadassah, 13 pour 100, le Gouvernement de Palestine 5 pour 100.

Cette disproportion est encore plus marquée dans le budget du Yishuv pour la santé publique, si on le prend séparément. Sur les trois millions de livres dépensés par ce service, 1,6 pour 100 seulement provient du gouvernement. Dans ce budget également, les ressources en provenance de l'extérieur sont minimales. Vous avez vu l'hôpital de l'Université Hadassah sur le mont Scopus et vous vous êtes rendu compte de l'œuvre splendide qu'il accomplit, mais la contribution de l'Hadassah d'Amérique au budget de l'Yishuv pour la santé publique représente moins de 10 pour 100 du total. Et cette contribution ne vient pas de riches personnes d'Amérique; elle est le produit de l'effort volontaire des deux cent mille membres de l'Hadassah. La principale source d'où proviennent les revenus de nos services de santé sont les cotisations payées par les travailleurs juifs pour leur assurance maladie.

Vous avez sous les yeux le budget de la santé publique du Yishuv (voir le graphique à la page 16: "La santé de la Palestine en chiffres"); il est compris dans la somme de six millions de livres indiquée plus haut. Le budget de la santé publique se monte à environ trois millions de livres par an et provient pour 90,2 pour 100 du Yishuv, pour 8,2 pour 100 de contributions juives de l'extérieur—presque entièrement le Hadassah américain—et pour 1,6 pour 100 du Gouvernement de Palestine.

Comme je l'ai dit, la principale source de revenus pour nos services de santé est constituée par les cotisations d'assurance-maladie payées par les travailleurs juifs—les membres de la Caisse ouvrière d'assurance-maladie, appelée en hébreu Kupat Holim; par les paiements effectués par les malades et dans une moindre mesure, par des taxes municipales. En 1946, les dépenses du Kupat Holim qui assure pratiquement la totalité de la population laborieuse juive—environ 50 pour 100 de la communauté—ont été de 1.900.000 livres palestiniennes. La santé

du travailleur est un capital national—définition acceptée par les conférences internationales du travail—et il serait naturel de partager les dépenses également entre les trois éléments intéressés: le travailleur, l'employeur et le Gouvernement. Cependant, la proportion est de 82, 16 et 1, et même ce pourcentage n'a été obtenu que récemment sous la forme d'une petite donation aux hôpitaux du Kupat Holim.

Tel est le graphique illustrant la situation de la principale institution médicale de ce pays qui, comme je l'ai dit, a dépensé l'année dernière, en 1946, 1.900.000 livres palestiniennes, dont 82 pour 100 ont été versés par les travailleurs eux-mêmes, 16 pour 100 par les employeurs — volontairement, car il n'existe aucune législation à cet égard — 1 pour 100 par le Gouvernement, — pour 100 provenant de diverses autres sources.

Dans la note que nous vous avons présentée, on soulignait que pendant des années, le Gouvernement avait été prié en vain par le Vaad Leumi de venir en aide au Kupat Holim par la promulgation d'une législation sociale appropriée et par une participation aux frais d'entretien des services. Les extraits ci-dessous de lettres adressées par le Département de la Santé du Gouvernement au Vaad Leumi en réponse aux représentations de ce dernier en la matière, marquent bien l'attitude du Gouvernement:

"... Le Département estime (c'est-à-dire le Département de la Santé) qu'une législation qui impliquerait des contributions, obligatoires en faveur de l'Assurance-Maladie, si désirable qu'elle puisse être pour les travailleurs juifs, ne serait pas acceptée favorablement par la majorité des travailleurs de ce pays" ... et

"... le Gouvernement estime que la phase de développement atteinte jusqu'ici par la Palestine ne permet pas l'adoption d'un plan général d'assurance sociale, et, en l'absence d'un tel plan, on comprendra que le Gouvernement ne puisse équitablement apporter sa contribution à un fonds entretenu pour le bénéfice d'une partie seulement de la population".

En fait, cette attitude signifie que le Gouvernement esquivé ses devoirs élémentaires envers la santé d'une large communauté laborieuse et qu'il a placé sur les épaules de cette communauté la charge de pourvoir entièrement à ses besoins médicaux. La bonne volonté dont fait preuve le travailleur pour payer des cotisations disproportionnées avec son salaire réduit, afin de s'assurer les soins nécessaires s'il tombe malade, est une étrange raison pour refuser de l'aider en prélevant une part quelconque sur les fonds publics.

Quand à la mesure dans laquelle le Yishuv profite de services sociaux du Gouvernement,

elle est réduite: le système d'instruction publique du Gouvernement est, ainsi que vous le savez, purement arabe et les services sanitaires du gouvernement ne répondent aux besoins du Yishuv que dans une faible mesure. Moins de 6 pour 100 de tous les malades juifs admis dans les hôpitaux et seulement 3 pour 100 de tous les malades juifs qui viennent en consultation dans les dispensaires sont soignés dans les institutions du Gouvernement.

Voici le graphique illustrant la situation des malades juifs hospitalisés en Palestine (page 12 de "la Santé de la Palestine en chiffres"). 52.000 malades juifs sont traités annuellement dans les hôpitaux. Sur ces 52.000, 48.000, soit 92,1 pour 100 sont traités dans les hôpitaux juifs, moins de 3.000, 5,5 pour 100 dans des hôpitaux du Gouvernement, 2,4 pour 100 dans des hôpitaux non juifs, c'est-à-dire dans des hôpitaux des missions. Telle est la situation en ce qui concerne l'hospitalisation des malades juifs.

Le graphique suivant (page 13 de "La Santé de la Palestine en chiffres") fait ressortir la grande pénurie de lits dans nos hôpitaux. Dans les hôpitaux juifs, les lits sont occupés chaque jour dans une proportion supérieure à 100 pour 100, et c'est là une moyenne. Cela signifie qu'il y a des jours où de nombreux lits supplémentaires sont placés dans les corridors; dans les hôpitaux du Gouvernement, la proportion des lits occupés est de 75 pour 100 dans les hôpitaux des missions elle n'est que de 50 pour 100 environ. La pénurie de lits est une source constante de souffrance pour des centaines de malades parmi lesquels on rencontre de nombreux cas graves dont les hôpitaux doivent pourtant refuser l'admission. La répartition des malades extérieurs juifs traités dans les dispensaires des diverses institutions est indiquée dans le graphique de la page 14 de "la Santé de la Palestine en chiffres": 95,4 pour 100 sont traités dans des dispensaires juifs, 3,1 pour 100 dans des dispensaires du Gouvernement et 1,5 pour 100 dans des dispensaires des missions (dispensaires non juifs).

Je désire indiquer que tous les chiffres donnés ici sont les chiffres du Gouvernement. Ils sont compris dans la brochure que nous avons distribuée aux membres de la Commission et qui fait mention des sources; ce sont toutes des sources officielles.

Un des traits les plus caractéristiques de la politique sanitaire du Gouvernement est son attitude à l'égard du corps médical juif. Les médecins juifs constituent environ 90 pour 100 du corps médical en Palestine, mais quelle est leur part dans les services de santé du Gouvernement? Sur un total de 13 fonctionnaires supérieurs du service de santé, il n'y a pas un seul Juif, tous sont britanniques ou arabes, et sur 25 médecins de première classe, 20 sont

Arabes et 5 seulement sont Juifs. Ces derniers ont été nommés il y a quelques mois seulement, peut-être par suite de pressions de la part du *Vaad Leumi*.

Voici un graphique illustrant la situation (page 15 de "la Santé de la Palestine en chiffres"). Vous y voyez que, parmi les 2.700 médecins de Palestine, environ 2.400 — presque 90 pour 100 — sont Juifs et environ 10 pour 100 non Juifs.

Cependant, parmi les 13 fonctionnaires supérieurs du service de santé du Gouvernement, il n'y a pas un seul Juif, et sur les 25 médecins de première classe il n'y a que 5 Juifs. Et cela à une époque où les médecins juifs ont acquis un grand renom parmi les Arabes de Palestine ainsi que dans les pays voisins. Selon les chiffres officiels dont on dispose, environ 2.500 malades non juifs sont traités chaque année dans les hôpitaux juifs et de nombreux milliers de malades extérieurs non juifs se font soigner dans les dispensaires juifs. A ce propos, il est intéressant de noter que même après le boycottage officiel des médecins juifs décrété il y a quelque temps par l'Association des médecins arabes, des malades arabes ont continué, comme par le passé, à venir dans les institutions médicales juives. J'ajouterai qu'à Jérusalem il y a plus d'Arabes à l'hôpital de l'Hassadah qu'il n'y a de Juifs dans l'hôpital du Gouvernement.

La politique sanitaire du Gouvernement place le Yishuv devant un dilemme des plus graves: soit de réduire ses services sociaux dans le domaine de l'éducation, de la santé publique et de l'assistance sociale, soit d'augmenter de plus en plus le taux des cotisations qui surchargent déjà les membres de la communauté juive. Le Yishuv essaie de suivre la deuxième voie en augmentant les cotisations d'assurance-maladie et les taxes municipales ainsi que le prix des services rendus, tels que les soins donnés aux malades, les frais d'écologie, les frais d'entretien dans les institutions de service social etc. . . . Cette méthode est en contradiction avec le caractère social de ces services et frappe durement les sections pauvres de la communauté. Ceci se fait sentir plus particulièrement dans les villes à population mixte ou pratiquement aucune aide dans le domaine du service social n'est accordée par les autorités municipales.

Alors que la politique du Gouvernement à l'égard de la communauté juive est de ne pas aider ceux s'aidant eux-mêmes, à l'égard de la communauté arabe elle est au contraire d'aider ceux qui ne s'aident pas. Tous les services sociaux arabes sont entretenus, à quelques exceptions près, par le Gouvernement. Les contributions apportées par les taxes locales et les cotisations sont insignifiantes. Au lieu de préparer la communauté arabe à prendre ses responsabilités dans les domaines financiers et administratifs,

grâce à la participation des autorités locales à l'entretien et à l'administration de ses services locaux, le Gouvernement la dispense de cette responsabilité. Au lieu d'encourager l'initiative arabe, le Gouvernement décourage l'initiative juive. Dans ces conditions, le Gouvernement ne peut évidemment faire face aux besoins de la population dans le domaine de la santé publique avec les fonds réduits dont il dispose pour ces services, même en négligeant ses devoirs envers la communauté juive. La faillite du Gouvernement dans deux branches de la santé publique qui aurait dû l'intéresser tout particulièrement est évidente; il s'agit de la lutte contre la tuberculose et des soins à donner aux malades mentaux.

En 1935, un expert du Gouvernement qui avait étudié la question de la tuberculose dans ce pays a déclaré ce qui suit:

"Le problème de la tuberculose dans toutes les communautés de Palestine est suffisamment grave pour justifier des mesures systématiques et modernes; le temps précieux perdu par suite de l'incapacité du Gouvernement de prendre des dispositions rigoureuses dans le passé rendant la situation d'autant plus critique."

Depuis ce rapport rien n'a été fait pour donner suite à ces recommandations. Bien plus, lorsque, l'année dernière, le Vaad Leumi a soumis au Gouvernement un plan pour la construction de deux hôpitaux pour tuberculeux — totalisant 400 lits — dont on a grand besoin pour répondre aux besoins les plus pressants de la communauté juive, et lorsqu'il lui a demandé de participer aux frais dans une proportion de 25 pour 100 — c'est-à-dire prenant à sa charge soixante-quinze pour cent de la dépense — le Gouvernement a repoussé cette demande.

La pénurie de lits pour les malades mentaux prend parfois l'aspect d'un scandale public. La décision, adoptée par le Gouvernement il y a quelque 20 ans, de créer un grand hôpital d'aliénés n'a pas encore eu de suite. L'inertie du Gouvernement devant ces besoins vitaux de la communauté est encore plus frappante lorsque l'on sait que les prévisions de recettes et de dépenses pour les années 1947-1948 indiquent, au 31 mars 1947, un excédent de recettes de 6.000.000 de livres.

Il est regrettable que le budget du Gouvernement pour la santé soit relativement faible, ne constituant environ que 5 pour 100 des dépenses totales. Le Gouvernement, on le sait, prétend qu'il ne peut consacrer de sommes plus importantes aux services sociaux par suite de dépenses considérables pour la sécurité; mais il est également établi que dans les années pacifiques, de 1931 à 1935 par exemple, le pourcentage des dépenses pour les services de santé n'était pas plus

élevé qu'à présent. En tout cas, même si l'on admet l'argument du Gouvernement, on peut se demander si c'est vraiment le contribuable juif qui doit supporter le poids de lourds impôts afin de permettre au Gouvernement de maintenir en Palestine un régime dépourvu de fondement constitutionnel ou moral.

Telles sont les conditions politiques et administratives dans lesquelles le Yishuv doit faire face à des besoins sans cesse grandissants; fournir des possibilités d'éducation à tous les enfants juifs dans un pays où l'instruction n'est pas obligatoire; assurer la santé des travailleurs dans un pays où l'assurance-maladie elle non plus n'est pas obligatoire; entretenir des services sociaux dans un pays où il n'existe aucune disposition législative en ce qui concerne la prévoyance sociale. Les fonds volontairement créés pour ces objets par la Fédération générale juive du travail tels que la caisse de chômage, la caisse d'invalidité, la caisse de pensions, etc. ne reçoivent absolument aucune aide ni du Gouvernement, ni des employeurs. Dans ces conditions, le Yishuv a dû, non seulement assurer l'entretien de ses services normaux, mais aussi, dès le commencement, surmonter les obstacles que les premiers colons rencontrèrent sur leur chemin, d'abord et surtout éliminer les dangers qui menaçaient leur santé et leur vie même, c'est-à-dire les maladies qui régnaient dans le pays. Les quelques cartes et graphiques que je vais vous présenter font ressortir certains des résultats obtenus dans ce domaine. Prenons d'abord le grand problème du paludisme: vous voyez ici une carte officielle établie sur la base d'une enquête du Gouvernement publiée avant la guerre (dernière carte de "La santé de la Palestine en chiffres"). C'est la Palestine en 1920. Les zones bleues sont les zones hautement paludéennes. Dans les zones bleues le taux d'infection était en 1920 de 50 à 100 pour 100. Le paludisme régnait également dans le reste du pays, mais le pourcentage était de 10 à 50 pour 100. C'est là le taux du paludisme en 1920 tel que le présente une carte officielle du Gouvernement de la Palestine.

Prenons maintenant une autre carte — la carte des colonies juives en Palestine depuis 1920. D'après les points bruns, vous pouvez voir que les colons juifs ont suivi presque exactement le tracé des zones hautement paludéennes. Ce que cela a signifié pour les colons juifs et le service de santé juif pendant les dernières vingt-cinq années est tout à fait évident.

Le graphique suivant montre les résultats de la lutte menée par les Juifs contre la paludisme pendant ces vingt-cinq années (page 9 de la "Santé de la Palestine en chiffres"). Cette lutte a commencé en 1922 avec la création d'un institut spécial pour la recherche en matière de paludisme. Vous voyez ici certaines des zones colonisées par les Juifs. Celles de l'Huleh, du Beisan

et l'Emek Hefer; vous verrez comment l'index du paludisme dans ces zones est tombé, au cours des ans, à un pourcentage presque négligeable — même dans la zone d'Huleh qui est loin d'être complètement colonisée.

Nous arrivons au graphique concernant une autre maladie, le trachome (graphique de la page 10 de la "Santé de la Palestine en chiffres") qui régnait à l'état endémique en Palestine après la première guerre mondiale et qui est aujourd'hui tombé à un taux presque négligeable chez la population juive. Il diminue également d'une façon constante chez les Arabes. Vous voyez deux lignes. L'une représentant la communauté juive dans son ensemble et l'autre les Juifs orientaux, tels que ceux de la communauté Tibérias qui avait 80 pour 100 de leurs enfants d'âge scolaire atteints de trachome et chez qui la proportion s'est presque abaissée aujourd'hui à la proportion moyenne dans la communauté juive de Palestine.

La ligne qui représente la population arabe indique une diminution des cas de trachome qui fait ressortir que les résultats obtenus par le Gouvernement dans les écoles arabes ont été en tout cas moins heureux que ceux obtenus par les Juifs et le trachome est revenu chez les Juifs d'Orient où sa fréquence chez les écoliers est la même que chez les Arabes.

Nous arrivons maintenant au graphique intitulé "Mortalité par suite de la fièvre typhoïde dans divers pays" (page 11). Ce tableau indique que les résultats des mesures anti-typhoïdiques sont décevants. La raison en est que nous n'avons pu exercer aucun contrôle sur le secteur arabe et sur les sources du mal. Vous verrez ici que, tandis que dans les pays occidentaux la fièvre typhoïde n'existe pas comme maladie grave, — la communauté juive d'ici est au rang des pays arriérés et la communauté arabe a le pourcentage le plus élevé de mortalité par suite de la typhoïde, près de deux décès pour mille habitants. La communauté juive a environ un cas pour mille par an, mais cela comprend également un grand nombre de cas de typhoïde qui auraient pu être évités par une campagne efficace contre cette maladie, par des mesures sanitaires, etc. Aujourd'hui nous sommes obligés presque chaque année de procéder à la vaccination systématique contre la typhoïde comme cela s'est fait dans l'armée pendant la guerre afin d'empêcher les épidémies. Par exemple, nous avons essayé de prévenir cette maladie en vaccinant tous nos écoliers; mais ce n'est certes pas le moyen de l'éliminer, c'est seulement un moyen d'empêcher les épidémies.

Je passe maintenant au graphique intitulé "Taux de mortalité" (page 3). Vous y voyez les taux de mortalité par mille habitants. La ligne la plus basse indique les Juifs de Palestine. La ligne juste au dessus indique les Musulmans de

Palestine. La ligne du haut indique l'Egypte. Vous pouvez voir que le taux de la mortalité pour les Juifs est tombé de 16 à environ 6,5 par mille habitants. Le taux de la mortalité chez les Musulmans est également tombé très rapidement et approche maintenant du taux européen de mortalité. Il fut un temps où le taux de la mortalité chez les Musulmans, il y a vingt ans, était plus élevé que le taux de mortalité en Egypte. Le taux de mortalité en Egypte est aujourd'hui presque au même niveau qu'il y a vingt ans. Tous ces graphiques, ainsi que je l'ai mentionné, sont fondés sur des chiffres officiels. En ce qui concerne l'Egypte, les chiffres officiels sont ceux du Gouvernement égyptien. Voyons maintenant le graphique intitulé "Taux de mortalité dans trente pays" (page 4). Ce graphique, je parle de celui qui indique la situation après la première guerre mondiale, montre la situation de la Palestine parmi trente pays. Au dessous, vous voyez la situation de la Palestine juste avant et après la deuxième guerre mondiale. Après la première guerre mondiale, il y a vingt-cinq ans environ, vous constaterez que les Juifs de Palestine occupaient une place moyenne parmi ces trente pays. Aujourd'hui ils sont arrivés à la première place. Comme je l'ai indiqué, le taux de la mortalité chez les Juifs de Palestine est l'un des plus bas du monde: 6,5. De même, le taux de mortalité chez les musulmans est passé de la seconde place à un taux beaucoup plus proche de celui des pays européens, laissant loin derrière lui presque tous les pays orientaux.

Je passe maintenant au graphique intitulé "Mortalité infantile en Palestine et en Egypte" (page 6). Ici encore, vous constatez la diminution presque parallèle de la mortalité chez les Juifs et chez les musulmans au cours des vingt dernières années. Ici également, le taux de mortalité en Egypte est resté à peu près ce qu'il était il y a vingt ans.

Passons au graphique intitulé "Mortalité infantile chez les Juifs orientaux et les Juifs européens de Palestine" (page 7). Les résultats importants dont fait état ce graphique montrent ce que l'on peut faire grâce aux méthodes modernes dans le domaine de la santé et plus particulièrement dans celui de la santé des enfants. Comme vous le savez, il y a en Palestine une proportion très importante de Juifs orientaux. Ces Juifs orientaux avaient un taux de mortalité infantile très élevé. Il était presque aussi élevé que dans le secteur arabe de la communauté. Aujourd'hui, grâce aux constants efforts des Services de prévoyance pour les enfants, de l'organisation médicale de l'Hadassah et d'autres organismes, il est presque tombé au taux de mortalité de la partie européenne de la communauté juive. Vous voyez ici les enfants juifs d'origine européenne et là les enfants juifs d'origine orientale — vous constatez facilement la différence. Une fois de plus, il convient de sou-

ligner ici que, chez les Juifs orientaux, le pourcentage des personnes très pauvres est très élevé et je dirais même plus élevé que la moyenne. Mais le graphique montre que la différence entre les taux de mortalité dans la classe riche et dans la classe pauvre peut être éliminée par des mesures sanitaires systématiques et généralisées.

Je passe maintenant au graphique intitulé "Mortalité infantile en Palestine" (page 8 de "La santé de la Palestine en chiffres"). Ce graphique indique la mortalité infantile jusqu'à l'âge de cinq ans. Les musulmans sont indiqués d'une part, les Juifs d'autre part. Chez les musulmans, sur mille nouveaux-nés environ cinq cents mouraient avant l'âge de cinq ans. Telle était la situation il y a quinze ans. Aujourd'hui, vous pouvez le constater, cette mortalité a diminué de moitié environ et elle n'est plus que de deux cent cinquante. Ceci pour toutes les villes de Palestine.

M. FABREGAT (Uruguay): Avez-vous dit deux cents?

M. KATZNELSON: Non, deux cent cinquante, environ la moitié du taux antérieur. Nous avons ici le taux de mortalité chez les enfants musulmans dans les districts purement arabes. Vous voyez ce qu'il était il y a quinze ans et ce qu'il est aujourd'hui. Mais si vous le comparez à celui des districts à population mixte, le sous-district rural de Jaffa et le sous-district rural de Haïfa, vous voyez les heureux effets de la colonisation juive sur le taux de mortalité infantile parmi les Arabes. Dans les districts purement arabes, ce taux est beaucoup plus élevé que dans les districts de Jaffa et de Haïfa à population mixte. Le taux de mortalité infantile parmi les Juifs est évidemment moins élevé, mais il est encore de cent décès avant l'âge de cinq ans. Il est tout à fait clair que le taux de mortalité parmi la population musulmane peut être encore diminué, si l'on permet à la colonisation juive de se poursuivre.

Je vais maintenant tirer les conclusions de mes déclarations. Que ressort-il des faits indiqués ci-dessus? A.—La communauté juive de Palestine a prouvé par un quart de siècle de travail constructif qu'elle était capable de créer et de maintenir, dans les conditions les plus défavorables, des services publics sur une échelle nationale pour le bénéfice de la population juive et du pays tout entier. B.—Les conditions politiques qui règnent dans ce pays sont en complète contradiction avec le caractère progressiste de la communauté juive et entravent sa faculté constructive de développer le pays pour lui permettre d'absorber l'immigration à un rythme correspondant aux besoins du peuple juif. C.—Dans l'état de choses présent le Yishuv est au centre d'un conflit constant entre ses besoins d'ordre

social qui sont ceux d'un Etat civilisé et ses possibilités qui sont celles d'une organisation bénévole. Il n'y a qu'un remède à la situation actuelle, qui est intolérable, c'est d'accorder à la communauté juive de Palestine un statut qui lui permette de remplir sa mission historique en créant un Etat juif en Palestine.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Dr. Katznelson, et je donne la parole à M. David Remez.

M. David Remez prend place à la table de la Commission.

M. REMEZ (Président du *Vaad Leumi*): Au moment où je vais résumer les dépositions faites au nom du Yishuv, je tiens à déclarer tout d'abord que la nouvelle de la venue de la Commission spéciale d'enquête des Nations Unies pour la Palestine a été reçue par le Yishuv avec espoir et foi, bien que nous soyons las des enquêtes. Plus de deux années ont passé depuis la fin de la guerre mondiale contre Hitler et nous n'avons vu en ce qui concerne le peuple juif qu'engagements rompus et promesses non tenues. Nous nous sommes dit "La question a été enfin évoquée devant le tribunal des Nations Unies et le jour est venu où sera rendu un verdict international". Vous avez pris la peine de parcourir le pays du nord au sud; vous n'avez pas craint d'entreprendre des voyages fatigants pendant nos chaudes journées d'été et nous vous en sommes reconnaissants. Nous pensons que ce que vous voyez de vos propres yeux est le meilleur témoignage en faveur de notre œuvre. Vous avez vu par vous-même quelle puissante volonté de vivre et quelle énergique impulsion créatrice animent ceux qui supportent la plus grande part du fardeau du travail nécessaire à notre renaissance. Ce ne sont pas des forces destructives, mais créatrices, celles qui n'ont jamais eu peur des sables ni des marais, des rochers ni du désert. Grâce à un effort soutenu de colonisation, toutes ces terres incultes ont été ouvertes à l'agriculture et peuvent faire vivre une population prospère. En vérité, nous ne formulons qu'une prière, c'est que vous, délégués des Nations Unies, vous compreniez la grande entreprise constructive, née des espoirs des générations passées, qui est aujourd'hui en train de s'accomplir. La responsabilité qui vous incombe, à vous et à ceux qui vous ont envoyés, est d'autant plus grande que le problème, si on l'aborde d'un point de vue international, peut être facilement résolu.

2. Les liens historiques du peuple juif et de sa terre ne sont pas des souvenirs momifiés du passé; ce sont ceux d'un peuple vivant qui a toujours conservé foi en sa délivrance et en sa renaissance. La mémoire du passé et les espoirs de l'avenir sont inséparablement liés. Sur ces deux rivages, le passé et l'avenir, déferlent les vagues de l'immigration juive, venant de tous les lieux d'exil et de tous les temps, bravant les

périls de la traversée et les formes diverses que prend, dans ce pays, un régime d'oppression. Le monde a reconnu ce lien unique et la Société des Nations avait donné son approbation expresse au mandat palestinien.

3. Le Yishuv est une communauté robuste qui, dès son origine, a appris à conserver son indépendance et à se défendre. Depuis le jour de la domination ottomane en Palestine il a subi de cruelles épreuves. Ceux qui étaient responsables du Gouvernement du pays n'ont pas toujours été capables ou fermement désireux de défendre les Juifs. Néanmoins, le Yishuv a pris racine; il a créé une agriculture nouvelle et une industrie nouvelle, fait revivre sa langue, créé des instituts scientifiques et il représente aujourd'hui une entité économique et culturelle se suffisant à elle-même et capable d'accomplir la mission historique que les nations du monde reconnaissent comme sienne—celle de rassembler dans leur patrie, les fils dispersés d'Israël. Quiconque n'accueille pas dans son foyer son frère malheureux et sans abri n'est pas un frère véritable et son foyer n'est pas un vrai foyer. Le nôtre, notre Foyer national, nous est fermé de l'extérieur et depuis deux ans nous nous sommes meurtri la tête à frapper contre les portes gardées par des flottes navales et aériennes. Ce serait pour vous un honneur, un privilège, délégués des nations, que d'ouvrir ces portes, immédiatement. Ne laissez pas le poison entrer plus avant dans les âmes des déshérités de l'extérieur et dans nos propres âmes. Et les déshérités d'Europe ne sont pas les seuls.

4. Nous savons que les terres stériles sont l'enclume de notre œuvre. Il est en notre pouvoir de les rendre fertiles et de chasser la désolation de tous les points du pays. Nous remercions la Providence d'avoir permis que notre œuvre ne dépossède personne, mais au contraire ajoute quelque chose à ce que chacun possédait déjà. La Providence a aidé à notre relèvement et au relèvement de nos voisins; et ces voisins, les Arabes, ne peuvent avec justice s'opposer à notre retour. Vous savez, délégués des nations, que cinq Etats arabes sont déjà représentés aux Nations Unies, que le sixième reste à l'écart de sa propre volonté et que le septième, dont le territoire était primitivement compris dans les limites du Mandat, sollicite son admission. L'étendue des territoires que possèdent ces Etats est immense, mais tous sont faiblement peuplés. Existe-t-il vraiment une loi internationale qui veuille que la brebis du pauvre, son unique brebis, soit elle-même donnée au riche?

5. Le Yishuv et le mouvement sioniste ont déclaré en termes explicites que l'Etat juif indépendant sera fondé dès l'origine sur la garantie des droits civils, culturels et religieux complets pour les Arabes, tant comme individus que comme communauté. Une triple garantie jouera

ici: la présence des peuples arabes qui nous entourent et notre sincère désir de vivre en paix avec eux, l'existence de communautés juives éparses dans le monde entier et l'adhésion de l'Etat juif aux principes des Nations Unies. Mais vous ne pouvez pas renverser cette proposition et suggérer aux Juifs qu'au lieu de l'indépendance politique de leur propre pays—le seul qu'ils aient au monde—ils acceptent des droits de minorité alors que les Arabes recevaient encore un nouvel Etat en plus des sept qu'ils ont déjà.

En conclusion, Monsieur le Président, je voudrais indiquer les trois points essentiels suivants:

a. *Pas de nouveau délai.* Ne pas laisser l'amertume et la déception s'insinuer dans le cœur des Juifs. L'aspect le plus cruel de la situation est l'attente.

b. *Pas de solution qui ne soit pas une vraie solution.* A quoi n'importe quel arrangement constitutionnel pourra-t-il nous servir s'il nous met sous la dépendance de ceux qui refusent de reconnaître ce principe essentiel notre droit de revenir dans notre pays et de développer notre patrie ?

c. *Plus de tutelle.* Nous avons atteint le point où l'achèvement de notre entreprise et la création de relations amicales entre nous et les Arabes sont liés à notre indépendance. Une fois qu'un Etat juif sera né, de bonnes relations réciproques s'établiront entre lui et ses voisins. Donnez au génie constructif du peuple juif une véritable chance et l'un des problèmes internationaux les plus douloureux trouvera une solution juste et heureuse.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, M. Remez. Je voudrais maintenant vous poser quelques questions. Vous avez énoncé certains principes généraux, mais, au cas où vous tenteriez de traduire ces principes généraux sous une forme plus concrète quelle solution proposeriez-vous ?

M. REMEZ: Notre Président, M. Ben-Zevie a déclaré dans son allocution initiale que nous nous associons entièrement aux demandes politiques de l'Agence juive qui, je le crois, ont été longuement expliquées.

Le PRÉSIDENT: Ainsi vous êtes en faveur de la même solution que l'Agence juive ?

M. REMEZ: Oui.

Le PRÉSIDENT: Que pensez-vous du projet de partage qui a été si souvent discuté ici ?

M. REMEZ: Nous nous associons sur ce point aussi à la déclaration du Président de l'Agence juive, M. Ben Gurion. Nous sommes prêts à

discuter une proposition pour la création d'un Etat juif sans préjudice de notre revendication principale.

Le PRÉSIDENT: Les membres de la Commission veulent-ils poser des questions ?

M. BLOM (Pays-Bas): je voudrais demander si le problème de la Palestine et la solution que préconise l'Agence juive ont été discutés par les organismes représentatifs du Yishuv en Palestine et, dans l'affirmative, si nous pouvons avoir quelques renseignements sur les résultats de la discussion. Avez-vous voté sur certaines des décisions auxquelles vous êtes arrivés ?

M. REMEZ: Oui, Monsieur, il y a eu de nombreuses discussions, évidemment, dans les organismes élus de la communauté juive. Mais en tant que peuple juif, nous sommes compris dans une organisation mondiale et nous acceptons les décisions adoptées par le Congrès sioniste comme nous liant nous aussi.

M. BLOM (Pays-Bas): Vous dites qu'il y a eu des discussions au sein de l'organisme représentatif du *Vaad Leumi*. A-t-il alors été décidé que quoique le Congrès sioniste et, en son nom, l'Agence juive puisse présenter comme opinion des Juifs du monde entier, le Yishuv l'accepterait également ou que le Yishuv y ajouterait des propositions et des solutions précises par l'intermédiaire de votre organisme représentatif avant l'ouverture des discussions ?

M. REMEZ: L'un des principes fondamentaux du Yishuv et de l'Assemblée élue du Yishuv est qu'ils font partie et se considèrent comme faisant partie de l'Organisation juive mondiale. J'ajouterais que c'est là un principe constitutionnel définitivement accepté. Mais nous nous associons aussi à la demande de création d'un Etat juif. C'est une résolution acceptée par l'Assemblée élue du Yishuv associant le Yishuv à la création d'un Etat juif. Si vous le désirez, nous pouvons vous fournir cette résolution.

M. BLOM (Pays-Bas): Cela ne me paraît pas encore très clair. S'il est constitutionnel que le *Vaad Leumi* ne présente pas un point de vue séparé, pourquoi le discuter dans l'organisme représentatif du *Vaad Leumi* ? Ma première question a été celle de savoir si le problème avait fait l'objet de discussions et la réponse a été affirmative.

Le Dr ELIASH: Si vous voulez être assez bon pour jeter un coup d'œil sur la toute dernière page du Supplément présenté aux Nations Unies par le Gouvernement, vous y verrez que le Yishuv a envoyé 79 délégués au dernier Congrès sioniste et que ces délégués appartiennent aux divers partis politiques. Les mêmes partis poli-

tiques, ou la plupart d'entre eux, sont également représentés dans l'Assemblée élue de la communauté juive. On ne peut mettre en doute que la question qui affecte d'une manière aussi vitale l'avenir de la communauté n'ait à juste titre provoqué les discussions les plus passionnées de son Assemblée représentative. Mais en même temps, cette Assemblée ne peut constitutionnellement adopter de résolution qui lie le peuple juif. Par contre, une résolution de teneur contraire lierait la population juive de Palestine, qui se considère comme politiquement affiliée à lui. Aussi, bien que les problèmes courants qui intéressent le pays fassent l'objet de discussions, et que l'opinion de la communauté juive soit prise en considération par l'Organisation mondiale sioniste qui en tient dûment compte, la résolution présentée au nom du peuple juif l'est au nom de l'Agence juive et non pas du Vaad Leumi.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais vous poser une question qui est liée à celle que vous a posée M. Blom. J'ai lu ce qui suit dans l'allocution initiale de M. Ben-Zevie: "Le *Vaad Leumi*, le Conseil général de la communauté juive de Palestine, représente la totalité du Yishuv organisé, soit plus de 600.000 Juifs. Chacune des 340 colonies rurales et urbaines, sans exception, constitue une unité du Knesset Israël, ainsi qu'on appelle la communauté juive organisée. Tous les quatre ans ont lieu des élections générales pour l'Assemblée élue qui est l'organisme parlementaire suprême du Yishuv. Les dernières élections nationales ont eu lieu en août 1944, alors que le nombre des électeurs était de 300.000 et la participation au vote a été de 67 pour 100. Nous sommes le seul organisme, élu sur une base démocratique, autorisé à parler au nom des Juifs de Palestine." De combien de membres cet organisme parlementaire élu consiste-t-il ?

M. BEN-ZEVIE: De 171 membres.

Le PRÉSIDENT: Est-ce que cet organisme élit des représentants au Congrès sioniste ?

M. BEN-ZEVIE: Pas exactement. Cet organisme élit seulement le Vaad-Leumi, c'est-à-dire le Conseil exécutif qui est appelé Conseil général ou Conseil national et qui est formé de 42 membres. Ce conseil qui se réunit à peu près tous les mois, élit un organe exécutif permanent de 11 à 13 membres qui assurent tous les jours, — la plupart d'entre eux du moins, — les fonctions dont ils ont été chargés. Pour ce qui est des délégués au Congrès sioniste, ils sont élus séparément non par l'intermédiaire de l'Assemblée mais au moyen d'élections populaires.

Le PRÉSIDENT: Discutez-vous, dans le Yishuv, des problèmes politiques ?

M. BEN-ZEVIE: Certainement; nous les discutons dans notre Assemblée et après discussion,

nous sommes arrivés à des conclusions qui concordent entièrement avec les vues et les revendications de l'Agence juive en ce qui concerne le problème principal: l'Etat juif de Palestine. C'est la seule solution que nous ayons adoptée à l'Assemblée et nous sommes autorisés, au nom du Vaad Leumi et au nom des communautés, à exprimer les vues qui ont été présentées par le Président.

Le PRÉSIDENT: La décision à laquelle vous faites allusion a-t-elle été prise par un vote unanime ?

M. BEN-ZEVIE: Il est évident que cela ne se produit que très rarement dans n'importe quel Parlement; le vote n'a pas été unanime, mais il y a eu une très forte majorité. La minorité est restée minorité, mais elle a accepté le point de vue de la majorité. C'est la décision de la majorité qui l'emporte. Il se peut que les minorités aient conservé leur opinion, comme dans n'importe quel autre gouvernement. C'est la majorité du gouvernement ou du parlement qui l'emporte, bien que les minorités puissent avoir des opinions différentes.

Le PRÉSIDENT: Ce vote a-t-il eu lieu avant ou après le Congrès sioniste ?

M. BEN-ZEVIE: Avant le Congrès sioniste.

M. BLOM (Pays-Bas): Je voudrais poser encore une question. Je rappellerai que M. Ben-Zevie vient de dire que comme dans n'importe quel autre gouvernement c'est la majorité qui l'emporte.

Ma dernière question est celle-ci: je voudrais savoir quelles conventions sont en vigueur en ce qui concerne la main d'œuvre en Palestine? La politique du Gouvernement en ce qui concerne l'application des conventions sur la main d'œuvre est-elle la même que celle en vigueur soit dans le Royaume-Uni, soit dans les territoires coloniaux, ou diffère-t-elle de ce qu'elle est dans l'un ou les autres? Pouvez-vous me répondre? Je veux dire pouvez-vous m'indiquer la tendance générale?

M. ELIASH: En ce qui concerne la législation sociale proprement dite, en Palestine, elle est encore dans sa première enfance. Nous avons une ordonnance sur les accidents de travail qui a été récemment rédigée à nouveau. C'est à peu près tout ce qu'il y a dans le code palestinien qui ait le caractère de législation du travail.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Vous nous avez dit que le Vaad Leumi a le même point de vue que l'Agence juive en ce qui concerne le partage ou la création d'un Etat juif indépendant en Palestine. Cela signifie-t-il que tous les groupes qui constituent l'Agence juive ont le même point

de vue ou existe-t-il certains groupes qui sont d'un autre avis en ce qui concerne le partage ? Y a-t-il une majorité ou une minorité numérique contre ou pour le partage ?

M. ELIASH: Il est indubitable que tous les partis ne considèrent pas la solution de la même façon. Il y a des partis qui voudraient exclure l'idée de partage en tant que solution possible, parce qu'ils veulent la totalité de la Palestine comme Etat juif. Il y en a d'autres qui l'excluent parce qu'ils préfèrent la parité et un Etat à double nationalité. En vérité, la question a été discutée à fond pendant des années, mais sur de telles questions les Juifs, tout comme un gouvernement de coalition, finissent par arriver à une politique commune. Un gouvernement de coalition finit par arriver à un programme qu'il soumet au nom de l'entité qu'il représente et non en celui du groupe qui le préconise.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Puis-je demander quels sont les groupes de l'Agence juive et de la communauté juive qui sont en faveur de la création d'une Palestine indépendante en tant qu'Etat juif dans la totalité de la Palestine ? Quels sont les groupes qui sont en faveur de la création d'un Etat dans un territoire approprié et quels sont les groupes qui sont partisans d'un Etat bi-national ? Nous voudrions que la situation fût éclaircie.

M. ELIASH: Si vous me permettez de le rappeler, une partie des renseignements se trouve contenue dans la déclaration préparée par le Gouvernement qui expose dans une certaine mesure la situation. Vous y verrez que les Hashomer Hatzair sont partisans d'un Etat bi-national indépendant de Palestine fondé sur les principes du Sionisme et du socialisme, comme cela est déclaré dans le document. Vous verrez aussi que certains partis se rallient partiellement à ce point de vue. En vérité, la question ne peut être présentée très brièvement. Le Gouvernement a dû y consacrer une demi douzaine de pages.

Si la Commission le désire, le *Vaad Leumi* présentera une déclaration qui exposera exactement les points de vue des différents partis. Nous indiquerons également l'importance numérique relative de ces partis.

M. GRANADOS (Guatemala): Je voudrais poser quelques questions au Dr Eliash.

Le *Vaad Leumi* a présenté une note sur les *Emergency Defense Regulations* pour la Palestine. Vous avez en outre mentionné dans votre exposé quelques aspects de ces *Emergency Regulations*. La première question est la suivante: Savez-vous s'il a jamais existé dans aucune partie du monde, et à aucun moment ou aucune période de l'histoire humaine, semblable législation ? Vous qui

êtes un excellent juriste et un expert en matière de lois palestiniennes, connaissez-vous une loi semblable ailleurs, où que ce soit ?

M. ELIASH: Je ne voudrais pas prétendre posséder une connaissance aussi vaste de la législation du globe entier, surtout lorsque je me trouve devant une assemblée où tant de nations sont représentées. Mais je crois qu'on peut attribuer à cette réglementation le caractère d'"unicité", dont vous avez déjà tant entendu parler en cette affaire palestinienne. A ma connaissance, l'ensemble constitué par les dispositions législatives en question est certainement unique.

Le PRÉSIDENT: Nous pourrions peut-être élucider cette question en Commission lorsque nous en serons à la rédaction de notre rapport.

M. GRANADOS (Guatemala): J'interroge un témoin qui est un expert en matière de législation palestinienne. Je pense avoir le droit d'entendre tout ce qu'il a à dire sur la question.

Dites-moi, M. Eliash, sur quelle base légale cette loi a été édictée.

M. ELIASH: En 1937, une ordonnance en conseil a donné des pouvoirs extrêmement étendus au Haut Commissaire et l'a autorisé à édicter ces *régulations*. J'en ai le texte avec moi, et je peux la citer si vous le désirez. La situation est la suivante: L'ordonnance en conseil de 1937 pour la Palestine qui a paru au journal officiel de Palestine le 20 mars 1937, habilitait le Haut Commissaire à prendre les décrets qui lui apparaîtraient, en toute liberté de jugement, nécessaires ou opportuns pour assurer la sécurité publique, la défense de la Palestine, le maintien de l'ordre public, la répression des mutineries, rébellions ou émeutes et la satisfaction des besoins essentiels de la communauté. C'est en vertu de cette ordonnance en conseil que les *regulations* actuelles ont été publiées en 1945.

M. GRANADOS (Guatemala): Pouvez-vous m'expliquer, Monsieur Eliash, de quelle façon une ordonnance en conseil peut s'appliquer à la Palestine ? Je veux dire sur quelles bases légales les ordonnances en conseil sont-elles fondées, est-ce sur la Loi de 1890 ?

M. ELIASH: Sa Majesté l'a promulgué en Palestine essentiellement en vertu du *Foreign Jurisdiction Act* de 1890 et nos tribunaux de Palestine sont récemment arrivés à la conclusion que les tribunaux municipaux de Palestine ne peuvent se prononcer sur la question de savoir si ces lois sont ou non contraires au Mandat: les tribunaux ont en effet estimé que,—parce que le mandat a le caractère d'un traité ou d'un pacte entre les Puissances alliées et Sa Majesté,—seules les Puissances alliées ou leurs successeurs

peuvent soulever une objection contre le fait que la législation est contraire au Mandat, mais non le peuple de Palestine devant ses tribunaux municipaux.

M. GRANADOS (Guatemala): Avez-vous le texte du mandat ?

M. ELIASH: Oui.

M. GRANADOS (Guatemala): Avez-vous remarqué que dans plusieurs articles du Mandat on établit une distinction entre la Puissance mandataire et l'Administration de la Palestine.

M. ELIASH: Oui, Monsieur.

M. GRANADOS (Guatemala): Pourriez-vous lire l'article 1 du mandat ?

M. ELIASH: Oui, je l'ai sous les yeux: "Le mandataire aura pleins pouvoirs de législation et d'administration sous réserve des limites qui peuvent être fixées par les termes du présent mandat."

M. GRANADOS (Guatemala): Voulez-vous maintenant lire l'article 7 s'il-vous-plait ?

Le PRÉSIDENT: A quoi voulez-vous en venir ?

M. GRANADOS (Guatemala): Je vais demander à M. Eliash son opinion juridique.

Le PRÉSIDENT: Sur la validité formelle de ces Ordonnances en Conseil ?

M. GRANADOS (Guatemala): Oui.

Le PRÉSIDENT: Mais il n'y a aucune contestation de part ou d'autres sur leur validité.

M. GRANADOS (Guatemala): Il n'est pas question de contestation, il est question de vouloir entendre l'avis d'un juriste qui est un expert de la législation palestinienne.

Le PRÉSIDENT: Ce n'est pas une question de législation palestinienne, c'est une question concernant la législation de la Puissance mandataire.

M. GRANADOS (Guatemala): Mais il s'agit de l'application du mandat.

M. FABREGAT (Uruguay): C'est une question qui concerne la Commission.

M. GRANADOS (Guatemala): Le mandat est la base de tout ce qui a été fait en Palestine.

Le PRÉSIDENT: Je comprendrais la question si l'on avait émis l'opinion, de part ou d'autre, que l'ordonnance n'est pas officiellement valide.

M. GRANADOS (Guatemala): Je regrette, Monsieur le Président. J'ai remarqué qu'en ce qui concerne la législation de Palestine, il existe une sorte de réserve et, ainsi que je l'ai exposé au cours d'une des séances privées de la Commission, j'ai l'intention de prouver ou du moins de montrer que la plus grande partie de la législation palestinienne, selon moi, n'est pas valide. J'estime que j'ai le droit de demander son avis à l'un des hommes de loi les plus distingués de Palestine. Je voudrais lui poser deux autres questions seulement.

D'abord, voudriez-vous lire la première partie de l'article 7 du mandat ?

M. ELIASH: "L'administration de la Palestine assumera la responsabilité d'édicter une loi sur la nationalité".

M. GRANADOS (Guatemala): Ne pensez-vous pas que c'est dans ce cas seulement que l'administration de la Palestine peut édicter des lois si, conformément à l'article 1, la limitation prévue dans les termes du mandat concerne l'administration de la Palestine ?

M. ELIASH: Il a toujours été considéré que l'article 7 mettait l'administration de la Palestine dans l'obligation bien précise d'édicter une loi sur la nationalité. Cet article n'a jamais été interprété comme signifiant que l'administration de la Palestine serait limitée dans ses pouvoirs législatifs à la seule loi sur la nationalité. On comprend et on a toujours compris que le mandataire légifère en Palestine, par l'intermédiaire de l'administration locale, mais que ces lois sont limitées aux dispositions du mandat et ne peuvent en aucun cas leur être contraires ou se trouver en incompatibilité avec elles.

M. GRANADOS (Guatemala): La loi de 1890 peut-elle s'appliquer aux colonies ?

M. ELIASH: Le *Foreign Jurisdiction Act* permet à Sa Majesté de légiférer dans toute partie du monde dont Sa Majesté est responsable d'une façon ou d'une autre, soit en tant que souverain, soit, comme dans le cas présent, en tant que Mandataire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pouvez-vous me dire quelle est l'importance de l'émigration en provenance des pays arabes voisins ?

M. BEN-ZEVIE: Je ne peux, à cet égard, donner de chiffres sûrs. Je sais que l'on parle d'environ 30.000 personnes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): De quelle période s'agit-il ?

M. BEN-ZEVIE: De l'année dernière, 1945-1946. Je ne prends pas la responsabilité de ces

chiffres. Ils contiennent naturellement une très faible proportion d'immigrants légaux. Pour le reste, je dirais que nous admettons dans les villes et dans les villages des gens qui viennent de Syrie et qui sont employés de diverses façons. Nous les avons admis — je ne peux dire exactement combien —, mais c'est le chiffre que mentionnent diverses personnes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Viennent-ils ici temporairement ou s'établissent-ils d'une façon permanente ?

M. BEN-ZEVIE: Dans certains cas, ils viennent pour le travail saisonnier, mais, dans de nombreux autres, ils viennent pour le travail saisonnier et restent en permanence. C'est ainsi qu'autour d'Haïfa vous verrez un grand nombre de tentes et de baraques construites par les Houranis, qui sont restés là depuis des années et des années. Ils se sont construits des demeures temporaires et sont restés des années et des années.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je suppose qu'il ne vous est pas possible de nous donner des précisions quant aux chiffres.

M. BEN-ZEVIE: Non. Je ne voudrais pas le faire, mais les chiffres globaux sont connus. Il y a eu une augmentation d'environ 600.000 Arabes depuis 25 ans. Cela ne représente pas seulement l'augmentation normale de la population. Cela représente un grand nombre d'immigrants. Une aussi importante augmentation ne pourrait s'expliquer par des causes naturelles. Il y avait une population de près de 680.000 habitants en Palestine, y compris 80.000 Juifs. Ce chiffre comprend les Bédouins et les Arabes chrétiens. Aujourd'hui, il y a près de 600.000 Arabes de plus. Une telle augmentation ne peut absolument pas s'expliquer par des causes naturelles. Il y a eu un nombre important d'immigrants.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-il exact que le Gouvernement vous donne pour l'instruction publique 27 pour cent de son budget et que vous fournissez le reste ?

M. KATZNELSON: Non.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Combien ?

M. KATZNELSON: La contribution du Gouvernement au *Vaad Leumi* pour l'exercice financier 1945-1946 a été de près d'un quart de million de livres. Les dépenses des services d'instruction publique juifs ont été d'un million trois quarts.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): 27 pour cent de la totalité du budget de l'instruction publique.

M. KATZNELSON: Du Gouvernement ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Du Gouvernement.

M. KATZNELSON: L'attribution de fonds du Gouvernement à l'instruction publique juive est régie par une formule précise. Cette formule est fondée sur la proportion entre les enfants arabes et les enfants juifs d'âge scolaire, c'est-à-dire les enfants de cinq à quinze ans.

Or, la proportion actuelle est d'environ 30 pour 100. La communauté juive reçoit environ 30 pour 100 de ce que reçoivent les services d'instruction publique destinés aux Arabes. Cela veut dire environ 25 pour 100 du total des dépenses du Gouvernement pour l'instruction publique.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quelles dépenses le Gouvernement a-t-il à couvrir pour l'instruction publique arabe au titre de dépenses de personnel: paiement des fonctionnaires du Gouvernement, des inspecteurs, etc.

M. KATZNELSON: Les dépenses des services d'instruction publique du Gouvernement comprennent celles afférentes à la totalité du personnel. Les maîtres sont presque tous arabes. Il en est de même pour le personnel d'inspection.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-ce du personnel arabe ?

M. KATZNELSON: La direction du Département emploie quelques fonctionnaires britanniques, mais en général les services d'instruction publique arabes ont des maîtres arabes et des inspecteurs arabes. A ma connaissance quelques uns d'entre eux seulement sont britanniques.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): J'ai entendu dire que la somme de 226.000 livres avait été donnée aux Juifs pour la lutte contre le paludisme dans la région de l'Huleh. Est-ce exact ?

M. KATZNELSON: Donnée par qui ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Par le Gouvernement.

M. KATZNELSON: Non, pas à ma connaissance. Aux termes des instructions de la Commission pour la région de l'Huleh, en premier lieu, les autorités juives devaient attribuer un tiers des terres anciennes de la région de l'Huleh aux habitants arabes. C'était le premier point. En second lieu, nous devons assécher tous les marais de la région de l'Huleh y compris la partie arabe — le tiers alloué aux Arabes. Je ne connais pas d'autres exemples d'affectation de fonds publics à la colonisation juive.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Vous n'avez pas compris ma question. La somme de 226.000

livres a-t-elle été donnée aux Juifs pour la lutte contre le paludisme dans la région de l'Huleh ?

M. KATZNELSON: Non, pas un sou n'a été donné aux Juifs. Au contraire, les Juifs ont dû faire des dépenses pour les terres arabes.

M. FABREGAT (Uruguay): Pourrai-je poser ma question demain ?

Le PRÉSIDENT: Ne vaut-il pas mieux essayer d'en finir en une seule séance ?

M. FABREGAT (Uruguay): Je préférerais néanmoins formuler mes questions demain.

Le PRÉSIDENT: Mais les représentants devront revenir demain et nous retardons nos travaux.

M. FABREGAT (Uruguay): J'aurai à rédiger mes questions pour demain.

M. BLOM (Pays-Bas): Je suppose que l'organisation du *Vaad Leumi* est articulée en plusieurs services, le conseil exécutif, la santé, l'instruction publique, etc. Ces services sont-ils encore en contact régulier avec les services correspondants du Gouvernement ?

M. KATZNELSON: Les services techniques du *Vaad Leumi*, l'instruction, la santé et la prévoyance sociale sont en étroit contact avec les services correspondants du Gouvernement.

M. BLOM (Pays-Bas): Est-ce encore la situation aujourd'hui ?

M. KATZNELSON: Oui. Il existe une liaison avec le Gouvernement en ce qui concerne les affaires de la communauté en général, dans toutes les branches des services sociaux.

M. BLOM (Pays-Bas): La coopération se fait-elle sans heurt ?

M. KATZNELSON: Vous pouvez constater d'après notre note et les graphiques qui vous ont été présentés que cette coopération a été purement unilatérale. Pour notre part, nous avons fourni une part très importante des recettes du Gouvernement, mais nous avons dû poursuivre une lutte presque constante et permanente pour chaque sou alloué à la communauté juive. Je me suis personnellement occupé de ces questions pendant vingt ou vingt-cinq ans et je dois dire qu'il n'y a rien de plus difficile et de plus décevant que de discuter avec le Gouvernement pour obtenir une assistance adéquate tant en ce qui concerne les services qu'en ce qui concerne les fonds pour les besoins de la communauté juive. Il se peut que cela s'appelle de la coopération, mais pour ma part, je ne peux me rallier à cette conception.

M. BLOM (Pays-Bas): J'ai une autre question à poser. Je crains de ne pas avoir été assez clair lorsque je vous ai tout d'abord interrogé sur les conventions relatives à la main d'œuvre. Je pensais aux conventions internationales du travail, les conventions de l'Organisation internationale du Travail. M'avez-vous compris ainsi alors ?

M. ELIASH: J'ai compris que vous demandiez s'il existait dans la législation palestinienne des dispositions semblables à celles qui existent en Grande-Bretagne, ou calquées sur le modèle britannique en ce qui concerne, disons par exemple, les Syndicats et les relations entre employeurs et employés. Ma réponse à cette question a été: la seule chose qui ait pris la forme d'une ordonnance en Palestine est l'ordonnance sur les accidents du travail.

M. BLOM (Pays-Bas): Y a-t-il des inspecteurs du travail ici ?

M. ELIASH: Seulement dans le cadre de l'ordonnance sur les accidents du travail. Il existe une inspection du matériel à ce propos mais la législation sociale de la Palestine est encore dans la première enfance.

M. BLOM (Pays-Bas): Comment la Palestine se situe-t-elle par rapport aux territoires coloniaux britanniques ?

M. ELIASH: Il existe peut-être des endroits qui sont encore moins avancés que la Palestine, mais nous ne sommes certainement pas en tête de liste.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je n'ai pas l'intention de poser des questions sur le problème politique, parce qu'à cet égard la position du *Vaad Leumi* est tout à fait claire et peut s'exprimer en une seule phrase. Il appuie tout ce qu'a dit ou tout ce que pourra dire l'Agence juive; aussi est-il tout à fait inutile de discuter cet aspect.

Je n'ai qu'une seule question à poser. A la page 1 de la déclaration d'ouverture de M. Ben Zevie, je vois que les dernières élections pour le *Vaad Leumi* ont eu lieu en août 1944 et que seulement 67 pour 100 des électeurs inscrits ont pris part au vote. Cela signifie qu'un tiers des électeurs s'est abstenu. Cela me paraît assez surprenant, étant donné le sens politique hautement développé de la communauté juive de ce pays. Pouvez-vous me donner une explication de ce fait qui me paraît plutôt surprenant ?

M. BEN ZEVIE: Je considère qu'en général 67 pour cent constitue un pourcentage raisonnable. Cependant, je voudrais saisir cette occasion pour mentionner que nous avons une communauté juive organisée de plus de 600.000 per-

sonnes, alors que les chiffres réels de la population juive peuvent dépasser 630.000 personnes ou quelque chose d'approchant. Il y a, en effet, un certain nombre de Juifs qui ont quitté la communauté pour deux raisons; certains l'ont quittée pour des raisons de principe et certains l'ont quittée pour des raisons financières parce qu'ils ne voulaient pas payer les taxes. En tous cas, tous ces groupes représentent environ 5 pour 100. Je dirais que nous avons environ 600.000 Juifs organisés, y compris les enfants et les nourrissons. Nous estimons que le nombre des électeurs est d'environ 300.000. Il y a eu quelques abstentions pour des motifs politiques et certains se sont évidemment abstenus parce qu'ils n'avaient pas envie de voter ou qu'ils n'en avaient pas le temps. J'estime que l'on peut considérer 67 pour 100 comme une proportion raisonnable de votants. Si vous prenez d'autres pays et d'autres lieux, vous pourrez trouver une proportion d'abstentions plus grande encore.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Oui, cela est vrai dans d'autres pays où la situation est plus normale, mais, étant donné le caractère particulier de ce pays, sur lequel tous les orateurs ont tant insisté, je dois souligner pour ma part ce grand problème personnel de l'abstention parce que c'est, ainsi que vous l'avez dit, la seule façon démocratique d'exprimer une opinion.

M. BEN ZEVIE: Puis-je également vous rappeler qu'après ces élections, après les élections de la première Assemblée, nous avons reçu une lettre du Haut Commissaire qui nous a dit qu'il était satisfait et que la participation au vote avait été suffisante et normale.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je ne parle pas pour le Haut Commissaire.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions ?

M. Fabregat veut poser demain quelques questions au Dr. Eliash et au Dr. Katznelson. Serez-vous présents pour répondre à ses questions ?

M. FABREGAT (Uruguay): Je m'excuse de ne pas être en mesure de vous interroger aujourd'hui.

Le PRÉSIDENT: Nous avons épuisé notre ordre du jour et la séance est levée. Nous nous réunirons de nouveau demain matin à 9 heures.

La Commission se réunira en séance privée dans la salle de conférence.

La séance est levée à 13 heures 30

PROCES-VERBAL DE LA VINGT-SIXIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le jeudi 10 juillet 1947, à 9 heures

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. BRILEJ, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

L'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui appelle, en premier lieu, l'audition publique des représentants du *Vaad Leumi*. Il appelle en deuxième lieu l'audition publique des représentants du grand rabbinat; en troisième lieu l'audition des représentants de Agudath Israël. Les organisations de femmes juives de Palestine ne sont pas en mesure de se faire entendre aujourd'hui.

Avez-vous des questions à poser, M. Fabregat?

M. FABREGAT (Uruguay): Oui.

Le PRÉSIDENT: M. Eliash et M. Katznelson, veuillez je vous prie monter à la tribune.

M. Eliash et M. Katznelson prennent place à la tribune.

M. FABREGAT (Uruguay): Vous dites bien, dans le point 7 de votre exposé, que le système d'enseignement du Gouvernement est purement arabe ou que les avantages de ce système sont réservés exclusivement aux Arabes? J'aimerais savoir ce que vous entendez par système d'enseignement "purement arabe".

M. KATZNELSON: Le système d'enseignement en Palestine comprend deux systèmes d'enseignement public officiels dénommés 1) système d'enseignement public arabe et 2) système d'enseignement public juif. Le système d'enseignement public arabe est administré et financé par le Gouvernement. Le système d'enseignement public juif est administré et financé par le *Vaad Leumi*. Tels sont les noms officiels, tel est le statut officiel. En fait, le système scolaire arabe

n'est pas arabe que de nom. Il est arabe par la langue dans laquelle l'enseignement est donné et par la composition de la population scolaire. Il est également arabe cent pour cent par la composition du personnel enseignant. Cela revient à dire que, pratiquement, ces écoles sont à la disposition des seuls écoliers arabes. Le système scolaire juif est reconnu par le Gouvernement comme système scolaire juif officiel.

M. FABREGAT (Uruguay): Qui a agréé le système d'enseignement dans les écoles juives et qui le contrôle? N'est-ce pas le Gouvernement?

M. KATZNELSON: Non. Il est contrôlé par le département de l'éducation du *Vaad Leumi* et surveillé par le département gouvernemental de l'éducation.

M. FABREGAT (Uruguay): Et du côté arabe, qui exerce le contrôle?

M. KATZNELSON: Le département gouvernemental de l'éducation.

M. FABREGAT (Uruguay): J'ai visité, en divers lieux, quelques écoles intéressantes destinées aux enfants juifs, à Tel Aviv par exemple. Si ces écoles ne sont pas subventionnées par le budget gouvernemental, sont-elles financées par des taxes municipales additionnelles qui augmentent les impositions dans la ville intéressée?

M. KATZNELSON: La méthode de financement du système scolaire juif, c'est-à-dire du système scolaire du *Vaad Leumi* est la suivante. Les écoles sont financées par le *Vaad Leumi* et par les autorités juives locales. Voici les ressources budgétaires: toutes les autorités juives locales lèvent des taxes spéciales pour l'enseignement. Telle est la première source de revenu. La deuxième source de revenu est constituée, je regrette de le dire, par des droits d'écologie, même pour les écoles primaires, sauf à Tel Aviv. Dans toutes les autres villes ou colonies, il existe encore un système de droits d'écologie, — ce qui n'est pas, à notre avis, un bon système. Les droits d'écologie, ce sont des droits payés par les élèves pour l'enseignement qu'ils reçoivent et nous ne sommes pas en mesure de les supprimer comme ils l'ont été dans les écoles gouvernementales arabes, par exemple. Ces écoles sont gratuites. Mais, pour notre part, nous ne pouvons rendre nos écoles gratuites, car nos fonds sont insuffisants pour faire face aux besoins de la communauté juive. Telle est la deuxième source de revenu.

La troisième source est constituée par une subvention payée par l'Agence juive au *Vaad Leumi* sur les fonds sionistes, et qui, pour l'année en cours, s'est élevée à £P 200.000.

La dernière source de revenu est constituée, ainsi que cela a été indiqué hier, par une subvention du Gouvernement. Elle s'élève à environ 25 pour 100 du budget total du Gouvernement pour l'éducation. Ainsi qu'il ressort des tableaux statistiques qui figurent dans notre note, le nombre des élèves qui fréquentent les écoles du *Vaad Leumi* et celui des élèves qui fréquentent les écoles gouvernementales arabes sont approximativement les mêmes, environ 90.000 dans chaque cas. Mais les sommes dépensées par le Gouvernement pour les écoles arabes sont trois fois supérieures à celles qu'il dépense pour les écoles du *Vaad Leumi* et c'est là la raison de notre protestation. La contribution du Gouvernement aux dépenses d'enseignement devrait être, selon nous, proportionnelle soit au nombre des élèves qui fréquentent les écoles, soit à la contribution locale. C'est-à-dire que la contribution du Gouvernement devrait être strictement proportionnelle à celle des autorités locales, de manière à stimuler toujours davantage l'effort local en vue du développement du système scolaire. Mais le Gouvernement a adopté une formule tout à fait différente qui prend, selon nous, un caractère discriminatoire, puisqu'un élève arabe dans une école gouvernementale coûte au Gouvernement trois fois ce que lui coûte un élève juif dans une école du *Vaad Leumi*.

M. FABREGAT (Uruguay): Vous avez également parlé du problème de la tuberculose en Palestine. Quelle est l'ampleur de ce problème et quelles sont les mesures prises par le Gouvernement pour y parer? Je voudrais également savoir quelles sont les catégories de la population, en tenant compte de l'âge et de la race, qui sont le plus affectées par la tuberculose?

M. KATZNELSON: Depuis de nombreuses années, nous insistons auprès des autorités chargées des questions d'hygiène pour qu'elles entreprennent une campagne systématique contre la tuberculose. C'est, selon nous, une tâche à laquelle le Gouvernement devrait s'attaquer d'urgence car la tuberculose est une maladie insidieuse qui constitue un danger pour l'ensemble de la communauté, qu'il s'agisse des Juifs ou des Arabes. Le Gouvernement a procédé à une enquête en 1935, bien que l'on sût depuis longtemps que ce problème existait en Palestine. L'expert du Gouvernement a présenté un rapport et, dans mon exposé, j'ai cité un passage de ce rapport, d'après lequel le problème de la tuberculose pour toutes les communautés de Palestine, présente une gravité suffisante pour justifier une attention méthodique, selon des

principes modernes, et l'intensification des recherches. Le temps perdu et l'absence d'action du Gouvernement ont rendu la situation plus sérieuse.

Le rapport contient une série de recommandations en vue de la création de dispensaires et d'hôpitaux, mais, malheureusement, il a été fait très peu de chose depuis ce rapport. Il existe un petit nombre de dispensaires gouvernementaux dans certaines villes, mais il n'existe pas d'hôpitaux gouvernementaux pour la tuberculose.

M. FABREGAT (Uruguay): N'y a-t-il des dispensaires que dans les villes?

M. KATZNELSON: Dans les villes uniquement. C'est pour cela qu'il n'y a pas pour nous d'autre solution que d'exécuter notre propre programme et que de développer nos institutions. Nous avons, par exemple, un hôpital à Safad. Le début en a été très modeste avec environ 35 lits. Il a maintenant 100 lits. A Jérusalem, l'Hadassah projette maintenant de bâtir un hôpital de 200 lits pour la tuberculose. Nous avons demandé au Gouvernement de participer pour 25 pour 100 aux frais d'établissement, prenant 75 pour 100 à notre charge. Cela se passait-il y a quelques mois seulement. Le Gouvernement a refusé en raison du manque de fonds. Nous devons encore essayer de nous procurer certaines sommes à des sources juives, afin de persévérer, car il est indispensable de le faire. Telle est la situation en ce qui concerne la tuberculose.

M. FABREGAT (Uruguay): Vous avez parlé des médecins juifs. Quel est l'effet des mesures discriminatoires, prises contre eux, sur le développement de l'assistance médicale en Palestine? C'est le point 7.

M. KATZNELSON: Le boycottage des médecins juifs est un boycottage purement politique proclamé par l'*Arab Medical Society*, il y a environ un an, au début de 1946. Mais d'après les renseignements dont nous disposons, il a été sans influence sur le public arabe. Les Arabes ont continué à recourir à nos services médicaux, notamment à Jérusalem. Et, non seulement des Arabes de Palestine, mais aussi des malades des pays voisins fréquentent nos institutions, à leur entière satisfaction je l'espère. En tout état de cause, nous avons un grand nombre de témoignages d'éminents visiteurs arabes des pays voisins, qui illustrent l'hospitalité extrêmement cordiale qui leur est donnée dans nos institutions médicales.

M. FABREGAT (Uruguay): D'après certains renseignements recueillis par des membres de la Commission, l'administration de la Palestine a consacré en 1934, 6,24 pour 100 du budget à l'éducation et 5,1 pour 100 à l'hygiène; en 1944-1945, 2,9 pour 100 seulement ont été consacrés

à l'éducation et 2,7 pour 100 à l'hygiène. Ces chiffres sont-ils conformes à vos propres renseignements? Et sont-ils raisonnables comparativement à ceux de certains autres pays?

M. KATZNELSON: Oui. Nous nous sommes toujours plaints de ce que les crédits figurant au budget du Gouvernement pour les services sociaux, l'éducation et l'hygiène, fussent relativement très faibles. Ils n'ont jamais dépassé 5 pour 100 pour l'hygiène et environ le même pourcentage pour l'éducation. Il n'existait aucun crédit budgétaire avant la guerre pour l'assistance sociale sous n'importe quelle forme,—pour l'assistance aux enfants ou pour d'autres institutions d'assistance, par exemple. Une très légère amélioration s'est produite récemment et, pour l'exercice financier en cours, les estimations gouvernementales prévoient des crédits plus importants pour les services sociaux, l'éducation, l'hygiène et l'assistance sociale, le tout représentant un total d'environ 12 pour 100, 5 pour 100 pour l'hygiène, 5 pour 100 pour l'éducation et environ 2 pour 100 pour l'assistance sociale. Mais il s'agit indiscutablement, si l'on tient compte du coût de la vie actuellement élevé en Palestine, d'une augmentation sans résultat réel car elle est due à un accroissement des salaires et des dépenses administratives. Les facilités médicales supplémentaires prévues sont très peu importantes et absolument insuffisantes pour répondre aux besoins des deux communautés, qu'il s'agisse de la communauté juive ou de la communauté arabe. Et, ainsi que je l'ai indiqué dans mon exposé, les raisons données par le Gouvernement sont des raisons de sécurité. Ces raisons ne sont pas convaincantes, à notre avis, car, le 31 mars 1947, à la fin du dernier exercice financier, le Gouvernement disposait d'un excédent budgétaire d'environ £P 6 millions et une partie de cet excédent aurait dû être affectée tout au moins à des dépenses de capital pour le développement des hôpitaux et des bâtiments scolaires. Peut-être avez-vous constaté que, dans la plupart de nos écoles à Tel Aviv, les élèves fréquentent la classe en deux équipes. Cela est certainement très regrettable, mais on ne peut rien faire contre cet état de choses, car le Gouvernement entend utiliser les excédents budgétaires dont il dispose pour certains usages déterminés, comme l'entretien des internés à Chypre et pour d'autres usages qui sont certainement très loins d'être productifs.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais poser une question à cet égard. La réduction du pourcentage des crédits affectés aux écoles et à l'hygiène signifie-t-elle également une réduction du montant global des crédits affectés à ces services?

M. KATZNELSON: Non. L'ensemble des crédits gouvernementaux a été majoré. Il y a certainement une augmentation du total des crédits.

Mais ainsi que je l'ai indiqué, en fait, ces crédits fournissent très peu de chose en plus, car ils sont absorbés par le coût élevé de la vie, l'accroissement des salaires, etc.. Peu de progrès sont donc possibles avec cet accroissement. Par rapport à un projet d'ensemble de £P: 25 millions, nous considérons qu'un crédit d'un million seulement pour l'hygiène et pour tous les services médicaux est absolument insuffisant. Je ne suis pas en mesure de donner des renseignements exacts sur la situation dans d'autres pays, mais j'ai des précisions sur les pays occidentaux. Je peux déclarer que les dépenses de l'Angleterre pour les services sociaux s'élèvent à environ dix livres par personne, tandis que les dépenses du Gouvernement de la Palestine pour tous les services sociaux sont seulement d'une livre par personne. Nous disposons ici d'environ deux millions et demi de livres pour tous les services sociaux et pour une population d'environ deux millions de personnes. Cela fait un peu plus d'une livre par personne. C'est un dixième de la dépense actuelle d'un pays comme l'Angleterre.

Le PRÉSIDENT: La diminution du pourcentage est donc due à l'accroissement total des dépenses et, ainsi, le pourcentage est devenu moindre.

M. KATZNELSON: Non. Le pourcentage est demeuré plus ou moins inchangé: cinq pour cent environ pour l'hygiène et le même pourcentage environ pour l'éducation. Mais le total des crédits est supérieur et j'ai indiqué la raison de la différence dans le montant de ces crédits. Cette différence est surtout due au changement de la situation dans le pays.

Le PRÉSIDENT: A quelles catégories d'activités gouvernementales est affectée l'augmentation des dépenses?

M. KATZNELSON: On trouve tous les ans un accroissement du budget gouvernemental pour les postes dits de "sécurité". Dans les estimations pour la Palestine, pour l'année 1947-1948, actuellement publiées, on trouve £P: 7 millions pour les postes dits de "sécurité" contre un million pour l'hygiène, un million et quart pour l'éducation. On constate également un accroissement des dépenses administratives, un accroissement très considérable des frais généraux, mais malheureusement le montant consacré aux services sociaux est sans rapport avec les nécessités et les besoins de la communauté.

M. FABREGAT (Uruguay): Pensez-vous que les lois actuellement en vigueur en Palestine soient conformes au mandat dévolu à la Puissance mandataire? Je parle maintenant du caractère discriminatoire de la *Land Law* et de l'*Irrigation Bill*.

Le PRÉSIDENT: Les organisations qui ont déposé devant nous ont déjà insisté sur ce point.

Elles les considèrent comme ayant un caractère discriminatoire.

M. ELIASH: En ce qui concerne la *Land Law* ou, plus exactement, les "règlements relatifs aux transferts de terres", de 1940, l'intention discriminatoire apparaît tant dans l'ordonnance prise en conseil qui a rendu possible la promulgation de cette loi que dans la loi elle-même. L'amendement spécial à l'Ordonnance prise en conseil, qui est connu sous le nom d'Article 16 D¹, a donné au Haut Commissaire le pouvoir spécial d'édicter des règlements qui peuvent être rendus applicables seulement aux transferts de terres d'Arabes à des Juifs ou à d'autres personnes non-arabes; ou de Juifs à des Arabes ou à d'autres personnes non-juives; ou d'Arabes ou de Juifs à tous organismes ayant ou non la personnalité civile. Ainsi donc le droit lui-même, qui a été conféré au Haut Commissaire en vertu de l'article 16 d) de l'ordonnance prise en conseil, prévoit et envisage une législation discriminatoire. Et les règlements eux-mêmes, qui ont été publiés en 1940, établissent nettement que dans certaines zones le transfert d'une terre ne doit être autorisé qu'en faveur d'Arabes palestiniens. On ne peut mettre en doute que ces règlements sont discriminatoires par leur nature même.

M. FABREGAT (Uruguay): Comment a été édictée la "Land Law" ?

M. ELIASH: Elle a été édictée, avant tout, grâce à un amendement spécial de l'ordonnance prise en conseil. Sans cet amendement, elle eût été absolument impossible, car l'ordonnance prise en conseil interdisait d'édicter des lois d'un caractère discriminatoire. L'ordonnance prise en conseil prévoyait originairement dans son Article 17.1 c)² que: "Aucune ordonnance ne sera promulguée qui soit en aucune manière en contradiction avec les dispositions du mandat ou incompatible avec elles". L'ordonnance stipulait également que "aucune ordonnance ne sera promulguée qui aura pour objet d'établir une discrimination quelconque entre les habitants de la Palestine pour des motifs de race, de religion ou de langue". En fait, à propos du pouvoir de Sa Majesté qui lui est réservé en vertu de l'article 89³ de l'ordonnance prise en conseil primitive on trouve une disposition à cet effet: "Sera réservé à Sa Majesté, à ses héritiers et à ses successeurs le droit de prendre avis de son ou de leur conseil pour édicter de temps à autre en Palestine toute loi ou ordonnance conformément au mandat qui lui a été conféré". On s'est donc trouvé devant la nécessité d'introduire un amendement spécial à l'ordonnance prise en conseil pour donner pouvoir au Haut

Commissaire d'établir des règlements relatifs aux ventes de terres, règlements qui auraient un caractère discriminatoire par leur nature même. Et c'est en faisant usage de ce pouvoir que ces règlements ont été publiés en 1940. Ainsi que je l'ai indiqué hier, ils ont été contestés récemment devant la Cour de Palestine et les tribunaux ont estimé qu'il appartenait à Sa Majesté de ne pas faire de discrimination, ainsi que cela est prévu dans le mandat. Comme le mandat a le caractère d'un traité entre les principales Puissances alliées et Sa Majesté, il appartient aux principales Puissances alliées ou à leurs successeurs de formuler une plainte à cet égard. Les tribunaux municipaux de Palestine sont tenus par cette législation et ne peuvent recevoir aucune demande ni aucune réclamation de la part d'un représentant quelconque de la population de Palestine.

M. FABREGAT (Uruguay): Notre Commission a reçu de nombreuses communications qui indiquent que les prisonniers des camps de rassemblement se trouvent dans des conditions de logement et d'hygiène insuffisantes. Avez-vous des renseignements sur l'autorité qui est chargée des services médicaux et sur les conditions de vie de ces personnes ?

M. ELIASH: Je ne saisis pas bien le sens de la question. S'agit-il des prisons d'une manière générale ?

M. FABREGAT (Uruguay): Oui. Il s'agit des conditions de vie et des conditions d'hygiène dans les camps de détention. Je crois comprendre que les camps de détention sont appelés ici camps de rassemblement.

Le PRÉSIDENT: De quels camps voulez-vous parler ?

M. FABREGAT (Uruguay): De Chypre et des camps de détention en Palestine.

M. ELIASH: En ce qui concerne Chypre, mon ami, M. Katznelson, a indiqué hier que des mesures sont prises par des groupements extérieurs pour améliorer les dispositions tout à fait insuffisantes prises pour le confort et l'entretien des internés par le Gouvernement et par ses agents à Chypre. En ce qui concerne les camps de détention de Palestine, ils font partie du système général des prisons de Palestine et, par conséquent, la surveillance médicale y est assurée par le Gouvernement et par le département de l'hygiène qui est chargé du service médical des prisonniers en général. Nous avons d'autre part, en dehors de la Palestine, des camps dans lesquels sont détenus des prisonniers politiques. Je n'ai pas de renseignements sur les dispositions qui sont prises dans ces camps et sur ceux qui en ont la charge.

¹ *Palestine Gazette* No 988, 1940, Supplement 2, page 327.

² Drayton: *Laws of Palestine*, vol. III, page 2591.

³ Drayton: *Laws of Palestine*, vol. III, page 2589.

M. KATZNELSON: En ce qui concerne Chypre, les autorités juives en Palestine, en coopération avec le Joint Distribution Committee, — c'est-à-dire avec l'American Jewish Relief Organization, — font tout ce qui est en leur pouvoir pour améliorer l'assistance médicale dans les camps. Nous avons envoyé à Chypre une mission médicale et un personnel d'infirmières et à l'heure actuelle une mission spéciale va enquêter sur l'état de l'hygiène mentale. Mais tous nos efforts ne sont certainement pas très efficaces, en raison des conditions sanitaires très dures, je puis dire inhumaines, qui règnent dans ces camps. Par exemple, lorsqu'il y a une insuffisance absolue d'eau et si l'eau doit être répartie en rations très faibles ou lorsqu'il y a dans les tentes et dans les baraquements un tel surpeuplement que plusieurs familles doivent vivre ensemble, il est certain que les ressources médicales ne sont pas suffisantes pour améliorer les conditions d'hygiène dans ces camps. Nous faisons de notre mieux et je dois dire que les autorités médicales militaires sont d'un très grand secours. Il y a à Nicosie un hôpital militaire dans lequel environ trois cents lits sont réservés aux internés, mais ces mesures ne sont que de simples palliatifs en raison des conditions existantes. Avec 16.000 personnes vivant dans de mauvaises conditions sanitaires, sans eau en quantité suffisante, sans lumière et sans le minimum indispensable en ce qui concerne le logement, tous ces efforts sont, dans une grande mesure, faits en vain.

M. FABREGAT (Uruguay): Les 2.000 enfants sont-ils dans les mêmes conditions dans le camp de Chypre ?

M. KATZNELSON: Oui. Il existe un secteur séparé pour 2.000 enfants à l'intérieur du camp.

Le PRÉSIDENT: Je suppose que les camps de Chypre ne relèvent pas de la juridiction de l'administration palestinienne.

M. KATZNELSON: Non, Monsieur.

Le PRÉSIDENT: Sont-ils soumis à l'administration des autorités de Chypre ?

M. KATZNELSON: Oui, Monsieur.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres questions à poser ?

M. FABREGAT (Uruguay): Excusez-moi d'avoir posé tant de questions ce matin. Je vous remercie beaucoup Monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un d'autre désire-t-il poser des questions ?

M. ELIASH: Puis-je me permettre de rectifier une déclaration que j'ai faite hier en réponse au

représentant des Pays-Bas au sujet de l'importance de la législation du travail en Palestine. J'ai procédé à des vérifications et il est tout à fait exact, ainsi que je l'ai dit, qu'aucune convention internationale du travail n'a été rendue applicable à la Palestine, mais un certain nombre de lois supplémentaires ont été édictées qui suivent plus ou moins les grandes lignes de certaines de ces conventions. En dehors de l'ordonnance sur les accidents du travail dont j'ai parlé hier et qui a récemment fait l'objet d'une nouvelle rédaction, il existe un nouveau texte du 19 juin 1947. Il existe aussi une loi sur les syndicats dont une autre rédaction a également été publiée à toutes fins utiles dans le même journal. J'aurais dû également parler de l'existence de deux ordonnances relatives à la réglementation du travail. L'une est l'*Employment of Children and Young Persons Ordinance* (1945) et l'autre est l'*Employment of Women Ordinance*, par lesquelles on a essayé d'incorporer dans la législation certaines des dispositions de la convention. Il existe par ailleurs une *Accidents and Occupational Diseases (Notification) Ordinance*, et il existe, bien entendu, une *Department of Labour Ordinance* qui institue le mécanisme nécessaire pour s'occuper de ces questions de travail. Il existe également une *Trade Boards Ordinance* et une *Factories Ordinance* qui traite de l'inspection des usines. J'ai pu m'assurer que certains inspecteurs organisent des inspections d'usines et des lieux d'emploi.

Il existe aussi une brochure¹ que j'aurais voulu vous communiquer, et qui intéresserait le représentant des Pays-Bas, sur l'assistance sociale et les assurances sociales en Palestine et j'avais tout à fait raison de dire hier, qu'en ce qui concerne la législation sur les assurances sociales, rien n'a été fait jusqu'ici. Il n'y a pas d'assurance maladie obligatoire ni d'assurance invalidité ou vieillesse ou sur la vie, ni d'assurance chômage ou maternité. Je pense que cette brochure donnera des renseignements jusqu'en 1947.

Il y a encore un ou deux points que je voudrais rectifier à propos de questions posées hier et auxquelles il n'a pas été entièrement répondu.

Une question a été posée au sujet des résolutions de l'Assemblée élue de Palestine relatives aux problèmes politiques palestiniens. Des résolutions de cet ordre ont été adoptées au cours de deux sessions de l'Assemblée actuelle qui a été élue en août 1944.

La première résolution a été adoptée en décembre 1944 et j'en ai une copie sous les yeux. Désirez-vous, Monsieur le Président que je la fasse circuler ou dois-je donner lecture du texte de la résolution qui a été adoptée ?

Le PRÉSIDENT: Veuillez en donner lecture.

¹ *Social Policy and Social Insurance in Palestine*, par I. Kanievsky.

M. ELIASH: Elle a été adoptée en Décembre 1944 et elle comporte cinq paragraphes:

"1. L'Assemblée élue fait appel à la Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, à l'URSS et aux Puissances alliées qui doivent jeter les bases du nouvel ordre mondial, pour qu'elles recherchent également une solution au problème posé par l'exil de la nation juive hors de sa patrie et pour qu'elle donne satisfaction aux demandes de l'Organisation sioniste mondiale:

a) d'ouvrir les portes de la Palestine à l'immigration juive;

b) de confier à l'Agence juive le contrôle de l'immigration en Palestine et de lui accorder le pouvoir nécessaire pour développer et construire le pays ainsi que pour cultiver ses territoires inhabités et incultes.

c) De créer en Palestine un Etat juif qui trouvera sa place dans la nouvelle structure mondiale. . .

2. L'Assemblée élue demande aux puissances alliées que soient pris des engagements internationaux et que soient données des garanties internationales pour une aide concrète en vue de l'exécution du projet sioniste: émigration massive libre et colonisation sur une vaste échelle afin de regrouper la nation juive dans sa patrie et d'assurer son indépendance politique.

3. L'Assemblée élue affirme que tout plan de partage de la Palestine est contraire aux liens historiques, religieux et nationaux qui unissent le peuple d'Israël à la terre d'Israël et qu'il est en contradiction avec les droits reconnus du peuple juif, avec ses besoins et ses revendications ainsi qu'avec les possibilités de développement du pays. Elle déclare que toute la Yishuv s'opposera vigoureusement à tout plan de ce genre.

4. L'Assemblée élue déclare que le but de la Yishuv et du mouvement sioniste est de coopérer avec les Arabes de Palestine dans un esprit d'aide mutuelle sur la base de l'égalité des droits politiques, religieux, économiques et culturels pour tous les habitants de ce pays, sans domination ni hégémonie.

5. L'Assemblée élue demande que la Grande-Bretagne supprime immédiatement le livre blanc avec tous ses décrets qui rendent nuls et non avenue les engagements contenus dans le mandat sur la Palestine et dans la Déclaration Balfour."

Voilà ce que disait la résolution de 1944. Elle a été suivie par une résolution adoptée en mai 1947 après l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies pour les affaires de Palestine; les membres de la Commission y trouveront des modifications importantes à la première résolution, notamment en ce qui concerne le troisième paragraphe qui ne figure plus dans la seconde résolution. Le texte de cette dernière est le suivant:

"L'Assemblée élue de la communauté juive de Palestine au cours de sa session du 20 au 22 mai 1947 a adopté une motion exprimant sa sincère gratitude et ses remerciements aux représentants de l'Agence juive pour leur déposition devant l'Assemblée extraordinaire des Nations Unies pour les affaires de Palestine.

"L'Assemblée élue fait siennes leur répudiation de la politique de la Puissance mandataire et leur présentation des revendications du peuple juif en vue du rétablissement de son indépendance dans sa patrie historique, c'est-à-dire en vue de la création d'un Etat juif.

"L'Assemblée élue considère cette solution comme le plus sûr moyen d'instaurer des liens d'amitié entre le peuple juif et les Arabes de Palestine et les pays voisins.

"L'Assemblée élue insiste vivement sur le devoir qui incombe à la puissance mandataire, aussi longtemps qu'elle assume la responsabilité du mandat, de respecter ses engagements fondamentaux et de donner à la nation juive son plein droit d'immigration et d'installation dans sa patrie."

Cette résolution a été adoptée par 67 voix contre 23, et 14 abstentions. Ce sont les membres du "Labour Unity Group" et de l'Hashomer Hatzair qui ont voté contre. L'Assemblée élue compte 171 délégués, et voici sa composition: les deux tiers des membres de l'Assemblée appartiennent à la Fédération générale des Travailleurs juifs et le dernier tiers est composé de représentants des religieux et des "General Zionists", qui forment l'aile droite de l'Assemblée. Un autre point qui exige des explications concerne le motif particulier qui explique le taux relativement bas de la participation au vote lors des dernières élections en 1944. Je voudrais donner sur ce point les explications suivantes.

Depuis l'institution de l'Assemblée élue, le taux de participation aux élections a varié entre 57 et 77 pour 100 du total. Aux dernières élections, le taux a été de 67 pour 100. L'une des raisons de ce taux relativement bas est l'abstention de certains groupes d'électeurs, qui ont insisté pour obtenir des modifications de la loi électorale actuelle, demande qui n'a pas pu être acceptée par la majorité de l'Assemblée élue.

Le PRÉSIDENT: Messieurs Eliash et Katznelson, je vous remercie.

AUDITION PUBLIQUE DES REPRÉSENTANTS DU GRAND RABBINAT

Le PRÉSIDENT: Le point suivant, inscrit à l'ordre du jour, concerne l'audition publique des représentants du Grand Rabbinat. Je crois savoir que M. le Grand Rabbin Herzog parlera

le premier et je l'invite à prendre place à la tribune.

M. Herzog prend place à la tribune.

Le Grand Rabbin HERZOG: J'ai l'honneur de me présenter devant vous en qualité de représentant du Grand Rabbinat de la Terre sainte pour plaider la cause spirituelle de mon peuple. Je le fais en qualité de porte-parole de la religion d'Israël, qui nous est si chère, et si sacrée, au nom de la Thorath Israël, du Talmud au sens le plus large de ce terme, qui est pour nous un terme si majestueux, si imposant, au nom de la Torah qui renferme notre charte nationale fondamentale. Notre plus vieux titre est Eretz Israël ou Palestine terre d'Israël.

Les récents et tragiques événements de Palestine ont placé les souffrances physiques des Juifs au premier plan des discussions internationales. Et cependant, ce n'est là que l'aspect extérieur de cette éternelle question. La cause fondamentale de nos souffrances est notre absence de patrie depuis deux mille ans, et cette douloureuse absence de patrie entraîne non seulement la torture du corps, mais aussi la souffrance de l'esprit, ce qu'en hébreu nous appelons Shechina. La renaissance nationale juive, dont vous avez eu la preuve au cours de vos voyages à travers ce pays, a ses racines profondes dans le royaume de l'esprit. Elle représente une nouvelle phase, un aboutissement de ce phénomène unique de foi et de souffrance qu'est l'histoire juive.

Nous cherchons évidemment à être libérés; libérés de l'oppression physique, à ne plus toujours dépendre de la bonne volonté et de la tolérance, mais par dessus tout à être libérés de l'esclavage spirituel. Notre histoire nationale, qui commence avec la Divine rédemption de notre peuple de l'esclavage égyptien, est quelque chose d'unique, sans analogie dans les annales de l'humanité. Au cours d'un pèlerinage de quarante années, sous le soleil brûlant du désert sinaïque, loin des habitations des hommes, la leçon de l'inhumanité de l'homme pour l'homme encore fraîche à la mémoire, leur âmes exaltées par l'émotion de l'aide providentielle évidente, nos ancêtres ont eu la grâce de cette communion avec le divin, cette révélation qui a de tout temps fixé notre place dans l'histoire.

Le message de l'esprit n'a pas été une formule abstraite. Il a fallu le transposer dans la réalité vivante d'une vie nationale sur une terre concrète. L'histoire de cette vie nationale, de ses essais, de ses réalisations et de ses échecs, est devenue le livre de l'humanité. En poursuivant cette mission sacrée, nous avons enduré un martyre qui n'a pas son semblable dans l'histoire des nations. Le retour actuel n'est que la dernière phase de cette recherche sans fin.

C'est une protestation contre un exil qui torture notre âme comme il brise notre corps. Nous cherchons à enfoncer de nouvelles racines dans le sol de notre patrie, de manière à ce que l'âme de notre peuple puisse revivre. Nous cherchons à les enfoncer dans la terre de nos pères, dans la terre dans laquelle tant de ce qui nous est sacré et cher a tout d'abord pris corps, a pris forme. La survivance du peuple juif est un cas sui generis. Il n'y a pas de cas analogue d'un peuple conservant ses lois et ses institutions, sa langue et ses traditions, son attachement à la terre de ses origines, ainsi que l'espoir de son retour éventuel et de sa restauration, durant plus de dix-huit siècles de dispersion à travers le globe. Les Juifs ne sont pas le seul peuple, le seul petit peuple, dont l'indépendance ait été réduite à néant par de puissants voisins. D'autres nations ont subi le même sort, mais elles ont réagi différemment. Lorsque la Rome impériale a emmené la nation en exil, les Juifs auraient pu accepter la défaite et disparaître dans le creuset des civilisations orientale et hellénique qui les environnaient. Ou bien, ils auraient pu quitter le pays en masse et installer leur état en un autre endroit du Moyen-Orient, comme d'autres nations l'ont fait avant et après eux.

Les Juifs n'ont adopté ni l'une ni l'autre de ces solutions. Ils ont choisi une attitude très différente. Leur Etat avait été détruit, leur sanctuaire réduit en cendres, plusieurs milliers d'entre eux avaient été vendus comme esclaves, les grandes familles avaient été disséminées par des exécutions, la grande masse du peuple avait été réduite à la misère. L'émigration leur offrait l'unique ressource pour éviter l'extinction. Un petit nombre demeura, s'accrochant fermement au sol ancestral, mais l'essentiel de la nation partit en exil. Juifs ils étaient, et Juifs ils demeurèrent, quel que fût le lieu dans lequel le sort les eût dispersés. Ils n'ont jamais abandonné leur identité nationale et leur héritage religieux. Toutes les phases de leur long exil n'ont pas été des périodes de souffrance. A certaines époques, comme par exemple, au moment où l'Espagne était soumise à l'islam, ils bénéficièrent d'une importante liberté et d'une certaine prospérité économique. Même à cette époque, ils ne cessèrent jamais d'être fidèles de tout leur cœur et de toute leur âme au pays qui toujours est resté pour eux l'Eretz Israël, la "Terre d'Israël."

Quelle est la source de cet inébranlable attachement? C'est l'expérience de l'esprit, dont la force est rappelée dans les pages de la Bible et dans notre littérature sainte post-biblique. C'est cette expérience qui a toujours modelé le caractère et la destinée du peuple juif comme ceux de la Palestine.

Mes amis, il est devenu de mode en cet âge cynique de faire peu de cas des choses de l'esprit et nous avons été les principales victimes de l'interprétation sans âme de l'Histoire. J'ai été

profondément peiné de trouver dans le Supplément au "Survey of Palestine" qui vous a été présenté par le Gouvernement de Palestine, un compte rendu de l'histoire juive en Palestine qui cherche à réduire les glorieuses pages de la Bible à un misérable récit d'idolâtrie de tribus et de guerres de tribus. L'Ancien Testament est cité comme un rappel des vicissitudes et des épreuves subies par les hébreux durant leur règne sur la Palestine, qui est arbitrairement fixé à un millénaire, mais on ne trouve pas un mot pour indiquer ce que cette période représente au point de vue spirituel et culturel. Tandis que cette enquête donne tous les détails sur ce que la Palestine représente de sacré pour les chrétiens et pour les musulmans, elle garde un silence complet sur le message de la prophétie hébraïque qui est parti de ces collines. Elle ne dit rien du défi moral d'Isaïe et de Jérémie, d'Amos et de Mica; du "cri des profondeurs" du psalmiste juif, du message, du courageux examen de conscience de Job, de la beauté primitive du Livre de Ruth, de l'angoisse des Lamentations. Aucune mention n'est faite du niveau élevé de la vie politique, économique et culturelle qui florissait à l'âge d'or de l'administration juive et dont des fouilles modernes apportent un témoignage toujours plus important. Pas un mot n'est dit des grandes académies fondées par les hommes de la grande Assemblée au début de la reconstruction du second temple; rien non plus des événements de l'ère post-biblique dont on trouve le rappel dans la Mishnah et dans le Talmud.

En considérant cette défaillance pathétique du Gouvernement de la Palestine, on ne peut s'empêcher de penser, que l'inaptitude du Gouvernement à traiter des problèmes de l'heure présente peut être expliquée en grande partie par son interprétation superficielle et dépourvue de sympathie et de compréhension, de l'histoire juive.

Le premier Etat juif a été détruit par la puissance irrésistible de l'empire chaldéen. Les Juifs ont été en majeure partie emmenés en captivité à Babylone, mais dès la première heure de leur exil il n'ont jamais cessé de prier pour leur retour. Ils ont refusé d'accepter pour patrie une terre étrangère. "Si je t'oublie, O Jérusalem, que ma main droite péricule, que ma langue se dessèche, si je ne me souviens pas de toi, si je ne mets pas Jérusalem au dessus de mes plus grandes joies". Avant même d'être emmenés en exil, le retour éventuel leur avait été prédit en des messages prophétiques d'une ferveur insurpassée: "Je mettrai fin à la captivité de mon peuple et il bâtera de vastes cités et il les habitera" — tel a été le divin message transmis par Amos, le berger de Tekoa. Jérémie, le témoin martyr de la destruction de Jérusalem a envoyé un message de son exil égyptien aux captifs de Babylone: "Je te bâtirai à nouveau et tu seras

bâtie, O vierge d'Israël . . . Vois, je les réunirai des parties les plus éloignées de la terre. Ils viendront en pleurant et je les mènerai avec des supplications . . . Et leur âme sera comme un jardin humide de rosée."

Au temps de la suprématie de l'Empire persan, sous le grand Cyrus, la seconde reconstruction commença. Elle se poursuivit après la conquête de la Perse par Alexandre le Grand, jusqu'à ce que la Palestine tombât sous la domination de la Syrie dont les tyrans essayèrent de briser l'esprit de la nation et d'helléniser le pays. La tentative aboutit à la grande révolte religieuse et nationale des Macchabées, qui eut pour résultat le rétablissement du Royaume de Judée sur toute la Palestine et sur toute la Transjordanie, et qui donna naissance à une nouvelle ère de création spirituelle et de prospérité matérielle jusqu'à la conquête de la Judée par la Rome impériale.

Les Romains adoptèrent une politique de répression et d'usure qui contraignit la majorité de la nation à l'exil. Ainsi commença son martyre national, mais quelle que soit la partie du globe où ils aient été conduits, les Juifs conservèrent la mémoire de Sion avec une farouche ténacité. Ils n'abandonnèrent jamais leurs droits sacrés au retour. C'est dans les pages de la Bible et de la littérature post-biblique qu'ils puisèrent leur force dans les vicissitudes de l'exil, et ces pages vibrèrent de l'atmosphère de la Palestine. Les souvenirs de la terre et de son ciel, de ses forêts et de ses vignobles, de ses villes et de ses palais, et par dessus tout de Jérusalem et de son sanctuaire, devinrent une partie intégrante de la conscience du peuple juif. C'est pourquoi les Juifs n'ont jamais disparu en tant qu'entité distincte. C'est pourquoi ils n'ont jamais essayé de se créer une vie politique nationale quelque part ailleurs. Pour la sauvegarde de leur héritage spirituel, ils ont accepté le poids terrible de l'exil. Ils l'ont fait, parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement.

Ils ont mêlé le souvenir de Sion à toutes les phases de leur vie personnelle et de leur vie collective. Du berceau jusqu'au tombeau, les rites religieux, les prières et les bénédictions ont associé le Juif à la destruction nationale et à l'espoir du Retour. Lors de l'initiation de l'enfant au pacte d'Abraham, des prières sont récitées pour qu'il puisse avoir le bonheur d'aller en pèlerinage à Jérusalem. Lors de la cérémonie du mariage on prie pour que "puissent les villes de Judée et les rues de Jérusalem, retentir bientôt des cris de joie et d'allégresse, de la voix du marié et de la mariée, afin que Sion retrouve ses enfants qui languissent au loin." Au moment de l'inhumation, une poignée de terre du sol de la Palestine est placée sous la tête du défunt de manière à ce qu'il puisse reposer dans le sol ancestral. Que d'efforts ont dû être faits, à toutes les époques, par les Juifs pauvres pour se procurer le petit sac de terre palestinienne qui

doit être placé dans leur tombeau. L'exhumation des morts est, d'une manière générale, interdite par notre religion, mais, pour une inhumation en Palestine, elle est non seulement permise, mais encouragée. En quelque lieu que le Juif prie il se tourne vers Jérusalem, vers la Palestine! Dans notre liturgie, dans nos prières quotidiennes et dans nos bénédictions, Sion et Jérusalem et la prière pour la réunion des exilés et la reconstruction de Jérusalem, occupent une place centrale. Le Juif dévot se lève à minuit et s'assoit sur le sol, la tête couverte de cendres pour pleurer la destruction de Jérusalem et pour prier pour le rétablissement de sa gloire. Dans des prières d'une extase mystique, Sion est désignée comme "la mère attendant le retour de ses enfants disséminés" et comme "la veuve éplorée refusant d'être consolée". "L'an prochain à Jérusalem" telle est la conclusion des rites solennels de la nuit de Pâques et du jour du grand pardon. Dans des pays lointains, nous prions pour que la Palestine reçoive la pluie et la rosée lorsqu'elle en a besoin. Notre plus grande autorité post-talmudique, Maimonides, affirme que la validité du calendrier,—fixant les dates de la fête de la moisson et du jour du grand pardon, obligatoires pour les Juifs du monde entier,—dépend en définitive de la présence d'une communauté juive en Palestine qui, sinon en fait, du moins *de jure*, demeure toujours le centre de l'autorité religieuse juive. Dans la loi juive, qui est une loi concrète, un mari peut contraindre sa femme et, *vice versa*, la femme peut contraindre son mari, sous peine de sanctions judiciaires, à émigrer en Palestine.

De même, le regret de Sion a imprégné la littérature hébraïque. Bien que les Juifs aient partout adopté la langue du pays dans lequel ils vivent, l'hébreu est demeuré leur langue de prière, d'étude et d'expression littéraire. Le retour à Sion a été également le thème central de la littérature juive juridique, mystique et homilétique. Les lois et les préceptes s'appliquant au sol et à ses produits en Palestine, ont fait l'objet d'études approfondies et de recherches, au cours de l'Exil. En fait, toute la structure de la vie palestinienne a été traditionnellement conservée, de manière à pouvoir être remise en place lorsque viendrait l'heure du Retour. Les racines profondes de la vie des Juifs se trouvaient dans une terre lointaine que peu avaient quelque chance de voir de leurs propres yeux. Que la Palestine, en effet, ait été sous la domination des Byzantins, des Arabes, des croisés, des envahisseurs mongols, des Mameluks ou des Turcs, il n'y a jamais eu aucune chance d'un retour massif des Juifs. Cette chance ne s'est présentée qu'à notre génération et n'a pas manqué d'être saisie. Mais, à toutes les époques, les Juifs individuellement, ou en groupe, ont fait "l'ascension" (l'Aliya) de la terre sainte, et il y a eu des époques où l'aspiration au retour a

brillé en mouvements messianiques d'une ferveur farouche, qui ont secoué le cadre de la vie juive dans la Diaspora.

La flamme mystique n'est pas morte; elle est vivante partout dans l'effort de reconstruction que vous voyez jaillir dans ce pays. Sans parler des établissements orthodoxes et des centaines de synagogues et d'institutions religieuses, je suis fermement convaincu que, sous les apparences extérieures de la reconstruction nationale jaillit une intense aspiration non seulement à un refuge, mais aussi à une régénération spirituelle. Cet élan a trouvé son expression dans la renaissance de la langue et de la littérature hébraïques et aussi, à un degré égal, dans une renaissance des études et des recherches religieuses dans des institutions toujours plus nombreuses, dans les remarquables collèges religieux de la Yishuv, y compris dans le plus grand collège du monde,—dont le nombre dépasse de loin la proportion de la population juive de Palestine. Sion est déjà devenue le centre des études saintes pour les Juifs du monde entier. D'importantes publications religio-juridiques ont commencé à être publiées ici, qui semblent symboliser la réalisation de la prophétie selon laquelle "La loi partira de Sion et la parole de Dieu de Jérusalem". Le grand rabbinat de Palestine, dont mon vénéré collègue vous parlera tout à l'heure est un autre exemple de cette évolution. Des critiques inamicales décrivent parfois notre effort national comme un exemple de matérialisme séculaire. Rien n'est plus éloigné de la vérité. Ainsi que l'a déclaré à plusieurs reprises mon saint prédécesseur le Rabbin Kook, que bénie soit sa mémoire, consciemment ou inconsciemment, les nouveaux bâtisseurs sont inspirés par l'ancien idéal. Cet idéal, nous en sommes convaincus, nous le croyons avec ferveur, modèlera en définitive la vie et les visions d'avenir de toute la communauté juive.

Il est des ennemis de notre peuple qui affectent d'avoir des préoccupations pseudo-spirituelles pour son avenir religieux, et qui vont disant que tous les Juifs ont besoin d'avoir ce qu'ils appellent un "centre spirituel", une grande académie religieuse, une université, un synode rabbinique central, mais qu'il ne leur faut ni terre, ni établissements, ni villes, ni industrie, ni Etat.

Je suis ici pour démentir ces assertions hypocrites. La vie spirituelle, en ce qui concerne notre peuple en particulier, ne peut s'épanouir si elle est séparée de la réalité. Nous ne pouvons créer si nos existences ne sont pas profondément enracinées dans le sol. Le sabbat juif, pilier central du judaïsme, s'écroule sous le poids des conditions économiques actuelles et sous la pression des conditions de vie imposées aux minorités. La préservation du judaïsme sous son aspect religieux, pour ne rien dire de son aspect national

et de son aspect historique, dépend, dans une grande mesure, de la renaissance d'un Etat juif en Palestine. Ce ne sont pas seulement nos écoles religieuses, nos collègues religieux et notre Académie religieuse qui nous sont chers, mais aussi nos villages et nos établissements. Nos aspirations religieuses et nationales trouvent leur expression la plus significative dans l'édification d'académies religieuses juives à proximité des colonies agricoles.

C'est cet enchevêtrement de la réalité physique avec la vie de l'esprit, cette sanctification de l'effort humain qui constitue notre contribution particulière, ou plutôt l'une de nos contributions particulières, au patrimoine de l'humanité civilisée. C'est l'idée d'une renaissance spirituelle juive basée sur une restauration nationale qui a inspiré les nombreux amis et partisans non-juifs de la cause sioniste, depuis l'époque des puritains anglais jusqu'aux époques de Byron, de Shaftesbury et de George Eliot. Ce sont ces chrétiens sionistes, inspirés qui ont préparé la voie à l'adoption de la politique de la déclaration faite par Balfour à notre propre génération. De grands ecclésiastiques anglais, comme feus les archevêques de Canterbury, le Dr Land et le Dr Temple, et des laïcs pieux comme Lloyd George et Lord Balfour, ont été des soutiens ardents du sionisme. Lorsque, en 1937, la Commission royale, en proposant le partage, excluait Jérusalem de la zone de l'Etat juif, feu l'archevêque Dr Land a fait, à la Chambre des Lords, une déclaration dont je voudrais citer le passage suivant:

"Il est un point sur lequel j'estime que les Juifs peuvent légitimement se plaindre des propositions formulées par la Commission royale. Il s'agit de la situation de Jérusalem elle-même. Il me semble extrêmement difficile de prétendre satisfaire les idéaux du sionisme en excluant les Juifs d'un endroit quelconque de Sion. Comment nous est-il possible de ne pas sympathiser avec les Juifs sur ce point? Nous nous rappelons tous leur très ancienne résolution, leurs lamentations et leur aspiration:

"Si je t'oublie, O Jérusalem, que ma main droite perde toute adresse!" Ils ne peuvent oublier Jérusalem."

Et enfin, permettez-moi de citer Lord Balfour lui-même. Dans le grand discours qu'il a prononcé à l'occasion du dixième anniversaire de sa Déclaration historique, il a prononcé des mots sur les aspects spirituels du sionisme qui sont à l'opposé des tendances actuelles, alors que l'on s'efforce de réduire la question juive à une simple question humanitaire, concernant des réfugiés déplacés: "Je n'aurais jamais pu, a dit Lord Balfour épouser cette cause avec l'enthousiasme que j'ai toujours éprouvé, s'il s'était agi de la simple question d'arracher à une vie

malheureuse un certain nombre de personnes de race juive et de les retransplanter dans la terre de leurs ancêtres. S'il ne s'était agi que de cela, j'aurais été, j'espère, un partisan convaincu de la cause. Mais je pense qu'il s'agit de beaucoup plus que cela. Je pense, et je crois, que le peuple si généreusement doué qui a fait tellement pour la civilisation occidentale dans certaines des voies les plus élevées de l'effort humain, fera plus encore si vous lui donnez la chance, dans la terre première de son inspiration, de mener à bien la tâche commune, côte à côte avec toutes les grandes nations civilisées du monde, si vous lui donnez la chance de travailler côte à côte avec elles pour le progrès commun de la connaissance".

L'humanité se trouve à la croisée des chemins de l'histoire et il n'est pas d'épreuve plus grande pour elle que le problème juif. Un début prometteur a été réalisé dans ce pays vers une solution de ce très ancien problème, mais la lumière de Sion se détache, étincelante, sur l'arrière-plan de la terrible catastrophe qui s'est abattue sur notre peuple en Europe. J'ai passé six mois l'année dernière à visiter ce qui reste de notre peuple sur le continent européen, à circuler au milieu des monceaux de cendres de ce qui, il y a dix ans, était le tiers d'Israël. J'ai vu le remarquable travail qu'a fait l'UNRRA pour les Juifs et je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma profonde reconnaissance pour ses efforts dévoués et l'espoir que l'OIR, la nouvelle organisation, maintiendra cette noble tradition de secours aussi longtemps que les circonstances l'exigeront. Mais ces camps ne peuvent subsister. Les conditions de vie ont presque atteint la limite supportable. Rien de matériel ne peut consoler la mère qui a vu son enfant arraché de son sein par des chiens enragés à Belsen ou à Dachau, ni les orphelins qui ont vu leurs parents enterrés vivants et la terre soulevée par les mouvements de leur agonie. Ces survivants du peuple d'Israël, épargnés par miracle, doivent être guéris spirituellement et cette guérison ne peut être réalisée qu'au milieu de leur peuple, sur la terre pour laquelle leur âme soupire et sur laquelle les tourments du passé seront oubliés en édifiant l'avenir.

J'insiste auprès de vous, Messieurs, pour que vous visitiez ces camps et pour que vous constatiez par vous-mêmes quelle est la situation. Ces gens ont enduré ce qu'aucun être humain n'a jamais eu à souffrir et il me semble essentiel que ceux qui sont venus enquêter sur la question palestinienne emportent aussi une impression directe de cet aspect particulièrement aigu du problème. Car ne laissons subsister aucune erreur sur ce point: ces Juifs survivants d'Europe font partie intégrante de la scène politique de Palestine. C'est dans leur intérêt, autant que dans le nôtre, que nous demandons que le Livre Blanc soit annulé et qu'un règlement politique

soit effectué qui permette leur transfert rapide en Palestine.

Et, puisque j'en suis à ce point, permettez-moi de parler de l'une des questions particulières qui a été à plusieurs reprises soulevée à propos du règlement politique proposé. On a prétendu que si un état juif devait être créé en Palestine, les religions non juives en seraient lésées. Je voudrais à cet égard répéter ce que j'ai dit l'an dernier à la commission anglo-américaine. Nous, les grands rabbins de Palestine, sommes ici pour déclarer que le peuple juif ne cherchera à imposer sous aucune forme par la force, par la persuasion, par la législation ou par tout autre procédé, sa religion ou ses traditions à des personnes d'une autre foi. Dans l'état juif, toute communauté jouira d'une complète autonomie pour l'administration de ses affaires religieuses et culturelles conformément à ses traditions, à l'intérieur d'un cadre analogue à celui prévu par le mandat. Chaque communauté administrera librement ses propres institutions sans aucune ingérence de la part de l'Etat. Les lieux saints des diverses religions seront confiés à la garde de ceux pour qui ils sont saints.

Monsieur le Président, Messieurs, vous êtes sur le point de délibérer sur un cas qui n'a ni précédent, ni parallèle, sur un cas qui est unique. Ne nous jugez pas, je vous le demande solennellement, selon les lois ordinaires. Oubliez vos livres de droit et votre jurisprudence, oubliez tout ce qui a été dit, tout ce qui a été pensé de la proscription, de l'expulsion, etc. Rien de cela ne vous aiderait le moins du monde.

Vous êtes en présence d'un cas pour lequel il n'y a aucun précédent. Vous en êtes arrivés au point critique où il faut décider si cette grande histoire du peuple appelé Israël, cette histoire vieille de quatre mille ans qui a donné à l'Humanité deux grandes religions, qui lui a donné la conception morale et spirituelle du monde, qui lui a donné ce grand idéal de paix éternelle que nous n'avons hélas pas encore atteint — si cette grande et merveilleuse histoire de ce peuple unique se perdra dans les gigantesques tas de cendres, dans les immenses tombes collectives de six millions de Juifs y compris un million deux cent mille enfants et nourrissons, ou si cette histoire engendrera maintenant quelque chose de grand et de noble qui sera une partie d'un grand plan divin dans l'histoire de l'Humanité.

J'en suis arrivé à la fin de mes observations. Le monde va de nouveau passer par le creuset du changement. L'homme et la femme de la rue, dans tous les pays, aspirent à la paix et à la renaissance de l'esprit. Nous devons redécouvrir les vérités fondamentales sur lesquelles repose toute véritable civilisation, la paternité de Dieu et la fraternité des hommes. La paix et la justice sont indivisibles. Le monde ne trou-

vera pas sa paix tant qu'il n'aura pas délivré sa conscience de ce lourd fardeau: l'absence de foyer de l'un des plus anciens de ses peuples.

Je prie notre Père qui est aux cieux que vos délibérations puissent aider à trouver une solution durable à ce très douloureux et très délicat problème de notre époque.

Le PRÉSIDENT: Je remercie, Votre Eminence.

Je donne la parole à son Eminence, M. le Rabbén Ben Zion Ouziel.

M. le rabbin BEN ZION OUZIEL, Richon-Le-Zion, grand rabbin de Palestine, parle en hébreu. Aucune interprétation de son discours n'a été donnée mais une traduction en anglais a été distribuée.)

Le rabbin BEN ZION OUZIEL: C'est un point d'honneur pour nous de vous souhaiter tout d'abord la bienvenue à votre arrivée dans la ville sainte de Jérusalem, la ville de Dieu, où vous êtes venus pour assumer une tâche exaltante et pleine de responsabilités, qui est d'un intérêt tellement vital pour la paix d'Israël et pour la paix du monde. Puissiez-vous être bénis, vous, les émissaires distingués de toutes les nations du monde, qui êtes aussi, nous en sommes convaincus, les émissaires de Dieu, le Maître de tous les royaumes et le Roi du monde.

Nous souhaitons et nous prions que le Tout-Puissant bénisse vos travaux, qui sont destinés à mettre fin au martyre et aux errances du peuple d'Israël, prolongés maintenant depuis deux mille ans, et à lui restituer sa liberté et sa tranquillité d'esprit, sa terre, son Etat et sa dignité parmi toutes les nations du monde comme il sied à cette vieille nation qui a donné des lois et des éthiques à toutes les nations du monde et qui a collaboré d'une manière importante et substantielle à l'avancement de toutes les entreprises humaines, à la science, au savoir et au progrès social, même durant sa longue dispersion, alors qu'il était chassé d'un pays à l'autre et d'une nation à l'autre. Nous prions pour que le Tout-Puissant étende sa grâce et sa faveur divines à vos travaux, pour qu'il vous guide dans le chemin de la vérité et pour qu'il vous communique sa sagesse, de manière à ce que vos noms soient bénis et estimés pour toujours à l'avenir.

Excellences, au nom de toutes les communautés juives qui subsistent encore dans toute la Diaspora juive, y compris les communautés séphardites du Moyen Orient, des pays européens et des Etats-Unis d'Amérique, ainsi qu'au nom des communautés juives qui ont été complètement détruites et au nom des millions de fils d'Israël qui ont été sauvagement massacrés par les nazis et leurs satellites sous les yeux de toutes les nations qui ont vu passivement cou-

ler leur sang innocent, nous joignons notre voix à celle du Yishuv de Palestine et des organismes suprêmes de la communauté juive de Palestine ainsi qu'à la voix du peuple d'Israël dispersé et de ses représentants autorisés — les membres de l'Agence juive. Nous nous adressons à vous avec un cri qui vient du plus profond de notre cœur et de la souffrance de milliers d'années de dispersion et d'errances humiliantes, et nous vous disons: la Palestine est la seule terre parmi tous les pays du monde sur laquelle la faveur providentielle se soit particulièrement exercée, un pays dont il est dit dans les Ecritures: "Le regard du Seigneur ton Dieu est toujours ouvert sur elle, depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin de l'année." Cette terre a été particulièrement remarquée et rendue unique comme berceau de la prophétie. Ici, les prophètes d'Israël, qui sont les prophètes de toute l'humanité, ont prophétisé à Israël sa dispersion et sa rédemption, ils ont prophétisé pour toutes les nations du monde; ils ont proclamé l'avènement de la paix basée sur la vérité et la justice et leurs messages sont demeurés et demeureront pour toujours le trésor spirituel, l'héritage d'Israël et de toute l'humanité. Cette terre qui est tenue en vénération sainte par toutes les nations et par toutes les religions a été donnée à Israël pour sa possession perpétuelle par l'entremise du premier patriarche de notre nation, comme le disent les Ecritures: "Et je te donnerai à toi et à tes descendants le pays dans lequel tu es étranger, tout le pays de Chanaan, pour une possession éternelle." Par un miracle, les fils d'Israël ont pris possession du pays où, ils sont entrés sous la conduite de leur chef Josué comme beaucoup plus tard sous la conduite d'Ezra et de Néhémie.

Les Romains qui ont conquis et subjugué toutes les nations ont également conquis ce pays par l'épée. Depuis, le désir du Tout-Puissant, énoncé par la bouche de Moïse, qui nous a donné la Loi, a été que le peuple d'Israël soit éparpillé et dispersé. "Et le Seigneur te dispersera parmi tous les peuples d'une extrémité de la terre à l'autre extrémité de la terre". Mais si forte était la foi inébranlable en la divine promesse ("Alors le Seigneur ton Dieu mettra fin à ta captivité et aura pitié de toi et te recherchera dans toutes les nations où le Seigneur ton Dieu t'a dispersé. Et le Seigneur ton Dieu te ramènera dans le pays que tes pères possédaient et tu la posséderas alors et Il te traitera bien et il te fera prospérer mieux que tes pères") que le peuple d'Israël n'a jamais abandonné son espoir de retour dans son pays et n'a jamais cessé d'y aspirer.

Dans sa foi solide en la loi d'Israël qui est la loi éternelle, Israël n'a jamais acquiescé et n'acquiescera jamais au rapt de son pays et de sa liberté par la violence. C'est pourquoi il n'y a jamais eu d'époque dans l'histoire au cours de

laquelle la présence juive ait cessé dans la terre d'Israël, qui a été désignée sous le nom de "la terre de la vie" parce qu'il n'est pas de vie pour le peuple d'Israël sans la terre d'Israël.

Durant des siècles après la destruction du deuxième temple il y a eu une colonie importante de Juifs à Jérusalem, malgré la prohibition de l'Empereur Hadrien, qui avait décrété que tout Juif qui mettrait le pied sur le sol de Jérusalem serait passible de la peine de mort. Il y avait aussi en Galilée une importante colonie de Juifs qui constituait l'essentiel de la population juive de Palestine. Cette communauté énergique de Galilée se consacrait à l'agriculture et à des industries domestiques et elle développait sa littérature juridique et éthique, que la composition de la Mishnah et du Talmud de Jérusalem a cristallisée. Après l'exil espagnol, cette communauté a reçu l'apport important et de grande valeur d'exilés parmi lesquels se trouvaient certaines des plus éminentes autorités rabbiniques. Ainsi renforcée, cette communauté a ressuscité la Yishuv en Galilée et à Jérusalem, a développé ou élaboré une littérature juridique et mystique qui a trouvé son aboutissement dans la composition du Shulhan Aruch (le code juif moral) et dans les travaux modèles du mysticisme juif.

Malgré les persécutions et les lois anti-juives, les accusations colomnieuses dirigées contre nous, et le traitement inhumain auquel nous avons été soumis, et en dépit de la vie de misère et d'agonie que nous avons été contraints de mener, et par laquelle a été accomplie la plus douloureuse prophétie du Pentateuque: "Et parmi ces nations tu ne trouveras pas de paix et la plante de ton pied n'aura pas de repos" ainsi que la vision de notre dispersion par le prophète: "Parce que je leur ai aussi donné des idoles qui étaient fausses et des jugements à cause desquels ils ne devaient pas vivre"; malgré tout, dis-je, c'est grâce à la miraculeuse volonté divine que nous avons pu survivre dans notre dispersion et subsister sur la terre divine, qu'ici en Palestine, et à Jérusalem notamment, une colonie juive a survécu car, comme l'a écrit le grand Maimonides "il était contraire à la volonté de Dieu que les fils d'Israël fussent absents de la Palestine où il leur avait été promis que les traces de l'esprit national ne disparaîtraient jamais".

Animés de cette foi, nos ancêtres ont prêté un serment d'allégeance et de fidélité à leur terre: "Si je t'oublie O Jérusalem, que ma main droite oublie son adresse." Nous avons respecté ce serment de fidélité tout au long des générations durant notre dispersion. Nous nous sommes souvenus de la Terre Sainte dans nos pensées et dans nos actions et dans tous nos mouvements, et dans les événements religieux de notre vie, même aux derniers moments de la vie de tout Juif, lorsque nous répandons de la terre de Pa-

lestine dans ses yeux, et nous avons transmis ce serment à nos enfants et à la postérité.

Aucun Juif, aucune Juive n'a jamais accepté de son plein gré de transférer sa résidence de Palestine dans un pays étranger, en raison de son amour du pays et de son obéissance aux commandements de la loi juive qui interdit expressément une telle désertion, sauf si un Juif est exposé à la famine ou si sa vie est en danger (Maimonides Rois V,5,6).

Durant les dernières décades le peuple d'Israël, où qu'il fût dispersé, a été inspiré par le Dieu Tout-Puissant qui l'a poussé sans cesse à retourner au pays de ses ancêtres pour le rebâtir et rendre la vie à ses déserts. Telle est l'origine des colonies agricoles modernes qui ont été créées avant la première guerre mondiale et qui ont été l'institution principale et essentielle de la déclaration Balfour. C'est ainsi que l'immigration juive s'est tournée vers la Palestine de toutes les parties de la Diaspora juive en accomplissement de la prophétie du Prophète: "Qui sont ceux qui volent comme des nuages et comme les colombes vers leurs fenêtres".

Tout Israël, en Palestine comme dans la Diaspora, a espéré voir en la déclaration Balfour, faite par le Gouvernement de Sa Majesté, la suite de la fameuse déclaration faite par Cyrus à nos ancêtres. Inspirés par cette déclaration et animés par leur foi, les juifs sont venus en Palestine, isolément ou par groupes, de toutes les parties du monde. Par la grâce de Dieu nous avons bâti des villes entières bien pourvues de ressources des villages et des établissements agricoles, dont quelques uns ont basé leur existence entière sur des fondements religieux.

Nous avons bâti de grandes maisons pour le culte religieux, dans lesquelles des milliers des nôtres poursuivent quotidiennement leurs études religieuses et offrent leurs prières. Un réseau d'écoles religieuses primaires, secondaires et supérieures (Talmud, Torahs et Yeshivoth) a été créé dans toutes les parties du pays et, dans ces écoles, les lois et les traditions juives sont enseignées et étudiées.

Grâce aux efforts conjugués des individus et de la communauté, nous avons rendu la vie et la prospérité à des terres arides et incultes que nous avons acquises justement et honnêtement. Nous avons fait jaillir les eaux souterraines qui étaient jusqu'ici inexplorées et inutilisées, de manière à ce qu'elles puissent transformer en une terre bénie, la terre aride qui était une malédiction pour le peuple de ce pays. La fertilité ainsi rendue au sol de Palestine est un exemple vivant de l'initiative et de l'énergie de nos frères pionniers et elle témoigne de l'exactitude de l'appellation biblique pour ce pays de lait et de miel.

Le rassemblement sur cette terre de tous les survivants dispersés du peuple d'Israël a amené

l'union du peuple en ressuscitant leur langue hébraïque originale, la langue des prophètes, qui est maintenant utilisée tant comme langue populaire que comme langue littéraire d'enseignement et de recherche, et qui se développe tous les ans d'une manière importante dans les deux directions. Cette réunion a ainsi abouti à l'organisation collective de tous les juifs de Palestine sous les auspices de la Knesset Israël (la communauté juive de Palestine), remarquable pour son étroite cohésion.

A cours de la période qui s'est écoulée depuis la déclaration Balfour, un événement communautaire très important s'est produit sous la forme de la fusion des deux tribus d'Israël, les Sephardites et Ashknazites qui, par l'anathème de la Diaspora, avaient dû mener une existence communautaire séparée à l'Est et à l'Ouest.

Du temps où le premier Haut Commissaire, notre coreligionnaire Sir Herbert Samuel, exerçait ses fonctions, un Conseil rabbinique combiné (plus connu sous le nom de grand rabbinat) a été constitué sous la co-présidence de deux grands rabbins représentant respectivement la communauté séphardite et la communauté Ashkenazite. Ce Conseil agit comme Cour religieuse d'appel; il reçoit les appels de tous les offices rabbiniques locaux, exerçant sa juridiction dans tous les cas qui sont de sa compétence en vertu de l'ordonnance prise en conseil sur la Palestine, en date de 1922, et agissant aussi comme communauté d'arbitrage en vertu des "Jewish Community Rules" de 1926.

La reconstruction de cet important organisme est considérée par nous comme l'accomplissement des prophéties bibliques qui envisageaient la rédemption de Sion par les voies de la justice et de l'équité, administrées par des juges juifs. C'est aussi la réalisation de la vision du prophète qui a prévu la réunion de toutes les tribus d'Israël et leur fusion en une nation unie.

Cependant, à notre grande tristesse, des obstacles ont été mis par le gouvernement de Palestine à la réalisation de ces nobles visions prophétiques; le gouvernement a limité et restreint la compétence du rabbinat, la confinant aux citoyens de Palestine et, pis encore, à ceux qui sont officiellement membres de la communauté reconnue (Knesset Israël). C'est une diminution de droits qui n'a jamais existé durant toute l'histoire du peuple juif. Nous nous permettons d'exprimer l'espoir qu'il sera mis fin à cette erreur en conférant aux tribunaux religieux juifs une pleine juridiction sur tous les Juifs de Palestine, analogue à celle qui a été conférée aux tribunaux religieux musulmans.

En ces années d'effort juif intense, qui a apporté tant de bienfaits au pays et à toute sa population, nous n'avons jamais trouvé de repos ni de quiétude réels et nos travaux ont été gênés par des émeutes et par des troubles dus à nos

voisins arabes, avec lesquels nous avons toujours vécu et avec lesquels nous entendons vivre en relations d'amitié. Ces troubles ont suivi les incitations continuelles et perfides d'agents étrangers qui avaient pour but de miner et de détruire le travail commencé par nous au prix d'innombrables sacrifices en vies humaines et en biens. A ces difficultés, il faut ajouter les ravages de la guerre qui ont sérieusement retardé et ralenti notre travail. Certaines de nos anciennes colonies ont dû être abandonnées, comme par exemple Ramleh, Shechem, Gaza, Hebron et Pekiin, tandis que la communauté de Safad n'a pu échapper que par miracle et de justesse. Nous avons été contraints d'abandonner également une large partie de notre établissement de Jérusalem, en raison du danger auquel nous aurions été exposés si nous avions continué à y vivre. Ces faits sont des preuves supplémentaires de la destruction entière et successive de nombreuses colonies juives qui ont si complètement disparu qu'il n'est pas même possible de retrouver les restes des cimetières juifs au lieu même où elles existaient. Ils expliquent également notre faible importance numérique en Palestine avant la première guerre mondiale.

Mais l'accroissement de notre population dans ce pays et le développement de notre travail constructif révèlent le dévouement intense et sans restriction de notre peuple pour son ancienne terre. Ils révèlent également les énormes bienfaits qui naîtront directement, dans tous les domaines de la vie, du retour d'Israël dans sa patrie, d'où une paix véritable et permanente rayonnera vers toutes les parties du monde.

C'est avec une grande détresse cependant, que nous devons exprimer notre profonde déception devant les restrictions croissantes à l'immigration décrétées par le Gouvernement mandataire. Ces restrictions ont trouvé leur aboutissement dans le Livre Blanc, qui a virtuellement rendu nul un engagement international solennel; qui a restreint numériquement et géographiquement notre colonie; qui a cherché à faire de notre communauté une minorité permanente et, pis encore, une communauté étrangère dans son propre pays, puisque la plus grande partie du pays a été fermée à la colonisation juive.

Cette mesure impitoyable et cruelle a fermé le pays à des dizaines de milliers de nos frères réfugiés qui, au péril de leur vie, avaient espéré y trouver la sécurité après avoir échappé à la barbarie et aux violences de leurs cruels persécuteurs.

Je ne puis exprimer par des mots la calamité tragique qui s'est abattue sur nous par suite de la sauvagerie des nazis et de leurs satellites. L'histoire n'est que trop connue dans toute sa bestialité et quiconque est né à l'image de Dieu doit être rempli de honte en pensant aux monstrueuses violences qui ont abouti à

l'extermination de six millions de Juifs et de Juives, (y compris des enfants et des nourrissons) parmi lesquels figuraient certains des représentants les plus instruits et des plus éminents de notre peuple. Qui peut dire combien de nos enfants mènent encore au milieu de non-juifs une vie de captifs et de prisonniers ?

Bien que plus de deux ans se soient écoulés depuis l'armistice, des dizaines de milliers des nôtres sont néanmoins encore derrière des fils de fer barbelés dans des camps de concentration ou errent de place en place sans trouver de repos pour leurs âmes lasses. Il faut faire mention des émeutes anti-juives organisées durant la guerre et depuis le Jour V à Tripoli, en Irak et en Egypte et du terrorisme qui règne en Syrie et en Afghanistan. Ces explosions de violence portent tristement témoignage des conditions dans lesquelles vivent actuellement nos frères dans ces pays, et de l'avenir encore plus sombre qui les y attend. Averties de cette situation tragique, unique dans son horreur, qui caractérise la vie d'Israël au cours des années de dispersion, vos Excellences apprécieront mieux la justice du cri d'Israël dans son agonie, lorsqu'il fait appel au monde civilisé en termes d'une profonde humanité. N'avons-nous pas le même Dieu ? Pourquoi sommes-nous tellement seuls ? Pourquoi faisons-nous l'objet d'une telle discrimination ? Pourquoi sommes-nous plus mal partagés que toutes les autres nations ?

Le seul et unique remède est la restauration d'Israël dans son état et dans sa liberté, grâce auxquels il pourra développer et utiliser ses dons, reconstruire son pays, en remettre le sol en valeur à la sueur de son front, pour le bien de tous ceux qui habitent ce territoire sans aucune discrimination, ainsi que le commande notre loi: "Mais l'étranger qui habite avec vous sera chez vous comme s'il était né parmi vous et tu l'aimeras comme toi-même ... et tu ne l'offenseras pas" (Leviticus 19, 34). C'est en nous appuyant sur ces préceptes d'une éthique élevée que nous traiterons nos voisins, nous les reconnaissons maintenant et nous les reconnaitrons toujours comme des citoyens jouissant de droits égaux pour leur culte religieux, l'observation de leurs religions et l'exercice de tous les autres droits civils. Restituez à Israël son pays et son état, de manière à ce qu'il puisse faire partie de la communauté des nations et apporter sa contribution particulière au progrès de la connaissance, pour son propre profit et pour le profit du monde entier.

La déclaration que je viens de faire n'exprime qu'une partie de mes sentiments et de ma tristesse. Je ne peux conclure qu'en priant que vous puissiez être les loyaux agents de la Providence, du Dieu d'Israël qui est le Dieu de l'Univers, de manière à ce que par vos travaux vous réalisiez la prophétie du prophète: "Je les chercherai

dans tous les pays où je les ai chassés dans ma colère et dans ma fureur et en grand courroux; et je les ramènerai à cet endroit et je les y ferai vivre en sécurité . . . je serai heureux par eux en leur faisant le bien et je les fixerai sur cette terre, assurés de tout mon cœur et de toute mon âme" (Jérémie 32, 37, 41).

Le PRÉSIDENT: Je remercie Votre Eminence.

Je vais maintenant suspendre la séance pendant dix minutes mais je serais reconnaissant à Votre Eminence de bien vouloir demeurer pour pouvoir répondre aux questions qui seront posées par la Commission.

La séance est suspendue pour dix minutes.

Le PRÉSIDENT: Messieurs, la séance est ouverte. Je prie Son Eminence M. le Grand Rabbin Docteur I. Herzog, et Son Eminence Monsieur le Rabbin Ben Zion Ouziel de bien vouloir monter à la tribune.

Son Eminence le Grand Rabbin Dr. I. Herzog et Son Eminence le Rabbin Ben Zion Ouziel prennent place à la tribune.

Le PRÉSIDENT: Je n'ai pour ma part aucune question à poser. Y a-t-il un membre de la Commission qui désire poser des questions ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Monsieur le Président, j'ai un très grand respect pour les chefs spirituels et religieux de toutes les communautés et je les vénère. Mais à mon humble avis, ils devraient rester en dehors des controverses politiques. Et, par respect pour leur situation, je ne poserai pas de questions sur les questions politiques qu'ils ont mêlées à leurs discours, mais je poserai juste quelques questions qui ne concernent pas la politique.

Eminence, faut-il considérer comme Juifs ceux qui bien qu'ayant été autrefois Juifs croient maintenant au Christ, membre de la Sainte Trinité!

Le Rabbin HERZOG: J'ai l'honneur de répondre au distingué délégué de l'Inde, Sir Abdur RAHMAN. Une distinction doit être établie entre un bon Juif et celui qui n'est pas un bon Juif. L'adoption d'une autre foi ne fait pas d'un Juif et non-Juif du point de vue religio-juridique juif. Je vous donnerai un exemple: le mariage entre un Juif et un non-Juif est, d'après notre loi, sans valeur. Le mariage est un lien religieux. La même chose est vraie entre un Juif et une femme chrétienne ou appartenant à toute autre religion. Mais le mariage entre une Juive et un Juif renégat ne peut être dissous que par le divorce tel qu'il est prescrit par la loi de Moïse. En résumé un Juif qui a abandonné le judaïsme pour une autre foi continue, au sens juridique, à

être Juif, mais ce n'est certainement pas un bon Juif. C'est un Juif renégat.

Sir Abdur RAHMAN: Considérez-vous donc le Christ comme Juif du point de vue religieux puisqu'il l'est par son ascendance ?

Le Rabbin HERZOG: Je ne sais pas. Je crois Sir Abdur Rahman que vous abordez un terrain très délicat. Je ne crois pas qu'il soit opportun de mettre la discussion sur ce plan. Bien entendu il était Juif. Il n'y a pas de doute sur ce point. Il était Juif.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quelle était l'étendue du royaume des rois David et Salomon, paix à leurs âmes, en Palestine ?

Le Rabbin HERZOG: Et bien, il était très très étendu, il allait pratiquement de Wadi el Arish jusqu'à la Syrie. Je n'ai pas en ce moment de carte devant les yeux. Si vous désirez des détails précis, je peux vous les communiquer.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): S'il vous plaît, Eminence.

Le Rabbin HERZOG: David et Salomon, je vous communiquerai les détails.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quand ont-ils régné sur ces pays ?

Le Rabbin HERZOG: Au IXème siècle environ avant l'ère chrétienne.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Voici ma dernière question. Eminence quelle est la tribu qui est issue d'Ismaël, fils d'Hagar et Abraham, paix à leurs âmes ?

Le Rabbin HERZOG: Vous savez qu'Ismaël et Isaac étaient les fils d'Abraham.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne parle que d'Ismaël.

Le Rabbin HERZOG: Les tribus arabes.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les tribus arabes descendent donc d'Ismaël ?

Le Rabbin HERZOG: Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et les Edomites ?

Le Rabbin HERZOG: Les Edomites étaient les fils d'Esau. Esau était le fils d'Isaac. Les Edomites descendent d'Esau.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les tribus arabes descendent d'Ismaël ?

Le Rabbin HERZOG: Ismaël, oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est tout.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il un autre membre de la Commission qui désire poser une question?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Je remercie donc vos Eminences. Le point suivant qui figure à l'ordre du jour est l'audition des représentants de l'Agudath Israël. Je prie MM. les Rabbins Lewin, Klein et Glikman-Porush de monter à la tribune.

AUDITION DES REPRÉSENTANTS DE L'AGUDATH ISRAËL

Les Rabbins Lewin, Klein et Glikman-Porush prennent place à la tribune.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole à M. le Rabbini I. M. Lewin, Président de l'Adugath Israël.

Le Rabbini Lewin parle en hébreu.

Le Rabbini I. M. LEWIN: Je désire au nom de l'Adugath Israël de la Palestine et du monde vous souhaiter la bienvenue ici et vous dire combien nous espérons que vous pourrez réussir dans votre tâche.

Je crois que c'est la première et l'unique fois dans l'histoire, que des représentants de 55 nations organisées en Nations Unies, sont venus en terre sainte, à Jérusalem, afin de procéder à une enquête sur la question de Palestine et du peuple juif.

Nous comparaissons devant vous en qualité de représentants des Juifs orthodoxes indépendants organisés dans l'Adugath Israël en Palestine et dans le monde entier.

Selon nous, seule la divine Torah représente la constitution éternelle du peuple juif. Elle, et elle seule, sert de fondement et d'essence à l'existence du peuple juif comme nation du Seigneur. Cette Torah seule est l'âme et l'épine dorsale de cette nation et tout ce que l'on peut constituer en Palestine et au sein du peuple juif, ne peut avoir de valeur durable et ne peut avoir droit à l'existence que dans la mesure où il est lié et où il découle de la toute puissante Torah.

Notre manière de voir correspond à une tradition ininterrompue, remontant à plus de 3.000 ans, qui a toujours été absolument basée sur la Bible et sur ses enseignements, tant écrits qu'oraux, qui est entièrement indépendante et qui ne subit l'influence d'aucune autre fondation spirituelle. En vous faisant cette brève déclaration, je voudrais vous aider à résoudre, selon notre manière de voir, le difficile problème au sujet duquel vous êtes venus ici.

Avant tout: nous déclarons que ce qui suit est notre aspiration essentielle et nous nous sentons à cet égard unis à tout le peuple juif.

La terre d'Israël et le peuple d'Israël forment une entité complète à tout jamais indivisible. Nous demandons donc en pratique que les portes de la terre sainte soient ouvertes à tous les Juifs qui désirent venir ici; que la capacité d'absorption du pays soit développée dans toute la mesure du possible; et qu'un régime politique soit institué, capable de garantir la libre immigration, le développement du pays et son exploitation dans toute la mesure de sa capacité d'absorption.

Vous avez pu vous procurer des détails sur nos demandes dans la note que nous avons soumise à la Commission.

Nous estimons que notre requête est dictée par la justice et le sens moral, et j'aimerais indiquer les raisons qui me poussent à cette affirmation. Il vous faudra, Messieurs, avant de poursuivre votre tâche, vous faire une idée exacte de ce que nous entendons, essentiellement, lorsque nous parlons du "peuple juif".

Puis-je, en ma qualité de fils d'un ancien peuple, m'adresser à vous en un langage qui présente autant de particularités que le peuple d'Israël lui-même.

Pendant deux mille ans, ce peuple a erré sur toute la terre et n'a pu trouver sur son chemin un lieu où se reposer; il a subi les souffrances les plus diaboliques et les plus inhumaines et a été foulé aux pieds par les nations, les gouvernants, les gouvernements, les régimes et les partis.

La guerre dirigée contre les Juifs a pris des formes diverses, et sans cesse les plans, les campagnes et les persécutions des puissances du mal ont changé de visage. Mais le peuple d'Israël a continué à exister, survivant à ses tortionnaires et à ses persécuteurs, qui ont disparu de l'arène de l'histoire. On peut détruire ou assimiler des fractions importantes de ce peuple, mais aucune puissance au monde ne peut le faire disparaître ni entraîner dans l'oubli le vivant souvenir de son passé.

Depuis que l'humanité s'est divisée en nations lorsque le monde se retourna contre son Créateur, les hommes ont commencé à se combattre. Puis s'est levé Abraham, notre Père, qui a prouvé qu'il existe un Chef Divin qui guide le monde. C'est Abraham, notre Père, qui a révélé au monde son Créateur et qui a apporté à l'humanité le message du Seigneur. C'est à lui que le Seigneur a promis qu'il serait le père de cet Israël qui devait accomplir une destinée sacrée: "Vous en êtes témoins, dit le Seigneur". "J'ai créé ce peuple pour qu'il dise ma gloire"; ce peuple qui passera dans l'histoire comme le peuple du Seigneur, et qui prouvera, par son

existence même, qu'il existe Quelqu'un qui a créé ce monde.

Telle a été la destinée d'Israël: donner pendant sa vie une réalité aux grands principes éthiques posés dans la Thora et dans les messages de ses Prophètes.

La réalisation de la plus grande partie des préceptes de la Loi dépend surtout de l'activité déployée à la colonisation sur la terre d'Israël. C'est là, et nulle part ailleurs, qu'Israël pourra accomplir la grande mission que lui a confiée le Tout-Puissant.

La Terre d'Israël a été promise au premier Juif, à notre Père Abraham, et un lieu éternel s'est trouvé forgé entre le Peuple d'Israël et son Seigneur du jour où ce dernier a dit "Et toute la terre que tu vois, je te la donne, à toi et à tes fils, pour l'éternité".

Dans la Thora, les Prophètes et les paroles de nos sages, l'idée se trouve éternellement reprise et exprimée, que l'ultime destin de la Terre d'Israël comme Terre du Seigneur et la destinée d'Israël comme Peuple du Seigneur, ne se réaliseront que lorsqu'ils seront réunis et joints tous deux au Créateur du Ciel et de la Terre.

Ce n'est que sur cette Terre que le Juif peut atteindre l'élévation et la pleine réalisation spirituelles. C'est ici que les hommes d'Israël ont découvert la lumière suprême de la perfection humaine: l'état de Prophète. C'est ici que les Prophètes ont eu leurs visions. Nos grands professeurs de la Loi, ces guides incomparables du Peuple d'Israël, ces hommes saints entre les saints, ont respiré l'air de cette terre, la nôtre.

Ce lien entre le peuple Juif et la Palestine ne s'est pas brisé, même après que les Romains aient chassé notre peuple de son sol.

En tout temps, il y a eu des Juifs pour abandonner le confort, même relatif, des pays où ils étaient dispersés et, courant à tout instant le risque de perdre la vie, pour venir en masse en terre juive, sur cette terre dévastée et totalement désolée. La fidélité d'Israël envers sa terre s'est reflétée dans la fidélité de la terre envers son peuple. A travers les siècles passés, aucun des conquérants de la terre n'a réussi à faire à nouveau porter ses fruits à cette terre désolée. Les mots de la Thora "Et vos ennemis n'y seront que stérilité" se sont trouvés réalisés à la lettre. La terre s'est refusée à l'étranger; Le peuple de la Diaspora dépérissait au loin, désirant ardemment le retour vers sa terre; et la terre restait stérile, attendant impatiemment ses fils.

Au cours de votre récent voyage en Palestine, vous avez vu de vos propres yeux la grande merveille: la désolation des parties de cette terre où n'habite aucun juif, et la fraîcheur qui s'épanouit partout où, avec amour, sacrifice et dévotion, le Juif s'est attaché au sol. Puisse ce

spectacle miraculeux que vous avez devant les yeux porter un témoignage vivant et constituer la preuve manifeste du lien métaphysique qui unit Israël à sa terre, lien forgé par le Créateur pour durer depuis l'époque d'Abraham jusqu'à la fin de l'ère messianique.

Pendant les deux mille ans où nous avons été dispersés à travers le monde, les persécutions contre nous se sont poursuivies sans relâche, mais il est deux trésors que nous n'avons jamais oubliés: la loi et la terre du Seigneur.

L'amour du Juif pour sa terre ne connaît pas de bornes. Il ne souffre aucune comparaison avec ce que l'on appelle l'amour de la patrie. Pour le Juif, sa terre n'est pas seulement l'endroit où il est né, mais celle que lui a conféré le Créateur, le berceau des prophètes choisis par Lui et sur laquelle d'un bout de l'année à l'autre, se pose le regard du Seigneur, de notre Seigneur.

De l'heure de sa naissance à celle où il quitte ce monde, dans toutes ses pensées et ses contemplations, à l'heure des repas, à celle du deuil et à celle de la joie, le Juif élève vers ses lèvres la Terre d'Israël et prie pour son retour vers la Terre promise. "Si je t'oublie, O Jérusalem, que ma main droite péricule", tel est le serment que nous avons prononcé, et notre histoire même témoigne que nous n'avons jamais un seul instant oublié la terre d'Israël.

Notre établissement en Palestine est recommandé tout particulièrement dans les commandements de la Loi. Et dès le début de notre dispersion, nous n'avons jamais cessé de mettre cette terre en valeur. Chaque pierre, chaque plante, chaque grain de sable de notre sol nous a été cher et saint, car, en vérité, l'amour du peuple et de la Terre est un sentiment d'essence divine, éternellement présent dans l'âme de tout Juif.

Aussi n'est-il que naturel que nous ne puissions imaginer l'existence de la nation sur son sol que sur les fondements établis par la Loi.

Un homme d'état bien connu a déclaré qu'un état de guerre existait entre les Juifs et les Gentils. Nous regrettons de ne pouvoir admettre cette assertion. Il y a eu une guerre, qui se poursuit, mais c'est une guerre toute unilatérale et dirigée contre les Juifs. Comme je l'ai souligné auparavant, cette guerre est menée sous de nombreuses et diverses formes, et sous des prétextes différents. Elle traverse comme une ligne de sang toute l'histoire depuis Pharaon, Nabuchodonosor, Aman, Titus, Torquemada, Chamlinitzki, jusqu'à Hitler. Combien de persécutions nous ont accablés et pourquoi avons nous dû les subir?

Ne sommes nous pas tous les fils d'un même père, n'est-ce pas un même Dieu qui nous a tous créés? N'avons-nous pas fait connaître Dieu

au monde ? Combien de valeurs, dans le domaine du bien, de la vérité, de la libéralité, de l'équité et de la justice, les nations n'ont-elles pas acceptées de la main de ce peuple, le plus ancien parmi elles ? Pourquoi, alors, sommes-nous en butte à ces persécutions ?

Voici notre réponse à toutes ces questions : Toutes les fois que les forces du mal se sont rebellées contre le Créateur de l'univers, elles ont appesanti le poids de leur colère sur notre peuple, le peuple d'Israël ; la haine qu'elles ont manifestée contre Israël est née de la haine qu'elles éprouvent contre la parole de la Thora, contre les visions des Prophètes.

Vous venez ici au nom des Nations Unies. C'est de votre temps que s'est produit le désastre. Nous aurions besoin aujourd'hui d'un Isaïe, d'un Jérémie, pour plaider contre les nations.

Nous tenons bon parce que nous savons qu'il y a un Seigneur, un Maître de la Création. Nous sommes persuadés que la souffrance et la cruauté, si grandes soient-elles, ne sont jamais perdues ; que les souffrances subies par notre peuple pendant des milliers d'années sont toutes additionnées pour former un seul compte. Il y a, en ce monde, une justice et un juge. Mais les événements des années 1940 à 1945 n'ont aucun précédent dans les annales de l'histoire du monde.

Il peut sembler ennuyeux de rouvrir le chapitre de la destruction de six millions de Juifs ; mais nous ne pouvons nous empêcher de revenir sans relâche sur le même sujet : six millions de Juifs ont péri. La communauté juive de l'Europe a été détruite.

Le massacre a eu lieu en Pologne. J'ai eu le privilège d'être l'un des trois millions de Juifs de Pologne. Je les vois devant moi. Chacun d'entre eux était un monde en soi, un immense trésor de la Loi et de la sagesse humaines. Nous cherchons désespérément un tiers de notre peuple, ceux qui en représentaient par la qualité la partie la plus importante. L'Europe a constitué jadis le réservoir de notre peuple, le cerveau et le cœur de la communauté juive mondiale. Mais tout ceci a disparu de la face du monde, disparu dans les plus cruelles et les plus horribles des morts, disparu victime d'un sadisme et d'une ingéniosité dans le mal qui n'avaient jamais été égalés : des jeunes gens et des vieillards brûlés vifs.

J'ai vécu en Pologne, j'ai vécu la vie d'un Juif dans ce pays. J'ai été élevé dans les principes d'un judaïsme fidèle. J'ai vécu parmi mon peuple, ma famille. J'ai vu disparaître mes frères et mes sœurs ; trois de mes petits enfants bien aimés ont été brûlés ensemble, en même temps que les autres enfants d'Israël : un million et demi d'enfants juifs, innocents et ignorants du péché, dont chacun aurait pu devenir l'orgueil de notre peuple et celui de l'humanité.

Je suis l'un de ceux qui ont échappé, comme par miracle, aux mâchoires grandes ouvertes du monstre. Je ne connais pas la raison pour laquelle j'ai eu, entre tous, le privilège d'échapper aux flammes qui nous enveloppaient tous dans les fours crématoires de Trablynka et d'Auschwitz ; était-ce parce que je devais être le messager de tous ces hommes, qui serait chargé de vous faire entendre leurs cris ?

Nous, ceux d'Agudath d'Israël, nous avons subi peut-être les pertes les plus importantes, les meilleurs parmi nos chefs et nos amis ne sont plus.

Six millions de Juifs morts sont devant vous, pleurant ; leur sang coule à flots et ne peut trouver le repos ; il ébranle jusqu'aux fondations de l'univers. Un million et demi d'enfants ! Quand le monde a-t-il entendu parler d'une chose pareille ? Quand une telle guerre a-t-elle eu lieu ? Pouvez-vous imaginer le sens profond de ces mots ? Un million et demi d'enfants chéris, dont on ne nous a pas permis d'embrasser les mains avant qu'ils ne se dirigent vers les flammes, pour brûler vifs dans les fours. Comment l'humanité, comment un être humain pourraient-ils rester impassibles devant un sadisme aussi inimaginable !

Et comment nous ont-ils quitté ? En sanctifiant Son nom auguste, en s'adressant ainsi à leurs oppresseurs : "Vous pouvez détruire nos corps, mais vous ne détruirez jamais nos âmes !" Leur sang continue à couler et à ébranler les fondations de l'humanité toute entière. Monde, monde, où es-tu ? Et puis-je demander au monde par votre intermédiaire : monde, où est ta conscience ?

A dire vrai, les nations éprises de liberté ont combattu Hitler, mais elles n'ont pas mené notre combat. La lutte engagée par Hitler contre les Juifs a précédé de cinq ans la guerre mondiale.

Hitler a envoyé des ballons d'essai pour se rendre compte jusqu'où le monde était disposé à le laisser aller dans la voie du mal. Lorsqu'en 1939 le bateau de réfugiés *St Louis* croisait sur les mers avec, à bord, ses 700 passagers juifs, il n'y eut pas un seul pays, même pas l'Amérique, qui fût disposé à accepter les Juifs, pendant qu'Hitler riait de son rire barbare. Ayant pris des "mesures" d'importance secondaire, — c'est-à-dire s'étant livré au massacre des Juifs sur une petite échelle, — devant les yeux d'un monde silencieux, il passa à des "mesures" plus importantes. Et toujours le monde restait silencieux. Aussi continua-t-il dans la voie de la cruauté démoniaque pour accomplir l'œuvre de destruction la plus affreuse dont le monde ait jamais été témoin.

Je ne me propose pas de souligner ici pour vous des faits démontrant comment l'on eût pu sauver les Juifs et comment le monde resta impassible, regardant couler notre sang.

Si le Livre blanc porte sans aucun doute une grande part de responsabilité en ce qui concerne l'indifférence manifestée à l'égard des secours à porter aux Juifs, le monde entier, et en particulier les grandes puissances, ne peuvent être dispensés de répondre à cette accusation.

Nous n'estimons pas comparaître ici en accusés. Laissez-moi dire qu'il serait plus équitable de mettre à cette place tous ceux qui doivent accepter leurs responsabilités dans la destruction de notre peuple.

Nous ne croyons pas qu'il soit possible d'apporter un soulagement normal à notre mal ni de trouver une compensation à notre désastre, à la perte de six millions de nos frères. Quel est donc le problème ?

Il reste un million et demi de Juifs vivants, ceux qui ont échappé à la destruction.

Les Juifs n'ont plus un seul endroit au monde où demeurer. Aussi doit-on leur permettre de retourner chez eux, vers la terre de leurs pères; il vous faudra visiter les camps vous-mêmes, connaître leur situation, découvrir ce qui est arrivé et ce qu'il reste encore à voir. Vous serez alors convaincus que les Juifs ne peuvent ni ne veulent plus rester dans le cimetière européen. Ils ne peuvent tout simplement plus continuer à vivre là où leurs familles et tout ce qu'ils avaient de plus cher au monde ont été assassinés. Dans un certain nombre de camps qu'Hitler avait construits pour eux, de ces camps complets, avec des barbelés, nos frères infortunés continuent à vivre une vie de captivité dans un monde libéré depuis deux ans.

Vous avez circulé dans le pays. Vous avez vu des cités merveilleuses et des colonies prospères. Tout ceci n'a pu être réalisé que par l'amour intense manifesté à la terre d'Israël, d'abord par ceux que l'on a appelés "le vieil Yishuv", lesquels ont dirigé l'établissement du peuple juif au cours des générations passées, par ces Juifs orthodoxes qui sont devenus les fondateurs de Petah Tiqvah, l'ancêtre de nos colonies, et par d'autres encore parmi tous ceux qui ont jeté les fondations du Yishuv moderne, jusqu'à nos bâtisseurs contemporains qui, de la sueur de leur front ont humecté le sol du désert et l'ont transformé en ces vertes étendues de terres cultivées.

Vous avez également vu cette terre désolée attendant des bras, attendant ses fils qui en restaureraient le sol. La terre attend les Juifs, les Juifs attendent la terre: comment pourrait-on empêcher leur réunion ?

Les Juifs n'existent plus qu'à l'état de vestiges, un dans une ville, deux dans une famille; ils ont perdu les êtres qui leur étaient le plus chers, leurs plus proches parents et amis; leur seul désir est de venir à la terre d'Israël et d'en

embrasser les pierres: comment pourrait-on les priver de cette satisfaction ?

Ici même, au sein de la communauté, il n'est pas un foyer qui ne compte un des siens parmi les morts. Et si même il ne restait qu'un survivant des familles dispersées dont le seul désir fût de venir ici rejoindre ses proches, et si sa famille ici souffrait d'être séparée du seul survivant d'un foyer, comment pourrait-on les garder séparés ?

Nous n'avons rien volé aux Arabes. Tout ce que nous avons pris, nous l'avons chèrement payé. Nous avons amélioré leurs conditions d'existence, car nous avons dans notre exil appris à estimer la vie des autres à sa juste valeur. Le peuple juif désire vivre en paix avec le peuple arabe. Il y a, dans ce pays, place pour nous tous.

Même en n'accordant qu'une infime réparation pour l'injustice faite au peuple d'Israël, il faut de la bonne volonté pour trouver en vos cœurs le courage de prendre des décisions énergiques et définitives.

Nous aimerions penser que les Nations Unies auront l'énergie de prendre des mesures vraiment généreuses, des mesures qui non seulement permettront aux Juifs de retourner vers la terre qui leur appartient, mais aideront encore à développer et peupler le pays.

Si vous êtes décidés à donner à l'humanité des fondements établis sur la morale, la justice, l'union entre les nations et l'amélioration universelle, réparez donc l'injustice faite au peuple du Seigneur.

O Créateur, qui vois et observes le monde, qu'a donc fait ce monde pour Ton peuple ?

En s'attaquant d'abord aux Juifs, Hitler voulait jeter dans les fers et détruire le monde tout entier. Si vous voulez aider à restituer au monde son équilibre, il vous faut commencer par réparer l'injustice faite au peuple juif.

En 1914 commença la première guerre mondiale, qui amena la création d'une "Société des Nations". Alors l'humanité conçut l'espoir qu'enfin elle verrait s'approcher le désarmement et la fraternité internationale.

Quand le monde commença à relever les ruines de la guerre, la Déclaration Balfour fut une mesure de compensation pour les souffrances subies par le peuple juif. Si l'on avait voulu lui donner effet dans l'esprit dans lequel elle avait été prononcée, qui sait, peut-être eût-on épargné au monde une nouvelle éruption des flammes de la guerre. La Déclaration ne s'est pas matérialisée dans les faits, et le désarmement a fait place à la préparation d'une deuxième guerre mondiale. Nous repassons encore par le même cycle. Le monde essaie de relever les ruines laissées par la dernière guerre et il a fondé

l'Organisation des Nations Unies en vue d'instaurer la paix. Le monde aura besoin de la grâce divine s'il ne veut pas être victime de la plus terrible et la plus meurtrière de toutes les guerres. Puisse le monde se voir accorder cette grâce, en rendant justice au peuple juif!

Nous tirons notre force et notre confiance du fait que nous savons que notre rédemption nous sera accordée par notre Seigneur et que l'heure de cette rédemption approche.

Comme aux jours de l'exode à travers le désert depuis le lieu de notre premier exil, celui d'Égypte, jusqu'à la révélation de Notre Seigneur sur le mont Sinaï, nous errons aujourd'hui à travers le désert des nations, en marche vers la rédemption d'Israël et celle du monde entier.

Et nous nous fions au Tout-Puissant pour qu'Il nous accorde son aide.

Mais le jour de rendre des comptes viendra, et la question sera posée aux nations de ce monde: qu'avez-vous fait? Où étiez-vous lorsque fut anéantie une si grande partie du peuple du Seigneur? Qu'avez-vous fait pour réparer et compenser le dommage terrible qui lui a été causé?

Qui évaluera les avantages que retireraient les nations et l'humanité du fait de pouvoir répondre affirmativement, en faisant maintenant de notre peuple qui souffre?

Un acte historique sera accompli, Messieurs, lorsque vous aurez aidé à atteindre cet objectif. Que le Tout-Puissant vous aide et vous assiste. Merci.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur le Rabbin Lewin.

Je donne la parole à Monsieur le Rabbin Klein.

Le Rabbin Klein s'exprime en hébreu.

Le Rabbin KLEIN: On m'a confié la tâche importante et honorable de vous accueillir en ma qualité de membre du Comité central exécutif et de l'organisation centrale d'Agudath-Israël en Palestine.

L'organisation centrale d'Agudath-Israël constitue l'agence territoriale de l'Organisation mondiale et est chargée, comme nous l'avons indiqué dans notre note, des problèmes de l'éducation et des communautés religieuses, ainsi que d'autres questions touchant la Palestine.

Agudath-Israël est l'organisation du peuple de la loi. Par notre organe s'exprime une tradition continue vieille de plus de 3.000 ans.

L'Organisation centrale d'Agudath-Israël représente également dans ses rangs un grand nombre d'indigènes de Palestine et de nom-

breux groupes qui sont, au cours des générations passées, venus dans ce pays par attachement pour la Terre Sainte, et qui ont beaucoup fait pour la mise en valeur du pays.

Nous vous demandons de bien vouloir recommander que l'on ouvre à nos frères et sœurs les portes de ce pays, et que l'on retire ainsi des dizaines de milliers des nôtres des affres de la ruine physique et morale; nous vous demandons à cet égard d'annuler le Livre blanc et tout ce qu'il contient de discrimination raciale dirigée contre nous,—une discrimination dont on n'a pas connu l'égal en Palestine depuis l'époque d'Hadrien, le bourreau trop connu des Juifs.

Voici ce que nous demandons: l'autorisation d'une immigration sans restriction, et la possibilité de mettre la terre en valeur, en vue de permettre à ses enfants de revenir et de vivre ici dans la paix et la dignité.

En outre, il nous faut souligner que nous, les Juifs orthodoxes, qui comprenons que la Loi permettant d'atteindre l'objectif ultime de notre peuple est le fondement de son existence toute entière, nous qui ne reconnaissons pas de souveraineté populaire distincte de la souveraineté de la Loi, nous demandons avec insistance que tout, sur la Terre d'Israël, s'accomplisse conformément aux Tables de la Loi, et que soit accordée à toutes nos organisations et à toutes nos congrégations une liberté juridique absolue d'agir entièrement selon nos conceptions.

Nous voyons dans le fait que les Nations Unies ont envoyé ici une Commission d'enquête, une révélation de la conscience d'un monde qu'a enfin ému le sort du peuple opprimé d'Israël.

Nous croyons fermement que la rédemption d'Israël viendra, comme en ont témoigné les prophètes de la parole du Tout-Puissant, Guide de l'univers.

Et nous croyons que le Tout-Puissant aide ceux qui recherchent la Justice et la Vérité à les trouver; puisse-t-il guider vos cœurs dans la recherche de la justice et de l'équité.

Recommandez donc les mesures que nous demandons.

Que la bénédiction de Dieu accompagne votre œuvre.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur le Rabbin Klein.

Je donne la parole à Monsieur le rabbin Glikman-Porush.

Le rabbin Glikman-Porush s'exprime en hébreu.

Le Rabbin GLIKMAN-PORUSH: Puis-je me permettre de vous dire quelques mots des événements qui ont marqué notre existence ici, sur

cette Terre Sainte, au cours des générations passées.

Je suis de Jérusalem et j'appartiens à une famille qui a vécu sans interruption à Jérusalem pendant huit générations.

Mes ancêtres sont venus en Palestine au prix de grands sacrifices personnels, après un dangereux voyage qui dura des mois. Ils acceptèrent avec amour et dévotion ces privations, pleinement conscients du fait que les conditions d'existence dans la Palestine d'alors étaient loin d'être confortables; mais tel était leur seul désir, de même que la Terre d'Israël est le désir que chaque juif nourrit au fond de son cœur, car la réalisation de plus de la moitié des enseignements de la Loi dépend du fait que les Juifs vivent sur notre Terre Sainte, et ces enseignements perdent tout leur sens lorsque nous sommes éloignés d'ici.

Les relations entre nous-mêmes et nos voisins arabes étaient extrêmement bonnes; nous vivions avec les Arabes dans les mêmes cours, et il existait entre nous une réelle amitié. Nous voyagions à cette époque de Jérusalem à Tibériade ou à Safad et nous traversions villes et villages arabes pendant trois jours et trois nuits sur une carriole ou à dos d'âne, sans éprouver aucune crainte. Fréquemment nous nous arrêtions la nuit dans des villages arabes et jamais nos esprits ne concevaient même une ombre de crainte à l'égard des Arabes. En tant qu'indigène de ce pays, et parce que j'y réside de manière permanente, je tiens à dire, à titre de témoignage personnel, qu'au moment où fut publiée la Déclaration Balfour relative à la reconstitution du foyer national juif en Palestine, aussi bien les chefs que les masses arabes n'ont eu qu'une pensée: la Palestine avait en fait été donnée aux Juifs. A cette époque, les territoires de l'empire ottoman étaient divisés en divers Etats attribués aux Arabes, tel que l'Irak, le Hedjaz et la Syrie, et le territoire que nous avons toujours appelé "Eretz-Israël" était, croyait-on, donné effectivement aux Juifs.

Les relations entre nos voisins arabes et nous-mêmes demeurèrent excellentes même après la Déclaration Balfour, et, jusqu'aux événements de 1936, nous rendions communément visite aux chefs et aux notables arabes au moment de leurs fêtes, en particulier au mufti de Jérusalem, dans les bureaux du Conseil suprême musulman ou bien à sa résidence.

Ce sont les juifs orthodoxes venus en Palestine qui ont construit Jérusalem et les 52 quartiers d'alentour. Ce sont eux qui ont construit les villes de Tibériade et de Safad; ce sont eux qui ont construit les quartiers des faubourgs de Jaffa; ce sont eux qui ont jeté les fondations de la colonisation agricole en Palestine, en Judée, en Samarie et en Galilée. Un grand nombre d'entre

eux ont été enlevés dans leur prime jeunesse par la malaria et la fièvre des marais. Néanmoins nous n'avons pas fléchi, car nous voyions là la réalisation de l'un des enseignements de la Loi. C'était notre foi qui nous inspirait, car nous croyions que par notre vie et notre mort nous étions en train de poser la première pierre de la communauté juive, ici, sur la terre d'Israël, sur la terre de la Loi.

Les juifs orthodoxes ont fondé des institutions publiques, des fondations religieuses et charitables, des centres d'étude de la Loi, ainsi que des écoles de jeunes filles "Beth-Yaaquv"; ils ont fondé des hôpitaux, des orphelinats, des sociétés de prêtres sans intérêt et des institutions d'assistance sociale.

En tant qu'indigène de ce pays et fort du fait que ma famille réside ici depuis de nombreuses générations, je puis apporter mon témoignage sur le développement étonnant que l'immigration juive nous a permis de réaliser ici en Palestine. Nous, les indigènes de la Palestine, savons que la population du pays toute entière, tant juive qu'arabe, a accueilli avec joie l'élévation du niveau de vie, et l'amélioration considérable de ce pays dans tous les domaines résultats l'une et l'autre de l'immigration juive.

Vous avez circulé dans le pays et vous n'avez pu manquer de remarquer les vastes étendues de terre qui restent encore incultes à ce jour.

Permettez-moi donc de vous demander d'effacer la tâche honteuse dont le Livre blanc souille aussi bien ce pays que nous-mêmes.

Ouvrez toutes grandes les portes de la Palestine. Combien de temps encore ferons-nous l'objet du mépris et du dégoût! Ayez pitié des cités de la Judée et de Jérusalem et devenez ainsi une bénédiction pour notre Terre! Qu'il nous soit donné une chance sur cette Terre choisie par la Providence suprême, une chance d'accorder un asile sûr au peuple et à la Loi du Seigneur.

Le PRÉSIDENT: Je n'ai moi-même aucune question à poser aux représentants d'Agudath-Israël. Y a-t-il quelque membre de la Commission qui désire poser une question?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les tribus arabes qui vivent en Syrie, au Liban, en Palestine et en Transjordanie sont-elles composées de descendants d'Ismaël?

Le Rabbin KLEIN: en majorité.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un veut-il poser d'autres questions?

M. BRILEJ (Yougoslavie): Je lis ici, à la page 13 de votre exposé, des recommandations visant

à la solution du problème qui se pose à nous. Je vois que l'une de vos recommandations porte sur la dénonciation du Livre blanc de 1939 et sur un retour au régime du mandat pour la Palestine. Une autre recommandation vise l'ouverture des portes de la Palestine aux élus, etc..

Toutes ces recommandations visent la communauté juive, mais il me semble que nous tous, comme vous, avons conscience que nous examinons en ce moment la question de la Palestine: cela signifie qu'il ne s'agit pas seulement de la communauté juive, mais aussi de l'autre partie de la population de la Palestine, c'est-à-dire de la question arabe.

Comme vous faites ici des recommandations relatives à la communauté juive, j'aimerais connaître les recommandations que vous formuleriez en ce qui concerne l'ensemble de la question palestinienne.

Le Rabbin LEWIN (interprétation de l'hébreu): Nous avons déjà indiqué de vive voix, comme nous l'avons fait dans notre note, que nous demandons une immigration sans restriction et la possibilité de mettre le pays en valeur dans toute la mesure de sa capacité d'absorption.

M. BRILEJ (Yougoslavie): Je le sais, mais ceci ne s'applique qu'à la communauté juive. Quelles sont donc vos recommandations pour l'ensemble de la Palestine, en tenant compte du fait qu'il y a dans ce pays 1.200.000 Arabes ?

Le Rabbin LEWIN (interprétation de l'hébreu): Nous croyons que les Juifs et les Arabes peuvent vivre en paix. Nous avons élevé de manière formidable leur niveau de vie. L'immigration juive ne peut leur apporter que de grands avantages. En ce qui concerne tous les différends entre les deux communautés, il faudra avoir recours à des négociations de caractère politique. Si celles-ci ne donnent aucun résultat, il faudra qu'une autorité suprême, l'Organisation des Nations Unies en l'occurrence, prenne une décision basée sur la justice et le droit. J'estime qu'il faut commencer à faire quelque chose en Palestine, qu'il faut s'efforcer de régler les différends de caractère politique, non pas en répandant le sang, mais en recourant à des négociations d'ordre politique. Je suis convaincu que nous avons la justice de notre côté. Si l'Organisation des Nations Unies prend une décision, il lui faudrait évidemment sauvegarder l'autorité de l'organisme suprême, et ce n'est que de cette manière que l'on arrivera à instaurer l'ordre et la paix.

J'aimerais que le problème de la Palestine serve de première épreuve, et je vous souhaite de réussir à donner ces bienfaits à nous comme au monde entier.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions ? Non ? Je vous remercie.

Nous avons épuisé l'ordre du jour de la journée. Les auditions sont suspendues jusqu'à demain matin 11 h. 30.

La séance est levée à 12 h. 35

PROCES-VERBAL DE LA VINGT-SEPTIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le vendredi 11 juillet 1947 à 11 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
M. VISWANATHAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES, (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: Je déclare ouverte la vingt-septième séance. Les auditions ont été remises à plus tard du fait du retard que nous avons subi au cours du vol que nous avons fait ce matin au-dessus de la Terre Sainte.

Adoption de l'ordre du jour

Le PRÉSIDENT: Deux points figurent à l'ordre du jour: l'un consiste en l'audition publique des représentants de l'église d'Angleterre et de l'église d'Ecosse; l'autre, en une audition publique des représentantes des organisations de femmes juives de Palestine.

Adopterons-nous cet ordre du jour?

Aucune objection n'est formulée.

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté.

AUDITION PUBLIQUE DES REPRÉSENTANTS DE L'ÉGLISE D'ANGLETERRE ET DE L'ÉGLISE D'ECOSSE

Le PRÉSIDENT: Si je comprends bien, Sa Seigneurie, le révérend W. H. Stewart, évêque de l'église d'Angleterre à Jérusalem, et le révérend W. Clark-Kerr, modérateur de l'église d'Ecosse à Jérusalem, vont parler au nom de ces églises. Monseigneur veut-il prendre place à la tribune?

Sa Seigneurie le révérend W. H. Stewart prend place à la tribune.

Le rév. W. H. STEWART (évêque de l'église d'Angleterre à Jérusalem): Le modérateur de l'église d'Ecosse et moi-même avons déjà présenté une note écrite, rédigée en commun, qui a été préparée tout particulièrement en vue des

réunions de cette Commission. L'un et l'autre avons également soumis à la Commission un exemplaire des notes présentées l'an dernier à la Commission anglo-américaine par nos églises respectives. Je présume que vous ne désirez pas nous entendre donner lecture aujourd'hui de la note que nous avons soumise il y a quelque temps, note que, je présume, vous avez eue en mains. Peut-être le document que nous avons soumis ensemble cette année répète-t-il inévitablement certains des arguments exposés dans le document soumis l'an dernier. J'espère que ces répétitions ne sont pas en nombre tel qu'elles fassent perdre leur valeur à ces documents.

Le modérateur et moi sommes tout disposés, évidemment, à nous référer, chacun de notre côté, aux documents que nous avons, respectivement, soumis l'année dernière, et tous deux au document établi en commun cette année. Pour ma part, je me suis efforcé, dans ces deux documents, de m'en tenir aux aspects du problème qui me semblent être à bon droit du ressort d'un représentant d'un organisme religieux. Dans les documents dont nous avons fait plus ou moins l'expression officielle des opinions de nos églises respectives, nous avons essayé de ne pas avancer d'opinions de portée politique, ni de nous attacher aux questions de caractère politique. Pour ma part, j'estime — et je pense que mon collègue est du même avis — que si la Commission désire nous poser des questions sur les aspects de la question qui présentent un caractère plus nettement politique, il est de notre devoir d'y répondre, et nous sommes tout disposés à le faire, mais, pour autant que nous ayons avancé une opinion, nous nous en sommes toujours tenus à l'aspect religieux et à un point de vue ecclésiastique.

Puis-je, Monsieur, mentionner deux points qui figurent dans ces deux documents, et dont l'un je pense nécessite une rectification, tandis que l'autre risque de prêter à une fausse interprétation. Dans le document le plus important, celui que j'ai soumis en mars 1946, figure à la première page une phrase qui se trouve à la fin du premier paragraphe et qui laisserait supposer que les églises se plaignent, dans une certaine mesure, de l'attitude adoptée par le Département de l'éducation envers nos écoles. J'irai, à titre de mise au point, jusqu'à indiquer que, depuis mars 1946, date à laquelle ce document a été rédigé, la direction du Département de l'éducation a subi certains changements, de même qu'a changé l'attitude de cet organisme à l'égard de nos écoles. Dans la mesure où l'esprit de cette phrase laisse entendre que nous nous plaignons du Département de l'éducation

— et je pense qu'on me permettra de dire: dans la mesure où cette phrase laisse entendre que cet organisme se plaint des écoles de nos missions — je désire la retirer totalement, étant donné les conditions telles qu'elles se présentent à l'heure actuelle.

Il est une seconde question que je désire soulever à propos de la note commune que nous avons présentée cette année. On y trouve, à la fin du premier paragraphe, une phrase relative au Gouvernement mandataire, qui est rédigée comme suit: "Le Gouvernement mandataire est composé en majorité de chrétiens, mais, précisément pour cette raison, il a si scrupuleusement évité toute partialité en faveur des intérêts chrétiens qu'on l'a parfois accusé de partialité à l'encontre de ces intérêts". Je me suis laissé dire que certains ont interprété ceci comme une critique ou un grief faits au Gouvernement. Il s'agissait, dans l'esprit de la chose, d'un compliment sincère. Mais j'estime qu'il est vrai que parfois, du fait même qu'il a pris en considération les pratiques, les coutumes et les sentiments religieux des non-chrétiens, le Gouvernement s'est, par exemple, trouvé réduit à traiter avec un certain manque de douceur les sentiments religieux des chrétiens.

Voulez-vous me permettre, Monsieur le Président, de suggérer, sans avoir nullement l'intention de vous manquer de respect, un exemple que vous avez pu constater vous-même. Je sais que des chrétiens ont été désagréablement émus du fait que la présente Commission, pour respecter justement et à bon droit les jours saints des autres religions, se soit trouvée forcée de siéger le dimanche. Vous me pardonnerez, Monsieur, de citer cet exemple. Mais c'est un exemple qui se renouvelle parfois quand il s'agit du Gouvernement, et c'est une chose que nous avons constatée à notre grand regret.

Puis-je maintenant, Monsieur, passer aux deux points que je tiens pour les éléments principaux du document présenté en commun cette année. Nous avons souligné avec peut-être quelque sévérité ce que nous considérons être vraiment un manque de vraie liberté religieuse dans ce pays, en particulier lorsqu'on interprète la liberté religieuse comme laissant la liberté de se convertir d'une foi à l'autre, — ce que nous estimons être la bonne interprétation. Nous disons également, au bas de la page 4, que nous connaissons, tant parmi les Arabes que les Juifs, nombre de gens, et beaucoup plus qu'on ne l'admet communément, qui méprisent, sans oser le dire, l'intransigeance de leurs chefs politiques respectifs.

Puis-je, Monsieur, à l'appui de ces deux assertions, rappeler très brièvement quatre incidents qui se sont produits dans mon propre bureau depuis la date à laquelle notre note vous a été présentée.

Pas plus tard qu'hier j'ai reçu la lettre ci-jointe qui vous est adressée, Monsieur, avec prière de vous la soumettre. Je n'en connais pas l'auteur. Je n'ai jamais entendu parler de lui. Il décrit pour vous les aventures d'un Juif qui désire pratiquer le culte chrétien dans une église chrétienne. Je pense que le reste de la lettre se suffit à soi-même, et ce n'est pas à moi de la lire. Il est peut-être significatif que l'auteur me l'ait envoyée par l'intermédiaire d'un membre de mon clergé pour que je vous la fasse parvenir, dans l'espoir de préserver son anonymat, bien qu'il signe la lettre de son nom.

Ce n'est également qu'hier que j'ai été appelé à aider à sortir de ce pays un Arabe converti au christianisme, et maintenant ruiné et rempli de crainte. Ces deux événements se sont produits hier.

Il y a quelques jours, et c'est encore après que la note avait été rédigée, deux Arabes chrétiens sont venus me voir. Ils étaient de Transjordanie, ce qui, je sais, les empêche de rentrer dans le cadre de votre enquête. Mais il est intéressant d'établir un parallèle. Ils sont venus se plaindre à moi des conséquences de l'indépendance et des répercussions qu'a cet état de fait sur la minorité chrétienne. Je leur ai dit: "Oui, mais n'avez-vous pas réclamé vivement votre indépendance?" Et ils m'ont répondu: "Oui, nous le fîmes. Nous n'avons pas osé faire rien d'autre"

Le jour suivant, trois Juifs orthodoxes sont venus me rendre visite et ils m'ont demandé de plaider auprès de ce comité pour qu'on accorde aux Juifs strictement orthodoxes le droit de s'organiser en communautés religieuses, en dehors du Knesset Israël et de son organisation, le Vaad Leumi. Il est patent, je crois, que cette demande a été adressée plusieurs fois, dans le passé, au Gouvernement de la Palestine et qu'elle a été repoussée. Tout ce qu'on a autorisé les Juifs orthodoxes à faire, c'a été d'opter individuellement pour leur sortie de la communauté juive. Je leur demandai s'ils étaient nombreux. Je n'ai pas les moyens de vérifier le chiffre qu'ils m'indiquèrent, mais ils m'ont répondu qu'ils étaient "vingt cinq mille maintenant et qu'il y en aurait vingt-cinq autres milliers dans une semaine, si on nous autorisait à former une communauté religieuse."

Ce groupe, tout au moins, et en fait, tous les individus intéressés dans les quatre incidents que je me suis efforcé de retracer, constituent, à mon avis, un témoignage en faveur de l'argument que j'essaie de présenter, à savoir que, de chaque côté, il existe un élément de coopération, dirai-je, de volonté de coopération, plus important que ne le reconnaissent ou ne l'admettent les chefs politiques, et que vous découvrirez cet élément parmi les groupes religieux de la population. Il peut paraître étrange que les gens dont j'ai parlé, en dehors de ceux qui

sont effectivement convertis au christianisme, soient venus vers moi porter leurs doléances, exposer leurs difficultés et demander mon aide. Il est un fait, c'est qu'ils le font, et j'en suis fier. Je crois que c'est là que vous trouverez des Arabes et des Juifs entre lesquels n'existe aucune dissension. C'est parmi les éléments croyants et religieux des deux parties que vous trouverez de quoi fonder la paix. Et je considère comme une tragédie qu'un groupe d'hommes, qui n'appartiennent ni à ma race ni à ma foi, viennent vers moi pour demander qu'on leur permette de former une communauté religieuse distincte de la communauté qui groupe leurs propres coreligionnaires, qui ont jadis été la souche de la religion dans le monde.

Monsieur, je n'ai pour ma part plus rien à ajouter, si ce n'est pour répondre aux questions qu'on me posera. Je ne sais si mon collègue désire prendre la parole. Je serais heureux de répondre aux questions si je puis, ou si on me le permet.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monseigneur.

Monsieur le Révérend Clark-Kerr, avez-vous quelque chose à ajouter à ce qu'a dit Monseigneur ?

Le rev. CLARK-KERR: Je ne veux dire que quelques mots, Monsieur le Président, et c'est simplement pour insister sur le fait que les notes qui exposaient le point de vue chrétien aux autres commissions se sont d'ordinaire contentées d'appuyer sur ce que nous exprimons en peu de mots entre nous par "les temples et les âmes", c'est-à-dire la protection des Lieux Saints et de la liberté religieuse. Comme nous l'avons souligné dans notre note actuelle, lorsque nous parlons des Lieux Saints, nous ne pensons pas simplement à quelques vieux bâtiments de Jérusalem et de Bethléem; dans l'esprit du chrétien d'Occident tout au moins, tout ce pays constitue la terre sainte, et il est peut-être encore plus saint que les quelques bâtiments auxquels je viens de faire allusion. L'atmosphère toute entière du pays, ses traditions et son histoire, sont choses sacrées: notre vénération et notre sens de la sainteté de ses lieux s'étend à toutes les parties du pays.

En réponse à la question relative à la liberté religieuse, sur laquelle on a déjà beaucoup insisté, je dois dire que, quel que soit le statut établi par le code des différents pays, et en particulier du pays dans lequel nous nous trouvons, la liberté religieuse n'est pas protégée par des textes de loi. Il est besoin de quelque chose de plus et nous nous sommes efforcés de souligner dans notre note ce en quoi consiste ce quelque chose, à savoir que, quel que soit le système de gouvernement qui soit élaboré pour ce pays à l'avenir,

nous estimons, dans l'intérêt du monde chrétien, et parce que nous désirons non seulement la liberté chrétienne pour nous-mêmes, mais également pour les autres religions de cette terre, que chaque religion doit être représentée de manière adéquate dans l'administration du pays. Ceci nous a amenés à aller plus loin dans notre note que d'autres ne l'avaient fait. Nous nous sommes efforcés d'insister sur le fait qu'il y aurait lieu de mettre au point un régime quelconque de coopération entre les communautés et en particulier entre les éléments religieux des communautés, en vue du développement du pays selon des lignes religieuses, culturelles et humanitaires, et en essayant de libérer le pays de la domination de la politique et de le ramener à l'état où il se trouvait auparavant, celui d'une terre sainte, non seulement pour les trois grandes fois de l'univers, mais à l'avant-garde de la lutte pour la coopération et l'intelligence dans le monde entier.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie. Je lis à la dernière page de la note commune que la conclusion inévitable de celui-ci est une forme quelconque de coopération positive et constructive entre les communautés. Cette affirmation se réfère-t-elle également à la question politique ?

Monseigneur STEWART: A mon avis, Monsieur, cela doit vouloir dire que tout au moins dans toute forme de gouvernement qui serait prévue, en supposant que la Palestine demeure un Etat unitaire, il y aurait lieu de laisser aux chrétiens, dans le gouvernement et dans tout organisme gouvernemental, une part qui soit suffisamment définie et importante pour que les minorités chrétiennes bénéficient, aussi bien que les majorités non chrétiennes, d'un traitement équitable.

Le PRÉSIDENT: Aimeriez-vous développer la méthode que vous avez suivie pour rechercher cette coopération ? Avez-vous l'impression que vous aborderez des questions politiques, ou bien souhaitez-vous éviter d'y toucher ?

Monseigneur STEWART: Je pense, Monsieur, que peut-être le modérateur pourrait répondre de manière plus complète à cette question que je ne puis le faire. Il est exact que nous avons réfléchi et finalement décidé de ne présenter, aucun programme éventuel. Nous nous sommes rendu compte que ce n'était pas à nous de le faire. Je ne pense pas moi-même qu'il serait possible de demander aux représentants de petits groupes chrétiens de publier un programme de gouvernement pour ce pays, programme qui prendrait son origine dans le désir de ces groupes d'y participer de manière équitable. J'estime que si l'on nous présentait un projet quelconque de programme, nous pourrions indiquer comment et à quel moment nous estimons

qu'il conviendrait de protéger les intérêts chrétiens. Mais je ne m'estime pas moi-même compétent pour aller plus loin, au risque de me trouver ensuite dans l'obligation de m'occuper de toutes les autres questions.

Le PRÉSIDENT: Voudriez-vous alors indiquer comment il conviendrait de protéger les intérêts chrétiens ?

Monseigneur STEWART: Je ne pourrais répondre à cette question, Monsieur, que si je connaissais la forme de gouvernement au sein duquel nous demandons que nos intérêts soient protégés.

Le PRÉSIDENT: Bien, dans ce cas, je ne tiens pas à insister.

M. VISWANATHAN (Inde): Je comprends très bien que lorsque quelqu'un se réclame du droit de conversion, si un Juif ou un musulman se convertit éventuellement au christianisme, le groupe social auquel il appartient se soulève contre lui et recourt contre lui à des moyens coercitifs épousant diverses formes sociales. Mais comment prévoiriez-vous, de manière constitutionnelle ou administrative, des moyens de lutter contre cette sorte de pression exercée sur le nouveau converti ? Je ne pense pas que le Gouvernement ou l'administration d'un pays quelconque aient jamais pris des mesures de cet ordre, et j'ai peur que ce phénomène se retrouve dans le monde entier.

Monseigneur STEWART: Oui. Il me semble, et nous avons déjà essayé d'en faire l'observation, qu'il existe une difficulté en ce qui concerne la liberté religieuse, qui n'a pas encore trouvé de solution adéquate. Si nous, en tant que chrétiens, demandons que l'on accorde aux chrétiens la liberté religieuse, nous sommes évidemment disposés à concéder à n'importe qui d'autre la même liberté religieuse. Mais il existe, par exemple dans la religion islamique des dogmes qui, en soi, sont contradictoires avec la liberté religieuse d'autrui. Je ne sais pas. Il incombe aux légistes de découvrir comment on peut sortir de cette impasse. Nous avons proposé que tout Gouvernement futur renferme au moins des éléments chrétiens suffisamment puissants pour nous protéger contre ce genre de contrainte. Je ne connais pas assez bien la loi pour savoir comment on pourrait y parvenir, mais je pense en ce moment à un ouvrage musulman de jurisprudence musulmane, qui établit avec une clarté parfaite, par exemple, que la différence de religion est reconnue aussi bien par la religion islamique que par la loi de l'islam, qui sont identiques, je crois. Le fait de la différence de religion empêche absolument d'hériter. Par conséquent, un musulman qui embrasse toute autre foi est deshérité automatiquement. On dit et on croit communément

que la punition de l'apostasie en islam est la mort. J'ai, je crois, raison de dire que cela n'est exprimé clairement nulle part dans le Coran, mais que les traditions Hadith sont unanimes pour interpréter le Coran ainsi. La perte du droit d'héritage et la mort ne constituent pas des sanctions religieuses mais des sanctions civiles, et la difficulté à laquelle nous faisons allusion est qu'il est peu souhaitable d'infliger des punitions civiles pour un changement de religion. Vous m'avez demandé comment on pouvait échapper à cette difficulté. J'aimerais pouvoir vous répondre. J'espérais que la présente Commission répondait à cette question.

M. VISWANATHAN (Inde): Quand par exemple nous siégerons pour élaborer la constitution de votre pays, comment, si nous essayons de trouver une solution à ce problème, pourrions-nous exactement y parvenir ?

Le PRÉSIDENT: Excusez-mois, je n'ai pas bien saisi la question.

M. VISWANATHAN (Inde): Si nous essayons d'élaborer une constitution quelconque pour ce pays, de quelle manière Monseigneur voudrait-il que nous insérions ce principe dans la constitution sous forme d'une garantie du droit de conversion ? Avez-vous des suggestions concrètes à proposer à ce sujet ?

Monseigneur STEWART: Franchement, Monsieur, je ne pense pas que j'aimerais voir abroger l'un quelconque des articles d'une foi quelconque qui impose des sanctions civiles, même au prix, je l'admets, d'empiéter ainsi sur les libertés religieuses d'autrui.

M. VISWANATHAN (Inde): Ces derniers temps, aucune des institutions chrétiennes de ce pays n'a couru de danger d'aucune sorte. Le monde, dans son ensemble, a aidé la Palestine à préserver le caractère sacré de tout ce que renfermait la terre où nous nous trouvons. Est-il particulièrement besoin de prendre, à l'avenir des mesures particulières ? Les conditions actuelles ne sont-elles pas satisfaisantes ?

Monseigneur STEWART: Voici, je crois, Monsieur, deux questions différentes qu'il faut considérer. En ce qui concerne la première, à savoir que les institutions chrétiennes ne courent aucun danger, je voudrais bien pouvoir être d'accord. Je pourrais indiquer deux ou trois écoles chrétiennes que nous avons été obligés d'évacuer parce qu'on nous avait laissé entendre que notre personnel européen ne se trouvait pas en sécurité en y travaillant. Je pourrais en indiquer une, sur le perron de laquelle une bombe a été déposée il n'y a pas plus de trois ou quatre semaines. Je ne pense pas qu'il soit tout à fait exact de dire qu'il n'y a aucun danger, bien que je pense pas

qu'aucun de nous, chrétiens, veuille un instant grossir ou exagérer le danger: en fait, franchement, la plupart d'entre nous s'en moquent de bon cœur. Mais le danger existe. L'autre question, celle du caractère de l'ensemble du pays, me semble être quelque chose de tout différent. Dans ce cas il ne s'agit pas d'un danger d'ordre matériel: il y a là danger de sécularisation des choses et des lieux sacrés. Il y a danger, dirais-je, de "corruption de l'atmosphère". Nous en avons, dans une certaine mesure, parlé dans notre note, et la Commission anglo-américaine en a fait mention dans un cas particulier qui a attiré son attention, bien qu'il ne fût pas, et de loin, le cas le plus typique qu'elle eût pu choisir. Je pense que nous nous sentons vivement émus du fait que la Galilée, par exemple, représente pour les 700 millions de chrétiens un certain caractère et certaines associations, qui sont petit à petit détruits, parfois lentement et parfois rapidement.

M. VISWANATHAN (Inde): Encore une question. Vous avez suggéré que l'on permette aux chrétiens de participer au gouvernement du pays. Etablirez-vous cette participation des chrétiens au Gouvernement d'après le fait qu'il existe dans le pays une minorité chrétienne de la population ou d'après le fait que le christianisme est une des trois religions intéressées dans le pays?

Monseigneur STEWART: Je pense, Monsieur, que vous trouverez la réponse à ceci dans notre note. Je voudrais indiquer, Monsieur, comme je l'ai dit auparavant que ceci dépendra de la proportion dans laquelle les autres religions seront représentées. Il est un fait que, pour le moment, les intérêts des deux autres grandes religions sont pesés, non pas d'après la proportion des habitants des pays qu'elles représentent, mais d'après l'importance relative qu'elles ont dans le monde. La communauté juive mondiale porte intérêt aux Juifs de Palestine. L'Islam tout entier s'intéresse aux Arabes de Palestine. De même la chrétienté toute entière s'intéresse aux chrétiens de Palestine. Si les deux premières de ces religions doivent être représentées de manière adéquate, nous demandons que la troisième soit également représentée au Gouvernement.

M. VISWANATHAN (Inde): Vous voulez que les chrétiens ne soient pas simplement représentés en tant que minorité de la population du pays?

Monseigneur STEWART: Non, pas simplement en tant que minorité.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un désire-t-il poser d'autres questions?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Alors je vous remercie.

Vient ensuite à l'ordre du jour l'audition des représentantes des organisations des femmes juives de Palestine; Mme Rachel Katznelson-Rubatchov et Mme Rebecca Sieff vont prendre la parole au nom de ces organisations. Voulez-vous, Mesdames, prendre place à la tribune?

Je donne la parole à Mme Katznelson-Rubatchov.

Mme Katznelson-Rubatchov s'exprime en hébreu. Une traduction en anglais a été communiquée à la Commission.

Mme KATZNELSON-RUBATCHOV: Le Conseil des organisations des femmes juives de Palestine a demandé que lui soit accordée la faveur de comparaître ici, non pas pour réitérer les témoignages complets qu'il vous a déjà été donné d'entendre de la bouche des représentants du Yishuv et de l'Agence juive, mais parce que nous estimons qu'une étude du rôle de la femme dans la fondation du Foyer national juif pourrait aider à élucider le problème dont on vous a chargés de trouver la solution.

Chez nous, comme chez tous les peuples modernes, le rôle de la femme dans la vie publique a été croissant, et sans aucun doute ce progrès est dû en grande partie aux activités des mouvements féminins organisés, dont l'histoire remonte, dans les démocraties d'Europe et d'Amérique à quelque 100 années.

Les organisations de femmes au nom desquelles nous parlons font partie de ce mouvement international des femmes. Mais le mouvement des femmes et dans le Yishuv et dans le sionisme, présente deux traits distinctifs. Bien que notre mouvement s'applique également à garantir les intérêts particuliers des femmes, son principal souci a été de participer entièrement à la fondation du Foyer national juif. Ce geste est naturel chez les femmes d'un peuple persécuté et opprimé qui lutte pour sa liberté. Une autre caractéristique de ce mouvement est son vif désir de développer les services de première nécessité dans le domaine de l'hygiène, de l'éducation et de l'assistance sociale, ce qui est un trait typique de l'activité des femmes d'un peuple de pionniers.

En vue de montrer dans quelle mesure et de quelle manière le travail des femmes a influé sur l'œuvre de création en cours, je ne citerai que quelques exemples, étant donné que la note particulière, présentée par le Conseil des organisations des femmes juives de Palestine, en donne une description plus détaillée:

L'un des objectifs du mouvement sioniste a été d'imprégner la jeunesse juive du désir d'accomplir des travaux manuels, et tout d'abord des travaux agricoles. Nous n'aurions pu arriver à atteindre aussi complètement cet objectif si le mouvement des femmes n'avait pas appris, ici

et dans la Diaspora, à des générations de jeunes femmes, à respecter le travail physique, en particulier le travail de la terre. Une partie considérable des efforts et de l'argent dépensés dans ce pays par les organisations de femmes, l'a été pour la formation agricole des jeunes filles. Au cours des années qui se sont écoulées depuis 1911, date de la fondation de la première école d'agriculture pour jeunes filles, des milliers de fermières sont sorties des institutions d'éducation fondées et gérées par les organisations de femmes. Et il faut se rappeler qu'il s'agissait là de jeunes filles qui avaient été auparavant élevées dans les villes loin des travaux de la terre, et que ce sont elles qui ont joué un rôle aussi vaste dans la mise en valeur agricole de la Palestine. C'est du désir de créer un peuple de travailleurs, et de donner aux femmes toutes les qualités propres à leur permettre de travailler dans tous les domaines, que la formation professionnelle générale est devenue, en plus de la formation agricole, l'un des objectifs principaux du mouvement sioniste des femmes en Palestine et à l'étranger.

Dans une communauté dont les origines et le passé présentent une telle diversité, l'hébreu constitue aujourd'hui l'élément d'unité. C'est la langue que l'on parle chez soi et en société; c'est le moyen d'instruction à l'école. On est en train de façonner une culture hébraïque populaire, tirée des riches sources de notre passé et des efforts créateurs réalisés dans le présent. Nous n'aurions pu réussir ceci sans les efforts des mères juives qui, bien souvent, ont dû apprendre la langue en même temps que leurs enfants, non plus que sans la coopération active des femmes dans tous les domaines de l'effort culturel accompli dans ce pays.

Les immigrants qui sont venus ici il y a plusieurs décades ont trouvé dure la transition, ce passage de la vie sociale sur le sol européen, à une terre lointaine et désolée dans laquelle il n'existait ni gouvernement organisé, ni logement, ni hôpitaux, et où l'on ne trouvait que des moyens de transport primitifs. La femme-pionnier de cette période, en dépit des maladies infectieuses toujours présentes, et des épreuves que lui imposait un climat, terrible pour des gens venant des régions septentrionales, a réussi à élever des familles, qui constituent la première génération de la Palestine moderne, une génération saine de travailleurs pleins de joie de vivre. Et ainsi furent posées les fondations de la nouvelle communauté.

Ce sont ces mères, toujours les mêmes, qui après avoir élevé leurs enfants dans des conditions si hostiles, ont plus tard voué leurs énergies et leurs talents à la création d'organisations qui ont recouvert le pays d'un réseau d'institutions d'éducation et d'assistance sociale, chargées de s'occuper des enfants dont les mères travaillent en dehors du foyer, des enfants des nouveaux

immigrants et des enfants déshérités. C'est une organisation sioniste féminine des Etats-Unis qui, à la fin de la première guerre mondiale a établi les bases d'un programme sanitaire destiné à combattre les maladies endémiques en Palestine, à former des infirmières, à développer l'assistance médicale et à fournir des soins particuliers à la mère et à l'enfant. Sans ces débuts de service social, l'œuvre des pionniers aurait été encore plus hasardeuse.

Au cours des voyages d'études que vous avez faits dans le pays, vous avez pu voir certaines des institutions médicales et sanitaires, des écoles, des centres d'accueil pour immigrants, qui ont été fondés grâce aux efforts des femmes de Palestine et de l'étranger. Les fonds qui ont permis de réaliser ces entreprises n'ont pas été fournis par les riches. Ils proviennent de l'œuvre intense accomplie par les femmes de Palestine et par leurs sœurs de la Diaspora.

Et c'est maintenant que je voudrais formuler une observation qui nous semble pertinente ici. Vous avez vu nos exploitations agricoles et nos institutions, toutes splendides, mais il existe un revers de la médaille dont il se peut que vous ne soyez pas assez avertis: il s'agit de la lutte quotidienne pour permettre à une partie de la communauté de survivre.

Tous les immigrants trouvent difficile de s'adapter pendant les premières années, et la situation est encore beaucoup plus dure pour le réfugié d'aujourd'hui, qui a perdu tous les êtres qui lui étaient chers et que les nazis ont dépouillé de tous ses biens terrestres. Et, en revanche, il existe une immigration de familles qui comptent de nombreux enfants, et qui s'introduisent en Palestine en venant des pays voisins, du Yémen, de la Syrie et de l'Afrique du nord. Ils viennent ici par amour de la Palestine et parce qu'ils aspirent profondément à échapper à une vie de dégradation morale et de servitude. Pour la Palestine, leurs nombreux enfants sont une bénédiction, mais il est besoin de les éduquer et de s'occuper de leur santé. Les organisations de femmes ont de bon cœur assumé la charge de lancer les institutions sanitaires et d'assistance sociale, mais le Gouvernement ne leur a prêté que peu d'assistance.

Il existe une autre sphère d'activité humaine qui présente une certaine importance, dont les représentants de la Fédération des travailleurs juifs vous parleront sans doute en détail et à laquelle le Gouvernement a à peine apporté son appui: il s'agit des conditions convenables de travail et de l'assurance que les ouvrières percevront un salaire équitable.

Ce n'est que grâce aux efforts que nous avons accomplis en collaboration avec le mouvement organisé des travailleurs que nous avons, dans une certaine mesure, atteint ces objectifs, et que

les femmes des professions libérales reçoivent un salaire égal à celui des hommes, tandis que les femmes peuvent continuer à se livrer à toutes les occupations après leur mariage. De même dans notre communauté juive démocratique, la femme jouit du droit de vote et peut être élue dans les organes municipaux (sauf dans les communautés mixtes où ce droit lui est refusé) et elles sont également représentées dans les organes élus du Yishuv et du mouvement sioniste.

Comme je l'ai fait remarquer au début, le principal objectif de l'œuvre publique de la femme dans notre communauté n'est pas de combattre pour ses droits. Nous ne nous contentons pas de la contribution que nous avons apportée au développement de l'économie agricole, de l'éducation et de la littérature du pays, ni du fait que les femmes de Palestine ont participé totalement à l'effort de guerre et se sont engagées par milliers dans les services auxiliaires féminins et dans les industries de guerre. Nous réalisons pleinement que ces résultats ne présentent, du point de vue pratique comme du point de vue éthique, aucune valeur s'il nous faut rester en minorité dans ce pays et si les portes de la Palestine doivent rester fermées aux Juifs qui attendent de recommencer leur vie dans ce pays.

Quoique nous ne soyons qu'un petit groupe de pionniers féminins, nous avons commencé par accepter nos responsabilités à l'égard de la Diaspora. Dans le mouvement de pionniers qui a joué, pour la mise en valeur du pays, le rôle de corps de réserve, les hommes et les femmes de Palestine ont œuvré ensemble. Les femmes de Palestine ont voyagé de pays en pays et ont porté à un peuple dispersé le message du Sionisme; elles ont organisé les femmes de la Diaspora en vue de la construction de notre Patrie. Des femmes partisans juives de Palestine sont mortes en terre étrangère dans l'espoir de réussir à sauver ceux que les Nazis avaient voués à l'extermination. Des milliers de femmes palestiniennes sont entrées dans les services actifs, non seulement pour combattre l'ennemi commun, mais parce qu'elles désiraient arriver en Europe et aider leurs semblables, victimes des Nazis.

En même temps que le Yishuv, les femmes juives de Palestine ont résisté aux édits promulgués dans le Livre Blanc qui fermaient les portes de la Palestine et qui forçaient les navires chargés de réfugiés à se rendre à Chypre, et c'est au cours de ces actions de résistance que nous avons perdu nombre de vies précieuses.

Et aujourd'hui il y a des femmes de Palestine dans les camps de personnes déplacées d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie; on trouve parmi elles des mères qui ont laissé leur famille en Palestine. Elles s'occupent des enfants, des orphelins et des jeunes gens qui furent les victimes de la terreur nazie. Elles leur rendent leur foi en l'humanité et les remplissent de l'espoir

de pouvoir recommencer leur vie et elles peuvent le faire en raison de ce que la Palestine signifie pour elles.

J'ai travaillé l'an dernier pendant plusieurs mois dans un camp allemand de la zone américaine. J'y ai rencontré des enfants, garçons et filles, et des jeunes gens; aussi puis-je traiter de ce problème. Et je vous le dis, non pas seulement en tant que sioniste, mais encore en tant que mère juive: ces enfants ne pourront jamais être rééduqués spirituellement ni revenir à la santé tant qu'ils resteront dans les camps.

En dehors de toute solution politique fondamentale, nous vous demandons d'insister pour qu'il soit permis aux enfants et aux jeunes gens des camps des personnes déplacées d'Europe et de Chypre de venir à nous. Nous, les mères, les recevrons ici. Ici, ils ne se trouveront pas privés d'affection. Et s'il est besoin d'expérience pour élever ces milliers de garçons et de filles, nos éducateurs, nos infirmières, nos assistantes sociales du Yishuv, possèdent l'expérience nécessaire.

Nous sommes certains que l'on ne peut opposer aucun argument à notre plaidoyer, qu'un peuple qui pleure un million d'enfants mis à mort par des mains cruelles a le droit de vouloir donner aux quelques survivants une chance de vivre dans leur patrie, car seuls l'air et le climat — matériels et spirituels — de la Palestine peuvent leur donner ce dont ils ont besoin.

Puisse la première pierre de l'édifice que vous construirez pour mettre fin à la détresse du peuple juif être constituée par le sauvetage de ces enfants.

Le PRÉSIDENT: Je suppose que le document que l'on nous a communiqué constitue une traduction exacte de votre allocution et je pense, par conséquent, que nous n'avons pas besoin que l'on nous l'interprète maintenant. Je vous remercie, Madame.

Je donne la parole à Mme Sieff.

Mme SIEFF: Monsieur le Président, Messieurs, on m'a demandé de commencer mon exposé en vous énumérant les organisations qui sont représentées ici aujourd'hui: la Hadassah—l'Organisation sioniste des femmes des Etats-Unis d'Amérique; la WIZO, c'est-à-dire l'Organisation sioniste internationale des femmes (*Women's International Zionist Organization*); le Conseil général des travailleuses; l'Organisation sioniste des femmes de Palestine; la Mizrahi, l'Organisation des femmes de Palestine et d'Amérique; l'Organisation des femmes pionniers d'Amérique; l'Organisation des travailleuses de la Mizrahi; la Ligue féminine pour la Palestine de New-York; l'Association féminine juive pour l'égalité des droits de Palestine. La Mizrahi, comme vous

le savez, je pense, représente les organisations religieuses.

J'aimerais m'associer à ma collègue pour vous remercier d'avoir consenti à nous entendre. Nous n'aurions point chargé davantage votre ordre du jour déjà très lourd, si nous n'avions pas estimé que la situation de notre peuple est telle qu'il ne conviendrait pas que la femme juive ne fût entendue devant cet auditoire international. Pour compléter le tableau tracé par ma collègue du rôle joué par la femme dans la fondation du Foyer national juif, j'aimerais souligner brièvement le rôle joué par la femme dans le Mouvement international sioniste. La constitution originale de l'Organisation sioniste, telle que l'a adoptée le premier Congrès sioniste, il y a 50 ans, a donné aux femmes l'intégrité et l'égalité des droits, marquant ainsi son caractère démocratique et progressiste. Par conséquent, les premières femmes sionistes ont pu, dès le début, vouer toutes leurs énergies à la tâche de grouper les femmes juives dans le Mouvement, et de leur permettre d'apporter leur contribution particulière à la renaissance du peuple juif. Comme la femme moderne doit absolument jouer un rôle double, la femme sioniste a, en plus de ces tâches particulières, joué un rôle notable dans la constitution du grand Fonds national. Dans les notes qui vous ont été soumises par les diverses organisations de femmes, et dans le sommaire commun qui vous a été présenté par le Conseil de femmes juives, nous nous sommes efforcées de donner un tableau concis du caractère et des activités spécifiques de chacune de ces organisations. Elles se sont constituées sous divers régimes dans des conditions économiques et sociales très variées, telles que celles qui régnaient dans la Russie des tsars, dans les libres Etats-Unis d'Amérique, dans la libérale Grande-Bretagne, dans tous les pays d'Europe jusqu'en Amérique latine, dans le Commonwealth britannique et même jusque dans les plus petites communautés juives d'Extrême-Orient. L'unité fondamentale du peuple juif se reflète avec la plus grande netteté dans le fait même que les femmes juives, dans des conditions aussi diverses et en face des difficultés particulières communes à toutes les femmes, se sont organisées en vue d'un idéal fondamental: la reconstruction de leur ancienne patrie et le retour vers la terre sainte. Pendant tous les siècles d'amertume et d'exil, la femme juive a participé aux prières quotidiennes pour le retour à Sion et a préservé avec zèle les traditions et fêtes religieuses séculaires liées indissolublement à la vie et au sol de la terre d'Israël. Dans les berceuses qu'elles chantaient à son enfant, la mère juive exprimait cet ardent désir et le passait de génération en génération: il n'a pas été facile de traduire cette foi profondément enracinée en termes d'organisation d'une association mondiale concrète, groupant près d'un demi million de femmes. En fait, cela a

demandé une dévotion inlassable et des sacrifices personnels constants.

Les femmes ont dû apprendre ce que représentait pour elles la tâche de pionnier, elles ont dû endosser la responsabilité de devoirs nettement définis, dont ma collègue vous a fait le tableau, et enfin, il leur a fallu recueillir les fonds nécessaires pour réaliser pratiquement leur vœu sur la terre même pour laquelle elles avaient tant prié.

La montée du régime nazi, et les incroyables souffrances que celui-ci amena dans son sillage au peuple juif, ont exigé une intensification immédiate de nos efforts et un élargissement considérable des activités de toutes nos institutions et de tous nos services. Nous avons pu faire face à la situation dans une mesure relativement importante, et ceci grâce à la solidité de notre œuvre et de notre Organisation.

C'est une femme—qui elle-même devait être victime de la fureur nazie—qui conçut l'idée de Youth Aliyah, l'organisation qui devait secourir la jeunesse juive contre l'enfer fasciste, et qui devait amener les enfants en bas âge en Palestine, au seul endroit au monde qui pût offrir à ces victimes enfantines une compensation pour la perte du foyer de leurs parents et la possibilité de vivre entièrement en êtres humains libres. Cette idée émouvante agit puissamment sur les instincts maternels des femmes juives du monde entier qui demandèrent qu'on leur confiât la charge spirituelle et matérielle de ces enfants, de ces victimes arrachées aux flammes. C'est à une femme, grande entre toutes les femmes d'Israël, que fut confiée la tâche de les intégrer à la vie et au sol de Palestine. L'ensemble de la communauté, ouvrant ses bras à ses enfants déshérités, lui a apporté dans cette œuvre, sa collaboration enthousiaste.

Un autre problème nouveau s'est présenté alors: la réorientation des femmes plus âgées, appartenant en majorité aux classes dites moyennes, et qui venaient de l'Europe occupée. Il fallait élaborer de nouvelles méthodes qui fussent très aisées à mettre en pratique et qui leur permettent de s'adapter aux conditions d'existence entièrement nouvelles dont elles faisaient l'expérience en Palestine. Là encore, la femme juive répondit partout aux appels de ses sœurs déracinées et découvrit ce qu'il fallait pour accomplir cette grande œuvre de relèvement.

Puis vint la guerre. Des millions de Juifs pris au piège dans l'enfer européen, toutes les issues barrées et verrouillées! Dans cette situation désespérée, nos femmes sionistes furent à l'avant-garde du combat, déployant, dans des conditions telles qu'on n'en avait jamais encore connues dans l'histoire de l'humanité, un courage invincible et des qualités peu communes de commandement et d'héroïsme. D'où tiraient-elles ce cou-

rage ? De ce sens aigu de l'orgueil national et de la dignité nationale qu'elles avaient progressivement acquis pendant deux décades d'intense activité sioniste. Elles avaient déjà renoncé à toute possibilité personnelle d'échapper, en vue de regrouper les communautés dispersées et coupées les unes des autres, aux différentes étapes de cette route du martyre qui menait aux camps de concentration et aux chambres à gaz. Elles ont préservé l'héritage culturel du peuple juif tant qu'elles ont conservé le souffle. Elles ont risqué leur vie et l'ont perdue dans la plus étrange des activités clandestines, passant en fraude des enfants au delà de frontières interdites, ou bien les cachant dans des foyers hospitaliers de non-israélites. Nombre d'entre elles ont pris le maquis pour rejoindre les partisans, et ont combattu à leurs côtés dans les montagnes et les forêts. Dans la dernière résistance héroïque du ghetto de Varsovie, dans ce combat pour la liberté, unique en son genre dans l'histoire du monde, nos jeunes femmes ont combattu et ont péri. Seule une poignée d'entre elles a survécu pour en rapporter l'histoire.

Dans les pays en guerre, et en dépit des durs sacrifices que l'effort de guerre exigeait d'elles en tant que citoyennes, les femmes juives n'ont pas un instant négligé l'œuvre de construction nationale. Au contraire, elles ont redoublé d'activité, afin, d'abord, de boucher la brèche ouverte par la disparition de nos Fédérations et de nos groupes en Europe; afin, ensuite, de faire face aux nouveaux besoins dont j'ai déjà parlé et qui, même pendant la guerre, ont encore augmenté; afin, en troisième lieu, de s'occuper des masses de réfugiés, femmes, jeunes gens et enfants échappés de leurs différents pays d'origine, et de participer financièrement à l'œuvre de préservation.

Il est significatif de noter que la grande majorité des jeunes gens qui échappèrent ainsi à la mort considéraient cette période comme une période de transition et de préparation en vue de leur future existence en Palestine. En Angleterre, par exemple, du fait que tous les jeunes gens avaient, soit rejoint les forces armées, soit apporté une contribution notable à l'effort de guerre en qualité de travailleurs agricoles, aucun obstacle ne s'opposait à ce qu'ils devinssent citoyens britanniques. Pourtant, ils n'acceptèrent pas cette solution, car leur seul désir était de rejoindre leur propre patrie. Nombreux sont ceux d'entre eux qui sont déjà ici; les autres attendent impatiemment leur heure.

Mais quoique nous ayons pu réaliser, à quoi cela nous sert-il, si, après la grande extermination, les restes de notre peuple continuent à s'étioler dans des camps de personnes déplacées et vivent encore chaque jour dans la terreur de mourir dans des pays où ils ont été forcés de retourner, étant donné que la seule route qu'ils

auraient choisie leur est fermée ? Seuls, peut-être, ceux qui comme moi ont visité les camps de personnes déplacées en Allemagne, peuvent-ils ressentir entièrement cette humiliation amère de voir placés dans une catégorie inférieure à celle des responsables de cette guerre affreuse contre l'humanité, les survivants du premier peuple auquel se soient attaqués les nazis, au lieu de les voir devenir le premier souci des nations victorieuses.

Je voudrais interrompre pour un instant mon exposé, afin de pouvoir exprimer notre gratitude à l'UNRRA pour ce qu'elle a fait en Europe, ainsi qu'aux pays, comme la Suède et la Suisse, qui ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour aider à secourir et à soigner les milliers de personnes qui ont réussi à traverser les pays occupés par les nazis et à atteindre leurs rivages hospitaliers.

Malgré tout, du reste, l'attachement de nos femmes à leur idéal est tel que même derrière les fils de fer barbelés des camps de personnes déplacées, elles se sont spontanément regroupées sous la bannière du sionisme, non seulement afin de se préparer pour l'avenir, mais afin d'organiser encore une fois les services sociaux et culturels pour leurs camarades de captivité.

Seuls des hommes et des femmes anxieux de rentrer dans leur patrie et non d'aller nulle part ailleurs, ont pu avoir la force de passer à travers les barrières dressées par ceux qui se disent leurs libérateurs, à travers les mers immenses, dans des embarcations si peu sûres et dans des conditions indicibles. Parmi eux, nombreuses sont les futures mères et les femmes ayant des bébés qui ne savent pas encore marcher. Est-il besoin d'en dire plus ? Il faut les forces de la marine britannique pour empêcher cette humanité à la dérive de prendre pied sur la terre promise et pour les escorter jusqu'aux nouveaux camps de concentration de Chypre où, pas plus tard que hier, ces hommes affamés entreprenaient une grève de la faim en protestation contre les conditions dégradantes et inhumaines dans lesquelles on les force à vivre.

La prolongation de ce supplice est une tache sur l'humanité, qui ne peut être effacée à moins de mettre fin à la vie de nomades sans patrie, qui est celle du peuple juif. Nous nous joignons entièrement aux requêtes de caractère politique formulées par l'Agence juive, lorsqu'elle demande que l'on autorise une immigration libre et sans restriction en Palestine et la création d'un état indépendant qui est le seul moyen de réaliser cet idéal.

Mais il est une question d'importance vitale qui ne souffre pas un seul instant de retard et que nous, en tant que femmes et en tant que mères, considérons comme de notre devoir sacré et de notre droit moral de soumettre aux Nations

Unies: le problème de confier aux soins de la communauté, les 30.000 enfants qui survivent encore dans les camps de personnes déplacées de la zone américaine en Europe et les 2.000 enfants qui sont actuellement à Chypre. Comment pourrions-nous faire comprendre au monde que presque tous ces enfants sont les seuls survivants de familles entières et qu'ils n'ont absolument ni famille, ni proches. Pouvez-vous imaginer l'état psychologique de ces enfants, après qu'ils ont vu ce qu'ils ont vu et après les événements auxquels ils ont survécu? Le rire est banni de leurs lèvres. Même dans les jeux auxquels j'ai vu jouer des enfants dans un camp nouvellement établi aux portes de Francfort, on ne pouvait constater aucune joie enfantine, non plus que cette spontanéité qui devrait être innée chez un enfant. La femme juive veut absolument leur rendre cette spontanéité, dans la mesure où il est humainement possible de le faire. Où pourrait-on arriver à ce résultat, sinon dans ce milieu vigoureux qu'est la Palestine juive, avec sa jeune génération normale et saine?

Messieurs, on ne peut répondre à cette situation par les formules ordinaires ni par les voies normales de la procédure. Nous vous demandons

en qualité de représentants des Nations Unies et en qualité simplement de membres de la race humaine, de vous joindre à nous lorsque nous demandons qu'on nous rende immédiatement nos enfants. Messieurs, nous ne connaissons pas le repos et nous ne vous le laisserons pas connaître, avant d'avoir ramené nos enfants à leurs foyers.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Madame. Est-ce qu'un des membres du Comité désire poser des questions?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Puisqu'il en est ainsi, je vous remercie encore une fois.

Nous en avons fini avec l'ordre du jour de la journée, aussi levé-je la séance jusqu'à dimanche 9 h. 30. Je regrette que nous devions tenir des auditions le dimanche, mais nous disposons de si peu de temps qu'il nous faut nous y résigner si nous voulons en finir.

Les auditions sont suspendues.

La séance est suspendue à 13 h. 25.

PROCES-VERBAL DE LA VINGT-NEUVIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le dimanche 13 juillet 1947, à 9 h. 30.

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLUM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. BRILEJ, Yougoslavie

Secrétariat

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte. Nous avons aujourd'hui deux points à l'ordre du jour de nos auditions: l'audition publique de représentants du parti communiste de Palestine et la demande de la communauté juive Ashkenazi qui voudrait que son audition soit reportée à un jour de la semaine prochaine. Acceptez-vous cet ordre du jour?

(Personne ne soulève d'objection).

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté. Sauf erreur, M. Mikunis, le docteur Ehrlich et M. Vilner vont parler au nom du parti communiste de Palestine. Ces messieurs veulent-ils monter à la tribune?

(A ce moment, M. Mikunis, le docteur Ehrlich et M. Vilner, représentants du parti communiste de Palestine, prennent place à la table de la Commission.)

Le PRÉSIDENT: La parole est à M. Mikunis.

M. Samuel MIKUNIS (Secrétaire du parti communiste de Palestine): Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, depuis le commencement de l'occupation britannique, à la fin de la première guerre mondiale, de nombreuses commissions d'enquête sont venues dans notre pays. Chacune d'elles a vu diminuer la confiance des habitants de ce pays en leur utilité, jusqu'au moment où on a cessé de les prendre au sérieux. Entre temps, la situation politique et économique en Palestine est allée de mal en pis, pour en arriver à la crise actuelle.

On trouvera l'explication de ce changement d'attitude de la part des peuples de Palestine dans le fait que toutes ces commissions ont été

des commissions partiales — des commissions constituées par l'impérialisme britannique. Leur tâche n'était pas de conseiller et d'aider notre pays et ses peuples réduits en esclavage à parvenir à se libérer; leur tâche consistait à rechercher et à proposer au Gouvernement britannique, les mesures propres à consolider sa domination et à renforcer ses positions stratégiques et économiques en Palestine. Je dirai plus — leur tâche était d'augmenter la tension politique par leurs méthodes de travail et par leurs propositions, et de poursuivre la politique impérialiste du "diviser pour régner".

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, l'écrasement sur le champ de bataille de la forteresse du fascisme et de l'impérialisme germano-japonais, la puissance croissante des forces démocratiques et pacifiques dans le monde et le renforcement du mouvement de libération nationale dans les colonies, ont changé la situation.

L'insistance des peuples de Palestine à réclamer leur liberté, a empêché le Gouvernement britannique de poursuivre seul ses "enquêtes" et le renforcement de sa position en Palestine. Il a été obligé de demander l'aide américaine. C'est ainsi qu'à la fin de 1945, la Commission d'enquête anglo-américaine a été constituée derrière le dos de l'ONU. La constitution de cette commission était le signe de la pénétration politique aussi bien qu'économique des E.-U. C'était une commission d'enquête ordinaire des deux principales puissances impérialistes, et le rôle qu'elle a joué a donc été semblable à celui qu'avaient joué les diverses commissions britanniques qui l'avaient précédée. Ses recommandations ont donc été elles aussi, rejetées par les Juifs comme par les Arabes, car elles ne contenaient même pas l'ombre d'une solution équitable du problème palestinien.

C'est animés d'un esprit tout à fait différent que nous vous souhaitons la bienvenue à vous, Commission spéciale pour la Palestine des Nations Unies. Les masses de ce pays qui luttent pour la liberté et l'indépendance, vous souhaitent la bienvenue de tout cœur. Vous avez été envoyés par l'Organisation mondiale la plus haute — par l'ONU, vers laquelle tous les peuples du monde épris de liberté, tournent leurs regards, dans l'espoir qu'elle établira une base durable pour la paix et la liberté auxquelles des millions d'êtres ont sacrifié leur vie, au cours de la grande guerre anti-fasciste. Votre seule présence dans ce pays, en votre qualité de représentants de l'ONU, est un résultat pour nous, les peuples de Palestine; elle signifie que nous avons fait un pas en avant dans notre lutte pour que le seul organisme jouissant d'une autorité inter-

nationale soit chargé de résoudre notre problème. Votre présence montre que les efforts des masses juives et arabes pour retirer leurs problèmes des mains de l'impérialisme, ont réussi dans une certaine mesure.

Le parti communiste de Palestine a le droit de déclarer devant cet auditoire qu'il a joué un rôle considérable dans cette évolution vers une intervention de l'ONU dans notre problème. Nous avons été, dans ce pays, les premiers et les plus persévérants à mobiliser les masses populaires pour la lutte en faveur de la remise du problème palestinien entre les mains de l'ONU. Dans cette lutte, nous avons été aidés par les forces mondiales qui combattent pour la paix et la démocratie. Cela ne veut pas dire que nous n'avons pas observé, que nous n'avons pas signalé au peuple de ce pays les dangers que présentent les nombreuses intrigues ourdies à l'intérieur et en dehors de l'ONU, les efforts impérialistes tentés pour amoindrir votre importance au moyen de déclarations réservant d'avance le droit d'accepter ou de ne pas accepter vos propositions. Et le succès le plus significatif de ces intrigues impérialistes a été l'abstention des représentants du peuple arabe de Palestine qui ne se sont pas présentés devant cet auditoire international.

Mais nous, les peuples de Palestine, nous allons de l'avant, et le faisons en dépit de tout. Et nos peuples sont animés de la ferme résolution de continuer la lutte jusqu'au moment où la complète indépendance et la liberté de notre pays deviendront des réalités.

Nous regrettons que pour des raisons impérialistes — à savoir, pour empêcher que l'Union soviétique ne soit membre de cette commission — les gouvernements de la Grande-Bretagne et des E.-U. aient lors de la session de l'ONU de mai 1947, provoqué l'échec de la proposition de faire figurer les grandes puissances dans la Commission actuelle.

Votre tâche en a été rendue plus difficile. Mais nous pouvons vous assurer qu'avec un peu de bonne volonté de la part de tous les intéressés et par dessus tout de la part des peuples arabe et juif de Palestine, on découvrira la manière d'arriver à une solution équitable. Parce que vous ne devez pas perdre de vue que les peuples de notre pays espèrent que vos travaux et vos décisions permettront d'arriver au cours de la session de septembre de l'ONU, à une solution équitable et définitive.

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, l'impérialisme britannique maintient son emprise sur la Palestine depuis trente ans, gouvernant notre pays comme s'il s'agissait d'une colonie de la Couronne. Ces années ont été des années d'oppression, de domination politique, économique et militaire sur la population tout entière de la Palestine, popula-

tion arabe aussi bien que population juive. Des années de souffrance, de chômage, d'outrages infligés par l'armée et les forces de police, d'efforts délibérés et conscients de l'impérialisme pour maintenir le retard économique, social et culturel de notre pays.

Ces années ont été des années de terreur et d'oppression dirigés contre le mouvement montant de libération nationale, contre les paysans, contre les forces patriotiques anti-impérialistes; des années où l'on emprisonnait et déportait; des années d'amendes collectives, de terreur policière et de loi martiale. Un régime colonial souillé de sang, un régime d'oppression, un régime qui favorisait et entretenait la tension et l'antagonisme entre Arabes et Juifs, un régime de refus des libertés civiles élémentaires et d'exploitation du peuple. Pauvreté dans les régions agricoles, exploitation des travailleurs dans les villes et les villages, mauvaises conditions de vie dans les plantations d'agrumes, une situation des logements effrayante sans que le gouvernement ait fait aucun effort pour vider les taudis qui se trouvent aux abords des villes et des villages les plus importants. Des prisons au lieu d'écoles, des camps de concentration au lieu d'hôpitaux!

Pendant la première guerre mondiale, les Britanniques se sont posés en libérateurs des peuples arabes, promettant l'indépendance à tous les pays arabes, y compris la Palestine. En même temps, ils promettaient à certains sionistes d'établir un Foyer national pour le peuple juif. Depuis lors, près de 20 Commissions différentes sont venues dans notre pays.

La Commission anglo-américaine a marqué une phase "nouvelle" de l'action combinée anglo-américaine pour la continuation de la domination coloniale, basée sur le "fait" de l'antagonisme judéo-arabe et présentant le problème palestinien non pas comme le problème de la libération et de l'indépendance du pays de toute domination étrangère, mais comme le problème de la rivalité judéo-arabe.

Vint ensuite un Comité d'experts, dont le Gouvernement britannique a rejeté les recommandations. Ensuite, le plan Morisson, ou plan fédéral ou plan de partage en quatre de la Palestine et ultérieurement le plan Bevin de division en cantons sous la domination britannique, appelée "Tutelle" — tous ces plans ne sont que de nouvelles étapes du plan général de perpétuation de la domination impérialiste. Après toutes ces Commissions et toutes ces déclarations une chose est restée: la domination britannique et l'asservissement des Arabes et des Juifs.

Bien que, géographiquement parlant, la Palestine ne soit qu'un petit pays, elle est d'une importance stratégique et économique suffisante pour que l'impérialisme britannique en ait fait une base militaire formidable. Cette base est

dirigée non seulement contre les habitants de la Palestine, mais aussi contre tous les pays coloniaux et semi-coloniaux du Moyen-Orient.

Mais, l'énorme base militaire que le Gouvernement britannique a établie en Palestine, dépasse de beaucoup les besoins mêmes d'une armée coloniale d'oppression dirigée contre le peuple palestinien et les pays coloniaux et semi-coloniaux du Moyen Orient.

Les manœuvres britanniques qui ont eu lieu il y a quelque temps dans le désert qui borde la Palestine, et au cours desquelles des troupes eurent à combattre une armée rouge imaginaire qui avait envahi le Moyen-Orient, montrent clairement contre qui les cercles réactionnaires britanniques ont l'intention de diriger ces préparatifs militaires en Palestine.

On peut trouver des renseignements sur les intentions de l'impérialisme britannique à l'égard de l'avenir de la Palestine, dans le livre *Great Britain and Palestine*, publié en 1946 par *The Royal Institute for International Affairs* de Londres. Il y est dit: "Quel que soit le régime de la Palestine, du point de vue des lignes de communications impériales britanniques, elle est aussi importante que l'Egypte. Du point de vue stratégique, c'est une position avancée en Orient contre toute menace possible contre le Canal de Suez. C'est le point d'arrivée du pipeline pétrolier de Kirkouk; c'est un point d'atterrissage sur la route aérienne internationale qui mène aux Indes et au-delà, et c'est le point de départ de la route qui mène en Irak par le désert".

Les importantes ressources pétrolifères du Moyen-Orient sont évidemment une des raisons principales pour lesquelles les puissances impérialistes désirent conserver leur emprise sur les pays du Moyen-Orient.

La Palestine occupe une position-clé comme point d'aboutissement des pipe-lines pétroliers et comme emplacement de l'une des raffineries les plus importantes du Moyen-Orient. La Palestine est aussi de la plus haute importance à cause des richesses minérales de la mer Morte. En outre, elle constitue un marché alléchant pour les industries exportatrices de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique.

Pour conserver son emprise sur une population qui cherche à être libre, le Gouvernement britannique a instauré sur notre pays une domination militaire et policière si impitoyable qu'on en trouve peu d'exemples dans les autres pays coloniaux du monde.

L'augmentation des forces militaires et de police en Palestine a été telle qu'il y a maintenant un soldat ou un agent de police pour 13 citoyens; cependant, l'insécurité a augmenté en même temps que se multipliaient les soi-disant "mesures de sécurité".

D'après les chiffres officiels du Gouvernement, les dépenses pour le "maintien de la légalité et de l'ordre" au cours de la période 1920-1945 se sont montées à 43 millions de livre palestiniennes, alors que les dépenses pour tous les autres services atteignaient 876 millions de £P. y compris 22 millions de livres de dépenses pour les mesures spéciales entraînées par la guerre. D'après le budget de l'année 1947-1948, les dépenses prévues seront d'environ 24 millions, 5 de £P. Le chapitre principal de dépenses est celui consacré à la police et aux prisons et il se monte à 7 millions de £P, soit à 30 pour 100 du total du budget.

La domination policière et militaire en Palestine ne se révèle pas seulement par l'importance de la police et des prisons, mais aussi par des décrets et des règlements qui donnent à tout agent de police, à tout soldat, des pouvoirs presque illimités sur tous les citoyens. Les *Defence Emergency Regulations* de 1945, publiées dans le supplément de la Gazette officielle du 27 septembre 1945, a supprimé les derniers restes de liberté individuelle, de liberté de conscience, de liberté de la parole, de liberté de la presse et de liberté de réunion.

Les méthodes de ce système de "défense" ont livré pieds et poings liés, les citoyens de la Palestine à la cruauté de la police. On dit que des équipes spéciales britanniques ont enlevé Rubovitz, victime dont personne n'a plus entendu parler. Notre camarade, Sjoma Mironjanski, n'a plus été revu depuis que, le 7 juillet 1941 il est tombé entre les mains de la police. Avant la guerre, on a déporté dans des pays fascistes, des réfugiés politiques anti-fascistes qu'on soupçonnait d'être communistes.

Les conseils de guerre chargés de juger les soldats coupables de meurtre ou de vol qualifié, si tant est qu'ils soient arrêtés, acquittent généralement les accusés.

Il est évident que dans les conditions que nous venons de décrire, ce qu'on appelle les droits civils n'existe pas en Palestine. Les habitants de la Palestine ne participent pas au gouvernement du pays. Le rapport Peel nous dit que "les principaux fonctionnaires de l'administration centrale aussi bien que des administrations locales sont britanniques".

Les Juifs, pas plus que les Arabes, ne peuvent participer au travail législatif du Gouvernement. On a imposé dès l'origine la censure de la presse et on la renforce de temps à autre. L'Ordonnance sur la presse de 1933 a même défendu de détenir une presse à imprimer, sans autorisation.

Après 29 ans de domination britannique, la vie politique de la Palestine se caractérise par l'absence complète d'institutions législatives ou exécutives démocratiques. La domination britannique a empêché la démocratisation du pays,

sabotant même les mesures initiales les plus élémentaires.

Même le Conseil consultatif établi en 1936 est composé exclusivement de fonctionnaires britanniques.

Le Haut Commissaire détient la totalité du pouvoir. Le système introduit par l'administration militaire britannique après la conquête de la Palestine est encore en vigueur aujourd'hui.

Le Gouvernement est entièrement composé de fonctionnaires coloniaux. De même, ce sont des fonctionnaires du service administratif colonial qui occupent tous les emplois supérieurs de l'administration centrale aussi bien que de l'administration des districts. Les Palestiniens sont exclus de tous les emplois administratifs supérieurs.

Les circonscriptions des conseils municipaux et locaux ne sont pas non plus administrées de façon démocratique. Le droit de vote est soumis à diverses conditions, y compris le cens électoral; dans la majorité des circonscriptions des conseils municipaux et locaux, seules les classes possédantes ont le droit d'élire des conseillers: aux dernières élections qui ont eu lieu à Jérusalem, celles de 1935, sur 70.000 adultes, il n'y en a eu que 7.000 environ à jouir du droit de vote. A Jérusalem, à Haïfa, à Jaffa et dans la plupart des villes moins importantes et des villages, les femmes sont privées du droit de vote.

Le Haut Commissaire peut choisir les maires et les adjoints parmi les conseillers, en dépit du vote de la majorité du Conseil municipal — il l'a fait à Tel-Aviv. Le Haut Commissaire peut révoquer un maire ou un adjoint ou dissoudre un Conseil municipal élu, tout entier, comme il l'a fait à Jérusalem et dans neuf autres municipalités.

Les conseils municipaux et locaux, les conseils de village existants, ont des pouvoirs très limités. Ils n'ont pas le droit d'effectuer la plus petite dépense sans le consentement écrit du commissaire de district britannique.

Le Gouvernement ajourne constamment les élections aux conseils municipaux pour maintenir au pouvoir des majorités réactionnaires; dans la plupart des municipalités, il n'y a pas eu d'élections depuis douze ans.

Tout récemment, la "Village Administration Ordinance" de 1944 a introduit une nouvelle mesure rétrograde dans l'administration des communautés rurales arabes; elle a aboli les élections aux conseils.

Comme dans toutes les dépendances coloniales de l'Empire, le Gouvernement britannique soumet le peuple et les ressources de la Palestine à une exploitation éhontée. Les principales positions économiques du pays sont entre les mains des Britanniques, comme par exemple les con-

cessions de la mer Morte et les concessions d'électricité, les raffineries de pétrole et les pipe-lines, les compagnies d'assurance et les grandes banques. Au lieu d'être utilisées pour le financement de mesures propres à améliorer les conditions de vie, la santé, l'instruction et le niveau de vie du peuple de Palestine, les richesses minérales de la mer Morte, qui sont les matières premières les plus importantes de Palestine, sont exploitées uniquement pour le plus grand profit des actionnaires britanniques de la Palestine Potash Company. Cette compagnie ne paye aucun impôt et elle n'a pas non plus à payer de droits de douane sur ses importations. Le contrôle de la Palestine Potash Company est entre les mains de l'I.C.I.

La raffinerie de pétrole d'Haïfa *The Consolidated Refineries Ltd* est une affaire étrangère, exemptée du paiement de tous droits de douane.

Des concessions exclusives ont été accordées à l'*Iraq Petroleum Company* et à la *Trans-Arabian Oil Company*. Ces concessions comportent l'autorisation, — libre de redevances, d'impôts, de droits d'importation ou d'autres paiements ou indemnités, — de poser des pipe-lines, dans tout le pays, d'exproprier des terrains; de réquisitionner le bois, les pierres, l'eau et tous autres matériaux locaux nécessaires; d'importer de la main d'œuvre bon marché sans tenir compte des lois en vigueur sur l'immigration; de franchir librement la frontière de la Palestine; de construire et d'utiliser des rades, chemins de fer, aérodromes et stations radio-télégraphiques; de percevoir des taxes portuaires pour le séjour en rade et le chargement et d'entretenir une force de police spéciale. Ces concessions, octroyées par le Gouvernement, sans consulter le peuple, ne valent même pas à la population palestinienne de payer moins cher le pétrole et l'essence.

Des concessions exclusives ont été accordées à deux affaires étrangères pour la fourniture d'électricité en Palestine. Les concessionnaires ont le droit, sans payer aucune taxe ou redevance, d'exploiter les forces hydrauliques de Palestine et de fixer des tarifs exorbitants. Ils n'ont à payer ni droits d'importation sur l'outillage, ni aucun autre droit d'importation tant qu'un dividende de 8 pour 100 net de tout impôt n'a pas été assuré aux actionnaires. Le Gouvernement ne prend aucune mesure contre eux lorsque, comme à Jérusalem, ils manquent à leur obligation de fournir de l'électricité au public.

Le fait qu'en 1943 deux compagnies, la Palestine Electric Corporation et la Palestine Potash Company possédaient plus de 40 pour 100 des fonds investis dans l'industrie en Palestine, permet de juger de la puissance du capital étranger qui détient les monopoles.

Le Gouvernement britannique emploie la Palestine comme débouché pour les marchandises

britanniques et, dans l'intérêt du commerce britannique, il entrave le développement des industries locales concurrentes.

Les conditions résultant de la guerre ont obligé le Gouvernement à permettre le développement de certaines industries locales, dans la limite des besoins nés des hostilités. Mais, depuis la fin de la guerre, le Gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour arrêter l'expansion industrielle au moyen d'une politique d'importation et d'une politique de contrôle propres à maintenir dans ce pays des conditions inflationnistes qui pèsent lourdement sur la masse des consommateurs. Les moyens employés à cette fin sont :

1) Les restrictions à l'importation d'outillage moderne. Par exemple, en 1946, sur une valeur totale d'importations atteignant 70.000.000 de livres palestiniennes, il n'y en a eu que 3.000.000 dépensées en outillage.

2) Ces restrictions à l'importation de matières premières qui, combinées avec une certaine politique d'octroi de licences, orientent les achats de matières premières des industries palestiniennes vers les sources les plus coûteuses. La crise actuelle de l'industrie textile nous en offre un exemple frappant. Elle résulte du coût de production élevé qu'on peut expliquer dans une large mesure par la cherté des matières premières attribuées à la Palestine. Quand une balle de filés qui coûte 40 £P. en Italie, parvient ici, son prix atteint 130 £P. soit plus de trois fois son prix à l'exportation.

3) Le maintien du prix de la vie à un niveau élevé grâce à une politique qui restreint les importations de denrées alimentaires bon marché provenant des zones qu'on appelle les zones à monnaie appréciée; qui ferme aux consommateurs palestiniens, les sources de denrées bon marché existant dans l'Empire; qui crée un monopole d'achat pour certaines denrées alimentaires en provenance de pays où les prix sont gonflés par l'inflation; qui restreint l'importation des matériaux de construction bon marché pour fixer à un niveau élevé les loyers des logements de travailleurs et des locaux industriels; qui applique enfin un grand nombre de mesures anti-sociales dont le poids repose sur la masse de la population.

Quelques exemples montrent quelle est la politique à suivre par le Gouvernement en matière de ravitaillement. Il a acheté de la farine de froment au prix de 68 £P. la tonne, alors qu'on peut obtenir en Australie une farine de même qualité au prix de 27 £P. la tonne.

Le sucre est vendu à des prix exorbitants. En Australie, les fabricants de confiture paient la tonne de sucre de 16 à 18 £P.; en Grande-Bretagne, ils la paient de 20 à 20,5 £P. alors que le Gouvernement palestinien vend le sucre aux

fabricants de confitures 64 £P. la tonne. Mais même ce prix est un prix fictif; en fait, le prix au marché noir, de la plus grande partie du sucre vendu, a atteint 300 £P. la tonne, c'est-à-dire cinq fois le prix maximum officiel. Ce fait montre également le manque d'efficacité du contrôle des prix exercé par le Gouvernement.

Tous ces faits ne peuvent conduire qu'à une conclusion, à savoir que le Gouvernement n'a aucunement l'intention d'importer en Palestine des marchandises à prix réduit, — ce qui ferait baisser les prix locaux, mais qu'il trouve intérêt à maintenir un niveau de prix d'inflation qui assure un débouché aux marchandises exportées par la Grande-Bretagne.

Le fait que la majorité de ses habitants vivent à la campagne et tirent de la terre leurs moyens d'existence, montre l'importance du problème agraire en Palestine.

Comme dans les autres pays coloniaux et semi-coloniaux soumis à la domination britannique, le Gouvernement britannique en Palestine ne fait rien pour favoriser l'établissement d'une économie rurale bien équilibrée, qui réponde aux besoins du marché local, mais oriente sa politique vers un développement excessif d'une seule culture, celle des agrumes, qui rend le pays tributaire du marché métropolitain, et qui fait des gros planteurs les serviteurs des intérêts britanniques. L'attribution à l'agriculture de 4 pour 100 seulement du total des dépenses budgétaires, montre bien qu'on néglige complètement la polyculture.

Au cours des trente années de domination britannique, le service du cadastre n'a pas "réussi" à terminer ses travaux et à présenter un tableau précis de la situation foncière en Palestine. Cela est conforme à la politique du Gouvernement qui veut cacher le sombre aspect de la vie des masses paysannes, qui veut dissimuler sa politique agraire de maintien d'un système agricole arriéré en Palestine pour permettre l'exploitation et l'expulsion des fermiers.

Il n'existe pas de législation qui protège les fermiers contre l'expulsion. Il n'y a pas d'institutions d'aide à l'agriculture, d'institutions qui permettent d'obtenir des prêts sans intérêt, (chez les Arabes, l'intérêt des prêts est de 30 pour 100, chez les Juifs de 11 pour 100) d'acheter un outillage moderne, des engrais, (les engrais chimiques coûtent en Palestine 2 fois $\frac{1}{2}$ ce qu'ils coûtent à l'étranger); ni de se procurer des facilités d'irrigation. Tous ces problèmes de la vie quotidienne du village sont aussi brûlants aujourd'hui qu'ils l'étaient avant la guerre.

Les grandes banques, *Barclay's Bank*, *Anglo-Palestine Bank*, et les autres instituts qui représentent les intérêts bancaires étrangers, pèsent lourdement sur l'agriculture locale avec leurs taux d'intérêt excessifs. Grâce à cette politique,

le Gouvernement a renforcé la position des usagers dans leurs opérations avec les fermiers.

Le Gouvernement ne donne son appui à aucun programme d'irrigation. Une politique indifférente limite l'importation d'outillage agricole moderne. Pendant la guerre, l'importation des fourrages était confiée à un monopolisateur privé, qui a fait des profits énormes aux dépens des éleveurs de volailles et des producteurs de lait. Il n'y a pas de laboratoires gouvernementaux qui s'occupent de chercher une solution aux problèmes agricoles.

Le budget, imposé par le Gouvernement, sans que la population soit consultée, caractérise bien la politique coloniale d'exploitation et de répression et cela est vrai des recettes comme des dépenses.

Des impôts indirects, comme les droits de douane sur les objets importés et les droits d'accise sur les produits locaux, fournissent plus de 50 pour 100 des recettes. D'année en année, les impôts indirects augmentent en valeur relative et en valeur absolue, pesant lourdement sur la masse de la population. Les impôts directs ne fournissent qu'un quart du total des recettes.

Il n'existe pas d'impôt sur le capital ni de droits de succession, que supporteraient les classes possédantes alors que d'autre part, des taxes comme la taxe sur les animaux, existent toujours.

L'impôt sur le revenu qui n'a été introduit que récemment, pèse particulièrement sur le petit contribuable étant donné que l'inflation des prix a fait entrer un grand nombre de travailleurs et d'employés dans le groupe qui paie l'impôt sur le revenu, alors que les revenus importants sont relativement peu touchés. Les énormes revenus des concessionnaires étrangers, qui proviennent des ressources du pays, ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu ni aux autres impôts. Les sociétés locales paient sur leurs profits déclarés, un impôt dont le taux est uniformément de 25%.

Des énormes sommes extorquées aux masses populaires de Palestine, presque rien n'est dépensé pour l'amélioration de la situation économique, sociale, culturelle ou sanitaire. Plus de 30 pour 100 du total des dépenses est consacré à financer l'oppression du peuple, à la police et aux prisons.

Le Gouvernement ne dépense qu'environ 8 pour 100 du total du budget pour l'instruction publique, l'hygiène et les autres services sociaux. L'état honteux de l'instruction en Palestine met en lumière cet aspect de la politique coloniale.

Dans la population arabe, les écoles ne reçoivent que 32 pour 100 des enfants de 5 à 14 ans. 23.000 enfants bédouins ne reçoivent aucune instruction. Après 30 ans de domination bri-

tannique en Palestine, 70 pour 100 de la population arabe est complètement illettrée.

Même dans la communauté juive, qui fait beaucoup pour établir son propre service d'instruction publique, environ 10.000 enfants ne reçoivent aucune instruction scolaire. 30 pour 100 des enfants de 10 ans, 40 pour 100 des enfants de 11 ans, 55 pour 100 des enfants de 12 ans et 65 pour 100 des enfants de 13 ans ne vont pas à l'école. Les quelques écoles professionnelles et d'institutions agronomiques qui existent en Palestine ont été fondées par l'initiative privée sans aide du Gouvernement.

Il n'y a pour la population arabe que 445 lits répartis entre 7 hôpitaux. Pour 800 villages arabes, il n'y a que 21 cliniques gouvernementales, 41 dispensaires et 30 centres de puériculture ou d'aide immédiate; c'est tout ce qu'il y a pour la population arabe. Les Juifs disposent de deux lits par mille habitants alors qu'en Angleterre, il y a huit lits par mille habitants.

L'absence en Palestine d'une législation du travail progressiste qui, dans le passé, a porté un préjudice sérieux aux ouvriers, s'est fait sentir encore davantage au cours de ces dernières années, lorsqu'en raison du développement industriel provoqué par l'état de guerre, la classe ouvrière a beaucoup augmenté en nombre.

Les quelques lois pour la protection des femmes et des enfants qui ont été promulguées en 1927, et leurs amendements de 1944-1945, sont insuffisants, d'autant plus que les textes n'existent que sur le papier, le Gouvernement n'ayant pris aucune mesure d'application.

Des droits élémentaires comme le droit de former des syndicats, la reconnaissance des syndicats, le droit de réunion et de grève, la limitation des heures de travail, le salaire minimum, les indemnités pour licenciement, le paiement des jours d'absence pour maladie, le congé annuel et le repos les jours de fêtes légales, ne figurent même pas dans la législation industrielle de ce pays.

Des enfants travaillent encore fréquemment dans de nombreuses industries et usines. Le Gouvernement lui-même emploie des enfants à partir de l'âge de 10 ans, à des taux de salaire extrêmement bas, pour la construction de routes, de maisons, etc., particulièrement dans les districts arabes du sud de la Palestine.

Il est évident qu'on ne pourrait pas poursuivre une telle politique inspirée par des intérêts étrangers contre la volonté unie des deux peuples de la Palestine.

C'est pourquoi le Gouvernement britannique a fait tous ses efforts pour détourner l'attention de ces peuples du problème fondamental que pose leur oppression et pour susciter et ren-

forcer les revendications chauvines qui les dressent l'un contre l'autre. Alors que le C.I.D. créé pour "le maintien de la légalité et de l'ordre" n'a jamais réprimé la propagande nationaliste extrémiste, les efforts de rapprochement entre les Arabes et les Juifs ont été ou bien étouffés en sous-main ou bien ouvertement annihilés.

En juin 1930, a été fondé en Palestine un groupement appelé *Worker's Brotherhood*, destiné à réunir les travailleurs juifs et arabes dans des syndicats communs. La profession de foi de ce groupement était signée par des travailleurs arabes et juifs, par des intellectuels sionistes progressistes. (Un de ces derniers, le Dr Bergman, était le directeur de la Bibliothèque nationale juive.) Le document publié par ce groupement a été détruit, sa diffusion interdite, et le groupement lui-même a été dissous et interdit.

Le Gouvernement retire les fruits politiques de son principe du "Diviser pour régner" et de l'appui qu'il donne aux forces réactionnaires chez les Arabes aussi bien que chez les Juifs, car il n'a pas à combattre un front uni des Arabes et des Juifs en Palestine pour l'abolition de la domination coloniale, l'indépendance et la démocratisation du pays; bien au contraire, le Gouvernement a réussi à susciter des divergences sur la politique générale à propos de problèmes tels que l'immigration, la crainte d'une domination ethnique, l'achat des terres, les emplois dans l'administration et dans les travaux publics, la politique des importations, le développement industriel et agricole, les impôts et les services d'instruction publique et d'hygiène.

Un exemple frappant de cette politique est le maintien de quartiers juifs situés entre Jaffa et Tel-Aviv, dans la circonscription municipale de Jaffa, maintien qui excite les Juifs contre les Arabes, alors qu'en même temps on excite les Arabes contre les Juifs, en comprenant un village arabe dans la circonscription municipale de Tel-Aviv.

Le Gouvernement a réussi à faire de la propagande de boycottage mutuel des chefs réactionnaires juifs et arabes, un trait caractéristique de la vie économique et politique de la Palestine; ce faisant, il poursuit sa propre politique, mais il augmente aussi la vente des produits britanniques au détriment de la production locale.

Le boycottage proclamé au Caire par la Ligue arabe, contre les marchandises produites par les Juifs, dure depuis près de deux ans. Pendant ce temps, ceux qui en ont pris l'initiative et ceux qui l'ont appliqué ont beaucoup aidé à alourdir l'atmosphère politique, et à augmenter l'antagonisme ethnique dans le pays. Pendant ce temps, le Gouvernement n'a pas levé le doigt pour essayer d'interdire la propagande et les activités racistes. Il n'est pas intervenu dans le boycottage arabe, exactement comme au-

paravant il n'était pas intervenu pour mettre fin au boycottage juif des produits alimentaires et du travail arabes.

Jusqu'à la proclamation du boycottage des produits industriels juifs par la Ligue arabe, suivie de la riposte de l'Association protectrice des produits juifs, qui a proclamé un contre-boycottage des produits agricoles arabes, les relations économiques entre les Juifs et les Arabes étaient normales et satisfaisantes. Les Juifs constituaient un débouché important pour la production agricole arabe. En 1945, les Juifs ont acheté aux Arabes pour 2.500.000 £P. soit trois fois plus qu'en 1936. Les Arabes ont acheté en 1935, 850.000 £P. et en 1943, 3 millions de £P. de produits industriels juifs.

Les agents du Gouvernement ont encouragé le boycottage réciproque, qui entraîne une augmentation du volume des exportations britanniques à destination du Moyen-Orient, comme le montre la note du Ministère de l'alimentation britannique, d'après laquelle en 1946, les exportations britanniques à destination du Moyen-Orient ont quintuplé. Au cours de la période janvier-septembre 1946, les exportations britanniques en Syrie et au Liban ont passé de 686.726 £P. en 1945, à 3.518.199 £P. Ces faits montrent clairement à qui profite la tension des relations économiques entre Juifs et Arabes.

Voici un autre exemple de la politique du "Diviser pour régner". Il y a quelques semaines le Haut-Commissaire a prononcé un discours à Lydda et a déclaré que ses paroles n'étaient "pas de nature politique". Néanmoins, il a jugé nécessaire d'en consacrer la partie essentielle à une provocation banale, en déclarant que 70 pour 100 des revenus du Gouvernement provenaient des porte-monnaies juifs alors que 69 pour 100 des dépenses profitaient aux Arabes.

Ces paroles du Haut-Commissaire révélaient son but réel qui est d'augmenter la tension entre les groupes ethniques pendant la durée de la visite dans ce pays, de la Commission spéciale pour la Palestine des Nations Unies. Il essayait ainsi de cacher cette simple vérité que la plus grande partie des sommes produites par les impôts viennent des porte-monnaies juifs aussi bien que des porte-monnaies arabes, pour aller dans les caisses de la Trésorerie du Gouvernement, qui les utilisera pour construire des prisons, pour augmenter l'activité de la police et pour renforcer les bases stratégiques britanniques dans ce pays.

La dernière machination du Gouvernement est l'impôt sur l'essence. L'impôt établi sur l'essence, au début de juillet 1947, est le dernier exemple de la politique gouvernementale du "Diviser pour régner". Cet impôt a pour but de fournir à la réaction arabe un sujet de revendication antisémite — ("les Juifs font sauter et les Arabes paient") — et à la réaction juive, un

sujet de revendication anti-arabe ("l'excédent budgétaire sera consacré à la mise en valeur des régions arabes aux dépens des Juifs"). La vérité est qu'au fond, les masses juives subissent comme les masses arabes, le poids de cet impôt, étant donné qu'elles sont forcées de payer l'essence des prix plus élevés, tandis que le Gouvernement et ses associés parmi les propriétaires des compagnies pétrolières, tirent un profit matériel aussi bien que politique, des sommes considérables extorquées à la population, comme de l'encouragement donné à un antagonisme commun sciemment stimulé.

Avant d'achever cette partie de ma déclaration, je crois qu'il est nécessaire que j'ajoute quelques mots sur la question de l'immigration en Palestine. L'impérialisme a beaucoup exploité l'intérêt que le peuple porte à cette question. C'est une des "armes secrètes" importantes qui lui servent à détourner les peuples de ce pays de leur lutte pour la liberté en les dressant l'un contre l'autre.

L'impérialisme a très bien su quand il fallait permettre l'immigration dans une certaine mesure pour servir à ses fins et quand il fallait l'arrêter complètement. Dans le premier cas, l'impérialisme montait les Arabes contre les Juifs, dans le second, les Juifs contre les Arabes. L'impérialisme a su exploiter pour ses propres fins aussi bien l'abominable persécution des Juifs que la souffrance des Arabes opprimés, alors que ces deux peuples ne désirent qu'une chose, la paix et la liberté. L'impérialisme a été aidé dans ce jeu par des forces réactionnaires juives et arabes.

On doit bien comprendre que l'énorme majorité des Juifs qui ont immigré en Palestine, n'y sont pas venus pour trouver une vie facile et confortable, qui n'existe d'ailleurs pas ici. Ils n'y sont pas venus non plus pour des raisons politiques. Ils sont venus dans ce pays, de même que dans d'autres pays, à la suite des persécutions fascistes anti-sémites. Sans la politique d'impérialisme et la politique de "conquête du pays" de l'Agence juive, la question de l'immigration n'aurait jamais pris l'aspect qu'elle revêt maintenant.

Tout le monde sait que pendant longtemps, au cours de l'histoire, il n'y a pas eu ni haine ni rivalité entre les Juifs et les Arabes et nous sommes certains que ces deux peuples libres; le peuple juif et le peuple arabe; dans une Palestine indépendante et libre, sauront trouver une façon juste et démocratique d'offrir une aide fraternelle et un foyer aux personnes persécutées, comme il convient que le fassent des peuples libres.

Cependant, même dans les conditions particulières qui prévalent aujourd'hui, l'impérialisme essaie de se servir du problème de l'immigration pour réaliser les fins qu'il poursuit.

D'une part, c'est l'impérialisme qui est responsable de la détention dans des camps de centaines de milliers de Juifs déplacés et qui les empêche d'entrer dans d'autres pays et d'y trouver une nouvelle vie, un nouveau foyer et une nouvelle raison d'espérer. D'autre part, le Gouvernement traque ceux qui parviennent au rivage de ce pays et les déporte à Chypre.

Tout le monde connaît la terrible tragédie du peuple juif. Des millions de personnes de nationalités différentes ont été anéanties par les criminels fascistes. Il n'est pas de peuple dont le sang ait été autant versé que celui du peuple juif. Cependant, deux ans après la fin de la guerre, un quart de million de ceux qui ont survécu à cette horrible destruction languissent dans des camps où les conditions de vie sont terribles. Ce fait, par lui-même, est une honte et une marque de Caïn sur le front de ceux qui aiment tant parler de la "civilisation occidentale" et qui ouvrent toutes grandes les portes de leur pays aux fascistes et aux collaborateurs nazis, alors qu'ils les tiennent étroitement fermées devant les victimes juives du fascisme.

Tandis qu'en Europe orientale les Juifs participent normalement à la vie productive, dans les zones britannique et américaine d'Allemagne, ils sont détenus dans des camps de personnes déplacées.

Personne ne peut penser à la situation du peuple juif sans que lui viennent à l'esprit les abominables souvenirs de Naïdanek et de Belzen, sans éprouver un sentiment d'horreur profonde devant les crimes commis par les fascistes contre le peuple juif d'Europe. Il faut absolument fermer les camps de l'Allemagne occidentale, d'Autriche, d'Italie et de Chypre, où des centaines de milliers de victimes juives du fascisme continuent à souffrir.

Il incombe de façon urgente, à l'Organisation des Nations Unies d'aider les Juifs déplacés et de leur fournir des facilités pour leur permettre de vivre une vie normale et productive. La liquidation immédiate des camps est une nécessité absolue.

L'Organisation des Nations Unies devrait fournir toutes facilités aux Juifs déplacés désireux de retourner dans leur pays d'origine, là où des régimes démocratiques ont été instaurés, aussi bien qu'à ceux qui songent à émigrer dans d'autres pays y compris la Palestine, en prenant en considération leur désir de rejoindre des parents. Telle est la façon de résoudre ce problème urgent et d'éliminer les pensées inspirées par le "Diviser pour régner" des impérialistes.

En résumé, voilà l'histoire sommaire du mandat britannique, histoire d'oppression et d'exploitation coloniales. Voilà le tableau des intérêts impérialistes en Palestine, des efforts constamment faits pour obliger les peuples

arabe et juif de notre pays à aider l'impérialisme à réaliser ses fins. Voilà l'histoire d'une terreur militaire et policière, d'une administration coloniale et d'un étouffement économique. Voilà le sombre tableau de la manière dont a été appliquée la politique du "Diviser pour régner" dans les conditions particulières de notre pays qui souffre tant. C'est une histoire d'environ trente ans, qui se passe de commentaire. C'est la grave accusation portée devant vous par deux peuples, — aussi bien le peuple arabe que le peuple juif, — contre le Mandat, contre ses partisans impérialistes!

Dès le début, l'impérialisme britannique a dû faire face à la résistance des masses populaires contre sa domination. Les masses arabes et juives ne se sont jamais soumises au joug de la dépendance et de la domination étrangères. Elles ont lutté en de nombreuses occasions, et de multiples manières pour la suppression de la domination impérialiste et pour leur liberté nationale. Au cours des troubles et des révoltes ouvertes, aussi bien que pendant les intervalles de tension, les masses populaires ont obstinément lutté pour leur indépendance et pour la paix.

Toutes les commissions britanniques se sont efforcées de souligner et de mettre en relief l'animosité existant entre Juifs et Arabes, dans laquelle elles ont voulu voir la cause, et non l'effet, de la politique du Mandat. La puissance mandataire a toujours essayé de fausser le problème de la Palestine, en le présentant comme le résultat d'une rivalité judéo-arabe et non pas comme une lutte des Arabes et des Juifs pour se libérer de la domination impérialiste.

Bien entendu la justesse de cette "théorie" est douteuse, car les masses travailleuses des peuples arabes et juives l'ont sapée périodiquement. Le fait frappant de la coopération judéo-arabe dans les domaines économique aussi bien que politique, — coopération qui est devenue plus intense au cours de ces deux dernières années en dépit d'une tension politique défavorables, — a ouvert une brèche sérieuse dans la thèse impérialiste traditionnelle.

Les deux peuples de notre pays, le peuple arabe et le peuple juif, réclament l'abolition du Mandat et la fin de la domination britannique!

La demande de l'évacuation de la Palestine par l'armée britannique est une demande commune aux masses arabes et aux masses juives.

Le peuple comprend très bien maintenant que ces deux demandes n'en forment qu'une, étant donné que l'abolition du Mandat ne servira à rien si les troupes étrangères restent dans notre pays. Le peuple arabe et le peuple juif de Palestine combattent pour leurs droits justes et élémentaires à l'indépendance nationale, ils combattent pour une Palestine judéo-arabe indépendante, libre et démocratique. Cette de-

mande juste et élémentaire doit recevoir satisfaction.

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, différents partis ont essayé de vous présenter les relations entre les Arabes et les Juifs sous leur pire aspect. De trop nombreux leaders en vue (arabes ou juifs), les soi-disant leaders traditionnels soutiennent la théorie que les aspirations arabes et juives ne peuvent être conciliées. Cela bien entendu est conforme aux intérêts impérialistes qui veulent le partage de la Palestine.

Rien ne peut être plus éloigné de la vérité qu'une telle théorie. L'histoire, même celle des années récentes, nous enseigne que plusieurs peuples vivant dans un pays, peuvent très bien marcher la main dans la main et coopérer, sous réserve qu'il n'y ait pas de domination et d'intervention étrangères, causes de divisions et d'antagonisme. Comme exemples, nous pouvons citer la nouvelle Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, etc.

Mettez fin au Mandat, faites évacuer le pays par les troupes britanniques, proclamez l'indépendance de la Palestine, et les deux peuples de notre pays s'uniront et travailleront ensemble à la création d'un état démocratique judéo-arabe prospère.

Nous repoussons énergiquement l'idée d'un partage, car elle est contraire aux intérêts économiques et politiques des deux peuples. Nous préconisons le plan selon lequel la Palestine formerait un état indépendant, démocratique et "bi-unitaire", ce qui signifie un seul état habité et gouverné par les deux peuples juifs et arabes, jouissant de droits égaux.

La fin de la domination britannique et l'évacuation des troupes créeront les conditions préliminaires indispensables aux libres négociations entre les deux peuples libres, qui leur permettront d'aboutir au mieux de leurs intérêts à une décision sur la structure politique de leur pays dans l'avenir. Dans ces conditions de libre collaboration judéo-arabe et de suppression des obstacles artificiels qui se trouvent sur le chemin des forces démocratiques, les Arabes et les Juifs décideront en toute liberté du caractère de l'état indépendant qui sera construit sur la base d'une organisation bi-nationale ou d'une organisation fédérative.

Seuls l'abolition du mandat impérialiste, l'évacuation complète du pays par l'armée britannique, la possibilité pour la Palestine de développer librement son économie, l'établissement d'institutions gouvernementales démocratiques, en même temps que l'instauration de réformes sociales et la reconnaissance des droits démocratiques nationaux et civils des peuples arabes et juifs, assureront l'indépendance complète de la Palestine.

J'en viens maintenant à nos demandes relatives aux mesures à prendre immédiatement.

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, la politique britannique est lourde de dangers pour la paix en Palestine. La situation est grave. Une autorité mondiale d'une importance considérable, l'Organisation des Nations Unies, vous a chargés d'une mission. Et nous tous, les peuples de Palestine et l'opinion publique mondiale, sommes en droit de compter sur votre aide pour faire disparaître la tension qui prévaut en Palestine.

Nous élevons la voix pour protester contre la terreur coloniale et l'illégalité maintenues par la police et l'armée d'oppression britanniques. Et nous vous présentons nos demandes, qui sont celles des masses populaires et dont l'Organisation des Nations Unies devrait exiger du gouvernement mandataire, l'exécution immédiate:

1. Restaurer et augmenter les libertés civiles dont on est en train de nous dépouiller;
2. Abolir toutes les mesures d'exception;
3. Abolir la peine capitale et éviter l'exécution des personnes récemment condamnées à mort;
4. En finir avec le bannissement des habitants de la Palestine, quelles que soient leur nationalité ou leurs opinions politiques;
5. Promulguer des lois reconnaissant les droits syndicaux.

Nous vous conjurons, nous conjurons toutes les forces progressistes du monde, d'aider nos peuples dans leur juste lutte pour leur libération. Nous faisons partie d'un front mondial qui lutte pour la paix et la liberté, pour la libération nationale, pour le progrès social et pour la démocratie.

De nouveau, je vous dis que vous ne devez pas perdre de vue que les peuples arabes et juifs de ce pays veulent espérer que vos travaux et vos décisions permettront d'arriver à une solution équitable et définitive, lors de la session de septembre de l'Organisation des Nations Unies.

Messieurs, je vous remercie.

M. EHRLICH (Membre du Comité central du parti communiste de Palestine).

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, vous avez visité de si nombreuses parties du pays que vous devez avoir vu les énormes forteresses de la police qui dominent les villages et les villes, les zones de sécurité dans les grandes villes, les fils de fer barbelés, les obstacles anti-chars, les tanks et les véhicules blindés qui sillonnent les routes et les rues, les camps militaires installés presque côte à côte, partout des soldats et des agents de police armés. Bien que le Gouvernement vous ait logés dans

l'immeuble Kadimah et dans d'autres endroits écartés, vous avez dû sentir la tension¹, l'insécurité et l'instabilité qui règnent dans le pays; vous avez dû voir l'expression de haine avec laquelle le peuple, aussi bien les Juifs que les Arabes, regarde les tanks et les camions pleins de soldats qui circulent à grand bruit dans nos rues. Vous devez savoir que pendant ce mois-ci, on s'est efforcé d'améliorer la situation à votre intention. On a retiré cette maison de l'YMCA de la zone de sécurité. Pendant de longs mois, Jérusalem a été soumise à des couvre-feu intermittents et à la loi martiale. Pendant de longs mois, les soldats n'ont pas montré la réserve qu'ils affectent maintenant. Le poids de l'oppression a varié, il y a eu des périodes de terreur et il y a eu des périodes où on a fait naître des illusions de liberté. Bien plus, il y a eu des périodes où on a fait peser l'oppression surtout sur la population arabe et des périodes où ce sont les Juifs qui en ont supporté le poids, de manière que l'autre communauté paraisse être "privilegiée". Ainsi, on s'est servi des mesures d'oppression comme d'un instrument permettant de "diviser pour régner".

D'une façon générale, l'oppression a augmenté de façon continue. Prenez les chiffres publiés par le Gouvernement au sujet du "maintien de la légalité et de l'ordre". On a commencé avec moins de 400.000 £P. par an, pour arriver à près de 5 millions de £P. en 1944-1945, et, cette année, d'après la déclaration du 4 juin 1947 du Secrétaire aux finances, la dépense sera d'environ 7 millions de £P.; encore ces chiffres ne comprennent-ils pas les dépenses de l'armée. Ces 7 millions de £P. représentent 30 pour 100 du budget, qui est de 24 millions et demi de £P. Dans la même déclaration, le Gouvernement a expliqué que le budget de la sécurité, a empêché de pourvoir de façon appropriée aux dépenses des services d'instruction et d'hygiène ainsi qu'aux services sociaux. Mais, au cours des années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale, alors que l'excédent du budget se montait à 6.300.000 £P. ces services n'étaient pas mieux dotés.

Lorsque le parti communiste s'est présenté devant la Commission anglo-américaine d'enquête de 1946, nous avons déclaré qu'il y avait alors en Palestine un agent de police ou soldat pour dix-huit habitants, chiffre qu'on a depuis lors abondamment cité à l'étranger. Entre temps, ce dernier chiffre s'est encore abaissé, de sorte qu'il y a maintenant moins de treize habitants par agent de police ou soldat. Il y a en effet 150.000 agents de police et soldats dans un pays de 1.900.000 habitants.

Vous avez entendu la thèse du Gouvernement. Il juge que cette énorme armée est nécessaire pour maintenir la soi-disant "légalité" et protéger une communauté contre l'autre. C'est là une thèse traditionnelle et bien usée de l'im-

périalisme que personne ne peut prendre au sérieux. Même le rapport gouvernemental qui vous été soumis déclare ceci: "Depuis l'occupation britannique, il n'y a eu que peu de périodes au cours desquelles le problème de la sécurité intérieure n'a pas été une des préoccupations de l'administration de la Palestine", ce qui veut dire que l'insécurité s'est établie en Palestine au moment où l'occupation britannique a commencé et qu'elle est devenue le trait dominant de la vie du pays pendant ces trente dernières années.

Vous aurez remarqué que la police et l'armée ne gardent pas les maisons des leaders arabes ou juifs ou les maisons ou les institutions des communautés, mais leurs propres forteresses et les établissements militaires et civils. En Transjordanie, il n'y a pas de Juifs ou d'Arabes à protéger les uns contre les autres; il s'y trouve néanmoins une armée britannique importante et des bases militaires. Tout cela prouve que les Britanniques ne sont pas ici pour protéger la légalité ou pour protéger les Juifs et les Arabes contre la soi-disant "menace" d'attaques réciproques. Mais, si l'armée et la police ne sont pas nécessaires pour protéger un peuple contre l'autre, à quoi servent-elles donc réellement ?

Leur seule tâche est de maintenir et de renforcer les bases stratégiques, dirigées contre la liberté de la Palestine et contre les forces pacifiques du Moyen-Orient et du monde entier. Les agissements de l'armée et de la police contre le peuple de la Palestine s'appuient sur un ensemble de lois dictatoriales édictées par le Gouvernement britannique. En 1933 déjà, diverses mesures pour la prévention des crimes ont donné aux autorités de police des pouvoirs illimités, de sorte que l'approbation et la décision d'un tribunal étaient rendues illusoire. Ces méthodes se sont établies graduellement: on a commencé par l'administration militaire, puis sont venus, dès 1926, les ordonnances de répression collective (Collective Punishment Ordinances) et on a finalement abouti à la situation que la Commission anglo-américaine a décrit ainsi:

"En 1936 . . . le Gouvernement a pris des règlements autorisant la réquisition et l'usage des bâtiments et des moyens de transport routiers, l'imposition du couvre-feu, la censure de la presse, la déportation des indésirables, et instituant des prérogatives inaccoutumées en matière d'arrestations, de perquisitions et d'amendes collectives."

Quelle était la situation en 1946, d'après la Commission d'enquête anglo-américaine ?:

"Récemment . . . le Gouvernement a eu de nouveau largement recours à des mesures d'exception, dont certaines ont été rééditées et modifiées en 1945 et 1946. Des mandats d'arrêt

peuvent être lancés contre tout citoyen par autorité du commandant d'une zone, et ces mandats ne sont pas soumis au contrôle d'aucun tribunal."

Ce système d'oppression repose maintenant sur les soi-disant "Emergency (Defence) Regulations" de 1945 qui viennent d'être modifiées, pour priver la population de ses derniers restes de libertés. Il est dommage que l'épais rapport et son supplément, que le Gouvernement vous a présentés, ne contiennent pas le texte de ces mesures. Il n'y a pas besoin d'aller loin pour en trouver la raison. Aux termes de la "loi" de Palestine, il n'y a pas de liberté individuelle, de liberté de conscience, de liberté de la parole, de liberté de réunion; toute personne peut être mise sous la surveillance de la police, bannie, détenue ou déportée en dehors du pays. Nous vous avons présenté une pétition de citoyens de Jérusalem, vous demandant d'intervenir en faveur de leurs fils et filles qui, sans jugement, ou sans même être déférés aux tribunaux, sont détenus dans des camps et des prisons pendant des mois et des années. Des jeunes gens peuvent être fouettés et, dans de nombreux cas, l'administration de la peine du fouet a été officiellement annoncée, les demandes de "writs of habeas corpus" ont été rejetés par les magistrats, pour la raison que les pouvoirs que le commissaire de district tient de la réglementation sont absolus et qu'il n'est pas obligé de motiver ses décisions lorsqu'il agit en application de la dite réglementation.

L'exposé des mesures d'exception prises en 1945 ne devrait pas faire naître l'impression qu'avant cette date, l'oppression coloniale en Palestine était supportable. Pendant de longues années, pour arriver à un maximum en 1941, la terreur a sévi contre les forces progressistes du pays et particulièrement contre le parti communiste de Palestine.

Je veux de nouveau prononcer quelques paroles qui ne se trouvent pas dans ma déclaration écrite. La Commission Shaw (1930) s'est prononcée contre "la politique de réduction de la garnison de Palestine" et s'est déclarée en faveur de "la création d'un service de renseignements suffisant", dirigé contre "toutes formes d'activités subversives en Palestine". Sir Herbert Dowbiggin, Inspecteur général de police à Ceylan, a proposé, cette même année 1930 la création "d'un nouveau Département des recherches criminelles". Le Département des recherches criminelles, et c'est caractéristique, s'occupait fort peu des crimes de droit commun. Il a été "réorganisé" en 1932, comme le souligne avec satisfaction, le rapport Peel pour la répression politique et la persécution du peuple, pour enrayer "les mouvements politiques, particulièrement le communisme", pour "organiser les déportations" et autres choses du même genre.

Des communistes ont été arrêtés, plusieurs centaines ont été déportés et le reste détenu dans des prisons de Palestine. On estimait que le plus léger soupçon de sympathie pour les menées anti-impérialistes ou de relations, même privées, avec un membre du parti constituait une raison suffisante pour lancer un mandat d'arrêt. En 1936, le refus de mettre les détenus au régime politique a provoqué une grève de la faim qui a duré 19 jours et qui a rallié la sympathie de la majorité de la population. Au cours de ces années, l'importation de livres progressistes ou de livres politiques que les autorités considéraient comme étant de gauche, a été interdite.

Le Gouvernement considère la police comme une panacée susceptible de remédier à toutes les difficultés qu'il rencontre. Pour citer un exemple, l'hiver dernier, une grande sécheresse s'est abattue sur le district de Beersheba et la population a demandé du secours. Le Gouvernement l'a aidée; il a nommé quelques centaines d'agents de police temporaires à titre de mesure contre le chômage.

Permettez-moi de dire quelques mots en qualité de citoyen de Jérusalem. Qu'a-t-on fait pour notre ville? Des centaines de familles ont été expulsées de leurs appartements, de leurs boutiques et de leurs bureaux. On nous a donné 48 heures pour quitter les lieux et pour emporter nos affaires où nous pouvions. Les quartiers dont on a expulsé les habitants sont entourés de barbelés. Il y a quatre zones dites de sécurité qui coupent les deux voies principales de la ville. On a établi des camps retranchés au milieu de notre antique cité, — exemple frappant d'occupation militaire. On délivre des passeports pour la zone de sécurité, où la "race" du porteur est souvent indiquée par la lettre "J", qui veut dire Juif, exactement comme les nazis marquaient les passeports des Juifs allemands. Pendant des semaines, on a imposé des couvre-feu nocturnes, et pendant bien des jours, également des couvre-feu diurnes. On impose les couvre-feu en Palestine à titre de sanction collective sans aucune justification morale ou juridique.

On a proclamé la loi martiale dans une partie importante de Jérusalem, à Tel Aviv, à Ramath Gan, et à Petar-Tikva. En mars 1947, l'armée a suspendu pendant trois semaines le fonctionnement des services publics essentiels, y compris la poste, le téléphone et le télégraphe, le transport des passagers et des marchandises et aussi le fonctionnement de l'administration civile et des tribunaux. La loi martiale s'appliquait aux hôpitaux, aux médecins et aux cas d'urgence. Les travailleurs ne pouvaient plus se rendre à leurs lieux de travail et les usines ont été obligées de fermer leurs portes; à Tel-Aviv, 15.000 ouvriers ont été réduits au chômage, à Ramath Gan 1.650, à Jérusalem 6.000. Le chômage total dû à la loi martiale a atteint à un moment le chiffre de 25.000. Les travailleurs devaient

couvrir à pied plusieurs kilomètres par jour pour se rendre à leurs ateliers, et cela en courant constamment le danger d'être tués pendant les heures d'obscurité. Dans le port de Tel-Aviv, le travail cessa, et un million de caisses d'agrumes furent perdues dans la zone du port. Dans les districts côtiers, les agrumes sont restées sur les arbres, sur une superficie de 15.000 dunums ou 15 kilomètres carrés. A Tel-Aviv, tous les lieux de distraction ont dû fermer à 22 heures. A Jérusalem, la zone soumise à la loi martiale subissait le couvre-feu 21 heures par jour et plus tard 17 heures. Le 10 avril 1947, le Gouvernement a promulgué de nouvelles mesures d'exception pour les "zones contrôlées". Aux termes de ces mesures, dans les zones à placer sous contrôle, tous les bureaux du Gouvernement, y compris les gares de chemin de fer, devaient être fermés, tous, — sauf les postes de police. Les affaires devaient s'arrêter. Les tribunaux devaient fermer; les tribunaux militaires devenaient seuls compétents, même pour les infractions commises avant l'établissement du contrôle, même pour les affaires en cours. Les services téléphoniques, télégraphiques et postaux ne pouvaient plus être utilisés. Il n'était pas permis d'entrer ou de sortir des zones contrôlées sans un permis spécial, qu'il s'agît des personnes, des véhicules, des navires, des avions ou de tout autre objet. Les autorités recevaient le pouvoir d'expulser tout habitant de la zone et d'effectuer toutes réquisitions.

Mais d'ailleurs, même sans ces mesures spéciales, les autorités avaient déjà reçu la plupart des pouvoirs qui viennent d'être indiqués, et cela partout et dans tous les cas. En pratique, à tous points de vue, l'ensemble de la Palestine est une zone contrôlée où les habitants n'ont aucun droit.

Le Gouvernement britannique s'est servi de l'immigration en Palestine pour toute une série de provocations. Les réfugiés désarmés sont recrus par la marine et l'armée britannique, armées de navires de guerre et de chars d'assaut. Des gaz lacrymogènes ont été employés contre eux; dans de nombreux cas, on a tiré sur eux; plusieurs d'entre eux ont été tués ou battus jusqu'à ce que mort s'ensuive. On a mis le reste dans des cages et on les a internés à Chypre derrière une double rangée de fils barbelés.

En dépit de ce déluge de lois et d'ordonnances, la légalité et l'ordre ne règnent pas. Les mesures de sécurité ont atteint leur maximum et la sécurité a complètement disparu. Le mémoire du Gouvernement sur l'administration sous mandat de la Palestine parle de l'importance primordiale de la loi et du régime libéral, mais en réalité, la loi est appliquée de façon illégale et le régime n'est libéral que pour les hauts fonctionnaires et les soldats qui peuvent agir comme bon leur semble.

Le soldat, qui était cantonné en Palestine au cours de la guerre anti-fasciste était bien disposé à l'égard du peuple et le peuple était bien disposé envers lui. Aujourd'hui, les soldats qui se trouvent en Palestine sont entraînés de façon systématique suivant les principes du racisme et selon l'esprit qui anime une armée d'occupation en territoire ennemi. Ils ont été nourris du poison qu'est l'anti-sémitisme. Le général Barker, l'ancien Commandant en chef, a donné, dans un ordre secret, les instructions suivantes à ses soldats: "Frappez le Juif au seul endroit sensible, à la poche". Ben Gurion employait un étrange euphémisme lorsqu'il vous disait "qu'il était surprenant de voir combien rares étaient les attaques effectuées sans ordre". Il n'y en a eu que trop et, parmi elles, on peut relever des meurtres, des viols et des pillages.

Commençons par les meurtres. Le 30 juin 1946, le couvre-feu imposé à Tel-Aviv a été levé à minuit. Dix minutes après cette heure, un officier britannique a tiré dans le dos d'Amram Rosenberg qui marchait avec sa sœur dans Ben Yoduda Street; et l'a tué. L'officier qui reconnaissait le meurtre, a été licencié simplement.

Le 24 avril 1946, un soldat, nommé Carson, était de garde à la limite de Jaffa et de Tel-Aviv lorsqu'un groupe de six Arabes s'approcha, dont l'un portait deux montres-bracelets. Le soldat demande l'une d'elles et l'Arabe ayant répondu qu'elle appartenait à un ami, Carson le tua et le dépouilla de sa montre. Il y avait de nombreux témoins oculaires, mais le tribunal britannique a admis l'affirmation du soldat que la balle était partie accidentellement et a libéré Carson.

Le 8 avril 1947, une patrouille militaire a tué Moshe Cohen, commerçant à Jérusalem, âgé de 43 ans, qui rentrait chez lui. Estrer Tobi a été tuée alors qu'elle attendait à une station d'autobus. Aboud Mizrahi a été tué alors qu'il rentrait chez lui, accompagné de sa fille. Kati Schalon, une petite fille de 4 ans, a été tuée alors qu'elle se trouvait sur un balcon. Ismail Ibn Mahmoud, un jeune Arabe, a été tué près du pont d'Hertzelia. Quand sa mère accourut à son secours, elle fut battue, frappée à coups de pied et piétinée par les soldats. Vous connaissez par la presse le meurtre d'Alexander Rubowitz, âgé de 16 ans, enlevé par une équipe terroriste britannique sous les ordres du major Farran. Au cours des troubles de 1936-1939, un agent de police britannique fut blessé. Ce sur quoi, une patrouille britannique s'empara, au hasard, de trois jeunes gens dans le village le plus proche, Gilat el Harithia et les massacra sur la place du village.

Ni l'armée, ni la police ne font preuve du moindre égard pour les foyers et les biens des citoyens. On a pénétré dans des appartements de jour comme de nuit, pour des contrôles et des

perquisitions, en détruisant et en volant les biens des occupants. Les gens ont l'habitude de dire "Ne laissez rien de précieux chez vous; il peut y avoir des perquisitions". Au cours des troubles de 1936-39, des dommages considérables ont été causés aux propriétés dans les villages arabes, dans certains cas, par des bombardements aériens; dans le village de Masmiya, district de Gaza, quatorze maisons ont été détruites. L'année dernière, lors des perquisitions dans des colonies agricoles, comme Dorothe et Ruhama, des maisons, des hangars et des étables ont été détruits.

Des femmes et des jeunes filles ont été molestées et violées.

Une nuit, à Tel-Aviv,—que les habitants ont appelée "la Nuit d'horreur"—, la nuit du 8 mars 1947, des soldats ont fait feu avec les mitrailleuses de leurs véhicules blindés, tuant 4 personnes et en blessant 15. La soldatesque s'est livrée à des pogroms à Tel-Aviv et à Nathanya.

C'est là, sans doute, un sombre tableau; mais la connaissance de ces faits est nécessaire pour comprendre la gravité de la situation où nous nous trouvons et la nature criminelle des agissements de l'armée et de la police en Palestine. Jusqu'à présent, le Gouvernement britannique, qui a reconnu l'échec du mandat, n'a pas confessé les crimes commis dans notre pays.

Dans la politique du "diviser pour régner" du Gouvernement britannique, l'armée joue un rôle important. On fixe à des Juifs et à des Arabes en uniforme des objectifs dans des zones et dans des quartiers où ce fait doit par lui-même attiser les haines ethniques. Par exemple, les forces frontalières transjordanienues ont été employées contre la colonie juive de Kfar Giladi d'une façon qui faisait peser les responsabilités, non pas sur les officiers britanniques, mais sur les soldats arabes.

Déjà, au cours du printemps 1946, au moment où la Commission d'enquête anglo-américaine se trouvait ici, les faits étaient si évidents que la Commission a été obligée de déclarer que la Palestine était un camp retranché et de reconnaître que, même du point de vue budgétaire, la Palestine était devenue un Etat policier. Aujourd'hui, la situation est encore pire qu'il y a un an.

En résumé, quelles que soient les recommandations politiques que vous formuliez, elles devront comprendre clairement et sans équivoque l'évacuation des forces armées britanniques stationnées en Palestine. C'est le souhait commun des masses juives et arabes de Palestine. La population vous a envoyé 27.000 cartes postales, illustrées de photographies, qui demandaient l'évacuation des forces britanniques, bien que la censure ait interdit la publication des dites

photographies dans notre journal, le Kol Haam, vous pouvez juger par là de la façon de penser du peuple. L'autorité militaire a fait arracher des murs de Jérusalem et d'Haïfa, le jour de votre visite, les affiches reproduisant les mêmes photographies.

L'évacuation des troupes britanniques de Palestine est indispensable pour la paix et le développement du pays. C'est une des mesures les plus importantes et les plus urgentes à prendre pour libérer les habitants de ce pays de l'oppression coloniale et pour rendre la Palestine indépendante.

L'évacuation des troupes britanniques stationnées en Palestine est nécessaire pour le développement pacifique du Moyen-Orient. L'Etat policier établi en Palestine constitue également une menace pour les pays voisins.

Dans l'intérêt de la paix du pays, dans l'intérêt de son libre développement et de la coopération démocratique entre les peuples, dans l'intérêt du maintien de la paix et de la sécurité internationales, la Palestine doit être libérée et doit cesser de servir de camp militaire à une armée impérialiste. Au nom de la masse, au nom des deux peuples de ce pays, nous vous adjurons, et par votre intermédiaire, nous adjurons les Nations Unies qui ont proclamé à nouveau, dans leur Charte, leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes ainsi que des nations grandes et petites, d'ordonner au Gouvernement britannique de retirer ses troupes, de quitter la Palestine!

M. VILNER (Secrétaire du parti communiste de Palestine): Dans ma déposition, j'aurai l'honneur de vous exposer le plan conçu par le parti communiste pour résoudre équitablement et démocratiquement le problème qui se pose en ce pays. Je le ferai d'une façon plus détaillée que le mémoire qui vous a été présenté.

Avant de développer ce plan devant vous, je prendrai la liberté de préciser certaines des prémisses fondamentales qui sont à sa base, d'analyser et de rejeter les autres plans qui, à notre avis, ne sont pas conformes aux intérêts des habitants de ce pays et à la paix mondiale.

Prenons le problème de l'indépendance.

Au cours de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, alors que la puissance et l'énergie des forces démocratiques du monde augmentaient et que la lutte des peuples coloniaux pour la libération nationale et pour l'indépendance se faisait plus ardente que jamais, l'impérialisme a commencé à adapter ses tactiques à ces conditions nouvelles, mais sans changer le moins du monde sa politique et ses objectifs.

Une des méthodes que le Gouvernement britannique a employées dans sa politique coloniale

après la guerre, a été la déformation de la notion d'indépendance. La Transjordanie en offre un exemple classique. Pour empêcher une discussion devant l'Organisation des Nations Unies de la question de ce territoire sous mandat, le Gouvernement britannique a conclu un soi-disant accord avec l'un de ses agents, l'Emir Abdullah, — accord qui proclame l'indépendance de la Transjordanie et fait de l'Emir Abdullah son roi. Mais tout le monde comprendra qu'il n'y a dans tout ceci que duperie et hypocrisie. On se sert de la Transjordanie, prétendument "indépendante" à l'heure actuelle aux termes du traité avec la Grande-Bretagne, comme d'une puissante base militaire britannique en Moyen-Orient. Une armée et une aviation britanniques puissantes dominent la petite Transjordanie. Cet état de Transjordanie est donc, en fait, une colonie britannique et un centre stratégique important. Sa prétendue indépendance n'est rien d'autre qu'un trompe-l'œil, dont le but est d'arrêter la lutte pour l'indépendance réelle du pays.

L'impérialisme britannique a essayé de "résoudre" la question palestinienne de la même façon. Au cours de l'automne 1946, il a réuni les représentants officiels des Juifs et des Arabes pour arriver à une solution du problème de notre pays, analogue à celle qui a été adoptée pour la Transjordanie, — ceci derrière le dos de l'Organisation des Nations Unies, de manière à placer cette Organisation devant le fait accompli. Par sa participation aux travaux de la Commission d'enquête anglo-américaine, le Gouvernement des Etats-Unis a montré publiquement qu'il poursuivait, de concert avec la Grande-Bretagne, les intrigues impérialistes du Moyen-Orient et les efforts faits pour saper l'autorité de l'Organisation des Nations Unies, seul organisme international compétent pour s'occuper du problème palestinien. Cela, premièrement, parce que la Palestine est un territoire sous mandat et, deuxièmement, parce que c'est une zone stratégique importante qui, dans les circonstances actuelles, sert à abriter les préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale que poursuivent les impérialistes anglo-américains.

La Conférence de Londres, qui n'était qu'une intrigue impérialiste anglo-américaine, a complètement échoué en raison de la rivalité anglo-américaine, qui marche de pair avec leur collaboration, et en raison des attitudes contradictoires des leaders officiels juifs et arabes. Ce n'est qu'après cet échec que la Grande-Bretagne a été contrainte de remettre le problème de la Palestine à l'Organisation des Nations Unies. Les leaders officiels des Arabes aussi bien que des Juifs n'ont paru à Lake Success qu'après l'arrivée de M. Bevin.

Les négociations poursuivies à Londres et les plans qui y ont été présentés par la Grande-Bretagne ont prouvé que les buts réels du

Gouvernement britannique étaient d'accorder au pays une "indépendance" du genre de celle de la Transjordanie; son but est de transformer, "par un accord", la Palestine en une base militaire britannique.

En présence de ces desseins de l'impérialisme britannique, nous considérons qu'il est nécessaire de souligner ce qui suit: lorsque nous parlons de l'indépendance de la Palestine, nous ne pensons pas à une indépendance fictive, mais à une indépendance complète et réelle, — ce qui veut dire l'évacuation de l'armée et de la police britanniques de Palestine et la disparition des bases militaires britanniques; ce qui signifie encore la disparition de la domination économique imposée au pays par les monopoles étrangers, et que les autorités civiles et militaires britanniques ont aidé à établir.

L'abolition du mandat britannique et l'évacuation de l'armée britannique stationnée en Palestine sont les conditions préalables de toute solution. On ne peut appliquer aucun plan pour l'indépendance de la Palestine tant que la domination britannique subsiste et que l'armée étrangère reste sur le territoire du pays.

Prenons le plan Morrison.

Une des propositions que le Gouvernement britannique a récemment présentée est le plan dit "plan Morrison". D'après ce plan, 38 pour 100 du pays constitueraient une "province arabe" et 17 pour 100, un "pays juif", tandis que le Négev et Jérusalem resteraient des zones réservées aux Britanniques. Le point le plus intéressant cependant est que le pouvoir central serait confié à un gouvernement nommé par la Grande-Bretagne. Nous nous trouvons ici devant un des exemples les plus instructifs de l'attitude réelle du Gouvernement britannique. Le Gouvernement britannique propose sans cesse de nouveaux plans qui ne reconnaissent même pas au pays un certain degré, si faible soit-il, d'indépendance réelle et qui ne sont conçus que pour exciter les Juifs et les Arabes les uns contre les autres.

D'après le plan Morrison, qu'on appelle inexactement un plan fédéraliste, la réalité du pouvoir demeure tout entière entre les mains du Gouvernement central britannique. Le Haut-Commissaire aurait le pouvoir d'intervenir dans toutes les questions qui intéressent les soi-disant "régions autonomes", la région juive aussi bien que la région arabe, et administrerait en outre directement les districts maintenus sous domination britannique.

L'armée, la police, les tribunaux, les affaires étrangères, les douanes, les transports, tout cela resterait entre les mains du Gouvernement central britannique. Comme vous le voyez, le plan britannique n'affaiblit en aucune façon la domination impérialiste actuelle et ne fait que créer

de nouveaux points de friction entre les Juifs et les Arabes à propos de questions de frontières et de l'importance relative des territoires qui doivent constituer les prétendus districts "juifs" ou "arabes".

Le Gouvernement britannique se comporte ici comme le renard artificieux de la fable. Ce renard vit un jour deux singes qui se querellaient à propos du partage d'un morceau de fromage. Il offrit sa médiation et apporta une balance. Il partagea alors le fromage en deux morceaux qu'il mit sur les plateaux de la balance. Naturellement, un des morceaux était plus lourd que l'autre, et, comme chacun des singes veillait avec la plus grande attention à ce que l'autre ne reçoive pas plus que sa part, le renard mangea une partie du plus gros morceau; cette partie suffisait bien entendu pour rendre plus lourd l'autre morceau si bien qu'il lui fallut manger une partie de celui-ci; et, comme les deux singes ne se préoccupaient que de l'égalité des parts, ils laissèrent le renard poursuivre son travail de médiation, jusqu'au moment où le fromage eût entièrement disparu, mangé par la tierce partie.

Le plan Morrison s'inspire du même artifice. Nous ne lui sommes pas opposés à cause de l'idée de fédération qu'il contient. Nous lui sommes opposés parce qu'il ne fait pas disparaître la domination britannique en Palestine et qu'il ne repose ni sur l'indépendance palestinienne sur sa libération du joug politique militaire et économique de l'étranger.

Le Plan Morrison est un des exemples frappants de la manière dont l'impérialisme britannique s'efforce de trouver les moyens de maintenir la domination coloniale sur la Palestine à l'aide d'une nouvelle constitution, qui ne diminue pas l'emprise étrangère et qui ne vise qu'à susciter des heurts entre les Juifs et les Arabes.

Prenons maintenant le plan Bevin.

Le 7 février, le Gouvernement britannique a publié un "nouveau" plan. Ce plan repose sur la création de cantons juifs et arabes en Palestine; mais lui aussi part du principe impérialiste que la domination étrangère doit subsister. Le Haut-Commissaire britannique sera le "tuteur" des minorités vivant dans les différents cantons. La Grande-Bretagne nommerait le gouvernement central. Le pouvoir législatif et exécutif suprême resterait entre les mains du Haut-Commissaire. Ce régime, qui durerait cinq ans, est appelé "Tutelle". Après ce laps de temps, il y aurait une période transitoire précédant l'indépendance, sous réserve que les Juifs et les Arabes acceptent une nouvelle constitution.

Ainsi, ce plan repose sur l'idée d'une période de transition précédant l'indépendance, mais en fait, ce n'est qu'une apparence: le Gouvernement britannique est intéressé plus que quiconque à une scission entre Juifs et Arabes, qui les empê-

chera de combattre ensemble pour la libération. Toute la politique du Gouvernement britannique dans ce pays repose comme dans d'autres colonies britanniques (Inde, Ceylan, etc.) sur la fomentation d'antagonismes ethniques et religieux, conformément au principe impérialiste du "diviser pour régner". Une "période de transition" sous la protection de l'impérialisme ne saurait rendre plus proches l'indépendance de la Palestine et la paix entre les peuples. Au contraire, elle ne peut que servir à gagner du temps pour la consolidation de la domination étrangère et la fomentation de nouveaux antagonismes — ethniques. En réalité, le "Mandat" britannique sur la Palestine aurait dû être une période de transition précédant l'indépendance. Mais en fait, on sait que non seulement la Grande-Bretagne, puissance mandataire au nom de la Société des Nations, n'a pas favorisé l'indépendance, mais qu'elle a fait tout son possible pour en empêcher la réalisation. Aussi, après trente ans de domination britannique, constatons-nous que le système du mandat a complètement fait faillite et que, non seulement la Palestine n'est pas devenue indépendante, mais que les habitants du pays ont été dépouillés des droits démocratiques les plus élémentaires et même de la possibilité de vivre en sécurité.

En résumé, les plans de Morrison et de Bevin offrent un droit commun: la tendance à créer de nouveaux points de friction entre les Juifs et les Arabes, en encourageant une lutte pour les frontières imaginaires de districts dotés d'un gouvernement autonome illusoire, pendant que sur tous les "cantons" et "districts fédéraux" planeront ces anges de la paix que personne n'a conviés; les avions britanniques chargés de la protection du pétrole, des bases militaires et des super-bénéfices des trusts.

Le plan de partage de la Palestine est le plan du Ministère des affaires étrangères britannique, qui a été gardé en réserve pour le cas où échoueraient le "plan de fédération" à la Morrison et le "partage en cantons" à la Bevin. Le plan britannique de partage repose sur le désir d'élargir le fossé qui sépare les Juifs et les Arabes et de perpétuer la domination britannique. L'intention qui l'inspire est de partager la Palestine en trois parties, une partie juive, une partie arabe et une troisième partie britannique. Les parties arabes et juives doivent jouir d'une indépendance imaginaire du genre de celle de la Transjordanie. L'intention est de camoufler les bases militaires britanniques en fixant des frontières politiques officielles, qui en réalité ne changeront absolument rien à la situation actuelle, car il ne saurait y avoir d'indépendance si des districts britanniques continuent à exister en Palestine. Il ne saurait y avoir d'indépendance sans l'évacuation de l'armée étrangère.

La Commission Peel a été la première, en 1937, à proposer un plan de partage. D'après ce plan,

on devait constituer un "Etat juif", un "Etat arabe" et en outre une "enclave" britannique ou corridor allant de Jérusalem à Jaffa.

Ce plan de partage, établi par la Commission Peel de 1937, a proposé la création d'un "Etat juif", dont plus d'un tiers des habitants auraient été arabes. Le rapport dit lui-même:

"Bien entendu, on espérerait trop si l'on pensait qu'après le partage il n'y aurait pas de frictions entre Arabes et Juifs, pas "d'incidents", pas de récriminations qui maintiennent ouverte la plaie que le partage doit causer . . . Il faut regarder en face la question des minorités et il faut la traiter sans hésitation".

Dans la Palestine partagée, ce n'est pas la paix qui régnera entre Juifs et Arabes, mais une suspicion réciproque et un désir de revanche et d'extension territoriale. La toute dernière proposition de M. Ben Gurion de conserver le Mandat sur la partie arabe de la Palestine partagée ne peut laisser aucun doute quant aux intentions des partisans du partage.

Le plan dans son ensemble ne fera que renforcer la domination impérialiste étrangère sur toutes les parties de la Palestine. Que certaines parties du pays restent ou non sous l'administration directe des impérialistes, il ne fait aucun doute que le contrôle impérialiste sera la force prépondérante dans toutes les parties de la Palestine. Les différentes parties du pays lutteront entre elles pour obtenir l'aide impérialiste, la "protection des minorités", du moyen d'expansion, des emprunts, des armes, offrant en échange des bases stratégiques, l'exploitation des matières premières et les positions économiques principales.

La lutte pour la véritable indépendance deviendra plus difficile après le partage, en raison de l'antagonisme qui sera fomenté entre les Arabes et les Juifs et les minorités nouvellement créées.

Le partage de la Palestine est préconisé par Abdullah roi de Transjordanie, qui, aidé de quelques politiciens d'autres pays arabes, essaie d'organiser un bloc des pays arabes. Ce plan, connu sous le nom de plan de la "Grande Syrie", prévoit la création d'un état qui comprendrait la partie arabe de la Palestine et qui servirait de cordon sanitaire et de base stratégique pour l'impérialisme anglo-américain sous un roi de la dynastie hachémite. Les partisans du partage qui se trouvent dans le camp sioniste, considèrent un "Etat juif" dans une partie de la Palestine, sous la "protection" impérialiste, comme un instrument pour la future conquête du reste du pays, alors que les groupes sionistes de droite désirent comprendre la Transjordanie dans le futur Etat juif.

Du point de vue économique, le partage serait désastreux pour les peuples arabes et juifs de

Palestine. Il n'y a pas de frontière naturelle coupant la Palestine en deux parties. Le partage du pays détruirait entièrement et arbitrairement l'unité économique de la Palestine. En général, les Arabes et les Juifs ne vivent pas dans des zones séparées de façon précise.

Dans un pays partagé, les dépôts importants de minéraux de la mer Morte, qui constituent la principale richesse naturelle de la Palestine, ne serviraient que les intérêts d'une fraction de la population.

Pour tout projet de mise en valeur comportant un programme général d'irrigation, — programme vital pour la Palestine, — les eaux du Jourdain sont indispensables.

Le partage couperait le réseau ferrovière de Palestine en plusieurs tronçons. La principale ligne de chemin de fer de Palestine, celle qui relie Gaza à Haïfa, ne franchit pas moins de cinq fois la frontière proposée par le rapport Peel. Les routes principales, sur lesquelles passent la majorité des voyageurs et la plus grande partie des marchandises palestiniennes, seraient touchées d'une façon analogue.

Les industries sont principalement concentrées dans la baie de Haïfa et dans la ceinture industrielle de la zone de Tel-Aviv. Dans la Palestine partagée, les zones industrielles seraient séparées des parties essentiellement agricoles du pays.

En résumé, le partage ne résoudrait pas le problème palestinien. Il constituerait une catastrophe pour l'économie du pays et il retarderait le progrès économique et social pendant de nombreuses années. Il augmenterait l'antagonisme qui sépare les Arabes et les Juifs et battrait la route à la liberté de ces deux peuples; il renforcerait la domination des impérialistes, et des réactionnaires locaux et faciliterait énormément l'établissement d'un bastion anglo-américain contre les mouvements de libération nationale du Moyen-Orient et contre la paix.

Il se peut aussi que le Gouvernement britannique essaie de poursuivre son oppression coloniale et de conserver ses bases militaires en remplaçant le mot "Mandat" par le mot "Tutelle", sans modifier le contenu de ces termes et sans abandonner en aucune façon ses positions. Il est possible encore qu'il essaie de conclure un accord avec les Etats-Unis pour établir une tutelle anglo-américaine commune. Les masses arabes et juives de Palestine s'opposeraient à la tutelle britannique, ou à la tutelle anglo-américaine, qui serait une domination coloniale camouflée.

Pourquoi tous les plans du Gouvernement britannique reposent-ils sur le refus de reconnaître qu'il peut exister un sentiment de fraternité entre des peuples et sur la "nécessité" de conserver le régime et les forces armées britan-

niques qui, prétend-on, maintiennent la paix entre les Juifs et les Arabes? La raison n'en est pas fortuite, et elle ne s'applique pas seulement à la Palestine. C'est une conséquence directe de la politique internationale générale de la Grande-Bretagne et de la nature propre à l'impérialisme: la volonté d'oppression.

Dans ce pays, on poursuit des travaux importants de construction de bases militaires. Les préparatifs militaires de la domination coloniale sont actuellement aussi fiévreux qu'en temps de guerre.

L'armée emploie des dizaines de milliers de travailleurs. La Palestine est en train de devenir une des bases militaires britanniques les plus importantes de cette partie du monde. Les intérêts stratégiques et pétroliers, voilà ce qui guide la politique britannique en Palestine.

Le programme politique de l'Agence juive qu'on vient de vous exposer, est un plan de constitution d'un Etat juif. Il ressort clairement des réponses de M. Ben Gurion que l'Agence juive est disposée à prendre le partage en considération.

En réalité, le plan de l'Agence juive est le même que celui du docteur Weizmann, la seule différence étant que le Dr. Weizmann dit clairement et ouvertement ce qu'il veut, tandis que l'Agence juive se réserve la possibilité de marchander et craint en proposant publiquement et franchement le partage, de réduire ses possibilités de marchandage dans les discussions ultérieures. En particulier, l'Agence n'ose pas prendre ouvertement position en faveur du partage, parce que cette solution n'est pas du tout populaire dans les masses juives. C'est avant tout parce qu'elle est opposée à la collaboration judéo-arabe et à un accord qui tiendrait compte des justes aspirations nationales des deux peuples de Palestine et qui leur garantirait l'égalité des droits, que l'Agence s'oppose avec énergie à la constitution d'un Etat comportant deux nationalités.

Pour la première fois, l'Agence a déclaré qu'elle n'était pas favorable au maintien du Mandat britannique. Même si cette déclaration n'a été faite que pour se conformer aux sentiments hostiles à l'impérialisme des masses de la Communauté et ne pas braver leur colère, elle exprime effectivement les sentiments de la Communauté, à l'exception d'un petit groupe de misérables domestiques de l'impérialisme.

La Communauté partage unanimement l'opinion qu'on ne peut pas rester plus longtemps dans le statu quo. Les masses en ont plus qu'assez de l'oppression britannique.

De même, l'écrasante majorité de la Communauté est opposée au plan de partage de l'Agence juive et du Dr. Weizmann. Des partis de travailleurs, comme l'Hachomer, l'Hatzair,

l'Ahdute, Avoda et le parti sioniste Poale, qui protestent véhémentement contre le partage de ce pays, se sont vu défendre par l'Agence de comparaître devant vous et de témoigner. Dans de nombreux groupes de la classe moyenne, on est également opposé au partage, pour des raisons économiques. Lorsque l'Agence juive demande le partage de la Palestine, elle n'est pas l'interprète de l'opinion publique de la Communauté.

On sait aussi que les Arabes de Palestine ne font qu'un dans leur opposition au partage; ils le considèrent, et tout à fait à raison, comme un obstacle aux possibilités de réalisation de la libération nationale et comme une consolidation de la position de la domination étrangère dans le pays tout entier. Les agents britanniques du genre du roi Abdullah de Transjordanie, qui demandent le partage de la Palestine, en raison de leur soumission aux projets stratégiques britanniques en Moyen-Orient, ne sont pas les interprètes de l'opinion des Arabes de ce pays ou de leur propre pays.

Le Haut Comité arabe ne s'est pas présenté devant vous, mais, comme on le sait son programme politique comporte l'établissement d'un Etat palestinien, par quoi il entend un Etat exclusivement arabe, tout en conférant des droits de minorité aux Juifs qui se trouvaient déjà dans le pays en 1918 ou à leurs descendants. Le programme néglige la réalité; il néglige l'existence de deux peuples en Palestine. Il joue le jeu de la puissance dominatrice étrangère, qui consiste à diviser les Juifs et les Arabes. C'est un plan de domination qui ne peut être utile à personne, sinon aux impérialistes.

Les forces démocratiques du peuple arabe, qui se sont beaucoup développées au cours de ces dernières années et qui exercent une influence particulièrement décisive sur les ouvriers arabes, sont opposées à cette attitude réactionnaire à l'égard des Juifs en Palestine.

A la question essentielle "la coopération judéo-arabe est-elle possible?", nous répondons clairement et sans équivoque par l'affirmative. Même dans les conditions actuelles d'excitation coloniale, la coopération se développe; elle sera d'autant plus facile dans une Palestine indépendante et démocratique.

Je vais vous citer maintenant quelques exemples d'identité d'intérêts et de coopération entre les Juifs et les Arabes.

En dépit de tous les efforts faits par des éléments très influents en Palestine pour opposer les ouvriers arabes aux ouvriers juifs, leur coopération mutuelle s'est développée et englobe de plus en plus d'ouvriers des deux peuples dans la lutte commune pour la protection de leurs droits et l'obtention de salaires et conditions de travail meilleurs, comme le montre l'augmenta-

tion du nombre des grèves faites conjointement par des Juifs et des Arabes, au cours des années 1943-1947.

En 1943, il y a eu trois grèves de ce genre à Jaffa où 130 travailleurs municipaux juifs et arabes des services d'hygiène se sont mis en grève pour obtenir de plus hauts salaires, des indemnités de vie chère et de meilleures conditions de vie. A Jérusalem, il y a eu deux grèves communes de travailleurs municipaux; 385 Juifs et Arabes se sont mis en grève pour obtenir de meilleures conditions et le droit à la permanence de leur emploi. Ces grèves ont porté sur un total de 2.282 jours de travail.

En 1944, le nombre des grévistes a augmenté par rapport à celui de l'année précédente, passant de 515 à 1300. A Haïfa, environ 1.250 travailleurs des chemins de fer arabes, juifs et arméniens se sont mis en grève pour obtenir de plus hauts salaires et de meilleures conditions de vie. A Jaffa, les ouvriers juifs et arabes se sont mis en grève pour protester contre des renvois injustes et pour obtenir de meilleures conditions. L'arrêt du travail cette année-là a représenté au total l'équivalent de 5.640 journées pour les seules grèves communes.

En 1945, 1.300 ouvriers juifs et arabes d'un camp de travail militaire se sont mis en grève pour protester contre des congédiements arbitraires et pour obtenir la reconnaissance d'un syndicat ouvrier. (A l'heure actuelle, le Gouvernement n'a pas encore reconnu les comités d'ouvriers et les syndicats de travailleurs des camps militaires). Cette grève a duré une semaine entière et elle a été accompagnée de meetings et de démonstrations en commun, qui ont reçu l'accueil le plus sympathique de la population. 130 ouvriers juifs et arabes des téléphones se sont également mis en grève pour obtenir de meilleures conditions. La grève a duré trois jours et été couronnée de succès. A Haïfa, 1.100 ouvriers employés dans les ateliers de réparations des chemins de fer ont cessé le travail, faisant preuve d'une discipline et d'une solidarité parfaites. Le nombre total des participants aux grèves communes de l'année 1945 a été de 2.530 et il y a eu 8.500 jours de travail de grève commune.

En 1946, la vague de grèves des ouvriers employés par le Gouvernement a atteint son point culminant. Les employés du département des postes et télégraphes, de la radiodiffusion, les fonctionnaires (2e division) et les ouvriers des chemins de fer ont commencé une grève qui a complètement paralysé tous les rouages du Gouvernement. Le nombre de grévistes juifs et arabes a atteint 30.000. Les leaders politiques et religieux aussi bien que les journalistes influents de tous les partis ont été mobilisés pour briser la grève. On a répandu des rumeurs provocatrices et on a employé tous les moyens,

mais les grévistes sont restés unis et solidaires et ont pu ainsi obtenir satisfaction pour la plus grande partie de leurs réclamations. Ce n'est qu'au moyen de fausses promesses que le Gouvernement a réussi à empêcher que la grève ne s'étende à 45.000 travailleurs des camps militaires et à des milliers de travailleurs de l'industrie pétrolière qui étaient prêts à s'y joindre.

En plus de nombreux meetings communs, un certain nombre de démonstrations communes ont eu lieu dans différentes parties du pays, particulièrement dans les grandes villes, diffusant le mot d'ordre suivant: "L'unité des travailleurs arabes et juifs signifie la victoire". D'une manière générale, les populations juives et arabes ont accueilli ces démonstrations avec sympathie et leur ont donné leur appui.

En mai 1947, à la suite d'une période de grèves communes des ouvriers des compagnies pétrolières, telles que la Shell, la Mantacheff et la Socony Vacuum, et pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière palestinienne, les trois grands groupements syndicaux, le Histadruth, le Congress of Arab Workers et l'Arab Workers' Society ont conclu un accord pour l'organisation d'une grève d'avertissement des travailleurs des camps militaires. La grève a eu lieu le 20 mai 1947 et s'est poursuivie dans une union et une solidarité parfaites. 40.000 ouvriers arabes et juifs y prirent part.

Il faut souligner à quel point il est significatif que ces grèves communes aient eu lieu à des moments de sévère tension ethnique entre les Juifs et les Arabes, provoquée par le Gouvernement et ses partisans.

Ces grèves communes et la solidarité dont ont fait preuve les travailleurs arabes et juifs, ont dépassé les limites d'une lutte purement économique et sont devenues une manifestation de lutte politique et une démonstration hostile à l'administration coloniale et l'excitation chauvine.

Comme exemple de la façon dont l'homme de la rue considère la question de la collaboration, je citerai les paroles prononcées par un villageois arabe au cours d'une campagne commune contre les sauterelles qui se poursuivait sur une zone de 2.500 dunums, dans la vallée de Sharon. Voici comment le Journal "Haaretz" les rapporte: "Si les sauterelles pondaient leurs œufs dans la terre de la "combania" (nom que les Arabes donnent aux colonies juives collectives), en deux semaines les insectes se mettraient naturellement à envahir aussi mes champs et dévoreraient mes récoltes. Nous sommes une même chaîne et les Juifs et les Arabes sont au même titre les maillons de cette chaîne."

C'était un réconfort que de voir les villageois arabes et juifs entremêlés, avançant côte à côte en longues lignes pour combattre l'ennemi com-

mun. En dehors de ces mesures prises en commun, qui témoignent de la collaboration des masses travailleuses juives et arabes, il y a eu d'autres exemples de collaboration judéo-arabe. Dans son mémoire à la Commission d'enquête anglo-américaine, le Gouvernement a été obligé de citer un certain nombre d'exemples typiques d'heureuse collaboration entre les Juifs et les Arabes. Le mémoire déclarait:

"Le Conseil général de l'agriculture qui comptait un nombre égal de membres arabes et juifs, a fonctionné sans interruption pendant plus de dix ans, et s'il a disparu, c'est seulement parce que ses attributions essentielles ont passé en d'autres mains. L'exemple le plus significatif est peut-être celui des Comités de contrôle et de vente des agrumes, qui ont été respectivement établis par des lois en 1940 et en 1941. Tous deux comptent un nombre égal d'Arabes et de Juifs et ont continué à réaliser, dans l'expédition des affaires relatives à l'industrie des agrumes, une unité de vues qui a été très satisfaisante. On a constitué avec succès un Comité consultatif mixte des transports. La Commission municipale mixte de Haïfa continue à fonctionner avec succès depuis sa constitution."

Les nombreux exemples de collaboration économique dans les endroits où les deux peuples travaillent en commun, au sein des Conseils municipaux mixtes et en diverses occasions entre voisins juifs et arabes, ont dépassé les limites des intérêts purement économiques pour devenir une démonstration politique contre le désir du Gouvernement de provoquer des querelles et de semer la discorde entre les deux peuples.

En plus de ces exemples, on peut citer une longue série d'efforts des Juifs et des Arabes pour la réalisation d'un accord politique.

En raison de l'importance de ces efforts, nous allons citer quelques exemples instructifs qui montreront comment divers groupes juifs et arabes ont travaillé sans répit à la réalisation d'un accord politique.

Au début de 1922, un Congrès pan-arabe s'est réuni au Caire. Il a discuté des propositions d'accord judéo-arabe et de collaboration politique et économique entre ces deux peuples. Les représentants des Arabes et le Dr Eder, membre du Comité exécutif sioniste, ont entamé des négociations. M. Saphir, de Jérusalem, servait de médiateur. Le Dr Weizmann a été tenu au courant du tour que prenaient les discussions et les a approuvées. Mais les négociations ont été interrompues après que le Dr Weizmann eût mis le Gouvernement britannique au courant. Les fonctionnaires du Gouvernement britannique ont alors demandé "d'ajourner" toutes négociations sous prétexte que l'approbation du Mandat figurait à l'ordre du jour. (Medzini: *Ten years of Zionist Policy*). Le Dr Magnes a révélé à la Commission d'enquête

anglo-américaine qu'au cours des négociations de 1936 entre l'Agence juive et les leaders arabes, ces derniers avaient accepté une immigration juive très importante. Les Juifs de ce pays devaient atteindre le nombre de 800.000 en 1946, soit 40 pour 100 du total de la population.

Pourquoi cet accord n'a-t-il pas abouti? Moshe Shertok l'a révélé le 26 mars 1946, lorsqu'il a déclaré devant cette même Commission d'enquête anglo-américaine qu' "il y avait des leaders arabes qui étaient disposés à donner leur approbation à une immigration juive très importante, mais qu'ils y mettaient des conditions inacceptables. Les Juifs ne pouvaient pas accepter la liquidation immédiate du Mandat britannique; ils n'avaient pas qualité pour le faire et, à l'époque, ils ne montraient guère d'enthousiasme à l'idée d'une telle éventualité."

Ces quelques exemples montrent que:

1. Au cours des années d'occupation britannique, le Gouvernement a directement ou indirectement, entravé tous les efforts tendant à la réalisation d'un accord judéo-arabe.

2. Il y a eu, et il y a encore, des cercles juifs et arabes qui désirent arriver à un accord politique et sont prêts à le réaliser.

3. Le problème de l'immigration ne constitue pas un obstacle insurmontable pour une entente mutuelle.

4. Un accord politique est possible sur la base d'une lutte commune contre la domination coloniale et pour l'égalité complète des droits entre Juifs et Arabes.

La volonté d'action commune qui s'est produite par nombre de grèves de solidarité de milliers d'ouvriers arabes et juifs, montre le vif désir des masses populaires de vivre en paix et d'arriver à une entente réciproque.

6. La suppression de la domination coloniale réalisera les conditions nécessaires à l'établissement de la paix et de relations fraternelles entre les Juifs et les Arabes.

L'antagonisme judéo-arabe n'est pas ce qui constitue le problème palestinien. La question palestinienne, c'est le problème d'un pays colonial placé sous le joug de la domination étrangère et assoiffé de liberté. Le véritable nœud de la question palestinienne se trouve dans l'opposition des intérêts de l'impérialisme britannique et de la population de ce pays, arabe aussi bien que juive.

La tension qui existe entre les Juifs et les Arabes ne saurait en aucune façon justifier la domination britannique, ni la présence de troupes britanniques dans notre pays. Au contraire, c'est l'inverse qui est vrai: il faut chercher dans les trente ans de domination britannique sur notre pays, la raison principale des rapports qui

existent actuellement entre les Juifs et les Arabes. La domination coloniale est la cause essentielle de l'antagonisme ethnique qui sévit dans notre pays. La suppression du Mandat britannique, l'évacuation de l'armée britannique stationnée dans notre pays et l'établissement d'un Etat judéo-arabe démocratique et indépendant, voilà la seule solution possible de la question palestinienne.

Les plans réactionnaires du Haut Comité arabe et de l'Agence juive ne reflètent pas les sentiments et les opinions qui sont vraiment, aujourd'hui ceux des masses arabes et juives. Interrogez dans la rue, n'importe quel Juif, n'importe quel Arabe, et il vous dira à quel point les masses sont éloignées des projets de domination établis par leurs leaders réactionnaires. Vous vous convaincrez alors de la force de leur désir de voir s'établir des relations amicales entre Juifs et Arabes, sur un pied de paix et d'égalité; vous verrez à quel point les deux peuples aspirent à leur libération du joug étranger.

Les propositions du parti communiste expriment les revendications des masses et du Juif et de l'Arabe moyens. Le parti communiste soutient que toute solution politique acceptable pour la masse des deux peuples de Palestine, doit, pour donner satisfaction à leurs justes aspirations nationales et pour répondre à leurs intérêts communs, s'inspirer des deux principes suivants:

1. Indépendance complète de la Palestine, c'est-à-dire:

- a) Suppression du mandat

- b) Evacuation des armées étrangères

- c) Suppression de la domination économique des monopoles étrangers,

et

2. Reconnaissance du droit à l'indépendance des deux peuples dans une Palestine une, libre et démocratique, fondée sur le principe de l'égalité complète des droits civils, ethniques et politiques.

Pour la réalisation de notre indépendance, nous présentons le plan suivant:

1. Comme première mesure, l'ONU devrait proclamer l'indépendance de la Palestine et la suppression du Mandat. L'ONU devrait fixer une date aussi rapprochée que possible pour l'évacuation du pays par l'armée et la police britanniques.

2. Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait désigner une Commission chargée d'appliquer les décisions appropriées prises par l'ONU et de rétablir les libertés démocratiques dont les habitants de Palestine ont été privés. La Commission de l'ONU, qui serait ainsi désignée, devrait comprendre des représentants des deux peuples

de Palestine élus d'une façon démocratique, qui décideraient du régime futur de ce pays, en partant du principe de l'existence de deux peuples libres jouissant d'une égalité complète de droits. Les Juifs et les Arabes, libres de toute pression étrangère, décideraient en toute liberté si la Palestine indépendante devrait avoir une structure "bi-nationale" ou fédérative.

Le rétablissement des libertés démocratiques et la disparition du régime impérialiste de terreur sont les conditions préalables de la libre expression de la volonté des deux peuples et de l'établissement des bases de leur fraternité. Vous ne devez pas perdre de vue que pendant les trente ans de sa domination, le Gouvernement britannique a entravé les efforts de tous ceux qui luttèrent pour l'amitié judéo-arabe. Jusqu'en 1942, le parti communiste de Palestine était illégal; des centaines de ses membres ont été déportés; des centaines d'autres ont été jetés en prison ou mis dans des camps de concentration, parce qu'ils étaient accusés de mobiliser les masses juives et arabes pour la lutte contre l'oppression coloniale et pour l'établissement de relations amicales entre les peuples.

Au cours de ces années, l'administration britannique a encouragé les forces chauvines chez les Arabes et les Juifs pour empêcher que les deux peuples ne luttent en commun contre la domination étrangère.

Poser la question de savoir si la paix règnera entre les Juifs et les Arabes après l'évacuation de l'armée britannique, c'est mettre la charrue avant les bœufs. C'est la domination britannique qui est la cause principale de l'antagonisme ethnique. Pendant de nombreuses années, les deux peuples sémites ont vécu paisiblement et fraternellement; ils ont connu des périodes de bonheur et de progrès communs, de coopération et de fraternité. L'impérialisme britannique a toujours fait ce qu'il a pu pour dresser les deux peuples l'un contre l'autre.

Le philosophe grec Archimède a dit une fois: "Donnez-moi un point d'appui et je soulèverai le monde".

Nous disons "Donnez la liberté à la Palestine et les masses juives et arabes trouveront le chemin de la coopération".

Sans aucun doute, le Gouvernement britannique s'efforcera de saboter vos travaux et vos recommandations pour empêcher une solution définitive et rapide. Mais les masses arabes et juives sont unies dans leurs revendications et veulent la fin immédiate du régime d'oppression coloniale.

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission:

Si vous aidez les peuples arabe et juif de Palestine dans leur lutte pour la liberté, vous établirez

les bases de la paix, non seulement en Palestine, mais dans tout le Moyen-Orient. Vous apporterez une contribution importante à la cause de la collaboration internationale, à la cause de la paix mondiale.

(A ce moment, le Président suspend la séance pour quelques instants).

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Je prie les représentants du parti communiste de Palestine de monter sur l'estrade.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir nous indiquer le nombre des membres du parti communiste.

M. MIKUNIS: Le parti communiste de Palestine fonctionne dans des conditions très difficiles. C'est pourquoi il ne compte que des militants. Ces militants sont 1400. En outre, des milliers de personnes donnent leur appui à notre journal et aux autres entreprises du parti.

Le PRÉSIDENT: Quel est le tirage de votre journal?

M. MIKUNIS: 5.000 exemplaires.

Le PRÉSIDENT: Ils sont tous destinés au public?

M. MIKUNIS: Oui.

Le PRÉSIDENT: Ainsi, quand vous parlez des souhaits de la masse de la population palestinienne, vous n'appuyez pas vos dires sur le grand nombre de vos membres?

M. MIKUNIS: Non, mais nous connaissons l'humeur, les désirs et les souhaits des masses arabes et juives.

Le PRÉSIDENT: Est-ce que le parti communiste comprend à la fois les sections juive et arabe?

M. MIKUNIS: Non.

Le PRÉSIDENT: Il ne comprend que les Juifs?

M. MIKUNIS: Oui, seulement les Juifs; les communistes arabes militent dans la Ligue de libération nationale.

Le PRÉSIDENT: Pourquoi n'avez-vous pas réussi à établir la collaboration des juifs et des arabes au sein du parti communiste?

M. MIKUNIS: La question est mal posée. Le fait est que, pour toutes les questions palestiniennes fondamentales, le parti communiste de Palestine et la Ligue de libération nationale sont du même avis. Cela signifie que nous luttons en commun pour l'indépendance, pour un

Etat démocratique, pour la suppression du Mandat, pour l'évacuation des troupes et contre le partage du pays.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, c'est une affaire d'organisation qui est tout à fait indépendante de la réussite ou de l'échec de la collaboration.

Le PRÉSIDENT: Vous voulez dire que cela ne signifie pas que les Arabes répugnent à collaborer avec les Juifs dans cette organisation politique ?

M. MIKUNIS: Cela ne signifie rien de ce genre. C'est une affaire d'organisation intérieure du parti communiste aussi bien que de la Ligue de libération nationale.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais vous poser quelques questions à propos des renseignements économiques que vous nous avez donnés. Vous parlez de l'intérêt que les propriétaires fonciers juifs et arabes doivent payer sur le prix de leurs terrains.

M. MIKUNIS: Je parlais des paysans.

Le PRÉSIDENT: Oui, les paysans. Vous nous avez laissé entendre que les intérêts sont très élevés, que ce sont des intérêts usuraires. Maintenant, je me demande si l'endettement est important. Est-ce que l'endettement est important ?

M. MIKUNIS: Oui.

Le PRÉSIDENT: Dans le mémoire que vous nous avez remis il y a quelque temps, vous dites que l'endettement des propriétaires fonciers juifs est de 14 millions de £P. et je crois comprendre que, dans une large mesure, peut-être dans la plus large mesure, les dettes ont été contractées vis-à-vis des organisations juives et que peut-être elles seront annulées dans une large mesure.

M. MIKUNIS: Dans notre mémoire, nous donnons le chiffre de 14 millions de £P. pour les seules colonies communautaires juives. Comme il n'y a pas de statistiques pour les fermiers et les paysans arabes, ce n'est que d'après la dette juive que nous estimons l'importance des sommes que doivent les paysans arabes aux usuriers ou aux propriétaires ou aux banques.

Le PRÉSIDENT: Mais, pendant la guerre, les paysans arabes n'ont-ils pas d'une façon générale réalisé de grands profits et remboursé leurs dettes ?

M. MIKUNIS: Il s'est passé ceci pendant la guerre que ceux des paysans et fermiers très pauvres qui ne pouvaient pas continuer à vivre sur leur ferme, sont partis chercher un emploi

dans les camps militaires, et que d'une façon générale, pendant la guerre, ce sont certaines couches de la population des villages qui se sont enrichies. Cela ne signifie pas, toutefois, que ces paysans pourraient payer toutes leurs dettes ou même la moitié de leurs dettes, si nous en jugeons en nous référant au cas des colonies communautaires juives qui, pendant la guerre, n'ont pas pu payer même 50 ou 55 pour 100 de leurs dettes.

Le PRÉSIDENT: Pour ce qui est des colonies juives, nous pouvons le comprendre, parce qu'on nous a dit qu'elles ont payé la terre des prix très élevés; mais les Arabes qui étaient propriétaires de la terre, n'ont pas, je le suppose, payé ces prix élevés ?

M. MIKUNIS: Non. Les dettes des colonies communautaires juives ne proviennent pas du prix élevé de la terre. Elles ont, dans la plupart des cas, reçu leurs terres du Fonds national juif pour 99 ans et elles les ont payées très bon marché. Leurs dettes proviennent du système économique que le Gouvernement britannique a introduit dans ce pays. Ce système implique le prix élevé des matières premières nécessaires, l'inflation et le régime des trusts. C'est là qu'il faut chercher les causes de toutes les lourdes dettes contractées par les Arabes aussi bien que par les Juifs.

Le PRÉSIDENT: Pour en venir maintenant à une autre question: pensez-vous qu'on devrait favoriser l'immigration juive et qu'elle devrait continuer ?

M. MIKUNIS: Dans mon exposé, j'ai parlé du problème de l'immigration juive et j'ai surtout parlé de la question brûlante qui se pose aujourd'hui, et du besoin urgent de résoudre le problème des victimes juives du fascisme, réunies dans des camps de personnes déplacées. J'ai montré que l'Organisation des Nations Unies devait se préoccuper de fermer les camps, de les liquider et d'exaucer le désir des Juifs déplacés d'émigrer dans d'autres pays, de leur permettre d'émigrer vers d'autres pays, y compris la Palestine, en tenant compte de leurs liens familiaux, puisqu'il y a beaucoup de Juifs qui ont des parents en Palestine. Voilà comment nous envisageons cette question aujourd'hui.

Le PRÉSIDENT: Quelle est, à votre avis, la réaction du côté arabe en ce qui concerne une augmentation de l'immigration juive.

M. MIKUNIS: Je pense qu'au cours de ces dernières années, les Arabes ont mieux compris quelle est la question essentielle pour la Palestine. Ils savent que c'est l'indépendance du pays, et mes camarades vous ont, pour leur part, démontré que, pendant ces 20 dernières années,

de nombreux cercles et leaders arabes avaient compris que le problème principal pour la Palestine n'est pas l'immigration, dont l'impérialisme se sert pour diviser afin de régner, mais le combat pour l'indépendance du pays, parce qu'il est tout à fait normal que dans un pays libre et indépendant où vivent deux peuples ayant des droits égaux, ces deux peuples soient désireux de résoudre tous leurs problèmes, y compris les problèmes que pose l'immigration, comme le font les autres peuples libres.

Pour en revenir aux terribles souffrances des Juifs en Europe, nous pensons, nous sommes certains que, (si l'on ne transforme pas cette question en problème palestinien de premier plan, comme de nombreux milieux réactionnaires ont intérêt à le faire), la Palestine elle-même n'y verra qu'une question normale qu'elle contribuera à résoudre, et, du côté arabe, il n'y aura aucune difficulté.

Le PRÉSIDENT: Si l'on formait ici, immédiatement, un Etat palestinien indépendant, selon les principes démocratiques ordinaires, je suppose que la première question qui se poserait serait la question de l'immigration. Quelle décision pensez-vous qu'on prendrait dans cet Etat si les Arabes y avaient la majorité ?

M. MIKUNIS: Je suis certain que la préoccupation d'une Palestine libre et indépendante sera avant tout de garantir cette indépendance et cette démocratie. La première préoccupation des peuples de la Palestine sera d'établir un régime propre à protéger cette Palestine indépendante et démocratique contre toute intervention étrangère. Nous sommes certains également, en fonction des faits antérieurs que nous vous avons signalés, que les Juifs et les Arabes n'éprouveront pas de difficulté à régler les questions essentielles communes qui se posent en Palestine, qu'ils régleront aussi sur une base démocratique et équitable le problème de l'immigration et qu'une Palestine libre et deux peuples libres offriront un refuge aux victimes du fascisme et des autres persécutions comme les autres pays libres et les autres peuples libres du monde.

Le PRÉSIDENT: L'opinion que vous exprimez est bien inspirée par ce que vous savez des opinions qui prévalent actuellement en Palestine ? Vous pensez que les Arabes voteraient en faveur de l'immigration juive ?

M. MIKUNIS: Nous savons que les Arabes luttent pour l'indépendance de la Palestine et nous savons que les Juifs luttent pour l'indépendance de la Palestine. Nous savons, en outre, que deux peuples libres dans un Etat indépendant trouveront comme d'autres peuples, — et notre peuple n'est pas pire que les autres, — que nos peuples, dis-je, trouveront une forme com-

mune de coopération et une manière de résoudre tous les problèmes qui les concernent en Palestine.

Le PRÉSIDENT: Par conséquent, il n'est pas exact que les Arabes soient hostiles à l'immigration ?

M. VILNER: Je voudrais ajouter quelque chose à cette question, et, si mon anglais n'est pas très bon ou, si plutôt, il est mauvais, vous voudrez bien m'excuser.

D'abord, dans nos propositions, nous n'avons pas suggéré la création d'une Palestine démocratique indépendante, mais bien d'une Palestine indépendante et démocratique, basée sur la reconnaissance de l'existence de deux peuples en Palestine, de deux peuples ayant des droits égaux. Qu'est-ce que cela signifie ? Que quelle que soit la forme constitutionnelle adoptée pour la structure future de la Palestine, les deux peuples auront le même droit de résoudre les problèmes palestiniens. En d'autres termes, nous supposons que la situation actuelle en Palestine n'est pas ce qu'elle était avant la guerre. Dans nos exposés, nous avons souligné que les Arabes comme les Juifs étaient prêts à conclure un accord, étaient prêts à collaborer entre eux et ces bonnes dispositions se marqueront également, entr'autres questions, à propos de la question de l'immigration.

En second lieu, la question de l'immigration n'a jamais été une question distincte des autres problèmes palestiniens. Je n'ai jamais entendu dire que les Arabes fussent opposés à l'immigration en tant que telle. Je n'ai jamais entendu rien de cet ordre. Ils étaient opposés à l'immigration pour des raisons politiques. Il n'y a pas de question de l'immigration distincte des autres questions. C'est une question politique liée aux questions politiques d'indépendance, d'égalité des droits et d'élimination de l'intervention étrangère. Nous sommes persuadés que, comme l'expérience nous l'a aussi appris, — je veux parler des négociations qui ont eu lieu entre M. Magnes et les leaders arabes et d'autres tentatives, — nous sommes certains, dis-je, que dans le passé, seule l'intervention étrangère a rendu si difficile la question de l'immigration, mais, dans des conditions nouvelles, cette question ne sera pas un obstacle à l'indépendance ou à la collaboration entre les deux peuples. C'est une question politique qui est étroitement liée à tous les problèmes palestiniens.

Le PRÉSIDENT: Mais croyez-vous pouvoir séparer cet aspect politique de la question de ses autres aspects ?

M. VILNER: Je n'ai pas dit que nous pouvions la séparer. J'ai dit que nous ne pouvions pas séparer cette question. Elle comporte une solu-

tion commune, que les Juifs et les Arabes trouveront; la question de l'immigration peut être résolue et le sera.

Le PRÉSIDENT: Mais si vous vous trompez dans votre supposition et si les Arabes continuent à s'opposer à l'immigration comme ils l'ont fait jusqu'à présent; si, d'autre part, (comme vous le présumez), dans l'Etat démocratique qui serait formé les Juifs et les Arabes avaient des droits égaux, qui trancherait alors la question. Ne se trouverait-on pas dans une impasse ?

M. VILNER: Non. Nous pensons que les Arabes comme les Juifs veulent être indépendants et qu'ils s'opposent les uns et les autres à toute immixtion étrangère dans une question quelconque. Ils n'ont et n'auront aucun intérêt à l'intervention d'une administration étrangère. Comme je l'ai déjà dit, on peut trouver une solution à la question de l'immigration, basée sur l'indépendance de la Palestine qui protégera les véritables et légitimes aspirations ethniques des deux peuples. Bien entendu, on ne saurait résoudre la question de l'immigration en dehors du problème de l'indépendance. Mais comme nous l'avons proposé, après que l'Organisation des Nations Unies se sera prononcée sur la fin du Mandat, l'accord des deux peuples créera, par lui-même et de lui-même, une nouvelle situation en Palestine. Les masses sauront qu'à partir de ce moment-là, elles n'auront plus à subir d'intervention étrangère. Alors, le problème sera pour elles soit d'appeler de nouveau les impérialistes étrangers, soit de résoudre elles-mêmes, leurs problèmes. Nous sommes sûrs qu'elles décideront de résoudre elles-mêmes leurs problèmes. On a parlé souvent de balkanisation. On entendait par là une lutte entre les peuples des Etats balkaniques. Or, toutes les questions délicates ont été et sont résolues. Je pense qu'il en sera de même en Palestine.

Le PRÉSIDENT: Mais je dois faire remarquer que j'ai posé toutes mes questions en partant de l'hypothèse qu'il y aurait une Palestine libre et indépendante et qu'on établirait ici un Etat libre et démocratique. Je suppose aussi qu'il n'y aura pas d'intervention extérieure dans la vie de votre Etat. Par conséquent, ma question reste posée, et, si je vous comprends bien, vous voulez dire que les Juifs et les Arabes pourraient se mettre d'accord au sujet de l'immigration; est-ce exact ?

M. VILNER: Oui, je le pense. En fait, j'en suis sûr.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Monsieur le Président, si je comprends bien l'orateur, il désire que le nouvel Etat, après sa formation, tranche la question de l'immigration.

Le PRÉSIDENT: C'est ainsi que je l'ai compris.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Est-il exact qu'il désire qu'après son établissement, le nouvel Etat tranche la question de l'immigration ?

M. VILNER: C'est exact, mais ce n'est qu'une partie de la question. Nous avons souligné que nous considérons comme particulièrement urgent que l'Organisation des Nations Unies résolve immédiatement le problème des Juifs déplacés, sur la base d'accords internationaux prévoyant l'immigration de ceux qui désirent immigrer dans des pays nouveaux, y compris la Palestine.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Voulez-vous être assez aimable pour nous dire si, quand vous employez les mots "égalité de droits", vous entendez par là "égalité de votes" pour les Arabes et les Juifs. Je ne comprends pas les mots "droits égaux". Est-ce que tous les droits et toutes les libertés civiles seraient garantis aux Arabes et aux Juifs sans tenir compte, dans le vote, d'une différence numérique quelconque ? Je ne comprends pas ce que vous entendez par les mots "droits égaux" pour les Juifs et les Arabes.

M. VILNER: Par droits égaux j'entends deux choses: "droits égaux" pour tous les citoyens et "droits égaux" pour les deux peuples.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Egalité numérique ?

M. VILNER: Ce n'est pas une question de nombres, c'est une question de droits. Je pense que la constitution peut revêtir telle ou telle forme. Nous pensons que c'est après que l'Organisation des Nations Unies aura décidé de mettre fin à la domination britannique, que la question de l'établissement d'une constitution détaillée se posera. Les principes que nous avons formulés dans nos déclarations et dans le mémoire sont ceux d'égalité des droits civiques de tous les citoyens et d'égalité des droits ethniques pour les deux peuples en tant que tels. Dans les conditions qui prévalent actuellement en Palestine, —conditions qui, nous l'avons fait remarquer, sont particulières,—la constitution peut revêtir différentes formes. Nous ne pouvons pas trouver d'exemple dans d'autres pays.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Etant donné que nous constatons qu'actuellement les deux communautés juive et arabe ne sont pas égales en nombre, que devrions-nous, selon vous, recommander à l'Assemblée des Nations Unies, en ce qui concerne la forme du gouvernement, devrait-il y avoir ou non parité, égalité des droits et même nombre de voix ?

M. VILNER: D'après notre proposition, les peuples doivent avoir des droits égaux sans qu'on prenne en considération le nombre des individus qui les composent.

Le PRÉSIDENT: Sauf erreur, vous nous avez dit, dans votre déclaration, que vous pensez qu'on devrait établir une sorte d'Etat bi-national ou fédéral, est-ce exact ?

M. VILNER: Je pourrais peut-être ajouter quelques paroles à ma déclaration pour la rendre plus claire. Nous nous prononçons en faveur d'une solution qui garantira aux deux peuples et au pays, une indépendance complète, le maximum d'entente et le maximum d'unité. Notre parti préconise une solution unitaire "bi-nationale", mais dans des conditions de pleine indépendance. Une solution fédérative, acceptée par les deux peuples de Palestine, donnera aussi satisfaction, à notre avis, à leurs intérêts communs et à leurs aspirations nationales. Je pense que cela est tout à fait clair.

Le PRÉSIDENT: Lorsque vous parlez d'égalité des droits entre les deux groupes, je pense que vous devez envisager la possibilité de voir se produire, même dans un Etat palestinien indépendant, des divergences d'opinion sur les problèmes à résoudre. Dans cet Etat où les deux parties auraient des droits égaux, qui trancherait en cas de divergences d'opinion ?

M. VILNER: Je pense que les membres de cet Etat décideraient par eux-mêmes. Le problème serait pour eux soit de demander à une puissance étrangère de décider, soit de résoudre eux-mêmes leurs différends. Et je pense qu'aucun Arabe, aucun Juif ne souhaiterait une intervention étrangère, militaire et policière, du genre de celle qu'il a connue et qu'il connaît encore maintenant.

Le PRÉSIDENT: Mais actuellement, notre discussion est uniquement basée sur l'hypothèse de l'indépendance de la Palestine, de l'absence de puissance mandataire étrangère ou de toute chose de ce genre. Pensez-vous qu'il y aurait désaccord entre les deux groupes ?

M. VILNER: Je pense qu'il y aurait aussi d'autres dissensions entre les employeurs, les ouvriers, etc.; il n'y aurait pas seulement des dissensions d'origine ethnique. Toutes les difficultés seront résolues par le peuple, par les institutions du pays. En d'autres termes, nous supposons, nous sommes certains que des deux éventualités devant lesquelles nous nous trouverons, la domination étrangère ou la solution des problèmes par le peuple lui-même, personne ne voudra de la domination étrangère. Le peuple trouvera une manière de résoudre la difficulté. Nous demandons à l'Organisation des Nations Unies de nous donner la possibilité d'essayer; permettez aux peuples de Palestine d'être libre. Proclamez la suppression du Mandat. Déclarez que les troupes doivent quitter le pays. Ensuite, demandez aux représentants nouvellement élus de ces peuples de conclure un accord, bien entendu un accord sur la constitution et sur les difficultés

particulières à un Etat palestinien indépendant. Dans ces conditions, et sous réserve que l'intervention étrangère soit supprimée et terminée, la compréhension et la coopération judéo-arabe assureront l'indépendance de la Palestine.

M. ENTEZAM (Iran) (interprétation du français): Monsieur le Président, ma question est du genre de celle qui a été posée ici. Je vois dans le discours de M. Mikunis que les communistes ne sont pas favorables à un partage de la Palestine, qu'ils ont proposé un Etat "bi-unitaire". Monsieur le Président, vous avez, ainsi que Sir Abdur Rahman, posé la même question. Bien entendu, je comprends quelle est votre idée, M. Mikunis, vous voulez mettre fin au Mandat et vous voulez créer une Palestine indépendante qui ne serait soumise à aucune influence étrangère. Supposons, par exemple, que nous résolvions le problème de cette façon, qu'il n'y ait plus de mandat en Palestine et que la Palestine soit indépendante, vous vous trouveriez alors en présence du problème que poserait l'établissement d'un gouvernement et, comme vous le dites, d'un gouvernement "démocratique". Si vous n'aviez pas dit que vous vouliez l'égalité des droits, je comprendrais votre proposition, parce que vous vous trouveriez alors en présence de la tâche consistant à trouver pour ce pays une forme de gouvernement. Mais vous avez préjugé le cas. Vous avez déjà décidé quelle forme de gouvernement vous vouliez. Vous avez dit que vous désiriez un gouvernement démocratique et une Palestine indépendante avec égalité des droits pour les Juifs et les Arabes. Or, si vous voulez un Etat où règne l'égalité, cela suppose des problèmes de majorité et de minorité et le principe d'une règle de la majorité et de la minorité, et vous devez l'accepter. Si vous ne l'acceptez pas, et vous vous êtes borné à dire que vous vouliez l'égalité des droits sur la base de droits égaux pour les Juifs et les Arabes, alors vous aboutirez à un Etat "bi-national". Si telle est bien votre solution, vous devez alors trouver une solution quelconque pour les problèmes à propos desquels on n'arrivera pas à un accord au sein de cet Etat bi-national. Cependant, je ne souhaite pas poursuivre plus avant l'examen de ce problème. D'une manière générale, je puis dire que je considère votre proposition avec sympathie. Mais j'aimerais vous poser la question suivante: qu'entendez-vous par "droits égaux" et comment pensez-vous trouver une solution aux problèmes sur lesquels il se peut qu'il y ait divergence d'opinions et désaccord au sein de l'Etat bi-national que vous avez proposé ? Comment concilierez-vous les idées d'égalité des droits et le principe majoritaire ?

M. MIKUNIS: Ce qui caractérise notre programme, c'est qu'il s'inspire exactement des réalités de ce pays. Vous nous écoutez après avoir visité le pays et vous avez dû remarquer

que la Palestine ne pose pas le problème de l'importance numérique d'une minorité ou d'une majorité. Vous pouvez constater que les Juifs et les Arabes ont beaucoup fait pour le développement économique et culturel de ce pays. Cela signifie qu'il ne s'est jamais agi de la domination du pays, ni de la domination d'une minorité particulière, par une nation; au contraire, vous avez pu voir deux peuples qui travaillent, qui essaient de construire leurs foyers. Oui, et cela signifie que notre programme, lorsqu'il parle de deux peuples dotés en Palestine de droits égaux, s'inspire des réalités de ce pays. Vous pensez à une majorité et à une minorité. Mais le problème palestinien n'est pas un problème de majorité et de minorité. Les forces réactionnaires ont intérêt à se servir de cette question pour leur domination. Le mot d'ordre de l'Agence juive qui veut faire de la Palestine tout entière un Etat juif est certainement un mot d'ordre de domination d'un peuple par un autre. Le programme du Haut Comité arabe qui veut établir un Etat national, c'est-à-dire un Etat arabo-palestinien où les Juifs de Palestine auraient des droits, implique aussi un mot d'ordre de domination d'un peuple par un autre peuple. Dans l'intérêt des peuples et dans l'intérêt de la paix, nous voulons éviter une telle solution de domination d'un peuple par un autre. C'est pourquoi, nous nous inspirons d'un point de vue démocratique et juste, et nous prenons en considération la situation concrète en Palestine, — pays où coexistent deux peuples également essentiels à son développement et son avenir, — pour fonder notre programme sur le principe que l'Etat doit être ici un Etat "bi-unitaire". Que signifie l'expression, "Etat bi-unitaire"? Elle veut dire un Etat unique, non divisé, comprenant les deux peuples, ou deux peuples, ayant des droits égaux. Nous n'abordons pas cette question du point de vue arithmétique. Il ne s'agit pas ici d'une question arithmétique de données telles qu'au moment où nous serons parvenus à l'indépendance, le scrutin fera apparaître une majorité arabe et une minorité juive. Si l'on aborde la question du point de vue arithmétique, on arrive à la conclusion que la majorité dominera la minorité. Cela signifie qu'on en revient au point où on en était il y a trente ans. Nous voulons en finir avec cette question de l'intervention étrangère pour finir avec les conditions qui règnent actuellement en Palestine et que vous avez constatées, et que nous avons constatées pendant ces trente dernières années. Pour en finir avec cette souffrance, nous arrivons à la conclusion que la Palestine ne doit pas être partagée. La Palestine doit être un Etat un et démocratique. La Palestine est habitée par deux peuples qui contribuent grandement au développement actuel du pays et, nous l'espérons, à son développement futur. Et c'est pourquoi les deux peuples ne peuvent se contenter d'habiter la Palestine, mais doivent aussi la gouverner comme

des peuples jouissant de droits égaux pour leur développement culturel, leur développement économique commun et leur développement national. L'égalité des droits et l'égalité des possibilités doivent nous permettre d'élever le niveau de vie des masses arabes jusqu'à celui des masses juives pour qu'ils marchent ensemble comme des peuples égaux vers un avenir meilleur et plus prospère. C'est pourquoi lorsque nous présentons un programme prévoyant une Palestine une gouvernée par deux peuples, nous disons que ce programme s'inspire des réalités palestiniennes. Il élimine la possibilité d'une domination d'un peuple par un autre. Il élimine la possibilité d'une intervention étrangère. Et nous sommes certains, comme je vous l'ai déjà dit, que les peuples arabe et juif ne sont en tout cas pas pires que les autres peuples. Il y avait des troubles en Yougoslavie et des massacres de populations à cause de l'intervention étrangère et par la faute des réactionnaires; les classes sociales qui favorisaient cette intervention gouvernaient le pays. Mais, quand tous les habitants se sont trouvés en présence du danger d'une occupation par l'Allemagne nazie, ils se sont unis et ont combattu ensemble pour leur avenir. Ils ont ainsi établi les conditions de leur vie commune. Dans le cas de ces populations, vous n'entendez pas parler de divergences. Pourquoi? Parce que, comme il y a quatre ou cinq peuples, quatre ou cinq régions autonomes en Yougoslavie, la constitution démocratique s'inspire partout des mêmes principes et assure l'égalité des droits de tous les peuples, qu'ils soient grands ou petits, pauvres ou riches, éclairés ou non. Ce n'est pas une question de dimension. Ce n'est pas une question de nombres.

Les principes démocratiques comportent l'égalité des droits pour tous les peuples. C'est pourquoi, pour arriver à une solution réalisant l'indépendance de la Palestine, nous ne devons pas aborder la question du point de vue arithmétique, mais en partant des réalités de ce pays. Et les réalités sont qu'il y a un pays et deux peuples égaux. Ce n'est pas une question de nombres.

Ces deux peuples doivent gouverner le pays de concert. Et je pense que la libération, l'indépendance et la possibilité qui sera donnée à ces peuples de se gouverner, l'emporteront sur tout différend qui pourrait naître entre Juifs et Arabes. Je vais vous dire un autre secret que vous connaissez bien. Si, au sein du Parlement, certains s'efforcent de continuer à diviser les Juifs et les Arabes, les masses juives et arabes sauront trouver le moyen d'intervenir et de révoquer ces soi-disants représentants, de les remplacer par des représentants démocratiques populaires qui comprendront et qui trouveront à tous les différends des solutions appropriées et équitables afin de maintenir l'Etat démocratique et indépendant de Palestine.

Le PRÉSIDENT: Pensez-vous à un système de parti unique ?

M. MIKUNIS: Non, nous sommes contre le système du parti unique. Nous sommes pour un Etat démocratique qui réponde aux réalités du pays.

M. ENTEZAM (Iran) (retraduction de l'interprétation anglaise du texte français): M. le Président, après cette explication, je pense, sauf erreur, que ce que les communistes entendent par égalité des droits c'est, pour les deux peuples du pays, le pouvoir égal de réaliser leurs aspirations nationales, et non l'égalité des droits pour la participation au Gouvernement. De la sorte, si l'on établit un gouvernement démocratique dans ce pays, ils espèrent que les Juifs et les Arabes collaboreront sur cette base sans que l'arithmétique ait à intervenir. Je le répète, ce qu'ils entendent par égalité des droits est selon toute apparence le pouvoir égal de réaliser des aspirations nationales et non pas des droits égaux pour la participation au Gouvernement.

Le PRÉSIDENT: Nous ne soutenons pas une opinion opposée à la vôtre. Nous voulons seulement éclaircir un point particulier de vos propositions. Je pense, par exemple, à la possibilité d'une division du Parlement sur une question, que ce soit la question de l'immigration ou une autre question. Le Parlement, je suppose, devrait compter, selon vous, un nombre égal de représentants des communautés juives et des communautés arabes. Ai-je raison ? Est-ce bien cela que vous entendez ?

M. MIKUNIS: Non, nous pensons à un Parlement basé sur la représentation proportionnelle et non pas sur les communautés.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je voudrais demander une simple explication. A supposer que la Constitution garantisse les droits civils et religieux, le Gouvernement n'en devrait pas moins être entre les mains de certaines personnes. Comment seront-elles élues ? Doivent-elles être en nombres égaux ?

M. MIKUNIS: Je ne comprends pas très bien.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): A supposer que la Constitution que nous recommandons aux Nations Unies, garantisse les droits civils et religieux, il n'en restera pas moins qu'il faudra constituer un Gouvernement. Comment seront élues les personnes qui composeront ce Gouvernement ? Devront-elles être élues en nombre égal par les deux communautés ou devront-elles être élues par une majorité et une minorité ?

M. MIKUNIS: De nouveau, vous faites intervenir une question de majorité et de minorité. Notre plan prend en considération la garantie non seulement des droits civils et religieux et de la liberté, mais aussi la garantie des droits nationaux pour ces peuples. La question de savoir

comment le Gouvernement sera formé est une question qui appartient à l'avenir, au proche avenir. Le Gouvernement ne doit pas nécessairement être établi sur la base de la parité des Juifs et des Arabes. L'histoire de ces dernières années nous montre que la parité n'existe pas dans un pays qui conquiert son indépendance. Mais c'est le peuple qui est la garantie de l'égalité et des droits religieux, civils et nationaux. Les forces démocratiques de la plupart des peuples ont intérêt à conserver leur indépendance, mais pendant ces trente dernières années, le Gouvernement britannique a déployé des efforts très énergiques pour dresser des obstacles sur la route des forces démocratiques de Palestine. Et cependant, il a été possible aux Arabes et aux Juifs d'utiliser des conditions favorables pour faire des grèves et des démonstrations communes, et ces démonstrations sont devenues plus vigoureuses au cours des deux dernières années grâce à la conscience de plus en plus nette de leurs intérêts que l'expérience acquise pendant les vingt-cinq ans d'entre les deux guerres a donnée aux masses arabes et juives.

Si nous étions indépendants, si l'administration étrangère n'intervenait pas, nous sommes certains que les forces démocratiques des Arabes et des Juifs trouveraient la meilleure façon, la façon la plus favorable aux intérêts du peuple, de constituer le parlement, de créer un gouvernement et une assemblée constituante qui esquisserait la première Constitution du premier Etat palestinien indépendant et démocratique. Tout sera décidé en tenant compte des conditions qui règnent en Palestine. Comme nous l'avons déjà souligné, et comme nous le faisons maintenant encore, le peuple de Palestine ne voudra jamais sacrifier son indépendance, laisser passer une occasion historique de devenir un Etat démocratique et indépendant parce que des différends peuvent surgir au cours des premiers temps de l'établissement d'une Palestine indépendante. L'histoire, l'évolution de différents pays au cours de ces dernières années, nous donnent l'absolue certitude que, lorsque vous nous donnerez la possibilité de mettre fin au mandat, de faire évacuer la Palestine par les troupes qui s'y trouvent, nos deux peuples montreront qu'ils sont mûrs pour faire partie de cet Etat indépendant et démocratique et qu'ils trouveront une manière personnelle, qui sera la meilleure, d'arriver à la solution de tous leurs problèmes et de tous leurs différends.

Le PRÉSIDENT: Il est deux heures maintenant et nous reprendrons demain nos questions. Je vous serais reconnaissant de bien vouloir vous trouver ici demain.

La séance est suspendue jusqu'à demain matin 9 heures.

La séance est levée à 14 h. 05

PROCES-VERBAL DE LA TRENTIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le lundi 14 juillet 1947 à 9 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La trentième séance est ouverte.

L'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui contient trois points: audition publique des représentants du parti communiste du Comité central de la Palestine, audition publique des représentants de l'Association Ihud (Union) audition publique des représentants du Conseil (Waad Hair) de la communauté israélite Ashkenasite. Pour des raisons particulières, nous devons modifier l'ordre dans lequel les représentants seront entendus pour que ceux de l'Association Ihud puissent parler en premier.

Pouvons-nous adopter cet ordre du jour avec la modification proposée ?

(Pas d'objection)

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté.

Les orateurs de l'Ihud sont, je crois, M. Magnes et M. Rainer. Je demande à M. Magnes et à M. Rainer, de vouloir bien prendre place parmi nous.

M. Magnes et M. Rainer prennent place à la table de la Commission.

M. MAGNES: M. le Président, Messieurs, je tiens tout d'abord à vous présenter les excuses de M. Smilansky qui devait venir prendre la parole devant vous. Il vous avait adressé un memorandum sur le problème foncier de la Palestine. Malheureusement, sa santé ne lui permet pas de venir.

Je désire également vous présenter M. Rainer qui a été, pendant vingt-cinq ans, l'un des ingénieurs en chef du Département des Travaux publics de Palestine et M. Gabriel Stern, éditeur du "Hebrew Monthly" publié par l'Association Ihud.

Je n'avais pas pensé qu'il me faudrait faire un exposé préliminaire. J'avais prévu que la plus grande partie du temps qui nous était accordé serait consacrée à répondre aux questions suggérées par la lecture des documents que nous vous avons transmis. Puisque, d'après la méthode que vous avez instituée, il semble que notre déposition doit débiter par un exposé, j'ai préparé ces jours derniers une note qui, je pense, vous a été remise et qui constitue en quelque sorte un résumé des observations que je voudrais faire et qui pourrait servir d'introduction au sujet dont je voudrais vous entretenir. J'espère donc que vous me pardonnerez de n'avoir pas mis par écrit le détail de ces observations; ce qui vous aurait permis de les suivre plus facilement.

A notre avis, la collaboration entre les Arabes et les Juifs n'est pas seulement indispensable au maintien de la paix dans cette partie du monde, mais elle est également réalisable. Nous basant sur l'expérience des 25 dernières années, nous prétendons que cette collaboration n'a jamais constitué la fin essentielle de la politique des autorités compétentes, qu'il s'agisse de la Puissance mandataire, de l'Agence Juive ou des autorités arabes. Nous voyons là la plus grande faute qui ait été commise au cours de cette période. Les relations entre les Arabes et les Juifs constituent le principal problème politique à résoudre. Certains s'efforceront peut être de ne pas aborder ce problème en insistant sur d'autres aspects très importants, mais c'est là le point crucial de la question et il faut l'envisager courageusement et intelligemment en tenant compte de l'expérience des 25 dernières années.

La Palestine constitue une entité sui generis et personne ne peut prétendre y trouver tout ce qu'il désire. Dans toute l'histoire de la Palestine, personne n'a jamais pu avoir tout ce qu'il désire. La Palestine n'est pas uniquement une terre israélite; elle n'est pas uniquement une terre arabe. Entre autres choses, la Palestine est la Terre Sainte de trois grandes religions monothéistes. Les Arabes ont, en Palestine, beaucoup de droits naturels. Il y sont installés depuis des siècles; leurs ancêtres y sont enterrés; on y trouve partout des souvenirs de la culture arabe; la Mosquée d'Aksa est la troisième mosquée sacrée de l'Islam; celle d'Omar est l'un des chefs-d'œuvre architecturaux du monde musulman; les Arabes ont cultivé la terre pendant des siècles; ils ont en Palestine, comme nous venons de le dire, beaucoup de droits naturels.

Les Juifs, d'autre part, ont, en Palestine, beaucoup de droits historiques. Nous n'avons jamais oublié ce pays. "Si je t'oublie, ô Jérusalem, que

ma main droite périsse". Cette phrase est sur les lèvres de nos enfants d'une génération à l'autre. La Bible a été rédigée ici même, dans cette ville, par nos ancêtres, et, depuis ce temps jusqu'à l'heure présente, le peuple juif a chanté des cantiques, murmuré des prières, accompli des voyages, ressenti de grandes émotions, prouvant ainsi que cette Terre Sainte est restée gravée dans son cœur tout au long des siècles.

De plus, depuis qu'ils sont retournés à Sion, depuis plus d'une génération, les Israélites ont bâti, par leurs sacrifices, par leurs connaissances scientifiques, par leur amour de la terre, par leurs espérances en l'avenir du pays, un foyer national dont ils peuvent être fiers à bien des égards. Cet effort leur a donné également une sorte de droits qu'il ne faut pas mépriser.

Nous avons donc, d'une part, les droits naturels des Arabes et, d'autre part, les droits historiques des Juifs. Il s'agit donc de trouver un compromis honorable et raisonnable. Nous savons qu'il existe des gens qui repoussent l'idée même de compromis. Pourtant un problème aussi compliqué ne peut être résolu que par un compromis raisonnable, et réalisable pratiquement.

Nous sommes pleinement d'accord avec la recommandation n° 3 du rapport de la Commission d'enquête anglo-américaine. Permettez-moi de vous en lire ce passage: "La Palestine ne doit être ni un Etat juif ni un Etat arabe", mais "un pays dans lequel les aspirations nationales légitimes des Juifs aussi bien que des Arabes peuvent être conciliées sans que l'une des parties puisse craindre la domination de l'autre. A notre avis, aucune forme de constitution dans laquelle les décisions dépendraient d'une simple majorité numérique ne peut permettre de réaliser cette condition". Permettez-moi d'insister sur le fait que cette Commission déclare qu'aucune forme de constitution dans laquelle les décisions dépendraient d'une simple majorité numérique ne peut résoudre ce problème "étant donné que c'est justement cette lutte pour une majorité numérique qui empoisonne les relations entre Arabes et Juifs. Afin d'assurer une véritable autonomie aux communautés arabes et juives, il faut que la constitution elle-même rende inutile cette lutte"— c'est-à-dire la lutte pour une majorité numérique.

Malheureusement la Commission anglo-américaine n'a pas défini les grandes lignes d'une telle constitution. C'est, à notre avis, le point le plus faible de son rapport dont nous adoptons entièrement, dans l'ensemble, les recommandations. Nous nous efforçons d'esquisser les grandes lignes d'une constitution valable pour la Palestine dans laquelle la simple majorité numérique ne constituera pas l'élément décisif. Nous proposons que la Palestine devienne un pays à double nationalité, composé de deux groupes

ethniques égaux, les Juifs et les Arabes, et dans lequel chaque groupe ethnique jouirait de pouvoirs politiques égaux, sans qu'il soit question de majorité ou de minorité. Nous avons donné à ce système le nom de "parité politique".

Il est vrai que le principe de la majorité constitue la règle reconnue dans les pays où n'existe qu'un seul groupe ethnique, comme par exemple, aux Etats-Unis. Mais ce principe n'est pas appliqué de façon universelle dans les pays comprenant plusieurs groupes ethniques, tels que la Belgique, le Canada, la Russie soviétique, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, où l'égalité des droits nationaux fondamentaux des différents groupes ethniques dont se compose le pays est protégée contre les décisions de la majorité. Il ne conviendrait donc pas de tenter d'appliquer à un pays tel que la Palestine le principe de la majorité comme il est appliqué dans les pays occidentaux. Le principe de la double nationalité fondé sur la parité est relativement nouveau. Il assure une protection pleine et entière aux différentes croyances des populations, aux langues, aux traditions, aux institutions nationales, tout en garantissant un loyalisme total à l'égard du régime politique. L'exemple de la Suisse prouve qu'un tel régime est viable, il n'y a là rien de nouveau puisque ce régime est vieux de plus d'un siècle. Il existe, en Suisse, trois ou quatre groupes ethniques de base. Il n'y a, dans les vingt-deux cantons, aucune rivalité de religion, de langue ou de nationalité. Certains de ces cantons sont eux-mêmes subdivisés. On peut constater en Suisse le résultat d'une grande expérience qui se poursuit depuis plus de cent ans, où trois nationalités distinctes gardent jalousement leurs propres traditions tout en gardant leur fidélité au régime politique.

Nous prétendons que le régime de pluri-nationalités constitue un idéal très élevé. Ce n'est pas là un simple expédient inventé pour répondre à une situation déterminée. L'ancien procédé qui consistait à faire co-exister des minorités au sein de la population principale d'un pays à plusieurs groupes ethniques est à notre avis une méthode réactionnaire. Il ne conviendrait pas de faire vivre ensemble une population dominante et une population dominée. Un tel système provoque des frictions constantes; la révolution, la guerre. Nous prétendons que la parité est la seule relation normale qui puisse exister entre les différentes nationalités d'un état poly-ethnique.

Il n'est pas toujours facile d'organiser un état comprenant deux ou plusieurs groupes ethniques. Dans le cas de la Palestine, il faudra que toutes les populations intéressées abandonnent certaines prétentions. Quelles concessions les Arabes devront-ils faire? Ils devront abandonner leur ambition de créer en Palestine un état souverain indépendant dont les ressortissants

auraient une seule nationalité. D'autres états arabes présentent ce caractère. Toutefois, en abondonnant cette grande ambition, qui est tout à fait naturelle et compréhensible, ils obtiendraient le maximum de libertés nationales dans une Palestine comportant deux groupes ethniques, à égalité avec leurs concitoyens juifs.

Quelles concessions les Juifs devraient-ils faire ? Ils devraient abandonner leur rêve d'un Etat juif souverain indépendant, dont les ressortissants jouiraient d'une seule nationalité. Cela représente une grande concession. La Palestine est le seul pays dans lequel un tel abandon soit concevable. Toutefois, une Palestine à double nationalité fondée sur la parité entre les deux groupes ethniques, donnerait aux Juifs ce qu'ils ne trouvent pas ailleurs. Ils constitueraient ainsi l'un des éléments du pays. Ils ne seraient pas considérés comme une minorité, car, dans un état à double nationalité basée sur la parité, il n'existe pas, politiquement parlant, de majorité et de minorité.

Nous avons pu constater que les garanties accordées par le traité de Versailles aux minorités se sont partout effondrées. Les minorités ne peuvent être protégées que par le système de la parité et la cause juive en Palestine peut être protégée dans ce pays grâce au principe de la double nationalité garantissant l'égalité entre les deux groupes ethniques, de telle sorte qu'il n'existe en Palestine ni minorité, ni majorité, et que les Juifs puissent aussi bénéficier de tous les droits nationaux à égalité avec leurs concitoyens arabes.

Les Juifs devraient faire encore une autre concession, qui présente une certaine gravité et qu'il faut étudier avec attention. S'il existait un état juif, cet état devrait sans doute être représenté au sein des Nations Unies. Il y a là un problème qui exige un examen très attentif. Nous pensons que les Juifs devraient être représentés au sein des Nations-Unies; il restera à définir sous quelle forme exactement, bien que nous ayons certaines idées sur la façon dont ce résultat pourrait être obtenu.

Voyons maintenant quelles concessions devraient faire les autorités chargées de l'administration ou la puissance mandataire ou toute autre autorité qui sera sur place. Cette concession présente une importance considérable. Nous avons dit que la Palestine est la Terre Sainte de trois religions monothéistes. Faut-il en déduire certaines conséquences pratiques ? Faut-il en déduire qu'il existera un petit nombre de lieux dits saints qui devront rester intacts et qui seront accessibles à tous ? Cette solution n'est pas celle que nous envisageons. Nous considérons que l'ensemble de la Palestine constitue la Terre Sainte. Nous avons des liens historiques et religieux avec l'ensemble de la Palestine et non avec quelques lieux isolés. Le résultat

pratique de cette théorie est que la Palestine devrait être neutre, il faudrait lui accorder une neutralité perpétuelle. La Suisse jouit de la neutralité. Le Vatican en bénéficie également. Notre idée est que la Palestine ne devrait pas être, ne devrait pas devenir, une base militaire, navale ou aérienne au bénéfice d'une puissance mandataire, des autorités chargées de l'administration ou de toute autre puissance.

Dans les documents qui vous ont été présentés, nous nous sommes efforcés de préciser comment la Palestine pourrait être dotée d'un régime d'autonomie, fondé sur la parité et comment ce régime pourrait être mis en application. Nous avons envisagé l'application de ce régime en trois stades :

Premièrement, tant que le mandat n'aura pas pris fin et quelle que soit la durée de ce délai, nous demandons la nomination immédiate — maintenant, aujourd'hui, demain — d'un nombre égal de Juifs et d'Arabes au Conseil exécutif du gouvernement, au secrétariat, comme chefs des services de l'administration centrale dont l'activité ne saurait être suspectée de partialité, comme présidents de tribunaux, comme administrateurs. Aucun Juif, aucun Arabe n'occupe de position semblable au sein du gouvernement central. L'administration locale est assurée dans une proportion importante par les habitants, mais les Juifs et les Arabes sont exclus de tous les postes supérieurs de l'administration centrale, ainsi que j'ai essayé de le montrer. La Commission anglo-américaine constate que "les fonctionnaires britanniques détiennent tous les postes importants. Leur autorité est aussi grande que dans un pays dont les habitants n'ont pas dépassé un stade primitif de civilisation".

Je ne critique pas les fonctionnaires britanniques, je les considère comme des gens compétents et capables. Il y a, dans ce petit pays, plusieurs centaines de fonctionnaires britanniques, sans compter la police. Nous prétendons que beaucoup de Juifs et d'Arabes pourraient occuper ces postes avec autant de compétence et nous ne voyons aucune raison pour qu'il n'y ait ni Juifs ni Arabes dans les emplois les plus élevés de l'administration centrale. Nous demandons qu'il y en ait dès maintenant, immédiatement.

Deuxièmement, nous désirons, nous avons toujours désiré, (cela ne date pas d'aujourd'hui), que la Palestine soit placée, pour une période de transition prévue, sous le régime de la tutelle des Nations Unies. Lorsqu'on en arrivera à ce stade, la première mesure à prendre sera de désigner une Commission de la Constitution qui devrait être composée, entre autres, d'un nombre égal de Juifs et d'Arabes. Il ne sera pas facile d'élaborer un projet de constitution pour un régime palestinien de double nationalité fondée

sur la parité. Cela sera peut-être long. Il faudra s'assurer l'aide technique de personnes qualifiées, notamment de ressortissants de pays qui ont actuellement un régime de pluri-nationalités fonctionnant efficacement. Il se peut que plusieurs rapports soient présentés à l'Assemblée constituante dont nous envisageons la création. Mais il est indispensable qu'un tel travail de base soit entrepris sous les auspices du Conseil de tutelle des Nations Unies. Nous proposons que, si les membres de l'Assemblée constituante, qui devront être élus sur la base de la parité entre les Juifs et les Arabes, n'arrivent pas à se mettre d'accord sur tel ou tel point, le Conseil de tutelle des Nations Unies soit chargé de résoudre ce point litigieux.

Nous ne nous dissimulons pas que l'un des inconvénients d'un système de double nationalité fondée sur la parité est que les discussions au sein de l'Assemblée pourront aboutir à une impasse et qu'il sera difficile d'arriver à une décision.

Nous pensons que, comme l'indique la Commission Royale dans son rapport, certains Juifs et certains Arabes pourront voter ensemble sur les questions économiques et sociales. Sur les questions nationales, toutefois, il se peut que les représentants juifs et les représentants arabes ne puissent se mettre d'accord. Pour résoudre ce problème, nous proposons la création d'un tribunal d'arbitrage qui serait désigné par le Conseil de tutelle des Nations Unies et qui siègerait constamment. Plusieurs de ces dispositions devront être incorporées dans les lois organiques de l'Etat. Elles devront être protégées contre tout danger résultant de l'application du principe majoritaire; elles ne devront pas dépendre des décisions de la majorité. On peut se demander, par exemple, comment un état à double nationalité pourrait légiférer en matière d'immigration. Nous proposons la création d'un Comité permanent de l'immigration au sein duquel seraient représentés les Juifs, les Arabes et les Nations Unies. Je parlerai de l'immigration un peu plus tard, mais je tiens à dire dès maintenant que le vote des Nations Unies devrait être prépondérant. D'une façon générale, nous ne pensons pas que, dans le proche avenir, la Palestine puisse se passer d'une tierce partie, les Nations Unies. Il se peut qu'elle parvienne à ce résultat au cours de son évolution. Il faudra toutefois, je ne dis pas une longue période, mais une période de transition sous les auspices du système de la tutelle des Nations Unies.

Pourquoi cette solution serait-elle si pénible à accepter? Une Palestine à double nationalité serait une union, une fédération de deux peuples. Toute union, toute fédération, impose certaines restrictions aux membres qui la constituent. Les grandes puissances elles-mêmes se tournent vers les Nations Unies ou désirent se tourner vers la Cour internationale de Justice

pour que les plus délicats des problèmes fondamentaux de cet ordre soient examinés et réglés par un organisme externe. Pour quelles raisons, un petit pays comme la Palestine, Terre Sainte de trois religions, considérerait-il comme une disgrâce l'obligation de faire appel au Conseil de tutelle des Nations Unies pour l'aider à surmonter les difficultés que l'histoire, une histoire longue et variée, a suscitées?

Passons maintenant au troisième stade. Après la période transitoire de tutelle, la Palestine à double nationalité, composée de deux groupes ethniques égaux entr'eux, doit devenir un état indépendant. Elle devra disposer du droit de décider si elle adhèrera ou non, et dans quels termes, à une fédération plus vaste de pays voisins dans le cadre des Nations Unies. Nous sommes entièrement en faveur de cette solution; nous l'avons été depuis de nombreuses années. Nous pensons qu'une Palestine à double nationalité fondée sur la parité a une grande mission à remplir qui est de faciliter la renaissance matérielle et spirituelle du monde sémite. Les Juifs et les Arabes restent les deux seuls pays d'origine sémite. Nous sommes parents. Nous avons vécu et travaillé ensemble. Ensemble, tout au long de notre histoire, nous avons façonné des valeurs spirituelles. Nous pensons que la mission de la Palestine à double nationalité est de provoquer à nouveau, dans le monde sémite, la renaissance de l'esprit qui a caractérisé l'histoire sémite depuis l'antiquité.

Jusqu'à présent, je vous ai parlé de la structure de l'état à double nationalité fondée sur la parité. Si vous avez lu avec attention les documents que nous vous avons présentés, vous avez dû constater que nous avons étudié, dans les moindres détails, la constitution de cet état: ces études pourraient être transmises à la Commission de la Constitution dont je vous ai déjà parlé. Il y est question du chef de l'état, du pouvoir exécutif fédéral, de la législature fédérale. Il y est question de comtés ou, si l'on veut, de cantons. Il y est question du conseil exécutif et du conseil consultatif. Il y est question également de l'organe consultatif qui serait constitué, même pendant la durée du mandat ou de la tutelle. Si vous désirez nous poser des questions sur ces problèmes, nous y répondrons de notre mieux. Nous ne prétendons pas que le plan que nous avons élaboré soit parfait; nous déclarons seulement que nous l'avons étudié avec beaucoup d'attention.

Mais, de même que l'organisation de l'état forme un des aspects du problème, l'immigration en constitue un autre. Je dirai même que l'immigration juive, est à bien des égards, le point crucial de tout le problème. Nous proposons l'adoption de trois principes pour encourager l'immigration juive. Vous remarquerez que je dis "encourager".

Tout d'abord, l'immigration juive devrait être autorisée jusqu'à ce que la population israélite atteigne la parité avec la population arabe. Nous appelons ce principe, le principe de "parité numérique". Ce dont nous avons parlé précédemment était, comme je vous l'ai dit, ce que nous appelons la "parité politique". Ce principe permettrait l'entrée en Palestine de 500.000 à 600.000 immigrants.

Selon le second principe, l'immigration juive devrait être réglée suivant la capacité d'absorption économique du pays.

En troisième lieu, la capacité d'absorption économique du pays devrait être augmentée par l'application d'un plan de développement dont bénéficieraient tous les habitants du pays.

Permettez-moi de reprendre ces trois principes (ou étapes) un par un, aussi brièvement que possible:

Premier principe: pourquoi ne pourrait-on pas admettre rapidement en Palestine les cent mille personnes déplacées d'origine israélite? Le Président Truman a commencé à en parler, je crois, il y a près de deux ans déjà. Leur admission en Palestine constituerait naturellement une entreprise immense. Il faudra des sommes d'argent considérables, une très grande capacité d'absorption, un sacrifice énorme de la part des Juifs de Palestine et peut-être du reste du monde. Nous tenons à vous dire qu'à notre avis, si l'on décide d'admettre ces cent mille Juifs en Palestine aussi rapidement que possible, vous vous apercevrez que les Juifs de toutes les parties du globe s'attelleront à cette tâche, vous constaterez qu'ils trouveront la main-d'œuvre, des compétences et l'argent nécessaires, sans compter les fonds que, d'après leurs déclarations, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne sont prêts à engager dans cette entreprise. Ce serait un grand appel lancé au peuple juif. Personne ne peut prétendre, à l'heure actuelle, que la Palestine pourra, comme on l'avait pensé, absorber en un an ces cent mille individus. Mais il faudrait voir comment le peuple juif répondrait à cet appel. Nous avons désiré de façon si intense avoir parmi nous ces cent mille frères et sœurs qu'il nous semble que l'on devrait nous offrir cette occasion quand bien même il n'y aurait pas d'autre raison que la tragédie incroyable dont a souffert le peuple juif. Quarante pour cent de ce peuple a été supprimé. Aucun autre peuple n'a jamais supporté de pertes aussi terribles. L'appel lancé au peuple juif pour qu'il supporte un tel fardeau, cette lourde mission aurait pour résultat de le ramener au calme et de l'empêcher d'être obsédé par la mort d'un père, d'une mère, d'un frère ou d'une sœur dans les chambres à gaz. Il faut confier cette tâche au peuple juif. Il ne faut pas se montrer pointilleux et proposer l'admission mensuelle, en Palestine, de quinze cents, de quatre mille, de cinq mille ou de n'importe quel nombre

de réfugiés. Donnez les autorisations nécessaires, cent mille autorisations, et faites savoir au peuple juif qu'il sera responsable, en premier, de l'emploi qui en sera fait. Ceux d'entre nous qui ont des chambres supplémentaires dans nos vastes maisons en cèderont une partie. Ceux d'entre nous qui pourront disposer de vêtements en donneront une partie. Ceux d'entre nous qui ont un peu d'argent de côté verseront cet argent, ceux qui n'en ont pas, contracteront des dettes. C'est là une question de pitié. C'est là un problème psychologique bien plus qu'un problème politique ou économique. Il faut donner quelque chose au peuple israélite, non pas sous forme de don ou d'aumône, mais bien une mission, une tâche, une entreprise. Cent mille âmes! Y a-t-il plus noble mission pour nous que de faire tout notre possible pour transplanter ces êtres arrachés à la torture dans un nouveau foyer national.

Les Arabes ne doivent avoir aucune crainte en ce qui concerne ces cent mille immigrants. Vous trouverez, dans l'un de nos documents, un calcul, fait sur la base de chiffres authentiques, qui indique que l'immigration juive a été très faible au cours des années de guerre. L'accroissement naturel de la population arabe est beaucoup plus grand que celui des Juifs, presque le double. Pendant la guerre, au cours de ces dernières années, la population arabe a atteint, par suite de son accroissement naturel, un chiffre hors de proportion avec ceux d'avant-guerre. Lorsque nous avons préparé ces statistiques, l'année dernière, nous avons constaté que, si les cent mille Juifs en question étaient immédiatement admis dans ce pays, l'accroissement de la population juive par rapport à la population arabe ne serait que d'environ 30.000, compte tenu de l'absence d'immigration pendant la guerre et de l'accroissement naturel supérieur de la population arabe. Trente mille personnes de plus ne conduiraient pas à la création de cet Etat juif que craignent tant les Arabes. Nous sommes convaincus que les Arabes auraient consenti à cette immigration si ces cent mille Juifs avaient été admis sans toutes ces discussions qui ont eu lieu pendant près de deux ans. Ils auraient protesté mais nous savons qu'ils sont, dans le fond, nos frères et qu'aucune révolte n'aurait eu lieu en raison de l'immigration de ces cent mille personnes. Nous pensons que la même chose se produirait maintenant bien que la situation se soit aggravée au cours de ces deux années de discussions amères et acrimonieuses.

La deuxième étape que nous envisageons est, comme je l'ai déjà dit, d'arriver à la parité avec les Arabes. Où prendrions-nous ces immigrants supplémentaires? D'après les chiffres que j'ai eus sous les yeux récemment, il y a dans les camps d'Europe environ deux cent mille personnes déplacées d'origine israélite. Ce chiffre ne suffirait pas pour atteindre les cinq ou six

cent mille personnes qui sont nécessaires pour porter le nombre des Juifs à égalité avec la population arabe. Ces immigrants proviendraient probablement, en premier lieu, d'Afrique du nord. Il s'y trouve en ce moment trois à quatre cent mille Juifs dont le sort est très malheureux. D'autre part, il y a, en Hongrie et en Roumanie, des centaines de milliers de Juifs, et, malheureusement on ne peut jamais dire, dans l'histoire juive d'où viendront les prochaines attaques. Il existe en outre de nombreux jeunes gens des deux sexes qui veulent apporter leur concours à la création du foyer national, bien que rien ne puisse les inciter à émigrer. C'est parmi toutes ces personnes, pensons-nous, que l'on pourrait trouver les immigrants supplémentaires.

La troisième période commencera lorsque la parité sera atteinte. Que se passera-t-il alors ? Je vous ferais remarquer, en premier lieu, que le taux d'accroissement naturel de la population arabe est plus grand. Il y aura toujours cette différence à combler. Mais la principale réponse à cette question est que, si les Juifs et les Arabes parviennent, au cours de ces années à venir, à s'entendre et à se comprendre, ils parviendront à se mettre d'accord sur les contingents supplémentaires d'immigration dont les Juifs pourront bénéficier.

Comme je vous l'ai déjà déclaré, mon ami M. Smilansky avait envisagé de vous dire quelques mots sur les réformes législatives du régime foncier. A son avis, toutes les restrictions discriminatoires devraient être supprimées et il faudrait accorder une protection adéquate aux petits propriétaires fonciers et agricoles, en particulier parmi les Arabes. Je vous signale, en passant, le Plan de développement. On a dit que les Gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni étaient prêts à investir de larges capitaux dans le développement économique de la Palestine et du Moyen-Orient. Nous proposons, comme nous l'avons fait pour le Bureau d'immigration dont j'ai parlé tout à l'heure, que les Juifs et les Arabes soient représentés à égalité, ainsi que d'autres intéressés, au sein de la Commission du développement qui devra élaborer ces plans.

Pour de nombreuses raisons d'ordre religieux, historique, politique, économique, nous ne voulons pas de partage. Nous considérons même que ce partage, non seulement n'est pas réalisable, mais serait un grand malheur aussi bien pour les Juifs que pour les Arabes s'il était appliqué. Nous n'avons pas voulu surcharger les documents que nous vous avons présentés en nous engageant dans des polémiques avec les partisans du partage pour lesquels nous avons beaucoup de respect. Nous avons voulu présenter objectivement notre cause en faveur d'une Palestine unifiée comprenant deux groupes ethniques. Si, cependant, la Commission en expri-

maît le désir, nous sommes tout à fait disposés à présenter nos arguments à l'encontre du partage.

En défendant l'idée d'une Palestine à double nationalité, nous avons été grandement encouragés par la position prise par certains délégués au cours de la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies, au sujet du problème palestinien. Le délégué en chef de l'URSS a déclaré notamment qu'il ne faudrait envisager le partage qu'au cas où la solution de la double nationalité s'avèrerait impossible. Rendre cette solution possible serait, à notre avis, un grand succès diplomatique. De toute façon, nous estimons qu'il serait tout à fait prématuré d'envisager le partage avant de donner, à une Palestine ayant un régime de double nationalité, une juste chance de prouver sa valeur au cours d'un certain nombre d'années.

C'est avec regret que nous déclarons que cette chance ne lui a jamais été offerte. Ni le Gouvernement britannique, ni les chefs juifs et arabes n'ont jamais fait d'efforts constants et systématiques pour faire de la collaboration judéo-arabe le but principal de leur politique. La Commission d'enquête anglo-américaine a formulé, dans ce sens des recommandations très importantes, mais aucun des chefs intéressés ne les a acceptées ou n'a essayé de les mettre en application.

Un grand nombre de Juifs et d'Arabes de toutes les classes et de toutes les parties de la société, les uns ouvertement, un plus grand nombre en privé, se tournent anxieusement vers vous pour que vous leur donniez courageusement des directives qui délivreront ce malheureux pays des malheurs provoqués par la tension politique et les passions nationalistes, par la terreur physique et morale. Nous vous demandons de vous atteler à cette noble tâche et de repousser les solutions désespérées qui vous seront conseillées, en offrant une juste chance aux propositions constructives qui, à la longue, permettront d'apporter aux deux populations de ce pays une liberté, une prospérité et une paix réelles.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, M. Magnes. M. Rainer ne vous fera pas d'exposé, n'est-ce pas ?

M. MAGNES: Non, M. Rainer est prêt à vous donner des détails sur la question du partage, si vous le désirez, et plus spécialement en ce qui concerne les études de la Commission Woodhead qui avait rejeté, en son temps, la proposition de la Commission Peel. M. Rainer peut vous fournir un grand nombre de renseignements sur les ressources en eau du pays, sur l'érosion et d'autres sujets. Si vous le désirez, il répondra aux questions que vous pourrez lui poser.

Le PRÉSIDENT: Nous pouvons donc commencer à poser des questions.

M. MAGNES: Vous pouvez commencer par moi si cela vous convient.

Le PRÉSIDENT: Au préalable, je vous demanderai si vous voulez que la séance soit suspendue avant cet interrogatoire ?

M. MAGNES: Non, je suis prêt pour une longue séance.

Le PRÉSIDENT: Nous commencerons donc immédiatement. Je voudrais tout d'abord savoir si vos propositions actuelles sont les mêmes que celles que vous avez présentées à la Commission anglo-américaine ?

M. MAGNES: Ce sont les mêmes dans les grandes lignes.

Le PRÉSIDENT: Vous y avez apporté, n'est-ce pas, quelques légères modifications ?

M. MAGNES: Oui, nous avons tenu compte de certains documents qui ont été publiés l'année dernière, en particulier le rapport Morrison-Grady et les propositions faites par M. Bevin le 7 février 1947; ces propositions sont les dernières qui ont été formulées par les britanniques et nous les avons étudiées avec attention. Mais, dans le fond, nos propositions sont semblables à celles que nous avons présentées à la Commission anglo-américaine et c'est pour cette raison que la note que nous vous avons soumise est relativement courte. Nous avons pensé que vous seriez dans l'obligation de lire plusieurs milliers de pages de documents et que, si l'on vous adressait un document assez court, vous seriez tenté de le lire.

Le PRÉSIDENT: Nous vous en remercions. Je voudrais maintenant vous poser quelques questions sur la façon dont vous envisagez le fonctionnement d'un régime de double nationalité. Ai-je raison de croire que ce régime serait fondé en partie sur des provinces régionales, des provinces territoriales, et en partie sur des communautés sans base territoriale ?

M. MAGNES: Oui, nous envisageons la division de la Palestine en comtés, pour employer l'expression anglaise, ou en cantons, pour employer l'expression suisse. Certains de ces comtés pourraient ne pas être adjacents au point de vue territorial. Certains seraient en grande partie arabes ou totalement arabes. Certains pourraient être uniquement juifs. Certains seraient mixtes. Ils seraient répartis à travers l'ensemble du pays. Ceci constitue l'un des éléments du régime envisagé. D'autre

part, notre projet prévoit deux conseils nationaux, le Conseil national juif et le Conseil national arabe, dont les attributions principales seraient d'ordre culturel. Il prévoit également des tribunaux religieux, israélites et musulmans, car ces institutions prennent racine dans la plus ancienne tradition de ce pays.

Le PRÉSIDENT: Je suppose qu'à votre idée le détail de la Constitution serait élaboré par cette Commission dont vous proposez la création pour formuler une Constitution ? Mais, je voudrais connaître votre point de vue sur la façon dont auraient lieu les élections législatives ?

M. MAGNES: Nous ne sommes pas en faveur de ce qu'on appelle les "listes collectives". On entend par là que tous les Juifs du pays voteraient sur une liste d'électeurs et tous les Arabes sur une autre. Nous soutenons la méthode territoriale. Comme je l'ai déjà dit, nous voulons des élections par comtés. Dans les comtés purement arabes, nous prévoyons qu'il pourrait y avoir deux, trois ou plusieurs sièges arabes pour lesquels les électeurs devraient voter. Il en serait de même dans les comtés uniquement juifs. Dans les comtés mixtes, nous n'hésitons pas à penser que, dans certains d'entre eux, les Arabes pourraient soutenir une candidature juive et les Juifs une candidature arabe. Je ne tiens pas à vous citer de cas précis, mais je crois pouvoir signaler plusieurs districts mixtes où ce phénomène pourrait très bien se produire. Le vote aurait donc lieu par comtés et serait réglé de telle façon qu'en définitive il en résulterait, en premier lieu, l'égalité des Juifs et des Arabes au sein de l'Assemblée Constituante, et ensuite au sein de l'Assemblée Législative qui, nous l'espérons, succèdera à l'Assemblée Constituante.

Le PRÉSIDENT: Il y aurait donc dans la Constitution une clause qui aurait pour effet l'élection d'un nombre égal de représentants ?

M. MAGNES: Oui.

Le PRÉSIDENT: J'en arrive maintenant au principal sujet de controverse: la question de l'immigration. Je suppose que la question des 100.000 Juifs qui seraient autorisés à entrer immédiatement en Palestine serait un problème qui devrait faire l'objet d'une décision des Nations Unies. Lorsque vous nous avez parlé du programme ultérieur d'immigration, vous avez fait état d'un principe selon lequel l'immigration juive serait autorisée jusqu'à ce que la population israélite atteigne le chiffre de la population arabe et vous avez signalé également un autre principe qui serait celui de la capacité d'absorption économique du pays. Pensez-vous que ces principes devraient figurer dans la décision des Nations Unies ou, au contraire, dans la Constitution ? Qu'avez-vous prévu ?

M. MAGNES: Je pense qu'il est absolument nécessaire que ces deux principes soient énoncés dès le début. Ils devraient être formulés très nettement car, de cette façon, les deux groupes ethniques se trouveraient sur un pied d'égalité. C'est sur cette base que repose l'ensemble de notre théorie.

Le PRÉSIDENT: Votre projet me paraît inspiré par un grand idéal. Si l'on peut avoir des doutes, c'est, comme vous l'avez fait remarquer vous-même, sur le point de savoir si ce plan est réalisable en pratique et la pierre de touche en serait, comme vous l'avez dit je crois, la collaboration. Si cette collaboration s'avère impossible, il me semble que ce système serait inapplicable. Etes-vous d'accord avec moi sur l'importance de la collaboration pour le bon fonctionnement de votre système ?

M. MAGNES: Vous me demandez somme toute comment une telle collaboration pourrait être réalisée. Certains déclarent que les Juifs et les Arabes devront se mettre d'accord au préalable sur certains principes abstraits propres à assurer leur collaboration. Nous déclarons que la collaboration ne peut être réalisée de cette façon. Nous déclarons que les discussions sur ce sujet, tout en étant très importantes, peuvent se prolonger pendant des années et n'aboutir à aucun résultat pratique; c'est ce qui s'est produit dans ce pays. Certains accords ont été conclus, certains textes d'accords ont été élaborés, certaines discussions ont eu lieu entre Juifs et Arabes. Nous prétendons que la collaboration ne peut pas être le résultat de discussions, mais qu'elle doit naître des réalités mêmes, et, par réalités, nous entendons, entre autres choses, le régime gouvernemental.

Pourquoi proposons-nous la présence de Juifs et d'Arabes au Conseil exécutif ? Pourquoi avons-nous fait toutes ces propositions dont je viens de vous parler ? Parce que ce sont là choses réelles, qui touchent de très près à la vie individuelle et collective de chaque individu et de chaque collectivité. Cette vie de la communauté a des rapports étroits avec l'immigration, avec le développement du pays, avec la participation au Conseil exécutif du gouvernement, avec le fait d'être membre du Secrétariat, d'être président de tribunal, d'être administrateur (poste très important puisqu'il met l'intéressé en contact avec la population du pays). C'est de racines concrètes que jaillira la collaboration. Nous avons appris à nos dépens que cette collaboration ne peut pas résulter d'un accord anticipé. Si cela avait été possible, cet accord aurait été réalisé depuis longtemps, car, quelles que soient les opinions des uns et des autres, presque personne ne niera que la collaboration est de beaucoup préférable à la violence et à l'animosité.

Pourquoi n'y a-t-il pas eu de collaboration jusqu'à présent ? Parce que l'on n'a pas donné aux Juifs et aux Arabes l'occasion de faire ensemble œuvre créatrice. Le gouvernement du pays constitue l'une des façons de réaliser cette œuvre créatrice. C'est peut-être même la principale. C'est pour cette raison que nous disons avec tant d'insistance qu'il faut déterminer à l'avance, d'une façon plus ou moins précise, quelle sera la forme du gouvernement.

L'homme moyen, qu'il soit Juif ou Arabe, sait que la réfection d'une route devant sa maison ou la construction d'un égout est chose importante. Mais nous constatons que l'on n'a pas accordé aux Juifs et aux Arabes la possibilité de se réunir pour discuter de ces questions. Permettez-moi de rectifier cette dernière phrase: dans le cadre municipal, cette possibilité nous a été accordée, mais je parle surtout de l'administration centrale. C'est de cette façon, prétendons-nous, que l'on pourra réaliser la collaboration. En créant leurs propres conditions de vie, les habitants doivent obligatoirement se rapprocher et travailler de concert pour le bien de tous.

Le PRÉSIDENT: Je reconnais la valeur de ce que vous venez de dire. Lorsque vous lutez pour votre idéal, vous ne vous préoccupez peut-être pas des difficultés qui peuvent surgir, mais, d'autre part, il faut que ces difficultés se présentent clairement à vos yeux et je pense que vous vous rendez parfaitement compte que les difficultés qui s'opposent à la collaboration, dans l'hypothèse que nous envisageons, peuvent être plus grandes que dans l'hypothèse que vous avez rappelée d'un état à double nationalité ou d'un état fédéral.

Il faut tenir compte par exemple des différences de mentalité entre les deux communautés, des différences dans la façon générale d'envisager l'existence, des différences dans le mode de vie, des différences dans le niveau de vie. Il me semble qu'il y a des difficultés qui n'existent pas au même degré dans les autres pays à deux ou plusieurs nationalités auxquelles vous avez fait allusion.

M. MAGNES: Je ne veux pas faire une étude détaillée des autres pays à plusieurs nationalités bien que je sois en mesure, je crois, de vous montrer que les normes de vie de certains d'entre eux présentent des différences semblables. Toutefois, les faits que vous mentionnez sont réels. On rencontre ces différences de niveau de vie entre les Juifs et les Arabes. Nous devons tenir compte de ces difficultés que nous devons essayer de surmonter ensemble. Il ne servirait à rien, c'est tout au moins notre avis, d'essayer de séparer les Juifs des Arabes, ou les Arabes des Juifs, pour la raison que leurs habitudes de vie sont différentes. On constate, par exemple, aux Etats-Unis d'Amérique, que, dans l'espace d'une

génération, dans un temps plus court même et quelquefois dans l'espace d'une demi-génération, ces différences d'éducation et de tradition sont complètement supprimées, que les illettrés acquièrent le même niveau d'éducation que ceux qui ont derrière eux une très longue tradition d'éducation.

Ces obstacles ne sont pas insurmontables; il suffit d'avoir la volonté de les surmonter. On ne peut pas résoudre le problème en mettant les Arabes dans un pavillon d'aliénés et les Juifs dans un autre. J'ai été frappé, dans le mémorandum du Gouvernement, par une phrase qui, je dois l'avouer, m'a paru d'une franchise extrême, car elle concorde avec ce que j'ai observé pendant les vingt-cinq dernières années où j'ai résidé dans ce pays. Il y est dit (je ne pense pas pouvoir citer les termes exacts) que le mandat lui-même ne s'appliquait pas à la construction de ponts. Eh bien, c'est là, tout au contraire, l'idée que nous nous faisons du mandat: construire un pont entre les deux populations. Il ressort de ce document (ce n'est pas le cas, par exemple, de l'administration d'un Haut Commissaire comme le général Sir Arthur Wauchope, qui s'était intéressé vivement à la construction des ponts et fit beaucoup pour la rapprochement judéo-arabe) que la puissance mandataire était une sorte d'arbitre dans un combat où deux adversaires s'opposaient l'un à l'autre. Tous les efforts incombaient aux combattants et l'arbitre n'avait qu'à les juger. Nous ne considérons pas du tout le mandat sous cet angle. Nous pensons que l'idée de rapprochement est un idéal très supérieur. Pour construire un pont, on le prépare aux deux extrémités, en rapprochant les peuples entre eux. Nous avons dans l'idée également que le mandat était une sorte d'éducation: la puissance mandataire ayant le rôle de guide et de professeur, s'efforçant, par ses enseignements, par ses conseils, d'instruire deux peuples, qui ne sont pas toujours égaux par leur niveau d'éducation, qui ne sont pas toujours égaux sous bien d'autres aspects. Il est dit pourtant dans ce mémorandum que le mandat ne s'applique pas à la construction de pont.

Ce que nous proposons, c'est ce rapprochement. Il est réalisable. Cela demandera un temps assez long. Nous ne cherchons pas à nous tromper nous-mêmes et nous ne cherchons certainement pas à tromper qui que ce soit. Ce rapprochement ne se fera pas en un jour. Il ne peut se faire d'aujourd'hui à demain. C'est pour cette raison que nous ne pensons pas que l'on puisse donner à ce problème, à l'heure actuelle, une réponse définitive. Il faut laisser à la situation le temps d'évoluer et de s'améliorer sous d'heureux auspices, sous la direction d'hommes de bonne volonté, de maîtres qui comprennent qu'ils ont dans leur classe deux élèves, l'un en retard et l'autre plus avancé. C'est là l'ensemble de notre théorie. C'est là l'une des raisons dont

je vous ai parlé, l'une des raisons qui s'opposent au partage. Notre théorie s'inspire de ces principes.

Le PRÉSIDENT: On pourrait certainement s'étendre très longtemps sur les difficultés, et l'une de ces difficultés est évidemment celle que vous avez soulignée, la séparation des communautés et la tendance manifestée par la puissance mandataire d'élargir la brèche au lieu de la réduire. Mais je ne m'occuperai pas de cette question. Je me contenterai de signaler une difficulté, la plus grande peut-être, qui est la suivante: lorsque vous déclarez que la position arabe, l'ambition arabe comme vous l'appellez, est d'obtenir l'autonomie, vous êtes dans le vrai; mais je me demande si les Arabes, dans leur concept d'autonomie, n'impliquent pas une notion de propriété du pays, ne considèrent pas l'immigration juive comme une invasion, une pénétration, et ne la prennent pas en mauvaise part. Je vous demande si, dans le régime que vous proposez, les Arabes ne prendraient pas ombrage au cas où cette immigration serait envisagée comme une condition de votre collaboration. Il me semble qu'elle va à l'encontre de leurs desseins.

M. MAGNES: Vous avez raison de dire que c'est là le principal reproche que les Arabes font aux Juifs, à savoir l'entrée des Juifs en Palestine en trop grand nombre. D'un certain point de vue, ils ont peut-être raison d'employer le mot "invasion". Des individus qui ne sont pas nés ici viendraient de l'étranger et l'on peut en effet appeler ce phénomène une invasion; nous comprenons la crainte que les Arabes peuvent avoir d'une domination juive. Voilà où en est la question. Mais nous ne croyons pas que les Arabes doivent être dominés par les Juifs. La Palestine n'est pas à notre avis le pays où cela doit se produire. Mais nous ne croyons pas non plus que les Juifs doivent être dominés par les Arabes. Si nous venons ici en qualité d'envahisseurs (pour employer ce mot discordant) ce n'est pas parce que nous avons découvert un nouveau continent comme les premiers colons américains qui trouvèrent d'énormes richesses devant eux et qui annihilèrent les Indiens afin de prendre leur place sur ces vastes territoires. Nous ne sommes pas venus dans ce pays par esprit de lucre, car c'est un pays que l'on pourrait difficilement qualifier de riche du point de vue matériel. La richesse qui s'y trouve, nous l'avons plus ou moins créée en utilisant certaines ressources naturelles dont on ne supposait pas jusqu'alors l'existence comme, par exemple, l'eau. Nous ne sommes pas venus ici parce que nous avons repéré sur la carte un pays où, en 1917, vivaient 800.000 habitants et qui pourrait, peut-être, en abriter 4.000.000; un pays où les habitants sont faibles et où nous nous proposons de surmonter leur résistance et les déposséder.

Pourquoi donc venons-nous ici? Pourquoi

trouve-t-on parmi nous des jeunes gens et des jeunes femmes qui n'ont nul besoin, matériellement ou même moralement, de quitter leur foyer ? C'est parce que cette terre est la Palestine. C'est parce que c'est la terre d'Israël. C'est parce que nous avons tant de liens avec ce pays. Les Arabes peuvent nier la réalité de ces liens spirituels, c'est là leur affaire, mais nous pensons qu'ils sont aussi réels que les Kushans que mon ancien propriétaire possédait, dans la maison où j'ai vécu, au sein de sa famille, depuis près de six cents ans. Bien avant que Christophe Colomb ait découvert l'Amérique, ses ancêtres avaient les mêmes droits sur cette terre. N'est-ce pas là un droit puissant ? Nous prétendons qu'un tel titre est au moins aussi fort, sinon aussi matériel. Voilà un cas où le peuple juif, qu'on accuse si souvent d'être sordide, s'efforce de faire valoir les liens spirituels et de donner à ces liens spirituels, à ces liens historiques, au moins autant de validité qu'à ces Kushans, ou titres matériels, que certains propriétaires ont à la possession du sol.

Vous avez présenté le problème du point de vue arabe et vous devez l'envisager de ce point de vue. J'ai essayé de vous répondre à notre point de vue. Certains de ceux qui nous critiquent prétendent que les droits historiques des Juifs n'ont pas la même validité que les droits naturels des Arabes, ainsi que nous les avons appelés. L'ensemble de notre théorie consiste à essayer de les rendre égaux. Il y a peut-être là quelque chose d'artificiel. Quand on pèse le pour et le contre, (si toutefois il est possible de mettre en balance ces droits naturels et ces droits historiques,) personne ne peut dire de quel côté la balance pencherait. Mais il y a là une question d'humanité et nous pensons que le problème qui se pose pourrait être résolu avec plus ou moins de succès en déclarant à ces deux peuples qui, tous deux, ont des prétentions justifiées à vivre dans ce pays: vos prétentions sont légitimes; elles sont aussi valides l'une que l'autre; essayons donc de vivre ensemble une vie commune en s'appuyant sur ces antécédents communs.

Le PRÉSIDENT: Vous venez de dire que ce principe d'égalité présente un certain caractère artificiel. Cela me conduit à vous poser une autre question: les Arabes ne s'offusqueraient-ils pas si certains des principes les plus importants de la constitution présentaient ce caractère artificiel ? Ne pourraient-ils pas déclarer que ces principes ont été conçus dans le but de les diminuer ? Je m'explique: il me semble que les Arabes sont maintenant en majorité dans le pays et pourraient donc dire que ces principes ont pour but de les priver de cette position prépondérante.

M. MAGNES: Ces principes privent les Arabes des droits que détient la majorité dans les Etats

qui n'ont qu'un seul groupe ethnique. Si la Palestine était un Etat arabe et que les Arabes fussent en majorité, ils gouverneraient ce pays; ils seraient la race dominante et les Juifs seraient dominés. Si elle était au contraire un Etat juif et que la situation fût renversée, les Juifs seraient la race dominante et les Arabes seraient le peuple dominé. Nous avons essayé d'éviter une telle situation. Nous avons essayé d'élaborer le principe de la pluri-nationalité. Nous n'avons pas inventé ce principe. On a beaucoup écrit sur ce sujet. Dans plusieurs de nos documents, nous avons cité au moins trois livres qui ont tous été publiés en 1945: l'un sur "Nationalism and nationalities" du Professeur Janovsky de New-York; l'autre "Eastern Europe between the wars, 1918-1941" par le Professeur H. Seton-Watson; et un autre de M. A. Cobban sur "National self-determination". Il ne s'agit pas de savoir si la situation en Yougoslavie, pays qui fournit l'exemple le plus récent de pays à pluri-nationalité est la même qu'en Suisse, ou si la situation en Russie soviétique est semblable à celle de Belgique. La situation en Palestine est différente de celle de tous ces autres pays, mais le principe fondamental dont nous sommes partisans s'y applique aussi bien. Nous prétendons que ce principe est très noble. Il est noble parce qu'il tend à supprimer la domination d'une minorité par la majorité. Il est noble parce qu'il s'efforce de trouver un moyen pratique pour rapprocher différents types d'êtres humains. L'histoire est responsable de cette situation. L'histoire a créé, dans les Balkans, par exemple, ce conglomerat de nationalités, comme dans ce pays et dans d'autres. Personne parmi nous n'en est responsable. La question qui se pose est de savoir comment nous allons faire face à cette situation historique ?

Nous prétendons qu'il convient de partir d'un principe, et ce principe est celui de la double nationalité. En partant de là, il faudra trouver un grand nombre de méthodes ingénieuses pour faire face à certaines difficultés journalières d'ordre pratique. Nous avons essayé d'en esquisser quelques-unes, quelques-unes seulement, et c'est pour cette raison que nous suggérons la création d'une Commission de la Constitution qui devra préparer sans hâte les détails d'organisation de cet Etat bi-national ou pluri-national.

Le PRÉSIDENT: J'envisage constamment cette question du point de vue de son application pratique et c'est en partant de ce point de vue que je vous poserai une nouvelle question. Le caractère artificiel du principe d'égalité dont nous venons de parler ne conférera-t-il pas dès le début à la Constitution, un caractère haïssable pour les Arabes ?

M. MAGNES: C'est bien possible, certains Arabes le prétendent. D'autre part, il y a des

Arabes, et je peux en témoigner par mon expérience personnelle, qui sont en faveur du principe de la double nationalité de deux peuples égaux en Palestine. S'il existe une meilleure solution que la nôtre, il faut alors l'appliquer. Nous pensons qu'il n'y en a pas, et que, par conséquent, on doit tirer le maximum de ce principe de la double nationalité ou de la pluri-nationalité.

Le PRÉSIDENT: N'aurait-il pas été préférable pour le succès de votre théorie, de votre projet, de le mettre à l'essai plus tôt, disons, il y a dix ans ?

M. MAGNES: Vous ne penserez pas, j'espère, que je cherche à plaisanter si je vous dis qu'il aurait été préférable de la mettre à l'épreuve il y a vingt-cinq ans.

Le PRÉSIDENT: Je vous demande simplement si la situation n'a pas empiré depuis ?

M. MAGNES: Elle empire presque d'une année à l'autre.

Le PRÉSIDENT: Nous pouvons même dire, depuis l'époque où la Commission anglo-américaine a effectué son enquête.

M. MAGNES: Sous certains aspects elle a en effet empiré depuis, pour la principale raison, je pense, que l'on n'a pas accordé les 100.000 permis d'immigration. D'autre part, depuis que la Commission anglo-américaine a enquêté ici, le problème a été discuté du côté arabe et pas toujours dans l'esprit du Haut Comité arabe actuel. Je crois que vous trouverez dans les comptes rendus de certaines discussions de la Ligue arabe ou dans les explications de certains membres de cette Ligue une attitude beaucoup plus modérée envers nos propositions que ne l'est la position intransigeante actuelle du Haut Comité arabe. Toutefois, vous avez raison, la situation a empiré. Techniquement, la situation a empiré, à mon avis, depuis que l'Agence juive a adopté comme programme officiel l'Etat juif pour la Palestine.

M. GRANADOS (Guatemala): Je voudrais poser une question à ce sujet.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais poser ma question en premier. Ensuite, j'accorderai aux autres membres le droit de poser leurs questions.

M. GRANADOS (Guatemala): Mais ma question se rapporte au sujet que nous discutons.

Le PRÉSIDENT: D'accord, mais si elle s'y rapporte, vous pouvez aussi bien poser votre question plus tard.

N'est-il pas exact de déclarer que l'inquiétude

des Arabes a été provoquée par cette revendication en faveur d'un Etat juif ?

M. MAGNES: Il n'y a pas de doute.

Le PRÉSIDENT: Que l'exaspération s'est accrue de part et d'autre.

M. MAGNES: Oui.

Le PRÉSIDENT: Que la situation est plutôt tendue en Palestine ?

M. MAGNES: Oui.

Le PRÉSIDENT: Mais ne pensez-vous pas qu'il soit trop tard pour mettre votre théorie à l'épreuve ?

M. MAGNES: Il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Le PRÉSIDENT: Vous envisagez la prolongation du Mandat pendant une période transitoire et ensuite l'application du régime de la Tutelle. Ce régime provisoire ne prolongerait-il pas jusqu'à un certain point la situation actuelle, avec certaines modifications importantes ? Je me rends très bien compte de l'importance qu'il y a à accorder, par exemple, aux éléments de la population une part plus active dans la direction des affaires et à s'efforcer de réaliser la collaboration. Mais, dans l'ensemble, n'en résulterait-il pas à peu près la même situation pour le pays sous tutelle que pour le pays sous mandat ?

M. MAGNES: Si je comprends bien votre question, vous voulez dire que, quelle que soit la situation qui se présente, une certaine continuité est nécessaire, sauf au cas où il y a révolution. Si une révolution se produit, la situation actuelle est alors renversée et la continuité détruite. Je ne pense pas que qui que ce soit envisage à l'heure actuelle une telle éventualité. Il s'ensuit donc que le mandat devra se poursuivre pendant une période déterminée jusqu'à ce que le système de la tutelle transforme le territoire sous mandat en territoire en tutelle. Pour réaliser cette évolution, la Charte prévoit que tout accord de tutelle doit être élaboré avec le concours de la puissance mandataire. Cela demanderait un temps considérable, j'ose le dire. Quelle que soit la réponse, le pays ne peut pas être abandonné à lui-même, brusquement, d'un jour à l'autre.

Le PRÉSIDENT: Je pense beaucoup plus au régime de tutelle qui suivra et qui, à votre avis, s'étendra sur un temps considérable.

M. MAGNES: Oui, je pense que le régime de tutelle durera un certain nombre d'années.

Le PRÉSIDENT: Je veux dire qu'au cours de cette période les mêmes difficultés se présenteront.

M. MAGNES: Non. Vous connaissez mieux que moi les conditions de la tutelle, mais, si je les ai bien comprises, il me semble qu'un tel régime créera une situation différente. C'est ainsi, par exemple, que la Commission des mandats de l'ancienne Société des Nations n'était pas autorisée à effectuer des visites en Palestine. Par contre, aux termes d'un accord de tutelle, l'autorité chargée de l'administration n'aurait pas le droit de s'opposer à ce que votre Commission ou toute autre Commission des Nations Unies effectue des visites en Palestine. Il y a aussi beaucoup d'autres différences, me semble-t-il, entre le mandat et la tutelle.

Le PRÉSIDENT: Je vous poserai maintenant une dernière question relative à la fraction de la population qui est en faveur de votre solution. Je sais que vous ne représentez pas une grande organisation, que votre organisation est relativement petite, mais je crois que l'on a déjà fait remarquer à la Commission d'enquête anglo-américaine qu'une grande partie de la population partage, dans l'ensemble, vos opinions.

M. MAGNES: Une très grande partie de la population est favorable à l'état à double nationalité et une proportion encore plus considérable accepterait un Etat à double nationalité, quel que puisse être son point de vue actuel. Une très grande partie de la population est manifestement intéressée par la théorie de l'état à double nationalité et une proportion encore plus grande de la population accepterait un état à double nationalité si ce régime était proposé.

Le PRÉSIDENT: Je suppose qu'il est difficile de traduire en chiffres l'importance de cette partie de la population qui serait en faveur d'une telle solution.

M. MAGNES: C'est, en effet, difficile, mais je pense que nous pouvons en fixer approximativement le chiffre. Comme vous l'avez fait remarquer, notre organisation n'est pas un parti politique. C'est un petit groupe politique, un club, comme vous pourriez l'appeler, qui édite en hébreu une revue mensuelle tirant à 1.300 exemplaires. Nous savons que nous avons des milliers et des milliers de lecteurs. Nous sommes associés avec l'organisation du travail Hashomer Hatzair au sein de ce que l'on appelle la Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabe, qui doit, je crois, comparaître devant vous. Cette organisation et nous-mêmes formons les éléments de cette ligue et cette organisation préconise la création d'un Etat à double nationalité. Or, au cours de la dernière consultation qui a eu lieu dans ce pays pour l'élection des membres du Vaad Leumi, le nombre des suffrages qu'elle a recueillis a, si je me souviens bien, dépassé 25.000. En outre, il faut tenir compte des communistes, que vous avez entendus hier et qui

sont également partisans d'un Etat à double nationalité. Je vous dirai qu'il y a naturellement des différences entre nous en ce qui concerne certains détails. Permettez-moi d'ajouter en outre, qu'une grande partie de la population passive est en faveur d'une sorte d'entente avec les Arabes. Une grande partie de la population juive de Palestine ne fait pas partie de groupements politiques, nous en avons des exemples constants, je puis en témoigner moi-même personnellement.

Nous avons publié, en février, un livre intitulé "Vers l'union en Palestine" dont des exemplaires ont été distribués aux membres de votre Commission. Le tirage a atteint 2.500. Cette édition a été épuisée presque immédiatement.

J'étais à New-York l'été dernier. Nous avons publié alors la déposition que notre organisation avait faite devant la Commission anglo-américaine. Nous en avons publié 2.000 exemplaires qui furent achetés dans un délai très court. Nous avons dû publier une nouvelle série de 2.000 qui est maintenant épuisée. En d'autres termes, nous avons relevé un ensemble d'indices, tendant à prouver qu'une grande part de la population passive israélite serait satisfaite, se réjouirait, si l'on pouvait trouver un terrain d'entente entre les Juifs et les Arabes, plus ou moins selon ces principes. Combien sont-ils et dans quelle proportion, je l'ignore. Je ne doute pas toutefois, et je suis prêt à l'admettre, que la majorité de la population juive préférerait un Etat juif.

Le PRÉSIDENT: Un Etat juif à nationalité unique ?

M. MAGNES: Un Etat juif, sous un régime ou sous un autre. Je crois ne pas me tromper en l'affirmant ici.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, M. Magnes, pour vos réponses. M. Granados, vous pouvez poser vos questions.

M. GRANADOS (Guatemala): Je vous remercie du privilège que vous m'accordez. Il me semble que, de nos jours, l'autoritarisme est quelque peu contagieux.

Je voudrais poser à M. Magnes quelques questions au sujet de son plan, sans toutefois m'occuper de son but ultime. Je voudrais savoir pour quelle raison ce plan qui, dans une large mesure, avait été adopté par la Commission anglo-américaine, n'a pas été mis à exécution. C'est ainsi que la Commission anglo-américaine avait demandé l'entrée en Palestine de 100.000 immigrants. La Commission anglo-américaine avait accepté l'idée d'un Etat à double nationalité. Plus d'une année a passé et rien n'a été fait. Ce plan pêcherait-il par la base ? Qu'en pensez-vous, M. Magnes ?

M. MAGNES: Je ne crois pas que ce soit là la raison. Je pense qu'il y en a d'autres, si je comprends bien la situation. La Commission anglo-américaine avait avancé l'idée générale suivante: pas d'Etat Juif, pas d'Etat arabe. Nous appelons ce régime un Etat à double nationalité. Mais la Commission n'avait pas proposé de constitution pour cet Etat.

On a dit, par suite, que le Gouvernement britannique avait suspendu la délivrance des 100.000 permis d'immigration afin d'essayer de concilier les deux aspects principaux du problème: l'immigration constituant l'un des aspects et la forme de l'Etat (l'autonomie) constituant l'autre. La Commission anglo-américaine avait étudié dans les moindres détails l'un de ces aspects, à savoir l'immigration. Si je comprends bien la situation, et je n'ai d'autres informations que celles que l'on trouve dans la presse, le Gouvernement britannique avait alors proposé au Gouvernement américain la réunion à Londres de deux commissions d'experts, qui étaient appelées délégations, dans le but d'étudier le deuxième aspect du problème, à savoir, l'aspect politique. Il est résulté de cette réunion ce que l'on appelle le rapport Morrison-Grady. Il est très regrettable que tout le rapport n'ait pas été publié. Je suppose que les membres de la Commission ont pu prendre intégralement connaissance de ce rapport; je pense que d'autres personnalités ont pu également en connaître tout le contenu. Vous y constaterez que la mise en application de la recommandation n° 3 de la Commission anglo-américaine dont je vous ai donné lecture, a fait l'objet de débats prolongés. Les experts de la Commission Morrison-Grady avaient pour mission d'essayer de la traduire sous une forme pratique pour cette recommandation.

Je crois toutefois que M. Morrison n'a donné à l'époque à la Chambre des Communes qu'une version tronquée du plan. Celui-ci prévoit deux provinces, une province juive et une province arabe, comme vous le savez, sans participation aucune des Juifs ou des Arabes à l'administration centrale et avec beaucoup d'autres désavantages. Immédiatement, les deux partis, aussi bien les Juifs que les Arabes, ont rejeté le plan Morrison-Grady. Le Gouvernement britannique ne pouvait donc pas estimer que les deux aspects du problème avaient été conciliés: l'aspect immigration et l'aspect politique, l'autonomie.

Il présenta donc d'autres projets. Le 5 février 1947, il essaya de convoquer une conférence et tout ce qui s'ensuit. Je n'ai pas besoin d'entrer dans des détails. De toute façon, je pense qu'il y a deux raisons pour que le régime de la double nationalité n'ait pas été préconisé: la première, que je viens de vous indiquer, étant que l'aspect politique du problème n'avait pas été envisagé et la deuxième qu'il y avait alors une propagande effrénée pour le partage, en particulier en Angle-

terre, pendant toute l'année dernière. On disait que le Secrétaire d'Etat aux Colonies était en faveur du partage. Le "Times" de Londres était en faveur du partage. Un grand nombre d'autres personnalités et d'autres publications étaient en faveur du partage. A mon avis, c'est pour ces deux raisons, du fait de l'absence de toute solution politique bien définie et de l'existence de la propagande en faveur du partage, que le projet de double nationalité a été mis sous le boisseau.

M. GRANADOS (Guatemala): Pensez-vous que votre plan ou tout autre projet aurait des chances d'être mis à exécution sous le régime du mandat, ou pensez-vous qu'un tel plan aurait une meilleure chance sous le régime de l'indépendance ?

M. MAGNES: Je pense que, pour obtenir un Etat indépendant, il faut une période de transition.

M. GRANADOS (Guatemala): De quelle durée ?

M. MAGNES: Il m'est difficile, je l'avoue, de le dire. Dans les propositions britanniques du 5 février 1947, M. Bevin proposait cinq ans. Je crois que cette période est trop courte. Je crois qu'elle est trop courte pour deux raisons: en premier lieu, il faut accorder aux Juifs un délai plus long pour immigrer; en second lieu, il faut donner aux Juifs comme aux Arabes un laps de temps relativement plus long pour se mettre d'accord, pour élaborer cette constitution dont je vous ai parlé. Je dirais que la période intérimaire, la période de transition sous le régime de la tutelle, devrait être calculée d'après le temps qu'il faudra pour élaborer cette constitution.

M. GRANADOS (Guatemala): Lorsque vous parlez du régime de tutelle, pensez-vous à un pays particulier comme autorité chargée de l'administration ?

M. MAGNES: Oui. Je ne sais pas au juste quel sera le résultat, mais je pense que l'Angleterre continuera à diriger le pays comme autorité chargée de l'administration. Et pourquoi ? Parce que, quoiqu'on dise, la Grande-Bretagne a des intérêts dans cette partie du globe. L'accord de tutelle devra être conclu avec la Grande-Bretagne si l'on veut qu'il y en ait un. Il me semble aussi que la Grande-Bretagne dira alors: Eh bien nous pouvons rester comme autorité chargée de l'administration. En outre la Grande-Bretagne bénéficie d'une expérience considérable vieille déjà de vingt-cinq ans, et qu'il ne faut pas négliger. Certains d'entre nous, permettez-mois de vous l'avouer, ont beaucoup d'admiration pour le libéralisme de la Grande-Bretagne, pour le libéralisme traditionnel de la Grande-

Bretagne; plus particulièrement maintenant, pour vous donner mon opinion personnelle, j'ai beaucoup d'admiration pour la façon dont la Grande-Bretagne s'efforce de transformer son Empire en Commonwealth; de modifier son impérialisme, qui a été la cause de tant de malheurs; pour la façon dont elle s'est efforcée de le faire aux Indes, la façon dont elle s'est efforcée de le faire en Birmanie, la façon dont elle s'efforce de le faire en Egypte, qu'elle y réussisse ou non. Il y a là l'un des plus grands phénomènes politiques de l'histoire. C'est encore une autre raison, puisque vous me le demandez, pour laquelle je déclare que la Grande-Bretagne sera probablement désignée comme autorité chargée de l'administration pendant cette période.

Je voudrais ajouter encore ceci: nous supposons également que le Conseil de tutelle voudra exercer un certain contrôle. Nous supposons également que le Conseil de tutelle n'est pas dans la même situation que le Conseil de la Société des Nations vis-à-vis de l'infortunée Commission des Mandats. J'espère en outre que vous n'avez pas oublié mes déclarations au sujet de la neutralité de ce pays. J'espère que cette question fera l'objet d'un certain examen. J'espère que la Palestine ou cette partie du globe cesserait de présenter un intérêt, de présenter le moindre élément d'intérêt, pour la Grande-Bretagne ou pour toute autre puissance, au cas où elle ne pourrait plus servir de base pour des forces terrestres, navales et aériennes. J'ignore toutefois si la Grande-Bretagne désirera administrer, sous le régime de la tutelle, une Palestine neutralisée et si elle insistera pour devenir l'autorité chargée de l'administration lorsqu'elle conclura des accords de tutelle avec cette Commission ou avec les Nations Unies. De toute façon, j'ai essayé de répondre à votre question aussi complètement que possible.

M. GRANADOS (Guatemala): Vous habitez ce pays depuis vingt-cinq ans. Vous avez pu constater le résultat du mandat. Pensez-vous que votre peuple, les Juifs, et vos amis, les Arabes, seraient heureux sous le régime de la tutelle?

M. MAGNES: Seront-ils heureux ou non, je ne sais. Si vous le permettez, je crois pouvoir dire pour les Juifs ceci (je ne peux pas parler pour les Arabes): je crois que, si l'on peut résoudre le problème palestinien dans un esprit de collaboration semblable à celui que j'ai essayé de vous indiquer, les Juifs seraient heureux que la Grande-Bretagne soit l'autorité chargée de l'administration au cours de cette période intérimaire. Cela peut vous paraître étrange, mais je crois connaître assez bien mes concitoyens et je crois que vous pourrez trouver des indications de cet état d'esprit même chez les plus extrémistes. Du reste, qui pourrait prendre la place de la Grande-Bretagne? Si nous le savions, nous serions peut-être mieux à même de vous

dire si nous préférons ce pays déterminé plutôt que la Grande-Bretagne.

M. GRANADOS (Guatemala): Voilà exactement où je voulais en venir en déclarant qu'il manquait quelque chose à la base de votre argumentation. Je vous remercie beaucoup.

M. SALAZAR (Pérou): Je voudrais, M. Magnes, que vous nous expliquiez le point suivant: vous avez déclaré que, dans un Etat à double nationalité fondée sur la parité politique, la proportion numérique entre Arabes et Juifs n'aurait absolument aucune importance. Pourtant, vous envisagez l'immigration de vos concitoyens jusqu'à la parité numérique. Il me semble qu'il y a une contradiction apparente entre ces deux propositions. Pourriez-vous préciser ce que vous envisagez, je vous prie?

M. MAGNES: Je reconnais en effet qu'il y a là une contradiction. Si d'une part, l'on déclare qu'il faut établir un état à double nationalité composé de deux groupes ethniques égaux, sans tenir compte de l'existence d'une majorité et d'une minorité, et que, d'autre part, l'on déclare que la population juive ne devra pas être autorisée à dépasser la parité, il y a là, sans aucun doute, une contradiction.

Le parti Hashomer Hatzair, par exemple, qui, comme nous, est partisan de la création d'un Etat à double nationalité, supprime cette contradiction d'une façon que nous n'avons pas pu adopter. A leur avis, puisque la différence numérique ne doit pas jouer le rôle décisif, il faudrait permettre aux Juifs de devenir la majorité, s'ils peuvent l'obtenir, si cela est nécessaire pour satisfaire aux exigences de la vie juive. Quant à nous, nous proposons ce que vous pourriez appeler le nivellement politique par l'accroissement de la population juive jusqu'à la parité pour des raisons d'ordre politique.

J'ai souvent constaté, parlant avec des Arabes, qu'ils admettent la parité de population mais qu'ils ne veulent pas que les Juifs soient en majorité, nonobstant la théorie que la règle de majorité ne doit pas avoir un rôle décisif. C'est là qu'il faut s'efforcer de trouver une formule que les deux partis puissent accepter. Il ne reste pas moins vrai qu'il y a contradiction logique, comme vous l'avez constaté.

M. BLOM (Pays-Bas): Je voudrais poser à M. Magnes la question suivante: M. Magnes envisage une période de transition. Nous ne savons pas, lui non plus d'ailleurs, quelle en sera la durée. Mais, M. Magnes nous a indiqué qu'à son avis une période de 5 ans est trop courte. Il me semble que c'est bien là ce qu'il nous a dit. Je voudrais donc savoir quelle sera l'autorité et la position de l'Agence juive au cours de la période de transition envisagée dans la proposi-

tion de l'Ihud. D'une part, on propose la nomination immédiate de Juifs aussi bien que d'Arabes, dans les emplois de l'administration centrale. Quelles seront alors les relations entre l'Agence juive et l'administration centrale, d'une part, et entre elle et l'ensemble des éléments juifs du globe d'autre part. M. Magnes voudra peut-être nous faire part de son opinion à ce sujet.

M. MAGNES: Vous m'excuserez de m'étendre assez longuement sur cette question. Nous considérons l'Agence juive comme représentant tous les Juifs du monde en ce qui concerne la Palestine. Dans le mémorandum que nous avons adressé à la Commission d'enquête anglo-américaine, nous nous sommes efforcés de mettre la Ligue arabe sur le même pied que l'Agence juive et d'accorder à cette Ligue le caractère de représentant de tous les Arabes et Musulmans du monde en ce qui concerne la Palestine. Nous avons déclaré alors que la puissance mandataire ou l'autorité chargée de l'administration représenterait probablement tous les chrétiens du monde en ce qui concerne la Palestine. La Palestine n'est pas un pays d'intérêt purement local. Comme on l'a fait remarquer maintes et maintes fois, comme j'ai essayé de vous l'expliquer ce matin, ce point du globe est un lieu qui retient l'intérêt sentimental de millions de personnes à travers le monde, les Juifs, les Arabes et les Chrétiens. Nous pensons donc qu'il devrait y avoir dans tout cet édifice ce que nous avons appelé en termes plus ou moins exacts un Conseil de tutelle régional. Je n'ai pas insisté sur ce point car il m'aurait fallu entrer dans trop de détails, mais ce Conseil de tutelle régional devrait se composer en nombres égaux de représentants des Juifs, des Arabes et de l'autorité chargée de l'administration. Dans quel but? Dans le but de régler le problème de l'immigration, décider du nombre d'immigrants, d'étudier la question de la capacité d'absorption économique, d'élaborer le Plan de développement. Il y a là trois éléments de base dont, à notre avis, il faudra tenir compte quelle que soit la méthode que l'on emploiera.

Qui donc devrait représenter les Juifs, les Arabes, les Musulmans et les Chrétiens au sein de ce Conseil de tutelle régional? A notre avis, l'Agence juive devrait représenter les Juifs; la Ligue arabe, les Arabes; et l'autorité chargée de l'administration ou l'Organisation des Nations Unies ou tout autre représentant, le reste du globe. En outre, l'Agence juive reçoit des Juifs du monde entier des sommes d'argent considérables. Des fonctionnaires, qu'ils soient Juifs ou non, ne pourraient le faire. L'Agence juive assume également d'autres tâches:—en matière de peuplement, d'opérations foncières, d'éducation,—que le Gouvernement n'a pas entreprises en faveur des Juifs. Si bien qu'à notre avis,

l'Agence juive aura un rôle considérable à jouer aussi longtemps que la situation ne sera pas stabilisée, tant que les Juifs et les Arabes eux-mêmes, au sein d'une Palestine indépendante à double nationalité fondée sur la parité, n'auront pas fait la preuve qu'ils pourront agir comme mandataire de la communauté juive du globe, ce qui est notre plus grand espoir.

Notre fin est d'en arriver à ce que, dans cette Palestine indépendante, les Juifs de Palestine, et non plus nécessairement l'Agence juive, puissent être les mandataires de tous les Juifs et de tous les Arabes de Palestine, les mandataires de tous les Arabes et Musulmans du globe. Mais, pour un temps très long,—et personne ne sait combien de temps,—l'Agence juive sera à notre avis, un chaînon nécessaire. Permettez-moi d'insister un peu plus longtemps sur ce que je vous ai déjà dit en ce qui concerne l'aspect définitif de ce problème, car il ressort de plusieurs questions qui m'ont été posées que certains d'entre vous estiment qu'elle pourrait recevoir une solution définitive. C'est ainsi que l'un des arguments en faveur du partage est fondé sur cet aspect définitif. L'un des arguments en faveur de l'Etat arabe est également cet aspect définitif. Pourtant le problème ne peut recevoir aucune solution définitive. Il y a là un problème qui s'imposera continuellement à l'esprit de l'humanité pendant de nombreuses années. Que l'on crée un Etat juif partagé en deux, ou un Etat juif englobant toute la Palestine, ou un Etat arabe pour toute la Palestine, aucune de ces solutions n'est définitive. Il y a là un problème qui évolue continuellement. Si ce pays est une Terre Sainte, ce n'est pas uniquement parce qu'elle constitue un museum d'antiquité, mais parce qu'elle est une Terre Sainte dans l'esprit des générations actuelles et à venir, une Terre Sainte qui influe sur le développement des valeurs spirituelles, des valeurs intellectuelles d'aujourd'hui et de demain.

La Palestine n'est pas, à notre avis, un pays auquel on peut donner une fois pour toutes un caractère définitif. Si vous créez une énorme minorité arabe dans un Etat juif découpé (et vous ne pouvez créer un tel Etat juif sans constituer une énorme minorité arabe, presque aussi importante que la majorité juive elle-même) le même problème de la double nationalité se posera. Pourquoi alors ne pas l'envisager pour l'ensemble de la Palestine? Pourquoi employer, en cette matière, le mot "définitif"? Pourquoi s'efforcer de dire qu'un problème aussi complexe que celui-ci, un problème historique qui évolue depuis des centaines, peut-être même, des milliers d'années, peut être résolu par une formule qui décidera en une nuit que ce problème est réglé maintenant une fois pour toutes? Nous ne prétendons pas que notre solution constitue un règlement du problème une fois pour toutes. Nous disons simplement qu'elle fournit un cadre

pour l'évolution des intérêts communs judéo-arabes, les deux peuples continuant à demeurer dans le pays, à moins que les Arabes n'acculent les Juifs à la mer, comme ils l'ont fait autrefois pour les Croisés, ou que les Juifs ne repoussent les Arabes dans le désert, comme certains pensent qu'il faudrait le faire. Nous ne voulons pas d'une telle solution. Nous pensons que le seul règlement pratique et satisfaisant, et nous ne considérons du reste pas cela comme un règlement, la seule façon pratique et satisfaisante d'aborder ce problème est celle que nous avons essayé de définir, de telle sorte qu'à notre avis, la durée plus ou moins grande de la période intérimaire ne présente pas beaucoup d'importance. Cette période devra être fixée en temps utile par le Conseil de tutelle des Nations Unies.

M. BLOM (Pays-Bas): je voudrais élucider deux autres points. Le premier est le suivant: M. Magnes nous a fait part avec beaucoup d'éloquence de sa confiance et de la confiance des membres de son association dans la collaboration qui résultera de la vie en commun, de la nécessité quotidienne de résoudre les problèmes pratiques d'administration. Je voudrais savoir quelle sera, de l'avis de M. Magnes, l'influence des éléments extérieurs sur cette volonté de collaboration? Je me rends parfaitement compte que la nécessité de résoudre chaque jour des problèmes pratiques favorisera grandement la collaboration; mais celle-ci ne sera-t-elle pas mise en danger par des influences provenant de pays étrangers, voisins ou non?

M. MAGNES: En ce qui concerne les pays voisins, nous pensons que la Palestine à double nationalité fondée sur la parité devrait faire partie, en temps utile, d'une fédération, d'une union plus vaste, qu'il s'agisse d'une fédération arabe ou d'une union des pays du Moyen-Orient. A ce point de vue, les pays voisins exerceront sans aucun doute une grande influence sur les événements de Palestine et, réciproquement, la Palestine exercera, nous l'espérons, une influence bienfaisante sur ces pays. Cette influence pourrait se manifester par exemple de la façon suivante: si l'on parvenait à écarter en Palestine les problèmes résultant du conflit entre la majorité et la minorité, on peut très bien concevoir que d'autres pays faisant partie de cette fédération puissent dire, comme certains l'ont dit autrefois: "nous voudrions recevoir également quelques immigrants juifs pour nous permettre de développer notre territoire". Ceci ne voudrait naturellement pas dire que le Foyer national juif s'étendrait à ces pays. Cela veut dire au contraire, que les aptitudes scientifiques des Juifs, leurs qualités d'organiseurs, peut-être leurs finances, peut-être leur expérience d'occidentaux, dont ont besoin un grand nombre de pays dans cette partie du globe, pourraient être mises à leur disposition pour le plus grand bien

de toute la région. C'est de cette façon qu'une influence réciproque pourrait se faire sentir. Il est certain, comme c'est, je crois, le fond de votre question, que les étrangers pourront toujours s'immiscer dans nos affaires, pourront toujours nous faire du tort. Mais la Palestine n'est pas le seul pays qui devra faire face à ce danger.

M. BLOM (Pays-Bas): La dernière question que je voudrais poser est peut-être assez délicate, mais le collègue de M. Magnes pourrait peut-être y répondre. Si, pour nous placer à un point de vue théorique, nous ne tenons compte d'aucun argument psychologique ou politique à l'encontre du partage, je voudrais savoir si, à votre avis, il est possible, de points de vue purement technique, économique, financier et agricole, d'élaborer un plan de partage qui soit, à ces points de vue, réalisable.

Le PRÉSIDENT: C'est à M. Rainer qu'il appartient de répondre à cette question. D'autres membres de la Commission désirent-ils poser de nouvelles questions à M. Magnes? Je pense qu'ils pourraient le faire. Ensuite nous pourrions interroger M. Rainer.

M. HOOD (Australie): Je voudrais poser à M. Magnes une question d'ordre constitutionnel au sujet de la théorie générale qu'il nous a exposée ce matin. M. Magnes pourrait-il nous dire si le principe sur lequel se fonde, jusqu'à un certain point, son projet, c'est-à-dire, la division de la Palestine en comtés, ou en cantons, ou en subdivisions locales sous une forme ou sous une autre, constitue un élément essentiel de la constitution d'un état à double nationalité. En d'autres termes, un état à double nationalité doit-il être obligatoirement, à son avis, un état fédéral ou, au contraire, d'autres raisons motivent-elles la division de la Palestine en comtés et subdivisions administratives locales. J'espère que je me suis bien fait comprendre.

M. MAGNES: La deuxième solution possible serait que les deux communautés forment les deux parties de l'Etat sans division territoriale d'aucune sorte. Au lieu de créer les comtés que nous envisageons, l'autre solution possible serait d'inscrire les Juifs sur une liste et les Arabes sur une autre, les deux communautés procédant aux élections de la façon qu'elles choisiraient et envoyant à l'Assemblée Constituante, plus tard à l'Assemblée législative, un nombre égal de représentants. Autant que je puisse me rendre compte, c'est là la seule alternative possible au plan que nous proposons. Nous estimons qu'il serait dangereux, et presque impossible, de tracer des frontières provinciales, comme dans le projet Morrison-Grady, car, de même que nous estimons dangereux et presque impossible de tracer de nombreuses limites pour le partage de la Palestine, nous pensons qu'il est presque im-

possible de tracer des limites administratives s'il en résultait la création de deux provinces l'une juive et l'autre arabe.

Nous pensons donc que les deux seules solutions pratiques sont, permettez-moi de le répéter, soit le système des comtés, soit le système des listes collectives. Jusqu'à un certain point, nous avons réalisé une combinaison de ces deux systèmes sous la forme de ce que nous appelons les Conseils nationaux. Il existe à l'heure actuelle un Conseil national juif, le Vaad Leumi. Selon nos propositions, la mission précise de ce Conseil et d'un conseil arabe correspondant serait d'ordre culturel. Ces deux conseils seraient chargés de l'éducation des deux communautés. Mais si j'ai bien compris votre question, je vous ai donné la réponse principale en ce qui concerne ces deux solutions.

M. RAND (Canada): Les possibilités de collaboration entre les deux groupes m'intéressent beaucoup. Vous avez dit qu'ils sont les derniers représentants de la race sémite. Croyez-vous, étant données leur attitude fondamentale et leur tendance instinctive, que le passage de la situation actuelle à la collaboration entre les deux groupes serait plus ou moins facile que, par exemple, dans le cas des Etats à plusieurs nationalités de l'Europe centrale ?

M. MAGNES: Je ne peux pas vous donner immédiatement une réponse affirmative ou négative. Il me semble que d'une certaine façon cette transition serait plus difficile, mais qu'elle serait plus facile à d'autres points de vue. Elle serait plus difficile que, par exemple, en Yougoslavie, si je puis me permettre de mentionner ce pays en présence de son représentant. En effet, bien que l'alphabet de la langue croate soit différent de celui des autres langues, les racines principales et les formes de base sont néanmoins les mêmes. De sorte que du point de vue de la langue et malgré ces difficultés, les différents peuples de la Yougoslavie peuvent sans doute plus facilement se mettre d'accord et former un état à trois ou quatre nationalités.

En Palestine, les deux langues principales sont l'hébreu et l'arabe. Ce sont des langues sœurs, très étroitement apparentées. J'ai là les bonnes feuilles d'un dictionnaire arabe-hébreu que l'Université hébraïque s'appête à publier dans une semaine et ceux qui peuvent feuilleter ces 500 pages, qui peuvent lire les deux écritures, constateront combien les langues hébraïque et arabe sont étroitement apparentées. Cela ne veut pas dire néanmoins que, lorsqu'on parle hébreu, on peut parler arabe, ou vice versa, si bien que le problème linguistique est ici plus difficile qu'il ne serait en Yougoslavie par exemple. D'autre part, il faut envisager, à notre avis, le point de vue de la perspective historique.

Pourquoi disons-nous que les Juifs et les Arabes sont de race sémite ? C'est sans doute parce qu'ils ont plus ou moins la même ascendance. Il n'y a donc pas entre eux de problème de race. Un Arabe ne peut pas dire à un Juif: "vous avez un grand nez", parce que beaucoup d'Arabes ont des nez encore plus grands et un Juif ne peut pas dire à un Arabe "vous êtes un commerçant trop habile" parce que nous avons parmi nous des commerçants très avisés. Il n'y a pas d'animosité raciale, d'autre part, en ce qui concerne la religion, il y a beaucoup d'affinités entre le judaïsme et l'islamisme. Je ne veux pas aborder ce sujet car cela nous mènerait trop loin, mais certains pensent qu'il y a même plus d'affinités à certains points de vue entre ces deux religions qu'entre les religions israélite et chrétienne. Certes, on peut provoquer très facilement le fanatisme religieux de beaucoup de musulmans, j'ai le regret de le dire, et cela s'est fait ici même. Mais je ne pense pas que les gens qui l'ont provoqué pourraient le faire à nouveau aussi facilement. Il y a, je le répète, beaucoup d'affinités religieuses entre nous et les Arabes, et, si je puis employer l'expression "spirituel et intellectuel", il y a, au sens spirituel et intellectuel, beaucoup d'affinités entre les Juifs et les Arabes, comme leur histoire le prouve. Les Juifs et les Arabes furent, par exemple, les intermédiaires, les "colporteurs" de la civilisation grecque en Europe. La littérature grecque fut traduite en arabe et en hébreu et les Arabes, et surtout les Juifs, apportèrent cette traduction de la philosophie grecque aux monastères catholiques d'Europe qui, à leur tour, la transcrivirent en latin et la répandirent à l'époque à travers toute l'Europe.

M. RAND (Canada): Que pourriez-vous nous dire au sujet de l'évolution, parmi les deux groupes, de ce qu'on appelle le concept de nationalité ? Je vous demande cela car, dans le fond, ce sont les répercussions de ce sentiment sur toutes les dispositions gouvernementales qui produisent, ce me semble, le plus d'antagonisme.

M. MAGNES: Si vous connaissez un moyen de supprimer ce problème . . .

M. RAND (Canada): Je me demandais jusqu'à quel point ce sentiment est ombrageux dans ce pays.

M. MAGNES: Il est fort ombrageux. Les Juifs comme les Arabes sont des novices en ce qui concerne ce sentiment de nationalité. Les Juifs ont toujours été unis par un lien national invisible, mais aussi par un lien religieux plus apparent, si bien que, lorsque l'on parle des liens nationaux parmi les Juifs, on parle d'un phénomène relativement moderne. Il est encore plus nouveau parmi les Arabes; l'éveil des Arabes à la notion de nationalité est un événement relativement récent.

M. RAND (Canada): Pensez-vous que le sentiment national deviendra plus ou moins chaotique au fur et à mesure de son évolution et de sa maturité ?

M. MAGNES: C'est ce qui se produit, je pense, chaque fois que se développe le sentiment national.

M. RAND (Canada): A votre avis, cela a-t-il été le cas en Europe centrale ?

M. MAGNES: Je pense que oui, mais, qu'appellez-vous l'Europe centrale ?

M. RAND (Canada): Je pense à l'ancien Empire austro-hongrois.

M. MAGNES: Ils s'en étaient lassés. La sensibilité nationale n'était pas, pour eux, chose nouvelle. Il y avait là quelque chose qui leur était devenu amer, quelque chose qui ne leur avait apporté que douleurs et peines et c'est pour cela, je pense, que la sensibilité nationale en Autriche-Hongrie, par exemple, était, je crois, sur son déclin. Cette sensibilité est encore, parmi les Juifs et les Arabes, en pleine croissance. Certains Juifs toutefois ont dépassé ce stade. On en rencontre un plus grand nombre, un beaucoup plus grand nombre que parmi les Arabes, car les Juifs ont fait l'expérience des inconvénients de cette sensibilité nationale; ils en ont fait l'expérience dans leur propre vie, en essayant de résoudre leur propre problème de nationalisme juif et ils en ont conclu que ce concept ne constitue peut-être pas, après tout, une réponse définitive. Le nationalisme est une idée qui demande encore certainement à être éclaircie dans une large mesure; mais, pour répondre à votre question sur la façon dont se pose ce problème ici même, la sensibilité nationale, qui rend notre problème beaucoup plus difficile, existe incontestablement.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un désire-t-il poser d'autres questions à M. Magnes ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ne croyez-vous pas que les Juifs qui ont vécu longtemps dans ce pays se sentent plus proches des Arabes que les Juifs qui sont arrivés d'Europe et d'ailleurs ?

M. MAGNES: C'est chose naturelle, car on finit par se connaître mutuellement, comprendre la langue du voisin, éprouver moins de crainte les uns vis-à-vis des autres, on se sent moins étranger.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ne pensez-vous pas que les Juifs qui ont vécu ici considèrent ceux qui sont venus d'autres pays presque comme des étrangers ?

M. MAGNES: Non, je ne vous conseillerais pas de croire ceux qui vous ont dit cela.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Donc, selon vous, la religion et la nationalité ne sont qu'une seule et même chose en ce qui concerne les Juifs ?

M. MAGNES: Je ne saisis pas très bien le sens de votre question.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Assimileriez-vous ceux qui sont Juifs par leur nationalité à ceux qui pratiquent la religion israélite ?

M. MAGNES: Non, il y a ceux qui ont abandonné la foi israélite, — ils le prétendent du moins, — et qui sont encore Juifs, qui possèdent la nationalité juive. Il y en a de nombreux cas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Et la réciproque de ce que vous venez de dire ?

M. MAGNES: C'est-à-dire, ceux qui sont Israélites par religion et qui ne sont pas Juifs de nationalité ? Eh bien ! je ne pense pas qu'il y en ait. Il y a peut-être certains Israélites convertis au judaïsme qui ne sont pas nés juifs. Ils peuvent prétendre ne pas être ressortissants de la nation juive, car la nationalité juive présuppose, en général, la naissance au sein de la nation juive.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Une nouvelle question. Comment envisagez-vous l'idée d'une représentation juive dans un Etat à double nationalité ? Vous aviez proposé un état à double nationalité. Comment envisagez-vous la représentation juive au sein des Nations Unies ?

M. MAGNES: Je dois avouer que ce problème n'a pas été discuté d'une façon aussi approfondie qu'il aurait dû l'être et qu'il le sera probablement. J'envisage la désignation par l'Etat à double nationalité de deux représentants auprès des Nations Unies, un Juif et un Arabe. Ils recevraient des instructions de l'Etat bi-national sur l'attitude qu'ils devraient prendre vis-à-vis de tel ou tel problème. Cependant, le représentant juif se verrait accorder, par l'Etat bi-national, le privilège de représenter le peuple juif. J'en arrive maintenant à la partie que je juge difficile. Je n'ai pas envisagé dans mon esprit les sujets précis pour lesquels il serait le représentant du peuple juif. J'irai même plus loin en disant qu'il n'y a pas que les Juifs de Palestine qui aient un intérêt aux problèmes relatifs aux Juifs dont les Nations Unies devront s'occuper, mais également tous les éléments juifs du globe. Ceux-ci pourraient, à mon avis, entrer en relation, avec les Juifs de Palestine, par l'intermédiaire de leurs institutions représentatives, afin de discuter de la façon dont ils

pourraient, ensemble, être représentés auprès des Nations Unies.

L'une des choses qui m'a frappé en lisant la Charte des Nations Unies est sa souplesse. La Charte permettrait, par exemple, à certaines organisations, d'être entendues par certains organismes constitutifs des Nations Unies. L'Organisation elle-même, j'en suis sûr, serait assez souple pour prévoir une représentation juste et raisonnable du peuple juif. Il ne conviendrait guère que le peuple juif, qui compte encore plusieurs millions d'âmes malgré tous les massacres qu'il a subis, ne puisse trouver directement audience auprès des Nations Unies. Comme je vous l'ai dit, je n'ai pas prévu ce point et je ne pense pas que quelqu'un d'autre l'ait envisagé. Mais il me semble que l'une de nos fonctions devrait être d'essayer d'y parvenir et de présenter un plan sérieux à ce sujet.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Pouvez-vous, M. Magnes, suggérer une solution en faveur de la parité autre que celle que vous proposez? Ne pourrait-on pas y parvenir, par exemple, en assurant une protection constitutionnelle des droits des différentes parties sans affecter la parité numérique entre les deux sections de la communauté de ce pays?

M. MAGNES: Votre question signifie-t-elle qu'il n'y aurait plus d'immigration juive?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Non, ma question n'implique pas cela.

M. MAGNES: Alors, je ne la comprends pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Si l'on prend la situation telle qu'elle se présente dans son ensemble aujourd'hui, on peut laisser à l'Etat qui sera constitué ultérieurement le soin de décider si l'immigration se poursuivra ou non. Mais, pour régler la question de parité aujourd'hui, n'est-il pas possible d'obtenir le même résultat en assurant, dans la constitution, la protection des droits et des libertés civiles, politiques et religieuses et en prévoyant qu'aucune modification de la constitution ne pourra avoir lieu sans un vote favorable d'environ sept-huitièmes ou quatre-vingtièmes de la majorité?

M. MAGNES: Cette proposition a sa valeur. D'un autre côté, je vous demanderais quand commencerait ce régime? Que deviendrait, entre temps, l'immigration juive? Si je vous comprends bien, vous laisseriez à cet Etat binational fondé sur la parité, lorsqu'il sera créé, le soin de régler le problème de l'immigration. Je vous demanderai alors quand cet Etat sera-t-il créé? Que deviendront les Juifs dans l'intervalle? Si un tel Etat était créé immédiatement, alors, votre proposition aurait un grand intérêt.

Mais il n'y a aucune garantie qu'une telle éventualité se réalise.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Mais, supposez que l'on propose d'accorder l'indépendance à la Palestine et qu'il n'existe plus de puissance mandataire ou de tutelle. Je vous sou mets cette idée pour examiner si elle peut être ou non mise en pratique, nous étudierons les détails plus tard. Si l'on suppose que l'indépendance de la Palestine est reconnue, qu'un Etat à double nationalité est créé et que l'on donne à cet Etat les garanties nécessaires à la protection des libertés politiques, religieuses et autres, donnera-t-on à la constitution qui entrera en vigueur en application de cette recommandation, si elle est adoptée par l'Assemblée, le pouvoir de régler cette question?

M. MAGNES: S'agit-il d'un Etat à double nationalité fondé sur la parité?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est ce que je dis.

M. MAGNES: Est-il fondé sur la parité?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est ce que je vous demande. C'est là la question. Pouvons-nous, sans avoir recours à la parité numérique, protéger les droits de la minorité qui se trouve numériquement inférieure?

M. MAGNES: Je ne pense pas. Je pense que l'histoire d'une génération nous a appris que la protection des droits des minorités n'est qu'un vain mot. La protection des droits de la minorité dans les divers pays où les Juifs étaient en minorité et où leurs droits auraient dû être sauvegardés, a fait faillite. C'est là la base de notre argumentation. Nous prétendons qu'il n'y a qu'une seule façon juste, équitable et réalisable de résoudre le conflit entre la majorité et la minorité qui consiste à supprimer cette inégalité en faisant de la majorité et de la minorité les éléments constitutifs égaux du pays.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Bien qu'ils puissent ne pas être égaux numériquement?

M. MAGNES: Bien qu'ils puissent ne pas l'être numériquement. Nous prétendons qu'une majorité numérique convient à tel et tel pays, mais qu'elle n'a pas été imposée par le Créateur pour d'autres. Si l'on prend pour point de départ qu'une majorité numérique sera tenue par la constitution de protéger la minorité, l'histoire nous apprend que, tôt ou tard, la majorité devient arrogante, devient dominatrice et soumet la minorité à son bon vouloir. Elle dispose alors des administrations; elle dispose de l'armée; elle dispose de la représentation diplomatique; elle dispose des positions économiques principales; elle peut supprimer la minorité si elle le désire.

Pour qu'une constitution soit efficace, il faut qu'il n'y ait ni minorité ni majorité. Certes, il y a cette contradiction logique qui a été signalée par l'un des membres de la Commission de l'autre côté de la table, mais nous avons répondu à cela et nous pensons que notre formule de parité peut être acceptée aussi bien par les Juifs que par les Arabes et nous connaissons des Arabes qui l'acceptent.

M. RAND (Canada): Je voudrais simplement vous poser une question provoquée par votre dernière explication. Vous pouvez, dites-vous, assurer la parité au moyen d'une clause constitutionnelle, mais vous ne pouvez pas assurer les droits de la minorité par une clause du même genre ?

M. MAGNES: J'ai dit: si des dispositions constitutionnelles ont réellement quelque pouvoir,—ce que je ne sais pas.

M. RAND (Canada): Je me le demandais. Il me semble qu'une majorité qui répudierait en fait une clause tendant à sauvegarder les droits de la minorité n'hésiterait guère à répudier une clause prévoyant la parité.

M. MAGNES: Puis-je vous faire remarquer qu'il y a une différence: si une clause de la constitution assure l'égalité entre la minorité et la majorité, toutes deux sur le même pied, il y a maintenant quelque chose qui n'existait pas avant: les Nations Unies, et c'est aux Nations Unies qu'il appartiendrait de garantir cette constitution. Si l'on est sceptique quant à l'efficacité des Nations Unies, alors la situation est désespérée de toute façon. Mais si l'on a confiance dans l'avenir des Nations Unies, et je dois dire que j'ai moi-même confiance, alors la situation deviendra telle que ce ne sera pas peine perdue d'insérer une telle clause dans la constitution car, malgré les désirs de la majorité, il faudra tenir compte de cette autorité supérieure.

M. RAND (Canada): Je partage votre point de vue. Si j'ai posé cette question, c'est parce que j'habite dans un pays dont la constitution contient de telles clauses en faveur de la minorité et je serais assez indigné de constater que la majorité répudie cette clause dans des cas d'ailleurs concevables.

M. MAGNES: La constitution de votre pays repose sur une longue tradition.

M. RAND (Canada): Toutes les constitutions ont eu un début, j'imagine.

M. MAGNES: Oui, mais vous avez été habitués à diriger vos propres affaires depuis longtemps; le problème des nationalités ne se pose pas pour vous, et il me semble que l'on pourrait indiquer

beaucoup d'autres différences. Permettez-moi de dire que vous avez le bonheur extrême de ne pas vivre dans la crainte de la majorité. Excusez-moi, je pensais que vous étiez le représentant de l'Australie. Je vois que vous êtes Canadien. Je devrais donc vous répondre de façon différente. Mon ignorance n'est pas aussi absolue qu'elle le paraît! Voulez-vous que je réponde à nouveau ?

M. RAND (Canada): Non cela n'est pas nécessaire.

M. SIMIC (Yougoslavie): Vous avez dit, M. Magnes, si je vous ai bien compris, que la nationalité juive présuppose la naissance au sein de la nation juive. Etes-vous sûr qu'au cours des siècles, il n'y a pas eu de conversions et que tous les Juifs qui vivent à l'heure actuelle sont nés au sein de la nation juive ?

M. MAGNES: Nullement. Il y a eu beaucoup de conversions au judaïsme et les convertis sont tous Juifs, leurs enfants sont Juifs. Leurs enfants sont, dirais-je, membres de la nation juive. Qu'ils le soient ou non, je suis prêt à les admettre au sein de la nation juive bien qu'à mon sens, le concept de la nationalité est lié d'une façon ou d'une autre à la naissance. Mais il y a eu des conversions par dizaines de mille.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un désire-t-il poser d'autres questions ?

Pas de réponse.

Le PRÉSIDENT: Je pense donc que nous avons fini d'interroger M. Magnes. Avant de poser des questions à M. Rainer, nous allons suspendre la séance. Si vous désirez nous quitter, M. Magnes, permettez-moi de vous remercier une fois de plus. Nous apprécions l'effort que vous avez fait dans les conditions actuelles pour répondre à notre invitation et nous exposer votre point de vue qui est très intéressant. Je vous remercie.

M. MAGNES: Permettez-moi de vous remercier également pour votre grande courtoisie. Je voudrais vous remercier au nom de tous ceux, et ils sont nombreux dans ce pays, qui veulent la paix et la collaboration et qui n'acceptent pas le point de vue défaitiste selon lequel les Juifs et les Arabes ne peuvent pas s'entendre. Ils vivent ensemble et ils peuvent vivre ensemble. Permettez-moi de vous remercier.

La séance est suspendue pendant quelques instants.

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte. Nous allons continuer par la déposition des représentants de l'Ihud. M. Rainer, voulez-vous venir prendre place parmi nous, ainsi que M. Magnes s'il est présent.

M. Rainer et M. Magnès prennent place à la table de la Commission.

M. BLOM (Pays-Bas): Je voudrais connaître les vues du représentant de l'Ihud sur la possibilité, du point de vue technique, d'élaborer un plan de partage, sans tenir compte de tous les aspects politiques et psychologiques de cette solution.

M. RAINER: Je dois naturellement me baser sur un plan de partage donné. Je suppose que le partage se fera selon les grandes lignes du Rapport Peel. Ce plan de partage du Rapport Peel prévoit, vous vous en souvenez, la division de la Palestine en deux zones: une grande zone au nord et une région plus petite au sud, séparées par un corridor de Jérusalem à Jaffa. Depuis, on a proposé d'ajouter le Négeb. Naturellement, cette région serait également séparée des deux autres parties par une zone appartenant à l'Etat arabe. On n'a pas prétendu que cette zone devrait être comprise également dans l'Etat juif. Il y aurait donc trois régions séparées qui devraient être reliées par des corridors qui, eux-mêmes, devraient être traversés par d'autres couloirs en sens contraire, car le corridor reliant la partie méridionale de l'Etat juif au Négeb traverserait l'Etat arabe qui serait divisé en deux parties, orientale et occidentale: il faudrait donc prévoir des couloirs traversant ce corridor.

Nous pensons que le partage serait désastreux s'il était exécuté, mais nous ne pensons pas qu'il sera mis en application pour la raison suivante: nous pensons que, même au cas où vous recommanderiez le partage à l'Assemblée générale des Nations Unies, cette Assemblée devrait nommer un comité technique chargé d'étudier les détails de ce plan de partage en ce qui concerne les limites, de régler toutes sortes de détails techniques, et nous prévoyons le même résultat que dans le cas du plan de partage proposé par la Commission Peel, laquelle était accompagnée de la Commission Woodhead qui était chargée de fixer les détails du plan. Cette dernière a rendu compte que ce projet ne pouvait pas être appliqué en pratique. Mais, tout en estimant que ce plan de partage ne sera jamais réalisé, nous pensons aussi qu'il y a là une proposition très dangereuse, car, lorsque cette commission technique rendra compte de l'impossibilité d'appliquer ce plan, plus d'une année se sera probablement écoulée et la situation aura empiré. Nous tenons donc à faire comprendre que, selon nous, des objections techniques très sérieuses s'opposent à l'adoption d'un plan de partage de ce genre. Ces objections, la commission technique les découvrirait sans aucun doute. Je les étudierai sous les aspects suivants: 1) démographie; ii) problème foncier; iii) communications, iv) douanes; v) développement; vi) hydrographie.

Premièrement: la question démographique. Si nous prenons pour base les zones dont je viens

de parler, la population se trouverait à l'heure actuelle, répartie comme suit: dans l'Etat juif, 490.000 Juifs; dans l'Etat arabe, 430.000 Arabes, soit au total 920.000 âmes, sans compter une faible partie de la population qui n'est ni juive ni arabe. Ces chiffres sont tout à fait approximatifs. Je les ai trouvés dans le Rapport Woodhead et j'ai tenu compte de l'augmentation de la population par accroissement naturel et par immigration. Mais, cette approximation nous suffit. La proportion serait de 53 pour 100 de Juifs et de 47 pour 100 d'Arabes. A l'époque de la Commission Woodhead, en 1938, cette proportion était de 51 pour 100 de Juifs et 49 pour 100 d'Arabes. En tenant compte de l'augmentation due à l'immigration et à l'accroissement naturel de la population, ces chiffres seraient maintenant de 58 pour 100 de Juifs et 42 pour 100 d'Arabes, mais il faut ajouter le Négeb qui compte environ 75.000 Arabes, ce qui renverse la proportion au détriment des Juifs. L'adjonction du Négeb rend cette proportion désavantageuse pour les Juifs. Naturellement, la minorité arabe deviendrait si importante que, dès le début, on ne pourrait considérer ce pays que comme un Etat juif de nom. En fait, les 47 pour 100 d'Arabes se considéreraient comme appartenant à une nation arabe et les 53 pour 100 des Juifs comme appartenant à une nation juive, et il existerait une citoyenneté de l'Etat juif que l'on pourrait considérer comme une citoyenneté juive. Je n'entrerais pas dans les détails, car cela m'amènerait à faire de la politique et je ne dois m'occuper que des questions techniques. Toutefois la situation se présente de cette façon.

Deuxièmement: l'immigration. On a donné des chiffres pour le nombre maximum d'immigrants à admettre et, si nous supposons que l'Etat juif en question peut absorber annuellement un surcroît de cent mille âmes au bout de sept ans (j'envisage cette durée de sept années parce qu'on obtient ainsi une population totale de 1.600.000 âmes, ce qui est assez considérable pour cet Etat juif), la proportion serait, compte tenu de l'accroissement naturel des Arabes et des Juifs, d'environ 69 pour 100 de Juifs et 31 pour 100 d'Arabes, et cela à la suite d'une augmentation de 700.000 âmes de la population juive. La densité serait alors, dans l'état juif prévu par la Commission Peel, la même que celle de la Belgique qui est, je crois, le pays dont la densité de population est la plus forte. Dans les plaines colonisables du Négeb, la densité atteindrait celle de la Suisse et, compte tenu des Bédouins qui vivent actuellement dans le Négeb, on suppose que le reste du Négeb serait développé à tel point que la population bédouine actuelle pourrait y vivre.

En résumé, nous avons à l'heure actuelle 53 pour 100 de Juifs et 47 pour 100 d'Arabes.

Lorsque la population aura atteint le chiffre de 1.600.000 âmes, nous aurons 69 pour 100 de Juifs et 31 pour 100 d'Arabes. Ce que nous tenons à signaler c'est que, même dans ces conditions, le Gouvernement du pays devrait être pratiquement bi-national et, même si l'on donnait à ce pays le nom d'Etat juif, il serait en fait composé de deux groupes ethniques. Donc, le partage ne constitue pas une solution des difficultés résultant de cette double nationalité. Voilà la situation au point de vue démographique.

En ce qui concerne le problème foncier, la situation est encore pire. Dans un Etat juif, la terre serait 23 pour 100 juive et 77 pour 100 arabe. Telle était la situation en 1939 lors de la rédaction du Rapport Woodhead. La situation est différente maintenant car, depuis lors, les Juifs ont acquis des terres dans ces régions, mais la proportion n'est pas encore renversée. Cela signifie que les Arabes détiennent plus de terres que les Juifs.

La Commission Woodhead s'est rendu compte de ces difficultés et, afin de réaliser un Etat qui serait juif à tel point que la population y serait dès maintenant composée d'une majorité de Juifs, elle a réduit le Plan Peel primitif, qui devint alors le Plan A, et élaboré le Plan B et le Plan C, en diminuant progressivement la superficie à un tel point que la région prévue dans le Plan A serait si petite qu'elle ne permettrait pas d'accroître l'immigration ou, tout au moins, dans les proportions que nous désirons; de sorte que la zone la plus grande, celle que nous souhaitons, ne constituerait un Etat juif que de nom, et la zone la plus petite, qui pourrait constituer un Etat juif, ne conviendrait pas parce qu'elle ne permettrait pas l'immigration.

J'en arrive aux communications. Il existe certaines difficultés en ce qui concerne les chemins de fer et les routes, mais elles ne sont pas insurmontables. Il y a quelques difficultés secondaires d'ordre technique; par exemple les ateliers de chemin de fer du pays sont concentrés à Haïfa, de sorte qu'il faudrait construire des ateliers dans l'Etat arabe et que certaines lignes de chemin de fer devraient être détournées. Par exemple, la ligne d'Egypte à Haïfa passe par Tul-Karm (ce village serait certainement dans l'Etat arabe) de sorte que le chemin de fer traverserait l'Etat juif jusqu'à Tul-Karm pour rentrer à nouveau en territoire juif, — ce qui nécessiterait une modification. Mais ces difficultés sont d'ordre secondaire et se traduiraient simplement en dépenses supplémentaires. Dans l'ensemble, le fonctionnement des chemins de fer serait moins efficace et plus coûteux et il en serait de même pour le réseau routier. La liberté de déplacement des individus entre les Etats serait naturellement très diminuée et il y aurait une difficulté spéciale en ce qui concerne

les Juifs résidant à Tel-Aviv. Je me base toujours sur le projet Peel dans lequel Jérusalem ne se trouve pas en territoire juif. Beaucoup de Juifs habitent Jérusalem et travaillent à Tel-Aviv et se déplacent même d'un lieu à l'autre pour le week-end. Ceci présenterait naturellement une difficulté.

Un autre inconvénient résulterait des corridors, comme je l'ai déjà signalé. Il est difficile d'imaginer comment serait organisé le trafic passant par ces corridors, en particulier ce long corridor séparant la partie méridionale de l'Etat juif et le Négeb. Ce corridor aurait environ 80 km de long et les transports devraient être effectués dans des véhicules cadencés, et peut-être gardés, pour éviter la contrebande. Nous supposons naturellement que les Etats juifs et arabes auraient des tarifs douaniers différents, car c'est là l'un des buts de la création de deux Etats différents: avoir une politique douanière industrielle permettant de développer l'industrie juive. Ces problèmes de trafic sont en réalité très complexes, et vous savez bien que le trafic à travers le corridor de Dantzig s'effectuait au moyen de véhicules cadencés et gardés. Il s'agit de savoir si l'on envisage de faire passer le trafic par ces corridors. On se rappellera d'ailleurs que le corridor de Dantzig fut l'une des causes de la dernière guerre.

Le problème suivant est relatif aux douanes. Les inconvénients qui résulteraient, pour les deux Etats, de tarifs douaniers différents, les difficultés que cette situation provoquerait, apparaissent clairement quand on lit la description des limites prévues entre Jaffa et Tel-Aviv par la Commission Woodhead. Permettez-moi de lire cette description car elle est inimaginable et donne une idée des difficultés que l'on rencontrerait d'une façon générale.

On lit dans le rapport Woodhead:

"A notre avis, la limite entre les deux villes devrait être constituée par une route dans l'axe de laquelle il faudrait construire une haute clôture en fer qui constituerait la limite réelle et serait propriété indivise des deux états. De place en place, là où la frontière traverserait des rues importantes, il faudrait aménager des portes pour permettre la circulation entre les deux villes. Une telle clôture permettrait à la police de chaque Etat d'effectuer des patrouilles le long de la frontière et constituerait un obstacle raisonnablement efficace entre deux agglomérations qui pourraient être hostiles. Cette disposition n'est pas parfaite. En cas de troubles, on ne pourrait s'opposer aux fusillades. Si on remplaçait cette barrière par un mur, on empêcherait les fusillades, mais on ne pourrait pas empêcher le lancement de grenades. Il serait sans doute également possible de faire passer en contrebande à travers les grilles des objets de

petite dimension, mais, dans ce cas encore, si l'on remplaçait la clôture par un mur, on ne s'opposerait pas complètement à la contrebande d'objets de cette sorte."

Si la commission Woodhead estime que des clôtures ou des murs seraient nécessaires entre Tel-Aviv et Jaffa, il faudrait également construire des barrières douanières sur presque toute la longueur de la frontière. Lors des troubles qui éclatèrent, il y a dix ans environ, le Gouvernement palestinien fut obligé d'installer un réseau de fils de fer barbelé tout le long de la frontière septentrionale. Il y a donc là un précédent, mais ce réseau de barbelés s'est avéré complètement inefficace. Il était facile de la traverser et par conséquent, s'il fallait construire une barrière douanière réelle, elle devrait être conçue sous forme d'un mur de béton sur presque toute la longueur de la frontière. Un tel mur coûterait au moins 2 millions de livres palestiniennes, son entretien s'élèverait à environ 20 à 25.000 livres et son efficacité serait très douteuse.

A ce sujet, sans vouloir parler de la défense du territoire, je signalerai que les autorités militaires avaient avisé la Commission Woodhead de l'impossibilité de trouver à l'ouest du Jourdain un obstacle naturel permettant la création d'une ligne stratégique satisfaisante. Toutes ces frontières seraient donc entièrement artificielles et devraient être réalisées par la construction d'un mur, puisqu'il n'existe pas de barrière naturelle. Bien que ces objections soient importantes, elles sont de peu d'intérêt en comparaison des plans de développement et d'utilisation des eaux, car toute proposition tendant à accroître l'immigration et à assurer une immigration juive doit être fondée, non pas sur la situation économique actuelle du pays, mais sur un plan de développement qui augmenterait dans de grandes proportions la capacité d'absorption du pays. Vous n'êtes pas sans avoir entendu parler de ces plans, Messieurs, et je crois savoir que les détails vous en ont été communiqués.

En les étudiant, vous constaterez qu'il en existe un grand nombre, mais que tous ont certains points communs. Ils ont tous quatre caractéristiques communes qui sont indispensables pour la réussite d'un plan de développement. La première est l'utilisation des eaux du Jourdain. Le Jourdain pénètre en Palestine par la frontière nord, venant de Syrie. Ce ne sont pas les eaux mêmes du Jourdain, mais celles de la vallée du Jourdain. Les eaux de pluie qui descendent du Liban passent par cette frontière et pénètrent de Syrie en Palestine. Or, tous les plans de développement supposent l'utilisation de ces eaux de pluie qui sont perdues à l'heure actuelle. Ces eaux se déversent actuellement dans la Mer Morte où elles s'évaporent. Si on

pouvait les utiliser sur les terres qui se prêtent au développement de l'agriculture, elles seraient d'une grande utilité. A l'heure actuelle, elles ne servent strictement à rien.

Mais, je le reconnais, tous les plans de partage prévoient que le Jourdain inférieur et la Mer Morte seront en territoire arabe. Donc, conformément aux usages internationaux, seules les eaux qui seraient captées sur le Jourdain, au nord de la frontière septentrionale du futur état arabe, appartiennent à la partie septentrionale du pays. Tout le reste doit pénétrer en territoire arabe, comme c'est le cas à l'heure actuelle, même si les Arabes n'utilisent pas l'eau de la Mer Morte et la laissent s'évaporer. Ils peuvent s'y opposer légalement et on leur accordera probablement le droit d'utiliser ces eaux comme ils l'entendent. Ils peuvent déclarer, par exemple, que, bien qu'ils ne les utilisent pas à l'heure actuelle, ils pourront peut-être s'en servir ultérieurement. En conséquence, l'excédent des eaux du Jourdain ne peut pas être détourné au profit de l'Etat juif, à l'exception de la faible partie qui est actuellement utilisée dans la région septentrionale de la Palestine qui appartiendra à l'Etat juif. Voilà la première difficulté.

La seconde est la suivante: la Palestine est divisée par une chaîne de collines et les eaux qui y sont recueillies s'écoulent à l'est vers le Jourdain et à l'ouest vers la Méditerranée.

Les précipitations atmosphériques y sont très importantes. Je ne veux pas vous importuner avec des chiffres, mais les eaux de pluie tombent en quantité importante dans la région orientale. Ces eaux s'écoulent dans la Mer Morte et ne sont pas utilisées. Tous les plans de développement prévoient la création d'un canal de captage, canal orienté du nord au sud au pied des collines, qui capterait ces eaux dans les vallées, comme on les appelle, pour qu'elles ne se perdent pas dans la Mer Morte. Elles seraient captées et utilisées pour l'irrigation des plaines.

Mais les plaines appartiendront à l'Etat juif alors que les collines seront en territoire arabe. L'Etat arabe n'aurait aucun intérêt à effectuer sur les collines des travaux qui ne seraient pas, pour eux, d'un bénéfice immédiat, mais qui serviraient aux besoins de l'Etat juif et des plaines. C'est ainsi que, conformément à tous les projets établis, le canal de captage se trouverait immédiatement à l'est de la frontière de l'Etat juif. Il se trouverait en fait en territoire arabe. Même au cas où la frontière serait déplacée pour que le canal de captage se trouve en territoire juif, ce canal se trouverait à la frontière même et pourrait être facilement rendu inutilisable. Il serait presque impossible de s'opposer au sabotage. L'entretien de ce canal serait extrêmement difficile. Il en résulte que la création de ce canal de captage serait presque impossible.

La troisième source d'approvisionnement en eau est le projet de développement prévoyant le refoulement en sous-sol des eaux de surface, qui ne peuvent pas être retenues dans des réservoirs et dirigées vers le canal de captage, afin d'enrichir les nappes d'eau souterraines. Il faudrait employer cette méthode également dans les collines au moyen de puits et de petits barrages et par le drainage des eaux. Dans les collines, il faudrait refouler les eaux dans le sous-sol afin d'enrichir les eaux souterraines des plaines où elles pourraient être pompées et envoyées dans des réseaux d'irrigation. Mais il faudrait effectuer ces travaux aussi bien dans les collines que dans les plaines: ce qui signifie que les travaux devraient être effectués en territoire arabe mais que le bénéfice en reviendrait à l'Etat juif.

Naturellement ceci ne vous donne qu'une idée grossière du problème. Mais on pourrait le compléter par des calculs détaillés. En étudiant les projets, vous constaterez que les plans de développement ne peuvent être mis en œuvre que pour l'intérêt commun de l'ensemble du pays. Il ne peut y avoir de développement que pour l'ensemble du pays. Dans ce cas, les Arabes seraient intéressés à ce développement puisqu'ils en profiteraient. Les Arabes, qui utiliseraient les eaux du canal de captage pour l'irrigation de leurs terres, auraient intérêt à surveiller la conservation des eaux et l'entretien du canal et à s'assurer que les ouvrages ne soient pas détériorés.

En outre, il faudrait étudier tous les détails du projet de telle sorte qu'une partie des travaux puisse présenter un intérêt immédiat pour l'une ou l'autre communauté. Si le projet doit présenter un intérêt définitif, disons pour les Juifs, il faudrait qu'il soit d'un intérêt immédiat pour les Arabes. S'il doit servir en définitive les intérêts arabes, il faudrait qu'il soit d'un intérêt immédiat pour les Juifs. C'est, par exemple, le cas de l'érosion. L'érosion est un problème très important dans ce pays. Elle présente deux dangers: premièrement, les eaux s'écoulent sans utilisation et deuxièmement, la terre est transportée des collines dans les plaines. Les Arabes s'opposent à l'érosion car elle emporte leurs terres. L'intérêt des Juifs n'est pas directement affecté par la destruction du sol des collines, mais les Juifs ne tiennent pas à ce que les eaux soient perdues et voudraient au contraire s'en servir dans les plaines. De sorte que tous ces travaux pourraient être effectués au profit commun des deux communautés.

Il me semble que cela suffit. Je ne suis pas entré dans les détails, mais je suis prêt à répondre aux questions d'ordre particulier.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous présenté ces observations dans un mémorandum ?

M. MAGNES: Nous préparons un mémorandum à ce sujet.

Le PRÉSIDENT: Pourrions-nous avoir des exemplaires ?

M. MAGNES: Oui.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous des questions à poser, M. Blom ?

M. BLOM (Pays-Bas): Non. Si nous avons ce mémorandum, je pense que les points de vue qui ont été exposés sur la situation seront nets.

Le PRÉSIDENT: Vous avez parlé d'un plan de partage déterminé ?

M. RAINER: Oui, Monsieur.

Le PRÉSIDENT: Naturellement, le partage présente beaucoup de modalités possibles.

M. RAINER: Oui, j'ai envisagé le cas extrême et j'en ai exposé les inconvénients. J'ai exposé quel était l'un des inconvénients de la zone maximum en ce qui concerne les populations arabes et juives. Un autre inconvénient est qu'il y aurait une très forte minorité, alors qu'en réduisant la superficie, on pourrait supprimer cet inconvénient. Mais, d'un autre côté, le territoire serait si petit qu'il ne permettrait à l'avenir aucune immigration juive ou une très faible immigration. Si bien que l'on se trouve entre l'enclume et le marteau.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un désire-t-il poser d'autres questions ?

M. RAND (Canada): Vous estimez qu'il serait impossible de mettre à part sous un contrôle mixte, analogue à votre administration binationale, les activités essentielles que vous avez signalées ?

M. RAINER: Oui, dans une administration binationale.

M. RAND (Canada): Non, je veux dire, en cas de partage géographique du territoire et de contrôle administratif d'ensemble sur ces diverses activités, ce qui permettrait de résoudre le problème des attributions législatives et exécutives, problème qui ne se poserait pas en cas de partage pur et simple.

M. RAINER: Cela serait possible en ce qui concerne la dernière activité: le développement et l'utilisation des eaux. Cela ne supprimerait naturellement pas le problème du rapport numérique entre Juifs et Arabes sur le territoire de l'Etat juif, ni les difficultés de communications et de douanes.

M. RAND (Canada): Pourquoi les douanes ne pourraient-elles pas . . . ?

M. RAINER: On pourrait également réaliser une union douanière.

M. RAND (Canada): Pas une union douanière. Ce serait en effet le résultat, mais ne pourrait-on avoir une administration centrale à compétence limitée, toutes les autres attributions étant confiées aux autorités des secteurs partagés ?

M. RAINER: Oui. Le partage ne serait alors pas en réalité un partage en deux Etats souverains, mais au sein d'une sorte de fédération de deux régions.

M. RAND (Canada): Ne discutons-nous pas sur des mots ? Le fond du problème n'est-il pas la question de la répartition des attributions ?

M. RAINER: Je laisserai à M. Magnes le soin de répondre puisqu'il s'agit là d'une question politique.

M. MAGNES: Il semble ressortir des éléments que l'on peut recueillir dans les conversations et dans des lectures que, lorsqu'on propose le partage, il y a toujours, à la base, l'idée que, pour certains éléments fondamentaux, il y aurait une sorte de contrôle ou d'administration mixte. L'un de ces éléments est l'eau. Non seulement l'Etat juif et l'Etat arabe devront arriver à un certain accord à ce sujet, mais aussi le Royaume de Transjordanie qui se trouve de l'autre côté du Jourdain.

M. RAND (Canada): Oui, évidemment.

M. MAGNES: Car l'utilisation des eaux du Jourdain intéresse également la Transjordanie.

M. RAND (Canada): En effet, mais cela pourrait se faire par accord avec n'importe quelle autorité centrale.

M. MAGNES: Cela pourrait se faire par accord avec les autorités mixtes ou avec chaque Etat séparément. La question est simplement la suivante: en organisant deux Etats partagés, faudra-t-il également créer une ou plusieurs administrations mixtes. Dans l'affirmative, la création de ces Etats partagés serait plus raisonnable. Etant donné, toutefois, que les Arabes aussi bien que les Juifs s'opposent très vivement à cette division, reste à savoir si l'on se mettra d'accord sur ces contrôles mixtes. Il est possible que les événements des années à venir imposent leur création. En tous cas, l'établissement de contrôles mixtes, surtout s'il doit y en avoir un grand nombre, serait un argument en faveur de la théorie du partage. L'absence de ces contrôles mixtes provoquerait, indubitablement,

une partie des conséquences qui ont été indiquées par M. Rainer. Il faudra donc étudier avec beaucoup d'attention la façon dont seront créés les Etats séparés.

M. RAND (Canada): Naturellement, cela soulève la question de savoir si ce que vous appelez une résidence locale effective constitue un élément plus ou moins essentiel du concept de nationalité. Vous dites que non. Je veux dire un lieu précis sur lequel on peut se trouver, où l'on peut s'agenouiller, que l'on peut embrasser, comme vous voudrez. Un tel lieu devient une sorte de sol national sacré. Vous éliminez cet élément. Je me demande si vous envisagez ou non cela comme l'un des éléments fondamentaux du sentiment, de l'esprit, de cet ensemble que nous appelons le concept national.

M. MAGNES: Puis-je parler en mon nom personnel en ce moment ? J'ai le sentiment que chaque point de ce pays, chaque mètre carré, constitue quelque chose auquel je suis attaché par mon histoire, par ma tradition. Je ne peux pas en détacher Jenin que la Bible appelle Ein Ganin et qui doit se trouver, d'après tous les calculs, en territoire arabe.

M. RAND (Canada): Mais si l'on prenait des dispositions pour la création d'une administration centrale, vous trouveriez-vous encore exclus de Jenin ?

M. MAGNES: Si vous créez une administration centrale, vous aurez alors presque une fédération. Si vous avez une administration centrale, vous aurez ici l'Etat juif et là l'Etat arabe. Que vous les appeliez du nom d'Etat, de province ou de tout autre nom, peu importe; l'administration centrale sera alors l'organisme important.

M. RAND (Canada): Est-ce bien vrai ? Je me place, en ce moment, à un point de vue purement hypothétique. Supposons que les services administratifs fondamentaux soient les services fonciers et l'immigration. Supposons que ces deux attributions soient confiées aux Etats.

M. MAGNES: Vous voulez dire que chaque Etat pourrait traiter ses propres questions d'immigration et que chaque Etat pourrait traiter ses propres problèmes fonciers ?

M. RAND (Canada): Oui.

M. MAGNES: Quel sera, alors, le rôle de l'administration centrale ?

M. RAND (Canada): Eh bien, ces activités dont il a été fait mention, la douane, le commerce extérieur, les moyens de communications de toutes sortes, les travaux qui intéressent les deux Etats.

M. MAGNES: C'est pratiquement ce que proposait le Plan Morrison-Grady. D'après ce Plan, les Juifs contrôlèrent l'immigration dans la province juive ainsi que les opérations foncières. Dans la province arabe, les Arabes contrôlèrent l'immigration et les opérations foncières. Peut-être envisagez-vous quelques modifications au Plan Morrison-Grady ?

M. RAND (Canada): Je propose une modification dans la compétence du pouvoir central, une diminution de cette compétence, sa réduction au minimum. Quelle est l'objection fondamentale à cette proposition ?

M. MAGNES: Eh bien, l'objection fondamentale, à mon avis, est qu'elle isole les Arabes et les Juifs.

M. RAND (Canada): Dans un Etat fédéral, naturellement, l'ensemble du territoire est à vous. J'habite une des provinces du Canada, mais mon pays s'étend de l'Atlantique au Pacifique.

M. MAGNES: Vous avez, au Canada, un Gouvernement central fort, n'est-ce pas ?

M. RAND (Canada): Dans ce cas, oui. Mais, l'intérêt de chaque individu envers l'ensemble du Commonwealth, comme vous pourriez l'appeler, n'est pas affecté par l'existence de deux Etats auxquels est confié le reste des attributions plutôt qu'au Gouvernement central.

M. MAGNES: Si j'ai bien compris, votre proposition est la suivante: vous envisagez un Commonwealth mixte; un Commonwealth arabe ou juif avec un organisme central...

M. RAND (Canada): J'envisage cela comme une possibilité.

M. MAGNES: Je vois. Je voudrais essayer de comprendre votre proposition et, le cas échéant, de m'en rapprocher. Vous voulez créer un Commonwealth mixte judéo-arabe et donner à l'Etat ou à la province arabe certaines attributions et certaines fonctions et donner pratiquement les mêmes attributions à l'Etat juif. C'est une façon de résoudre le problème, il n'y a pas de doute. C'est là l'essence même du Plan Morrison-Grady, avec cette différence que vous amenez les attributions centrales qui sont si gênantes dans le projet Morrison-Grady et qui, toutes, resteraient dans les mains des britanniques. Vous limiteriez la compétence des autorités centrales en les restreignant probablement au problème de l'alimentation en eau et aux autres questions d'intérêt commun. A cela, je ferai l'objection suivante: vous créez néanmoins des frontières. Comme j'ai essayé de l'indiquer ce matin, il n'est pas seulement difficile de tracer

ces frontières, mais il est dangereux de les maintenir. De part et d'autre des frontières que vous allez créer, la jeunesse juive et la jeunesse arabe vont être éduquées dans un esprit chauvin et vous rendrez très facile la naissance d'un esprit irrédentiste des deux côtés de ces frontières. Dans l'un des nombreux journaux hébreux d'hier, j'ai lu des extraits d'un discours qui a été prononcé par l'un des partisans les plus en vue du partage, dans lequel il déclarait, pour essayer de persuader son auditoire du bien-fondé de cette solution, que les frontières ne sont pas éternelles. L'exemple du Piémont et de la Sardaigne a été cité par certains d'entre nous. Nous savons que, pour l'unification de l'Italie qui eut lieu aux environs de 1860, le Piémont et la Sardaigne, provinces italiennes très éloignées l'une de l'autre, servirent de tremplin pour l'unification de toute l'Italie. Cette histoire est passionnante et instructive lorsqu'on la lit en relation avec le problème qui se pose à nous ici même.

Les frontières qu'elle prévoit constituent la principale objection que j'ai à faire en ce qui concerne votre suggestion: ces frontières qui maintiendront mon voisin ici et moi là, ces frontières de part et d'autre desquelles nous allons nous battre. Je désirerais voir se réaliser une Palestine unie sans frontières. Créez donc, comme vous le proposez, une administration centrale pour le contrôle des eaux. Pourquoi voulez-vous créer des frontières ?

M. RAND (Canada): Eh bien, vous-même avez proposé des limites de comtés.

M. MAGNES: Oui, mais ces limites serviraient uniquement à des fins d'administration locale.

M. RAND (Canada): A votre avis, dans quelle mesure ces limites que vous proposez constitueraient-elles des entraves ou des obstacles pour les deux groupes de population ?

M. MAGNES: Les limites administratives locales ?

M. RAND (Canada): Oui.

M. MAGNES: Il n'y aurait absolument pas besoin de passeport pour se rendre d'un comté dans un autre.

M. RAND (Canada): Il n'y en aurait pas dans l'hypothèse que j'ai envisagée. Vous seriez, en fait, citoyens du Commonwealth.

M. MAGNES: Dans ce cas, c'est là un système tout à fait différent du partage tel qu'on l'envisage, il me semble.

M. RAND (Canada): Je suis tout à fait d'accord.

M. MAGNES: Je vois. Il y a donc un malentendu.

M. RAND (Canada): Non.

M. MAGNES: Si vous voulez créer un Commonwealth, appelez-le Etat à double nationalité. Pourquoi pas ?

M. RAND (Canada): Nous discutons sur des mots, il me semble.

M. MAGNES: D'accord; appelez le donc, ou non, Etat à double nationalité, comme vous voudrez. Si vous voulez créer un Commonwealth, donnez à tous les citoyens la liberté d'accès à toutes les parties de ce Commonwealth et la liberté d'acheter des terres partout.

M. RAND (Canada): Il y a peut-être quelques réserves à apporter. Je parlais du droit de tout individu de se rendre où il désire à l'intérieur du Commonwealth. C'est là un privilège fondamental. D'autre part, puisque chaque Etat aurait droit de contrôle sur les opérations foncières et l'immigration, les limites territoriales géographiques serviraient au contrôle numérique de la population.

M. MAGNES: C'est là une disposition à laquelle je m'oppose: je m'oppose à ce que chaque Etat ait droit de contrôle sur ses terres. Je voudrais qu'il y ait une clause aux termes de laquelle je puisse acheter des terrains en n'importe quel point du pays et un Arabe posséder des terres en n'importe quel lieu.

M. RAND (Canada): Je reconnais naturellement qu'une telle clause serait souhaitable, mais je ne perds pas de vue le fait que, quelles que soient les propositions qui seront faites, il y aura toujours des objections à leur rencontre. Je me demande si l'on ne pourrait pas s'efforcer d'arriver à une solution qui rencontrerait le minimum d'objections.

M. MAGNES: Les Arabes s'y opposeraient peut-être moins; mais, du point de vue des Juifs, il y aurait beaucoup d'objections à ce qu'ils ne puissent pas posséder des terres ici, là, partout.

M. RAND (Canada): Dans la mesure où les Juifs pourraient l'accepter, accepteraient-ils des restrictions aux opérations foncières au sein d'un Commonwealth ?

M. MAGNES: C'est là l'une des raisons pour lesquelles je ne voudrais pas qu'ils acceptent le partage.

M. RAND (Canada): Cela ne dépend-il pas des principes sur lesquels vous fondez votre idée de Commonwealth et l'analogie avec le Piémont

et la Sardaigne dont vous avez parlé est-elle très juste ? Comme vous l'avez signalé fort à propos, la Palestine est une Terre Sainte qui affecte les sentiments de millions d'âmes dans toutes les parties du globe. Ce fait ne met-il pas la Palestine à part du reste du monde ?

M. MAGNES: Oui. Cette idée se rapporte-t-elle d'une façon quelconque à l'idée que vous pouvez vous faire des régions administratives ? Je ne vois pas très bien le sens de votre question.

M. RAND (Canada): Le loyalisme doit s'appuyer sur des concepts des idées, ou tout au moins des sentiments. Dans le cas qui nous intéresse, il me semble que nous n'avons pas une idée de base sur laquelle pourrait se fonder un loyalisme palestinien. La Commission Peel a déclaré, je crois, qu'il était absurde de penser, dans l'état actuel des choses, que les Juifs et les Arabes s'enorgueillissaient de la Palestine ou envisageaient même leur relation vis-à-vis de la Palestine comme celle de citoyens à Etat. Pensez-vous qu'un changement de régime puisse modifier une telle situation ?

M. MAGNES: Puis-je vous lire le dernier paragraphe de la déclaration que nous avons adressée à la Commission anglo-américaine ? Il est intitulé: "Une solution palestinienne":

"Quel bienfait ce serait pour l'humanité si les Juifs et les Arabes de Palestine luttèrent ensemble pour faire de leur Terre sainte une Suisse florissante et paisible située au cœur de cette ancienne marche entre l'Orient et l'Occident. Le problème palestinien exige une "solution palestinienne". La solution de ce problème aurait une influence politique et spirituelle incalculable sur tout le Moyen-Orient et bien au delà. Une Palestine à double nationalité pourrait devenir un phare de paix dans le monde."

Je puis dire que l'un de nos problèmes est justement la création de ce loyalisme que vous avez souligné à bon droit: loyalisme envers un Etat palestinien et non pas seulement envers un Etat juif ou un Etat arabe. Voilà notre idéal, mais le problème qui se pose est de décider comment ce loyalisme sera-t-il suscité et il me semble que moins il y aura de barrières entre les Arabes et les Juifs, barrières territoriales, politiques ou économiques, plus il y aura de chances de créer un loyalisme commun envers cet Etat palestinien.

M. RAND (Canada): Oui, la seule question serait de savoir si l'une ou l'autre des deux solutions envisagées est pratiquement réalisable; de savoir laquelle des deux solutions est la plus susceptible de provoquer ce sens nouveau de loyalisme, qui est une condition nécessaire, mais qui semble inexistante à l'heure actuelle.

M. MAGNES: Il est certain que dans le cas où un Etat juif ou un Etat arabe serait créé, un Etat comprenant un seul groupe ethnique provoquera un loyalisme national bien plus rapidement qu'un Etat à double nationalité. D'autre part, comme vous le savez et comme vous nous l'avez dit au sujet du Canada, votre loyalisme s'étend à toutes les parties de votre pays, de l'est à l'ouest, quelle que soit la langue qui y soit parlée. Pourtant, cela n'a pas été si facile au Canada, car j'ai lu il y a un an seulement, dans la revue américaine "Foreign Affairs", un article écrit par un canadien qui parlait des difficultés fondamentales que l'on rencontrera encore en raison de différences essentielles de langue, de coutumes, de relations avec l'Europe, et ainsi de suite. Mais le fait que l'unité du Canada n'a pas été chose facile ne veut pas dire qu'elle n'a pu être réalisée. Cela n'a pas été facile non plus en Afrique du sud, plus difficile même qu'au Canada. Pourtant, il y a là une sorte d'Etat à double nationalité où un loyalisme très profond envers un Etat sud-africain unifié a pris racine dans le cœur de beaucoup d'Anglais et de beaucoup d'Afrikaners. Le Premier Ministre d'Afrique du sud à l'heure actuelle n'est pas un Anglais, le Premier Ministre adjoint non plus. Vous constatez ce loyalisme de la part des principaux partis politiques et, d'un autre côté, il y a en Afrique du sud le parti nationaliste qui est absolument opposé au maintien du régime actuel de double nationalité.

La question est de savoir quelle solution nous allons préconiser. Quel est l'idéal le plus élevé et celui qui a le plus de chance d'être mis à exécution. C'est la question que vous m'avez posée. Je voudrais y répondre maintenant. Il se peut que la solution qui sera adoptée, quelle qu'elle soit, doive être plus ou moins imposée par les Nations Unies. Il s'agit donc de savoir quelle solution peut être imposée le plus facilement. J'aimerais que la question fût posée de cette façon. Je pense que le partage ne peut être imposé. Il provoquera la guerre. La grande majorité des Arabes y est opposée. Un grand nombre de Juifs, qu'ils soient extrémistes ou modérés, ainsi que les groupements religieux juifs, y sont opposés. Le partage provoquerait un esprit irrédentiste et des manifestations. Il y a ici un pays à double nationalité. Nous sommes un Etat à double nationalité. Nous n'avons pas besoin de tracer de nouvelles frontières. Nous n'avons pas à persuader qui que ce soit que telle partie du pays appartient aux Arabes et telle autre aux Juifs. Il n'y aurait guère besoin de l'imposer. Cela arrivera. Si vous commencez par désigner, par exemple, comme membres du Conseil exécutif, un Juif et un Arabe, (c'est le moins qu'on puisse faire), qui siègeraient avec le Haut-Commissaire pendant la durée du Mandat, il n'y aurait là rien qui pût justifier une guerre. Il en serait de même de

toutes les autres propositions que j'ai essayé d'esquisser pour le gouvernement du pays. Ces choses viennent presque naturellement. Elles sont organiques. Il n'est pas nécessaire de séparer les gens de telle ou telle façon, matériellement ou moralement, et je n'ai pas le moindre doute que, s'il faut imposer une solution, la seule que l'on puisse imposer est l'Etat à double nationalité, car ce mot "imposer" est un terme très fort. Nous constituons d'ailleurs un Etat à double nationalité et toute tentative de division aura pour résultat d'exciter une animosité qui n'existe pas à l'heure actuelle.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions?

M. RAND (Canada): Je pensais aux buts plus ou moins universels, au rêve ou, pourrait-on dire, au dessein spirituel du peuple juif d'avoir une partie de la surface du globe qui soit sa propriété exclusive.

M. MAGNES: Eh bien, si l'on me confiait cette tâche, et si j'avais les mains libres, je créerais un Etat juif. Je ne suis pas de ceux qui s'opposent par principe à la création d'un Etat juif. Un grand nombre de Juifs dans le monde, en Amérique et ailleurs, s'opposent en principe à cette création. Je ne suis pas de leur avis. Je voudrais que l'on confiât au peuple juif la tâche de diriger un Etat. Il pourrait peut-être ajouter aux trésors spirituels de l'humanité si un tel fardeau lui était confié. Mais je n'en ai pas la possibilité. On ne peut pas faire table rase de ce qui existe. Nous trouvons deux populations dans ce pays. L'une des façons de tourner la difficulté serait d'essayer de trouver un autre territoire. A une époque donnée, le Gouvernement britannique avait offert aux Juifs une terre de colonisation en Ouganda. Le peuple juif a repoussé cette offre. Pour quelle raison? Parce que ce n'était pas la Palestine. Il peut se trouver d'autres pays du globe qui pourraient offrir des terres aux sans-foyer juifs. Mais cela n'intéresse pas le peuple juif. Je dois dire que j'ai été surpris de constater que certains grands pays n'ont pas ouvert leurs portes à un certain nombre de personnes déplacées d'origine juive, mais ont constamment compté uniquement et exclusivement sur la Palestine pour recevoir ces malheureuses victimes d'un terrible holocauste. Mais le peuple juif repousserait toutes ces offres. Quand je dis le peuple juif, je veux dire que l'histoire juive, je veux dire que l'avenir juif les repoussera comme il l'a fait jusqu'à maintenant; si bien que nous nous trouvons dans cette position particulière, nous, peuple élu, comme la Bible nous appelle (et nous sommes un peuple élu quelquefois dans le bon sens du mot, quelquefois peut-être dans un sens moins bon), et cette terre est une terre élue qui intéresse, nous en sommes d'accord, des millions de gens, et c'est sur cette terre que nous voulons créer notre

Foyer National à des fins nobles et honnêtes, c'est là que nous allons ériger notre Foyer National.

Si vous croyez pouvoir répondre par ces divisions, par ce partage, aux aspirations millénaires du peuple juif à une place dans le monde, un foyer, leur propre pays, je pense que vous êtes dans l'erreur. Une telle solution ne satisfait pas cette ambition juive. Elle est trop modeste. Il y a dans cet Etat une minorité arabe trop importante, on y rencontre beaucoup trop de difficultés d'ordre administratif, économique, social et éducatif. La solution serait acceptable, si seulement vous pouviez donner au peuple juif la Palestine, toute la Palestine, ce qui est le désir de beaucoup d'entre nous. Certains partis chez nous déclarent même que tous ces discours, toutes nos conversations, tous les arguments en faveur du partage et tout ce qui s'ensuit, ne sont que des balivernes. Ce que veut le peuple juif, c'est la Palestine des deux côtés du Jourdain; certains vont même jusqu'à demander que la Palestine atteigne les rives de l'Euphrate car, au temps biblique, les frontières de la Palestine se sont étendues, à certaines époques, du Nil à l'Euphrate (ce qui n'est pas réalisable, naturellement), cela peut-être permettrait de satisfaire les grandes aspirations historiques du peuple juif en faveur d'une sorte d'Etat qui permettrait à notre peuple d'égaliser certains autres peuples du monde. Mais prenez ce petit pays, vous avez constaté combien il est limité.

M. RAND (Canada): Il devra nécessairement, par ses limites géographiques, être symbolique, mais ce que vous venez de dire est une constatation que les aspirations juives ne seront jamais satisfaites.

M. MAGNES: Je déclare ceci: aussi longtemps que la Palestine sera habitée par deux populations différentes et tant que nous n'aurons pas acquis l'expérience d'une ou deux générations, recueilli des succès et essuyé des échecs, administré ensemble nos affaires, je déclare que le peuple juif devra se passer de cette satisfaction, comme il l'a fait depuis des centaines d'années. Je suis convaincu, dans mon cœur, que le peuple juif peut faire ici œuvre créatrice: c'est ce que nous voulons, c'est ce que veut le plus grand nombre d'entre nous. En outre, si l'immigration s'accroît de telle sorte que le peuple juif atteigne la parité avec les Arabes dans cet Etat à double nationalité, bien que nous ne puissions réaliser notre ambition légitime d'avoir quelque part dans le monde un Etat unique, que nous puissions appeler notre pays, je suis sûr qu'il sera plus facile de trouver une solution. Je ne pense pas que cela puisse se faire autrement.

Le PRÉSIDENT: Y-a-t-il d'autres questions ?

M. SIMIC (Yougoslavie): Je voudrais poser une question à M. Rainer. Je constate que vous connaissez de façon approfondie tous les projets et plans d'irrigation de l'ensemble de la Palestine. Il me semble que le Jourdain est la source la plus importante d'alimentation en eau. Est-ce exact ?

M. RAINER: Ce n'est pas la plus importante, mais l'une des plus grandes.

Le PRÉSIDENT: Je pense que nous pourrions mettre fin maintenant à cette audition puisque personne d'autre n'a de questions à poser. Je vous remercie tous les deux.

Le point suivant à l'ordre du jour aurait dû être l'audition des représentants du parti communiste de la Palestine. Nous devons remettre cette audition à demain.

Le second point à l'ordre du jour sera donc l'audition des représentants du Conseil de la Communauté juive Ashkenazite. Ces représentants sont-ils ici ? Il me semble que Son Eminence le Grand Rabbin des Juifs orthodoxes de Jérusalem et de la Terre Sainte, M. le Rabbin J. H. Duschinsky et M. le Rabbin Selig Reuben Bengis, Président des tribunaux de droit religieux, doivent comparaître devant nous.

M. le Rabbin BENGIS: Le rabbin qui devait venir répondre à vos questions s'est trouvé indisposé et a décidé de rentrer chez lui. Je dois vous demander, Monsieur le Président, quand devra-t-il comparaître à nouveau ?

Le PRÉSIDENT: Nous verrons comme nous pourrions nous organiser. Il devient très difficile de faire entrer quelque chose de nouveau dans notre programme, mais nous allons voir si la chose est possible. Nous devons examiner la situation et je ne crois pas pouvoir dire maintenant s'il nous sera possible d'entendre les représentants de la Communauté Ashkenazite, ni le moment où cette audition aura lieu.

M. le Rabbin BENGIS: Ne serait-il pas possible de le faire demain, après l'audition du parti communiste ?

Le PRÉSIDENT: Nous avons d'autres auditions prévues pour demain, mais nous examinerons la question. Je vous prie de prendre vos dispositions pour pouvoir venir ici après un préavis très court.

L'audition publique est suspendue jusqu'à demain à 10 h. 30.

La séance est levée à 13 h. 50

PROCES-VERBAL DE LA TRENTE-DEUXIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'Y.M.C.A., Jérusalem (Palestine),
le mardi 15 juillet 1947, à 11 h. 25 du matin.*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. FABREGAT, Uruguay
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

L'ordre du jour de cette séance publique contient trois points:

1. Audition publique des représentants du parti communiste de Palestine, comité central.
2. Audition publique des représentants de la Ligue pour le rapprochement judéo-arabe.
3. Audition publique des représentants du Conseil (Waad Hair) de la communauté juive Ashkenazite.

Pouvons-nous adopter cet ordre du jour?

Aucune objection n'est exprimée.

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté. Le premier point de l'ordre du jour se rapporte aux questions à poser aux représentants du Parti communiste.

Monsieur Mikunis, Monsieur Ehrlich et Monsieur Vilner, veuillez venir sur l'estrade.

M. Mikunis, M. Ehrlich et M. Vilner prennent place à la table.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il des membres de la Commission qui désirent poser des questions?

M. SIMIC (Yougoslavie): Monsieur Mikunis, en répondant aux questions de messieurs les membres de la Commission, vous avez mentionné mon pays plusieurs fois. Vous l'avez fait notamment à propos de cette partie du programme de votre parti qui a suscité le plus d'intérêt, c'est-à-dire la question de l'égalité des droits des peuples. Cela pourrait me donner le droit, et peut-être le devoir, de signaler que vous avez dans vos réponses, afin d'appuyer votre thèse, mentionné la solution de la question nationale adoptée dans mon pays pendant et après la dernière guerre.

Je ne le ferai pas cependant pour des raisons faciles à comprendre. Mais, relativement à cet exemple, que vous avez donné, j'aimerais que vous répondiez à une question, afin que je vérifie si j'ai bien compris.

Voici ma question: si je vous ai bien compris, dans les propositions que vous faites pour la solution du problème historique de la Palestine, vous demandez l'abolition du mandat, le retrait des troupes britanniques et la proclamation immédiate de l'indépendance de la Palestine à cause de votre conviction que, dans cette éventualité, la situation actuelle et les relations existant entre les divers éléments de la population de Palestine subiraient un changement tel que de nouvelles conditions en résulteraient et qu'une situation absolument nouvelle: le groupement des peuples arabes et juifs et de leurs forces démocratiques progressives exemptes de toute influence extérieure, permettrait de résoudre toutes les difficultés fondamentales de la vie en commun sur une terre commune. Est-ce exact?

M. MIKUNIS: Oui. Notre conviction est que, lorsque l'Organisation des Nations Unies proclamera l'indépendance de la Palestine après l'abolition du mandat et l'évacuation des troupes de Palestine, il se produira des changements révolutionnaires. La classe paysanne, la classe des travailleurs et la classe intellectuelle seront libres d'exprimer leur opinion. Elles seront libres de mobiliser les masses populaires pour la protection de l'indépendance et de l'Etat démocratique. Telle est notre conviction, qui repose sur la composition des forces sociales de Palestine chez les Juifs et les Arabes. Elle repose sur l'histoire, même récente; sur des exemples pris chez des peuples différents. C'est une règle générale qui s'applique à tous les peuples opprimés devenus libres. Nous ne pensons pas que la Palestine, les peuples juifs et arabes constituent une exception à cet égard. C'est pourquoi nous avons cité l'exemple de la Yougoslavie. Bien que notre situation soit différente, nous estimons que les principes du développement futur de notre pays sont les mêmes.

M. SIMIC (Yougoslavie): Merci. Voici maintenant ma seconde question: Vous avez, dans vos discours et vos déclarations, mis en valeur le fait que les libertés fondamentales telles que la liberté de la presse, la liberté de réunion et d'assemblée, la liberté d'expression publique de la pensée et des convictions, etc., ne jouissent d'aucune garantie en Palestine. J'aimerais que vous fassiez un exposé plus détaillé de l'état de choses existant dans ce domaine? J'aimerais également savoir si les mesures prises s'appliquent également à toutes

les organisations, à tous les partis politiques et à tous les particuliers?

M. MIKUNIS: En Palestine, notre expérience est riche à cet égard. Par exemple, le Parti communiste de Palestine a été illégal jusqu'en 1942 et très sévèrement persécuté. Nous n'avions pas de journal légalement autorisé. Des centaines de communistes avaient été déportés et des centaines emprisonnés en application des "Emergency Regulations", sans avoir comparu devant les tribunaux. Le 7 juillet 1941, le secrétaire du parti a été arrêté avec d'autres membres, bien que rien n'ait pu être établi contre eux, en dehors de leur qualité de communistes. En vertu des "Defence Regulations", nous avons été condamnés à la prison, à la détention jusqu'à la fin de la guerre. Les forces vives de la démocratie se sont révélées plus fortes que ces "Defence Regulations", et le Gouvernement, sous la pression de l'opinion publique intérieure et étrangère, a dû nous relâcher après plusieurs mois de détention. Notre journal autorisé, *Kol-Haam*, a été suspendu pendant un mois à cause d'une caricature relative à une affaire locale. Le journal des syndicats arabes, *l'Al-Ittihad*, a également été suspendu l'année dernière pendant un mois. Notre quotidien, *Kol-Haam*, n'a pas encore de téléphone. Il nous faut nous servir de téléphones privés, parce que le Gouvernement n'a pas encore permis à notre journal d'avoir un téléphone après 4 ou 5 mois d'existence. Vous avez l'exemple caractéristique d'hier. Hier, le Gouvernement a révélé de nouveau la politique réelle en appliquant des mesures d'ordre militaire à Nathanya et aux environs. Je crois que j'ai le droit de protester ici contre cette mesure de punition collective. Je me demande si ces mesures seraient appliquées dans les villes de Manchester et de Liverpool à la suite de l'enlèvement de deux soldats. Nous sommes privés des libertés civiles élémentaires au pays. Des habitants de Palestine sont déportés vers d'autres pays. On les détient par centaines et par milliers sans raison. On a fait sauter l'Hôtel du Roi David à Jérusalem, mais, au bout de huit jours le Gouvernement a décidé de punir Tel-Aviv, d'y décréter le couvre-feu et des mesures d'ordre militaire 4 jours durant, imposant ainsi des souffrances à 200.000 habitants, dans la plus grande ville de Palestine. La censure est très sévère, particulièrement en ce qui concerne notre quotidien. Dans notre note et dans nos discours, nous avons donné une longue liste de mesures discriminatoires, de mesures incomparables avec les libertés civiles les plus élémentaires, dont ont été victimes à la fois les Arabes et les Juifs au cours des trente dernières années. Ce sur quoi je voulais insister et ce que je voulais faire ressortir dans les rapports que nous avons présentés, c'est que les principales persécutions infligées aux communistes et autres milieux avancés de Palestine ont eu pour cause le combat que nous avons

mené pour la collaboration et le rapprochement judéo-arabe, parce que nous estimons, et l'expérience l'a prouvé, que la meilleure défense de l'impérialisme en Palestine n'est ni l'utilisation de tanks et de bombardiers ni le recours à la police, mais bien l'antagonisme entre Juifs et Arabes. Partout où Arabes et Juifs se sont unis pour combattre côte à côte, ils ont réussi. Telle est notre expérience des 25 dernières années.

M. SIMIC (Yougoslavie): Vous avez déclaré catégoriquement, en particulier, que la Palestine est devenue une base militaire britannique en Moyen-Orient. Pouvez-vous donner des preuves supplémentaires à l'appui de cette assertion et de la manière dont vous envisagez la question?

M. MIKUNIS: Dans ma déposition, j'ai indiqué non seulement que les troupes britanniques de Palestine sont trop nombreuses si elles ne sont pas destinées à étouffer le mouvement de libération palestinien et le mouvement de libération du Moyen-Orient, mais j'ai indiqué aussi que l'effectif de ces troupes fait ressortir l'intention de la Grande-Bretagne de fortifier, d'accroître et d'augmenter ses bases militaires en vue de la préparation d'une troisième guerre mondiale. L'argument des Britanniques est que ces troupes doivent protéger les Juifs contre les Arabes et les Arabes contre les Juifs. Il est très étrange de constater que ces troupes ne tiennent garnison ni parmi les Arabes ni parmi les Juifs. Elles tiennent garnison dans la partie méridionale de la Palestine située près de la frontière égyptienne. Elles se trouvent dans le sud, dans de grands camps permanents. Il y a de nombreux camps permanents en Palestine. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont encore employés dans ces camps militaires à construire de nouveaux bâtiments, à travailler dans les ateliers. Il existe plusieurs aérodromes militaires toujours entretenus, auxquels on ajoute de nouveaux bâtiments et sur lesquels on construit de nouveaux ateliers. Tous ces faits parmi tant d'autres prouvent que la Grande-Bretagne, avec l'aide et le consentement de l'impérialisme américain, établit ici en Palestine une base militaire. Je crois que vous pourrez, je l'espère tout au moins, obtenir du Ministère de la guerre de Grande-Bretagne d'autres détails sur cette base militaire.

M. HOOD (Australie): Monsieur le Président, j'aimerais si vous le permettez, élucider un point soulevé par la lecture du document de M. Vinner. Si je comprends bien la proposition formulée en termes généraux par la personne qui comparait devant nous, il y aurait deux stades: le premier comporterait une proclamation du principe d'indépendance, et le second correspondrait à l'établissement réel d'une administration indépendante en Palestine. Puis-je demander si l'un de ces messieurs pourrait nous indiquer le temps qu'il estime nécessaire avant d'en arriver au se-

cond stade, ou, en d'autres termes, la durée de l'intervalle entre le premier et le second stade.

M. VILNER : Dans les projets que nous avons soumis il n'existe pas de stades. Nous croyons, nous sommes certains, que les peuples de Palestine sont mûrs pour l'indépendance. Il ne s'agit pas d'une question de stades. La question est de savoir comment obtenir, comment réaliser en pratique, maintenant et dans l'avenir le plus rapproché, l'indépendance de la Palestine. Notre proposition mettait en relief, et c'était évident si l'on s'en rapporte aux questions posées dimanche dernier, un aspect du problème. Il s'agit des conditions préalables à l'indépendance de la Palestine. Nous avons insisté dans notre déclaration, dans notre note, dans notre déposition orale, sur le fait que l'indépendance de la Palestine est réalisable pourvu que l'Organisation des Nations Unies remplisse certaines conditions préalables avec la participation et la collaboration des peuples de Palestine. Quelles sont ces conditions préalables? Tout d'abord, nous proposons qu'à la session de septembre de l'Assemblée de l'Organisation des Nations Unies, cette Organisation décide conformément à nos propositions: 1. de supprimer le mandat britannique délivré par la Société des Nations; 2. de faire évacuer la Palestine, dans l'avenir le plus rapproché, par l'armée britannique d'occupation et par la police britannique. Pour ces deux propositions, dirons-nous négatives, nous avons tout au moins le plein appui, non seulement du Parti communiste, mais de l'ensemble des communautés juive et arabe de Palestine. A ce sujet, qu'il me soit permis . . .

M. HOOD (Australie) : Monsieur le Président, j'ai posé une question relativement simple.

M. VILNER : Je vais y venir.

M. HOOD (Australie) : Tout ce que je veux savoir c'est si vous envisagez un délai, et quelle en sera la durée?

Le PRÉSIDENT : Oui, il nous importe peu de savoir si vos prétentions sont appuyées. Il s'agit uniquement du temps qui s'écoulera entre les deux stades.

M. VILNER : Oui, je sais. Mais le temps dépend de la situation existant en Palestine et de l'attitude des deux peuples; il ne dépend pas de spéculations abstraites des communistes ou d'autres partis. C'est tout au moins ce que nous estimons.

Le PRÉSIDENT : Oui mais je ne crois pas nécessaire de lire la déclaration.

M. VILNER : Non pas la déclaration, seulement deux ou trois lignes. Ce n'est pas une déclaration.

Le PRÉSIDENT : Je ne crois pas que cela s'impose. Répondrez-vous à la question sans vous reporter à l'opinion probable des autres communautés?

M. VILNER : Notre proposition en ce qui concerne des stades successifs à prévoir ou à ne pas prévoir dépend d'une seule chose: l'attitude des deux peuples de Palestine qui est le fond de tout le problème. La question des stades ne saurait être tranchée dans un bureau autour d'une table et la plume à la main. La question des stades et de la possibilité de réaliser notre programme d'indépendance immédiate ou d'indépendance prochaine dépend exclusivement de l'état d'esprit des populations.

Le PRÉSIDENT : Vous avez dit que la solution serait immédiate. Vous avez dit qu'il n'y aurait pas de stades successifs, et que l'indépendance suivrait immédiatement.

M. VILNER : Non, ce n'est pas si simple. J'aurais voulu expliquer notre attitude, mais je me bornerai à dire en une phrase, sans citation, que tous les journaux de la communauté juive, qu'ils soient de droite ou de gauche, ont appuyé nos demandes dirigées contre l'impérialisme britannique bien qu'ils aient pu élever des objections contre certaines de nos propositions. Voyons, maintenant, comment réaliser l'indépendance. Après la décision prise par l'Organisation des Nations Unies en septembre à propos de la suppression du mandat et de l'évacuation des troupes britanniques, notre proposition comporte la constitution par le Conseil de sécurité des Nations Unies, d'une Commission des Nations Unies. Cette Commission, désignée par le Conseil de sécurité, devra venir en Palestine pour y organiser et y mener à bien des élections parmi les Juifs et les Arabes, en vue de la création d'une assemblée constituante. Cet organe composé de Juifs et d'Arabes sera chargé de créer la constitution qui régira la Palestine dans l'avenir. Et si l'on suit nos propositions, cette constitution, comme nous l'avons annoncé, sera conforme aux exigences de la Palestine, et tiendra compte de l'existence des deux peuples, avec égalité de droits.

M. HOOD (Australie) : Combien de temps croyez-vous que cela doive demander? Est-ce une question de mois? d'un an? ou de plus?

M. VILNER : Je crois que si l'Organisation des Nations Unies donnait à nos peuples une réelle possibilité d'agir et si elle empêchait l'intervention de la police, des troupes britanniques, de l'administration britannique militaire et civile, très certainement le peuple arriverait à un accord en quelques mois. Mais à une condition expresse: pas d'intervention étrangère dans les questions de Palestine.

M. HOOD (Australie) : Qui sera chargé du gouvernement ? Qui sera chargé de l'administration pendant cette période ?

M. VILNER : Je l'ai dit très clairement. Notre proposition ne peut donner aucune réponse à cette question. Pourquoi ? Parce qu'immédiatement après la décision de l'Organisation des Nations Unies, la Commission viendra en Palestine.

M. HOOD (Australie) : Voulez-vous dire que c'est la Commission qui administrera le pays ?

M. VILNER : La Commission, ou une institution provisoire créée à la suite des premières élections qui auront lieu après l'arrivée de la Commission des Nations Unies en Palestine. Je crois qu'on pourrait élire un comité, et je ne m'intéresse pas aux détails. Cela dépend des représentants des Juifs et des Arabes. Ils prendront les dispositions les plus convenables en vue d'élaborer la première constitution de la Palestine indépendante. Ce sont là des détails qui ne peuvent rien changer à la proposition. Cela peut s'organiser d'une façon ou de l'autre, cela n'a aucune importance.

M. HOOD (Australie) : Pourquoi proposez-vous que le Conseil de sécurité désigne une commission ?

M. VILNER : Parce que nous sommes sûrs, comme mon camarade vous l'a expliqué quelques instants plus tôt, que la situation actuelle en Palestine (et c'est ce que nous aimerions mettre en lumière à vos yeux) est très grave. Il faut en finir. Le plus tôt sera le mieux.

M. HOOD (Australie) : Vous venez de nous dire qu'aussitôt que la puissance mandataire sera partie, il n'y aura pas de difficultés, que le peuple se calmera. Vous savez que le Conseil de sécurité a capacité pour agir dans des situations susceptibles de menacer la paix ou la sécurité internationale. Mais serait-ce une situation susceptible de menacer la paix et la sécurité ? Je pensais que vous affirmiez qu'il n'y avait pas de danger, qu'on ne pouvait imaginer rien d'autre qu'une réconciliation ?

M. VILNER : Je crois que la situation créée, en Palestine, comme dans d'autres pays, par les impérialismes américain et britannique met la paix en danger. Je ne suis pas juriste, je ne suis qu'un homme pour qui l'expression "menacer la paix", employée dans la Charte des Nations Unies, ne signifie pas menacer la paix aujourd'hui, cet après-midi ou demain matin ; mais se rapporte à toute situation qui met la paix en danger, peut-être dans une semaine, peut-être dans un an ou davantage. En ce sens, l'ensemble de la situa-

tion politico-militaire de la Palestine menace la paix du Moyen-Orient.

M. HOOD (Australie) : Pourquoi voulez-vous que le Conseil de sécurité agisse dans ce domaine plutôt que le Conseil de tutelle ?

M. VILNER : Pour deux raisons. Tout d'abord parce que la situation de la Palestine est si grave et parce que, chaque jour, on proclame l'état de siège, on commet des meurtres, etc. . . . Ensuite, à cause de la précipitation apportée à la construction de camps militaires en Palestine, qui a créé la situation actuelle ; le problème est tel qu'il faut le poser désormais à cet organe des Nations Unies.

M. HOOD (Australie) : Mais vous venez de dire que cet organe ne serait pas constitué avant l'extinction du mandat ; est-ce exact ?

M. VILNER : Non, l'organe dont je parle actuellement est le Conseil de sécurité ; la situation existant en Palestine à notre avis est une menace pour les peuples. Quant à la seconde partie de la question, excusez-moi, mais je l'ai oubliée.

M. HOOD (Australie) : Je vous ai demandé pourquoi vous préféreriez voir agir le Conseil de sécurité plutôt que le Conseil de tutelle ?

M. VILNER : Je ne suis pas sûr qu'il existe maintenant aux Nations Unies un Conseil de tutelle entièrement constitué.

Le PRÉSIDENT : Il existe.

M. VILNER : Je sais, mais, d'après la Charte des Nations Unies que j'ai sous les yeux, le Conseil de tutelle est un organe prévu pour les périodes de transition. Je crois que, dans ma réponse précédente, j'ai également indiqué pourquoi nous n'avons, pas proposé de faire agir le Conseil de tutelle, mais plutôt le Conseil de sécurité, parce que nous estimons que pour la Palestine il s'agit maintenant d'une question d'indépendance et non pas de tutelle. Je crois que cela répond également à la question. "Pourquoi pas le Conseil de tutelle" ?

M. BLOM (Pays-Bas) : Les orateurs ont parlé plus d'une fois de l'égalité des droits entre Arabes et Juifs du pays. Je me demande ce qu'ils entendent par là ? Veulent-ils parler de la parité ? Ou bien qu'entendent-ils par égalité de droits ?

Le PRÉSIDENT : Nous avons étudié cette question très en détail lors de la séance précédente. Si vous lisez le compte rendu des séances antérieures, je crois que vous trouverez une réponse à votre question.

M. MIKUNIS : Permettez-moi d'ajouter quelques mots.

Le PRÉSIDENT : Ce n'est pas nécessaire, parce que nous avons discuté cette question très en détail lors des séances précédentes.

M. MIKUNIS : Je voudrais dire quelques mots pour éclaircir la question.

Le PRÉSIDENT : Je ne suis pas sûr qu'on puisse l'éclaircir en répétant les mêmes explications.

M. BLOM (Pays-Bas) : Page 20 de la déclaration de M. Mikunis, je lis ce qui suit : "Les Nations Unies devraient fournir toutes facilités aux Juifs déplacés désireux de retourner en leurs pays d'origine dans lesquels des régimes démocratiques ont été institués". Comme vous le savez, nous avons de nombreuses preuves que la forte majorité des Juifs des camps de personnes déplacées veulent émigrer en Palestine et non retourner dans leurs pays d'origine. Je veux savoir ceci : M. Mikunis est-il en mesure d'indiquer si les personnes déplacées, désireuses de retourner dans leurs pays d'origine, sont actuellement empêchées de le faire ?

M. MIKUNIS : Afin de vous donner une réponse pertinente, je vais lire deux autres lignes de ma déclaration. "Les Nations Unies devraient fournir toutes facilités aux Juifs déplacés désireux de retourner dans leurs pays d'origine, lorsqu'il y existe un régime démocratique, ainsi qu'à ceux qui désirent émigrer vers d'autres pays, y compris la Palestine, compte tenu de leur désir de rejoindre leur famille." C'est ainsi qu'on résoudra cet urgent problème et qu'on empêchera les impérialismes de spéculer sur la possibilité de "diviser pour régner."

Pour répondre à la première question, nous avons des faits. La presse de Palestine et d'Europe a fait savoir à plusieurs reprises que les autorités des camps de Juifs déplacés, non seulement ont empêché certains de ces Juifs de retourner en Palestine, en Yougoslavie ou en Hongrie, mais se sont livrées à des attaques de propagande, décrivant les nouveaux pays démocratiques comme des pays où sévit la police, et où la police menace la sécurité et le bien-être matériel du peuple.

Deuxièmement, nous savons que l'immense majorité des Juifs des camps de personnes déplacées désire émigrer en raison des souvenirs pénibles et des horreurs auxquels ils ont survécu dans les pays d'extermination. C'est pour cette raison qu'ils ne veulent pas y retourner. Ils veulent rejoindre leur parents, leur famille dans différents pays. C'est pourquoi nous disons qu'il incombe à l'Organisation des Nations Unies de les y aider, de leur donner toutes possibilités d'émigrer vers ces pays, y compris la Palestine, et de liquider tous ces camps de l'Allemagne occidentale, de l'Autriche, de l'Italie et de Chypre, afin d'en terminer avec ce procédé honteux qui consiste à garder les survivants, les victimes du fascisme, les survi-

vants d'un tel massacre, à les garder, deux ans après la guerre, dans ces camps sous la protection de nazis ou d'anciens nazis, et à permettre à ces nazis de se livrer à des pogroms et à des provocations contre ces victimes du fascisme.

Dans ma déposition, j'ai mis ce point en lumière. Je prétends que ces gens qui parlent tant de culture occidentale commettent le péché de Caïn : il n'y a que trois semaines que je suis arrivé d'Angleterre ; j'étais là-bas pendant ces dernières semaines ; j'y ai vu entrer librement des milliers d'anciens fascistes ; de collaborateurs des armées nazies et ukrainiennes ainsi que des Lithuaniens. Ils ont toutes les possibilités de logement et de travail qu'ils veulent. Mais les portes de l'Angleterre sont fermées aux Juifs victimes du fascisme. Le Canada est ouvert aux bandits des armées nazies, mais le Canada est fermé aux Juifs victimes du fascisme. La Palestine est fermée à ces victimes . . .

Le PRÉSIDENT : Je vous prie de choisir vos expressions avec soin.

Sir Abdur RAHMAN (Inde) : Le Docteur Magnes, dans sa déclaration d'hier, a proposé la création d'un Etat composé de deux groupements ethniques avec parité entre les Juifs et les Arabes en dépit de la différence numérique. Répondez simplement à ma question ; je n'ai pas besoin de discours. En tant que communistes, approuvez-vous cette idée ?

M. MIKUNIS : Approuver quelle idée ?

Sir Abdur RAHMAN (Inde) : M. Magnes, dans sa déclaration d'hier, a proposé la création d'un Etat composé de deux groupements ethniques avec parité entre les Juifs et les Arabes en dépit de la différence numérique. Je n'ai pas besoin d'un discours, je ne veux que votre réponse. En tant que communistes, appuyez-vous la proposition du Docteur Magnes ?

Le PRÉSIDENT : Oui ou non ?

M. MIKUNIS : Non ; il est impossible de répondre par oui ou par non.

Sir Abdur RAHMAN (Inde) : Je ne voulais qu'une réponse, oui ou non.

M. MIKUNIS : Vous parlez de parité. Je ne sais pas ce que vous entendez par parité. Il peut y avoir parité au sein du gouvernement et au parlement.

Sir Abdur RAHMAN (Inde) : Vous étiez présent quand M. Magnes a fait sa déclaration.

M. MIKUNIS : Oui.

Sir Abdur RAHMAN (Inde) : C'est à cette déclaration que je me réfère. Je vous demande seule-

ment si, en tant que communistes, vous approuvez la déclaration et la proposition formulées par M. Magnes ou si vous ne l'approuvez pas?

M. MIKUNIS: Vous me posez une question à laquelle je ne puis pas répondre, du fait que la définition donnée par M. Magnes de la parité a été longue et détaillée. Si vous voulez comprendre ma propre conception de la parité, je vous la donnerai en quelques mots, mais ne me demandez pas si je m'associe à la déclaration de M. Magnes. Naturellement, je ne m'y associe pas. Je m'oppose à cette conception de M. Magnes, bien que je lui sois reconnaissant de son attitude à l'égard de la collaboration judéo-arabe et des efforts qu'il a faits pour la mener à bien.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Sur quel point porte votre opposition?

M. MIKUNIS: Nous nous opposons à la prolongation de l'administration britannique en Palestine sous le nom de tutelle.

Le PRÉSIDENT: Oui, mais ce n'était pas la question. La question posée consistait à savoir si vous étiez partisan de la thèse de la parité.

M. MIKUNIS: Quelle sorte de parité? Il existe différentes sortes de parité. Je vais vous dire comment nous concevons la parité; entre deux peuples jouissant de droits égaux, simplement sur le plan constitutionnel. Nous envisageons deux chambres. La première est la chambre des représentants, élue de façon démocratique, par représentation proportionnelle. Ensuite, nous proposons une seconde chambre, la chambre des peuples, également élue démocratiquement d'après une répartition régionale et composée par moitié de délégués juifs et de délégués arabes. Telle est la seconde chambre, la chambre des peuples. Elle doit reposer sur ce principe, afin de donner — après la constitution —, des garanties supplémentaires que l'égalité réelle des droits entre les deux peuples, Arabes et Juifs, sera respectée. C'est ainsi que nous comprenons sur le plan constitutionnel la question de l'égalité des droits pour les deux peuples.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Quelles seraient les fonctions respectives des deux chambres?

M. MIKUNIS: Les fonctions respectives de ces deux chambres . . . Tout d'abord, elles ont les mêmes droits, et deuxièmement . . .

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Les fonctions. C'est ce que je vous ai demandé.

M. MIKUNIS: Mettons qu'il y ait conflit à la première chambre à l'occasion de certaines questions, ces questions seraient renvoyées devant la

seconde chambre, comme cela se fait dans tous les pays où il existe deux chambres. Le rôle de ces deux chambres est bien connu. On sait comment elles agissent, par exemple en Union soviétique, en Yougoslavie et dans différents autres pays. C'est une chose bien connue.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Y a-t-il une différence de principe entre la conception des communistes arabes et celle des communistes juifs de Palestine en ce qui concerne la forme du gouvernement de Palestine?

M. MIKUNIS: Je parle en premier lieu pour le parti communiste de Palestine . . .

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous demande seulement s'il y a une différence.

M. MIKUNIS: Nous ne discutons pas de questions de détails. Nous n'entrons pas maintenant dans le détail. Nous avons confiance dans le peuple et nous pouvons vous assurer qu'après qu'aura été accordée ou proclamée l'indépendance et après qu'aura eu lieu l'évacuation des troupes, le peuple résoudra toutes les questions fondamentales aussi bien que les questions de détail relatives à la constitution future et au gouvernement libre à venir.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne suis pas satisfait, mais je ne poserai pas d'autres questions.

Le PRÉSIDENT: Nous en avons terminé avec l'audition des représentants du Parti communiste. Messieurs, je vous remercie.

Nous allons passer au point suivant de l'ordre du jour: l'audition des représentants de la Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabes. Je crois que M. Simon et M. Cohen doivent prendre la parole.

M. Simon et M. Cohen prennent place à la table.

M. SIMON (représentant de la Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabes): Monsieur le Président, messieurs, nous vous remercions sincèrement pour le privilège que vous nous avez accordé de comparaître devant la Commission spéciale envoyée ici par les Nations Unies, Organisation qui combat pour l'union de l'humanité. Notre but est de réaliser dans ce pays l'union de deux nations. Cet effort, à notre avis, pourra constituer notre plus grand apport au bien-être et à l'unité du monde, d'autant plus que nous nous trouvons en un des points dangereux de ce monde.

Le Ligue pour le rapprochement et la colla-

boration judéo-arabes n'est pas un parti politique. Elle se compose d'un certain nombre d'organisations et de personnalités de la communauté juive. La Ligue ne parle pas au nom de l'Yishuv ni au nom du mouvement sioniste. Elle désire exprimer l'opinion d'un groupe qui a consacré beaucoup de réflexion et d'action à la solution du problème judéo-arabe. Alors qu'un parti repose sur un programme complet relatif à l'ensemble des problèmes de la vie, une Ligue comme la nôtre unit ses membres autour d'une seule idée centrale. Nous voyons tous que, dans la question des relations entre Juifs et Arabes, réside le nœud de la situation politique de notre pays. Nous estimons que, si ce problème n'est pas résolu, ou ne saurait entrevoir la réalisation des aspirations du sionisme ni assurer le développement et le progrès des habitants de ce pays et des immigrants.

Tous les membres de la Ligue sont unis dans leur croyance que la solution de la situation politique du pays doit reposer sur le principe de la dualité ethnique, c'est-à-dire, la complète égalité des droits pour les deux nations. Il ne suffit pas d'accorder l'égalité aux individus, Juifs ou Arabes. Cette égalité doit appartenir au peuple juif dans son ensemble, alors qu'il revient à sa terre natale en raison de ses droits et non par tolérance, et au peuple arabe qui vit ici sur sa terre natale également en raison de ses droits et non par tolérance. Cette égalité pour laquelle nous combattons doit garantir à chaque nation ce dont elle a le plus besoin. Aux Juifs, le droit d'immigration et de colonisation; aux Arabes, le développement économique et social; aux deux, des perspectives de paix et de commune indépendance.

Cette commune croyance unit tous les membres de la Ligue. Alors qu'il peut y avoir parmi nous des divergences de vues relatives à la raison pour laquelle cet accord politique n'a pas été réalisé entre les deux nations dans le passé, nous convenons tous que trois facteurs politiques ont contribué d'une façon ou de l'autre, à amener la Palestine dans l'impasse où elle se trouve. Nous ne nous bornons pas à accuser les autres. Nous combattons constamment pour nos idées au sein de la communauté juive et nous ne craignons pas de formuler à l'occasion des critiques ouvertes. Au moment où nous apparaissions sur la scène internationale, nous désirons aborder les aspects internationaux du problème et nous croyons que les critiques que nous formulons au sein de notre communauté nous donnent le droit moral d'évaluer les responsabilités d'origine extérieure.

Nous ne désirons pas donner l'impression que nous sommes anti-britanniques. Nous sommes capables d'apprécier les qualités du peuple anglais, les efforts héroïques qu'il a fournis pendant la dernière guerre, particulièrement au moment

où il s'est dressé seul contre l'ennemi de l'humanité. Mais nous nous occupons ici du problème judéo-arabe et, dans ce domaine, nous ne pouvons exonérer les divers gouvernements britanniques de la culpabilité qu'ils ont encourue par une dangereuse négligence et à certains moments, par des mesures nuisibles.

Un mot de plus sur l'activité de la Ligue au sein de la communauté juive. Comme nous l'avons déclaré dans notre note, la Ligue a été fondée en 1939 en pleine émeute, alors qu'on ne pouvait presque pas espérer voir s'améliorer les relations entre les deux nations. La fondation de la Ligue a cristallisé certaines tendances et activités qui existaient déjà depuis de nombreuses années. L'un des plus grands dangers qui menace le Juif aussi bien à l'étranger que dans son pays est le désespoir. La cause de ce désespoir est assez compréhensible. Lorsqu'un être humain perd un tiers de son sang, il est en danger de mort. Le peuple juif qui a perdu un tiers de ses fils et de ses filles peut donc se dire gravement malade, malade de la maladie du désespoir. Les premiers symptômes de cette maladie apparaissaient déjà l'année même où fut créée la Ligue. Ils ont augmenté en intensité au cours des terribles massacres de la guerre européenne, à l'époque du Livre Blanc sur la Palestine.

Les membres de la Ligue croient encore à l'humanité, à la fraternité des nations, à l'avance graduelle et au triomphe définitif des forces du progrès. Ils estiment qu'ils font partie d'une armée qui combat sur le front de guerre mondial, pour la victoire de certains idéaux en dehors desquels il ne peut y avoir d'espoir pour la libération du peuple juif. Nous consacrons nos efforts à guérir les maux de notre peuple en lui montrant la route vers un avenir meilleur. Nous estimons qu'il ne suffit pas de prêcher la fraternité entre nations et l'unité internationale à l'étranger sans faire ici les premiers pas. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Nous avons commencé notre travail ici même. Ce n'est pas une tâche facile. Nous devons remonter le courant des trois tendances politiques en jeu. Nous pouvons supposer que le témoignage des experts économistes a démontré, sans aucun doute, que l'immigration juive en Palestine avait bénéficié aux Arabes sur le plan économique. Toutefois, nous savons qu'une nation ne vend pas son droit d'ainesse pour le plat de lentilles du progrès économique, de même que nous, Juifs de Palestine, nous ne sommes pas prêts à abandonner notre droit de faire venir nos frères d'outre-mer en échange de l'égalité que les chefs arabes nous ont promise dans un Etat arabe.

Nous, en tant que Juifs conscients de notre nationalité, nous comprenons et honorons le mouvement nationaliste arabe aussi bien en Palestine que dans les pays voisins. Nous estimons qu'il existe une relation réciproque entre les deux mouve-

ments nationalistes. Tout progrès du sionisme renforce automatiquement le nationalisme arabe. Le problème consiste non pas à diriger cette force complémentaire contre les aspirations du peuple juif, dans des combats destructifs, mais plutôt à lui donner une direction telle que les Arabes puissent activement participer à l'édification du pays.

La solution de ce problème réside dans la définition d'un but politique commun. Tant que les bienfaits apportés par les Juifs aux Arabes dans le domaine économique auront leur contre-partie dans des exigences politiques, la situation sera à peu près sans issue. Toutefois, si nous nous donnons pour but la dualité nationale, — la création de fait d'une dualité nationale conduisant à un régime de dualité nationale, — alors, les bienfaits apportés dans le domaine économique par l'immigration juive prendront leur pleine valeur. Les Arabes cesseront d'y voir un danger politique.

En même temps, l'immigration juive doit continuer sur une grande échelle. Nous ne pouvons, messieurs, vous ne pouvez pas infliger de nouvelles souffrances aux Juifs qui frappent aux portes de ce pays, à ces survivants, ces victimes du fascisme qui, deux ans après la fin de la guerre, pourrissent dans leurs camps et se heurtent aux portes de la Palestine. Il est impardonnable que ces victimes soient victimes de la situation politique embrouillée de ce pays et continuent à souffrir de cet état de choses. Le droit qu'ils ont en tant qu'être humains, de trouver un refuge dans le pays de leurs rêves prime toute considération, tout règlement politique de la question palestinienne. Toutefois, nous estimons que, si la dualité nationale devenait le but politique visé, l'opposition de nos voisins les Arabes, s'en trouverait notablement réduite, notamment en ce qui concerne l'immigration juive. Parmi toutes les solutions qui vous sont proposées, messieurs, nous estimons que c'est cette solution qui offre la plus grande promesse de paix, surtout si l'autonomie du gouvernement, dans un régime de dualité nationale, est accordée le plus tôt possible aux Juifs et aux Arabes de Palestine, qui le méritent autant que toute autre nation de l'Orient ou de l'Occident.

Le professeur Weizmann a parlé de la normalisation que le sionisme cherche à introduire dans la vie d'un peuple malade et vagabond. Cette normalisation revêt trois aspects :

Premièrement, elle a trait à l'attitude de la nation juive envers elle-même, envers son propre héritage culturel. Il n'y a pas de contradiction entre l'existence de relations de voisinage satisfaisantes entre les divers peuples d'un même pays et le développement de leur langue, culture et systèmes d'enseignement respectifs. L'exemple de la Suisse, de la Yougoslavie, du Canada et de la Russie soviétique le démontre.

Deuxièmement, la normalisation des rapports entre le peuple juif et sa terre.

Troisièmement, la normalisation des relations entre le peuple juif et le monde extérieur, relations d'une nation avec les autres nations.

La Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabes travaille dans ce sens. Le retour du peuple juif à sa patrie et son enracinement dans ce pays devraient s'accompagner du rétablissement de relations convenables et saines entre la nation juive et les autres nations ; par dessus tout, l'établissement de relations avec la nation arabe voisine à laquelle elle est étroitement liée par des liens raciaux, territoriaux, et aussi par les aspirations respectives des deux nations vers leur libération et leur liberté nationale et sociale.

La collaboration judéo-arabe n'est pas seulement désirable ; elle est absolument nécessaire au bien-être des deux peuples. Les gouvernements et les régimes politiques pourront naître et disparaître, mais ces deux nations attachées pour toujours à cette terre vivront toujours côte à côte. Leur liberté et leur prospérité véritables dépendent de leur collaboration mutuelle. Puisque c'est nécessaire, cela doit devenir possible. Telle est la tâche élevée de tous les hommes d'Etat qui cherchent sincèrement une solution durable pour assurer l'avenir du pays et la paix du monde. Ils doivent aider ces deux nations à établir les relations mutuelles qui leur permettront de suivre une même route.

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie, monsieur Simon. Monsieur Cohen, voulez-vous continuer ? Comme nous avons devant nous le texte de votre intervention, peut-être pourrez-vous la raccourcir à l'occasion.

Retraduit d'après l'interprétation anglaise du texte original hébreu, faite par l'interprète de M. Cohen.

M. COHEN : La Ligue regrette de n'être pas en mesure de présenter la documentation adressée hier à la Commission, étant donné qu'il avait tout d'abord été indiqué que la déposition devait se faire mercredi et non aujourd'hui. Nous comprenons que les membres de la Commission soient fatigués et nous ne voulons pas abuser de leur patience. En conséquence, je désire me consacrer uniquement aux questions de faits, ce qui, je l'espère, vous permettra de vous faire une idée plus exacte de la situation.

Le PRÉSIDENT : Combien de temps durera votre exposé ?

M. COHEN : Environ une heure.

Le PRÉSIDENT : Il faudra le traduire ?

M. COHEN: Non, il sera lu directement en anglais.

Le PRÉSIDENT: Ce ne sera donc pas la reproduction de la déclaration que nous avons sous les yeux?

M. COHEN: Ce sont les faits seuls que je présente.

Le PRÉSIDENT: Alors veuillez être aussi bref que possible. S'agit-il des mêmes faits qui sont mentionnés ici?

M. COHEN: Exactement.

Le PRÉSIDENT: Mais est-il nécessaire de lire votre exposé? Ne pourrions-nous pas le lire nous-mêmes? Nous pourrions le considérer comme ayant été lu et je vous proposerais de venir demain matin; nous pourrions alors vous interroger sur ce que nous aurions lu. Le texte de la déclaration figurera tel quel au compte rendu.

M. COHEN: Il s'agit d'un exposé des faits et j'estime qu'il faut le lire ici. Nous serons heureux, naturellement, de répondre à toute question, demain ou plus tard.

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous extraire les points les plus importants?

M. COHEN: Il s'agit d'une documentation; en conséquence, je crois qu'il faut la lire complètement.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je ne peux pas comprendre pourquoi il importe de lire ce document ici. Il est entendu que nous le lirons nous-mêmes et que, demain, nous réserverons le temps nécessaire à l'interrogatoire.

M. COHEN: J'estime que conformément à la procédure précédemment adoptée, il conviendrait de lire ce document. Etant donné qu'il est entièrement composé de faits et que la même procédure a été suivie précédemment, je demande qu'il en soit donné lecture. Cela ne durera pas plus longtemps que pour tout ce qui a été lu ici.

M. ENTEZAM (Iran) (retraduit d'après l'interprétation anglaise du texte original français): Monsieur le Président, je suppose que M. Cohen sera satisfait si nous décidons de consigner sa déclaration au compte rendu. Son désir serait respecté, puisque le fait serait rendu public. Nous pourrions étudier le document ce soir et nous serons demain en mesure de lui poser nos questions. J'estime qu'il est inutile de lire ce document, puisqu'il figurera au compte rendu. Je me permets d'ajouter qu'il comporte 29 pages.

M. SIMON: Voici comment m'apparaît la situation: il existe de nombreux partisans de l'idée

de dualité de nationalité; ils estiment que c'est une bonne idée, mais qu'elle est irréalisable. Nous apportons une importante documentation tendant à démontrer que ce système est réalisable, même à l'encontre des tendances politiques, et je crois qu'après que vous aurez entendu exposer la thèse du partage, on ne dira plus qu'un régime de dualité nationale ne peut pas fonctionner. Nous estimons que la dualité ne bénéficie pas du même traitement si nous sommes privés de la possibilité d'exposer ces faits non seulement devant messieurs les membres de la Commission, mais en séance publique. Nous voulons faire notre déclaration en séance publique.

Le PRÉSIDENT: Oui, mais il s'agit de nous faire connaître les faits. Nous sommes la Commission d'enquête et l'exposé des faits n'est pas destiné au public.

M. SIMON: Il est destiné aux deux; les séances publiques sont faites également pour le public.

Le PRÉSIDENT: Oui, mais s'ensuit-il que nous soyons ici pour donner au public une conférence sur ces questions? Nous lirons le document à loisir et nous aurons l'occasion de poser des questions demain. Est-ce ou non pour notre édification que vous nous présentez ces faits?

M. SIMON: Oui, mais pas seulement pour vous.

Le PRÉSIDENT: Nous ne pouvons que prendre ce fait en considération.

M. RAND (Canada): M. Magnes a fait la même chose hier; il n'a pas lu sa déclaration.

M. FABREGAT (Uruguay) (retraduit d'après l'interprétation anglaise du texte original espagnol): Je crois que nous devrions accorder toute liberté aux personnes qui viennent ici prendre la parole. Nous ne devrions pas limiter leur temps, et je crois qu'elles devraient avoir toute liberté de s'exprimer. En conséquence, je suis d'avis qu'on permette à M. Cohen de parler.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): C'est un long ouvrage de 29 pages.

M. FABREGAT (Uruguay): Ce n'est pas le premier ouvrage de cette longueur auquel nous ayons affaire.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Permettez-moi de faire une déclaration. Ce n'est peut-être pas votre avis, et il n'est pas possible d'analyser tous les faits que contient ce document dans un temps aussi bref. Il serait préférable pour tous les intéressés, du point de vue de l'orateur lui-même, et pas conséquent pour les membres de la Commission, que nous puissions consacrer quelque

temps à l'étude du document et nous préparer ensuite à poser des questions.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie): Je propose qu'on suspende la séance afin de nous permettre de discuter entre nous sur ce point de procédure.

Le PRÉSIDENT: Nous allons perdre encore plus de temps.

Je suspens la séance pour dix minutes.

La séance est suspendue pendant dix minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Monsieur Cohen, vous disposerez d'une heure pour votre discours, et ce qui ne sera pas exprimé pourra figurer à notre compte rendu.

M. COHEN: J'y consens.

M. Aharon COHEN (Secrétaire de la Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabes): Monsieur le Président, messieurs, dans la brève note que j'ai présentée à la Commission, j'ai exprimé l'opinion qu'en dépit de tout ce qui s'est produit dans le passé, il est certainement possible d'améliorer la situation de façon définitive et fondamentale, à condition que l'on établisse dans ce pays un régime envisageant comme une de ses tâches principales le rapprochement des deux nations. Nous estimons qu'il est de notre devoir d'expliquer quelles sont, selon nous, les sources des difficultés passées et, par voie de conséquence, les espoirs d'amélioration future.

La note présentée par le Gouvernement de Palestine à votre Commission fait mention de la question des relations judéo-arabes, accusant à la fois les Juifs et les Arabes de s'être opposés à tout effort tenté pour réaliser la compréhension et la collaboration entre les deux nations. Cet argument est répété à plusieurs reprises. M. Bevin l'a également repris en ces termes dans sa déclaration relative à la Palestine, le 13 novembre 1945: "Le Gouvernement britannique s'est efforcé de réaliser un accord qui permettrait aux Arabes et aux Juifs de vivre ensemble en paix et de pratiquer une politique de collaboration pour le bien du pays tout entier. Toutefois, la tentative du Gouvernement de sa Majesté a été contrecarrée par les parties intéressées, c'est-à-dire les Juifs et les Arabes eux-mêmes."

Dans la déclaration de la Ligue qui figurait en troisième annexe à la note présentée à votre Commission, nous avons indiqué que la déclaration de M. Bevin ne peut être approuvée par aucun des deux peuples dont la destinée est liée à ce pays. Chez l'un et chez l'autre, il est d'opinion courante que la politique britannique, tant par action que par omission, porte pour une part importante la responsabilité de l'aggravation du conflit national en ce pays. M. Bevin a également dit dans sa déclaration: "Si Arabes

et Juifs voulaient aborder le problème dans l'esprit convenable... il serait possible de trouver une solution équitable pour les deux parties." Il est pourtant de fait, à la lumière de la véritable politique menée par le Gouvernement britannique en Palestine, que les paroles de M. Bevin ne pouvaient recevoir des deux peuples l'accueil qu'aurait reçu une réelle invitation à la compréhension et à la collaboration mutuelles.

Nous tenons à déclarer franchement qu'à notre avis le conflit politique de Palestine est tout d'abord le résultat de la politique négative qui a embrouillé la situation pendant les 25 ou 30 dernières années. Cette carence fondamentale de toute politique positive à l'égard des relations judéo-arabes, ne trouve aucune excuse dans le fait qu'elle bénéficiait, dans une certaine mesure, de l'appui conscient ou inconscient des dirigeants officiels des Juifs et des Arabes. A notre avis, le fardeau principal et décisif de responsabilité pèse sur les épaules de la puissance mandataire. Nous nions catégoriquement qu'il existe un abîme infranchissable entre les deux tâches entreprises par la puissance mandataire: l'obligation envers la communauté arabe du pays et l'obligation envers le peuple juif qui réédifie son foyer national. La situation actuelle du pays résulte plutôt du fait que la puissance mandataire n'a pas su trouver dans les intérêts communs des Juifs et des Arabes un point de départ pour sa politique.

Il est instructif de constater qu'en aucune de ses nombreuses déclarations sur sa politique en Palestine le Gouvernement britannique n'a jugé nécessaire de dire simplement et clairement qu'il verrait d'un œil favorable tout effort des deux nations en vue d'arriver à la compréhension sur la seule base possible d'un accord équitable à savoir l'égalité politique et nationale, la satisfaction des besoins vitaux réels et des justes aspirations nationales des deux peuples. Si, dans sa note présentée à cette Commission, le Gouvernement a dit un mot de la "reconnaissance loyale, tant par les Juifs que par les Arabes, du statut, des besoins et des droits de l'autre communauté", il s'est immédiatement hâté d'ajouter, au sujet du principe d'égalité entre les deux nations, "qu'il s'agissait de toutes façons d'un principe artificiel qui ne peut servir de base saine à un gouvernement représentatif." D'autre part, il existe des exemples montrant que le Gouvernement britannique est plus d'une fois intervenu dans les tentatives de négociations judéo-arabes pour en provoquer l'échec. L'exemple le plus frappant est celui des négociations judéo-arabes de 1922.

Au début de l'année 1922, Juifs et Arabes voyaient leurs efforts se solder par des résultats négatifs. Les Juifs venaient de subir les sanglantes émeutes de 1920-1921; ils se rendaient compte de la lenteur avec laquelle se développait leur foyer national. Les Arabes venaient d'assister à l'écroulement du régime Feïçal, en Syrie, et

constataient le renvoi de l'unité arabe à un avenir indéfini. Dans ces circonstances, les deux groupes comprirent rapidement qu'une action commune pourrait leur permettre de réaliser leurs objectifs. C'est dans ce climat politique, qu'eurent lieu au Caire, en mars-avril 1922 un certain nombre de réunions entre les représentants de l'Organisation sioniste parmi lesquels feu David Eder, chef de la section politique du Conseil exécutif sioniste pour la Palestine, et les représentants du Congrès des membres de la Confédération des pays arabes; parmi eux se trouvaient le président de ce Congrès, le sheikh Rashid Rida et Riad Bey es-Sulh, chef nationaliste arabe bien connu, actuellement premier ministre de la République libanaise. Emile Khouri, Arabe chrétien, alors chef de l'information étrangère à l'*Al-Ahram*, occupait les fonctions de secrétaire de la délégation arabe.

Dans le procès-verbal de la première séance du 18 mars 1922, nous lisons que cette conférence se donnait pour but de "réaliser une entente permettant aux parties de collaborer sur la base de l'égalité des droits et des intérêts. En se réunissant pour cette conférence, les deux groupes sont pénétrés du désir mutuel d'inaugurer une ère nouvelle de paix et de tranquillité, et d'en finir avec les querelles et malentendus qui les divisent, parce que, si ces querelles et malentendus persistent, il est probable qu'ils porteront atteinte à nos intérêts publics et privés et retarderont la réalisation des aspirations légitimes des deux groupes."

"La délégation arabe déclare que les pays arabes, après des siècles d'administration turque corrompue, estiment impossible de mener à bien leur reconstruction, afin de reprendre dans le monde la place qui leur revient, sans la collaboration de représentants de la civilisation occidentale plus avancée. Ces représentants peuvent être : ou bien 1) une nation européenne bien établie, c'est-à-dire une puissance coloniale qui représente un grand danger pour l'indépendance et l'unité des pays arabes; ou bien 2) le peuple juif dont l'origine est orientale, mais qui se trouve dispersé dans le monde entier et qui possède les forces idéales sur lesquelles reposent la civilisation et le progrès modernes. Les délégués arabes n'ignorant pas l'ancienneté du peuple juif qui est sans nul doute historiquement apparenté aux Arabes, n'ignorant pas non plus que la colonisation juive ne représente pas l'immixtion d'une puissance politique étrangère, mais sachant plutôt que les Juifs par suite de leur établissement en Palestine lui sont devenus attachés et en ont fait leur patrie, déclarent qu'en conséquence, afin de hâter le développement de la civilisation de leur pays, ils donnent la préférence aux Juifs et seront heureux de collaborer avec eux, les Juifs devenant les soutiens les plus efficaces de cette civilisation dont les Arabes ont le plus grand besoin.

En réponse à cette déclaration, les délégués juifs exprimèrent leurs remerciements pour la confiance qui leur était faite et, après avoir également mis en valeur l'ancienneté des liens ethniques unissant les deux peuples, ils proclamèrent qu'ils accueillaient favorablement la proposition des délégués arabes d'agir de concert, afin d'ouvrir une ère de collaboration et de paix pour le plus grand progrès des pays ci-dessus mentionnés. D'autre part, ils attirèrent l'attention des délégués arabes sur les intérêts juridiques spéciaux et sur les aspirations des Juifs en Palestine, leur patrie historique et nationale.

Tout en reconnaissant la légitimité de ces aspirations, les délégués arabes firent remarquer qu'à leur avis la discussion ne devait pas se poursuivre sur la base d'accords ou documents politiques antérieurs, que ce fut la déclaration Balfour ou l'accord conclu entre le roi Hussein et la Grande-Bretagne. Arabes et Juifs devaient discuter aujourd'hui de nation à nation. Ils devaient se faire des concessions mutuelles et reconnaître leur droits respectifs." C'est alors que les discussions furent interrompues. Les représentants du Gouvernement britannique demandèrent à M. Weizmann d'ajourner les négociations jusqu'après la ratification du mandat.

Au mois de septembre de la même année, après la ratification du Mandat, les négociations reprirent à Genève. Les Juifs étaient représentés par M. A. Saphir, qui avait précédemment participé aux réunions du Caire ci-dessus mentionnées. Les Arabes étaient représentés par l'émir Habib Lutfallah, représentant personnel du roi Hussein et par l'émir Ihsan Sabri, de la délégation syro-palestinienne à Genève. De nouveau les débats eurent lieu dans une atmosphère très cordiale. Dans le procès-verbal intitulé : *Propositions préliminaires d'accord entre Arabes et Juifs*, figurait le paragraphe 4 dont le texte suit :

"Les Arabes et les Juifs décideront des modalités de la déclaration à formuler en ce qui concerne les liens spéciaux qui rattachent les Juifs à la Palestine. Cette déclaration sera formulée de manière à mettre en valeur les liens qui unissent les Juifs à la Palestine ainsi que les droits des habitants arabes du pays. Il est entendu que cette déclaration reposera sur une complète égalité de tous les habitants sans distinction de race, ni de religion."

Toujours d'après le procès-verbal : "Afin de faciliter la réalisation de cet accord, les deux parties intéressées ont l'intention de prendre immédiatement les mesures suivantes : 1. La cessation de l'agitation anti-sémite en Palestine devra être immédiatement proclamée et il devra être mis fin à l'antagonisme politique entre Arabes et Juifs des pays voisins. 2. Une commission mixte sera immédiatement constituée, composée d'une part de représentants de la délégation syro-palestinienne et des Arabes de Palestine (musulmans

et chrétiens), d'autre part de représentants de l'Organisation sioniste qui, si elle le juge nécessaire, aura droit de désigner par cooptation des personnalités influentes du monde juif. Cette commission mixte élaborera dans le détail un projet d'accord s'inspirant des principes ci-dessus énoncés, qui devront servir de base à toute action ultérieure."

Comme il ressort du témoignage de M. Saphir rendu devant la Commission royale pour la Palestine de 1937, les négociations prirent fin avant d'atteindre le stade des dispositions détaillées. Elles furent interrompues après que M. Weizmann, qui se trouvait alors à Rome, eût rendu compte de leur teneur à l'ambassadeur de Grande-Bretagne.

Le témoignage de M. Saphir, comprenant les protocoles des séances et les facsimilés des protocoles écrits en français de la main d'Emile Khouri, secrétaire de la délégation arabe, ont été présentés à la Commission royale pour la Palestine de 1937.

Toutefois, il n'est pas toujours possible de déceler aussi nettement des actes d'intervention analogues. Il a suffi quelquefois aux Britanniques de suggérer à l'une des parties qu'en négociant avec eux elle obtiendrait des concessions plus avantageuses qu'en négociant avec les représentants du peuple voisin. Pendant la dernière guerre par exemple, on constatait un changement important dans les dispositions de la communauté arabe de Palestine. Les chefs extrémistes anti-sémites n'étaient pas dans le pays. Certains étaient détenus en Rhodésie, d'autres dans les territoires de l'Axe fasciste. Les Arabes de Palestine montraient des signes d'assagissement après le tragique bilan des émeutes de 1936-1939 qui leur avaient coûté des pertes énormes en vies humaines, et les avaient conduits à la ruine économique et à des luttes intestines acharnées. Politiquement aussi, ils se trouvaient dépourvus de tout appui. D'autre part, il commençait à apparaître qu'après la guerre la Palestine deviendrait un élément du problème général du proche Orient et qu'on rechercherait la solution de ce problème dans un cadre élargi. M. Kalvarisky, ex-président de la Ligue pour le rapprochement et la collaboration judéo-arabes, visita alors avec moi la Syrie et le Liban à la fin de 1942 et prit contact avec d'importants hommes d'Etat arabes dont certains sont à présent à la tête des gouvernements de leurs pays respectifs. Nous reçûmes de ces dirigeants arabes de grands encouragements pour l'activité de notre Ligue.

Pendant l'été de 1943, d'importants cercles arabes firent un effort pour entrer en relations avec les Juifs en vue d'un accord, de même que les Juifs avaient fait jadis des tentatives similaires pour arriver à un accord avec les Arabes. Les propositions arabes envisageaient, comme base des négociations, une immigration juive de plus

de 500.000 personnes pendant les quelques années à venir (jusqu'à ce que soit réalisée la parité numérique entre les deux peuples); la transformation de la Palestine en un Etat comportant la dualité nationale et une entière parité, qui se joindrait à la fédération des pays voisins, la question de l'avenir de l'immigration juive (une fois qu'aurait été atteinte la parité numérique entre les deux peuples) recevrait une solution ultérieure. Mais cette fois, ce furent les dirigeants officiels des Juifs qui hésitèrent à entamer des pourparlers avec les Arabes sur la base de leurs propositions, parce que ces propositions leur parurent insuffisantes en regard des promesses faites à demi-mot jusqu'à croire que les dirigeants de la politique britannique et par les deux grands partis politiques des Etats-Unis. Les dirigeants juifs se laissèrent égarer par ces promesses faites à demi-mot jusqu'à croire que les Juifs n'avaient nulle raison de chercher à s'entendre avec les Arabes. Les mêmes promesses trompeuses ont été cause, dans une large mesure, à la fin de la guerre des exigences formulées par le sionisme dans le "Programme Biltmore." Le bruit circulait couramment à cette époque parmi les Juifs que M. Churchill avait personnellement promis à l'un des dirigeants juifs qu'après la guerre il veillerait lui-même à assurer aux Juifs la meilleure part.

Quelque temps plus tard, la situation changea. Tout comme on avait fait des avances aux dirigeants juifs, on incita les milieux dirigeants arabes à ne pas tenir compte de la nécessité de réaliser un accord avec les Juifs. Les mesures de répression prises contre la communauté juive de Palestine, les tentatives faites pour la désarmer et lui retirer ses moyens de défense, les arrestations massives, les déportations à Chypre des victimes du nazisme et du fascisme qui avaient réussi à atteindre les rivages de ce territoire, etc., toutes ces mesures ont encouragé les extrémistes et les éléments arabes intransigeants. En somme, les Arabes ont compris qu'ils n'avaient pas besoin de chercher un accord avec les Juifs puisqu'ils pourraient obtenir des Britanniques la réalisation de tous leurs désirs aux dépens des intérêts vitaux et des justes aspirations nationales des Juifs.

Très rapidement, les Arabes eux-mêmes découvrirent probablement qu'ils ont été trompés et qu'ils ont perdu un temps précieux. Mais quoi qu'il arrive, le jeu continue: Juifs et Arabes changent tour à tour de rôle sur la scène installée par la politique britannique.

Le but principal de la politique britannique en Palestine était d'employer les arguments arabes pour ralentir le développement du foyer national juif et d'opposer les arguments juifs aux exigences nationalistes des Arabes.

Le Gouvernement déclare dans sa note à la présente Commission qu'il s'est efforcé de créer

un état de compréhension entre les Juifs et les Arabes, mais qu'il n'y a pas réussi. Au lieu de parler en termes généraux d'efforts qui se seraient trouvés déjoués. Le Gouvernement aurait sans nul doute mieux fait d'indiquer dans sa note au moins cinq cas concrets de tentatives de ce genre pendant l'exécution de son mandat de 25 ans. Il ne l'a pas fait. Il n'a même pas pu citer cinq exemples.

Dès le début, il y a eu tendance de la part de la puissance mandataire de Palestine à pousser les Arabes à s'opposer à la création du foyer national promis aux Juifs dans la déclaration Balfour et dans le texte du mandat. Après les premières émeutes de Palestine, en 1920, de hauts fonctionnaires du Gouvernement ont même été accusés d'en avoir été les instigateurs, comme l'ont mentionné les Protocoles de la Commission Shaw en 1930.

Egalement, en ces dernières années, le Gouvernement a observé une attitude de calme olympien et de complète indifférence en présence de provocations de nature religieuse et nationale qui ont trouvé leur point culminant dans des émeutes sanglantes. Lorsque ces émeutes se sont produites, on les a laissées se développer ; il y a eu de nombreux tués et les relations entre les deux nations s'en sont trouvées empoisonnées. Par contre, lorsqu'en 1933, les Arabes ont dirigé leurs démonstrations contre le Gouvernement et se sont consciemment abstenus de toucher aux Juifs, ces démonstrations ont immédiatement été réprimées avec une poigne de fer.

L'exemple le plus net et le plus typique de cette politique ressort de la nomination de Hadj Hamin Al-Husseini au poste de Mufti de Jérusalem en avril 1921 et aux fonctions de Président du Conseil suprême musulman en 1922. Les sentiments anti-juifs de Hadj Hamin Al-Husseini étaient alors bien connus. Un an seulement auparavant, il avait été condamné à 10 ans de prison pour provocation aux émeutes anti-juives qui avaient eu lieu à cette époque, mais il bénéficia par la suite d'un sursis. Lors des élections au poste de Mufti, Hadj Hamin Al-Husseini ne recueillit que 9 voix alors que les autres candidats, qui étaient plus âgés et plus savants que lui, en obtenaient respectivement 12, 17 et 18. En dépit du règlement établi par le Gouvernement lui-même, et en vertu duquel le Conseil suprême musulman devait être élu tous les 4 ans, il n'y a pas eu d'élection depuis. Le Mufti ne fut démis de ses fonctions qu'après l'assassinat du Commissaire britannique du district, Andrews en 1937.

Dans le journal tenu par feu le colonel Kisch, qui exerça les fonctions de chef du département politique et de Président du Conseil exécutif sioniste de Palestine de janvier 1923 à août 1931, on peut trouver de nombreux exemples à l'appui

de la thèse que je défends. Nous en citerons quelques-uns. Il convient de noter que feu le général Kisch ne peut guère être soupçonné d'avoir manqué de confiance dans les Britanniques. Lorsque Riad es-Sulh, actuellement Premier ministre du Liban, lui indique d'après ses propres constatations que "le Gouvernement agit sans sincérité en ce qui concerne les élections (au Conseil législatif) élections boycottées par le Mufti et ses partisans, mais appuyées par une large section de l'opinion publique arabe) et que le Gouvernement ne désire pas que se produise un rapprochement entre les Juifs et les Arabes", le colonel Kisch note dans son journal, en date du 3 avril 1923 : "Je ne puis pas croire que ce soit le cas, mais, sans aucun doute, le Gouvernement a agi et agit actuellement comme s'il en était ainsi." D'après Ragheb Bey Nashashibi (journal de Kisch, 21 septembre 1923), "dans toutes les questions concernant la participation arabe au Conseil législatif, le haut commissaire est conseillé par Richmond qui est opposé à toute collaboration avec les Juifs."

En ce qui concerne le même Ernest T. Richmond, le colonel Kisch écrit dans son journal, en date du 21 septembre 1923, que "les Juifs et les Arabes modérés voient en Richmond un homme qui s'associe pleinement à la politique du Mufti". Tel est l'homme qui a exercé les fonctions de secrétaire adjoint et de chef du département politique et de conseiller du haut commissaire pour la Palestine pendant les années 1920 à 1924.

C'est l'administration britannique, en collaboration avec certains cercles arabes intéressés, qui doit porter la responsabilité du déplacement de Saleh Hassan Shukri, alors maire de Haïfa, également respecté et estimé des Juifs et des Arabes. Hassan Shukri a été puni pour avoir envoyé un message de félicitations au haut commissaire, sir Herbert Samuel, qui venait d'arriver dans le pays. Lors des premières élections municipales qui ont eu lieu après cet incident en 1927, Hassan Shukri fut d'ailleurs réélu à une énorme majorité par les Juifs et par les Arabes, et il a exercé les fonctions de maire de Haïfa jusqu'à sa mort.

Pendant toutes ces années, le Gouvernement a fait preuve d'une faiblesse encourageante envers divers Arabes extrémistes qui, non seulement se sont livrés à des provocations contre les Juifs, mais ont également menacé et terrorisé tous les Arabes qui s'efforçaient de réaliser un accord entre les deux nations. La Commission royale pour la Palestine de 1937 en rend témoignage dans son rapport :

"Si un fait ressort clairement des agissements de l'administration mandataire, c'est la faiblesse avec laquelle a été traitée l'agitation politique arabe, même lorsqu'elle a entraîné la violence et le meurtre." (Ch. 5-55, p. 140).

Le Gouvernement n'a pas seulement encouragé les extrémistes, les fauteurs de désordres et les provocateurs; il existe suffisamment d'exemples pour prouver qu'il s'est tenu à l'écart de toute négociation conciliatrice, et qu'à certaines époques il est même intervenu contre des tentatives d'accord entre les deux nationalités. Ainsi, lorsqu'a été créée en 1930 la Fraternité travailliste, organisation de travailleurs juifs et arabes qui demandait aux ouvriers des deux nations de collaborer, et de combattre côte à côte le poison de la haine nationaliste, le Gouvernement l'a interdite, invoquant la raison qu' "il suspectait les membres de l'organisation de se livrer à des actes de destruction" et que les buts de cette organisation "n'étaient pas conformes au paragraphe 3 de la loi ottomane sur les associations".

Parmi les nombreuses lois édictées par la puissance mandataire dans le pays, — la plupart limitant la liberté et les droits des habitants et des immigrants, — on ne peut trouver une seule loi qui interdise des provocations nationalistes de quelque nature que ce soit. Dans ce pays, la liberté est réservée aux provocations nationalistes et aux appels à la haine. Les journaux ou les organisations dont le but est d'élargir l'abîme qui sépare les deux nations n'ont presque jamais été interdits. Dans un pays où vivent deux nations, le Gouvernement et la censure se sont révélés parfaitement tolérants à l'égard d'articles insultants et provocateurs publiés dans les journaux de chaque nation à l'égard de l'autre. Par contre, la censure est très sévère non seulement contre ceux qui critiquent le Gouvernement; mais aussi quelquefois contre ceux qui veulent réfuter les provocations au chauvinisme et révéler la nature véritable des intrigues réactionnaires.

Le meilleur exemple de la politique caractéristique suivie par le Gouvernement, nous pouvons le trouver dans les événements qui se sont produits dans la communauté arabe au cours de l'année dernière. Les extrémistes anti-juifs des milieux arabes ont été enhardis par la propagande en faveur du boycottage, par le retour en Palestine de Djamal Husseini, par le retour du Mufti en Moyen-Orient et par la permission qu'ils ont reçue de créer des organisations militaires à but agressif telles que la "Najada" et la "Futuwa". Comme ces organisations ne se développaient pas conformément aux plans prévus, le Mufti a envoyé ici un officier de réserve égyptien pour en prendre le commandement; et cet officier étranger a pu sans difficultés entrer dans le pays et occuper les fonctions de commandant en chef des forces militaires ci-dessus mentionnées. Un mois avant que la ligue arabe décide le boycottage, Ahmed Hussein, du mouvement fasciste égyptien des Chemises vertes, — personnage arrêté pendant la guerre à cause de son activité en faveur de l'Axe, — a été auto-

risé à parcourir la Palestine pour y prononcer des discours provocateurs, préparant le terrain pour le boycottage. La ligue fanatique dite Fraternité musulmane d'Egypte a également été autorisée à créer des succursales en Palestine et à radiodiffuser au poste de Jérusalem, qui appartient au Gouvernement de la Palestine.

A propos des provocations aux émeutes qui avaient commencé à se faire jour avec le retour de Djamal Husseini, un journal arabe, *Al-Mahmaz*, a écrit en date du 12 mai 1946: "Ces gens qui parlent de révolte oublient que 1946 n'est pas 1936; qu'il existe actuellement une Organisation des Nations Unies, à laquelle devraient être soumises toutes les questions de Palestine". Telle était également la position du "Front Arabe" qui réunissait toutes les forces d'opposition de la communauté arabe en désaccord avec la politique husséinite. Contrairement aux exigences de l'opposition, Djamal Husseini a refusé à l'époque de porter le problème de la Palestine devant les Nations Unies. Il a exprimé sa vindicte contre ce front uni d'opposition, parce que certains des groupes qui le constituaient étaient ouvertement en faveur du principe de l'entente judéo-arabe. Il est remarquable qu'à l'époque, lorsque ce front d'opposition arabe était en formation, le haut commissaire ait jugé convenable de recevoir Djamal Husseini en tant que chef de la communauté arabe au moment où, même officiellement, il n'était plus le représentant unique de l'ensemble de la communauté arabe. Le front d'opposition arabe se débanda rapidement à la suite du retour en Moyen-Orient du Mufti, retour peut-être décidé à cette fin. La dissolution du front d'opposition et la création du Haut Comité arabe actuel sous la direction du Mufti, furent décidées au cours de la célèbre session secrète, tenue par le Conseil de la ligue arabe à Bloudan en juin de l'année dernière, en présence du général Clayton, l'un des principaux officiers britanniques en Moyen-Orient. Cela montre bien qui a aidé le clan husséinite à reprendre le pouvoir dans la communauté arabe de Palestine. A titre d'exemple des mesures prises par les husséinites, nous pouvons citer le boycottage de l'UNSCOP, qui s'accompagne de l'attitude passive du Gouvernement. Les mêmes autorités qui ont trouvé le moyen d'influencer les Arabes pour les faire témoigner devant la Commission d'enquête anglo-américaine et prendre part par la suite à la Conférence de Londres pour la Palestine, ces autorités n'ont pas jugé nécessaire cette fois de faire appel au grand public arabe pour lui demander de collaborer avec votre Commission. Tous les journaux arabes, excepté *Al-Wahda*, organe du Mufti, ont recommandé la collaboration avec la Commission des Nations Unies. Lorsque vous avez parcouru les régions arabes du pays, vous n'avez presque pas constaté de tentatives particulières de la part des autorités gouvernementales en vue d'agir contre le boy-

cottage. Les objectifs du boycottage entrepris par les husséinites contre votre Commission peuvent se résumer comme suit :

Premièrement, saper le prestige des Nations Unies ;

Deuxièmement, empêcher la Commission et les masses arabes de prendre directement et librement contact ;

Troisièmement, s'opposer au témoignage des forces de l'opposition, particulièrement de celles qui sont favorables à l'entente judéo-arabe, qui consentiraient à un compromis afin d'arriver à une telle entente, et qui, depuis peu, critiquent plus vivement que jamais le caractère non démocratique du Haut Comité arabe actuel ;

Quatrièmement, empêcher la répétition de la manifestation vulgairement anti-juive à laquelle s'est livré un orateur du Haut Comité arabe lors de la session extraordinaire des Nations Unies pour la Palestine ; manifestation qui a provoqué l'indignation d'importants cercles arabes.

La communauté arabe a parfaitement conscience que le Gouvernement supporte en somme le parti husséinite. Il existe bien des faits qui démontrent que le Gouvernement n'envisage pas favorablement le rapprochement judéo-arabe. Certaines personnes, particulièrement des Arabes, travaillant à la collaboration entre les deux nations, ont été molestées par la police. On peut en tirer des conclusions. Pour étrange que cela puisse paraître, il est de fait que l'on peut parler ouvertement en Palestine de guerre entre les deux nations et s'y préparer, mais que l'activité mixte judéo-arabe, visant à la compréhension et à la collaboration, doit se poursuivre souvent secrètement, pour ainsi dire dans la "clandestinité".

Nous devons déclarer franchement qu'à notre avis l'indifférence du Gouvernement à l'assassinat politique correspond à un consentement tacite à la suppression de toute opposition dans la communauté arabe. On doit dire la même chose de l'indifférence du Gouvernement à l'égard du boycottage anti-juif qui, d'un point de vue strictement économique, n'a peut-être pas rencontré de succès, que de nombreux Arabes réprouvent et évitent, mais qui néanmoins empoisonne les relations journalières. Il est inimaginable que les auteurs de troubles ne puissent être découverts, au moment où le Gouvernement dépense 40 pour cent de son budget pour la police et la Sûreté et affecte seulement 11 pour cent en tout à l'enseignement, à la santé et aux services sociaux. Si le Gouvernement ignore vraiment quels sont les coupables, quelle sorte de gouvernement est-ce là, nous permettrons-nous de demander ? S'il n'est pas au courant et garde le silence, comment qualifierons-nous cette administration ? Il est remarquable que, jusqu'à maintenant, le seul procès qui ait eu lieu à propos d'un assassinat poli-

tique ait été celui de ceux qui avaient voulu venger le meurtre de l'émir Zeinati de Beissan, assassiné pour avoir commis le "crime" d'entretenir des relations d'amitié avec les Juifs. Eh bien, ces vengeurs ont été entraînés en justice, mais les auteurs du meurtre de l'émir Zeinati lui-même n'ont pas encore été découverts.

Nous fondant sur les nombreux faits que nous venons de mentionner, nous nous permettons de déclarer que la Puissance mandataire, tant par commission que par omission, porte une part considérable de responsabilité dans l'aggravation du conflit national de Palestine.

Néanmoins, en dépit des graves conséquences qu'a entraînées la politique compliquée et ruineuse des 25 ou 30 dernières années, nous sommes convaincus qu'il n'y a pas lieu de s'abandonner au désespoir et que la situation peut encore être sauvée.

Sur quoi repose donc notre croyance ?

L'un des faits les plus importants dont la Commission devrait prendre note, c'est que la réalité n'est pas une en Palestine. Elle se compose de divers éléments ; elle dépend de divers facteurs, les uns positifs et les autres négatifs ; et l'évolution future peut se produire dans un sens ou dans l'autre. La principale question qui se pose en matière de politique palestinienne consiste donc à se demander lequel des éléments doit être favorisé et aidé.

La Commission a eu l'occasion d'entendre dire à plusieurs reprises que les relations journalières directes entre les deux peuples ne sont pas du tout mauvaises en notre pays. On a indiqué un certain nombre de cas de collaboration entre cultivateurs qui se consacrent à la culture des oranges dans la municipalité de Haïfa, de grèves communes des travailleurs, etc. Mais on a prétendu que les relations journalières étaient une chose et que la politique en était une autre. A notre avis, cette distinction est artificielle et erronée pour au moins deux raisons fondamentales :

Premièrement, les exemples de collaboration judéo-arabe, même dans les circonstances politiques actuelles, font ressortir la vitalité des intérêts communs.

Deuxièmement, une telle collaboration contient le germe d'une activité qui, appuyée par un programme convenable et favorisée par une politique convenable, influerait nettement sur la situation politique. Il est entendu qu'une politique mal définie et mal conçue s'oppose à cette évolution et l'oriente sur une voie regrettable.

Dans l'atmosphère politique déroutante de notre pays, les questions politiques des plus insignifiantes présentent une importance. En de telles conjonctures, les tentatives isolées de collaboration doivent souvent contourner des obstacles

visibles ou cachés. Mais puisque, en dépit de tout, les producteurs d'oranges, les travailleurs, les fonctionnaires de l'Etat et les membres d'autres classes de la société ont réussi à surmonter tous les obstacles, à mener à bien des activités communes, c'est là un signe qu'il existe non seulement des intérêts vitaux communs, mais également une confiance mutuelle et une volonté de collaboration. Il est remarquable que cette collaboration se manifeste généralement de façon très naturelle sur une base paritaire, sans égard à la force numérique des deux groupes; il est remarquable aussi qu'elle n'aboutisse pas à cette "impasse" dont on rebat les oreilles à quiconque préconise le parité comme fondement du régime politique du pays.

En vérité, la réalité palestinienne est double: la réalité officielle telle qu'elle figure dans les déclarations du gouvernement et la réalité de la clandestinité, secrète, mais pleine d'une force et d'une vitalité énormes.

Plus d'une fois, on vous a cité des cas où les Juifs ont fait preuve de bonne volonté, ont aidé les Arabes et se sont montrés prêts à collaborer avec eux. Nous n'avons pas l'intention de répéter ces exemples ni d'en citer de nouveaux. Mais peut-être, si vous deviez entendre aujourd'hui les dirigeants de la communauté arabe, n'eussiez-vous pas eu connaissance de faits dont vous avez pourtant le droit d'être informés pour avoir une image complète des événements qui se déroulent ici. Cette image, j'essaierai de vous la présenter.

Immédiatement après que le porte-parole du Gouvernement eût "prouvé" au Comité anglo-américain l'année dernière la prétendue existence d'un "gouffre" infranchissable entre Arabes et Juifs, a éclaté la grève puissante et étendue de 35.000 travailleurs des services de l'Etat qui comprenaient des Arabes et des Juifs. Grâce à leur solidarité, ils ont obtenu des concessions importantes. Des milliers de travailleurs et de fonctionnaires arabes et juifs ont parcouru ensemble les rues de Jérusalem et de Haïfa, portant des affiches qui proclamaient: "Notre union fait notre force".

Au moment où les chefs arabes menaçaient d'une "guerre" si un autre Juif était autorisé à entrer dans le pays, on a signalé de Haïfa que le jour où des quantités de Juifs ont omis de tenir compte du couvre-feu et se sont heurtés aux forces du Gouvernement qui tentaient de repousser les immigrants juifs parvenus au rivage, ce jour-là il y a eu de nombreux exemples de Juifs qui se sont retirés dans des maisons arabes et y ont été accueillis avec compréhension et sympathie.

Au moment où les chefs arabes lancent feu et flammes à propos de toute nouvelle installation de ces colonies juives qui défrichent le désert

et tont fructifier un autre coin de terre, les paysans arabes reçoivent leurs nouveaux voisins à bras ouverts. A l'occasion de l'établissement de la colonie d'anciens soldats nommés Ma'ayan Baruh, les Arabes du village voisin leur ont offert le café, et dans l'après-midi des dizaines de Juifs et d'Arabes ont pris part à un repas organisé suivant les traditions orientales. De nombreux Arabes du voisinage ont rendu visite au nouveau "Yakum" du kibbutz qui s'était installé récemment près de Wadi-Falok. La fête en plein air, préparée par les soins du kibbutz en vue de réunir les colons juifs à leurs voisins arabes, a posé le fondement solide de relations cordiales entre les nouveaux colons juifs et leurs voisins arabes. Il y a seulement deux semaines, nous avons constaté un cas analogue de réunion cordiale entre Arabes et membres du kibbutz "Eyal", établis sur la rive orientale du Houlé près de la frontière syrienne.

En dépit de la propagande anti-juive, des relations amicales s'établissent entre les nouvelles colonies juives du Negeb et leurs voisins arabes. L'Arabe moyen, même s'il subit l'influence du mot d'ordre anti-sémite courant "Défendez le sud contre l'invasion juive", accueille favorablement l'établissement de Juifs dans son voisinage parce qu'il espère qu'il lui apportera de l'eau, des autobus, une aide médicale et des méthodes modernes en de nombreux domaines. Au printemps, lorsqu'un certain nombre de colonies juives se sont trouvées privées de tout contact avec le monde extérieur par des torrents de pluies, les cheiks voisins sont venus à leur aide, leur ont apporté de la farine, du riz, des œufs, ont offert gratuitement les services de leurs chameaux, refusant absolument toute rémunération pour les services rendus à leurs voisins pendant ce temps d'épreuves.

Dans la région de Nathanya, les colons juifs et les fellahs arabes, sous la direction du Département de l'agriculture, ont entrepris en commun une vaste campagne d'extermination contre les sauterelles qui menaçaient leurs récoltes sur une superficie de plusieurs milliers de dunums, sans tenir compte des barrières nationales.

En dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les chefs officiels des deux communautés, les relations de bon voisinage sont un phénomène journalier. Des arabes ont participé aux cérémonies d'ouverture de l'école de Kfar Atta. Un des invités arabes a fait une profonde impression lorsque, dans un discours éloquent, il a lancé un appel en faveur de l'établissement de relations paisibles et fraternelles, et qu'il a terminé par ces mots: "Si des Arabes qui viennent vous rendre visite ne se conduisent pas comme ils le devraient, ne le reprochez pas à l'ensemble de la communauté arabe." Il est remarquable que tous les Arabes venus à cette manifestation ont demandé que leur nom ne soit

pas mentionné et qu'on ne les photographie pas, soit parce qu'ils craignaient la vengeance des extrémistes, soit parce qu'ils ne voulaient pas que leur présence puisse être exploitée au profit de la propagande juive. De nombreuses réunions entre Juifs et Arabes ont lieu secrètement. Un Arabe qui reçoit un journal arabe où il est fait appel à la collaboration judéo-arabe peut parfois s'attirer des ennuis. Les travailleurs juifs et arabes ont récemment encore révélé leur solidarité syndicale lorsque 1.500 travailleurs ont fait grève à la Compagnie des Pétroles d'Haïfa. Il existe une complète collaboration entre les conseils arabes et juifs des raffineries de pétrole de Haïfa. Lors de la réunion de mars des travailleurs arabes et juifs, les discours ont été traduits dans les deux langues, arabe et hébreu, et l'un des travailleurs arabes a illustré l'importance de la solidarité en désignant un paquet de roseaux et en s'écriant: "On peut briser chacun d'eux, mais jamais tous ensemble".

Il a été intéressant de remarquer la façon dont les Arabes ont accueilli les mesures de répression gouvernementales prises contre les Juifs l'été dernier. A vrai dire, elle n'a pas été la même partout, mais elle a présenté dans l'ensemble des traits caractéristiques. Au cours de nombreuses conversations avec des personnes de tous les milieux, — intellectuels, commerçants, ouvriers et paysans, — on entendait toujours le même refrain: "Hier c'était notre tour, aujourd'hui c'est le vôtre; ainsi va la vie".

Pendant cette période, de nombreux Arabes ont rendu visite à leurs voisins juifs pour les reconforter. En certains cas, les anciens du village arabe sont venus demander pardon des actes de vandalisme commis par les habitants du village contre les vignes juives au cours des perquisitions faites par les Arabes, et ils ont même révélé les noms des coupables. A certains endroits, même les officiers et les soldats de la Légion arabe, qui ne reçoivent pas leur formation dans une atmosphère de cordialité exagérée à l'égard des Juifs, ont fait preuve d'un bel esprit de compréhension envers les colons juifs au cours de ces jours de douleur et les ont prévenus des perquisitions; ils ont fait passer des messages à des familles isolées, etc. Pendant le siège des colonies juives du Negeb, les voisins arabes ont veillé sur les champs et les machines agricoles abandonnés, et ont même envoyé de la nourriture et d'autres cadeaux aux colons assiégés.

Dans de nombreux cas, les Arabes ont fait montre de beaucoup de cœur et ont manifesté un profond sens humanitaire en apportant des sucreries et de l'argent aux femmes et aux enfants de Juifs enfermés dans les camps de détention. Lorsqu'un incendie éclata alors dans la station d'alimentation en eau du kibbutz "Eylon" en Galilée occidentale, les Arabes d'alentour l'éteignirent avant même que n'arrivent les

membres du kibbutz. En ce moment même, les membres du kibbutz "Mizra" enseignent les moyens de lutter contre l'incendie à leurs voisins, fellahs arabes, dont les hangars de battage avaient récemment pris feu, incendie qui avait été éteint par les membres du kibbutz au milieu de la nuit, en dépit du couvre-feu interdisant le passage sur les routes.

Il est intéressant de noter la réaction du public arabe à l'Etat de siège qui a été déclaré dans certains districts juifs, Tel-Aviv et certains quartiers de Jérusalem, — au cours du mois de mars de la présente année. Ces districts se sont trouvés complètement coupés, pendant plusieurs semaines, des autres parties du pays, et armée en avait pris possession. Les services postaux, téléphoniques et télégraphiques avaient été arrêtés; toute communication par route était interrompue; il était procédé à des fouilles constantes et on appliquait quotidiennement des couvre-feu de longue durée; il était interdit d'importer ou d'exporter des matières premières de toutes sortes, etc. Alors que la presse arabe qui reflète l'opinion des cercles dirigeants manifestait en majorité sa joie, le grand public arabe montrait son mécontentement et sa gêne. Ainsi, s'est trouvée de nouveau révélée la liaison étroite qui existe entre les deux secteurs nationaux du pays. On a senti durant le siège de Tel-Aviv combien vivace était le lien qui reliait les commerçants de cette ville aux grossistes arabes de Jaffa, et, à Jaffa, la montée des prix de toutes étoffes, de tous vêtements et textiles, ainsi que des produits de première nécessité, a révélé l'importance que présentent pour les habitants de Jaffa les sources d'approvisionnement de Tel-Aviv, en dépit du boycottage. Les artisans arabes de Jaffa ont attendu impatiemment que soit levé le siège de Tel-Aviv, afin qu'il leur soit permis d'obtenir alors les matières premières nécessaires à leur travail; les villageois arabes ont été forcés de vendre, à moitié prix et très loin de chez eux, les produits qu'ils portaient en d'autres circonstances sur le marché de Tel-Aviv. Le journal arabe *Falestin* a publié, contrairement à la politique qu'il suivait en général, un éditorial où il était dit: "Les moyens auxquels a recours le Gouvernement frappent les innocents et mènent le pays à un désastre économique sans toucher le moins du monde les terroristes. On ne peut combattre le terrorisme par le fil de fer barbelé, par des forteresses ou par l'état de siège.

Nous avons affaire ici à la terreur politique; il faut la combattre par des armes politiques." L'hebdomadaire arabe de gauche *Al-Ittihad* écrivait que les sanctions prises par le Gouvernement avaient des conséquences néfastes pour l'ensemble du pays. Elles mettaient fin à l'activité de reconstruction; elles faisaient fleurir le marché noir, appauvrirent la population, étouffaient l'opinion publique, "supprimaient la liberté de la

presse, la liberté de mouvement et toutes les autres libertés civiques”.

En de nombreux cas, nous avons été témoins des relations simples et humaines des Juifs et des Arabes dans le courant de leur vie de tous les jours. Même une feuille juive chauvine, qui ne se distingue d'ordinaire pas par une sympathie particulière envers les Arabes, écrivait au cours de ces journées de siège: “Nombreux sont les Juifs de Tel-Aviv qui peuvent mentionner des actes de sympathie accomplis par les Arabes. Maintes fois les Arabes ont, au péril de leur vie, fait passer en fraude des Juifs de Tel-Aviv à Jaffa, et vice versa, sans accepter aucune récompense.”

Cela est également une partie de la réalité palestinienne, un tableau qui révèle l'autre aspect de la vie en Palestine.

Il y a six semaines, 40.000 ouvriers des entreprises publiques de l'armée, pour deux tiers Arabes et pour un tiers Juifs, ont entrepris une grève d'avertissement, manifestant ainsi leur solidarité contre des renvois illégaux de personnel et des conditions de travail médiocres. Par sa portée et par le nombre des manifestants, cette grève a été la plus importante de l'histoire de la lutte syndicaliste en Palestine. Elle s'est étendue à tous les travailleurs, — journaliers, à la semaine, au mois, — de toutes les entreprises de l'armée, de tous les ateliers, de tous les bureaux de l'armée, de tous les services aériens et de tous les services de la marine.

La grève a été menée, en collaboration complète, par l'Histadruth, — Fédération générale des travailleurs juifs, — et les organisations de travailleurs arabes. Les demandes ouvrières ont été formulées par des représentants des travailleurs des deux groupes. Au cours des réunions de grévistes, on a mis l'accent sur l'importance de la collaboration judéo-arabe. L'hebdomadaire *Al-Ittihad*, organe de l'une des deux organisations de travailleurs arabes, écrivait ce qui suit sur le sens de la grève:

“La presse impérialiste britannique et américaine est justement troublée par la grève déclenchée dans les camps militaires, par les travailleurs arabes en collaboration avec les travailleurs juifs. Cette presse ment à l'opinion publique mondiale en disant que les Arabes et les Juifs ne peuvent vivre en paix ensemble et que la seule solution en Palestine est le partage . . . En dehors de sa signification sur le plan économique, cette grève a une grande signification politique.”

On peut également citer les tentatives faites au cours de la période qui vient de s'écouler en vue d'arriver à une collaboration sur le plan politique. L'exemple le plus frappant en est l'accord conclu entre notre Ligue et l'association “Palestin-el-Jadide” dont le texte constitue l'annexe IV de la

note que nous avons présentée à la Commission. Le fondateur de cette association arabe, qui en représente également l'esprit, est Fawzi Darwish el-Husseini, qui fut assassiné par “des meurtriers inconnus” plusieurs jours avant l'ouverture officielle, à Jérusalem, de la salle de réunions de l'association.

Le défunt, qui était âgé de 48 ans, appartenait à la famille bien connue des Husseini et il avait participé activement pendant de nombreuses années au mouvement national arabe. Au moment des troubles de 1936-1939, il fut détenu dans un camp de concentration. Toutefois, au cours de ces dernières années, il en était venu à la conviction que le seul moyen de réaliser les aspirations nationales des Arabes était de conclure un accord entre les Arabes et les Juifs, de résoudre le problème de la Palestine sur la base d'une égalité politique entre les deux peuples, et de réaliser les aspirations nationales et justes de chacun des deux partis.

Il y a exactement un an, au cours d'une réunion tenue à Haïfa, Fawzi el-Husseini fit un exposé des concepts fondamentaux de son groupe:

“Il existe un chemin qui mène à la compréhension et à un accord entre les deux peuples, bien que ce chemin soit parsemé de nombreux obstacles. Il faut absolument arriver à un accord pour mettre la terre en valeur et émanciper les peuples. Les conditions de l'accord sont les suivantes: le principe qu'aucun des deux peuples ne doit dominer l'autre; l'établissement d'un Etat bi-national sur la base de l'égalité politique; enfin une collaboration totale entre les deux peuples dans les domaines économique, social et culturel. L'immigration constitue un problème politique. Dans le cadre de tout accord d'ensemble, il ne sera pas difficile de résoudre le problème de l'immigration juive en se fondant sur la capacité d'absorption économique de la terre. L'accord entre les deux peuples doit recevoir l'approbation de l'Organisation des Nations Unies. Il doit aussi assurer aux Arabes que la Palestine indépendante et bi-nationale formera une union avec les pays arabes avoisinants.”

A une autre occasion, au cours d'une importante réunion d'Arabes et de Juifs tenue à Jérusalem, chez M. Kalvarisky, ancien président de notre Ligue, à la fin d'août 1946, Fawzi el-Husseini déclarait:

“La situation politique s'est aggravée. Le sens politique des masses arabes a crû dans des proportions considérables; toutefois, l'influence extrémiste a pris en même temps une importance prépondérante. Le parti arabe palestinien (de Djamal Husseini et du Mufti) a acquis une grande puissance, moins au sens moral qu'au sens matériel du mot; et ce parti a obtenu l'appui du Gouvernement. Ceux des Arabes qui ne désirent pas suivre sans réserve le parti dont je viens de parler,

ne savent où se tourner pour obtenir de l'aide. Nous avons appris par expérience que la politique suivie officiellement par les deux partis intéressés, — aussi bien les Arabes que les Juifs, — a causé à l'un et l'autre de ces deux éléments maintes souffrances et maintes injustices. Il est exact que durant de nombreuses années, j'ai suivi la politique de mon cousin Djamal Husseini. Mes compagnons et moi-même avons fait de lui notre chef et avons participé à ses côtés à diverses manifestations d'ordre politique. J'ai pris part aux troubles de 1929. Toutefois, au fur et à mesure que les années passaient, j'en suis arrivé à conclure que toute activité dans ce sens ne présente aucune valeur. La politique impérialiste joue avec nous, que nous soyons Juifs ou Arabes. Il n'y a pas d'autre issue que de nous unir pour travailler côte à côte en vue du bien de nos deux peuples."

Personne ne peut s'imaginer que la police palestinienne en sache moins sur ce meurtre que l'homme de la rue. Il est pourtant évident que l'enquête sur ce meurtre infâme s'est conformée simplement à la procédure usuelle en matière de crimes ordinaires, et qu'on a donné des ordres sérieux pour qu'il ne soit fait aucune intrusion dans le domaine politique. Les meurtriers de Fawzi el-Husseini, et ceux qui leur ont donné des ordres, n'ont pas encore été découverts aujourd'hui. Le journal égyptien *Ahbar El Yom* répandu partout, a publié un interview de Djamal Husseini, président adjoint du Haut Comité arabe, qui déclare en commentant ce meurtre: "Mon cousin a fait une erreur et il a reçu sa juste punition".

L'attitude du Gouvernement à l'égard de ce meurtre et à l'égard de meurtres politiques analogues ne peut signifier qu'une chose: on peut répandre impunément le sang des Arabes qui cherchent à s'entendre avec les Juifs. Djamal Husseini a déclaré froidement qu'il porte la responsabilité de ce qu'il appelle les "mesures prises contre les traîtres" et le Gouvernement le reconnaît comme le représentant légitime des Arabes de Palestine. Le Gouvernement voit les mesures prises par la clique dirigeante de la communauté arabe en vue de supprimer toute étincelle de liberté et le désir de s'entendre avec les Juifs; il les voit, mais il garde le silence. Cette indifférence manifestée par le Gouvernement encourage les extrémistes et décourage naturellement les groupes qui seraient enclins à arriver à un compromis.

Les phénomènes que je viens de mentionner font également partie de la réalité palestinienne, de cette réalité désordonnée qui évolue sans aucune direction positive. Si le Gouvernement avait désiré utiliser les atouts qu'on avait placés entre ses mains, il aurait pu utiliser les possibilités énormes qu'il y avait de rapprocher les deux peuples. Il aurait pu reprendre les grands projets d'irrigation qui auraient servi les intérêts des

Juifs comme des Arabes et qui auraient pu transformer des régions entièrement désolées en des zones de culture intensive. Rien n'a été fait. Même si le Gouvernement a mis en œuvre un projet d'irrigation dans une zone où cohabitent Arabes et Juifs, il n'a agi ainsi qu'au profit d'une seule de ces nationalités.

Il aurait pu accorder des subventions spéciales entreprises économiques gérées en commun par des Juifs et des Arabes, et favoriser la création de ces entreprises dans différents domaines. Il aurait pu mettre en vigueur dans les écoles arabes gouvernementales l'étude de l'hébreu, et aider également à répandre l'étude de la langue arabe dans les écoles juives. Il aurait pu former des professeurs des deux langues, favoriser les contacts entre éducateurs appartenant aux deux groupes nationaux. Il n'a fait aucun de ces efforts. Dans certaines des écoles gouvernementales arabes, s'est manifestée une attitude de non fraternisation avec les écoles juives.

On pouvait agir sur une grande échelle en vue du rapprochement dans le domaine de l'administration. Toutefois, en dehors des cours de droit gouvernementaux, aucun effort n'a été fait pour former les fonctionnaires appartenant à l'une ou à l'autre des deux nationalités, en vue d'une activité commune dans l'administration gouvernementale.

Nous savons qu'on ne peut apprendre au peuple l'indépendance sans lui donner l'occasion d'assumer des responsabilités. Toutefois, les postes les plus importants dans l'administration du pays ont été fermés tant aux Arabes qu'aux Juifs. Non seulement les traitements et les pensions des fonctionnaires britanniques ont englouti la plus grande partie des sommes affectées à l'administration locale, mais, comme les membres de la Commission s'en souviendront peut-être, le témoin du Gouvernement a répondu à l'un des membres de la Commission: "Sur les trente-neuf commissaires de district adjoints du pays, deux seulement sont palestiniens. Aucun Arabe, aucun Juif n'est commissaire de district ni membre du Conseil gouvernemental. Le secrétaire général a déclaré qu'il était impossible de nommer un Juif dans un district arabe ou un Arabe dans un district juif, et, dans les districts où vivent à la fois des Arabes et des Juifs, il est impossible de nommer une personnalité appartenant à l'une ou l'autre de ces nationalités; aussi la seule solution consiste-t-elle à nommer un Britannique. Apparemment, le Gouvernement n'a jamais eu l'idée de nommer un Arabe dans un district arabe, ni un Juif dans un district juif. Il existe dans ce pays des fonctionnaires, tant arabes que juifs, qui jouissent de la pleine confiance du grand public, sans qu'on tienne compte de leur nationalité. D'après l'annonce faite par M. Stubbs, directeur de l'Information du Gouvernement de Palestine, on a nommé depuis le début 1946 jusqu'en mars

1947, les nouveaux fonctionnaires suivants: 105 Anglais, 26 Arabes et 15 Juifs.

On peut à bon droit demander, devant la réalité de l'existence des deux mouvements nationaux qui se dressent en face l'un de l'autre et dont chacun s'opposa aux revendications de l'autre, où se trouve la solution; comment peut-on trancher ce dilemme?

Nous croyons fermement que la situation n'est pas aussi désespérée qu'elle pourrait le paraître superficiellement. L'un des faits intéressants du problème palestinien est qu'il existe une grande différence entre les sentiments éprouvés par la masse des deux peuples et les proclamations officielles de leurs chefs respectifs. La politique d'extrémisme dans laquelle on s'est complu au cours de ces dernières années a gagné sa popularité du fait qu'on a supposé à tort que l'extrémisme payait. Toutefois, des groupes importants de la population en viennent à comprendre qu'il n'en est pas ainsi, et que l'extrémisme conduit à la destruction. Si l'on arrivait à prouver que la collaboration promet de bien meilleurs résultats, qu'on peut placer de grands espoirs dans les efforts tentés pour établir un lien entre des intérêts provisoirement opposés, l'esprit des deux nations changerait de manière définitive. De ce point de vue, l'influence décisive pourrait provenir d'une décision raisonnable que prendraient les Nations Unies et de la mise en vigueur effective de cette décision.

A notre avis, les véritables intérêts et les justes aspirations des deux peuples ne s'opposent nullement. Les Juifs veulent la liberté afin de mettre en valeur, — grâce à l'immigration, au peuplement et à l'indépendance politique, — leur foyer national, sans qu'on mette obstacle à ce projet. Les Arabes recherchent le progrès, l'indépendance politique et une élévation de leur niveau de vie. Ils veulent être libérés du besoin et de l'ignorance, libérés d'une économie antique et d'une domination féodale. Nous avons la ferme conviction que les Juifs peuvent atteindre leurs objectifs en complète collaboration avec les Arabes, si la Palestine se constitue aussi rapidement que possible en un état bi-national dans lequel ils vivront comme deux groupes jouissant d'un statut national identique au sein du Gouvernement, quelle que soit la proportion qui existe entre les chiffres de leurs populations respectives. Nous croyons que les Arabes peuvent atteindre leurs objectifs en complète collaboration avec les Juifs, dans le cadre d'un Etat bi-national, tel que nous l'avons décrit ci-dessus.

Un régime politique fondé sur ces principes, prenant en considération les besoins particuliers du pays et ceux des deux nations intéressées, peut stimuler les forces progressistes des deux nations qui désirent arriver à un compromis, et les faire collaborer à l'avantage de l'ensemble des habitants du pays. Ce régime peut ouvrir les

portes de la Palestine aux Juifs qui attendent de pouvoir y pénétrer; il peut élever le niveau de vie des Arabes et lui faire atteindre celui des Juifs, grâce à des programmes communs de mise en valeur, de sorte que les deux groupes progressent ensemble côte à côte. Ce régime peut permettre aux deux nations de réaliser leur indépendance dans leur commune patrie.

La solution qui consiste à fonder un Etat bi-national dont la communauté des nations garantirait la constitution, peut éloigner la crainte de voir une des nations dominer l'autre. Le statut national de chaque groupe et ses intérêts fondamentaux seront sauvegardés. Une nouvelle page de l'histoire agitée de ce pays pourra être tournée, et les progrès réalisés ici pourront devenir un exemple pour le Moyen-Orient tout entier.

En nombre de plus en plus grand, les Juifs et les Arabes se rendent compte que les deux nations doivent trouver un moyen de se comprendre mutuellement sur le terrain du progrès, de la paix et de la collaboration pour lesquels les forces les meilleures de la société humaine ont engagé aujourd'hui la lutte. Toutefois, après les événements qui se sont produits dans ce pays au cours des 25 ou 30 dernières années, il faut agir avec sagesse, décision et courage si l'on veut débrouiller la situation pénible et trouver une solution juste et opérante. Il faut que les forces pacifiques et progressistes du monde entier apportent leur aide à cette œuvre.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie. Je vous remercie également de vous en être tenu au temps qui vous avait été imparti. Nous pourrions maintenant poser quelques questions. Je veux tout d'abord poser un certain nombre de questions sur la composition de la Ligue. Quels sont les organismes que vous représentez ici?

M. SIMON: Les organisations suivantes sont représentées en collaboration au sein de la Ligue: le Parti des travailleurs du Hashomer Hatzair, l'Ihud; en dehors de ces organisations, des membres de différentes sections du Yishuv appartiennent à titre individuel à notre groupement.

Le PRÉSIDENT: On nous a parlé hier de la composition de l'Ihud. Quel est le nombre des membres de ce parti des travailleurs que vous venez de mentionner?

M. SIMON: Je ne suis pas moi-même membre de ce parti, mais je pense qu'il groupe environ 10.000 adhérents. Si je ne me trompe, le nombre des votants aux dernières élections a atteint 25.000.

Le PRÉSIDENT: Et à quel chiffre peut se monter le nombre des membres individuels de la Ligue?

M. SIMON : Ils ne sont pas nombreux, je pense quelques centaines.

Le PRÉSIDENT : Vos objectifs politiques sont-ils les mêmes que ceux de l'Ihud ?

M. SIMON : Pas tout à fait.

Le PRÉSIDENT : Quelle différence y a-t-il ?

M. SIMON : La différence réside dans le fait que l'Ihud part du principe de la parité numérique tandis que la Ligue ne le fait pas. Le parti du Hashomer Hatzair fait partie de la Ligue et il ne s'attache pas à la parité numérique mais à la parité politique. En ce qui concerne ce point en particulier, les membres de notre organisation qui font partie de l'Ihud sont libres de s'en tenir leur opinion personnelle.

Le PRÉSIDENT : Qu'entendez-vous par parité politique ?

M. SIMON : On entend par parité politique que les Juifs et les Arabes de Palestine jouiront des mêmes droits sans qu'il soit tenu compte du parti qui détient la majorité ou qui est en minorité à un moment donné.

Le PRÉSIDENT : Mais il m'a semblé comprendre que tel était le programme de l'Ihud ?

M. SIMON : Oui, mais l'Ihud estime, qu'en dehors de la parité politique, il y aurait lieu de poursuivre la politique d'immigration juive jusqu'à ce qu'on arrive à la parité numérique et alors la poursuite de cette politique pourrait dépendre des institutions communes de l'Etat bi-national. Notre organisation ne s'attache pas à cet aspect du problème politique.

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie.

M. ENTEZAM (Iran) (retraduit d'après l'interprétation anglaise du texte original français) : Personne n'est plus favorable que moi-même à l'idée d'un rapprochement et d'une collaboration des Arabes et des Juifs. Mais il me faut admettre que je ne comprends pas entièrement le programme de la Ligue pour le rapprochement judéo-arabe.

Nous avons entendu hier M. Magnes et les représentants du parti communiste. A mon avis, leur programme donne une meilleure réponse au problème du rapprochement.

On peut partager en trois parties le second exposé que nous avons entendu aujourd'hui.

On y trouve tout d'abord une critique du Gouvernement. Cette critique laisse entendre que le Gouvernement de la Palestine n'a rien fait pour un rapprochement entre Juifs et Arabes. C'est une question à laquelle je ne m'attacherai pas.

La troisième partie tend à prouver que toutes les déclarations et tous les actes des chefs arabes n'ont pas l'appui des masses arabes.

Nous sommes personnellement au courant d'un exemple qui contredit cette affirmation ; j'entends par là le boycottage de notre enquête. En dépit de tous nos efforts, nous n'avons abouti à aucun succès, ce qui démontre que le Haut Comité arabe n'est pas aussi divisé qu'on le prétend ; mais je ne veux pas entrer maintenant dans le détail de cette question.

On nous dit que les masses arabes ne suivent pas leurs chefs. J'aimerais demander si l'on peut dire la même chose des Juifs ? Quelqu'un est-il en mesure d'affirmer que les masses juives sont en désaccord avec les idées extrémistes de certains de leurs chefs ?

Les exemples que vous nous avez fournis traitent davantage du désir de collaboration manifesté par les Arabes. Vous dites, évidemment, que les Juifs sont désireux de collaborer, mais si le mot *rapprochement* a le même sens en anglais qu'en français, — et je remarque que votre organisation s'appelle "la Ligue pour le rapprochement judéo-arabe", — cela signifie que les deux partis doivent prendre une initiative.

Vous avez indiqué toutes les revendications des Juifs et vous déclarez : "on peut aisément arriver à une entente ; les Arabes n'ont qu'une revendication et il s'agit de l'élévation de leur niveau de vie ; nous pouvons leur garantir que cet objectif sera atteint", mais pour autant que je sache, les Arabes ont d'autres revendications.

J'aimerais savoir si, dans votre volonté de *rapprochement*, vous vous êtes efforcés de comprendre le point de vue des masses ou des chefs Arabes, afin de réaliser une collaboration qu'on pourrait justement appeler un *rapprochement* et une action pratique, vous vous êtes efforcés de préciser et de comprendre les véritables revendications du parti arabe.

M. COHEN (traduit d'après l'interprétation anglaise du texte original hébreu) : En ce qui concerne la question du programme de la Ligue, celui-ci vous a été soumis dans la note présentée avant cette séance. Ce programme a été élaboré après des contacts directs avec certains groupes arabes. Les négociations intervenues entre certains groupes de Juifs et d'Arabes ont prouvé plus d'une fois que ce programme avait des chances considérables de succès si les Nations Unies lui accordaient leur appui, parce qu'il tient compte des besoins vitaux et des justes aspirations des deux peuples.

Je regrette que l'honorable membre de la Commission ait conclu de mes remarques et de celles de M. Simon que nous ne prêtions attention aux besoins des Arabes que dans le domaine écono-

mique. Tel n'est pas le cas. Nous avons toujours souligné qu'il existe ici des intérêts nationaux, et que les deux peuples formulent des revendications justes qui portent sur leurs besoins vitaux. Toute solution qui ne tient pas compte des justes revendications nationales des deux peuples ni de leurs aspirations ne serait pas équitable et elle ne serait pas non plus opérante.

Je voudrais également ajouter, pour répondre à l'honorable membre qui a posé cette question, que le boycottage exercé par les masses arabes à l'égard de la Commission ne peut pas nécessairement faire la preuve des sentiments de la grande masse des Arabes, si l'on tient compte de la force et des menaces que les cliques dirigeantes des groupes arabes ont exercées pour les étouffer. Mais il faut tenir compte d'un autre facteur, à savoir que le public arabe a été grandement désappointé par les nombreuses commissions qui ont visité ce pays: il faut se rappeler le cas de la Commission anglo-américaine qui est venue ici et qui a abouti à une conclusion unanime; en dépit du fait qu'on eût promis que, dans le cas où les conclusions étaient prises à l'unanimité, il leur serait donné effet, les conclusions de la Commission furent annulées dès le lendemain du jour où elles avaient été émises. Nous ne disons pas que les Juifs ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour mettre leur programme en application. En outre, je voudrais ajouter ceci en ce qui concerne l'influence de la Ligue sur le grand public: il est impossible de juger de l'influence de cette organisation simplement d'après sa composition ou d'après le nombre de ses membres, étant donné qu'elle n'est pas organisée en tant que parti politique. Nous estimons qu'elle représente une partie considérable de l'opinion du pays. En outre, qu'on veuille bien se le rappeler, il n'y a pas tellement longtemps que le mouvement sioniste officiel tout entier croyait dans les principes de l'égalité et de la non domination et s'en faisait le champion.

C'est évidemment la grande tragédie qui s'est apesantie sur le peuple juif, le désespoir qui s'est emparé des Juifs à la suite de l'application de la politique du Livre blanc, qui a changé l'attitude officielle du mouvement sioniste. Nous comprenons ce désespoir mais nous n'en acceptons pas les effets, et nous demandons aux chefs juifs de ne pas s'y abandonner, de continuer la politique constructive d'immigration et de colonisation; nous leur demandons en même temps d'appeler les Arabes à la collaboration et de demander aux forces internationales de les aider à réaliser ce programme.

En outre, non seulement le public juif suit-il de près les témoignages que nous apportons ici, mais encore il existe parmi le public arabe des groupes nombreux qui écoutent avec attention ce que nous avons à dire en général et ce que nous avons à dire en particulier devant cette Commis-

sion. Nombreux étaient les Arabes qui voulaient vous soumettre une note. Nous ne les avons pas encouragés à le faire, pour la simple raison que nous ne voulions pas qu'ils subissent le même sort que celui qui est échu à Fawzi Darwish el-Husseini, parce que nous avons besoin d'amis de cette sorte pour poursuivre nos travaux et notre œuvre de collaboration.

M. HOOD (Australie): Si l'on peut encore poser des questions, j'aimerais pouvoir en poser une moi-même, mais je m'abstiendrai s'il le faut, étant donné l'heure avancée.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il beaucoup de membres qui désirent poser des questions?

M. SIMIC (Yougoslavie): Je n'ai qu'une seule question à poser.

M. SALAZAR (Pérou): Moi aussi.

M. HOOD (Australie): J'ai une question seulement à poser mais je ne sais pas quelle sera la longueur de la réponse.

Le PRÉSIDENT: Nous pourrions essayer d'en finir avec ces questions.

M. SALAZAR (Pérou): J'aimerais savoir, afin de me rendre compte du stade de développement qu'a atteint votre mouvement, quel est le pourcentage de Juifs et d'Arabes que groupe votre organisation.

M. COHEN: Notre Ligue n'a jamais essayé d'organiser les Juifs et les Arabes dans son cadre. Nous travaillons en premier lieu au sein de la communauté juive et nous nous efforçons d'encourager la fondation de groupes analogues au sein de la communauté arabe, afin de pouvoir collaborer. A la lumière des événements qui se sont produits dernièrement, vous pouvez très bien vous rendre compte de ce qui risque d'arriver si une ligne de conduite différente était adoptée.

M. SALAZAR (Pérou): Je suppose donc que votre organisation présente l'opinion d'un groupe de Juifs, mais qu'elle n'est autorisée à parler au nom d'aucun groupe arabe?

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous répondre, monsieur Simon?

M. SIMON: Je connais mieux la langue, mais il connaît mieux les faits. Je pense que je puis répondre en peu de mots à cette question. Nous ne pouvons parler au nom du groupe arabe qui a signé avec nous cet accord, mais nous pouvons exprimer l'esprit qui l'anime; seulement, nous comparaissons ici en notre propre nom en tant qu'organisation juive.

M. SALAZAR (Pérou): Avez-vous essayé de fonder parmi les Arabes une organisation analogue à la vôtre?

M. COHEN: Comme je l'ai indiqué auparavant, notre Ligue ne considère pas qu'il lui incombe d'organiser les Arabes, mais plutôt d'aider et d'encourager parmi eux la création de groupes analogues. J'ai la ferme conviction que la meilleure preuve de collaboration est l'exemple de l'accord qui a été signé entre notre Ligue et la Société Falestin el-Jadide, accord mentionné dans la note qui a été soumise à la Commission, et en particulier à l'appendice IV dudit document. Je conseille aux membres de votre Commission d'examiner avec soin ce document qui, sans aucun doute, répond également à la question posée, il y a un instant par l'honorable membre, en ce qui concerne la possibilité d'un accord entre Juifs et Arabes non seulement sur des bases économiques mais encore sur des bases politiques. Nous avons la conviction que cet accord conclu entre nous et les Arabes laisse prévoir un vaste programme qui, s'il est adopté, permettra aux deux nations de réaliser leurs justes aspirations et d'obtenir les droits équitables qui leur sont dus.

M. SIMIC (Yougoslavie): J'aimerais savoir ce que vous pensez du partage.

M. COHEN (traduit d'après l'interprétation anglaise du texte original hébreu): Notre Ligue estime, dans son programme, qu'il conviendrait de résoudre le problème des relations entre Juifs et Arabes dans une Palestine qui n'aurait pas été partagée.

M. HOOD (Australie): Je voudrais simplement demander si M. Cohen est d'accord avec les déclarations que nous avons entendues au cours des autres auditions et qui tendent à prouver que les relations entre Arabes et Juifs dans tous les pays arabes du Moyen-Orient sont mauvaises et le deviennent de plus en plus; est-il d'accord en gros avec ces déclarations? Estime-t-il que cette

situation risque d'avoir des répercussions quelconques sur l'éventualité d'un rapprochement dans ce pays?

M. COHEN (traduit d'après l'interprétation anglaise du texte original hébreu): Je crois que la question n'a pas été posée de manière correcte. Si l'on veut comprendre les relations entre les Juifs et les Arabes dans tout le Proche-Orient, il convient d'enquêter sur la situation des Juifs et des Arabes en Palestine plutôt que sur les relations dans le Proche-Orient et de dire ensuite que la situation, telle qu'elle existe dans le Proche-Orient, doit influencer la situation dans ce pays. Il est exact que la situation du peuple juif dans nombre de pays du Proche-Orient est mauvaise et qu'elle va s'aggravant, mais la situation du peuple juif est mauvaise dans nombre d'autres pays du monde, et nous avons la conviction que la tâche principale du mouvement sioniste est de résoudre ce problème à la base, et de rendre normales les relations entre le peuple juif et les autres peuples du monde. Cette solution influera sur les relations entre les Juifs et les peuples du Proche-Orient aussi bien que sur les relations entre les Juifs et les peuples des autres parties du monde.

Ayant beaucoup voyagé dans le Proche-Orient et dans les pays limitrophes, je suis convaincu que, si le problème des relations judéo-arabes trouve sa solution ici, ce résultat servira à changer et à améliorer les relations entre Juifs et Arabes dans les pays voisins.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un d'autre désire-t-il poser des questions? (Personne ne manifeste cette intention.) Nous avons donc entendu les représentants de la Ligue pour le rapprochement judéo-arabe, que je remercie pour les témoignages qu'ils nous ont apportés.

Le dernier point de l'ordre du jour, j'entends l'audition des représentants de la communauté juive ashkenazite, est remis à demain. L'audience est suspendue jusqu'à demain matin, 9 heures.

La séance est levée à 14 h. 25

PROCES-VERBAL DE LA TRENTE-TROISIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'Y.M.C.A., Jérusalem, Palestine,
le mercredi 16 juillet 1947, à 9 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. Hoo (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Trois points sont inscrits à l'ordre du jour: l'audition des représentants du Conseil (Waad Hair) de la Communauté juive Ashkenazite; l'audition des représentants de la Fédération générale des travailleurs juifs et l'audition des représentants de l'Agence juive pour la Palestine.

Pouvons-nous adopter cet ordre du jour?

Aucune objection.

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté.

Audition des représentants du Conseil (Waad Hair) de la Communauté juive Ashkenazite

Je crois savoir que deux personnes vont prendre la parole pour la Communauté juive Ashkenazite: Son Eminence le Grand Rabbin J. H. Duschinsky, le Président des tribunaux religieux, le rabbin Selig Reuben Bengis.

Je donne la parole à Son Eminence le Grand Rabbin Duschinsky.

Le rabbin DUSCHINSKY (Grand Rabbin de la Communauté juive orthodoxe de Jérusalem et de Terre Sainte) (discours prononcé en hébreu): Monsieur le Président, messieurs, au nom du Rabbinate et des tribunaux religieux de la Communauté orthodoxe juive de la Ville Sainte et de

la Terre Sainte, et au nom des milliers de Juifs orthodoxes fidèles aux enseignements du Seigneur et à la tradition du peuple d'Israël en sa qualité de peuple de Dieu ainsi qu'au nom des milliers de Juifs orthodoxes organisés dans le Conseil de la Communauté juive Ashkenazite de Jérusalem, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue à votre arrivée en Terre Sainte où vous venez pour accomplir la haute mission qui vous a été confiée par les nations du monde, d'étudier les divers problèmes et de trouver une solution acceptable et juste afin de rétablir la paix en Terre Sainte.

Nous avons le ferme espoir et la conviction que le Créateur du monde, notre Père qui règne dans les cieux, conduira le peuple d'Israël à la rédemption éternelle, mais nous pensons aussi que les cœurs des rois et des gouvernements sont dans la main de Dieu. Vous avez, messieurs, le privilège providentiel d'être chargés de cette haute tâche et c'est pourquoi nous vous prions de rendre justice à ceux qui sont privés de justice.

Le massacre de millions de nos frères de la Diaspora vous a déjà été rappelé par divers orateurs. Je ne puis pas cependant ne pas plaider pour ce qui reste de notre peuple et plus spécialement pour les survivants de ces milliers de victimes sauvagement massacrées que j'ai connues personnellement; je vous supplie de nous donner aide et assistance en ouvrant les portes de la Terre Sainte de nos ancêtres, dans les limites de sa capacité d'absorption, car il ne peut y avoir de raison de refuser d'entendre cet appel pour le sauvetage de ces survivants.

Nous appelons sur vous et sur toute votre activité la bénédiction de la Providence, afin que puisse jaillir de vos décisions le salut et la vie, la tranquillité et la paix pour les fils dispersés d'Israël et pour tous les citoyens de la Terre Sainte.

Nous nous adressons solennellement à vous, loyaux délégués du plus haut tribunal de l'humanité, successeur légal de la défunte Société des Nations, pour que vous examiniez aussi les atteintes suivantes aux droits de la Communauté juive orthodoxe et les mesures discriminatoires dont elle souffre.

a) Pendant la période du Mandat, les droits des Juifs orthodoxes de la Diaspora qui, depuis des siècles ont immigré en Terre Sainte, ont

souffert du fait que le contingent d'immigration a été réduit en application de programmes d'immigration établis avec la collaboration de l'Agence juive. Cette atteinte à nos droits a causé, en Terre Sainte, un grave préjudice à la religion qui avait été jusqu'alors à un niveau satisfaisant.

b) Le Gouvernement de la Palestine a officiellement reconnu les Conseils de communautés dénommés "Knesseth Yisroel", mais ne reconnaît par l'autorité de la Loi Sainte et les Juifs orthodoxes ne peuvent, par conséquent, appartenir à ces communautés en se conformant aux traditions de leurs ancêtres. Bien que ce soit là la raison pour laquelle le Gouvernement a accordé le droit de sortir du "Knesseth Yisroel", par contre il n'a pas voulu reconnaître officiellement les Conseils de communauté séparés dans lesquels les Juifs orthodoxes sont organisés et il a également refusé d'accorder sa sanction légale à l'autorité de leurs Tribunaux religieux et de leur Rabbinate.

C'est pourquoi je vous demande d'examiner très attentivement l'exposé détaillé qui vous est soumis et, en même temps que vous rechercherez une juste solution des problèmes généraux de la Terre Sainte, je vous prie instamment de permettre la réalisation de nos justes revendications particulières.

Puisse le commandement du Tout Puissant, — flambeau de justice et de vérité, — vous servir de guide pour que vos noms brillent à jamais dans les annales de la Terre Sainte dont la sainteté est éternelle, et que la grâce du Seigneur soit sur vous et sur l'œuvre que vous allez accomplir.

Le rabbin Selig Reuben BENGIS (Président des Tribunaux religieux) (discours prononcé en hébreu) : Son Eminence, le Grand Rabbin de la Communauté juive orthodoxe de la Ville Sainte et de la Terre Sainte, vous a parlé brièvement et en termes généraux, et c'est moi qui ai l'honneur de m'adresser à vous sur les points vitaux suivants :

Permettez-moi de commencer par quelques observations générales qui nous intéressent à cause de leur aspect religieux.

Je parlerai tout d'abord de l'immigration. La colonisation de la Terre Sainte est l'un des commandements du Seigneur et n'a jamais perdu sa validité en aucune période de l'histoire. De plus, l'accomplissement de nombreux autres commandements de la Loi sainte n'est possible que sur le sol de la Terre Sainte. C'est pourquoi les Juifs orthodoxes de toutes les époques ont cherché à s'établir en Terre Sainte, ainsi qu'il est expliqué dans la première partie, paragraphe 2, de l'exposé que vous a soumis notre Conseil.

Toutefois, de nos jours, l'importance de ce problème de l'immigration s'est considérablement

accrue à cause du sauvetage de vies humaines qu'il implique. Nos frères, survivants d'un massacre sans précédent, qui sont aujourd'hui derrière les barbelés de nombreux camps, sont en train de perdre la volonté de vivre à mesure que les jours passent, et il est impérieux de les arracher à cet abîme de déchéance psychologique ; c'est pourquoi nous en appelons à vous, messieurs, pour que vous les aidiez à sortir de leur état présent de démoralisation et d'existence diminuée.

Il est clair qu'en dehors des autres lieux de refuge qu'on pourrait trouver pour eux, la Terre Sainte doit être prête et est prête à devenir leur principal havre de sécurité et de bonheur.

Du fond de notre cœur, nous nous adressons à vous en ce moment de l'histoire internationale et nous vous disons : "N'avons-nous pas tous un Père commun ? Un seul Dieu ne nous a-t-il pas tous créés ? Remplissez donc votre devoir de fraternité et d'amour envers ces frères déshérités.

A propos de la question de l'immigration, je vous prie de bien vouloir noter les détails suivants :

a) L'expérience passée prouve que les Juifs orthodoxes qui ont toujours observé et proclamé les liens religieux et historiques existant entre le peuple d'Israël, et la terre d'Israël, et qui, pendant des siècles sont venus sans interruption s'établir en Terre Sainte, ont souffert de mesures discriminatoires dans le cadre général de l'immigration juive, de la part des autorités chargées de cette immigration, et ceci pendant une période considérable pendant toute la durée du Mandat. Même après l'intervention du Gouvernement, un très petit nombre seulement de certificats d'immigration leur ont été accordés par l'intermédiaire de l'Agence juive, voie qui est contraire à notre conscience ainsi qu'il est expliqué dans la première partie de notre exposé, au paragraphe 6.

b) La catastrophe dont les Juifs d'Europe ont été victimes au cours de la seconde guerre mondiale a été un désastre pour le peuple juif tout entier et plus particulièrement pour les Juifs orthodoxes de la Diaspora qui ont souffert dans de si terribles proportions.

La justice exige donc, qu'au moment où les nations du monde veulent donner au peuple juif une compensation pour ses souffrances indicibles, cette compensation leur soit donnée directement par vous et ne passe point par des voies qui peuvent opprimer notre conscience religieuse. C'est pourquoi nous demandons à l'Organisation des Nations Unies de décider que l'immigration juive relèvera, à l'avenir, directement du Gouvernement de ce pays et que ceux qui ont besoin d'émigrer pourront bénéficier directement de ces dispositions.

Les graves restrictions des lois agraires actuellement en vigueur en Terre Sainte établissent une différence de traitement entre les Juifs et les non-Juifs et sont en conflit manifeste avec la Charte des Nations Unies. Alors que les Juifs sont libres d'acquérir des terres dans tout pays indépendant, ici, en Terre Sainte, où l'un des commandements de la Loi Sainte fait un devoir aux Juifs de s'établir, on nous empêche d'acheter des terres, même si les Juifs qui veulent acheter sont nés en Palestine et sont de loyaux citoyens.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots à propos de Jérusalem.

Jérusalem, la Ville Sainte, dont la sainteté est plus grande que celle de n'importe quelle ville de Terre Sainte, a été choisie en tous temps par les Juifs orthodoxes pour s'y fixer de manière permanente. Cette ville a toujours occupé une situation unique, à ce point que, du temps des rois juifs, lorsque tout le territoire était partagé en districts sur la base des tribus d'Israël, Jérusalem n'a jamais été partagée. Cette Ville Sainte est aujourd'hui condamnée à végéter dans sa situation actuelle puisqu'elle n'a aucune chance de futur développement par suite des lois agraires strangulatoires qui sont également en vigueur dans le district de Jérusalem. Toute ville importante du monde se reconstruit sans cesse et continue à se développer; la ville de Dieu sera-t-elle entravée pour toujours?

C'est également pourquoi nous demandons l'abolition des lois agraires actuelles, pour les raisons indiquées dans le paragraphe 7 de la première partie de notre exposé.

Le Conseil de la Communauté juive ashkenazite: J'en arrive maintenant aux revendications de notre Conseil qui se fondent sur l'article 4 du mandat de votre Commission. Rabbim depuis plus de cinquante ans, j'ai eu le privilège de connaître deux générations des autorités religieuses les plus éminentes en Israël; je suis donc en mesure de vous faire connaître l'opinion religieuse qui fait loi en ce qui concerne la conduite des affaires publiques juives. Selon notre Sainte Loi, toute organisation de la Communauté juive doit remplir toutes les conditions religieuses puisque, autrement, les décisions d'un tel Conseil n'auraient ni poids ni autorité.

Le peuple d'Israël, et la Loi d'Israël ne font qu'un et, en tant que peuple ou en tant que communauté publique, Israël ne peut être considéré que par rapport à sa Thora. La condition fondamentale de toute décision intéressant les affaires publiques juives, réside dans la reconnaissance de la sainte Loi et dans l'élection, à titre de représentants, des chefs religieux de la Communauté qui sont fidèles aux traditions de notre Loi. C'est la raison pour laquelle les Juifs orthodoxes ne pourront jamais reconnaître l'Agence juive

comme organisme représentatif du peuple juif, ainsi qu'il est prescrit dans le mandat.

Cependant, le problème de la création des Conseils des communautés juives en Terre Sainte est l'un des plus douloureux. La reconnaissance officielle n'a été jusqu'ici accordée qu'aux conseils de communauté du Vaad Leumi, connu sous le nom de "Knesseth Israël", des conseils qui, par exemple, ont jusqu'ici refusé d'incorporer dans leurs statuts les exigences fondamentales de notre sainte Loi, malgré l'opinion sans équivoque exprimée par d'éminents rabbins et juristes, et malgré la décision des plus hautes autorités religieuses d'Israël, selon lesquelles la base de tout Conseil de cette nature devait être la reconnaissance de l'autorité de la Thora dans les affaires publiques juives. Par suite du refus du Vaad Leumi de remplir ces conditions religieuses, nos rabbins ont à l'époque interdit l'affiliation de nos communautés au Vaad Leumi. Vous trouverez les détails dans la deuxième partie de notre exposé, paragraphe 10.

Il convient de souligner que le règlement du Knesseth Yisroel du Vaad Leumi de l'année 1927 se fonde sur l'Ordonnance de 1926 relative aux communautés religieuses. L'intention du législateur était de créer des communautés religieuses, juives et autres, c'est-à-dire un conseil de communauté fidèle à la loi d'Israël. Cependant, le règlement du Vaad Lemi est en contradiction évidente avec les commandements religieux de la Loi sainte.

La justice exige que les Juifs orthodoxes qui n'ont fait que leur devoir en quittant la communauté du Vaad Leumi ne rencontrent pas d'entraves dans leur activité religieuse et que leurs conseils de communautés bénéficient de la reconnaissance officielle dans les mêmes conditions que les conseils de communautés qui ont refusé d'incorporer dans leurs statuts les conditions essentielles de la loi religieuse, c'est-à-dire de permettre par exemple aux Juifs orthodoxes de s'organiser dans tout le pays, conformément à leur conscience religieuse, en conseils de communautés officiellement reconnus.

Le Conseil de la Communauté juive Ashkenazite de Jérusalem qui reste fidèle aux traditions du Yishuv juif à Jérusalem telles qu'elles se sont développées au cours des siècles, a reçu de l'Officier Général commandant les forces d'occupation de la Palestine l'assurance que les droits de notre communauté seraient sauvegardés dans les mêmes conditions que ceux des autres communautés. Cependant, dès le début du gouvernement civil dans ce pays après la ratification du Mandat, la situation a évolué au détriment de la communauté juive orthodoxe organisée. Notre conseil de communauté, le premier de cette sorte dans le pays, qui représente des milliers de Juifs

orthodoxes n'appartenant pas au Vaad Leumi et qui s'occupe de ses affaires religieuses en entretenant ses propres tribunaux religieux, en assurant l'abat rituel, l'enregistrement des mariages, la délivrance de certificats, la prévoyance sociale, etc., souffre de l'absence d'une reconnaissance officielle dans ce domaine. En particulier le refus de reconnaître la juridiction de notre Rabbinat et de nos Tribunaux religieux sur le statut personnel est en complète contradiction avec la garantie britannique citée plus haut, dont vous trouverez le texte dans l'annexe I de notre exposé. Il est de plus contraire au paragraphe 7 du Mandat qui fait un devoir à la puissance mandataire de respecter et de préserver le statut personnel et la position des institutions religieuses des diverses communautés du pays. Il apparaît ainsi que nos voisins chrétiens ont été beaucoup plus favorisés que les Juifs orthodoxes, puisque chaque communauté chrétienne a été reconnue officiellement, même lorsqu'elle ne comprenait que très peu de membres et certainement beaucoup moins que les nôtres.

De la juste solution du problème posé par la situation ingrate des Juifs orthodoxes en Terre Sainte dépend le renforcement de notre Sainte Loi, — renforcement qui améliorera d'ailleurs la situation générale de la Terre Sainte ainsi que l'a indiqué Son Eminence le Grand Rabbin de la Ville Sainte et de la Terre Sainte.

Pour finir, qu'il me soit permis de vous remercier de l'occasion qui m'a été donnée de vous présenter l'opinion de la Communauté juive orthodoxe ainsi que ses justes revendications; nous sommes convaincus que cette opinion vous sera utile pour arriver à une juste solution du problème que vous avez à résoudre.

Au nom de la Communauté juive orthodoxe de Jérusalem et de la Terre Sainte, je voudrais exprimer l'espoir que vous trouverez une solution, juste et acceptable par tous, des problèmes de la Terre Sainte et que vous parviendrez aussi à aider les Juifs orthodoxes qui se trouvent aujourd'hui ravalés dans leur communauté au rang de citoyens de second ordre à regagner la position qui leur est due, ainsi que le demandent les sommaires de la première et de la seconde partie de notre mémoire. Puisse le Seigneur de Paix et de Vérité vous éclairer et placer, par votre intermédiaire, son Tabernacle de Paix sur la Terre Sainte et la Cité de Paix. Ainsi soit-il.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie.

Il y a une question à laquelle je voudrais que vous répondiez. Combien d'adhérents votre communauté groupe-t-elle?

Le Rabbin DUSCHINSKY: Nous n'avons pas les chiffres exacts. Nous avons des membres inscrits et des sympathisants.

Le PRÉSIDENT: Combien y a-t-il de membres inscrits?

Le Rabbin DUSCHINSKY: Sept mille membres adultes à Jérusalem sans compter leurs familles. Ce nombre ne comprend que les adultes du sexe masculin parce que seuls les hommes sont considérés comme membres de la communauté. Le nombre de personnes est évalué à 60.000 au moins.

Le PRÉSIDENT: Qui vous suivent?

Le Rabbin DUSCHINSKY: Qui nous suivent.

M. BLOM (Pays-Bas): Puis-je poser une question? Le rabbin a déclaré que les Tribunaux religieux de la Communauté ashkenazite ne sont pas reconnus légalement. Néanmoins, le rabbin Bengis s'intitule Président des Tribunaux religieux de sa communauté. Je voudrais savoir si, dans la pratique, ces tribunaux rendent des verdicts et exercent une juridiction? Quelles sont les conséquences juridiques de leur activité à cet égard?

Le rabbin DUSCHINSKY: Nous revendiquons la reconnaissance. Nous sommes seulement tolérés comme tribunal lorsque notre juridiction est acceptée volontairement. Les membres de la communauté qui viennent devant le tribunal religieux doivent se soumettre volontairement à une procédure d'arbitrage et les tribunaux n'ont pas de droits juridiques. Leurs jugements ne peuvent être exécutés comme ceux d'un tribunal religieux, mais seulement comme ceux d'une commission d'arbitrage.

M. BLOM (Pays-Bas): Sont-ils reconnus comme jugements de tribunaux d'arbitrage par les tribunaux civils et les autres tribunaux religieux?

Le rabbin DUSCHINSKY: Les sentences arbitrales sont reconnues si elles sont confirmées par les tribunaux ordinaires, non seulement celles des tribunaux religieux mais celles de trois personnes, de deux personnes ou d'une seule si elles sont choisies comme arbitres. Après confirmation de la Cour, la sentence est reconnue.

Le PRÉSIDENT: Je voudrais vous poser une question concrète. Si un couple ashkenazite veut divorcer, peut-il le faire devant votre tribunal?

Le rabbin DUSCHINSKY: Non, monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT: Votre tribunal ne prend pas de décision.

Le rabbin DUSCHINSKY: Non.

Le PRÉSIDENT: Quelqu'un a-t-il d'autres questions à poser?

Personne ne répond.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, messieurs.

Le rabbin DUSCHINSKY: Nous remercions le Président et la Commission de nous avoir donné audience.

Audition des représentants de la Fédération générale des Travailleurs juifs

Le PRÉSIDENT: Le point suivant de l'ordre du jour est l'audition des représentants de la Fédération générale des Travailleurs juifs. M. Rubashov, M. Lubianiker et M. Shkelnik doivent prendre la parole au nom de cette fédération. Voulez-vous, messieurs, venir sur l'estrade?

M. Rubashov prend place à la table.

Le PRÉSIDENT: Je donne la parole à M. Rubashov.

M. RUBASHOV: (Fédération générale des Travailleurs juifs en Eretz Israël (Palestine) (Histadrut): Monsieur le Président, messieurs les membres de la commission, en cette dernière phase de vos séances avant que vous preniez une décision sur l'avenir de notre pays et de notre peuple, nous nous adressons à vous au nom de la Fédération générale des Travailleurs juifs, la plus importante organisation au sein du Yishuv, pour les membres de laquelle le développement du pays et la libération de son peuple constituent un travail quotidien et la tâche de toute une vie.

Vous trouverez nos principes fondamentaux et nos principaux domaines d'activité décrits avec quelque détail dans le memorandum que nous vous avons déjà soumis. Vous avez certainement constaté ce que nous avons accompli dans ce pays au cours des nombreuses visites que vous avez faites aux villes et aux colonies.

Vous avez vu de vos yeux le résultat de notre campagne incessante contre la désolation et la routine. Vous avez probablement noté nos efforts pour créer de nouvelles unités sociales sur la solide base de l'égalité, de la justice et de toute la collaboration compatible avec la liberté individuelle; vous avez sans aucun doute constaté la mesure dans laquelle le Gouvernement mandataire a aidé et dans quelle mesure il a entravé la grande œuvre à laquelle les nations lui avaient fait un devoir de participer dans ce pays. Si nous venons maintenant vous présenter nos témoignages oraux, notre but est seulement de souligner nos revendications fondamentales et de vous offrir nos services pour éclaircir certains aspects du problème pour lesquelles vous estimerez que nos renseignements peuvent vous être utiles.

La Fédération générale des Travailleurs juifs (plus généralement désignée par son nom hébreu "Histadrut") représente la classe laborieuse juive de ce pays, qui avec les personnes à sa charge constitue la moitié du Yishuv.

L'Histadrut ne choisit pas ses membres selon leurs vues politiques ou culturelles. Elle accepte tout travailleur juif du pays, qui gagne sa vie par son travail et non par l'exploitation des autres; peu importe que le travailleur vive à la ville ou à la campagne, qu'il soit membre d'une coopérative ou appartienne à l'une quelconque de ces colonies collectives dont les formes sont multiples et l'organisation si différente. Toutes les tendances et tous les courants de pensée qu'on rencontre dans le mouvement mondial du travail se retrouvent dans notre pays, dans notre propre communauté, et peuvent coexister, et coexistent en effet, à l'intérieur de l'Histadrut. Mais un lien commun a amené ici tous nos membres quel que soit le pays où ils sont nés. Ce lien est le sort d'une nation sans territoire qui n'a aucune sécurité quant au lendemain; tous sont unis dans leur travail ici par une aspiration commune. Ils aspirent à vivre une vie de dignité, de travail, de liberté et d'indépendance.

Notre Histadrut est un mouvement travailliste et un mouvement pour les travailleurs. La grande majorité de nos membres ne sont pas des travailleurs de naissance. Tout comme nous sommes venus dans notre patrie de différents pays, de même c'est de différentes classes que nous sommes venus au travail. C'est un principe fondamental pour nous que notre rédemption nationale et humaine exige que nous prenions racine dans le plus grand nombre possible de types et de classes d'activités. Notre avenir dépend du travail de nos mains et de notre capacité de travail. Il dépend de notre travail dans l'agriculture, dans les métiers manuels, dans l'industrie sur terre et sur mer. Ce n'est que par notre travail que nous parviendrons à naître et que nous assurerons notre avenir. Et c'est pourquoi nous avons voulu nous engager nous-mêmes dans tous les domaines de l'activité, du plus rude et du plus épuisant au plus élevé, sans porter préjudice à aucune autre nation et sans l'exploiter. Nous sommes partisans de l'organisation de la main-d'œuvre. Nous cherchons à protéger le travailleur de toutes les manières possibles, à améliorer ses conditions de vie et les conditions qui régissent la production, à élever le niveau spirituel et culturel de tous les travailleurs au sein de notre société en plein développement.

Notre Histadrut, mouvement fondé sur l'immigration, lutte pour l'immigration. Lors de notre fondation, il y a 26 ans, nous comptions environ 4.400 membres, hommes et femmes. La plupart d'entre eux étaient des immigrants d'Europe orientale. Aujourd'hui, nous avons 170.000 mem-

bres dont les quatre cinquièmes viennent de l'extérieur.

Une génération avant que l'antisémitisme européen n'ait atteint la puissance politique qui lui a permis d'exécuter le plan satanique de massacre massif des Juifs, notre mouvement avait pressenti l'avenir et appelé la jeunesse juive à se préparer à venir dans notre patrie éternelle pour y construire, à la sueur de son front, les fondations d'un refuge libre et indépendant pour les masses juives de tous les pays du monde. Au moment où l'on ressentait encore pleinement les effets favorables de l'émancipation juive, nos camarades ont quitté les pays où ils habitaient et toutes les perspectives qui leur étaient offertes, afin de s'atteler au travail de colonisation dans les déserts et la désolation de notre pays. L'appel de la terre ne résidait pas dans sa richesse. A cette époque, la terre était en vérité bien loin d'être riche. Les perspectives de liberté personnelle ne les attiraient pas non plus. C'était le temps de l'absolutisme de l'empire ottoman, et le mot "liberté" aurait été le dernier mot à employer pour qualifier l'état de choses existant. Ce qui les amenait, ce qui nous amenait, c'était la vision éternelle du peuple juif, la vision du retour dans la patrie, l'espoir d'appartenir à une nation qui redevenait libre de prendre racine dans notre propre sol, de vivre notre vie culturelle propre et de nous associer à tous les autres peuples à titre de nation possédant un rang égal et des droits égaux.

La nation juive a aspiré, à travers les âges, à sa pleine rédemption, et ses meilleurs fils ont toujours espéré, chacun à sa façon, retourner dans sa patrie et y prendre racine. Cette aspiration, ce désir, se sont manifestés avec toute leur ancienne vigueur par l'afflux torrentiel de tous ces jeunes gens qui ont constitué le mouvement travailliste juif. Ce mouvement possède un contenu social nouveau dans son effort pour améliorer les conditions sociales et humaines; il est imbu de l'esprit de notre génération; il a le sentiment de la responsabilité du pionnier à l'égard de l'avenir des masses juives disséminées dans le monde. Dans notre propre pays est né un type nouveau de travailleur: le travailleur juif, qui, de ses propres mains, a rempli la mission de son peuple et de son époque; qui a libéré notre terre de sa désolation, notre nation de sa dispersion géographique et de sa dépendance politique envers les autres.

Il n'est pas un seul pays parmi tous ceux de notre Diaspora où les jeunes Juifs n'aient participé à l'œuvre constructive qui se poursuit ici. Dans tous les pays qui ont vu le massacre massif du peuple juif, les survivants, vieux et jeunes, aspirent aujourd'hui à nous rejoindre et à assurer leur avenir, ici, avec nous.

Au nom de ces myriades, nous venons vous demander précisément ce que nous avons ré-

cemment demandé au Congrès mondial des syndicats ouvriers dont nous faisons partie; ce que nous avons demandé à la Commission anglo-américaine d'enquête devant laquelle nous avons comparu il y a environ seize mois, et ce que nous ne nous lasserons jamais de demander à un juge équitable ou à quiconque peut être appelé à examiner notre sort. Nous vous demandons de rendre libre l'immigration juive; d'abolir le Livre blanc qui s'efforce de réduire à néant toutes les promesses solennelles, britanniques et internationales, faites à la nation juive; qui est un piège mortel pour le Yishuv, et qui condamne le pays tout entier à l'asphyxie et à l'étouffement. Rendez-nous possible de révéler les vastes bénédictions cachées dans les ressources et aussi dans la désolation même de notre pays! Rendez-nous possible de faire jaillir ici une source de bonheur et de joie pour notre peuple et pour tous les autres habitants de ce pays! Donnez-nous l'occasion de nous rencontrer avec la nation arabe en qualité de nation possédant un statut égal et une égale indépendance nationale!

Si nous avions comparu devant vous il y a quelques années, nous aurions apporté les mêmes revendications au nom des centaines de milliers de jeunes pionniers organisés, dispersés dans tous les pays d'Europe et qui se préparaient à venir nous rejoindre comme compagnons de travail, entraînés, utiles et fidèles. De toute leur vie ils n'avaient eu d'autre désir et d'autre aspiration, il n'y avait pas d'obstacles à leur venue, sinon les lois de la puissance mandataire, mais aujourd'hui les fours crématoires de Treblinka et de Bergen-Belsen les ont réduits en cendres pour l'éternité.

Et ce qui nous enlève tout repos, c'est que nous savons qu'au moment de leur plus grand péril, lorsque l'ennemi les murait dans le ghetto et les coupait du monde des vivants, leurs cris d'angoisse étouffés s'adressaient à nous. D'abord, et surtout à nous, en qui ils avaient une confiance illimitée et qui, ils en restèrent convaincus jusqu'à leur dernier souffle, ne les abandonnerions pas à leur sort et trouverions un moyen de les sauver.

Les aider était au-delà de notre pouvoir. Nous-mêmes, nous nous trouvions entre les mains de ceux qui nous retenaient par la force. Nous étions entre les mains de ceux qui nous arrachaient la dernière bouée de sauvetage qui aurait pu nous servir et que nous avions préparée pendant des générations en prévision d'un tel jour.

Nous ne l'avons pas oublié, et nous ne pouvons pas l'oublier, surtout aujourd'hui où le cri de terreur nous arrive une fois de plus et où nous nous trouvons de nouveau impuissants et incapables d'apporter notre aide, à cause de la même politique gouvernementale.

Ces centaines de milliers de jeunes gens ont disparu, comme a disparu tout un peuple de six

millions, mais il en est encore des centaines de milliers d'autres qui, heureusement pour notre nation, ont survécu au massacre massif. Les Juifs survivants d'Europe ont connu la cruauté et la sauvagerie; et aussi des miracles incroyables, tels que personne n'en avait vu avant eux. Ils aspirent à vivre et, avec leur vaste expérience, ils luttent pour leur avenir. Environ un quart de million de ces Juifs survivants sont encore retenus dans des camps d'internement, sans aucun statut, sans aucun droit, sans aucun espoir pour le lendemain. Ils sont retenus dans des pays où l'héritage empoisonné d'Hitler fermente encore dans la population. Pensez-y: Dans peu de temps, la question de l'autorité à établir sur ces pays doit recevoir une nouvelle solution; que feront les nouvelles autorités, de ceux qui sont dans les camps? Qui peut donner aux Juifs des assurances sur ce qui les attend lorsque la mission de trouver une solution à leur égard sera confiée aux nouvelles autorités territoriales de ces pays? En Autriche, on a déjà demandé que les personnes déplacées soient envoyées hors du pays. Mais où?

On les invite à retourner dans leurs pays d'origine. Qui veut se moquer des derniers survivants de notre catastrophe? Pour ma part, je reviens d'un voyage en Pologne. Il y a seulement une semaine, je me trouvais sur ces monceaux de ruines sous lesquels la totalité de la Varsovie juive est ensevelie. Plus de trois cent mille Juifs vivaient dans cette capitale. Parmi eux, nous comptons nos meilleures forces spirituelles. Des esprits créateurs, des écrivains, des travailleurs, des chefs religieux s'y étaient multipliés au cours des générations. Aujourd'hui un silence de mort s'étend de toute part sur un véritable océan de ruines, aussi loin que l'œil puisse voir dans toutes les directions! Sous ces ruines, gisent encore des dizaines et des dizaines de milliers de Juifs qui ont été enterrés vivants. Nos innombrables orphelins nous appellent de cette terre rouge couverte de fragments de briques écroulées. Les Juifs sauvés doivent-ils y retourner? A cet océan de mort?

Qu'on le sache bien. La situation des Juifs en Pologne ne dépend pas seulement de l'attitude du gouvernement polonais. Le Gouvernement polonais lutte activement contre l'anti-sémitisme, mais la situation des Juifs dépend-elle de cela seulement? Je viens de visiter des douzaines de villes en Pologne, des villes qui ont été célèbres dans l'histoire juive pendant de longs siècles, des villes qui ont été baignées de l'essence même du génie créateur des Juifs. Aujourd'hui le souvenir de ces Juifs n'existe même plus. Les Juifs ont été massacrés, ont disparu; leur place a été prise par d'autres et il n'est aucune loi qui puisse maintenant rendre le bonheur, la tranquillité et le contentement aux Juifs de ces lieux. Est-il étonnant que l'immense majorité de ceux qui se

trouvent encore en Pologne errent comme des ombres, leurs yeux et leurs espoirs tournés vers nous?

Je vais essayer de rendre parfaitement clair ce que je veux dire quand je parle de nécessités inévitables et objectives. A cette fin, je vais vous raconter une histoire qui vient d'un pays possédant une rare et magnifique tradition de tolérance, où l'antisémitisme est absent et la communauté juive à peu près inexistante. Jusqu'à la guerre, il y avait, je crois, environ douze mille Juifs en tout, en Suède, et il n'y a jamais eu là de manifestation anti-juive tout au long des deux siècles qui ont suivi la naissance de la communauté juive de Stockholm. Au cours des dernières années, la Suède a accepté des réfugiés juifs et leur a fait bon accueil, comme vous le savez, monsieur le Président. Huit mille jeunes filles juives ont été amenées là d'un camp de concentration. J'ai vu quelques-unes d'entre elles il y a un an; elles venaient de Hongrie et de la Russie Sub-carpatique, de Lithuanie et de Lettonie. Certaines d'entre elles étaient les seules survivantes de grandes et nobles familles, certaines d'entre elles étaient les seules survivantes de leur ville ou de leur communauté natale.

En Suède, elles ont reçu le droit de travailler. Mais, en Suède, il n'y a pas assez d'hommes juifs avec lesquels elles puissent fonder de nouvelles familles et de nouveaux foyers. Récemment, une institution juive, — non sioniste, dois-je ajouter, — a fait une enquête pour savoir celles d'entre elles qui désiraient rester en Suède. Le nombre total de celles-ci a été de cinquante-trois. 7.947, au total, ont répondu qu'elles ne désiraient pas rester et ont supplié qu'on les emmène.

Ecouterons-nous leurs supplications? Ou laisserons-nous ces derniers vestiges périr eux aussi?

Je voudrais citer encore un exemple. En Roumanie, il s'est produit un événement qui en soi n'a pas de portée politique, car il s'agit d'un phénomène naturel pur et simple, et qui en tout cas ne comporte pas la moindre trace d'anti-sémitisme.

Il n'a pas plu en Roumanie cette année et tout faisait craindre la famine.

Au moment où cela est apparu clairement, la terre a commencé à trembler sous les pieds des Juifs et des réfugiés juifs qui sont les premières personnes "superflues" au point de vue de l'alimentation. Parce qu'ils constituent une minorité sans défense, parce qu'ils n'ont aucune protection, parce qu'ils n'ont pas de patrie. Et par dessus tout, parce que ce monde mauvais a déjà vu comment peut se régler le problème d'une minorité juive sans défense et jugée indésirable.

Peut-être avez-vous aussi rencontré cette propagande qui, dès aujourd'hui, se répand si habilement et qui cherche à discréditer les Juifs des camps? Nous avons vu et constaté deux choses. Nous avons acquis la conviction d'abord que tous les mensonges répandus du temps d'Hitler et de ses partisans se sont insinués dans le cœur de bien des gens qui ont combattu contre Hitler. Et, en second lieu, que, dans la mesure où la grande catastrophe a brisé l'ardeur des Juifs et a tourné leur pensée vers les dangers intérieurs, le seul remède qui puisse les sauver se trouve dans les ressources de l'œuvre créatrice que nous accomplissons ici. Nous possédons le talisman qui leur rendra la santé. Permettez-nous de les soigner; ce sera pour leur bien comme pour le nôtre. Nous leur rendrons la dignité humaine; l'espoir en l'avenir et la fierté de l'effort créateur, et eux aussi se transformeront en magnifiques pionniers.

Il y a eu un autre appel au secours. Vous l'avez entendu. C'est celui des Juifs résidant en pays de langue arabe. Si étouffé et si étranglé que cet appel puisse être, il résonne jusqu'au fond de notre cœur. De nombreux Juifs de ces pays sont depuis longtemps parmi nous, pionniers à leur manière, et sont le soutien de ceux qui ont tant besoin d'un refuge. Les Juifs des pays de langue arabe n'ont personne pour les aider sinon ceux qui sont déjà venus ici. Peut-on imaginer qu'ayant entendu leur appel, nous ne ferons rien? Devons-nous penser que vous avez l'intention d'ignorer leur appel?

En Palestine une nécessité historique s'est confondue avec des besoins impérieux. Une haute mission nationale s'unit à une soif de vie individuelle. Les besoins économiques, moraux et politiques se sont réunis pour se transformer en une force naturelle insurmontable. Est-il surprenant qu'aucune loi artificielle n'arrête et ne puisse arrêter cette force vive? Est-il étonnant qu'il existe une force irrésistible parmi nos frères juifs d'Europe, force qui les pousse à venir nous rejoindre?

L'Histadrut, avec tous ses organismes et toutes ses entreprises, son expérience et son esprit de pionnier, avec toutes ses méthodes d'organisation et tous ses plans constructifs, se met sans réserve à la disposition de l'Agence juive pour recevoir et assimiler cette immigration. Notre histoire et nos réalisations, notre existence même démontrent qu'il nous est possible de recevoir et d'absorber tous ces immigrants systématiquement et progressivement, qu'il nous est possible de les transformer en un facteur de production qui sera une bénédiction pour nous et pour tous ceux qui habitent ce pays.

Vous avez vu nos jeunes colonies. "De qui avons-nous pris le bœuf? De qui avons-nous volé l'âne? Au cours des dix dernières années, nous avons virtuellement doublé de nombre. En 1935,

il y avait 350.000 Juifs dans le pays. A la fin de la guerre, nous étions environ 650.000, et ces années, veuillez vous en souvenir, ont été des années de trouble, des années de guerre, des années pendant lesquelles nous avons été coupés du monde. Eût-il été au delà des limites de la puissance humaine de doubler le Yishuv une fois encore depuis la fin de la guerre et d'avoir ainsi résolu le problème des derniers vestiges de notre nation angoissée?

Or, précisément au cours de ces années fatidiques, lorsque le moment était venu pour le Foyer national juif de montrer sa valeur et de faire son devoir, le gouvernement de la Puissance mandataire, dont la mission était d'encourager et de favoriser notre Foyer national, s'est levé pour nous en empêcher. Nous avions cru que, pour autant que nous pourrions prouver que la création de ce Foyer était possible, nous serions autorisés et encouragés à le faire, mais c'est exactement le contraire qui s'est produit. Plus nous approchions de notre objectif, plus le Gouvernement plaçait de difficultés et d'obstacles sur notre route.

Le Mandat que la Grande-Bretagne avait reçu de cinquante-deux nations a été traité comme un chiffon de papier. Le Livre blanc de 1939, qui est en contradiction directe avec le principe fondamental du Mandat, a été imposé au pays comme une loi. Tout immigrant en excédent du contingent arbitraire et ridicule de quinze cents par mois a été déclaré illégal. Quiconque amène un Juif dans la patrie juive est par là même considéré comme un criminel. L'Empire britannique a déployé tous ses moyens pour empêcher que les Juifs ne viennent dans leur foyer national; pour les en empêcher, même si la terre avait besoin d'eux, même s'ils avaient été délivrés de l'enfer, même si l'autre terme de l'alternative était le naufrage au fond de l'océan. Les Juifs rescapés qui ont réussi à surmonter tous ces obstacles et à atteindre nos rivages en sont éloignés de nouveau comme des criminels et jetés dans les camps de Chypre. Le Gouvernement britannique n'hésite pas à employer les bombes lacrimogènes, les lances d'incendie, les matraques et même les armes à feu pour empêcher ces réfugiés sans défense d'atteindre les rivages de leur patrie et pour les déporter de force à Chypre où ils continuent à mener leur vie d'amertume et de désespoir, de nouveau derrière des barbelés, et de nouveau gardés par des soldats armés.

Chypre est devenu une île de tourments pour de nombreux milliers de ceux qui avaient réussi à s'évader de tous les camps; et c'est ici sur les rivages mêmes de la terre de leur espoir que le filet est tendu devant eux.

Quatre-vingt-quinze pour cent de la totalité du territoire palestinien ont été fermés à toute perspective de colonisation juive, la colonisation juive qui était le but essentiel du Mandat. Le Gouvernement a publié un projet de loi sur l'irriga-

tion qui menace de nous priver de l'emploi des ressources hydrauliques, bien qu'elles et qu'elles seules puissent faire fleurir le désert et bannir la désolation.

Le gouvernement de la Puissance mandataire a l'intention de transformer le foyer national juif en un "ghetto," le seul ghetto qui reste aujourd'hui dans le monde, et il semble imaginer qu'il peut réussir. Il a amené ses forces militaires et policières ici pour opprimer le Yishuv et entretenir un régime permanent de terreur. Il cherche à saper l'Agence juive, à saper l'autonomie de l'instruction et le statut de la langue hébraïque ainsi que l'a montré son récent memorandum. Il a tissé un réseau serré de lois couvrant les questions grandes ou petites afin d'enchaîner notre progrès, d'asphyxier le Yishuv et de faire de lui une minorité permanente qui dépende du bon vouloir des autres.

Afin de forcer le Yishuv à se soumettre à cette politique, le Gouvernement a imposé au pays un régime de répression systématique qui s'est manifesté avec violence le 29 juin 1946 lorsqu'il a fait le plus intense effort pour briser la force et l'unité du Yishuv. Ce jour là, le siège de notre fédération et un grand nombre de ses organismes ont fait l'objet de perquisitions et de fouilles, et certains de nos principaux dirigeants ont été détenus. De nombreuses colonies agricoles ont été cernées et fouillées, certains de leurs membres tués, de nombreux autres blessés, des milliers d'autres encore arrachés à leur travail quotidien et retenus prisonniers dans des camps de détention. L'échec du Gouvernement dans sa tentative en cette occasion n'a fait que l'amener à accentuer ses mesures répressives. Notre pays est devenu un Etat policier où les couvre-feu punitifs, les perquisitions, les arrestations sans mandat et même l'imposition de l'état de siège sur une vaste zone juive sont devenus les méthodes courantes du Gouvernement.

En tant que Juifs, en tant que Sionistes, en tant que travailleurs, nous ne pouvons qu'élever notre voix contre la politique qui a été suivie par le Gouvernement, depuis la promulgation du Livre blanc. Cette politique est dénuée de toute justification morale. Elle viole les engagements fondamentaux sur lesquels repose l'autorité de la Grande-Bretagne dans ce pays.

Elle introduit officiellement la discrimination raciale contre les Juifs en tant que Juifs et en tant que citoyens, et son application a été marquée par un fréquent et excessif emploi de la force.

A-t-on songé à la souillure que l'expulsion des immigrants juifs a laissée et continue de laisser sur des soldats et des policiers employés à ce travail impie, si souvent contre leur propre désir et leur propre conscience? A-t-on pris la peine de songer à ce qui se passe dans le cœur

d'un enfant juif qui voit sa famille, à peine sauvée de l'enfer d'Europe, expulsée par la force de notre pays, de voir comment ses parents sont conduits dans des camps, comment ils sont gardés derrière des fils de fer barbelé? Peut-on penser que cet enfant respectera de telles lois et leurs auteurs? Est-il surprenant de voir le Yishuv tout entier se lever comme un seul homme pour combattre ces lois?

Existe-t-il une raison quelconque de s'étonner que ce Livre blanc, qui incite aux actes criminels de violence, éveille chez certains éléments juifs irresponsables le désir de se livrer à des actes criminels de violence et les y pousse? Pendant votre séjour dans ce pays, vous avez été en mesure de constater que le Yishuv condamne ces actes criminels et les combat. Et cependant quelle autre voie conduirait hors de ce labyrinthe, sinon celle qui consiste à se dresser contre cette législation du Livre blanc, à la déchirer, à ouvrir largement les portes de ce pays et à offrir ses ressources inexploitées à l'immigration et à la colonisation juives, comme on l'a demandé, comme on l'a promis, comme le besoin s'en fait sentir aujourd'hui d'une façon si essentielle et si urgente?

En ce qui concerne les Arabes de Palestine, ils tireront de cette immigration juive des avantages plus grands encore que ceux qu'ils en ont tirés par le passé. Une augmentation importante de l'immigration juive donnerait plus de force à un mouvement, dont l'intérêt vital est d'éliminer les différences de conditions d'existence que l'on rencontre en Palestine. Elle signifierait que le niveau de vie le plus bas s'élèverait graduellement jusqu'au niveau supérieur. Aussi longtemps que les travailleurs juifs resteront en minorité, ils devront naturellement se protéger contre la majorité qui accepte des conditions de travail inférieures. Mais si cette situation changeait, les efforts visant à l'égalisation du niveau de vie sur un palier supérieur auraient beaucoup plus de chance de réussir. La compréhension mutuelle porterait ses fruits dans tous les aspects de la vie. Les Juifs et les Arabes se rencontreraient sur un pied d'égalité; et, comme égaux mutuellement intéressés dans la lutte pour l'élévation du niveau de vie, ils trouveraient un terrain d'entente.

Les principaux porte-parole de l'Agence juive ont déjà fait leur déposition devant vous au sujet de la forme politique de notre avenir. Nous voulons seulement souligner que notre développement et notre existence propres prouvent que les droits et le développement de la population arabe seront assurés et sauvegardés. Depuis que l'Histadrut existe, il s'est toujours efforcé de réaliser une compréhension réciproque et de créer une solidarité véritable avec les travailleurs arabes. Nous avons été les premiers dans ce pays à essayer d'organiser les travailleurs et nous som-

mes heureux de voir que notre opiniâtreté a contribué à la naissance du mouvement ouvrier arabe qui commence à s'organiser. Le niveau de vie des Arabes s'est élevé d'une façon appréciable au voisinage des colonies juives. Nous avons toujours essayé de favoriser ces initiatives. Dans les périodes de plus forte tension, nous avons reconnu aux travailleurs arabes la qualité d'homme et de compagnon, et nous avons fait tout ce qui était possible pour l'aider à progresser, considérant cette façon d'agir comme le devoir d'un groupe de travailleurs envers un autre. Dans toutes les luttes professionnelles des travailleurs arabes, soit avec le Gouvernement, soit même dans le secteur arabe, nous les avons aidés tant de nos conseils que de notre assistance matérielle.

Nous ne nous contentons pas de ce que nous avons accompli. Nous savons combien d'obstacles il y a sur la route et combien nombreux sont ceux qui veulent semer la discorde entre nous; il faut reconnaître que l'activité du Gouvernement dans ce domaine est loin de ce que l'on pourrait appeler une aide.

Dans notre memorandum, nous avons parlé de cette attitude du Gouvernement, à propos de la question de la législation ouvrière et de la politique sociale. Cette attitude accentue seulement le fait que le Gouvernement, — dans ce domaine, comme dans bien d'autres, — a suivi une politique coloniale arriérée. Il n'a montré aucune compréhension des besoins sociaux du travailleur juif, du caractère dynamique de son effort; il n'a fait aucun effort pour combler la brèche entre les conditions du travailleur juif et du travailleur arabe, et pour favoriser leur collaboration.

Mais notre plus grand désir est que se lève bientôt le jour de la véritable collaboration. Et nous sommes convaincus que l'augmentation de l'immigration juive et l'augmentation de la puissance de travail juive multiplieront les forces désireuses et capables de réaliser une réelle et véritable solidarité.

Nous ne demandons à personne de réduire les droits, ni les besoins des Arabes en aucune façon et sous aucune forme, mais nous vous demandons de ne pas limiter nos droits, de ne pas nous empêcher de mettre en valeur les régions vierges et abandonnées et d'intensifier la culture des autres régions du pays.

Messieurs, vous représentez les nations les plus diverses et vous êtes venus au nom de nations plus nombreuses encore. Ecoutez vos consciences. Exigez l'abolition du Livre blanc. Demandez que les portes du pays soient largement ouvertes aux Juifs qui y frappent. Aidez à délivrer les réfugiés d'une dégénérescence ou d'une destruction inévitables. Donnez à notre jeunesse l'occasion de faire son devoir envers son peuple. Aidez-nous à établir des contacts avec les nations

arabes sur un pied d'égalité. Rendez-nous possible la création de l'Etat juif dans notre patrie.

Et qui plus est, faites-le vite. Il ne nous reste que très peu de temps. Ce volcan, sur lequel on a laissé vivre notre peuple, recommence à donner des signes d'activité. Nous ne pouvons nous permettre d'attendre une fois de plus qu'il soit trop tard, comme nous l'avons déjà fait.

Messieurs les membres de la Commission spéciale, dans le camp de la mort de Teresin (que les Allemands appelaient "Theresienstadt") j'ai vu une petite pièce. C'était la pièce n°9. C'était une salle de torture spéciale, réservée aux Juifs importants. Dans cette petite pièce, il y avait place pour dix personnes debout. On y enfermait de cinquante à soixante personnes, les unes sur les autres. Il n'y avait ni air ni lumière. On n'y apportait aucune nourriture. Les gens y étaient laissés pour mourir d'une mort horrible et lente. Et, détail plus macabre: dans la porte, il y avait un petit judas couvert d'un épais grillage. Par ce judas, les monstres nazis regardaient leurs victimes se débattre, étouffer et mourir une à une. Depuis que j'ai vu ces chambres de torture, le Trou Noir de Theresienstadt, je ne puis oublier le petit judas. Il ne veut pas sortir de ma pensée. Hitler n'est plus. Tout ce qu'il représentait a été détruit . . . Alors, pourquoi tous ces Juifs dans les camps de personnes déplacées?

Ces camps de personnes déplacées en Europe, que sont-ils de plus que le Trou Noir de Theresienstadt, étroit, désespérant, mortel? N'est-il pas évident qu'il n'y a pas d'air à respirer dans ces camps, qu'il n'y a pas d'avenir? Que faisons-nous tous tant que nous sommes, nous ici, vous là et le monde entier partout? Que faisons-nous de plus que de regarder les bras croisés? Restons-nous les bras croisés? Ne nous lèverons-nous pas pour briser la porte, pour sauver et pour faire renaître?

Messieurs, nous avons l'honneur de nous adresser à vous au nom du jeune mouvement de pionniers qui est le rejeton d'une vieille nation, une nation dont l'apport au monde civilisé n'a eu d'égal que ses souffrances. Ces deux facteurs ont aidé à forger la force d'âme avec laquelle toute une génération a consacré sa vie entière à sauver et à relever.

Notre désir et notre plus profonde prière est que l'œuvre que vous avez entreprise aboutisse à un résultat qui soit dans le sens de la paix, de la compréhension mutuelle et de la création continue.

Messieurs, donnez-nous votre main secourable et que la bénédiction de l'avenir soit sur vous.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, monsieur Rubashov. Je crois savoir que M. Lubianiker et M. Shkolnik n'ont pas l'intention de faire des déclarations, mais sont venus pour répondre aux questions qu'on pourrait leur poser.

M. RUBASHOV: C'est exact.

Le PRÉSIDENT: J'ai une question à poser. J'ai lu dans la déclaration que le nombre de vos adhérents était de 170.000 et je crois qu'on a dit également qu'avec les personnes à leur charge ils représentaient environ la moitié du nombre des Juifs d'ici, dans toutes les sphères d'activité. Cela comprend également les intellectuels, les membres des professions dites libérales?

M. LUBIANIKER: Oui.

Le PRÉSIDENT: J'ai encore quelque chose à vous demander. On a dit également que vous appuyiez les vues exprimées par l'Agence juive.

M. LUBIANIKER: C'est exact.

Le PRÉSIDENT: Est-ce l'opinion unanime de l'Histadrut ou d'autres opinions s'y font-elles jour?

M. LUBIANIKER: Nous sommes une organisation démocratique et non pas totalitaire. A part quelques questions fondamentales comme la liberté d'immigration, notre attitude absolument négative à l'égard de la politique du Livre blanc et la liberté de la colonisation en Palestine, nous conduisons généralement nos affaires par le vote à la majorité et c'est la majorité qui détermine la politique de l'organisation.

Le PRÉSIDENT: Il me semble avoir lu, dans les journaux, qu'il y a parmi vous un groupe appelé la Gauche qui est en faveur d'une autre solution que celle de l'Agence juive. En est-il ainsi?

M. LUBIANIKER: C'est exact. En dehors de l'Histadrut, environ 83% des travailleurs organisés sont contre n'importe quelle forme de solution bi-nationale et, à l'intérieur de l'Histadrut, il n'y a qu'un seul groupe, qui a recueilli lors de la dernière élection environ 17% des voix, qui soit en faveur d'une telle solution. Tous les autres groupes de l'Histadrut sont en faveur de l'Etat juif comme solution définitive du problème. Naturellement, dans cette majorité de 83% il y a aussi beaucoup de nuances d'opinion. Il en est certains qui sont absolument, définitivement et sans aucun esprit de compromis hostiles à toute idée de partage en deux Etats et qui ne voient d'autre solution au problème palestinien que la préparation de la Palestine à devenir un Etat juif englobant la totalité du territoire. Mais, dans l'ensemble, on peut dire que la grande majorité des travailleurs organisés n'accepte aucune forme de solution bi-nationale comme satisfaisante.

Le PRÉSIDENT: Les 17% sont en faveur de la solution bi-nationale?

M. LUBIANIKER: Oui, ce n'est qu'un petit groupe.

Le PRÉSIDENT: Pouvez-vous me donner le nombre ou la proportion des membres qui sont opposés à tout plan de partage?

M. LUBIANIKER: L'Hashomer Hatzair y est évidemment opposé dans tous les cas et sous quelque forme que ce soit. Il y a un deuxième groupe qui totalise, si je ne me trompe, environ 20% des électeurs et qui est opposé aussi bien au bi-nationalisme qu'au partage.

M. FABREGAT (Uruguay): A la page 10 de votre déclaration, dans la dernière partie, vous dites: "Notre pays est devenu un Etat policier où les couvre-feu punitifs, les perquisitions, les arrestations sans mandat et même l'imposition de l'état de siège, etc.." Actuellement, le Gouvernement de la Palestine a mis en état de siège une partie du pays, dont le centre est la ville de Nathanya. Pouvez-vous me dire quelle est la situation du travailleur palestinien lorsque la ville dans laquelle il vit et travaille est mise en état de siège? Peut-il quitter la ville? Peut-il traverser les barrages de barbelés pour se rendre à son travail? Peut-il revenir chez lui après son travail?

M. LUBIANIKER: Il est clair que toutes les formes de l'état de siège, du couvre-feu et des autres restrictions frappent, en premier lieu, la population laborieuse qui dépend de son travail journalier, de son salaire journalier pour sa subsistance. Et comme la Palestine est, ainsi que vous le savez, un pays plutôt petit et que les gens travaillent très souvent hors du lieu de leur résidence, dans tous les cas de couvre-feu et tous les cas d'état de siège ou de restrictions de cette nature, la possibilité de travailler, de gagner et de vivre est enlevée à des milliers de travailleurs. On peut dire avec exactitude que ces mesures, considérées objectivement, sont tout d'abord dirigées contre les pauvres et contre les travailleurs du pays.

M. FABREGAT (Uruguay): Je voudrais connaître un peu la situation des enfants dans une ville mise en état de siège. Les enfants des travailleurs peuvent-ils aller à l'école?

M. LUBIANIKER: Nous avons eu quelque expérience de la chose lorsque l'état de siège a été décrété pendant une quinzaine de jours dans la zone de Tel Aviv, Ramat Gan, etc. Environ 250.000 Juifs ont vécu sous l'état de siège pour la première fois. Je puis dire, sans exagération, que la vie tout entière de la communauté en a été troublée. Les enfants, au lieu d'aller à l'école, passaient leur temps dans les rues; les gens n'avaient pas assez à manger; des milliers de travailleurs ne pouvaient se rendre à leur travail;

un grand nombre d'activités culturelles ont été arrêtées; le courant normal de la vie tout entière a été troublé de dangereuse façon.

M. FABREGAT (Uruguay) : Dans ces villes en état de siège, les journaux paraissent-ils comme d'habitude?

M. LUBIANIKER : A Tel Aviv, ils paraissent; mais j'ai lu aujourd'hui ou hier, dans le journal, que, par exemple à Nathanya, qui reçoit ses journaux de Tel Aviv ou de Jérusalem, on peut se les procurer pendant une ou deux heures au cours desquelles on est autorisé à quitter son domicile pour faire tous ses achats.

M. FABREGAT (Uruguay) : Lorsqu'une ville est en état de siège, le ravitaillement peut-il y parvenir?

M. LUBIANIKER : Pas librement. Le ravitaillement est assuré par les autorités militaires comme elles le jugent bon.

Le PRÉSIDENT : Je voudrais vous demander une précision. Vous avez déclaré que ces mesures étaient dirigées, en premier lieu, contre le pauvre. Voulez-vous dire qu'elles sont expressément dirigées contre le pauvre?

M. LUBIANIKER : J'ai dit "considérées objectivement".

Le PRÉSIDENT : Vous voulez dire que les pauvres en ressentent plus durement les effets?

M. LUBIANIKER : Oui. Je ne dis pas que telle soit l'intention, mais tel est le résultat.

M. PECH (Tchécoslovaquie) : A la page 12 de la déposition, on lit: "Depuis que l'Histadrut existe, il s'est toujours efforcé d'amener une compréhension réciproque et de réaliser une solidarité véritable avec les travailleurs arabes". Puis-je demander jusqu'où cette compréhension réciproque, — ces tentatives, — sont allées et quel est l'état présent de cette compréhension?

M. LUBIANIKER : Vous trouverez des renseignements plus précis sur cette question dans notre memorandum. Il y a un chapitre entier consacré à cette activité de l'Histadrut. Je dirai seulement, de manière générale, que partout, lorsque des travailleurs juifs et arabes se sont rencontrés dans un travail commun, l'Histadrut s'est efforcé de les faire entrer dans une organisation internationale commune de travailleurs. Partout où les travailleurs juifs et arabes ont travaillé côte à côte, — comme dans l'administration, les ateliers militaires et en d'autres lieux, — partout l'action menée en commun par les travailleurs juifs et arabes l'a été en général sur

l'initiative de l'Histadrut. Même maintenant, malgré la tension politique qui existe en Palestine, il y a des milliers de travailleurs arabes organisés dans la Ligue palestinienne du travail qui restent fidèles à leurs liens avec les travailleurs juifs et qui mènent leur action la main dans la main avec les travailleurs juifs. Naturellement, vu la tension politique, il y a des facteurs qui limitent, d'un point de vue objectif cette fois encore, les possibilités de cette sorte de travail commun. Ainsi que M. Rubashov l'a déclaré dans ses premières observations, le Gouvernement n'a pas montré généralement beaucoup d'empressement à aider à édifier des relations mutuelles de collaboration et de solidarité entre les travailleurs juifs et arabes. Nous avons dû lutter pour cela contre les dirigeants arabes et contre le Gouvernement. Les résultats n'ont pas été très grands mais, même les minimes résultats que nous avons obtenus jusqu'à présent donnent de l'espoir pour l'avenir si disparaissent les raisons et les facteurs qui ont fait obstacle à la véritable collaboration.

M. PECH (Tchécoslovaquie) : Puis-je demander s'il existe, dans les associations ouvrières arabes, des courants de sympathie envers les revendications fondamentales du Yishuv?

M. LUBIANIKER : Il existe un tel courant, dans la Ligue palestinienne du travail. Je ne pense pas que les deux autres organisations témoignent beaucoup de sympathie envers nos revendications.

Le PRÉSIDENT : A quelle nuance politique appartiennent les travailleurs palestiniens?

M. LUBIANIKER : L'Histadrut?

Le PRÉSIDENT : La Ligue palestinienne du travail.

M. LUBIANIKER : C'est une organisation de travailleurs arabes qui collaborent et veulent collaborer avec les travailleurs juifs.

Le PRÉSIDENT : Je voudrais en connaître la nuance politique.

M. LUBIANIKER : Je ne peux pas vous dire, monsieur le Président, je l'ignore. C'est une organisation non politique qui n'a pas de programme de parti qui lui appartienne en propre. Nous avons deux principes fondamentaux seulement: élever le niveau de vie du travailleur arabe et le faire autant que possible en collaboration avec les travailleurs juifs.

Le PRÉSIDENT : Dans quelle proportion les travailleurs arabes sont-ils organisés?

M. LUBIANIKER : Il est très difficile de répondre, monsieur le Président, parce que les

fluctuations des organisations de travailleurs arabes sont parfois considérables. En temps de grève, il peut y avoir un afflux de dizaines de milliers de travailleurs dans l'organisation. Si la grève réussit ils peuvent rester quelque temps. S'il n'y a pas de grève ou s'il y a échec, ce qui arrive très souvent, ils quittent l'organisation, mais, dans toutes ces organisations, il y a un certain nombre de gens qui restent. Généralement on peut dire que l'aile droite des travailleurs arabes, qui est en somme dirigée du point de vue politique par l'Office supérieur arabe, constitue un groupe majoritaire parmi les travailleurs arabes. En outre, il y a l'aile gauche et la Ligue palestinienne du travail.

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie.

M. BLOM (Pays-Bas) : Ai-je bien compris que la politique de l'Histadrut a été, dès l'origine, de ne pas essayer de constituer de syndicat mixte ? Je constate, à lire la résolution de la Convention de 1927 à la page 65 de votre mémorandum, que, à cette fin, une Ligue internationale de travailleurs palestiniens sera créée sur la base d'unités nationales autonomes. Je ne saisis pas très bien le sens de l'épithète "internationale" à cet égard.

M. LUBIANIKER : Je peux l'expliquer ainsi. L'idée de l'Histadrut au sujet de la meilleure façon d'organiser les travailleurs juifs et arabes en Palestine a été, et reste, la suivante : dans chaque secteur économique où des travailleurs des deux nationalités travaillent ensemble, ils doivent être unis dans une organisation commune. Tous les autres travailleurs qui travaillent respectivement dans le secteur juif ou dans le secteur arabe doivent être organisés dans des sections nationales autonomes. Les deux groupes de sections doivent constituer ce qu'on appelle ici la Ligue internationale des travailleurs des deux nations. Je ne sais pas si je me suis bien fait comprendre.

M. BLOM (Pays-Bas) : Si je vous comprends bien, des travailleurs de la même profession qui travaillent dans différentes parties du pays ou dans des entreprises industrielles différentes ne peuvent être fondus en une seule unité ?

M. LUBIANIKER : C'est exact.

M. BLOM (Pays-Bas) : Cela ne signifie donc pas international au sens habituel.

M. LUBIANIKER : Non. On entend une fédération de deux organisations nationales autonomes et non une fédération unifiée.

M. BLOM (Pays-Bas) : Plutôt raciales que nationales ?

M. LUBIANIKER : Je ne pourrais pas accepter cette définition.

M. RUBASCHOV : C'est une fédération internationale qui réunit deux organisations autonomes.

M. BLOM (Pays-Bas) : Etant entendu que les deux nations vivent dans ce pays qui n'en fait qu'un ?

M. LUBIANIKER : Oui, monsieur.

M. BLOM (Pays-Bas) : L'Histadrut est-il une fédération de syndicats ou ses membres y adhèrent-ils directement ?

M. LUBIANIKER : Les membres y adhèrent directement. Tous ses membres sont membres de l'Histadrut comme tels. Selon son métier, le travailleur appartient à un syndicat ou un autre. Cependant, les organes de l'Histadrut ne sont pas élus par les organismes centraux des syndicats, mais par l'ensemble des membres de l'Histadrut pris individuellement.

Le PRÉSIDENT : Si je vous comprends bien, il y a des syndicats de métiers, mais fédérés dans l'Histadrut et la qualité de membre de l'un de ces syndicats entraîne la qualité de membre de la fédération.

M. LUBIANIKER : Oui, monsieur le Président.

M. BLOM (Pays-Bas) : Voulez-vous nous expliquer ce qu'est l'Ahdut Avoda.

M. LUBIANIKER : Les mots "Ahdut Avoda" signifient l'unité des travailleurs. C'est un groupe à l'intérieur de l'Histadrut dont je vous ai parlé déjà à propos d'une autre question. Le programme de l'Ahdut Avoda est dirigé contre le bi-nationalisme et contre toute forme de partage de la Palestine. C'est un parti politique évidemment.

M. BLOM : Et non un syndicat ?

M. LUBIANIKER : Non. Voyez-vous, les syndicats sont apolitiques. Tout membre de l'Histadrut, de quelque opinion qu'il soit, appartient à son syndicat respectif, mais les membres de l'Histadrut ont le droit d'adhérer à des partis politiques qui participent aux élections aux organes de l'Histadrut. C'est ainsi qu'un membre d'un syndicat peut être membre ou non d'un parti politique.

M. BLOM (Pays-Bas) : L'Ahdut Avoda est donc seulement un parti politique ?

M. SHKOLNIK : Les membres de ce parti politique sont membres de l'Histadrut.

M. LUBIANIKER : Nous avons pour principe, en Palestine, que nos partis n'acceptent pas comme membres les personnes qui ne sont pas, et ne peuvent pas être, des travailleurs.

Le PRÉSIDENT : Acceptez-vous également des entreprises comme membres?

M. LUBIANIKER : Non.

Le PRÉSIDENT : La question n'est peut-être par aussi étrange qu'elle paraît, car il peut s'agir d'une petite entreprise, par exemple celle d'un conducteur d'autobus qui possède son véhicule.

M. LUBIANIKER : Je vois. Tout homme qui travaille pour son compte, sans employer de personnel salarié ou qui travaille dans sa propre entreprise peut être membre.

Le PRÉSIDENT : Admettez-vous, par exemple, les commerçants?

M. LUBIANIKER : Ni les commerçants ni les entrepreneurs qui louent de la main-d'œuvre.

M. BLOM (Pays-Bas) : On vient de nous dire que les avocats et les architectes pouvaient être membres. Ont-ils le droit d'avoir un secrétaire ou un commis dans leur bureau?

M. LUBIANIKER : C'est précisément le problème que nous sommes en train d'examiner dans l'Histadrut, à savoir ce qu'il convient de faire des membres qui sont devenus, entre temps, entrepreneurs sur une échelle assez importante. Je ne puis vous dire ce que l'Histadrut va faire à ce propos. Je puis seulement vous dire que c'est un problème qui nous embarrasse beaucoup.

M. SHKOLNIK : Puis-je ajouter que tous les membres des colonies agricoles, des colonies de travailleurs, sont aussi membres de l'Histadrut. Toutes les colonies que vous avez visitées dans le Negeb, par exemple, ou sur les rives du Jourdain, dans l'Emek, dans le Kibbutzim, sont aussi membres de l'Histadrut.

M. HOOD (Australie) : Y a-t-il des cotisations spéciales de participation?

M. SHKOLNIK-LEVY : Oui, naturellement.

Le PRÉSIDENT : Sont-elles payées à l'Histadrut ou aux syndicats?

M. LUBIANIKER : Toutes les cotisations sont versées à l'Histadrut. L'Histadrut est responsable financièrement des besoins de tous les syndicats qui y sont affiliés.

M. BLOM (Pays-Bas) : En quelle année vos dernières élections ont-elles eu lieu?

M. LUBIANIKER : Il y a environ deux ans et demi.

M. BLOM (Pays-Bas) : Ces élections, je le suppose, sont tout à fait distinctes de celles du Vaad Leumi?

M. LUBIANIKER : Oui, naturellement. Il s'agit d'un corps électoral tout à fait différent.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) : J'ai remarqué qu'il y avait eu ici plusieurs tentatives pour obtenir une législation du travail, en 1935 et en 1942. Quelle est la raison de la situation lamentable de la législation du travail ici, de l'absence de protection pour les travailleurs?

M. LUBIANIKER : C'est une question très importante pour nous autres, travailleurs de ce pays. Nos discussions avec le Gouvernement du pays au sujet de l'adoption d'une législation du travail progressiste ont commencé dès les premiers jours de l'Histadrut. Il existe un nombre non négligeable d'engagements signés par la Puissance mandataire à cet égard. Je dois dire que la plupart d'entre eux n'ont pas été respectés. C'est ainsi par exemple que tous les membres de l'Organisation internationale du Travail ont signé un engagement aux termes duquel toute convention du travail adoptée par l'OIT et ratifiée par l'état membre doit être appliquée dans tous les pays qui dépendent de lui. Or, il se trouve que toutes ces conventions, et il y en a beaucoup qui sont très importantes, ont été introduites en Grande-Bretagne. Je dois dire que, dans la législation du travail de Palestine, nous n'en trouvons guère de traces. Nous parlons en ce moment d'un engagement signé par le Gouvernement lorsqu'il a accepté les lois et statuts de l'Organisation internationale du travail. Après la guerre, les conférences de l'OIT ont accepté un certain nombre de recommandations. Il ne s'agissait pas de conventions, mais de recommandations. Je dois constater que la plupart de ces recommandations n'ont pas été suivies d'effet ici et n'ont pas effectué l'existence du travailleur palestinien. La Palestine est un pays subordonné et il dépend pour son développement des mesures adoptées par le Gouvernement de la Puissance mandataire. C'est un exemple de pays qui a une vie économique et une vie industrielle plutôt développées, mais seulement quelques traces de législation sociale moderne.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala) : Il semble qu'on puisse dire la même chose de la prévoyance sociale?

M. LUBIANIKER : Oui, nous avons demandé nombre de fois l'adoption d'un système, même primitif, de sécurité sociale dans ce pays. Nous considérons que c'était l'un des principaux moyens d'élever le niveau de vie du travailleur arabe et de combler la brèche entre le niveau de vie du travailleur juif et du travailleur arabe. Je dois

dire que jusqu'à présent toutes les demandes que nous avons adressées au Gouvernement à ce propos sont restées sans réponse.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Je voudrais vous demander encore quelque chose. Je crois que même les rares lois qui existent ont été violées. Je ne dis pas que personne n'en tient aucun compte, mais que certains industriels n'en tiennent pas compte, car j'ai remarqué que de nombreux enfants travaillaient dans deux ou trois entreprises que j'ai visitées. Soit dit en passant, il s'agissait d'entreprises non juives. Je voudrais savoir pourquoi la loi n'est pas appliquée.

M. LUBIANIKER: C'est également une question très importante pour nous. Il existe quelques lois réglementant le travail dans ce pays, mais je dois dire que ces lois sur le travail ne sont pas d'un grand secours à l'économie juive. Par des moyens volontaires et grâce à la puissance de notre organisation, nous avons fait plus pour ce pays qu'aucune législation sociale ne l'a fait jusqu'à ce jour. Mais ce qui est plus dangereux, c'est que même les quelques lois sur le travail qui existent en Palestine ne s'appliquent pas à l'économie arabe. Elles restent pratiquement lettre morte. Et en fait, l'industrie et le commerce arabes vivent comme si ces lois n'existaient pas du tout.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Le Gouvernement ne fait-il rien pour en assurer l'application?

M. LUBIANIKER: Il devrait les faire appliquer mais vous avez vu de vos yeux, — et il ne s'agissait pas d'une petite usine, — le travail des enfants en Palestine, au centre d'une grande ville. Si vous vous promenez dans les rues de Jérusalem, de Jaffa, d'Haïfa, vous trouverez des milliers d'enfants arabes qui travaillent de dix à douze heures par jour pour des salaires dérisoires. Je ne parle pas de l'agriculture, où la surveillance est peut-être plus difficile, je parle des grandes villes du pays où il devrait être possible, si on le voulait, de trouver les moyens de mettre un terme à cette situation.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): N'est-ce pas dû au manque d'organisation et à la pauvreté?

M. LUBIANIKER: Monsieur, nous sommes en train de parler de la législation du travail.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je parle de la réponse que vous venez de faire. Je poursuis la question en ce qui concerne cette réponse. Vous avez dit que les Arabes travaillaient à Haïfa, Jaffa et autres lieux en violation des règlements. Je vous ai posé une question: n'est-ce pas à cause de la pauvreté ou du manque d'organisation chez les Arabes?

M. LUBIANIKER: Non, car il en était exactement de même dans tous les pays du monde—

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je ne fais que vous poser une question—

M. LUBIANIKER: Je ne fais que vous répondre ou essayer de vous répondre.

C'était précisément le cas dans tout pays lorsque le Gouvernement a commencé à s'occuper de législation du travail. L'origine de cette législation doit bien être cherchée dans la pauvreté et dans l'exploitation. La pauvreté et l'exploitation des nécessiteux ont provoqué l'intervention des gouvernements. Il est vrai qu'il y a de la pauvreté, qu'il y a de l'exploitation; mais la législation du travail doit être précisément l'un des facteurs propres à faire disparaître au moins les formes les plus criantes de la pauvreté et de l'exploitation.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Ne voyez-vous pas que les deux vont de pair? D'une part la pauvreté doit être diminuée et d'autre part ces règlements doivent être appliqués. Si la pauvreté ne diminue pas, ces règlements restent sans signification.

M. LUBIANIKER: Non, c'est justement la tâche d'un gouvernement moderne de faire preuve d'initiative et de veiller à l'application des lois utiles à la collectivité. Sinon, promulguer de telles lois n'a aucun sens. Ce que nous reprochons au Gouvernement palestinien, c'est que jusqu'à présent nous n'avons constaté dans ce gouvernement aucune initiative pour élever le niveau de vie du pays.

M. SHKOLNIK: Je voudrais ajouter quelque chose. Il y a des pauvres dans la communauté juive aussi, des dizaines de milliers. Mais notre organisation du travail ne permet pas le travail des enfants. En premier lieu, le Gouvernement devrait fixer un salaire minimum convenable afin que les adultes gagnent suffisamment pour assurer l'existence de leur famille. S'il n'y a pas de salaire minimum, il y a évidemment de la pauvreté et les enfants doivent travailler. Ainsi la première mesure consisterait à fixer un salaire minimum convenable.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Je vais revenir sur ce que sir Abdur Rahman a dit. Ne pensez-vous pas comme moi que, compte tenu de la meilleure organisation de la communauté juive, ces lois du travail qui manquent ici et cette protection de l'Etat seraient plus utiles aux Arabes qu'aux Juifs?

M. LUBIANIKER: Il est difficile de répondre à cette question. Je ne crois pas qu'il soit possible d'imposer une législation du travail dans une communauté en faveur d'une partie seulement des travailleurs.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Vous n'avez pas compris ma question. Je n'ai pas dit qu'on allait la faire appliquer en faveur d'un groupe plutôt que d'un autre. J'ai simplement dit qu'elle serait plus profitable aux Arabes qu'aux Juifs parce que les Juifs ont une organisation plus développée.

M. LUBIANIKER: C'est exact, monsieur.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Ils ont leur propre prévoyance sociale.

M. LUBIANIKER: C'est exact.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Ils ont travaillé pour eux-mêmes et ils ont conclu des ententes avec leurs entreprises, si bien que toute législation bénéficierait davantage aux Arabes qu'aux Juifs.

M. LUBIANIKER: Je voudrais seulement ajouter un mot: les travailleurs juifs, dans la situation où ils se trouvent actuellement en Palestine, peuvent vivre presque sans législation du travail de la part du Gouvernement et peuvent se tirer d'affaire. S'ils s'intéressent à l'adoption d'une législation progressiste du travail, ce n'est pas pour eux-mêmes, c'est parce qu'ils ne veulent pas voir s'éterniser une situation qui crée une différence de niveau de vie entre deux secteurs de la population. Nous voyons dans l'adoption d'une législation du travail un des moyens peut-être les plus efficaces de hâter l'égalisation des niveaux de vie.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): N'existait-il pas une Banque agricole ottomane en Palestine, qui a été supprimée par la Puissance mandataire vers 1922?

M. LUBIANIKER: Je regrette de ne pouvoir vous répondre, monsieur; vous devriez poser cette question à M. Kaplan.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Je vous la pose à vous.

M. LUBIANIKER: Je ne sais pas.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Alors dites que vous ne savez pas et la question est close.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions?

(Personne ne répond).

Le PRÉSIDENT: La Commission va interrompre ses débats. La séance est suspendue pendant dix minutes.

La séance est levée pour quelques minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Nous avons comme troisième point à l'ordre du jour l'audition de l'Agence juive. Monsieur Shertok, voulez-vous, s'il vous plaît, monter à la tribune? Je vous rappelle l'accord conclu entre nous, relatif à la limitation de la durée de votre allocution.

Audition des représentants de l'Agence juive pour la Palestine

M. SHERTOK: Je commencerai, s'il vous plaît, par répondre à un certain nombre de questions qui ont été posées soit à moi, soit à mes collègues, et qui n'ont jusqu'ici pas reçu de réponse.

Je voudrais tout d'abord m'attacher à une question dont la réponse a été laissée en suspens depuis la toute première séance à laquelle j'ai eu le privilège d'assister ici, et au cours de laquelle j'ai fait ce que j'estimais être un exposé préliminaire et objectif des problèmes qui nous occupent. Sir Abdur Rahman m'a demandé quels avaient été les bénéfices réalisés par la Société des potasses de Palestine. On m'a posé cette question publiquement et j'estimais, par conséquent, que quoiqu'il s'agisse purement de faits, il serait tout à fait normal que j'y réponde au cours d'une séance publique. J'ai les chiffres ici. La Société a commencé à fonctionner en 1930. Pendant les six premières années, elle a fonctionné à perte. Les pertes totales qu'elle a subies au cours de ces six années se montaient, à la fin de 1935, à 26.000 livres palestiniennes. Au cours des quatre années qui suivirent, c'est-à-dire de 1936 à 1939, les bénéfices réalisés atteignirent un total de 150.000 livres palestiniennes. Si nous déduisons de ces bénéfices nets le montant des pertes subies antérieurement, nous obtiendrons un chiffre moyen annuel de 31.000 livres palestiniennes pour chacune de ces six années.

M. BLOM (Pays-Bas): Quatre années.

M. SHERTOK: Excusez-moi; il s'agit en effet de quatre ans. Eh bien, au cours de ces quatre années, la Société a versé aux Gouvernements de Palestine et de Transjordanie, à titre de redevances et de participation aux bénéfices, la somme de 44.000 livres palestiniennes; pendant la même période elle a versé au Gouvernement du Royaume-Uni 30.000 livres palestiniennes d'impôts sur le revenu. Les six années qui s'ensuivirent furent des années de guerre, 1940-1945. La dernière année pour laquelle je possède des chiffres est 1945. Pendant ces six années, les bénéfices ont baissé considérablement. Ils sont tombés d'une moyenne de 31.000 livres palestiniennes à une moyenne de 17.000 livres palestiniennes. La Société a payé quelques dividendes sur les actions privilégiées, mais elle n'a versé aucun dividende sur les actions ordinaires. D'autre

part, les taxes ont augmenté très sensiblement. Au cours de ces six années, la Société a versé au Gouvernement de la Palestine, au Gouvernement de la Transjordanie, et au Gouvernement du Royaume-Uni, à titre de redevances et de participation aux bénéfices en ce qui concerne les deux premiers de ces gouvernements, et à titre d'impôts sur le revenu en ce qui concerne la Palestine et le Royaume-Uni, une somme totale de 821.000 livres palestiniennes, soit huit fois le montant des bénéfices nets de la Société. Sur ce total, plus de la moitié, ce qui représente 425.000 livres palestiniennes, est allée au Trésor britannique à titre d'impôts sur le revenu et d'impôts sur des bénéfices excédentaires, tandis que moins de la moitié, totalisant 395.000 livres palestiniennes, était versée soit aux Gouvernements de Palestine et de Transjordanie à titre de redevances et de participation aux bénéfices, soit au Gouvernement de Palestine à titre d'impôts sur le revenu. J'en ai terminé avec la Société des potasses de Palestine.

Je passe maintenant à une autre question qu'a posée Sir Abdur Rahman à mon collègue. M. Ben Gurion. Je vous serais reconnaissant de considérer la réponse que je vais faire à cette question comme une partie intégrante, de caractère fondamental, de l'exposé que je fais ici ce matin. Sir Abdur Rahman a cité les noms d'une vingtaine de villages. Je pense qu'il y en avait 21, mais il nous a été impossible de retrouver l'un de ceux dont il était question. Peut-être est-ce dû au fait que, en transposant les noms, l'orthographe se sera trouvée brouillée. Toutefois, nous n'avons pu retrouver que 20 des villages mentionnés. Sir Abdur Rahman nous a indiqué qu'on lui avait dit que ces 20 villages avaient disparu de la carte, et il désirait savoir si nous étions prêts à corroborer cette affirmation. Eh bien, trois des noms cités ne se réfèrent à aucun village, et il y a longtemps que ce ne sont plus des noms de villages. Peut-être s'était-il agi de villages dans l'antiquité. La carte de la Palestine est pleine de ce qu'on appelle des Khirbets, c'est-à-dire des ruines d'anciennes colonies ou habitations qui ont été abandonnées au cours des âges. Toutefois, si vous prenez la carte très détaillée dressée en 1875 par la "Palestine Exploration Society", si vous la comparez à la carte de la Palestine d'aujourd'hui, vous trouverez des vingtaines de villages, peut-être 200, qui n'y figurent pas du tout, soit parce qu'ils n'existaient pas, soit parce qu'ils étaient si petits et si peu importants que les cartographes de la "Palestine Exploration Society" n'ont pas pensé qu'il valait la peine de les faire figurer sur la carte. Ce sont maintenant des centres importants d'habitations. Ainsi, trois des noms qui nous ont été communiqués sont uniquement des noms de régions. Ce sont des noms anciens, qu'elles portent encore mais il n'y a jamais eu de villages dans ces régions et il n'y en a toujours pas.

Trois autres des villages mentionnés dans la liste existent aujourd'hui et, ce qui est curieux dans l'affaire, c'est que l'un de ces trois villages n'a été fondé qu'après l'acquisition par les Juifs, d'une partie de la région où il se trouve; il y avait auparavant à cet endroit un camp de Bédouins qui se déplaçaient constamment, traversant dans les deux sens la frontière syrienne. L'endroit dont je parle se trouve près de la frontière, il s'agit du Khiam-el-Walid. Depuis que les Juifs se sont rendus acquéreurs de cette partie de la région, les Arabes, utilisant la somme qui leur avait été versée en compensation par les Juifs, ont construit dans cette région, pour la première fois, des demeures permanentes. C'est maintenant le village de Khiam-el-Walid, alors qu'il n'existait auparavant qu'une région connue sous ce nom. En fait, 14 des villages indiqués ont cessé d'exister. Il est significatif de noter que, sur ces 14 villages, 13 se trouvent dans l'Emek, c'est-à-dire dans les vallées d'Esdrachon et de Jezréel. Parmi ces 13 villages, 12 avaient été occupés autrefois par des colons qui louaient la terre à la famille bien connue des Sursok de Beyrouth. Ainsi, même à première vue, on se rend compte qu'il s'agit là d'un cas particulier. Et c'est bien, en vérité, un cas particulier. Monsieur le Président, messieurs, je voudrais tout d'abord attirer votre attention sur le peu d'importance de ce chiffre. Il existe en Palestine environ 1.000 villages arabes, et même plus de 1.000 villages arabes, et près de 350 colonies agricoles juives. Aussi, si l'on parle de 14 villages qui ont cessé d'exister, ce chiffre ne représente pas un très gros pourcentage par rapport aux deux chiffres que je viens de mentionner. D'autre part, j'aimerais souligner de même que, comme je l'ai indiqué, un village a été construit; je connais également trois autres nouveaux villages arabes qui se sont élevés depuis que les Juifs ont commencé à s'installer ici. Aussi, si vous mettez au crédit de la colonisation juive trois villages, et si vous en mettez 14 à son débit, le débit net n'est que de 11, et le pourcentage s'en trouve réduit d'autant. J'ai dit, d'autre part, qu'il s'agissait d'un cas particulier. Une grande partie des terres de l'Emek se trouvaient concentrées, du point de vue de la propriété, dans les mains de cette très riche famille de Beyrouth. Il s'agissait là, par excellence, de propriétaires qui ne résidaient pas sur leurs terres, et qui, non seulement ne résidaient pas sur leurs terres mêmes, mais ne demeuraient pas en Palestine et se trouvaient très rarement à Beyrouth. La malaria régnait en maîtresse sur ces terres. Vous avez vu la carte que vous a montrée M. Katznelson, laquelle indique les zones de malaria qui s'étendent à travers le pays, de la Baie d'Haïfa au Lac de Tibériade. Cette zone se confond au somme avec ce que nous appelons l'Emek, c'est-à-dire la Vallée. Les cultures y étaient très

dispersées et beaucoup de terres étaient en friche. Les fermiers changeaient très souvent, abandonnaient leurs fermes pour se rendre ailleurs; de nouveaux fermiers venaient, et ils étaient, eux aussi, transportés de place en place par le propriétaire. Il était impossible de mettre convenablement cette région en valeur, de drainer les marais, et de mettre la terre en état sans déplacer les tenanciers. Nous avons toujours eu pour principe, lorsque nous avons acquis des terres, que ceux qui avaient cultivé la terre auparavant ne devaient pas en être dépouillés. Nous payions des compensations, de larges compensations, mais nous faisons en sorte que les gens trouvent place ailleurs dans des villages, dans la vie rurale et qu'ils eussent des terres. Finalement, nous avons procédé à une vérification afin de déterminer si nous avions atteint les objectifs que nous nous étions fixés dans notre politique agraire. En 1932, on s'est livré à une enquête sur les problèmes des Arabes sans terre; du point de vue technique, l'expression "sans terre" signifie "privés de leurs terres à la suite des acquisitions territoriales effectuées par les Juifs". On ne s'est pas attaché aux problèmes de savoir s'il existait en soi des Arabes sans terre. On s'est tout simplement posé la question de savoir si la colonisation juive avait fait empirer la situation en créant une classe ou une catégorie d'Arabes sans terre, qui se seraient trouvés dans cette situation à la suite de l'acquisition par les Juifs de terres qu'avaient auparavant cultivées les Arabes. Cette enquête prit un certain temps. Nous y avons collaboré. Toutes les réclamations nous ont été communiquées. Toutes les réclamations formulées par un Arabe nous ont été communiquées, et nous nous sommes efforcés de retrouver la trace de cet Arabe et de le découvrir, où qu'il soit, afin de pouvoir dire aux enquêteurs ce que nous savions de sa situation à cette époque-là. En 1936, on avait reconnu comme fondées 664 réclamations en tout. Les autres avaient été rejetées parce qu'elles étaient sans fondement. Je reviendrai par la suite sur le chiffre de 664 que je vous ai indiqué. Le gouvernement offrit à ces Arabes toutes facilités pour s'installer à nouveau. Seuls 300 d'entre eux, en fait un peu moins de 300, acceptèrent de profiter de cette offre. Mais, lorsqu'il fut question de déplacer effectivement ces Arabes et de les réinstaller dans les territoires que le gouvernement avait offerts, la plupart d'entre eux refusèrent de quitter les régions où ils se trouvaient. Un groupe de 50 Arabes, après avoir accepté l'offre et après avoir été réinstallés dans leur nouveau territoire, l'abandonnèrent pour revenir à l'endroit où ils se trouvaient primitivement. J'emploie le mot "abandonnèrent" parce que c'est une citation; c'est ainsi que le rapport annuel du gouvernement pour l'année 1936, décrivait, je crois, ce qui s'était produit. En gros, donc, 250 Arabes furent réinstallés dans de nou-

velles concessions. J'ai dit que j'en reviendrais au total de 664; dans ce total rentraient 200 familles qui constituaient, elles aussi, un cas particulier. Ainsi, quand on réinstalla ces 250 personnes, 200 d'entre elles constituaient un cas particulier, et seules 50 d'entre elles étaient des Arabes, pris dans différents endroits, et dont le gouvernement estimait qu'ils avaient le droit d'être réinstallés ailleurs. C'est un total infime et pourtant un total auquel on était arrivé après une très longue période au cours de laquelle les Juifs avaient pu poursuivre une politique d'acquisition territoriale et de colonisation.

J'en viens maintenant au deuxième cas particulier qui est bien connu des Arabes comme des Juifs de Palestine. Certainement l'administration est fort au courant de la question. Il s'agit du cas des Arabes de Wadi-Hawareth, région que l'on connaît maintenant sous le nom juif d'Emek Hefer. C'est une région d'environ 40.000 dunums, si nous prenons son plus grand périmètre, et sur laquelle primitivement deux tribus bédouines, groupant un total de 1.100 âmes, vivaient à l'état nomade. Ces Bédouins déplaçaient continuellement leurs tentes, faisaient paître leurs troupeaux, vendaient du fumier aux colonies juives avoisinantes. Ils vendaient le sable de mer que l'on utilise dans ce pays pour construire, et ils se débrouillaient pour vivre sur le pays. Ils plantaient des melons et faisaient pousser des céréales. Ces cultures étaient très clairsemées, étant donné qu'il n'y avait aucune possibilité d'irrigation dans tout l'ensemble de cette région de 40.000 dunums. Je ne veux pas vous décrire en détail tout le processus d'évolution de cette région. Maintenant, cette région de 40.000 dunums renferme 26 colonies juives, dont aucune n'existait lorsque la terre fut achetée, en 1930 ou 1931. Vingt-six colonies! Ces vingt-six colonies groupent maintenant 7.500 habitants. Je ne puis pas dire que toute la région est irriguée; mais toutes les colonies arrivent à irriguer le sol sur lequel elles se trouvent; on a creusé des puits, on a trouvé de l'eau et une étendue considérable de terrain jouit des bienfaits de l'irrigation; la preuve en est dans les progrès que révèle la densité croissante de la population. Les deux tribus bédouines vivent toujours dans la région. On les a installées sur des terres qui étaient auparavant complètement désolées, au nord et au sud de la région. Il s'agit des tribus Wadi-Hawareth Shamali et des Wadi-Hawareth Kibli, Shamali signifiant le nord et Kibli, le sud. La population de ces deux tribus est passée de 1.100 à 1.700 habitants. Je pourrais vous fournir un tableau indiquant l'accroissement progressif de la population. En tous cas, celle-ci se monte aujourd'hui à 1.700 habitants. Primitivement on avait offert à ces Arabes d'aller s'installer dans une autre partie du pays. Ils refusèrent, préférant s'installer sur les bandes de terre adjacentes. Et,

pour la première fois, avec les sommes versées en compensation par les Juifs, ils se construisirent des maisons. Ainsi, deux nouveaux villages arabes se sont fondés. Autrefois, lorsqu'on parlait des Wadi-Hawareth Shamali et des Wadi-Hawareth Kibli, c'étaient les noms de tribus qui erraient dans cette région à l'état nomade. Quand on dit maintenant Wadi-Hawareth Shamali et Wadi-Hawareth Kibli, on parle de deux villages, de maisons construites en pierre, en briques, en ciment. Ces gens ont un niveau de vie bien plus élevé que jamais, et ils sont plus nombreux. Voilà, de fait, un cas très caractéristique. Ces 200 familles sont comprises dans le total des 300 qui ont été installées sur de nouvelles terres bien qu'elles aient été réinstallées à l'endroit même où elles se trouvaient, et qu'elles aient refusé de se déplacer.

J'ai dit dans mon exposé préliminaire qu'aucun village n'a disparu de la carte à la suite des acquisitions par les Juifs de terres appartenant à des propriétaires paysans. Je fais une distinction entre la terre qui a été achetée à des propriétaires absentéistes et dont il a fallu déplacer les tenanciers, et d'autre part la terre achetée à des propriétaires paysans. Mais nous maintenons qu'ils ont tous continué à mener une existence rurale et à cultiver la terre, bien qu'ils aient, à l'occasion, changé de lieu de résidence, comme ils le faisaient auparavant dans des conditions normales. Partout où nous avons acheté de la terre à des propriétaires paysans, ce qui est arrivé dans toutes les parties du pays, aucun village n'a été effacé de la carte. Je pense principalement à la plaine côtière. Je ne saurais faire mieux, avec votre permission, monsieur le Président, que de me citer moi-même, et de vous lire un court extrait de l'exposé que j'ai fait sur ce sujet devant la Commission anglo-américaine. Parlant de la plaine côtière, j'ai déclaré alors : "Là, plus de 130 villages juifs ont été fondés depuis la première guerre mondiale". Ce chiffre est maintenant dépassé. Je continue : "Une proportion considérable de terres a été achetée à des propriétaires paysans et pourtant aucun village arabe n'a disparu de la carte, pas un. M. Weizmann a déclaré à juste titre, en ce qui concerne nos procédés de mise en valeur, qu'on ne pouvait faire d'omelette sans casser d'œufs ; mais, dans la plaine côtière, on a réalisé en quelque sorte ce miracle. On a fait une omelette immense et on n'a pas cassé un seul œuf. En outre, en se servant dans une grande mesure de la même poêle à frire, les Arabes se sont arrangés pour faire, à leur profit, une très belle omelette : presque tous les villages de cette zone, et en particulier ceux qui ont cédé aux Juifs une partie de leurs terres, sont plus peuplés aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a 25 ans ; ils jouissent d'une situation bien meilleure que celle dont ils jouissaient auparavant et que celle des autres Arabes d'autres parties du pays. Si vous étudiez la situation

de près, vous constaterez que la prospérité et l'accroissement de la population se manifestent en raison directe de la quantité des terres qui ont été vendues aux Juifs. La vente des terres en excédent a fourni aux Arabes les capitaux nécessaires pour financer les travaux de la période de transition entre les méthodes primitives d'agriculture et des méthodes plus modernes. En ce qui concerne ce processus de transition, et je m'excuse d'abuser un peu de votre patience, monsieur le Président, j'aimerais lire un autre paragraphe, très court. J'ai dit : "Le trait principal de l'évolution agricole des Arabes au cours des quelques dernières décades a été le passage continu des villages de tentes aux villages de maisons, des huttes de boue séchée aux bâtiments à toits de tuiles, du pâturage à l'agriculture, de l'ensemencement aux plantations, de la culture sans irrigation à la culture irriguée, et au cours des années récentes, le passage des charrues primitives aux tracteurs, des faucilles aux moissonneuses mécaniques. Tout cela s'est produit non pas malgré la colonisation juive, mais concurremment avec elle et grâce à elle. Il est curieux de noter qu'en raison du fait, ou dirions-nous malgré le fait que plus d'un million et demi de dunums soient passés des mains des Arabes aux mains des Juifs, non seulement le chiffre de la population fellah arabe a augmenté . . ." (il est significatif de noter que la population rurale arabe a augmenté en nombre, en particulier dans les régions touchées par la colonisation agricole juive) . . . "mais cette population s'est attachée au sol plus profondément que jamais auparavant, et les intérêts qu'elle a acquis en Palestine se sont accrus : plus de maisons, plus d'arbres, plus de puits, un cheptel plus nombreux, et des outils en plus grande quantité" ; je pourrais ajouter : une mortalité infantile considérablement réduite.

A notre avis, la vente de terres aux Juifs a constitué la source de capital la plus importante pour l'amélioration de l'exploitation agricole des Arabes, et par conséquent, elle a constitué le facteur principal du développement rural arabe ; et également, d'une manière générale, du développement rural juif. L'accroissement de la population juive urbaine a élargi les marchés des produits agricoles arabes, etc. ; l'œuvre accomplie par le Gouvernement en vue d'améliorer les méthodes d'agriculture pratiquées par les Arabes a aussi contribué à ce résultat, mais cette œuvre a été accomplie grâce à des fonds dont l'origine principale était l'impôt versé par des Juifs. Nous savons par expérience, — et je pense que cette affirmation sera corroborée par toute personne impartiale qui est au courant des faits, — que lorsqu'un paysan vend de la terre, il n'en vend qu'une partie, et il le fait surtout en vue de mettre en valeur ce qui reste ou en vue de se débarrasser des dettes qui obèrent entièrement sa situation financière. Nous ne connaissons pas de paysans arabes qui aient vendu la totalité de

leurs terres. C'est un cas qui ne s'est jamais produit en Palestine. J'ai ici une définition tirée du Livre bleu du Gouvernement qui montre le caractère de l'Arabe. Il y est dit que: "La plupart des Arabes sont des paysans et de petits propriétaires terriens, têtus et obstinés, qui sont très profondément attachés au sol". Je suis entièrement d'accord. Je ne suis pas d'accord avec tous les éléments qui entrent dans la composition de ce Livre bleu. Je suis sûr d'avoir l'occasion de revenir sur certaines parties de ce document auxquelles nous nous opposons très vivement. Mais, non seulement je suis entièrement d'accord avec la définition donnée ci-dessus, mais je voudrais ajouter que l'Arabe sait également négocier très fermement et qu'il est très près de son argent, à juste titre d'ailleurs. Nous estimons, monsieur le Président, que ce qui s'est produit par le passé ne peut que continuer à se produire à l'avenir, si l'on maintient la liberté de vente et si on nous laisse libres d'acheter. Nous n'avons jamais acheté de terres à de tout petits propriétaires. Ce n'est pas simplement parce que nous ne voulions pas nous adresser à eux, non pas parce que c'eût été trop coûteux et fort peu pratique, mais, en fait, parce que nous aurions alors acquis des biens répartis en fragments infinies. Nous n'avons pu acheter de terres qu'aux paysans riches, à ceux qui en avaient en excédent, à ceux qui devaient engager de la main-d'œuvre pour cultiver leurs terres. Dans la mesure où il existe encore des paysans de cette sorte en Palestine et pourvu qu'on nous en laisse la possibilité, nous continuerons à acquérir des terres tant que nous en aurons les moyens. Sans doute, ce sont toujours les moyens qui nous ont le plus fait défaut, mais ce processus d'évolution se poursuivra. Sinon, la paysannerie arabe perdra la principale source de capital pour l'amélioration substantielle de sa situation économique.

Ceci me mène directement au point suivant de mon exposé qui, soit dit en passant, a fait l'objet d'une autre question posée par sir Abdur Rahman, c'est-à-dire la mise en vigueur de la "Land Law". Sir Abdur Rahman s'est inquiété de savoir si nous pouvions lui fournir des chiffres relatifs à la superficie des terres achetées par les Juifs dans différentes régions de Palestine depuis l'inauguration du nouveau régime racial en matière de possessions de terres. (J'emploie ici ma propre terminologie, sir Abdur Rahman). Eh bien, au cours des sept années qui se sont écoulées depuis février 1940, mettons de 1940 à la fin de 1946, — il s'agit des chiffres les plus récents que je possède, car je n'en possède aucun pour 1947, — les Juifs se sont rendus acquéreurs de 38.000 dunums dans la zone interdite, de 23.000 dunums dans la zone dite "surveillée" et de 45.000 dunums dans la zone libre. Les terres que nous avons acquises dans

la zone interdite et dans la zone surveillée ne l'ont pas été en ayant recours au droit qu'a le Haut Commissaire d'user des pouvoirs discrétionnaires qui lui sont conférés pour autoriser des ventes dans certains cas. Elles ont été acquises en vertu de droits précédemment acquis, c'est-à-dire en vertu des ventes qui avaient été presque conclues antérieurement, mais auxquelles il n'avait pas été donné plein effet. Des terres ont été aussi acquises par des transactions que la loi a prévues, sans que le Gouvernement ait à accorder son approbation. Tout s'est donc passé conformément à la loi. Peut-être n'était-ce pas là l'intention des auteurs de la loi, mais il en a été ainsi, et non pas au mépris de la loi, mais conformément à son esprit. Monsieur Ben Gurion a déclaré que nous étions désolés de ne pas avoir trouvé le moyen d'enfreindre la loi. Je partage ce sentiment, mais j'expose ici des faits et non des sentiments. Quand il incombait au Haut Commissaire d'user de ses pouvoirs discrétionnaires pour autoriser des ventes de terres par les Arabes aux Juifs dans certaines régions, dans 90 cas sur 100, et peut-être dans 999 cas sur 1.000, cette permission n'a pas été accordée. Je crois me rappeler que M. Ben Gurion a été prié par l'un de vous, messieurs, d'indiquer brièvement la manière dont l'on a appliqué la loi. Eh bien, je déclarerai ceci: quand il en a été discuté à la Chambre des communes, cette loi a rencontré de la part de l'opposition une violente résistance, et l'opposition d'alors fait partie du Gouvernement d'aujourd'hui. L'un des membres marquants du Parti travailliste qui est aujourd'hui lord-chancelier, (il s'agit de lord Jowitt, chef du pouvoir judiciaire britannique) avait traité la loi de "loi sauvage". J'étais moi-même dans les tribunes du public et je me souviens de cette expression. J'entends encore résonner à mes oreilles la manière dont il répéta le mot, une, deux, trois fois, avec un accent toujours plus violent: Sauvage! Sauvage! Sauvage! et je dis que cette loi sauvage fut appliquée sauvagement, dans la plus extrême rigueur. Je ne suis pas ici pour discuter de la manière dont la loi a été appliquée: je suis ici pour la condamner. Mais il existe un témoignage très éloquent de l'esprit qui règne dans l'ensemble de l'administration lorsqu'il s'agit des obligations qu'elle a à notre égard, à savoir de l'obligation de favoriser l'installation des Juifs en Palestine. La loi, par exemple, stipule expressément, que ces dispositions ne s'appliquent pas aux biens de l'Etat, c'est-à-dire aux terres du Gouvernement. Les terres du gouvernement échappent à l'application de la loi. C'est-à-dire que, si des terres du Gouvernement se trouvent dans la zone interdite, le Gouvernement peut en effectuer le transfert à un Juif; mais en vertu d'un règlement administratif, que nous avons eu beaucoup de mal à découvrir, nous sommes enfin arrivés à faire admettre au Gouvernement qu'il fondait toute sa politique sur

ce règlement, en vertu duquel les terres du gouvernement étaient assimilées aux terres appartenant à des Arabes, et qu'aujourd'hui nous ne pouvons obtenir un seul pouce carré de terres gouvernementales dans la zone interdite. Même lorsque nos soldats revinrent des champs de bataille, ayant laissé derrière eux un certain nombre de leurs camarades enterrés dans des cimetières militaires, et lorsque certains d'entre eux voulurent s'installer à nouveau, ils montrèrent beaucoup de modération dans leurs demandes : ils ne voulaient pas beaucoup de terre pour planter et semer, ils voulaient juste un petit coin de terre pour y bâtir une maison, et nous désirions que le Gouvernement nous permit d'acquérir une certaine superficie de terrains près de Jérusalem, juste aux abords de la ville. — Or, il se trouvait que ce terrain était en dehors des limites de la municipalité et, par conséquent, en zone interdite ; il était entièrement en friche, et ne pouvait servir à rien d'autre qu'à y établir des constructions ; — eh bien, le Gouvernement ne déclara pas que le plan que nous avions soumis n'était pas bien conçu ni que nos soldats n'avaient pas droit à des secours sous cette forme. Non, il se borna à dire : "Vos soldats sont des soldats juifs. Ils sont juifs, et les Juifs n'ont pas le droit d'acquérir des terres dans la zone interdite." S'il y a un cas prévu par la loi, c'est le regroupement des terres morcelées. Si l'on trouve une terre appartenant à un Juif, une terre appartenant à un Arabe, et encore une terre appartenant à un Juif, cet état de choses rend la culture très difficile. Il faut opérer un regroupement et la loi autorise le Haut Commissaire à sanctionner des transferts de terrains effectués dans l'intérêt du regroupement. Mais lorsque nous nous adressâmes au Gouvernement, celui-ci déclara : "Non, vous n'avez pas le droit d'acheter. Tout ce que vous pouvez faire, c'est d'échanger un terrain qui vous appartient contre un autre terrain vous appartenant." C'est-à-dire : "Vos biens, qui sont des biens juifs, des terrains juifs situés dans la zone interdite, ne doivent pas s'agrandir d'un pouce carré, ils doivent être cristallisés."

Sur la route de Jérusalem à Tel-Aviv, à gauche, passé Latrun, on peut voir une jeune colonie juive qui porte le nom très ancien de Gezer, connu depuis l'époque du roi Salomon. Il y a là une nouvelle colonie juive, et une bande de terre appartenant à un Arabe, qui forme une enclave dans le territoire sur lequel la colonie juive a bâti ses habitations. C'est un petit morceau de terrain qui appartient à un Arabe d'un village voisin. La colonie possède des terrains près du village de l'Arabe. Elle lui offre un échange de terrains sur la base de deux dunums par dunum. Non seulement la colonie lui offre des terres près de son village, mais encore elle lui donne deux dunums par duunm. Il accepte et adresse au Gou-

vernement une demande pour qu'il sanctionne l'échange. La colonie juive adresse également une pétition au Gouvernement pour qu'il sanctionne l'échange, mais le Haut commissaire refuse. L'enclave demeure. On ne peut y toucher : elle est sacrée.

Si l'on se rend maintenant de Jérusalem à Tel Aviv, on peut voir, sur la droite, la forêt de Maaleh-Hahamisha. Il y a là un village juif perché sur une colline ; ses habitants ont planté une forêt qui a complètement transformé le paysage, et l'on voit que cette forêt suit un tracé en zig-zag très curieux. Vous pourriez penser que ce tracé provient de certaines conditions climatiques, ou bien que le sol devient mauvais et qu'il a été impossible de planter d'autres arbres. Non, la limite de cette forêt est une frontière politique. C'est la "Land Law" qui a tracé les limites de cette forêt. Elle l'a cristallisée. Au delà de cette frontière on ne peut pas planter d'arbres. Evidemment, les Arabes peuvent en planter, mais ils ne le font pas. Le Gouvernement peut planter des arbres, mais il ne le fait pas non plus. La forêt est une chose vivante, mais sa croissance a été arrêtée par la "Land Law".

La "Land Law" n'est pas une mesure de protection sociale, c'est une mesure de protection politique et la cristallisation ethnique découle d'une discrimination raciale. Le gouvernement n'a prêté aucune attention à la question du déplacement des Arabes lorsque seuls des Arabes y sont intéressés. Il existe une ordonnance pour la protection des cultivateurs. Nous en avons toujours admis le principe, nous avons collaboré à son application. Cette ordonnance stipule que lorsqu'on achète des terres sans consulter les tenanciers, et que ceux-ci n'ont aucun endroit où se rendre, il doit leur être donné des terres, de préférence, — et je pense que c'est une des conditions nécessaires, — près de l'endroit où ils se trouvent. Mais après la promulgation de la "Land Law", qui présente un caractère de discrimination raciale, le gouvernement a étudié sérieusement l'éventualité d'abolir, dans la zone interdite, l'ordonnance sur la protection des cultivateurs. C'est-à-dire que si un Arabe déplaçait un tenancier arabe, le gouvernement se proposerait de ne pas intervenir. Le gouvernement s'est cependant contenté d'effectuer une révision de l'ordonnance, parce qu'il s'est rendu compte que l'abolir serait aller trop loin, qu'il montrerait ainsi que le seul intérêt qu'il porte à la terre est un intérêt politique, et qu'il ne s'occupe nullement de protection sociale.

J'ai brossé à grands traits ce tableau en ce qui concerne l'une des branches de l'activité gouvernementale, et je n'ai nullement épuisé le sujet. Je passe maintenant à une théorie que j'aimerais discuter, une théorie très singulière, avancée maintenant par le gouvernement du Mandat pour expliquer l'excuse boiteuse et insuffisante qu'il donne à son échec lamentable et à l'abus de con-

fiance flagrant qu'il a commis : il s'agit de la théorie de la différence entre les conditions de vie des Juifs et des Arabes, théorie qui expose que c'est cette différence qui, en s'accroissant, aurait été à l'origine de tous les troubles qui se sont produits dans ce pays. Cette théorie négative remplit le Livre bleu que j'ai déjà mentionné, et qui constitue un document des plus caractéristiques, si je puis m'exprimer ainsi, rédigé d'une manière supérieurement intelligente au point de vue de la thèse qu'il se propose de démontrer, mais, je m'empresse d'ajouter, à peu près dépourvu de tout sens du gouvernement et de toute sagesse constructive.

Qu'est donc, dans son essence, le théorie dont je parle ? Que les Juifs, par leur zèle excessif, ont fait des progrès trop rapides, et que les Arabes sont restés loin en arrière ; que, si les Arabes ont profité de la mise en valeur du pays par les Juifs, l'écart, — la disparité, — entre les conditions respectives d'existence n'en a pas moins grandi, et que là réside la cause première de toutes les difficultés. Aucune preuve, quelle qu'elle soit, aucun fait, aucun chiffre n'est proposé à l'appui de cette théorie, pas un seul fait, pas un seul chiffre. Nous croyons, quant à nous, que c'est au gouvernement de formuler la preuve de ce qu'il avance. Nous croyons, quant à nous, que ces affirmations ne peuvent être prouvées. Mieux, nous croyons que l'on peut prouver le contraire. Nous croyons que, par maints côtés, et dans de vastes domaines de l'activité économique, les progrès réalisés par les Arabes ont été relativement plus importants que ceux qu'ont réalisés les Juifs. Il existe encore une disparité, une disparité très forte. Mais si l'on a recours à la méthode comparative, si l'on examine les faits en proportion les uns des autres, si l'on établit un rapport entre eux, on constate chez les Arabes des progrès relativement plus grands que chez les Juifs, en dépit de toute la disparité qu'on pourra encore constater. Dans certaines sphères de l'activité économique, les salaires des Arabes ont augmenté sensiblement par rapport aux niveaux qu'ils atteignaient auparavant, alors que cela n'est pas le cas pour la main-d'œuvre juive. La même chose peut se constater dans certaines branches de l'économie agricole. En général, on a pu constater une augmentation très sensible de la prospérité. Mais ce n'est pas là le point le plus important, ce n'est pas parce qu'elle dit expressément, mais parce qu'elle implique que la thèse soutenue est dangereuse.

Qu'implique donc cette thèse ? Qu'il faut arrêter l'évolution des colonies juives jusqu'à ce que les progrès réalisés par les Arabes leur aient permis de rattraper les Juifs. Cette thèse non seulement s'oppose à tout ce que les Juifs étaient en droit d'attendre, mais elle est fallacieuse et porte en soi les germes de son échec.

Puis-je expliquer ce que j'entends par là ? Pour les Juifs, la thèse que j'examine signifie que

tous les espoirs qu'ils avaient nourris en venant ici, — c'est-à-dire être libres de travailler à leur propre salut, — sont détruits. On rejette les raisons fondamentales sur lesquelles le Gouvernement britannique s'était fondé pour demander le Mandat, à savoir tout d'abord, l'engagement d'aider à la fondation d'un foyer national juif. Le Juif n'a pas le droit d'être ici et il n'a pas plus le droit d'y rester pour s'y faire un avenir. Il se trouve relégué, dans ce pays, au rôle humiliant de simple accessoire du progrès d'autrui, de simple instrument pour le développement d'autres gens. Il lui faut justifier sa présence et son activité d'après le rôle qu'il joue dans la vie des autres et non pas d'après le rôle qu'il joue dans sa propre vie. Voilà la situation telle qu'elle se présente pour les Juifs.

Et en ce qui concerne l'Arabe ? Il ne peut que perdre du fait de l'arrêt de l'activité des Juifs. Le progrès des Juifs est le facteur essentiel des progrès réalisés par les Arabes, comme on l'a abondamment prouvé. Si l'on met un frein à l'un, on ralentira l'autre. Que la disparité (cette notion nouvelle et abstraite) augmente ou diminue, c'est là un problème de pure dialectique, mais en langage clair, si on met obstacle aux progrès réalisés par les Juifs, les Arabes auront une nourriture moins abondante, plus mauvaise, des salaires inférieurs et des conditions de vie plus primitives. On ne hâte pas les progrès des Arabes en mettant un frein à ceux des Juifs. On nuit aux deux.

D'autre part, il faut se demander comment on se propose de mettre une telle intention en pratique ? On peut y arriver grâce à une pression exercée par l'administration, et c'est ce qui s'est fait sans arrêt jusqu'à présent. On nous a mis des bâtons dans les roues, et on a placé des obstacles sur notre route. Le résultat de cette politique a été que non seulement l'engagement qui avait été souscrit envers nous s'est trouvé rompu, mais que l'on a retiré aux Arabes la possibilité de réaliser de nouveaux progrès, et que, loin de le combler, on a agrandi le fossé entre Arabes et Juifs.

Puis-je vous donner un ou deux exemples de la manière dont le Gouvernement de Palestine s'est acquitté de sa tâche, qui consistait à forger un lien entre les Juifs et les Arabes, de cette entreprise qui consistait à combler la brèche, à éliminer la disparité entre les deux peuples, dans les domaines où cette tâche dépendait uniquement de son initiative, là où cette tâche était entièrement en son pouvoir, là où il n'était pas simplement question de réfréner la hâte anormale du Juif, qui est trop impatient, là où le Gouvernement était libre d'agir de son propre mouvement.

Le premier exemple que je citerai est celui de la concession de Houleh. Vous avez, je crois, visité cette partie du pays, et vous avez vu ces marais qui se trouvent à l'extrémité nord-orient-

tales de la Palestine. Il y a des siècles qu'ils sont là. Ils y sont encore aujourd'hui, intacts, vingt-neuf ans après l'occupation de la Palestine par les Britanniques. Ce foyer de malaria a une action néfaste sur tout le pays avoisinant. Ce n'est pas simplement un centre pestilentiel, qui s'attaque à la vie et à la force humaines. Il empêche également de cultiver une région dont le sol est excellent et il empêche d'exploiter de riches dépôts de tourbe. Tout cela est caché sous cette étendue d'eau stagnante. L'eau elle-même ne peut servir à l'irrigation. Ainsi la perte, en cet endroit, est triple : perte de vie et de force humaines, perte de terrain, et perte d'eau.

En 1914, je crois, quelques mois avant la guerre, deux effendis de Beyrouth se mirent en campagne pour demander au Gouvernement ottoman qu'il leur accorde une concession en vue de drainer cette région et de la rendre cultivable. Cette concession leur fut accordée. Pour la concession elle-même, ils payèrent une somme purement nominale et tout à fait insignifiante. Ils s'engageaient à drainer la région en moins de six ans, et à payer, à la fin de cette période, deux livres turques pour chaque dunum de superficie ; ils s'engageaient également à abandonner 10.000 dunums turcs, c'est-à-dire 9.000 dunums métriques, aux cultivateurs arabes ; mais les cultivateurs, en revanche, devaient leur payer la terre et les frais de drainage. Vint la guerre ; ils ne firent rien. A la fin de la guerre, ils trouvèrent ici l'administration britannique. Ils s'adressèrent à elle, lui demandant confirmation de l'ancien droit de concession accordé par les Turcs. Ils étaient détenteurs du titre de propriété ; la concession leur fut confirmée. Mais on leur imposa une obligation, celle de se mettre au travail dans un certain délai fixé. Ils ne tinrent pas cet engagement. Nul travail ne fut entrepris. A diverses reprises, ils prièrent le Gouvernement de prolonger la concession ; invariablement on leur accorda ce qu'ils demandaient et ainsi les années passèrent, mais la situation ne changea pas. Les buffles se vautraient dans la boue, les moustiques pullulaient et transportaient au loin les germes de maladie. Les enfants arabes mouraient comme des mouches ; les paysans arabes tiraient leurs pauvres moyens d'existence de cultures clairsemées et de la fabrication de nattes dont les joncs des marais leur fournissaient la matière première. Les Anglais, pataugeant avec de hautes bottes dans les flaques d'eau, chassaient le canard sauvage.

Les pionniers juifs jetèrent leurs yeux affamés sur cette étendue d'eau fangeuse qui cachait dans ses profondeurs l'ancien sol. Le Gouvernement, indifférent aussi bien aux Juifs affamés de terre qu'aux Arabes décimés par la maladie, ne s'identifiant nullement ni aux uns ni aux autres, laissait les choses aller à la dérive. Il avait de l'argent. Au cours de ces années-là, il y avait de

l'argent et même un excédent très considérable. La Palestine avait versé au Royaume-Uni un million de livres pour le chemin de fer de Kantara à Haïfa, qui avait pourtant été construit à des fins stratégiques. Nous payâmes tous les frais d'établissement du chemin de fer. Nous payâmes l'ensemble de la dette de la Palestine, soit 814.000 livres. Aucune autre partie de la Turquie n'avait payé sa part. Nous, si. Mais il n'y avait pas d'argent pour Houleh. Et les effendis arabes, totalement imperméables à l'idée de progrès, abrités en toute sécurité derrière le mur de passivité et d'indifférence de l'Administration, attendaient, bras croisés, avec placidité et patience, que les Juifs acceptent de payer un prix aussi élevé que le pourraient dicter leur fantaisie et leur rapacité. En fait, c'est ce qui se produisit.

En 1935, les Juifs perdirent patience. Ils se fatiguèrent d'attendre que le Gouvernement exige des effendis qu'ils s'en tiennent aux obligations imposées aux termes de la concession, soit en forçant les Arabes à drainer la région, soit en retirant la concession et en l'offrant à quelqu'un d'autre. Les Juifs s'adressèrent alors aux Arabes et achetèrent par des tractations directes le droit de concession. Ils payèrent pour ce droit la somme fantastique de 200.000 livres. Cette somme représentait alors un peu plus que ce qu'elle représente maintenant ; nous la payâmes rien que pour le titre, qui n'avait rien coûté aux Arabes. Mais il fallait que le Gouvernement accorde son approbation au transfert de la concession, et le Gouvernement édicta certaines conditions que les Juifs observèrent toutes. Le Gouvernement stipula que les Juifs devaient céder non pas les 9.000 dunums qui avaient été antérieurement prévus, mais 16.000 dunums (le chiffre exact est 15.774) aux cultivateurs arabes, lesquels devaient recevoir ces terres à titre tout à fait gratuit. Les Arabes n'avaient pas drainé ce territoire, mais il fallait que les Juifs le drainent, s'acquittent de tous les gros travaux de drainage et de tous les gros travaux d'irrigation, pour lesquels les Arabes ne devaient rien payer. Les Juifs se soumirent à ces conditions. Le Gouvernement déclara, pour sa part, qu'il ne pouvait apporter aucune contribution à l'œuvre qui consistait à débarrasser la Palestine de cette plaie purulente, qu'il ne pouvait apporter aucune contribution tirée des impôts, auxquels pourtant les Juifs contribuaient pour 66%. Les Juifs se conformèrent à tout ce qu'on leur imposait. Mais la question alors se posa de s'adresser à une société qualifiée pour établir un plan de travaux, et on s'adressa à une firme britannique : Randall, Palmer and Tritton. Cette société envoya des ingénieurs qui se rendirent sur place pour y jeter un coup d'œil. Non seulement ils jetèrent un coup d'œil, mais ils se livrèrent à certains travaux, et ils découvrirent qu'il ne servirait à rien d'envisager de drainer une partie de la concession. Pour rendre celle-ci habitable et saine, il faudrait drainer l'en-

semble du bassin et contrôler les eaux de toutes les sources proches, de façon qu'elles ne donnent pas naissance à de nouveaux marais et qu'on puisse utiliser l'eau pour l'irrigation ; ce qui signifiait que le prix de revient des opérations de drainage serait bien plus élevé qu'on ne l'avait prévu. Cela signifiait également que la société juive, la "Palestine Land Development Company" devrait accomplir, en dehors de la concession, des travaux qui étaient tout à fait inconcevables. Aussi cette société s'adressa-t-elle au gouvernement et, cette fois-ci, on l'écouta. Le Général sir Arthur Wauchope, qui était à l'époque haut commissaire, était une personnalité dynamique ; il fut tout à fait d'accord ; le Gouvernement prendrait à sa charge cette partie des travaux, et l'on consacrerait à cette entreprise une somme de 235.000 livres. Ainsi, avec les sommes investies par la société juive et par d'autres sociétés qui étaient disposées à s'associer à elle, il semblait que l'affaire prendrait forme et qu'elle finirait par être réglée. Mais il se produisit alors une série de contre-temps. En 1936, des émeutes arabes ; en 1937, le rapport de la Commission Peel sur le partage. Le Gouvernement déclara alors : "Comment pouvons-nous réaliser le projet ? Nous ne savons pas si cette concession se trouvera dans un Etat juif ou dans un Etat arabe ; nous ne savons pas si l'Etat juif ou l'Etat arabe reconnaîtra les engagements pris. Il nous faut attendre." Et le projet retourna parmi les dossiers en instance, les moustiques continuèrent à pulluler, les buffles à se vautrer dans la boue, et les enfants arabes continuèrent à mourir.

En 1938, il y eut la Commission Woodhead ; en 1939, le Livre blanc, et certainement aucun effort ne fut fait pour mener à bien un programme d'expansion de la colonisation juive. A la fin de 1939 vint la guerre, et naturellement toute l'affaire disparut de l'ordre du jour.

Pour en terminer avec cette histoire, la question se posa pendant la guerre de réunir Houleh à la concession de la "Palestine Electric Company". Il en résulta également de nouveaux délais. Et, la fin de l'histoire, c'est que le Gouvernement déclare maintenant qu'il ne veut pas dépenser 235.000 livres ; qu'il revient sur sa décision ; qu'il n'a pas d'argent ; mais il déclare également qu'il n'est plus nécessaire de drainer cette région parce qu'on a découvert d'autres moyens, plus économiques, de combattre la malaria. Il s'agit du DDT, cette découverte merveilleuse qu'on emploie avec beaucoup d'efficacité dans les foyers juifs et dans les foyers arabes, dans les régions juives comme dans les régions arabes. Il est exact que les effets de la malaria ont considérablement diminué dans la région de Houleh. Mais je trouve fantastique, incroyable, que le Gouvernement se fie à cette constatation. Je me suis adressé à notre grand spécialiste en matière de travaux pour la

lutte contre la malaria, le professeur Mer, qui vit à Rosh-Pina, et qui a voué son existence à l'étude des conditions sanitaires dans la région de Houleh, en particulier chez les Arabes. C'est un homme qui a servi pendant la guerre dans le Service de santé de l'armée anglaise où il a obtenu le grade de colonel. Il m'écrivit qu'il trouve fantastique la position prise par le Gouvernement. "Le DDT, déclare-t-il est une mesure palliative d'effet provisoire. Il n'offre aucune garantie contre des recrudescences violentes de l'épidémie : Au contraire, du fait même que les gens perdent entièrement l'immunité qu'ils ont acquise parce qu'ils avaient été plusieurs fois victimes de la malaria, ils deviennent après avoir utilisé pendant quelques années le DDT, une proie facile pour de nouvelles attaques. La seule manière nette de se débarrasser de cette maladie consiste à drainer les marais et à contrôler le régime des eaux, à exterminer les moustiques en éliminant le milieu dans lequel ils se reproduisent." La société anglaise sus-mentionnée a exprimé le même avis ; d'ailleurs il ne s'agit pas simplement d'une question de santé publique ; et l'agriculture ? et la terre ? et les sources qui convergent de l'extérieur vers cette région ? Comment va-t-on utiliser cette eau pour l'irrigation ? Le Gouvernement se lave les mains de toute l'affaire, et pourtant il estime qu'il contribue à éliminer la disparité entre les Juifs et les Arabes. Le marais est toujours là.

L'autre exemple que je désire citer, c'est la manière dont le Gouvernement agit en sa capacité d'employeur et en celle de législateur en matière de questions de travail. Je me contenterai d'étudier la question des salaires. Le Gouvernement emploie une main-d'œuvre très nombreuse. Selon sa propre déclaration, les autorités militaires et civiles emploient quelque 80.000 personnes. Si vous ajoutez à ce chiffre celui du personnel employé par les sociétés pétrolières, vous constaterez que 50% et peut-être plus, des travailleurs arabes travaillent pour les trois employeurs suivants : le Gouvernement, l'armée et les sociétés pétrolières. Il est notoire que les salaires payés par ces entreprises sont très bas. Les grèves en témoignent : telle la grève des employés de l'Etat, en 1946, qui s'est étendue à des dizaines de milliers de personnes, grève qui a éclaté après que toutes les limites de la patience avaient été dépassées ; après des délais et des refus sans fin. Telle la grève de 1947, déclarée par les employés de l'armée et de la police en raison des salaires misérables qui leur étaient payés et des conditions de vie impossibles qui leur étaient faites. Et en ce domaine, le Gouvernement a toute latitude pour faire disparaître la disparité.

Pourquoi, sur les 121 fonctionnaires du Gouvernement de la Palestine dont les traitements atteignent 1.000 livres et plus par an, 113 sont-ils des Britanniques, quatre sont-ils des Arabes et

trois seulement des Juifs? Un de ces employés appartient à la catégorie des "Divers". Est-ce là éliminer la disparité? C'est ici qu'il y a disparité, une très grande disparité qu'il est entièrement au pouvoir du Gouvernement, sinon d'éliminer, tout au moins de réduire. Pourquoi les agents de police britanniques reçoivent-ils, des émoluments tellement plus considérables que ceux des agents de police palestiniens? Je ne leur reproche pas de recevoir une indemnité d'expatriation, je ne leur reproche pas de recevoir une indemnité de logement. Ils sont étrangers dans ce pays et il convient qu'ils perçoivent des indemnités. Je ne cherche pas à résoudre la question de savoir s'il y a lieu d'amener ici tant de policiers britanniques. Ce n'est pas là où je veux en venir. Naturellement, les gens qu'on amène de loin pour une certaine fin, ont droit à une indemnité. Ce sont des étrangers. Mais pourquoi leurs émoluments de base sont-ils, non seulement plus élevés, mais encore tellement plus élevés? Vous trouverez les chiffres dans le "Survey".

Alors pourquoi le Gouvernement s'est-il, avec obstination et sans relâche, refusé à insérer une clause visant à prévoir des salaires équitables dans les contrats des entreprises publiques, malgré l'insistance qu'ont apportée les Juifs à la réclamer depuis des années? Pourquoi, lorsque l'"Iraq Petroleum Company", qui emploie une main-d'oeuvre très nombreuse, a obtenu sa concession et signé un accord avec le Gouvernement, n'a-t-il été inséré aucune clause visant à la fixation de salaires équitables? Était-ce afin de réduire la disparité? Pourquoi,—lorsque l'heure est venue de signer un accord avec la "Trans-Arabian Oil Company",—c'était seulement l'année dernière,—et que l'Agence juive a écrit une lettre non seulement au nom des Juifs, mais aussi au nom de tous les employés (et la tradition veut que beaucoup plus d'Arabes que de Juifs soient employés par ces compagnies), — pourquoi n'avoir pas inséré une clause obligeant la société pétrolière à payer des salaires équitables, c'est-à-dire à peu près les salaires perçus dans ce pays par des manœuvres arabes non spécialisés? A cette occasion, sans doute, le Gouvernement a fait quelque chose, mais tout ce qu'il a déclaré, c'est qu'il faudrait que les salaires soient analogues à ceux que payaient les bons employeurs dans la même branche d'activité, c'est-à-dire aux salaires payés par l'"Iraq Petroleum Company", qui n'est, pour sa part, nullement obligée de payer des salaires équitables.

En 1928, lorsque les Juifs insistèrent pour que fût mise en vigueur une législation relative aux salaires minima, le Gouvernement nomma une commission composée de trois membres. Le Président en était un commissaire de district britannique, et les membres, un Arabe appartenant à la classe des employés et un Juif, mon ami Ben Zvi, qui est maintenant à la tête du Vaad

Leumi, mais qui était à l'époque porte-parole du Histadruth, c'est-à-dire de la Fédération des travailleurs.

Il y eut un rapport établi par la majorité et un rapport établi par la minorité. Le rapport majoritaire portait la signature du fonctionnaire britannique et de l'employeur arabe. Le rapport minoritaire portait celle du porte-parole des travailleurs juifs. Je me contenterai de lire un extrait du rapport majoritaire. Il date de 1928. Voici le texte de l'extrait :

"Nous n'avons pas constaté que la majorité des travailleurs de Palestine ait formulé explicitement des requêtes visant à la promulgation d'une loi sur les salaires minima. Il n'est pas douteux que l'opinion exprimée par la Fédération générale des travailleurs juifs, c'est-à-dire l'Histadruth, représente l'opinion de la grande majorité de ses membres. Un certain nombre de travailleurs arabes font partie de la section des travailleurs du rail et des Postes de la Fédération, c'est-à-dire de l'Histadruth. Il est probable qu'un certain nombre de travailleurs juifs, et même arabes, non syndiqués, sympathise avec cette opinion, mais nous ne pensons pas que les opinions émises par la Fédération représentent nécessairement celles des travailleurs arabes pris dans leur ensemble, et la Fédération elle-même ne se réclame pas de cet appui. Etant donnée l'absence de toute organisation de travailleurs arabes, si peu importante soit-elle, démocratiquement constituée, nous n'avons pu établir avec netteté quel est le point de vue de la masse des travailleurs arabes en ce qui concerne la législation sur les salaires minima".

Et on en resta là. Cette commission n'a pu sonder ce secret impénétrable, l'opinion des travailleurs arabes, et elle n'a pu savoir s'ils voulaient ou non des salaires convenables parce qu'il n'y avait aucune organisation convenablement constituée, aucun syndicat organisé de manière démocratique, qui pût servir d'instrument de précision pour l'étude apparemment délicate d'une nation peu connue.

J'ai examiné le mandat de cette commission. Je pensais que peut-être ce mandat consistait simplement à s'assurer des opinions d'autrui. Il n'en était pas question. Le mandat de la Commission consistait à étudier la question des salaires minima et de faire des propositions à ce sujet.

Et pourtant deux de ces membres ont renoncé, publiquement, au droit qu'ils avaient de se faire une opinion personnelle et indépendante sur le problème qu'on les avait chargés d'étudier.

Néanmoins, la Palestine a été le théâtre de quelques progrès. En 1943, en pleine guerre, nous eûmes une nouvelle commission des salaires. Elle était présidée par M. le juge F. Gordon Smith, K.C. alors juge en chef de Palestine. Cette commission comprenait, comme l'autre, des Juifs et des Arabes. Elle discuta de la question de la législation sur les salaires minima, de la question de l'institution d'un salaire minimum

uniforme et général pour tous les travailleurs, quelles que soient leur race ou leur foi ; c'est-à-dire que le porte-parole des travailleurs juifs, qui faisait partie de la Commission demanda avec instance une décision destinée à combler le fossé, à faire disparaître la disparité existante. Cette demande fut repoussée, et, encore une fois, par une coalition de fonctionnaires gouvernementaux et d'employeurs arabes. Néanmoins, la majorité de la commission conclut qu'il conviendrait de faire quelque chose.

Il ne devait pas y avoir de salaire minimum général, mais des comités d'industrie devaient fixer un minimum pour chaque branche, c'est-à-dire un minimum différentiel. En tout cas, il y avait là une certaine amélioration. Le porte-parole de l'Histadrut ne s'estima pas satisfait et il le fit savoir en formulant son opinion minoritaire : "Un grand nombre des témoins qui ont exprimé leur avis sur cette question devant la Commission, y compris les représentants des organisations mixtes de travailleurs juifs et arabes . . ." —ainsi, cette fois-ci, le point de vue des travailleurs arabes était bien nettement exprimé— ". . . aussi bien que les représentants des employeurs et les chefs de service gouvernementaux qui s'occupent des problèmes du travail, ont été unanimement favorables à l'institution d'un salaire minimum égal pour les manœuvres non spécialisés, tant arabes que juifs, qui sont employés régulièrement dans toutes les branches de l'industrie". Eh bien, cette proposition ne fut pas acceptée. La commission vota une recommandation favorable aux comités d'industrie. Le gouvernement n'institua pas ces comités. Il ne prit aucune mesure, quelle qu'elle soit, même à l'égard du vœu formulé par la majorité de la Commission. Et voilà la conception que se fait le gouvernement de la Palestine de son devoir, de l'obligation qui lui incombe et des occasions qui se présentent à lui de réduire la disparité entre les conditions de vie des Arabes et celles des Juifs. Néanmoins, le problème de la différence entre les conditions de vie des Arabes et celles des Juifs existe, et ce problème ne se pose pas seulement au gouvernement. Il se pose aux Juifs et il se pose aux Arabes. Les Juifs ont ici une responsabilité à laquelle il leur faut faire face. Eh bien, monsieur le Président, les Juifs demandent qu'on leur offre la possibilité de faire face à leurs responsabilités. Ils ne veulent pas se contenter simplement de l'envisager. Ils veulent que l'on leur en confie la charge. Qu'on investisse les Juifs de cette responsabilité. Qu'on ne les laisse pas lutter contre l'invincible politique d'obstruction systématique de l'administration. Qu'on fasse d'eux les responsables en la matière.

Si l'on veut vraiment éliminer la disparité, il faut confier la tâche de le faire à ceux qui y sont directement intéressés. Je ne vous invite pas à vous fier à l'altruisme du Juif. Tout ce que je

tiens à vous dire, c'est que vous pouvez avoir confiance en l'intelligence des Juifs lorsqu'il s'agit d'estimer à sa juste valeur l'intérêt propre de son peuple. Vous pouvez faire confiance aux Juifs pour un égoïsme éclairé. Rien de plus. Un égoïsme éclairé et intelligent. Et, je vous le dis, l'égoïsme est une garantie bien plus efficace que l'altruisme. Je ne méprise pas l'altruisme. Je ne refuse, ni à moi-même, ni à mes amis, le droit d'être altruiste. Mais, j'affirme que nous discutons sur des bases beaucoup plus fermes lorsque notre intérêt particulier est touché de manière si directe.

Et maintenant, pourquoi l'intérêt particulier des Juifs exige-t-il l'égalité des droits, l'égalité des conditions d'existence ? Naturellement, il existe une différence entre les droits et les conditions de vie. On peut accorder l'égalité des droits par un décret ou par un acte législatif. L'égalisation des conditions de vie, elle, n'est pas une chose qui peut se faire en un seul temps ; c'est tout un processus, toute une évolution. On peut l'accélérer, on peut la ralentir, on peut la favoriser et on peut y mettre obstacle.

Tout d'abord, j'aimerais appeler votre attention sur une considération d'ordre moral, mais une considération d'ordre moral qui prend sa source dans un intérêt égoïste. Les Juifs viennent ici pour y rester. Ils viennent ici pour vivre, pour mourir, finalement, ou si besoin est. Ils ne viennent pas ici pour gouverner, ils ne viennent pas ici rechercher des emplois bien payés, mais temporaires. Cette attitude-ci serait parfaitement justifiable, mais tel n'est pas l'objectif que les Juifs se proposent en venant ici. Ils s'identifient avec ce pays. C'est le leur. Telle est leur foi. Ils s'identifient complètement et irrévocablement avec lui. C'est leur foyer. Ils ne veulent pas voir dans ce foyer et autour de lui, en leur propre sein, la pauvreté, la saleté, l'ignorance ni l'oppression sociale. Ils veulent que l'air de la Palestine soit purifié de tous ces miasmes qui le souillent parce que c'est l'air qu'il leur faut respirer, eux et leurs enfants. C'est tout simplement une question d'intérêt égoïste.

Ensuite, il est encore un autre motif égoïste d'ordre matériel qui les pousse, et qui peut-être les pousse un peu plus vivement. Les Juifs désirent intensément conserver les conditions d'existence qu'ils se sont créées, et se protéger contre la concurrence de la main-d'œuvre bon marché, contre l'intrusion de la pauvreté, de l'ignorance et des inégalités sociales. Pour eux, le nivellement des conditions d'existence n'est qu'une question de légitime défense. Pour les Britanniques, le fait de ramener le niveau de vie des Juifs à celui des Arabes est une question d'opportunisme administratif. Mais, pour le Juif, le fait de relever le niveau de vie des Arabes, et de lui faire atteindre celui des Juifs, relève de la légitime défense.

Troisièmement, et toujours du point de vue matériel, les Juifs sont et seraient beaucoup plus profondément intéressés à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population arabe en ce qui concerne les produits de l'industrie juive. Pour celle-ci, l'élargissement du marché intérieur constitue la principale source de puissance.

Quatrièmement, un autre des intérêts vitaux des Juifs consiste à empêcher l'entrée d'une main-d'œuvre bon marché venant des pays voisins, de mettre fin à l'état de choses qui existe aujourd'hui dans le port de Haïfa où des travailleurs Houaranis et soudanais travaillent pour des salaires que même des travailleurs arabes de Palestine se refuseraient à accepter. Par conséquent, il est de tout premier intérêt pour le Juif de relever le niveau de vie des Arabes de Palestine, des Arabes de l'Etat juif, et de leur faire rejoindre le niveau de vie du Juif, afin que l'Arabe trouve aussi son intérêt à s'opposer à l'infiltration d'une main-d'œuvre bon marché, inorganisée et retardataire. Le Juif a un intérêt vital à ce que soient réalisés des progrès en Syrie, en Irak, partout, pour qu'en tous lieux le niveau de vie se trouve relevé et que les pays voisins ne puissent pas envoyer en Palestine leur main-d'œuvre en chômage comme ils le font depuis des années. Toutes les fois qu'il y a crise en Syrie, toutes les fois qu'il y a sécheresse quelque part, cette main-d'œuvre arrive en masse ici, et prend la place de la main-d'œuvre locale, en travaillant pour des salaires bien inférieurs.

Nous avons intérêt à ce que progressent les travaux de drainage et d'irrigation, et à ce qu'augmente la productivité dans ces régions, de sorte que cette main-d'œuvre y reste, y prospère et qu'elle ne nous envahisse pas ni ne porte préjudice aux conditions de notre existence. C'est toujours une question d'égoïsme.

Cinquièmement, les relations des Juifs,—qu'on parle d'Etat juif ou de Palestine juive, peu importe,—avec les Etats voisins, dépendront tout d'abord du traitement que les Juifs accorderont aux Arabes dans leur propre Etat. Etant entourés de tous côtés, sauf du côté de la mer, par des territoires arabes, les Juifs considéreront comme une question élémentaire de protection personnelle, le fait d'avoir les mains propres et la conscience nette en ce qui concerne leurs relations avec les Arabes.

Enfin, la sixième garantie que nous offrons aux Arabes, c'est la présence dans tous les pays d'Orient d'otages juifs, et en fait la présence d'otages juifs dans le monde entier; je pense aux minorités juives de par le monde, qui resteront toujours très étroitement, et au fur et à mesure que le temps passe, de plus en plus étroitement, liées à la Palestine juive. Celle-ci se sentira responsable de son attitude vis-à-vis des étrangers qui résident sur son sol, et agira de manière à

ne pas fournir le prétexte à des persécutions ou à des représailles contre les Juifs résidant dans toute autre partie du monde.

L'une des très importantes attributions de l'Etat juif sera d'éliminer la disparité actuelle. Mais cette opération ne sera que la conséquence naturelle de l'instauration de l'Etat juif. Tel n'en est pas le principal objectif. Si nous réclamons la qualité d'Etat, ce n'est pas pour éliminer une disparité qui existerait entre nous et autrui, ni pour aider autrui. Nous la réclamons parce que nous croyons qu'elle nous est due. Quatre éléments de la situation actuelle tendent à faire de l'Etat juif une nécessité internationale urgente.

Le premier de ces éléments, c'est le fait que le Yishuv est maintenant adulte, qu'il a atteint sa majorité. La Communauté se rend compte qu'elle est devenue trop forte pour se laisser contenir par les brides d'une tutelle quelconque qu'il s'agisse d'un mandat ou de la tutelle aux termes de la Charte, comme il vous plaira de l'appeler.

Le second élément est constitué par les caractéristiques internationales du Moyen-Orient en général, c'est-à-dire des pays qui nous entourent. Ce sont tous des Etats; ils ont tous obtenu leur indépendance. Loin d'être une fausse note, notre revendication, tendant à l'établissement d'un Etat juif, s'harmonise complètement avec ce qui se passe autour de nous. Aujourd'hui notre situation ne rentre pas convenablement dans le cadre général. Nous voulons entrer dans ce cadre. Nous voulons être un élément d'harmonie et non de discorde.

En troisième lieu, il faut absolument permettre une immigration et une colonisation de ce pays sur une grande échelle, en vue de sauver les survivants de la communauté juive européenne, les Juifs menacés d'Orient, et pour donner à notre œuvre, ici, des fondements très solides. Et cela ne peut se réaliser avec une efficacité complète que si nous détenons entre nos mains la puissance d'un Etat, c'est-à-dire si l'on donne la puissance de l'Etat à ceux pour qui cette œuvre présente un intérêt vital.

Quatrièmement, l'avenir du peuple juif, la situation du peuple juif dans le monde, sont en jeu ici. Il s'agit de savoir si le peuple juif va être aidé, une fois pour toutes, dans son effort pour se libérer de la malédiction que lui impose le manque de patrie, et cela en lui donnant enfin un pied à terre en ce bas monde; or, on ne peut le faire que dans ce pays. Nous sommes persuadés qu'il ne peut y avoir aucune perspective de paix véritable si l'on ne nous confère un statut politique établissant notre indépendance, — statut reconnu et garanti sur le plan international.

Pourquoi les Arabes auraient-ils intérêt à s'entendre avec nous, tant qu'ils peuvent espérer nous dominer ou nous maintenir en esclavage. Pour-

quoi négocieraient-ils, si nous ne sommes pas avec eux sur un pied d'égalité, s'ils ne négocient pas d'égal à égal? Est-ce par accident que l'accord Feïçal-Weizmann a été conclu après et non pas avant la déclaration Balfour, qui nous avait accordé un statut, ou qui tout au moins, dans l'esprit des Arabes, devait nous accorder un statut? Ils se ravisèrent d'ailleurs lorsque l'administration britannique fit machine arrière, ce qui ne tarda guère. Pourquoi est-ce l'année 1937 qui, entre toutes, a été l'année des prises de contact. Je remarque que cette affirmation a fait l'objet de dénégations véhémentes de la part de la presse arabe. Je ne suis pas ici pour lui faciliter outre mesure la tâche de démentir. Je vais lui rendre cette tâche un peu plus difficile. Non seulement il y a eu une tentative de prise de contact, mais il y en a eu deux, une en été et une dans le courant de l'hiver 1937.

Le PRÉSIDENT: Combien de temps vous restet-il encore à parler? Il nous faut nous retirer pour tenir une séance privée et je voudrais savoir quelles sont les dispositions à prendre.

M. SHERTOK: Dans ce cas, je suis d'avis que nous nous interrompions ici.

Le PRÉSIDENT: Cela vous convient-il ou préféreriez-vous continuer pendant deux minutes encore? En tous cas nous continuerons demain.

M. SHERTOK: Non, je préférerais m'arrêter ici.

Le PRÉSIDENT: Dans ce cas, l'audition publique est ajournée jusqu'à demain 9 heures 30.

La séance est levée à 13 heures 20

PROCES-VERBAL DE LA TRENTE-CINQUIEME SEANCE (SEANCE PUBLIQUE)

*Tenue dans les locaux de l'YMCA, Jérusalem, Palestine,
le jeudi 17 juillet 1947 à 9 h. 30*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte.

Deux points figurent à l'ordre du jour d'aujourd'hui: l'audition publique des représentants de l'Agence juive pour la Palestine et l'audition de représentants de l'Union communiste de Palestine. Adoptez-vous cet ordre du jour?

Aucune objection n'est soulevée.

Le PRÉSIDENT: L'ordre du jour est adopté.

Le premier point est la suite de l'audition des représentants de l'Agence juive pour la Palestine. Monsieur Shertok, voulez-vous, je vous prie, prendre place à la tribune.

M. Shertok, représentant de l'Agence juive, prend place à la tribune.

M. SHERTOK: J'ai dit, Monsieur le Président, qu'un statut était une condition préliminaire essentielle de la paix politique. Je pense qu'il en est ainsi tant pour les questions importantes que pour les questions secondaires. Le problème de l'adaptation réciproque dans ce pays est extrêmement difficile. Sa solution exige un certain sens des réalités, une certaine aptitude à accepter les faits. Et il est essentiel en définitive dans l'intérêt de la paix que certains faits soient très nettement établis et que soit abandonnée toute idée de n'en pas tenir compte ou de les modifier par des menaces ou par la force. J'illustrerai par un exemple ce que j'essaie de vous faire saisir. Je prendrai le cas de la municipalité de Jérusalem. Il y a dans la ville de Jérusalem une majorité de Juifs et pourtant il y a toujours eu un maire arabe à la tête du Conseil municipal de Jérusalem. Avec le temps, cela devint anormal. La ville allait en se développant, sa population également et ses services aussi. Les Juifs en

vinrent à jouer un rôle très important dans la gestion des affaires de la ville; ils estimèrent que c'était leur porter préjudice, et ils en vinrent même à considérer que c'était porter préjudice à la ville tout entière, que de leur refuser leur part équitable dans l'administration de la ville. Ils estimèrent qu'ils devaient avoir aussi une chance de se trouver à la tête du Conseil municipal. Ce problème retint l'attention du Gouvernement, et des Juifs comme des Arabes, pendant longtemps. En fin de compte, le Gouvernement prit une décision, qu'il annonça officiellement. Il avait élaboré un système de rotation pour la mairie de Jérusalem, rotation triple: un maire musulman, un maire chrétien et un maire juif devant occuper la mairie à tour de rôle. Cette idée n'était pas tout à fait du goût des Juifs. Elle leur était particulièrement désagréable parce que, si l'on désignait comme maire chrétien un Arabe chrétien, cela reviendrait à établir une proportion d'un Juif pour deux Arabes, et les Juifs seraient dans ce cas, quant au temps sinon quant à l'espace, relégués au rang de minorité. Mais les Juifs eurent conscience, ou tout au moins essayèrent de prendre conscience, de l'aspect plus vaste du problème, du caractère unique de la ville de Jérusalem, des souvenirs qu'elle rappelle, et ils décidèrent d'acquiescer à cette proposition et de l'accepter. Ils en informèrent le Gouvernement. Bien qu'ils fussent, et qu'ils soient toujours, en majorité, et bien qu'ils se soient estimés fondés à occuper à titre permanent le poste de maire en raison de la tradition, en raison de la situation actuelle, ils se déclarèrent disposés à collaborer à l'exécution de ce projet. Ils avaient certains desiderata supplémentaires qu'ils formulèrent, mais ils n'en firent pas une condition. Ils ne subordonnèrent pas leur consentement à l'acceptation de ces desiderata. Ceux-ci ne constituaient que l'expression d'un vœu. Et ils déclarèrent formellement, blanc sur noir, qu'ils acceptaient le projet. Notez bien qu'il ne s'agissait pas de sondages préliminaires ni de négociations officieuses. Cela se passait après que le Gouvernement lui-même se fût définitivement prononcé en annonçant officiellement que telle était sa décision. Les Arabes refusèrent de collaborer. Ils rejetèrent le projet. Ils insistèrent pour que le poste de maire demeurât à tout jamais dans l'avenir leur possession exclusive. Le résultat fut que le Gouvernement recula; il renonça au projet, il l'abandonna. En abandonnant le projet, le Gouvernement en imputa l'échec à titre égal aux deux parties. Le rejet pur et simple et l'acceptation incomplète avec desiderata supplémentaires ont été présentés par le Gouvernement, dans une déclaration officielle,

comme revenant au même, comme un refus des deux parties de collaborer. Le Gouvernement procéda alors à la dissolution du Conseil municipal. Les conseillers juifs étaient disposés à exercer leurs fonctions. Une personnalité juive faisait alors fonctions de maire par intérim depuis plusieurs années. Aucune plainte d'aucune sorte n'avait été formulée sur la manière dont cet homme gérait les affaires municipales. Cependant, tous les conseillers municipaux, y compris les conseillers juifs, reçurent leur congé et une administration britannique directe fut instituée à l'Hôtel de ville de Jérusalem. Voilà deux ans maintenant que Jérusalem ne jouit pas de l'autonomie élémentaire pour la gestion de ses affaires municipales. Celles-ci sont administrées par des fonctionnaires britanniques nommés. Qu'est-ce que cela implique ? Cela implique une prime à l'intransigeance, un encouragement formel à ne pas voir les réalités telles qu'elles sont et à ne pas faire preuve d'esprit d'adaptation à ces réalités. C'est une victoire des tactiques de boycottage. Nous avons tous considéré que les Arabes adoptaient cette attitude intransigente uniquement parce qu'ils savaient qu'ainsi ils feraient échouer le projet et contraindraient le Gouvernement à battre en retraite. S'ils avaient été convaincus que le Gouvernement s'en tiendrait à sa décision et que, ce à quoi ils aboutiraient, serait de laisser la gestion des affaires municipales aux mains des Juifs exclusivement et d'en être complètement écartés, ils y auraient réfléchi à deux fois avant de se décider pour l'attitude qu'ils ont adoptée. Ils auraient cédé et cela n'aurait en aucune manière impliqué le sacrifice d'un droit légitime quelconque. Bien que les Juifs soient en majorité, la composition du conseil comporte une moitié de Juifs et une moitié d'Arabes et ils auraient eu leur tour pour l'occupation de la mairie. Cela n'aurait impliqué aucune concession indue, aucune concession injustifiée de leur part.

Cela a été pour nous une leçon. Nous la citons comme exemple à ne pas suivre. Je crois que la même chose est vraie dans des sphères plus élevées, dans la sphère suprême des affaires politiques de ce pays, en ce qui concerne le règlement du problème politique majeur. Je suis convaincu que lorsque les Arabes sauront qu'ils se trouveront en présence de nous aux Nations Unies, sur un pied d'égalité, toute la complexité des relations judéo-arabes en Palestine et dans le Moyen-Orient sera transformée. Ce sera un fait dont ils ne pourront pas ne pas tenir compte.

A vrai dire, de notre point de vue personnel et égoïste, si vous voulez, le fait que nous ne sommes pas membres de l'Organisation des Nations Unies constitue une anomalie intolérable. Nous nous demandons par quel principe d'équité élémentaire, on peut justifier notre exclusion de ce haut organisme international. La réponse est claire, nous ne sommes pas un Etat. Mais cette

réponse ne fait que soulever la question suivante : pourquoi ne sommes-nous pas un Etat ? Pourquoi ne serions-nous pas un Etat ? Comment est-il possible de justifier une situation dans laquelle des nations venant de toutes les parties du monde civilisé se réunissent pour discuter entre elles un problème qui intéresse de la façon la plus vitale le sort et l'avenir d'un peuple déterminé, beaucoup plus en tout cas qu'ils n'intéresse le sort et l'avenir d'aucun de ceux qui siègent à ces réunions ; comment justifier que ce peuple soit cependant exclu du Conseil ?

Monsieur le Président, certains de mes amis et moi-même avons déjà subi une épreuve aussi humiliante en 1937. En 1937, M. Ben Gurion et moi assistions à l'Assemblée générale de la Société des Nations à Genève, et aux séances de la Sixième commission, qui discutait la question des mandats, y compris celui de la Palestine. Nous avons pris place dans la tribune de la presse, parmi les invités. Au parterre étaient réunies toutes les nations du monde dans leur organisation de l'époque. Un représentant de l'Irak et un représentant de l'Egypte se livrèrent du haut de la tribune de cette Assemblée à des attaques de front contre le mandat, contre les droits des Juifs en Palestine, contre le statut du peuple juif en Palestine. Personne ne répondit à leurs accusations. Nous fûmes condamnés par défaut. Etant donnée la façon dont le problème était posé, seul un représentant juif aurait pu répondre. Mais le représentant juif étant absent, les intérêts du peuple juif demeurèrent sans défense. A la Sixième commission, tous ceux qui occupaient une place quelconque dans l'arène internationale se levèrent et firent connaître au monde leur manière de voir, et ils étaient parfaitement en droit de le faire, sur ce qu'il convenait d'accorder ou non aux Juifs en Palestine. Nous avons vu comment la politique du monde en ce qui nous concerne était élaborée sous nos propres yeux. Seuls de tous les intéressés, nous dûmes garder le silence,—et nous croyions pourtant (et nous ne pensions pas qu'il était immodeste de notre part de le croire), que notre sort nous intéressait plus que quiconque de ceux qui discutaient le problème.—Maintenant il a été remédié en partie à cette injustice, lors de la dernière session extraordinaire de l'Assemblée, à Lake Success. Nous apprécions pleinement ce remède partiel, mais nous ne pouvons nous estimer satisfaits d'une admission sous cette forme, nous ne pouvons accepter d'être seulement tolérés. Nous devons revendiquer notre admission de droit. Pouvez-vous imaginer, que, s'il existait un Etat juif et que cet Etat juif eût un siège à l'Organisation des Nations Unies, les Arabes nous boycotteraient de la manière dont ils le font maintenant par des édits de leurs Gouvernements respectifs, publiquement, officiellement promulgués, et appliqués dans l'un des pays avec la peine de mort comme sanction ? Cela est-il con-

cevable ? Nous aurions alors entre les mains les armes les plus légitimes et les plus parfaitement pacifiques pour nous défendre. Nous serions en mesure d'user de représailles comme le ferait à notre place tout autre Etat. Nous pourrions empêcher le transit en Palestine des marchandises à destination des pays qui nous boycotteraient. Nous pourrions refuser des visas aux nationaux de ces pays s'ils désiraient visiter la Palestine. Nous pourrions suspendre nos achats dans ces pays. Et, enfin, nous pourrions les assigner devant un tribunal, devant l'Assemblée des Nations Unies, pour violation flagrante des dispositions expresses de la Charte, et de leurs accords commerciaux, de leurs traités avec la Palestine. Toutes ces possibilités de défense existent aujourd'hui. Elles ne sont pas à notre disposition. Elles sont entre les mains d'une administration qui ne se soucie pas d'y avoir recours. Nous ne sommes pas admis dans les pays arabes. Je ne veux pas rappeler tous les événements quotidiens, parler de ceux d'hier et de ceux d'avant-hier. Vous savez tous ce qui se produit à propos de votre prochaine visite au Liban et les mesures discriminatoires dont font l'objet les représentants de la presse juive. A l'heure actuelle, tout ressortissant de n'importe quel pays voisin peut visiter la Palestine. Les Juifs de Palestine ne peuvent aller dans tous les pays voisins. A l'heure actuelle nous achetons encore et nous sommes contraints d'acheter des denrées alimentaires à certains de nos voisins à des prix exorbitants. Nous aurions pu obtenir ces denrées alimentaires à des prix plus avantageux ailleurs. Nous devons les acheter là où on nous dit de les acheter. Et personne jusqu'ici n'a pris fait et cause pour nous à l'Assemblée et n'a fait valoir le caractère inconstitutionnel de ce boycottage racial pratiqué par des Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ont juré fidélité à la Charte.

Je n'envisage pas, avec plaisir d'ailleurs, l'éventualité d'un tel conflit, d'une rupture de tous les liens, du refus des visas, de l'arrêt du commerce, et je ne pense pas que nous aurions effectivement à en venir là, car, le seul fait de savoir que telle serait la réaction à un boycottage, agirait comme préventif puissant. Dans de telles circonstances, les Etats arabes, je le répète, y auraient réfléchi à deux fois avant de s'aventurer dans le boycottage, et, y ayant réfléchi à deux fois, ils ne s'y seraient pas aventurés. Toute tentation d'agression aurait été étouffée dans l'œuf. C'est l'absence de défense qui incite à l'agression et, une fois la porte fermée à de telles incitations, d'autres desseins commencent à l'emporter, desseins d'ordre constructif. En somme, ces gens ne sont pas seulement nationalistes, ce sont aussi des chefs d'Etats. Ils doivent veiller à des intérêts d'Etats. Ils ne peuvent être indifférents aux intérêts du commerce, aux intérêts des communications. Ils doivent être réalistes. Ils

doivent tenir compte de toutes ces considérations. Ils peuvent haïr les Juifs, mais ils ne peuvent empêcher leur présence dans le Moyen-Orient, ni le fait qu'ils constituent une puissance politique. Dans cet ensemble de circonstances, que j'essaie d'envisager, ils seraient amenés, par un simple contact avec la réalité, à se rendre compte qu'ils ont besoin de nous, autant que nous-mêmes nous avons besoin d'eux et qu'il ne sert à rien de se quereller. L'élaboration d'un *modus vivendi*, d'un *modus cooperandi* deviendrait indispensable. Les barrières des préjugés s'effondreraient alors sous la pression des nécessités communes et des intérêts respectifs. C'est une évolution à laquelle un Etat juif, et un Etat juif seul, donnera naissance. Elle ne se réalisera pas en une nuit. Il lui faudra du temps pour mûrir, mais, lentement et sûrement elle mûrira.

Monsieur le Président, nous sommes convaincus que le problème que je m'efforce de mettre en lumière ne recevra de solution que par un accord de fédération. Nous voudrions établir une distinction très nette entre deux conceptions, deux conceptions possibles du fédéralisme, celle d'un Etat fédéral et celle d'une confédération d'Etats. Nous nous opposerions à la première conception. Nous nous prononcerions en faveur de la seconde. Nous ne sommes pas venus ici pour vivre dans l'isolement. Nous sommes venus ici pour nous intégrer dans un système cohérent et une confédération d'Etats constitue une forme d'intégration. Il est vrai que, comme nous le constatons maintenant, la Ligue arabe n'est pas une confédération. C'est tout juste une communauté d'états, unis les uns aux autres par des liens assez lâches en vue d'une action commune à l'égard de certaines questions. La Syrie et le Liban même, pays si intimement liés, ne constituent pas une fédération. C'est-à-dire qu'ils ne manifestent aucun désir d'abandonner une partie de leur souveraineté en faveur de quelque organisme central. Mais nous, en principe et à priori, nous ne sommes pas opposés à l'idée d'une fédération d'Etats, sous réserve qu'il s'agisse d'une fédération d'Etats indépendants. Non seulement nous n'y sommes pas opposés, mais nous estimons qu'il peut en résulter beaucoup de bien.

La solution qui ne nous paraît devoir résoudre le problème est celle d'un Etat fédéral; c'est-à-dire, une solution en vertu de laquelle nous serions un des éléments d'un Etat qui règnerait sur nous et qui ne nous laisserait pas libres et indépendants. Une telle forme de fédéralisme impliquerait un heurt continu de tendances divergentes qui détruirait la structure de l'Etat. Et le seul moyen d'empêcher la destruction de la structure de l'Etat consisterait alors à mettre à la tête de la fédération un arbitre très fort, très puissant, une tierce partie, et cette tierce partie deviendrait le point de concentra-

tion du pouvoir. Des pouvoirs de plus en plus grands se concentreraient entre ses mains. En tout état de cause, la tierce partie devrait avoir une voix décisive pour toutes les questions d'un caractère, pourrais-je dire, dynamique qui se poseraient. La suppression de l'indépendance s'ensuivrait. L'arbitre serait soumis à des pressions et contre-pressions constantes de part et d'autre, et la situation dégènerait inévitablement comme elle a dégénéré en effet. Le problème demeurerait sans solution; il faudrait créer une autre commission pour procéder à une nouvelle enquête. Le désir ardent de devenir un Etat, qu'éprouve le peuple juif demeurerait insatisfait. Cette aspiration resterait toujours enracinée, dans le cœur des Juifs, et continuerait à poser un problème d'ordre international.

La question ne peut, d'autre part, se résoudre par l'adoption d'une solution bi-nationale; une solution bi-nationale fondée sur la parité. Une telle solution, pour être efficace, présuppose deux volontés collectives agissant dans l'ensemble en harmonie. Il ne s'agit pas d'accord entre particuliers sur des questions d'importance secondaire. Les individus peuvent s'entendre malgré les barrières de la race, de la communauté ou de la religion, mais, sur les questions importantes, on se trouvera en présence, pour une durée considérable — Dieu sait pour combien de temps — de deux entités nationales ayant chacune sa propre volonté collective. Et pour imaginer qu'un tel Etat puisse vivre, il faut supposer une volonté de marcher côte à côte chez ces deux entités nationales.

Ces conditions préalables n'existent pas et la question est, je le crains, purement académique. Même si, pour les besoins de la discussion, j'admettais qu'il y a là une question de politique réaliste, (ce que je ne fais pas), je devrais dire que cette politique conduirait soit à une impasse sans issue pour les questions les plus importantes, soit à une suppression virtuelle de l'indépendance.

Encore une fois, pour que la situation échappe à une impasse sans issue, il faudrait introduire une tierce partie, qu'on y soit amené par prévoyance ou par l'esprit de l'escalier. Je ne pense pas que j'aie toute la compétence voulue pour émettre une opinion sur la question, du point de vue du droit constitutionnel comparé, mais il n'y a pas, à ma connaissance, de précédent à un régime de ce genre. Il existe de par le monde des Etats bi-nationaux et des Etats multinationaux, et, dans tous, la souveraineté revient en dernière analyse à la majorité de la population ou à la majorité d'une assemblée élue. En dernier ressort, c'est la majorité qui l'emporte et nulle part on ne trouve deux communautés d'égale importance dressées l'une contre l'autre. Il aurait été plus logique d'envisager une solution de ce genre dans ces pays, plutôt que dans

un pays comme la Palestine, car il n'existe pas dans ces pays de désaccords aussi fondamentaux ni de divergences aussi prononcées.

Ce n'est pas une solution pratique. Je dois souligner encore et toujours, que la question n'est pas de savoir si Juifs et Arabes peuvent vivre ensemble dans le cadre d'un Etat. Ils le peuvent. Ils le feront. La question est de savoir s'ils peuvent faire fonctionner les rouages d'un Etat en pesant d'un poids égal dans ses conseils. Ils tireront chacun de leur côté. Le problème qui se pose dans ce pays n'est pas de savoir comment trancher les différends entre deux parties statiques de la population du pays. Si tel était le cas, il ne présenterait pas tant de difficultés. Le problème consiste à concilier l'indépendance avec le développement dynamique de la partie juive et du pays lui-même. Je pourrais formuler peut-être cette idée de façon un peu différente et ce serait probablement plus exact.

Le problème consiste à faire de l'indépendance un moyen de développement et non un moyen de paralyser le développement. Mais, si vous accordez l'égalité aux éléments statiques et aux éléments dynamiques, les éléments statiques auront l'avantage.

L'égalité du droit de veto entraînerait la défaite des Juifs. Que peut faire aux Arabes un veto juif au point de vue vital, au point de vue crucial? Les Arabes sont ici. Aucun être sensé n'essayera de les en chasser; en tous cas, on n'y arriverait pas par un veto. Quel acte positif pourrait anéantir l'espoir des Arabes de vivre ici, d'y prospérer? Mais un veto arabe pourrait empêcher et empêcherait l'immigration juive; or c'est la question fondamentale pour les Juifs. Et vous ne résoudrez pas le problème en isolant la question de l'immigration pour la confier à quelque autorité spéciale. Elle ne peut être isolée. Le problème de l'immigration est lié à tout le mécanisme gouvernemental, à la politique économique et à la politique fiscale. Il ne s'agit pas seulement de délivrer des visas et de laisser entrer des gens. Il s'agit d'absorber ces gens, de leur procurer la subsistance, de donner à la politique économique du pays une orientation qui permette d'absorber les immigrants. S'il existe une certaine harmonie entre l'autorité spéciale chargée de l'immigration et les rouages de l'Etat, alors tout ira bien. Mais s'il existe un désaccord complet, s'il y a possibilité d'un tel désaccord, je dirai même la certitude d'un tel désaccord, alors l'organisme ne fonctionnera pas et les pouvoirs relatifs à l'immigration que vous pourriez accorder à l'autorité spéciale se révéleront illusoire.

Puis-je attirer l'attention de la Commission sur notre memorandum intitulé "Enquête politique, 1946-1947"? Je sais combien sont volumineux les documents que vous avez à lire et je

me permets par conséquent d'attirer tout particulièrement votre attention sur l'un des chapitres de ce mémorandum, je veux dire sur le chapitre intitulé: "Solutions" qui fait l'objet des vingt dernières pages du mémorandum, pages 49 à 71, dans lequel nous avons essayé d'examiner en détail toutes les propositions dont il a été question, de les discuter d'une manière analytique et critique.

Dans un état bi-national, je le répète, s'il m'est permis de poursuivre, nous serons irrésistiblement entraînés vers l'installation d'une tierce partie, avec tous les résultats négatifs que cela implique, et avant tout, l'absence d'indépendance. Par ailleurs, dans la conception qui aboutit au bi-nationalisme, la véritable question en jeu est laissée de côté. Lorsqu'on parle de bi-nationalisme, le point de départ est le pays de Palestine, la manière de résoudre les problèmes qui se posent pour lui. Il s'agit d'un pays ayant deux peuples. Mais ce n'est pas le véritable point de départ du problème. Le véritable point de départ est la situation du peuple juif. Le problème de la Palestine n'est qu'un aspect du problème juif. S'il n'y avait pas eu de problème juif, il n'y aurait pas aujourd'hui de problème palestinien. Vous vous apercevrez, si vous ne vous bornez pas à un examen superficiel des choses, que ce qu'on appelle techniquement le problème de Palestine, c'est le problème juif. Voilà le cœur de la difficulté. Vous ne pouvez résoudre le problème si vous ne tenez pas compte de ses racines dans l'histoire, si vous ne l'envisagez pas dans l'avenir. Vous ne le résoudrez pas si vous le ramenez à la Palestine actuelle, si vous écartez la situation mondiale du peuple juif d'une part, et la situation internationale actuelle du monde arabe d'autre part. Et ce dont nous croyons qu'il faut tout d'abord comprendre c'est dans quelle mesure et avec quelle intense détermination les Juifs du monde entier aspirent à la Palestine, le désir ardent qui pousse des centaines de milliers d'entre eux à entrer en Palestine; le désir intense de tout le peuple juif, dans la mesure où il pense, agit et veut collectivement, de constituer un Etat en Palestine. Il faut tenir compte de toutes les données du problème, de sa vaste portée internationale et de son importance historique. La fin que doit se proposer le monde est d'essayer de guérir le monde de ce malaise particulier, de ce malaise mondial qu'on appelle "la question juive".

Il y a aujourd'hui un important réveil de la conscience juive dans le monde entier, non seulement dans les pays où la situation des Juifs est encore très précaire, mais aussi dans les pays, — et peut-être plus particulièrement dans les pays où les Juifs sont assez étroitement associés à la vie économique et sociale et jouissent d'une complète égalité des droits. Dans la mesure où ils ne sont pas entièrement absorbés par leur milieu, et la grande majorité ne l'est pas, dans la

mesure où ils se préoccupent de l'avenir du peuple juif, ils s'enrôlent de plus en plus sous la bannière sioniste; ils font de plus en plus effort pour essayer de résoudre le problème de leur peuple grâce à la Palestine.

Il y a dans l'histoire juive contemporaine deux événements importants dont les effets sont concordants: l'extermination en Europe et la renaissance en Palestine. Ces deux événements sont comme deux pôles qui galvanisent la volonté nationale juive et l'incitent à agir. Ils sont générateurs de cette volonté. Et ils la rendent de plus en plus active. Ils exacerbent notre désir de renaissance, seul moyen d'empêcher un retour de l'extermination, de fournir tout au moins un asile sûr, sûr parce qu'il sera la possession du peuple juif.

Il ne peut y avoir de stabilité permanente, il ne saurait y avoir de bonheur permanent en Palestine ni dans le monde en ce qui concerne la situation des Juifs, tant que ce désir élémentaire ne sera pas satisfait. S'il ne l'est pas, la tension continuera, les situations dangereuses persisteront, la répression continuera avec tous ses résultats tragiques. Nous connaissons pleinement la force de l'opposition en présence de laquelle nous nous trouvons, mais nous croyons que, ce désir une fois satisfait dans la mesure où il peut humainement l'être, l'opposition s'effondrera. La force des faits, la force convaincante et irrésistible des faits, s'imposera nécessairement. Si l'on atteint et si l'on dépasse un certain stade, après ce stade, l'opposition n'aura plus de raison d'être. Elle n'aura plus d'espoir. L'opposition se nourrit de la croyance qu'elle peut réussir à empêcher certaines réalisations. Mais une fois ces réalisations atteintes, rien ne peut plus être changé. Et cette opposition ne recouvre rien de véritablement vital, aucun intérêt de vie ou de mort. Maintenir les Juifs hors de Palestine n'est pas une question de vie ou de mort pour le monde arabe. S'établir en Palestine, est une question de vie ou de mort pour le peuple juif en tant que peuple: je ne parle pas de chacun, en particulier. Si l'on donne satisfaction à ce désir d'ordre positif, on mettra un terme à la période d'agitation et de difficulté. Si l'on cède à l'obstruction, on prolongera indéfiniment la période d'agitation et de troubles.

L'Etat juif sera accepté un jour ou l'autre, tout comme nos voisins proches et lointains ont fini par accepter les 650.000 Juifs. Les craintes arabes peuvent dans une certaine mesure être sincères. Elles n'en sont pas moins déraisonnables. Imaginer que le bien-être des Arabes de Palestine, que l'indépendance et l'intégrité des pays arabes qui nous entourent, risquent d'être menacés par la création d'un Etat juif, voilà une fantaisie absolument morbide. La réalité dissipera les craintes. Les craintes qui subsistent, disparaîtront, tout comme ont été conjurées dans

un passé très récent les prévisions terrifiantes sur le résultat qu'aurait l'entrée de 200.000 Juifs de plus en Palestine; sur la façon dont les Arabes seraient expropriés de leur sol, transformés en bandes de vagabonds sans feu ni lieu, errant dans le pays, devenant bandits de grand chemin; sur la façon dont les Arabes seraient chassés, seraient complètement subjugués, etc. Elles seront dissipées tout comme ces terrifiantes visions l'ont été. La question est de savoir si ces craintes imaginaires doivent l'emporter sur la cruelle nécessité en présence de laquelle se trouve aujourd'hui le monde et sur des considérations de justice internationale. La question est de savoir si le rôle de la Palestine dans l'histoire doit être dénaturé sous la menace de la force réactionnaire brutale. Nous sommes convaincus que cette menace est vaine. Le verdict de la conscience internationale ne sera pas bravé, il ne le sera certainement pas en dernière analyse.

Mais je dois insister à nouveau sur le fait que le point de départ est la situation du peuple juif, et le lien concret qui existe entre cette situation et le problème de la Palestine est l'immigration, le droit au retour. Si on le reconnaît, le reste suit automatiquement. Si on le reconnaît, le corollaire inévitable est qu'il faut un territoire assez grand pour que les Juifs s'y établissent, aussi grand que possible, et vous savez que la Palestine toute entière ne serait pas un pays trop grand.

Un autre corollaire fondamental est la souveraineté, la souveraineté juive, seule garantie ultime et efficace de l'entrée en Palestine. Ce que nous devons chercher à obtenir, c'est une sanction internationale pour quelque chose qui est à cet égard profondément ancré dans la conscience juive. Car, pour ce qui concerne le retour du peuple juif en Palestine, le peuple juif s'est toujours considéré comme souverain.

Monsieur le Président, messieurs, au risque d'abuser de votre patience, j'estime que je dois très brièvement rappeler le destin de cette cargaison de Juifs qui, en 1942, s'est abîmée au fond de la mer Noire. Je ne le fais pas pour vous attendrir. Je le fais parce que cet événement tragique illustre, résume toute la situation politique qui est le nœud du problème. Ce bateau est resté deux mois à Istanbul. Il est resté là, implorant de tout le monde civilisé, mérisicorde, refuge et salut. Quels sont les états civilisés alliés ou neutres qui n'avaient pas de représentants à Istanbul? Le monde entier, donc, vit le bateau. Le monde entier sut ce qui était en jeu. Et le monde entier a laissé ces êtres périr.

Je vous prie, Monsieur le Président, Messieurs, de bien me comprendre. Ce n'est pas que nous ayons été plus particulièrement impressionnés par la mort de 764 autres personnes, hommes, femmes et enfants. A cette époque, la guerre faisait rage autour de nous, et non seulement à travers le monde, mais l'ennemi était à nos

portes. Même nous, en Palestine, nous avons eu nos pertes de guerre. Des vingtaines d'entre nous sont morts victimes des raids aériens de l'ennemi. Des centaines de nos fils et de nos frères sont tombés sur les champs de bataille d'Afrique et d'Europe. Une fois, un bateau entier transportant des troupes palestiniennes a été coulé par les Allemands en Méditerranée. Plusieurs de nos jeunes hommes et de nos jeunes femmes, la fleur de notre jeunesse, la fierté du *Yishuv* se sont engagés comme volontaires pour être parachutés derrière les lignes ennemies et ont été exécutés par l'ennemi à Dachau, dans la cour de la prison de Budapest, dans les postes nazis de Slovaquie. Nous les avons tous pleurés, mais nous étions fiers d'eux. Ils sont tombés en combattant. Il ne s'agit donc pas, dans notre esprit, de la mort de 764 Juifs de plus; c'est la façon dont ils sont morts qui nous a atteints. Pouvez-vous concevoir un tel destin s'abattant sur un autre peuple? Un tel sort réservé, par exemple, à un transport de réfugiés polonais ou de réfugiés tchèques ou de réfugiés grecs ou de réfugiés yougoslaves ou de réfugiés appartenant à une nation européenne, américaine ou asiatique quelconque, et dans les mêmes conditions? Pouvez-vous imaginer que ces réfugiés, fuyant devant la mort, trouveraient fermées et verrouillées devant eux les portes de tous les pays, avant et par-dessus tout, les portes du pays que le monde entier leur avait promis pour patrie? Tout groupe de ce genre aurait été installé quelque part, n'importe où; tout comme en cette partie du monde, sous nos yeux, des réfugiés grecs ont été installés en Palestine, des réfugiés yougoslaves en Egypte, des réfugiés de guerre polonais en Iran, en Palestine et en Afrique orientale. On leur a donné un asile temporaire. On leur a donné cet asile, étant entendu que dès la fin de la guerre ils retourneraient dans leurs pays respectifs. La souveraineté de leurs peuples, à l'époque temporairement suspendue, mais dont le monde était certain qu'elle ressusciterait, était la garantie de leur rapatriement éventuel et servait donc d'instrument à leur sauvetage immédiat.

Le décret de mort qui a été prononcé contre le *Struma* en raison de l'absence de tout refuge sur toute la surface de la planète, était réservé aux Juifs exclusivement. Quel est le représentant national qui ait jamais eu à implorer aussi seul, et avec une telle rage contenue, pitié pour ses frères pourchassés et voués à la mort? Qui donc, n'ayant pu obtenir l'admission dans aucun pays de tous les passagers du transport, a dû réduire ses prétentions et supplier pour qu'au moins les enfants soient reçus quelque part? Qui donc a vu encore cette demande ne pas aboutir, parce que la permission vint trop tard? Cette torture a été réservée aux seuls Juifs. Eh bien, est-ce que chacun d'entre vous, après une telle épreuve, aurait pu ne pas prêter le serment sacré de lutter

jusqu'à son dernier souffle pour le rétablissement de l'Etat et de la souveraineté de son peuple de manière qu'il y ait sur la surface du globe un territoire, un territoire approprié, un territoire sûr,—en fait la propre patrie de ce peuple,—où il lui serait loisible de recevoir ses fils et ses filles persécutés sans avoir à recourir à la permission de qui que ce soit ?

Et maintenant, Monsieur le Président, Messieurs, puis-je dire que l'histoire du *Struma* n'a pas pris fin avec ce désastre. Elle commençait seulement. Et elle se poursuit aujourd'hui. Elle se poursuit encore. Les camps d'Europe sont tous pleins de passagers possible du *Struma*. Les camps de Chypre en sont remplis. Un grand nombre d'entre eux sont déjà dans les colonies de Palestine. Vous avez consacré beaucoup de temps, d'énergie et de force physique à la visite de nos villes et de nos colonies. Veuillez, je vous prie, achever l'exécution de votre programme. Je vous adresse cet appel au nom de l'Agence juive. Je suis sûr que je vous l'adresse au nom de ceux qui sont directement et physiquement intéressés. Visitez, je vous prie, les camps. Ces êtres sont une partie intégrante et organique de votre enquête. C'est leur situation et la situation historique du peuple juif qui a rendu cette situation possible, qui sont le véritable objet de votre enquête. Vous les avez vus ici, ressuscitant sous l'impulsion d'un nouvel espoir et vous avez vu le travail très dur, dur mais productif, qu'ils accomplissent. Vous devez les voir là-bas, vous devez voir comment ils vivent dans l'oisiveté forcée, privés de tout espoir, sauf maintenant cette nouvelle et faible lueur, le résultat possible de votre enquête et de vos conclusions, qui pourrait les secourir et les guérir avant qu'il soit trop tard. Nous savons que vous disposez de très peu de temps et que votre tâche est immense; aussi, faites un choix très rigoureux, mais veuillez visiter quelques camps et aussi au moins un des centres typiques de la vie juive dans l'Europe d'après-guerre où, hors des camps, les perspectives pour les Juifs sont aussi sombres qu'à l'intérieur des camps.

En conclusion, j'ai une demande encore à vous présenter au nom de l'Agence juive. Dans six semaines environ, vous adresserez vos recommandations au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il les communique à la session annuelle de l'Assemblée. La session de ce grand organisme durera bien des semaines, peut-être quelques mois. Entretemps, les Juifs d'Europe sans foyer subiront dans les camps leur troisième hiver depuis la fin de la guerre, un troisième hiver d'angoisse mentale, de souffrances physiques. Le *Yishuv*, les Juifs de Palestine connaîtront encore les angoisses de la lutte contre l'asphyxie du régime instauré par le Livre blanc.

Je vous prie de faire précéder votre rapport d'une recommandation pressante à l'Assemblée

pour lui demander qu'en attendant l'examen de la décision à prendre sur le problème essentiel, (examen qui, durant la session même de l'Assemblée, exigera obligatoirement quelque temps), elle décide d'améliorer immédiatement la situation à deux égards. Elle devrait insister pour la suppression immédiate de toutes les barrières et de toutes les prohibitions établies par le Livre blanc et pour l'admission sans restriction, sur une large échelle, en Palestine, des Juifs sans foyer. Telle devrait être la première et immédiate mesure à prendre en vue de la solution de notre problème. Mais ne retardez pas une solution sur ce point; ne recommandez pas qu'elle soit retardée par l'Assemblée.

En ce qui concerne la solution du problème même, nous nous en remettons, Monsieur le Président, Messieurs, à votre sagesse et à votre courage.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie, Monsieur Shertok.

Y a-t-il un membre de la Commission qui désire poser des questions à M. Shertok ?

M. FABREGAT (Uruguay): je vous prie de m'excuser, Monsieur le Président et vous aussi Monsieur Shertok, d'insister sur un problème qui a trait à l'enseignement. Il est dit dans la note présentée par l'administration de Palestine: "Les formes de l'activité culturelle dans lesquelles on pourrait trouver un terrain commun sont réduites en nombre par suite de la coexistence de deux systèmes d'éducation communautaires séparés. Sans aucun doute, la formation par une culture commune, étant donnés les antécédents très divers des enfants de la communauté juive, a constitué un problème complexe et difficile." La note parle de la place excessive prise par un nationalisme de caractère péremptoire et exclusif dans le système d'éducation communautaire.

Pensez-vous, Monsieur Shertok, qu'il sera possible dans un proche avenir d'instituer un régime d'écoles communes, en espagnol nous disons *escuelas comunes*, pour tous les enfants du pays, sans aucune distinction ? Croyez-vous la chose possible ?

M. SHERTOK: Je ne le pense pas, Monsieur. Je ne pense pas que cela soit possible, et je ne pense pas que cela soit souhaitable. Je pense que jeter les enfants juifs et les enfants arabes dans le même creuset afin de les instruire soulèverait un problème insoluble, le problème de la langue et le problème de la culture nationale. On ne peut donner l'enseignement sans s'appuyer sur une culture nationale donnée. Et l'on ne peut certainement pas enseigner sans une langue donnée comme moyen d'instruction.

Par ailleurs, je n'aimerais pas voir servir à assimiler les enfants juifs, la langue arabe et la

culture arabe, pas plus que je n'aimerais voir servir à assimiler les enfants arabes la langue et la culture juives.

Le PRÉSIDENT: Puis-je développer la question de M. Fabregat? N'existe-t-il pas des écoles communes dans lesquelles les enfants arabes et les enfants juifs reçoivent l'enseignement ensemble?

M. SHERTOK: Il existe quelques écoles missionnaires fréquentées, entre autres, par quelques enfants juifs et par quelques enfants arabes. Je ne parle pas de l'aspect religieux de la question. Il ne s'agit pas de procéder à une conversion directe dans ces écoles. Ce sont des écoles et certaines d'entre elles sont d'excellentes écoles en tant que telles. Mais je considérerais comme un désastre national de première grandeur que tous les enfants juifs reçoivent l'enseignement dans ces écoles, car il n'y aurait alors aucun espoir d'une renaissance culturelle du peuple juif, d'une vie culturelle indépendante. Et je crois qu'une race ainsi éduquée serait stérile du point de vue culturel. Elle ne serait pas créatrice.

Je suis reconnaissant au professeur Fabregat d'avoir attiré mon attention sur ce paragraphe du rapport. Je crois m'en souvenir. C'est un très curieux paragraphe. Le Gouvernement de Palestine se plaint de ce que les enfants reçoivent un enseignement séparé. Comment propose-t-il de les instruire? Le Gouvernement de Palestine, dans ce paragraphe, se plaint de ce que l'hébreu et l'arabe sont langues officielles et il dit—il n'emploie par le mot "gêne intolérable"—mais c'est à peu près ce qu'il veut dire, il dit que cela constitue une grande difficulté d'avoir à traduire dans les deux langues les discours prononcés dans les séances communes. Cette constatation semble reposer sur la conception fondamentale que le pays doit exister pour la commodité des fonctionnaires et non les fonctionnaires pour la commodité du pays. On semble penser au fond qu'il est navrant que les Juifs comme les Arabes aient leur langue nationale, héritage culturel à défendre et à transmettre aux générations à venir. Pourquoi ne parleraient-ils pas tous anglais? L'anglais est une très belle langue et une langue très riche, mais elle n'est pas la leur. Elle n'a pas de racines dans leurs cœurs, elle n'a pas de racines dans leurs mémoires, elle ne leur rappelle rien. Elle n'offre donc aucune possibilité d'expression personnelle et créatrice pour les uns ni pour les autres. Je pense que ce paragraphe et les idées qu'il implique sont stupéfiants. Ce pays abrite deux peuples, deux peuples cultivés. Ils ont leurs langues et ils sont résolus à en poursuivre le développement. Il est très utile de connaître l'anglais. Il peut être utile de connaître le français. Je pense qu'il est très utile de con-

naître l'espagnol. Et l'anglais s'enseigne dans nos écoles.

Soit dit en passant (s'il est question à nouveau de diminuer l'inégalité entre les deux peuples), l'arabe est enseigné dans presque toutes les écoles secondaires juives et dans un grand nombre d'écoles primaires. L'hébreu n'est enseigné dans aucune école gouvernementale. Pourquoi donc? Cela rapprocherait un peu les Juifs des Arabes. Je crois, Monsieur le Président, que la politique du pays doit consister à accroître dans toute la mesure du possible, le pourcentage des individus bilingues, bilingues en hébreu et en arabe. Ceux qui en ont le temps et qui peuvent se permettre d'apprendre une troisième langue, de grâce laissez-les faire. Mais il est très important que le nombre de Juifs parlant arabe et d'Arabes parlant hébreu aille en augmentant: pour les Juifs, ce sera le résultat d'un effort concerté, d'une politique consciente; pour les Arabes ce sera simplement parce que beaucoup d'Arabes trouveront utile de savoir un peu d'hébreu. Je suis persuadé que cette évolution se réalisera avec le temps. Tout comme en Suisse. En Suisse française, la langue véhiculaire est le français, mais on enseigne l'allemand. En Suisse alémanique, l'enseignement est donné en allemand, mais on enseigne le français. Telle devrait être, je crois, la politique de la Palestine.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous d'autres questions à poser?

M. FABREGAT (Uruguay): Non, merci.

Le PRÉSIDENT: C'est tout ce que je désirais demander.

M. GRANADOS (Guatemala): Dans le paragraphe 10 du Livre bleu de l'administration, dont le professeur Fabregat a déjà parlé, il est dit—je ne cite pas car je n'ai pas le document sous les yeux, mais le sens est plus ou moins celui-ci—: si l'Agence juive s'était bornée à exercer certaines attributions déterminées, la situation serait différente, mais l'Agence n'est pas restée dans le cadre desdites attributions.

Qu'avez-vous à dire à propos de cette affirmation?

M. SHERTOK: Je vous répondrai dans un moment. J'aimerais jeter un coup d'œil sur ce paragraphe afin de me rafraîchir la mémoire. Je crois me souvenir de l'avoir vu. C'est également un paragraphe contre lequel nous devons nous élever avec force. Je crois qu'il constitue une tentative faite pour accorder à posteriori la nationalité anglaise à un organisme qui, à l'origine, avait été conçu dans un esprit entièrement différent.

Le point essentiel est que l'Agence juive, à qui le mandat a donné sa considération, n'a pas

été créée par lui. Le mandat a reconnu l'Organisation sioniste comme agence juive. Mais les organisations sionistes existaient antérieurement au mandat. Peut-être que, sans organisation sioniste, il n'y aurait pas eu de mandat britannique sur la Palestine. L'Organisation sioniste puisait sa force en elle-même. Elle était déjà avant la première guerre mondiale la principale agence de colonisation juive en Palestine. Durant la guerre, elle s'est chargée d'assurer la survivance de la communauté juive. Durant la guerre encore, elle a obtenu, par l'intermédiaire de ses chefs, la Déclaration Balfour. Lorsque le Gouvernement britannique, par le moyen du mandat, a conféré le statut d'agence juive à l'Organisation sioniste, il ne l'a pas fait seulement en pleine connaissance de cause, mais en raison de sa propre connaissance des faits. Parce qu'il savait que c'était un groupement puissant, un organisme représentatif national qui semblait au Gouvernement britannique digne d'être accepté pour associé dans son entreprise. Sinon, cette association n'aurait pas eu d'intérêt à ses yeux. Le Gouvernement britannique supposait très certainement alors que l'Agence juive continuerait à se comporter comme organisme indépendant dans le développement de la Palestine.

Je me souviens de la phrase si souvent citée à cette époque-là. A la Conférence de San-Remo, lorsque le Conseil suprême allié décida de confier le mandat à la Grande-Bretagne, M. Lloyd George eut avec le Dr Weizmann un entretien au cours duquel il lui communiqua cette décision. Et lorsqu'il eut terminé sa communication officielle, il lui dit: "On vous a lancés, il vous appartient de réussir." "Réussir" ne signifiait pas seulement collaborer avec l'administration palestinienne; cela signifiait accepter la charge de faire entrer des immigrants, de les installer, d'organiser et de mettre en valeur, de se procurer des ressources financières.

Il me vient une idée. Supposons que l'Agence juive ait échoué dans sa tâche. Supposons qu'elle ait échoué misérablement et d'une façon très évidente. Supposons que la terre qu'elle avait acquise n'ait pas été utilisée comme il convenait, qu'elle ait été mal exploitée. Supposons que les fermes juives aient été de misérables entreprises vivant au ralenti. Supposons qu'il y ait en Palestine un chômage important, un important remous de réémigration, etc. Je suis sûr qu'alors le Livre bleu ne discuterait pas avec l'Agence juive pour savoir pourquoi elle a fait toutes ces choses. Il l'aurait blâmée pour son échec. Mais parce que nous n'avons pas échoué — il ne m'appartient pas de dire dans quelle mesure nous avons réussi et je sais que nous n'avons pas réussi autant que nous l'espérions —, le fondement même de notre existence est mis en cause dans ce document. Ce n'est pas une attaque contre l'Agence juive. C'est une attaque

contre le mandat et contre les bases sur lesquelles le mandat a été édifié.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il un autre membre de la Commission qui désire poser des questions ?

Personne ne répond.

Le PRÉSIDENT: Alors, je vous remercie, Monsieur Shertok.

M. SHERTOK: Merci, Monsieur.

Le PRÉSIDENT: La séance est suspendue pour dix minutes.

La séance est suspendue pour dix minutes.

Le PRÉSIDENT: La séance reprend. Le point que nous devons aborder maintenant concerne l'audition des représentants de l'Union communiste de Palestine. Je crois savoir que M. Preminger, M. Marchand et Mlle Zabari vont parler au nom de l'Union. Veuillez monter à la tribune.

M. Preminger, M. Marchand et Mlle Zabari montent à la tribune.

Le PRÉSIDENT: Nous vous avons accordé une audition qui est présumée consister en un exposé qui doit durer une demi-heure. Si nous avons décidé de vous entendre, c'est parce vous préconisez une solution précise. Ce que nous souhaitons maintenant c'est entendre vos propositions au sujet de cette solution. Nous ne désirons pas que vous entriez à fond dans toutes les autres questions qui ont déjà été discutées par d'autres organisations: immigration, etc.

M. PREMINGER (Membre du Comité central de l'Union communiste de Palestine): Oui. Je comprends.

Monsieur le président, Messieurs les membres de la Commission, je suis très heureux d'avoir l'occasion de vous accueillir dans notre pays et de vous présenter les propositions de l'Union communiste de Palestine. Dix-sept commissions d'enquête ont visité notre pays avant vous. Elles avaient toutes ce point commun qu'elles avaient été désignées par les maîtres britanniques eux-mêmes pour examiner leurs propres actes. Le Gouvernement britannique était juge et partie dans la même cause. La dernière fois, enfin, les Etats-Unis, qui ont leurs propres intérêts dans ce pays, participaient à la dernière commission, la Commission anglo-américaine d'enquête, et il est donc évident que cette Commission ne pouvait servir les véritables intérêts du pays et de ses peuples. Nous, et avec nous l'ensemble de la communauté juive de Palestine, nous vous saluons non comme la dix-huitième

commission de ce genre, mais comme la première commission d'enquête de l'Organisation des Nations Unies. Le *Yishuv* juif sait que certains d'entre vous ont pris part à des mouvements de libération et à la lutte pour l'indépendance nationale contre ceux qui avaient réduit leurs peuples à l'esclavage et ce fait nous donne la conviction que les aspirations d'un peuple opprimé, qui lutte pour son indépendance nationale, trouveront un écho profond en vos cœurs et une expression dans vos conclusions. La communauté juive, gémissant sous le joug de l'esclavage colonial, enchaînée sous un régime dictatorial qui lui refuse ses droits démocratiques fondamentaux, la communauté juive, luttant pour son existence même en tant que nation, vous a fourni les témoignages de la lutte qu'elle mène dans son aspiration à l'indépendance.

L'aspiration à la liberté et à l'indépendance nationales est commune à la grande majorité des témoins qui ont comparu devant vous. Mais, contrairement à beaucoup d'entre eux, nous, communistes juifs, désirons exprimer fermement notre conviction profonde qu'aucun peuple ne reçoit sa liberté en don, de qui que ce soit.

Nous, communistes juifs, nous vous présentons nos propositions démocratiques qui aideront aux délibérations de votre Commission et aux décisions de l'ONU, car nous attachons une grande valeur à votre aide dans notre lutte contre l'oppression coloniale et pour notre indépendance nationale. Nous aimerions, afin de rendre nos propositions claires, signaler que pour la réalisation d'un programme démocratique, le combat collectif de la nation, luttant pour son indépendance, est nécessaire. Seule la combinaison de ces deux éléments — programme démocratique et lutte populaire des masses — permettra de transposer, du rêve dans la réalité, le désir de libération de la domination coloniale et d'instauration de l'indépendance.

L'esprit de résistance passive et de lutte de masses s'est récemment affaibli dans le *Yishuv*, en raison de faux calculs politiques des divers milieux qui occupent encore un poste de direction dans cette communauté. Vous avez entendu dire que les habitants de Nathanya se sont rendus aux troupes qui affluaient dans leur ville en nombre croissant. Tel n'a pourtant pas toujours été le déroulement des événements. Un exemple pourra suffire. En septembre 1946, le couvre-feu avait été imposé à Haïfa afin de masquer l'emploi des gaz et des matraques contre les immigrants; des milliers d'habitants d'Haïfa, violant le couvre-feu, résistèrent activement aux lois d'oppression. La population se répandit dans les rues bien qu'elle sût que les soldats avaient reçu l'ordre de tirer sur quiconque violerait le couvre-feu. Il en résulta que les soldats assassinèrent trois personnes, parmi lesquelles une jeune fille de dix-huit ans qui, avec

sa mère, était descendue dans la rue afin de dénoncer l'iniquité de l'édit dictatorial et en empêcher l'application. Cela n'a pas été un cas isolé.

Nous repoussons la méthode de terrorisme individuel qui est appliquée par certains groupes au sein du *Yishuv* juif. Néanmoins, chacun sait qu'au sein du *Yishuv* sommeillent de grandes et importantes forces de libération, qui lutteront sans répit contre tout régime d'oppression jusqu'à ce que soit réalisée la libération nationale. Nous ne sommes pas les seuls à savoir, les importantes masses du *Yishuv* savent aussi, que la liberté et l'indépendance ne s'obtiennent pas comme un don, mais se gagnent par la résistance collective à la législation de l'Etat policier et par la lutte pour la mise en œuvre des propositions démocratiques que nous désirons vous présenter.

C'est un programme qui garantit les intérêts des deux peuples de Palestine. C'est un programme pour la réalisation duquel tout patriote sincère des deux peuples peut être enrôlé. C'est un programme qui, avec la sanction de l'ONU, permettrait d'apporter la plus grande aide à notre pays réduit à l'esclavage et à ses peuples qui luttent pour l'indépendance.

Nos propositions se fondent sur la reconnaissance des justes droits des deux peuples à la pleine souveraineté nationale et à la complète indépendance vis-à-vis de tout élément étranger, — principes dont la défense est le premier et le plus noble devoir de l'ONU.

La principale difficulté du problème de Palestine provient de l'argument faux selon lequel il existe en Palestine une contradiction entre un droit et un autre. On soutient que chacun des peuples aspire à un statut de majorité et de domination exclusive. Pour s'opposer à l'égalité politique, on soutient qu'elle conduit à une impasse. A ce propos, se pose la question de l'immigration. Nombreux sont ceux qui craignent qu'une majorité arabe nous refuse le droit à l'immigration.

Examinons la question de majorité. Les Hindous constituent la majorité dans l'Inde, mais ce fait garantit-il leur indépendance? Les Arabes de notre pays ont pu apprendre à leurs dépens qu'ils n'ont pas obtenu la souveraineté bien qu'ils soient la majorité. Il faut examiner, à ce propos, le problème de l'immigration. Les Arabes n'ont pas d'argument d'ordre économique ou social à faire valoir contre l'immigration; leur opposition provient surtout de la crainte de la domination politique.

Ce qu'il nous faut, c'est un règlement politique qui préservera les deux peuples du danger de la domination, qui résoudra les problèmes de majorité et de minorité, et qui, certainement, garantira aussi le droit des Juifs à l'immigration.

Notre opposition à la création en Palestine d'un Etat uni-national découle d'une manière

évidente des considérations qui précèdent. Nous ne voulons pas aborder ici le problème complexe d'assurer la justice aux deux nationalités; nous voulons seulement signaler l'impossibilité pratique d'un tel Etat.

Eriger la Palestine en Etat uni-national signifierait :

1) Le refus des droits souverains à l'une des nations.

2) La mobilisation complète de l'autre nation contre un Etat de ce genre.

3) Le boycottage économique et politique allant jusqu'aux soulèvements armés, aux effusions de sang et aux massacres.

Il faut également tenir compte du fait qu'un peuple lésé sera disposé à aider les fauteurs de guerre qui l'inciteront à une nouvelle guerre mondiale, dans l'espoir d'échapper ainsi à l'oppression.

La seconde proposition, celle du partage, semble juste et pratique. Mais, de fait, elle est tout à fait impraticable et elle laisse sans solution la plupart des problèmes. Car dans l'Etat "juif" proposé, les conditions seraient les suivantes :

a) Les Arabes constitueraient toujours un tiers de la population, de telle sorte que la difficulté de majorité et de minorité, qui existe dans la Palestine non partagée, subsisterait (bien que, dans ce cas, la majorité serait juive et la minorité arabe).

b) En ce qui concerne la propriété de la terre, plus des deux tiers des terres seraient entre les mains des Arabes.

c) Le problème de la mise en valeur deviendrait lui-même plus difficile à résoudre, du fait que les matières premières (pétrole, ressources de la mer Morte) ainsi que les ressources hydrauliques sont réparties géographiquement de manière telle que l'exploitation en serait rendue impossible dans les conditions imposées par un partage de la Palestine en deux Etats distincts.

d) L'industrie, bien qu'elle souffre à l'heure actuelle des difficultés du marché, serait complètement asphyxiée du fait qu'elle serait boycottée par les pays antagonistes environnants. Car il ne faut pas oublier que le partage, qui ne peut qu'être imposé aux peuples du pays contre leur gré, ne diminuerait pas, mais accroîtrait la tension entre les deux peuples.

e) Un Etat de ce genre se transformerait nécessairement en un Etat policier type, car il aurait à réprimer une importante minorité nationale.

f) Enfin, et c'est là le plus important, après le partage, aucune des deux nations ne serait indépendante et les deux joueraient le rôle de gage

entre les mains des puissances impérialistes étrangères. Ce n'est donc pas une coïncidence que tous les divers plans de partage sont nés au *Colonial office* britannique. Le partage, selon un dicton populaire local, donne les cheveux aux Juifs, les ongles aux Arabes et le corps aux Britanniques. Ce plan ne fournit pas une solution définitive et n'améliorerait certainement pas, ainsi que l'indique l'expérience sanglante de l'Inde, les relations entre les peuples voisins.

Il existe également des propositions d'une autre nature; elles semblent "utopiques" mais elles sont beaucoup plus réalistes que celles de la première catégorie. Elles reconnaissent qu'il existe en Palestine deux nations et elles tiennent compte, d'une manière ou d'une autre, des justes droits des deux peuples. Et pourtant ces propositions ne sont pas logiques car elles ne se fondent pas sur la reconnaissance du droit des deux peuples à disposer d'eux-mêmes et même de se prononcer pour la sécession, — principe qui seul peut amener une collaboration exempte de toute crainte de domination ou de privation de droits.

Les auteurs de ces propositions comptent donc sur la tutelle ou même sur un mandat britannique, afin "d'éduquer" le peuple en vue de la collaboration. Nous repoussons toute proposition ayant pour objet d'introduire un tiers élément quelconque, dont la mission serait, en quelque sorte celle de conciliateur entre les peuples. Une proposition bi-nationale de ce genre n'accorderait en réalité la souveraineté à aucun des peuples.

Notre plan se fonde sur le principe du fédéralisme territorial.

Il nous semble que le meilleur moyen d'utiliser la souveraineté nationale pour le bien des deux nations, afin d'assurer la réussite économique et l'absorption des Juifs désireux d'entrer en Palestine, consiste à créer un Etat indépendant démocratique et uni, commun aux Juifs et aux Arabes, édifié sur le principe de l'entière égalité nationale et politique des nations qui le composent et sur le principe des droits démocratiques complets pour tous ses habitants. Pour que soit garantie l'égalité politique le Gouvernement devrait être fondé sur la parité. Nous ne désirons pas exposer en détail la constitution de l'Etat palestinien futur, car nous estimons qu'il est trop tôt pour parler de la constitution, tant que les principes fondamentaux dont dépend la collaboration entre les peuples n'ont pas été garantis. Si, d'autre part, ces principes sont acceptés, les représentants des deux peuples seront en mesure d'élaborer les détails de leur constitution, conformément aux intérêts des deux nations.

Nous désirons insister encore sur ce fait que, ainsi que l'a prouvé l'expérience de l'Union soviétique et d'autres Etats multinationaux (Yougoslavie, Tchécoslovaquie, etc.), seul le

droit de libre disposition allant jusqu'à la sécession peut donner à chaque nation l'assurance suffisante qu'il n'y a pas pour elle de danger d'être dominée par les autres nations.

Nous soutenons, néanmoins, qu'il est de l'intérêt des deux peuples de ne pas faire usage du droit de sécession, car seul un Gouvernement bi-national et unique serait en mesure d'assurer le libre développement économique, la paix entre les peuples, l'exercice du droit national des Juifs d'immigrer et de s'installer dans le pays, et un niveau de vie toujours plus élevé pour les deux peuples.

Un Gouvernement mixte pourra s'établir quand les deux peuples auront compris que leurs intérêts exigent un Etat uni et un accord tendant à l'unité de gouvernement. Aucune puissance extérieure n'a le droit d'imposer aux peuples cette forme de gouvernement. Il faut donc pour leur permettre d'arriver à un règlement, que la crainte de la domination disparaisse, que des garanties suffisantes soient données contre la domination d'une nation sur l'autre.

Nous avons déjà indiqué qu'une garantie de ce genre est inhérente au droit de libre disposition allant jusqu'à la sécession, au droit de chaque nation de créer un Etat qui lui soit propre. Ce droit ne peut s'exercer que sur une base territoriale. Nous considérons donc que l'Etat mixte judéo-arabe devrait se composer de districts territoriaux ayant leurs propres autorités régionales, et représentés d'une manière égale dans les institutions du gouvernement suprême.

La suppression des restrictions imposées par la politique coloniale et des restrictions économiques doit être considérée comme une condition préalable à l'institution d'un régime bilatéral fondé sur la parité. La loi ottomane, qui a été jusqu'ici la loi fondamentale de la Palestine, doit être abolie comme doivent l'être les règlements extraordinaires et de "défense" qui ont été édictés par le Gouvernement mandataire. Par ailleurs, il faut mettre fin au mode électoral censitaire en vigueur, ainsi qu'au régime fiscal antidémocratique qui, d'une part, constituent un lourd fardeau pour la grande masse de la population et qui, d'autre part, la privent du droit de vote.

Il faudrait instituer des institutions démocratiques locales dans toutes les régions sous le contrôle de l'ONU.

Dans chaque région uni-nationale, ces organismes devraient être élus au suffrage démocratique direct. Dans les régions bi-nationales ces organismes devraient être constitués sur une base paritaire, mais élus démocratiquement tant par les Juifs que par les Arabes. Une assemblée constituante paritaire, démocratiquement élue

par les deux nations de Palestine, devrait être convoquée et devrait procéder, sous la surveillance d'une commission spéciale désignée par l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, à la délimitation des régions territoriales et à l'élaboration de la future constitution de la Palestine.

Le droit de recevoir des immigrants et de les installer dans le pays, est l'un des droits nationaux fondamentaux du *Yishuv*. Vouloir nier ces droits équivaut à porter atteinte à l'indépendance des Juifs, car toute nation a le droit de choisir la manière dont elle règlera les divers problèmes, plus particulièrement une question aussi vitale que celle de l'admission des frères juifs, survivants de la terrible destruction du peuple juif par le fascisme. Les membres de notre organisation qui ont été envoyés en Europe ont, à leur retour, rendu compte de la terrible situation de ces pitoyables survivants du monde juif, qui vivent maintenant dans des camps. Comme l'ensemble du *Yishuv*, nous vous prions, Messieurs les membres de la Commission, de visiter ces camps, ainsi que les camps de concentration de Chypre et les prisons moyen-âgeuses qui existent de nos jours dans notre pays. Après le pogrom de Kishinev, il y a quarante-trois ans, notre poète national a parlé d'une "moisson que Satan ne pouvait engranger". Ceux qui, renversant les obstacles, entrent dans le pays sont chassés à coups de feu et avec des gaz lacrymogènes, pour être refoulés vers Chypre. Une jeune fille et son chien sont arrivés une fois sur l'un des bateaux, le chien reçut l'autorisation de débarquer et fut envoyé avec un soldat aux parents de la jeune fille, mais la jeune fille fut chassée. Le Gouvernement ne permet que le débarquement des corps des immigrants qu'il a assassinés; ceux qui demeurent en vie sont chassés.

D'autre part, l'immigration doit se faire de manière à ne pas porter atteinte aux droits des populations se trouvant actuellement en Palestine. Par conséquent, une immigration sur une vaste échelle ne peut intervenir dans le cadre d'un Etat bi-national, que grâce à un plan de mise en valeur intéressant l'ensemble de la Palestine, notamment les régions à population clairsemée, et dont l'objet serait d'exploiter les ressources nationales de la Palestine (pétrole, potasse, irrigation, etc.). Le plan de mise en valeur ne pourrait se réaliser qu'avec l'assistance de l'ONU, de telle sorte qu'il permettrait d'assurer l'absorption de l'immigration par les Juifs et l'élévation du niveau de vie des Arabes.

Ces principes fondamentaux, si on s'en inspire pour trouver une solution au problème palestinien, permettront de créer dans ce pays les conditions les plus favorables aux deux peuples, d'éviter les défauts inhérents aux autres plans et de jeter les fondements d'un développement na-

tional et politique libre des nations de Palestine. Une solution fondée sur ces principes serait conforme à l'esprit de la Charte des Nations Unies et pourrait faire de la Palestine, au lieu d'un état mettant en danger la paix du monde, un état pacifique, contribuant à titre d'égal, dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, au renforcement de la paix dans le monde.

Il ne faut pas perdre de vue que, pour mettre en pratique la solution du problème de Palestine d'après les principes précités; il faudra peut-être une période de transition durant laquelle, avec l'assistance de la Commission spéciale de l'Organisation des Nations Unies dont il a été question, l'accord conclu pour assurer l'indépendance nationale des deux peuples dans une Palestine libre, serait mis en application.

Notre proposition garantit à chacun des peuples le droit inaliénable à la sélection et à la création d'un Etat séparé. Notre proposition de fédéralisme territorial ne se fonde donc pas sur la force ou la contrainte, mais sur la libre volonté d'union des deux peuples de Palestine.

L'avantage de notre proposition réside dans le fait que la structure même de l'Etat fédéral offre des garanties suffisantes pour la souveraineté des deux peuples et prévoit des conditions de libre association. Ainsi il n'y a pas lieu à l'intervention d'une tierce partie. Il n'y a pas de risque d'impasse car le droit à la sécession obligerait les deux peuples à s'entendre. Les intérêts vitaux des deux peuples de Palestine exigent tout particulièrement l'intégrité territoriale de la Palestine (ainsi que nous l'avons prouvé en ce qui concerne les possibilités de développement, l'immigration et la réalisation d'une véritable indépendance). Il est aisé de constater, d'après tout ce qui a été dit, que le plan dont nous venons d'exposer les principes comporte tous les avantages des autres plans (y compris ceux du plan de partage), mais en évite les inconvénients. Bien que nos propositions reconnaissent en effet, droit de chacun des deux peuples de Palestine de constituer son propre Etat et d'user de ses droits politiques souverains, elles ne privent pas l'autre peuple de ses droits et elles ne portent pas atteinte à l'intégrité territoriale du pays, à ses possibilités de développement et d'absorption de l'immigration.

Deux conditions sont essentielles pour la réalisation de ce plan: la fin immédiate du mandat britannique et l'abolition de l'administration étrangère, l'évacuation de toutes les troupes britanniques et la liquidation sans délai de leurs bases militaires dans le pays.

L'intention des dirigeants de l'empire britannique au moment de la Déclaration Balfour n'était pas de tenir compte des besoins du peuple juif, mais de créer dans le Moyen-Orient une minorité nationale qui leur servirait de prétexte

pour combattre les aspirations des nations arabes à l'indépendance nationale. Le renforcement et la consolidation nationale du *Yishuv* juif ont révélé la contradiction irréductible entre notre peuple, peuple colonial opprimé luttant pour sa liberté, et les intentions des dirigeants de l'empire. Ainsi est née la lutte du *Yishuv* pour la libération nationale.

En s'efforçant de "diviser pour régner", en fomentant des haines nationales avec l'aide des dirigeants réactionnaires des deux peuples, l'impérialisme a réussi à changer le juste combat contre lui en une lutte entre les peuples du pays. A l'heure actuelle, cependant, de vastes secteurs du *Yishuv* voient tous les jours plus clairement qui est leur véritable ennemi. Il devient évident que sous les cieux de Palestine, il n'y a pas place à la fois pour une communauté juive florissante et prospère, et pour la domination britannique. Telle est l'origine du mouvement de résistance collective qui s'est développé au sein du *Yishuv*. Prenant conscience de ce fait, les dirigeants de l'empire britannique ont entrepris une campagne de répression contre le *Yishuv*, afin de le détruire en tant qu'entité nationale, en tant que nation. Une telle campagne a pour but de détruire la base économique du *Yishuv*, d'atteindre sa vie politique et de saper son moral.

Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, je ne vous fatiguerai pas par une description de la destruction systématique de l'existence économique du *Yishuv*. Je ne citerai que trois exemples:

1. L'évaluation des recettes du Gouvernement pour l'année 1947-1948 est de 23 millions et demi de l.p. Sur cette somme, 2 millions et demi proviennent de l'impôt sur le revenu, tandis que 10 millions et demi proviennent de la taxation des produits essentiels à la population.

2. La seule institution commerciale (sans doute trop pauvre), qui soit exonérée d'impôts, de taxes et de toutes autres obligations; c'est la *British Oil Company, IPC* dans l'acte de concession de laquelle nous lisons ce qui suit: "... pour exploiter et créer sur le territoire de la Palestine des bureaux, des stations de pompage, des ateliers. . . des moyens de transport terrestres, maritimes et aériens, des installations télégraphiques et téléphoniques. . . des raffineries. . . , les recettes étant exonérées de tout impôt, de tout droit de douane ou de toute autre taxe à l'importation à l'égard de toutes marchandises et de tous outillages. . . La Compagnie aura seule le droit d'imposer des droits de messagerie, des droits d'allègement. . . aux navires entrant dans les eaux côtières de la compagnie. D'entretenir une force armée. . . non seulement pour les cas de mutinerie, de troubles, de guerre, mais aussi pour les cas de grève et de lock-outs. . ." Cette Compagnie, qui ne remplit aucune obligation d'aucune sorte vis-à-vis de l'Etat,

qui laisse couler à la mer ses sous-produits pour empêcher l'établissement d'une industrie chimique qui pourrait concurrencer l'ICI, a, ces temps derniers, obtenu l'autorisation spéciale du Gouvernement d'augmenter de 9 pour 100 le prix du pétrole lampant.

Que les mouvements inflationnistes proviennent de la politique gouvernementale d'achat sur les marchés à prix élevés, on peut le prouver par le fait que, tandis que l'indice général du coût élevé de la vie est de 276, celui du prix des céréales pour 1946 était de 374, celui du fourrage de 502 et celui des animaux de boucherie de 554.

Comme nous l'avons déjà signalé, le régime politique cherche à briser le pouvoir et la puissance du *Yishuv*. Voici encore quelques faits:

A. — Inégalité de traitement dans les services de l'Etat. Un policier surnuméraire juif gagne £16,688 par mois et l'allocation pour la femme et pour un enfant est de £3,512, tandis que la même allocation pour un policier britannique dont la femme et l'enfant ont été rapatriés en Angleterre s'élève à £25, en plus de sa solde!

B. — Inégalité de traitement devant la loi. En vertu d'un règlement publié dans la *Palestine Gazette* du 28 janvier 1946 (page 152, numéro extraordinaire, No 1470), la peine de mort est encourue par toute personne ou membre de "... tout groupe. ... de personnes, dont l'une s'est rendue coupable. ... d'activité terroriste. ...". Par contre, il y a seulement deux jours, le meurtrier d'Esther Tobi (soldat qui sans aucune raison a tiré sur une jeune fille de dix-huit ans qui faisait la queue pour prendre un autobus, et l'a tuée) a été condamné à cinq ans d'emprisonnement. Encore ne s'agit-il là que d'un cas isolé, où les autorités ont été contraintes de découvrir l'identité du meurtrier. Le cas du major Farran a révélé toute la pourriture de la forme de gouvernement qu'on nous a donnée, l'existence "d'escouades spéciales" au sein de la police, le système en vertu duquel tout soldat ou tout policier peut sans avoir à rendre compte de ses actes décider du sort des gens. Le jeune Rubovitz a été tué au cours d'une "enquête spontanée" du major Farran, tout comme n'importe quel habitant de Palestine peut être arrêté n'importe quand et n'importe où, puis assassiné au cours d'une "enquête complémentaire".

Durant ces deux derniers jours, nous avons assisté à la proclamation de la loi martiale et du couvre-feu à Nathanya, à la tentative de viol d'une jeune fille par des soldats à Tel Aviv, à des alertes à Jérusalem. N'est-il pas évident que ce régime cache la volonté certaine de briser le moral du *Yishuv*?

C. — Tout cela se produit à un moment où les sentences de mort sont devenues chose quotidienne. La peine de mort contre trois jeunes gens vient d'être confirmée et cela au moment

où, comme le remarque le *London Tribune*, Kesselring, meurtrier de plusieurs milliers de personnes, a vu sa peine commuée. Ces trois jeunes gens qui avaient essayé de libérer des prisonniers n'ont pas été grâciés. Cela se produit à un moment où des Juifs qui ont atteint la côte du pays au prix de difficultés énormes et d'indiscibles souffrances sont renvoyés dans des camps de concentration, au moyen de gaz lacrymogènes, de charges au bâton, et à coups de fusil.

Ces incidents sont en harmonie avec l'habitude traditionnelle de persécuter les gens en raison de leurs opinions politiques. S'il était exact que toutes ces mesures de répression aient été prises afin de mettre fin au terrorisme, comment pourrait-on expliquer la persécution de gens (enquêtes du CID, prises d'empreintes digitales etc.) qui n'ont rien à voir avec l'activité terroriste, par exemple dans le cas des dirigeants du *Yishuv* ou dans celui des membres de notre organisation, l'Union communiste de Palestine?

Que cette tradition soit très ancienne et remonte à une époque où aucun acte de terrorisme n'avait encore été commis, cela n'est pas douteux. Je n'en veux pour preuve que le fait que Mlle S. Zabari, assise auprès de moi, a purgé une peine de cinq ans dans les prisons de Palestine et que notre Président, Meir Slomi, a été emprisonné durant six ans. Dans le memorandum écrit que nous avons soumis à la Commission, nous avons longuement dépeint le régime politique ainsi que l'activité législative et exécutive du Gouvernement de Palestine.

Il résulte clairement de ce qui précède que le redressement de la situation actuelle et la réalisation d'un plan démocratique ne sauraient résulter que de l'abolition de l'état de dépendance de la Palestine vis-à-vis de la Grande-Bretagne, quelque forme qu'ait pris cette dépendance. Pour atteindre ce résultat, deux conditions doivent être remplies:

a) La liquidation du mandat britannique, le retrait des troupes, de la police et de l'appareil administratif britanniques, la suppression des bases;

b) La reconnaissance internationale de l'indépendance de la Palestine et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit à la sécession (y compris le paragraphe 3 ci-dessus, renferme des éclaircissements sur ce point).

Au moment du dépôt des diverses propositions on s'est livré à un grand nombre de suppositions au sujet de ceux qui appuyeraient ces propositions et de ceux qui s'y opposeraient. Mais dans la plupart des cas, ces suppositions se sont révélées fausses.

Nous, communistes juifs, nous nous considérons comme les représentants les plus loyaux de la classe laborieuse juive de Palestine. Parmi

les ouvriers qui font partie de la Fédération générale des travailleurs juifs, 60 pour 100 se sont prononcés en faveur du programme *Biltmore*, programme politique des dirigeants du *Yishuv*, tandis que 40 pour 100 étaient et restent hostiles à ce plan. Quarante pour cent de la classe laborieuse juive, qui ont manifesté leurs intentions lors des dernières élections, voient une solution dans l'idée d'un programme démocratique national, dans l'idée de reconnaissance du peuple voisin et d'alliance avec les forces démocratiques du monde entier.

Nous ne prétendons pas que tous ces gens acceptent le programme que nous vous avons exposé. Nous désirons seulement insister sur le fait qu'ils adoptent tous un point de départ commun, une attitude fondamentale commune à l'égard du problème.

Si les recommandations de la Commission s'inspirent des principes que nous venons d'exposer, elles aideront sans aucun doute possible à consolider les forces démocratiques au sein du *Yishuv*, à renforcer la situation de ceux qui recherchent honnêtement une solution juste et démocratique aux problèmes de Palestine.

Nous pensons, en raison de l'opposition anti-démocratique des dirigeants de l'Agence juive à la comparution devant la Commission des partis d'opposition, le *Hashomer Hatzair* et l'*Ahdut Avoda*, que, malgré les divergences entre notre position particulière et la position des partis susmentionnés, nous avons rendu service à notre cause commune.

Nous espérons que vos travaux faciliteront la solution des problèmes qui se posent pour notre pays si éprouvé, et qu'ils aideront nos frères juifs, qui ont été poussés presque au désespoir par les maîtres anglo-saxons dans les diverses zones d'occupation, et qui considèrent la Palestine comme le seul lieu de leur rédemption. Le *Yishuv* juif considère de plus en plus cette lutte pour son indépendance nationale comme une lutte décisive, une question de vie ou de mort. Nous sommes certains que dans cette lutte le *Yishuv* triomphera et ne capitulera pas, tout comme ses frères dans les diverses parties du monde ont résisté à de nombreuses années de persécution et de désespoir, portant haut le flambeau de l'espoir et de la liberté.

Le PRÉSIDENT: Je vous remercie. Vous avez épuisé le temps qui vous était attribué et je pense par conséquent que nous allons poursuivre par questions et réponses.

Combien de membres compte votre Union ?

M. PREMINGER: Neuf cents.

Le PRÉSIDENT: Avez-vous un journal ?

M. PREMINGER: Nous avons un journal hebdomadaire.

Le PRÉSIDENT: Combien imprimez-vous d'exemplaires ?

M. PREMINGER: Nous imprimons 3.000 exemplaires.

Le PRÉSIDENT: A combien considérez-vous que s'élève le nombre de vos sympathisants ? Les sympathisants de votre organisation ?

M. PREMINGER: A quelques milliers.

Le PRÉSIDENT: Vous avez exposé un plan d'Etat fédéral. Le fonctionnement d'un Etat fédéral dépend en grande partie de la répartition des pouvoirs entre les différents Etats et le Gouvernement fédéral. Quelles questions en particulier pensez-vous réserver au Gouvernement fédéral ?

M. PREMINGER: Toutes les questions concernant la mise en valeur, les relations avec les autres pays, les questions financières, ainsi que l'application d'un plan de mise en valeur permettant l'absorption d'une grande partie des immigrants juifs.

Le PRÉSIDENT: Vous ne prévoyez aucune autre attribution pour le Gouvernement fédéral ? Je m'explique: dans un Etat fédéral, il faut décider des fonctions que l'on confiera aux Etats séparés et des fonctions réservées au Gouvernement fédéral. Je veux savoir si les fonctions dont vous avez parlé sont les seules que vous pensez devoir confier au Gouvernement fédéral ?

M. PREMINGER: Je pense que ce sont les seules.

M. BLOM (Pays-Bas): Dans la déclaration que nous venons d'entendre, il est question en plusieurs endroits, de fédération, de l'organisation d'un Etat bi-national, avec liberté et égalité des droits allant jusqu'à la sécession. On nous a dit que, selon ce projet, il y aurait des districts juifs, des districts arabes et des districts mixtes. J'aimerais savoir comment la sécession pourrait se réaliser dans les régions mixtes ?

M. PREMINGER: Nous pensons que la question n'a qu'un vague intérêt car il existe seulement deux possibilités. Le droit de sécession, le droit de disposer de soi-même jusques et y compris le droit de sécession, est la seule garantie qui puisse convaincre chacun de ces peuples qu'il n'y a aucun risque de domination de la part de l'autre peuple. Ainsi donc, si les deux peuples décident d'accepter cette garantie pour vivre ensemble dans un Etat uni, pour leur propre bien, pour leur propre développement, parce qu'ils pensent que le plan de partage serait pire, alors il y a

une possibilité de créer l'Etat fédéral dont il est question ci-dessus. Mais, dans l'autre cas, si les éléments qui s'opposent à une solution commune du problème palestinien sont à la tête des peuples, il n'est pas douteux qu'il y aura alors partage.

Il n'y a que deux questions, que deux possibilités. Ou bien les deux peuples décideront de vivre ensemble sous la garantie du droit de sécession, ou il devra y avoir partage. Je pense que c'est évident, il n'y a pas de troisième possibilité. Mais nous pensons que les deux peuples sauront où se trouve leur propre intérêt. Ils reconnaîtront que le plan de partage leur apporterait uniquement une oppression nouvelle et plus dure que la précédente; ils décideront d'accepter cette garantie du droit de disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris le droit de sécession, et ils s'uniront dans un Etat palestinien commun.

M. BLOM (Pays-Bas): Dois-je comprendre que vous procéderez à un référendum pour laisser le peuple décider lui-même s'il vivra en commun dans un Etat bi-national ou s'il y aura partage ?

M. PREMINGER: Nous pensons que les mesures immédiates que nous proposons à la Commission consistent à décider, lors de l'Assemblée de septembre, d'abolir le mandat, d'évacuer les troupes étrangères et de confier la question de Palestine à une assemblée provisoire élue par les Juifs et les Arabes sur une base paritaire. Cette assemblée, avec l'aide et l'assistance d'une Commission spéciale désignée par l'Assemblée des Nations Unies, ainsi qu'avec l'aide des Nations Unies elles-mêmes, se prononcera sur toutes les autres questions. Je reconnais avec vous que les peuples de Palestine ne seront pas favorables à une solution de ce genre. Nous pensons qu'il est impossible de contester le pouvoir de l'organisation des Nations Unies. Nous pensons que la solution des problèmes qui se posent pour les peuples concerne avant tout les peuples eux-mêmes, mais nous espérons que si l'Assemblée des Nations Unies, en septembre, prend une décision comme celle que nous préconisons, elle donnera aux éléments démocratiques des deux peuples une occasion de se dresser, d'affirmer leur force et de convaincre leurs peuples qu'il vaut mieux se prononcer en faveur d'un Etat uni plutôt qu'en faveur d'un plan de partage qui n'apporterait que maux, troubles, meurtres, etc., aux deux peuples de Palestine.

Le PRÉSIDENT: Je crois que la question de M. Blom portait sur autre chose. Sa question était la suivante: à supposer que naisse un Etat ayant la structure que vous proposez, mais que, par la suite, d'autres Etats désirent user du droit de sécession, comment cette sécession se réalisera-t-elle ?

M. BLOM (Pays-Bas): C'était ma première question.

M. PREMINGER: Je suis certain que dans le cas où, après la création d'un Etat uni, la question de la séparation viendrait à se poser, la situation serait la même que celle en présence de laquelle nous nous trouvons avant la création de l'Etat uni. Il est certain qu'alors les deux nations devront décider de procéder dans leur sein à un vote démocratique. Ou bien elles voudront demeurer ensemble, ou bien elles désirent constituer deux Etats séparés.

M. BLOM (Pays-Bas): Ma deuxième question concernait le point de savoir comment, selon vous, la première décision sera prise, le point de savoir si vous désirez qu'il y ait un référendum avant que les Nations Unies décident de la forme de l'Etat à créer.

M. PREMINGER: Nous pensons que, si l'Assemblée des Nations Unies se prononce en faveur de nos propositions, les Nations Unies devront consulter les peuples eux-mêmes et il n'y a pas de doute qu'on devra alors procéder à des élections ou scrutins chez les deux peuples de Palestine. Mais, par ailleurs, nous sommes certains qu'une telle décision de la part des Nations Unies donnerait aux forces démocratiques la possibilité de se dresser afin de convaincre leurs peuples de se prononcer en faveur d'une solution commune. Il y a eu, à la tête des deux nations en Palestine, des personnages hostiles à une telle solution, et favorables, soit à un Etat uni-national, soit à un plan de partage. Mais nous pensons que l'occasion serait alors donnée au Gouvernement britannique d'exciter les peuples des deux pays l'un contre l'autre, l'occasion d'appuyer les réactionnaires dans les deux secteurs. Nous avons de nombreux exemples d'un tel appui. Par exemple, lors de l'élection d'un maire de Tel-Aviv, M. Chlouch, il y a environ douze ans, le Gouvernement s'est prononcé en faveur d'un autre maire de Tel-Aviv et il a établi M. Rokach; et depuis lors, le Gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour empêcher toute nouvelle élection à Tel-Aviv; il a aidé les maîtres réactionnaires du Conseil de Tel-Aviv à empêcher ces élections. Mais nous pensons qu'une telle décision de la part de l'Organisation des Nations Unies aiderait à démocratiser la vie interne des deux peuples de Palestine et à porter au pouvoir les forces démocratiques qui sont favorables à nos propositions.

M. BLOM (Pays-Bas): Pensez-vous que la majorité du peuple juif par exemple votera dans un sens différent de celui dans lequel il a voté, lorsqu'il sera procédé à des élections comme celles que vous envisagez ?

M. PREMINGER: Lors des dernières élections à l'organisation la plus baste et la plus importante

du *Yishuv* juif — c'est-à-dire à la Fédération juive des travailleurs — le parti de la majorité, *Mapai*, qui maintenant appuie en grande partie le plan de partage ou le plan d'Etat uni-national, n'a obtenu que 53 pour 100 de tous les suffrages exprimés. D'autre part, les partis d'opposition, l'*Hashomair Hatzair* et l'*Ahdut Avoda*, ont recueilli environ 40 pour 100 des suffrages. Telle était la situation en Palestine avant la décision des Nations Unies. Mais je suis sûr que, dans le cas où une telle décision interviendrait, les peuples de Palestine et particulièrement mon propre peuple, le *Yishuv* juif, devront se prononcer, soit en faveur d'un plan qui ne leur apporterait que des maux ainsi que je vous l'ai dit précédemment, soit en faveur de la possibilité de créer un Etat qui accordera l'indépendance nationale à

mon propre peuple, le *Yishuv* juif. Aussi, pensé-je qu'il sera possible aux forces démocratiques d'amener le *Yishuv* juif à favoriser des propositions du genre de celles que nous vous présentons.

Le PRÉSIDENT: Y a-t-il d'autres questions? Non. Dans ce cas, je vous remercie.

Nous avons maintenant épuisé l'ordre du jour et la séance est ajournée. S'il devait y avoir d'autres séances publiques, elles seraient annoncées de la manière appropriée.

La séance est ajournée.

La séance s'ajourne à 12 h. 20.

PROCÈS-VERBAL DE LA TRENTE-HUITIÈME SÉANCE (SÉANCE PUBLIQUE)

*Tenue au Ministère des Affaires étrangères, Beyrouth (Liban),
le mardi 22 juillet 1947 à 11 heures*

Présents:

M. SANDSTROM, Suède (*Président*)
M. HOOD, Australie
M. RAND, Canada
M. GARCÍA GRANADOS, Guatemala
Sir Abdur RAHMAN, Inde
M. ENTEZAM, Iran
M. BLOM, Pays-Bas
M. GARCÍA SALAZAR, Pérou
M. LISICKY, Tchécoslovaquie
M. FABREGAT, Uruguay
M. SIMIC, Yougoslavie

Secrétariat:

M. HOO (Secrétaire général adjoint)
M. GARCÍA ROBLES (secrétaire)

DÉCLARATIONS DES REPRÉSENTANTS DES PAYS ARABES

Le PRÉSIDENT: La séance est ouverte. Je donne la parole à Son Excellence le Président du Conseil du Liban.

S.E. le Président du Conseil du Liban parle en arabe.

Le PRÉSIDENT: Je crois savoir qu'une traduction a été préparée. Je demande qu'on en donne lecture.

S.E. LE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL DU LIBAN (*traduit de l'arabe*): Messieurs, au nom du Gouvernement libanais et des autres Gouvernements arabes qui ont décidé de se réunir au Liban, je désire vous souhaiter une cordiale bienvenue et j'espère sincèrement que votre bref séjour parmi nous sera très heureux.

Nous vous soumettons une affaire dans laquelle nous avons subi de nombreux préjudices. Nous éprouvons cependant une certaine satisfaction à penser que les Arabes n'ont eu aucune part dans la création de ce problème et qu'ils ne l'ont pas imposé aux Nations Unies et au reste du monde.

En traversant le Liban, Etat frère de la Palestine et son partenaire dans les annales de l'histoire, vous avez pu voir les vestiges de ce que, dans le passé, notre pays a apporté à la civilisation et le témoignage du prix qu'il attache aux valeurs spirituelles.

Vous avez sans doute constaté des signes d'évolution moderne chez un peuple qui n'a que récemment commencé à essayer de prendre une part active dans la civilisation universelle, après avoir été libéré des liens qui le restreignaient

dans ses activités pour s'assurer un territoire adéquat.

Vous avez été envoyés par les Nations Unies pour étudier un problème qui demeure une source d'anxiété, en un point sensible du monde, et pour lui trouver une solution convenable, conforme aux principes posés par les Nations Unies comme fondement des relations internationales. Le problème peut paraître compliqué. Le règlement définitif en peut paraître impossible. Il est en réalité très simple si on le règle à la lumière du droit, comme vous le ferez sans aucun doute. On a beaucoup parlé des droits des Arabes et des revendications des sionistes. Les Arabes n'ont jamais trouvé nécessaire d'inventer des théories pour renforcer leurs droits. Il leur suffit d'en appeler à la conscience pour que se manifestent leurs droits incontestables.

Nous nous mettons souvent à la place de ces peuples libres qui, de loin, s'intéressent à notre cause en Palestine. Nous essayons d'imaginer si nous pourrions nous abstenir d'aider les Arabes de Palestine, sans avoir d'abord fait taire les sentiments démocratiques pour lesquels nous avons fait de grands sacrifices. Nous nous mettons souvent à la place des Juifs pour comparer la méthode sioniste qui consiste à poser ses revendications sur la base de considérations religieuses et cette théorie des races de seigneurs qui a causé la plus terrible guerre de l'histoire.

En traversant le Liban, Etat frère de la Palestine, vous avez dû voir les vestiges de ce que, par le passé, notre pays a apporté à la civilisation. Ce que vous avez vu n'était pas le produit de fonds étrangers créant une prospérité artificielle. Pour maintenir cette prospérité, le soutien artificiel doit se poursuivre. Ce que vous avez vu était le résultat des efforts de ce pays dont les habitants ne se préoccupent pas du succès individuel, mais s'unissent dans le travail constructif, comme ils se sont unis dans le passé pour obtenir l'indépendance et la souveraineté.

Messieurs, les pays arabes qui sont unis depuis des milliers d'années, libres de tout ce qui aurait pu troubler leur harmonie, ne permettront pas qu'on leur impose un foyer qui menacerait leurs étroites relations. Ils se défendront donc en défendant la Palestine arabe et en mettant fin aux ambitions sionistes. Ainsi, ils détruiront un foyer de désordre en Moyen-Orient, serviront la paix du monde et démontreront leur fidélité aux principes des droits de l'homme.

Le PRÉSIDENT: Excellence, je désire vous remercier pour les vœux de bienvenue que vous nous avez adressés.

Je veux tout d'abord remercier très sincèrement les représentants de tous les Etats arabes qui ont accepté notre invitation de venir ici pour nous aider à résoudre ce très difficile problème.

Je donne maintenant la parole à Son Excellence, le Ministre des Affaires étrangères du Liban.

M. Hamed FRANGIE (Ministre des Affaires étrangères du Liban) (*retraduit d'après la traduction anglaise du texte original français*): Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, les Gouvernements des Etats arabes, bien qu'ils soient convaincus qu'il n'existe qu'une solution au problème palestinien — la cessation du Mandat et l'indépendance de la Palestine — et que toute enquête sur une question aussi évidente est inutile, ont néanmoins accueilli chaleureusement l'invitation de votre Commission, qui représente l'autorité internationale la plus haute que le monde ait jamais connue jusqu'à ce jour.

Les Gouvernements des Etats arabes sont persuadés que la Commission, désireuse de créer des conditions favorables à la collaboration internationale, adoptera, à la suite de son enquête, des conclusions conformes au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et aux principes d'indépendance consacrés par la Charte des Nations Unies.

Les Gouvernements des Etats arabes n'ont pas l'intention d'énumérer dans le présent memorandum tous les arguments à l'appui de leur cause en Palestine. Ils se borneront à attirer l'attention de la Commission sur deux points principaux:

1. Le droit de la Palestine disposer d'elle-même;
2. La nécessité de maintenir la paix en Moyen-Orient.

I. LE DROIT DE LA PALESTINE A DISPOSER D'ELLE-MÊME

Lors de la publication de la Déclaration Balfour qui envisageait de créer un foyer national juif et d'ouvrir la voie à l'immigration sioniste, les Arabes constituaient 93 pour 100 de la population de la Palestine. La Déclaration, qui ne peut en aucun cas être considérée comme valide en ce qui concerne la population arabe, méconnaissait le droit de la Palestine à disposer d'elle-même, tant à l'époque de sa publication que dans l'avenir. Plus tard, on a tenté de réduire les Arabes au silence et de les amener à une attitude de résignation. Loin d'étouffer leurs revendications, ces tentatives ont eu pour effet de renforcer leur désir de libération et leur foi dans la justice de leur cause.

Cette lutte pour l'indépendance et pour la sauvegarde de leurs droits remonte au début du siècle, lors de l'éveil national des peuples arabes et le mouvement d'opposition à la domination ottomane. Les Arabes de Palestine prenant part à ce mouvement de libération, n'ont ménagé aucun effort ni aucun sacrifice. Avec le reste des peuples arabes, ils se sont soulevés contre les Turcs et ils ont combattu aux côtés des Alliés sur tous les champs de bataille du Moyen-Orient, au Hedjaz, en Palestine, en Syrie, au Liban et en Irak.

Comme associés des Alliés victorieux en 1918, ils avaient le droit de jouir de la liberté pour laquelle les Alliés avaient combattu. Mais cette liberté à laquelle ils aspiraient, pour laquelle ils avaient combattu, leur fut refusée pour des raisons sans rapport avec leur cas. Brusquement mis en face des ambitions sionistes et des promesses alliées de les satisfaire, les Arabes de Palestine ont été forcés de transformer leur lutte contre l'empire ottoman en une lutte contre leurs propres alliés.

Les Alliés, répudiant les promesses qu'ils avaient faites aux Arabes au début de la lutte de ceux-ci pour leur indépendance, imposèrent un système de mandats qui n'était rien moins qu'une forme de colonisation, et le plus strict de ces mandats fut celui de la Palestine.

En dépit des promesses faites au cours des hostilités, le régime du mandat, imposé à tous les pays arabes qui avaient fait partie de l'ancien empire ottoman, fut appliqué en même temps avec toute sa rigueur à la Palestine. Alors que, selon les termes des mandats relatifs au Liban, à la Syrie et à l'Irak, la Puissance mandataire était dans l'obligation de donner assistance à l'Etat sous mandat et de la conduire vers l'indépendance, principe reconnu par l'article 22 du Pacte de la Société des Nations, le texte du mandat sur la Palestine prévoyait l'établissement d'un foyer national juif en Palestine et ouvrait ce pays à l'immigration et à la colonisation des Juifs étrangers.

Le Mandat faussait ainsi le développement normal de la Palestine arabe et détournait le cours naturel de son histoire. Dans une tentative pour recouvrer leur liberté et leur indépendance perdues, les Arabes de Palestine se sont vus obligés non seulement de rejeter le joug de l'autorité étrangère, mais aussi de lutter contre les infiltrations d'une population étrangère dont le but ultime était de les reléguer à un rang secondaire dans leur propre pays.

Tandis que le peuple d'Irak se débarrassait du lourd fardeau du mandat et que la Syrie et le Liban se libéraient de l'occupation étrangère pour atteindre à la pleine indépendance et à l'entière souveraineté, la situation de la Palestine n'a cessé d'empirer. Vagues sur vagues

d'immigrants sionistes ont déferlé sur la Terre Sainte. La libération nationale n'a plus été qu'un mirage.

L'origine des difficultés palestiniennes se trouve dans deux documents qui sont nuls et sans valeur bien que les revendications sionistes se fondent sur eux: la Déclaration Balfour et le Mandat.

Dans le premier de ces documents, le Gouvernement britannique s'est engagé à faciliter la création d'un foyer national juif, violant par là le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et les règles du droit des gens. A l'époque où elle prenait cet engagement, la Grande-Bretagne n'avait aucun rapport juridique avec la Palestine, qui formait alors partie de l'empire ottoman. De plus, la Déclaration Balfour viole les engagements pris par le Gouvernement britannique envers les Arabes dans les lettres échangées entre le Chérif Hussein et sir Henry MacMahon, qui reconnaissaient l'indépendance arabe dans des limites englobant la Palestine. Enfin, la Déclaration Balfour est en contradiction avec la déclaration de 1918, d'après laquelle les troupes britanniques entraient en Palestine non en conquérantes, mais en libératrices.

Quant au Mandat, il a les mêmes défauts rédhibitoires que la Déclaration Balfour. Il viole lui aussi l'Article 22 du Pacte de la Société des Nations. Alors que le Pacte déclarait que le but du Mandat est de servir les intérêts des territoires placés sous mandat et fait un devoir à la Puissance mandataire de les mener à l'indépendance, le texte du mandat relatif à la Palestine envisage de placer ce pays dans des conditions politiques, administratives et économiques telles qu'elles assurent la création d'un foyer national juif.

Le même Article du Pacte de la Société des Nations prévoit la consultation des habitants des territoires sous mandat. Les habitants de la Palestine n'ont pas été consultés.

La Commission américaine King-Crane, envoyée en Palestine en 1919, a exprimé ses vues sur la Déclaration Balfour dans les termes suivants:

"Car créer un foyer national pour le peuple juif n'équivaut pas à transformer la Palestine en un Etat juif; et la création d'un tel Etat juif ne peut se réaliser sans les plus graves empiétements sur les droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine. . . Il est apparu à de multiples reprises au cours des entretiens de la Commission avec les représentants juifs que les sionistes comptent sur la dépossession à peu près complète des habitants actuels non juifs de Palestine par diverses formes d'achat. . . Dans de telles conditions, soumettre un pays à une immigration juive illimitée. . .

serait une grave violation des principes (pour lesquels les puissances alliées ont combattu pendant la guerre).

"La Conférence de la Paix ne doit pas négliger le fait que les sentiments antisionistes en Palestine et en Syrie sont intenses et qu'on n'en peut faire fi à la légère. Aucun officier britannique consulté par les membres de la Commission ne pensait que le programme sioniste pouvait être réalisé sans la force des armes. Ces officiers pensaient généralement qu'une force d'au moins 50.000 soldats serait nécessaire. . .

"Voilà qui constitue en soi une preuve de la grave injustice que le programme sioniste constitue pour les populations non juives de Palestine et de Syrie. Il faut parfois prendre des décisions qui exigent des armées pour être mises en œuvre mais on ne saurait les prendre sans motifs justifiables et dans l'intérêt d'une grave injustice. Quant à la revendication initiale souven- présentée par les porte-parole sionistes, et selon laquelle ils ont un "droit" sur la Palestine fondé sur une occupation remontant à 2.000 ans, elle ne peut être prise sérieusement en considération. . .

"Il faut se rappeler que la population non juive de Palestine — près des neuf dixièmes du total — est catégoriquement hostile à tout le programme sioniste. Les états joints indiquent qu'il n'y a pas de question sur laquelle la population s'accorde davantage que sur celle-ci. . . Il faut croire que la portée . . . de l'occupation complète de la Palestine par les Juifs n'a pas été tout à fait saisie par ceux qui appuient le programme sioniste extrémiste . . . Elle ne ferait qu'intensifier . . . les sentiments anti-sémites tant en Palestine que dans les autres parties du monde qui regardent la Palestine comme la Terre Sainte."

Les sionistes, pourtant, ne se sont pas contentés de la Déclaration Balfour ou du Mandat malgré toute la mesure dans laquelle ces documents violaient les droits sacrés des Arabes. Ils ont profité de l'ambiguïté des textes afin d'étouffer la vie même de la Palestine arabe.

La Grande-Bretagne a reconnu la situation anormale créée par les promesses contradictoires des Alliés aux Arabes et aux Juifs. Elle a également reconnu qu'en s'acquittant de ses obligations de Puissance mandataire elle entraînait en conflit avec les droits des Arabes dans leur propre pays et d'autre part avec les promesses faites par la Déclaration Balfour, ce qui rendait impossible l'application de ce Mandat. C'est pourquoi elle a soumis la question palestinienne aux Nations Unies.

A la fin de sa déclaration, après l'échec de la dernière Conférence sur la Palestine, M. Bevin a dit:

"Nous expliquerons aux Nations Unies que le Mandat s'est révélé impraticable à l'usage et que

les obligations contractées envers les deux communautés de Palestine se sont montrées inconciliables."

C'est la preuve que la Déclaration Balfour et le Mandat étaient irréguliers et ne pouvaient servir d'assise à une situation juridique acceptable; que, par conséquent, les Arabes ont le droit de les rejeter, de considérer toute interprétation de l'une ou de l'autre comme contraire aux principes élémentaires de justice et comme une menace possible à l'encontre de leurs droits les plus chers, de leur droit à l'existence.

En résumé, le droit à disposer de soi-même que possède le peuple arabe de Palestine, et qu'il devrait être en mesure d'exercer, a été continuellement violé; il l'est encore aujourd'hui. Ce n'en est pas moins un droit naturel, absolu et inaliénable, que ni la force ni le "fait accompli" ne peuvent faire disparaître; il consacre les revendications arabes et condamne les ambitions sionistes.

Convaincus que les principes démocratiques, sur lesquels se fonde l'Organisation des Nations Unies, sont leur meilleure défense et la plus sûre garantie de ce droit, les Gouvernements des Etats arabes demandent la pleine application de ces principes en Palestine. Ils sont persuadés que la Commission spéciale n'envisagera pas de solution qui viole ce droit ou les principes des Nations Unies.

II. MENACES A LA PAIX EN MOYEN-ORIENT

L'attitude des Gouvernements et des peuples arabes à l'égard du sionisme s'inspire en deuxième lieu de leur désir de maintenir la paix au Moyen-Orient.

La paix y est menacée par les visées expansionnistes et les méthodes terroristes du sionisme.

1. A l'origine, le mouvement sioniste se contentait de considérer la Palestine comme un refuge. Puis il a demandé un foyer national. L'ayant obtenu, il a cherché à étendre son domaine et il a créé une sorte d'Etat à l'intérieur de l'Etat palestinien, avec ses propres institutions et ses finances propres, sa propre économie et sa propre armée. Aujourd'hui, les sionistes ont l'intention de créer un Etat juif en territoire palestinien, un Etat qui englobera la totalité de la Palestine. Avant même d'y être parvenus, ils cherchent déjà à l'étendre plus loin aux dépens des Etats arabes voisins.

Dès la Conférence de la Paix en 1918, l'Organisation sioniste a publié un mémorandum daté du 3 février 1919, dans lequel elle revendiquait officiellement la totalité de la Transjordanie et une partie de la Syrie et du Liban jusqu'à Saïda, Jisr-el-Karaon, Wadi-el-Tein et le Harmoun. Au cours des négociations qui ont

eu lieu la même année entre la France et la Grande-Bretagne, en leur qualité de Puissances mandataires sur les pays ayant antérieurement appartenu à l'empire ottoman, l'Organisation sioniste demanda l'extension des frontières septentrionales de la Palestine jusqu'à la rivière Litani et les plaines de Hauran et de Jaulan en Syrie.

Ces plans d'expansion territoriale ont été, par la suite, défendus publiquement. Tous les dirigeants responsables, tous les doctrinaires sionistes, tous les journalistes sionistes ont sans cesse proclamé que les frontières de la Palestine fixées en 1919 étaient "les frontières du mandat" que le sionisme refuse de reconnaître et qu'il veut élargir considérablement dans l'avenir.

Il n'y a pas longtemps, à l'occasion des élections de l'*Histadruth* à Haïfa, en 1944, M. Ben Gurion a publiquement déclaré que les Juifs qui avaient l'intention de s'établir en Palestine, par la force si c'était nécessaire, n'hésiteraient pas à élargir les frontières du pays, car l'Etat juif revendiqué par les sionistes n'est pas le but final de leur mouvement, mais seulement une étape préliminaire dans sa direction.

Lorsqu'au début de 1946 le Gouvernement britannique a annoncé son intention de reconnaître l'indépendance de la Transjordanie dans ses frontières actuelles, M. Shertok a déclaré à la presse le 23 janvier 1946 que l'Agence juive ferait tous les efforts possibles pour empêcher l'exécution de ce plan et que, bien que les sionistes ne se fussent pas entièrement opposés au Mandat sur la Transjordanie, ils ne pouvaient approuver que la Transjordanie soit définitivement séparée de la Palestine.

Cette déclaration de l'un des chefs de l'Agence juive a été faite officiellement dans une note au Secrétaire d'Etat britannique pour les Colonies. La note protestait contre la proclamation de l'indépendance de la Transjordanie et soulignait le fait que la Transjordanie, qui formait partie du territoire sous mandat britannique, ne pouvait être considérée que comme la partie orientale de la Palestine.

Les sionistes n'ont pas manqué de révéler à votre Commission les intentions réelles de leur organisation en ce qui concerne les frontières de la Palestine. Ces intentions apparaissaient nettement dans les déclarations de M. Shertok et du rabbin Fishman qui ont rappelé que Dieu a promis aux Juifs le territoire qui s'étend de la péninsule du Sinaï à l'Euphrate.

2. Cependant le Sionisme ne se contente pas d'une simple propagande en faveur de la réalisation de ses projets expansionnistes aux dépens des pays arabes. Ses plans comportent le recours au terrorisme tant en Palestine que dans d'autres pays. On sait qu'une armée secrète a été constituée en vue de créer une atmosphère de tension

et d'agitation, au moyen d'attentats contre la vie des représentants de l'autorité chargée du Gouvernement et par la destruction des édifices publics. L'assassinat de lord Moyne en Egypte, les attentats contre l'ambassade britannique à Rome, les incidents de l'Hôtel du Roi-David et du cercle des officiers à Jérusalem, de la prison de Saint-Jean d'Acre, la destruction des communications routières et ferroviaires, ainsi que l'enlèvement et la flagellation d'officiers britanniques, autant d'exemples des méthodes terroristes pratiquées par les organisations sionistes afin de prendre possession par la violence d'un pays qui n'est pas le leur.

Cette attitude agressive des sionistes, qui résulte de la faiblesse dont la Puissance mandataire fait preuve à leur égard, ne manquera pas de susciter à son tour la création d'organisations semblables par les Arabes. La responsabilité des troubles qui peuvent en résulter dans tout le Moyen-Orient reposera uniquement sur les organisations sionistes qui ont été les premières à employer cette tactique de violence.

Les Gouvernements des Etats arabes espèrent cependant que la situation des communautés juives dans leur territoire ne s'en trouvera pas affectée.

3. Aucun Etat ne peut tolérer une immigration massive telle que celle à laquelle la Palestine est soumise. Tous les pays soumettent l'immigration à des restrictions, afin de protéger leurs intérêts et les droits de leurs habitants. C'est ainsi que le Gouvernement canadien vient d'annoncer qu'il n'admettra que 5.000 réfugiés étrangers dans ses vastes territoires. Le Gouvernement australien a fait lui aussi connaître qu'il ne permettra pas aux réfugiés admis dans son territoire de former des colonies et qu'ils seront répartis à travers le pays afin d'être assimilés. Des mesures semblables ont été adoptées en Norvège et dans divers autres pays.

Votre honorable Commission comprendra certainement que la situation en Palestine est très instable, et contient en soi le germe de conflits éventuels qui peuvent s'étendre sur tout le Moyen-Orient.

Les Gouvernements des Etats arabes ne peuvent rester indifférents devant cet état de choses. La sécurité de leur pays est en jeu, ce qui leur donne le droit de s'opposer au sionisme par tous les moyens à leur disposition et leur en fait même un devoir.

De plus, la Palestine a été pays arabe pendant des siècles et son maintien comme tel est indispensable au développement harmonieux des peuples du Moyen-Orient, à leur collaboration à l'œuvre de paix et de progrès.

Pour des raisons ethniques, culturelles, politiques et économiques, la Palestine constitue en

fait une partie intégrante du monde arabe, qui est organisé en Etats souverains liés entre eux par le pacte économique et politique du 22 mars 1945. Cette organisation d'Etats qui souscrit à la Charte des Nations Unies, se conforme aux principes de la dite charte favorisant les groupements et les accords régionaux.

Toute brèche faite à cette union, toute scission des Etats qui la composent menace de la détruire, de causer l'agitation et la confusion dans cette partie particulièrement vulnérable du monde.

4. De plus, l'Etat juif que les Sionistes essayent de créer en Palestine n'est un Etat viable, ni du point de vue politique, ni du point de vue économique.

Les Etats arabes ne peuvent en fait tolérer la création d'un Etat composé d'éléments étrangers venus de toutes parts, chacun avec sa mentalité propre, et des désirs insatiables pour la réalisation desquels ils emploient délibérément les méthodes de violence et de destruction que nous avons mentionnées.

Contre un Etat créé par la violence, les Etats arabes seront obligés d'employer la violence. C'est le droit de légitime défense.

De plus, un Etat étranger en territoire arabe ne pourra en aucun cas compter sur la création de relations économiques ou autres avec les Etats arabes voisins.

Un Etat créé dans de telles conditions ne peut qu'être condamné à l'échec.

CONCLUSIONS

Les Gouvernements des Etats arabes ont le ferme espoir que la Commission ne perdra pas de vue ces considérations et essaiera de proposer une solution qui puisse mettre fin à l'agitation actuelle et assurer le triomphe de la justice et l'établissement de la paix. Ils sont sûrs que seuls les principes démocratiques sur lesquels l'Organisation des Nations Unies est fondée peuvent inspirer une telle solution.

Le premier de ces principes est le respect de l'indépendance des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes.

Le peuple arabe de Palestine demande avant tout qu'on reconnaisse sa liberté et son indépendance souveraine. Les Etats arabes donnent unanimement leur appui pour la réalisation de ces revendications. Ils ont déjà présenté des propositions précises dans ce sens et ils désirent aujourd'hui souligner une fois de plus l'une de ces propositions, parce qu'ils y attachent la plus grande importance et parce qu'elle constitue une condition de base qui ne saurait admettre aucun compromis.

Cette proposition met en relief la nécessité d'arrêter immédiatement toute immigration juive

en Palestine, de maintenir la réglementation actuellement en vigueur sur le transfert des terres et de créer sans délai un Gouvernement arabe indépendant fondé sur les principes démocratiques.

Les Gouvernements des Etats arabes estiment que tout plan comportant le partage, loin de résoudre le différend palestinien, ne ferait que l'aggraver. Un Etat juif créé en Palestine deviendrait inévitablement un centre d'intrigues et le point de ralliement des forces sionistes qui seraient lancées contre les pays arabes. Les Gouvernements des Etats arabes n'accepteront en aucune circonstance de permettre l'établissement du sionisme en territoire arabe à titre d'Etat autonome vers lequel des centaines de milliers d'immigrants étrangers afflueraient.

Ils désirent déclarer qu'ils sont certains que le partage de la Palestine et la création d'un Etat juif auraient pour seul résultat des effusions de sang et des troubles dans tout le Moyen-Orient. La proposition faite en 1937 par la Commission royale en ce qui concerne le partage a suffi à provoquer une révolution nationale qui s'est poursuivie jusqu'à la déclaration de guerre. En outre, étant données les conditions géographiques, économiques et sociales du pays, aucun plan de partage n'est réalisable. Ce petit pays ne peut être partagé entre deux ou trois Etats qui n'éprouveraient que de la méfiance et de l'hostilité les uns envers les autres.

La seule solution possible et la seule qui, selon les Gouvernements des Etats arabes, serait capable de régler le différend consisterait, ainsi qu'il est indiqué dans le projet présenté par la délégation arabe à la Conférence de Londres sur la Palestine en septembre 1946, à constituer un Gouvernement libre sur la base de la représentation proportionnelle et d'accorder à tous les Juifs qui ont acquis la nationalité palestinienne par les voies légales les mêmes droits qu'aux citoyens arabes. Les Arabes, qui ont toujours considéré que les immigrants juifs établis en Palestine depuis le début du Mandat ne peuvent être considérés comme citoyens palestiniens, veulent faire ainsi la preuve de l'esprit de conciliation qui les anime et de leur ardent désir d'aplanir les difficultés.

Ces dispositions ne sauraient avoir pour résultat, ainsi que certains sionistes le prétendent, de faire perdre aux citoyens juifs de Palestine la jouissance de leurs pleins droits par suite du fait qu'ils resteraient en minorité. Les minorités juives dans les pays arabes n'ont jamais été maltraitées. Au contraire, elles vivent en parfaite harmonie avec la majorité et jouissent de droits égaux. Dès les temps les plus anciens, les Arabes n'ont jamais pratiqué de discrimination en matière de race ou de religion entre leurs citoyens et, plus particulièrement, ils ont tou-

jours bien traité la communauté juive en se fondant sur les principes de la justice et de l'égalité. Loin de les opprimer, ils ont offert un asile à ceux qui fuyaient les persécutions d'autres pays et certains d'entre eux, du fait de la reconnaissance de leurs droits à la liberté et à l'égalité, ont atteint les plus hautes positions dans le monde de la politique, de l'administration, des finances et de la science.

Les sionistes essaient de motiver leurs revendications en disant qu'ils désirent sauver leurs frères juifs de la persécution dont ils sont actuellement victimes. Cependant, grâce à la victoire des démocraties, il n'y a plus nulle part dans le monde de foyer d'antisémitisme. Les minorités ont regagné leurs pleins droits et les exercent partout.

Dans la mesure où il s'agit du problème des réfugiés et des personnes déplacées, il faut le considérer à part de celui de la Palestine et le régler selon les principes de la collaboration et de la solidarité internationales. Il ne peut être question d'un transfert massif en Palestine. La diminution des souffrances d'une nation ne peut être recherchée au prix d'une augmentation des souffrances d'une autre nation et au prix de son anéantissement.

Les Gouvernements des Etats arabes ne peuvent conclure cette déclaration sans exprimer une fois de plus l'espoir que votre Commission, tenant compte des considérations et des vues que nous exprimons dans ce document, adoptera la seule solution juste du problème, à savoir la reconnaissance de l'indépendance souveraine de la Palestine et la cessation immédiate de l'immigration qui menace de changer la physionomie du pays. En effet, toute solution qui ne tiendrait pas compte de l'atmosphère de la Palestine, c'est-à-dire de l'attitude des peuples et des Gouvernements des Etats arabes, serait vouée à un échec certain. En outre, elle ne ferait qu'accroître les dangers qui existent actuellement et qui contiennent de redoutables menaces pour l'avenir.

Le PRÉSIDENT: Nous avons sous les yeux une traduction anglaise. Je me demande par conséquent s'il est nécessaire que ce discours soit traduit oralement? Quelqu'un désire-t-il une traduction orale?

Sir Abdur RAHMAN (Inde): En ce qui me concerne, ce n'est pas nécessaire.

Le PRÉSIDENT: Nous nous passerons donc de traduction.

M. HOOD (Australie): A propos de votre observation, je voudrais demander quelle est, précisément la valeur relative de ces deux textes. Je remarque, à première vue, qu'il existe des différences importantes entre l'un et l'autre. Pour-

rait-on nous dire lequel doit être considéré comme le texte authentique? Qu'il me soit permis de mentionner un exemple seulement? Dans le texte anglais, je vois une déclaration selon laquelle le Livre blanc serait devenu caduc. Autant que je puisse voir, cette affirmation n'apparaît pas dans le texte français; ce n'est là qu'un exemple.

M. Hamid FRANGIE (Liban): Nous nous en excusons. Nous n'avons pas eu le temps de faire une traduction très exacte et, par conséquent, nous aimerions demander à la Commission de considérer le texte français comme le texte correct.

Sir Abdur RAHMAN (Inde): Serait-il possible de nous indiquer les différences pour que nous puissions corriger nos textes anglais?

Le PRÉSIDENT: On vient de nous promettre une traduction anglaise modifiée.

M. GARCÍA GRANADOS (Guatemala): Je viens de remarquer qu'il y a une certaine différence entre le texte français distribué et celui qui vient d'être lu. Je souhaiterais vivement qu'on pût nous donner le texte exact.

Le PRÉSIDENT: Il peut y avoir certaines erreurs typographiques qui seront corrigées.

Nous nous passerons de traduction orale et nous attendrons d'avoir reçu la traduction anglaise exacte.

Avant de clore la séance, je voudrais dire que si nous estimons nécessaire de tenir une autre séance entre notre Commission et les représentants des Etats arabes, nous le dirons et nous indiquerons dans quelles conditions cette séance pourrait avoir lieu.

La séance est levée.

La séance est levée à 11 h. 50

**LISTE DES AUDITIONS EN SEANCES PUBLIQUES
TENUES PAR LA COMMISSION SPECIALE POUR LA PALESTINE**

(par ordre chronologique)

| <i>Numéro de la séance</i> | <i>Lieu et date de la séance</i> | <i>Autorités gouvernementales et organisations</i> | <i>Représentants</i> |
|--------------------------------|--------------------------------------|--|---------------------------------|
| 8 | Jérusalem 17 juin | Agence juive pour la Palestine | M. M. Shertok |
| 8 | Jérusalem 17 juin | Agence juive pour la Palestine | M. D. Horowitz |
| 16 | Jérusalem 4 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. D. Ben Gurion |
| 16 | Jérusalem 4 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. le Rabbin J. L. Fishman |
| 16 | Jérusalem 4 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. D. Horowitz |
| 17 | Jérusalem 6 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. F. Bernstein |
| 17 | Jérusalem 6 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. E. Kaplan |
| 19 | Jérusalem 7 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. D. Ben Gurion |
| 21 | Jérusalem 8 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. Chaim Weismann |
| 21 | Jérusalem 8 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. D. Ben Gurion |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. E. Kaplan |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. D. Horowitz |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. F. Bernstein |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. le Rabbin J. L. Fishman |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. I. Ben Zevie |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. M. Eliash |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. A. Katznelson |
| 24 | Jérusalem 9 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. D. Remez |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. M. Heliash |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | <i>Vaad Leumi</i> | M. A. Katznelson |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | Grand Rabbinat | Le Grand Rabbin I. Herzog |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | Grand Rabbinat | Le Grand Rabbin Ben Zion Ouziel |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | <i>Agudath Israël</i> | M. le Rabbin I. M. Lewin |
| 26 | Jérusalem 10 juillet | <i>Agudath Israël</i> | M. le Rabbin A. I. Klein |
| 26 | Jérusalem | <i>Agudath Israël</i> | M. le Rabbin M. Glikman-Porush |
| 27 | Jérusalem 11 juillet | Eglise d'Angleterre | Le Très Révérend W. H. Stewart |
| 27 | Jérusalem 11 juillet | Eglise d'Angleterre | Le Révérend Clark-Kerr |
| 27 | Jérusalem 11 juillet | Organisations féminines juives de Palestine | Mme R. Katznelson-Rubatchov |
| 27 | Jérusalem 11 juillet | Organisations féminines juives de Palestine | Mme R. Sieff |

| <i>Numéro de la séance</i> | <i>Lieu et date de la séance</i> | <i>Autorités gouvernementales et organisations</i> | <i>Représentants</i> |
|--------------------------------|--------------------------------------|--|--|
| 29 | Jérusalem 13 juillet | Parti communiste de Palestine | M. S. Mikunis |
| 29 | Jérusalem 13 juillet | Parti communiste de Palestine | M. W. Ehrlich |
| 29 | Jérusalem 13 juillet | Parti communiste de Palestine | M. M. Vilner |
| 30 | Jérusalem 14 juillet | Association de l' <i>Ihud</i> | M. J. L. Magnes |
| 30 | Jérusalem 14 juillet | Association de l' <i>Ihud</i> | M. M. Rainer |
| 32 | Jérusalem 15 juillet | Parti communiste de Palestine | M. S. Mikunis |
| 32 | Jérusalem 15 juillet | Parti communiste de Palestine | M. M. Vilner |
| 32 | Jérusalem 15 juillet | Ligue pour le rapproche- ment et la collabora- tion judéo-arabe | M. E. Simon |
| 32 | Jérusalem 15 juillet | Ligue pour le rapproche- ment et la collabora- tion judéo-arabes | M. A. Cohen |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Communauté juive ashkenazite | M. le Grand Rabbin J. H. Duschinsky |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Communauté juive ashkenazite | M. le Rabbin Selig Reuben Bengis |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Confédération générale des travailleurs juifs | M. Z. Rubashov |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Confédération générale des travailleurs juifs | M. Lubianiker |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Confédération générale des travailleurs juifs | M. Shkelnik-Levy |
| 33 | Jérusalem 16 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. M. Shertok |
| 35 | Jérusalem 17 juillet | Agence juive pour la Palestine | M. M. Shertok |
| 35 | Jérusalem 17 juillet | Union communiste de Palestine | M. E. Preminger |
| 38 | Beyrouth 22 juillet | Gouvernements des Etats arabes | M. Riad Bey Solh (Liban) |
| 38 | Beyrouth 22 juillet | Gouvernements des Etats arabes | M. Hamid Frangie (Liban) |